

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Réorganisation du Service de renseignement de l'Etat p. 535
Réforme de la Police grand-ducale p. 559
Chargés d'éducation p. 552

Sommaire des séances publiques n°s 36 à 38 p. 574
Sommaire des questions parlementaires p. Q205

36^e séance
37^e séance
38^e séance

Jeudi 9 juin 2016
Mardi 14 juin 2016
Mardi 28 juin 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Treffen der Parlamentspräsidenten der deutschsprachigen Länder in Konstanz

Auf Initiative des Präsidenten des Deutschen Bundestages, Herrn Norbert Lammert, trafen sich die Parlamentspräsidenten der deutschsprachigen Länder - Deutschland, Österreich, Schweiz, Belgien (deutschsprachige Gemeinschaft), Liechtenstein und Luxemburg - am 15. und 16. Juli in Konstanz.

Die luxemburgische Abgeordnetenkammer war durch ihren Präsidenten, Herrn Mars Di Bartolomeo, und ihren Generalsekretär, Herrn Claude Friesisen, vertreten. Auf der Tagesordnung standen die parlamentarischen Herausforderungen bezüglich der Migration und Integration sowie aktuelle parlamentarische Fragestellungen.

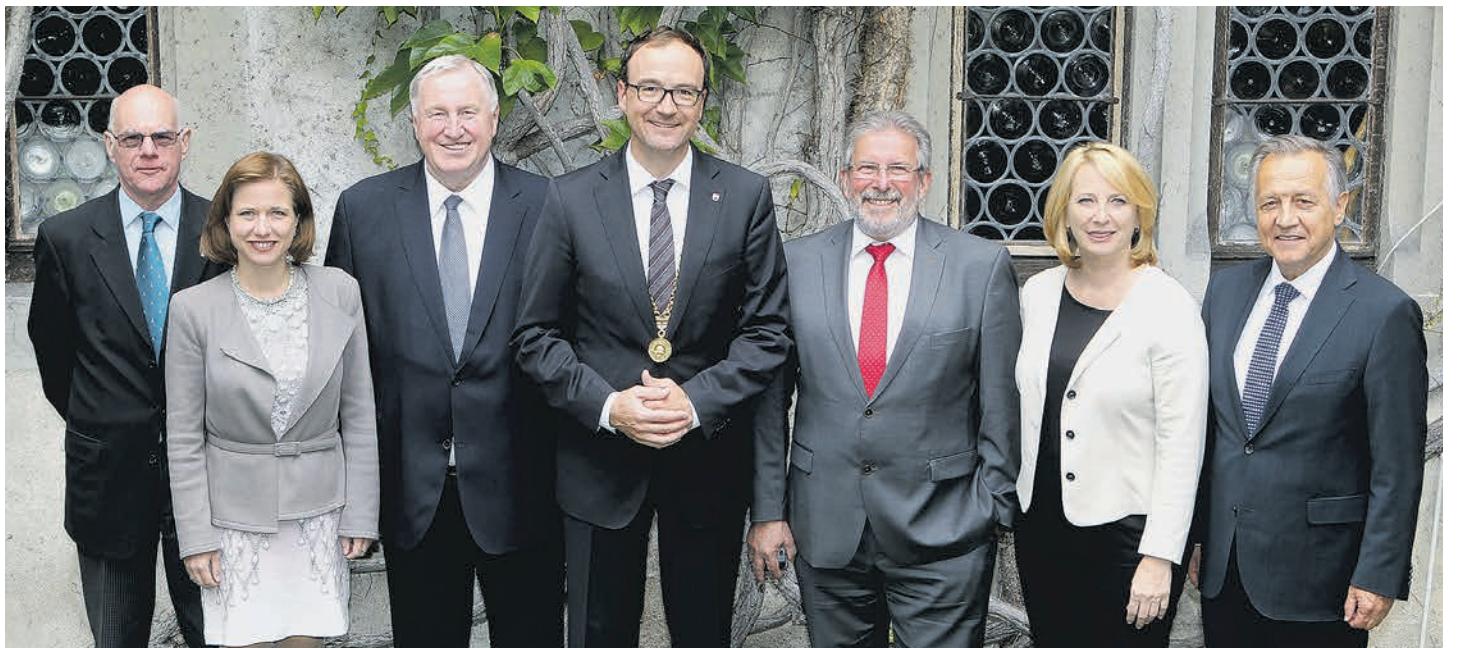
Während der Gespräche stellte sich heraus, dass die Parlamentspräsidenten in Sachen Integration und Migration weitgehend dieselben Ansichten teilen.

Sie haben sich ganz klar für eine gemeinsame, konzertierte europäische Lösung ausgesprochen.

Im Laufe dieser zwei Tage gab es auch Kontakte mit der Stadt und der Uni Konstanz, und die Teilnehmer hatten die Gelegenheit, sich über Best-Practice-Modelle auszutauschen.

Die Präsidenten stellten fest, dass in den letzten Monaten, dank einer guten Zusammenarbeit zwischen staatlichen und kommunalen Stellen, aber auch dank einer engagierten Zivilgesellschaft, die in den verschiedenen Ländern entstandenen Herausforderungen gut bewältigt wurden. Jedoch sind die anhängigen Asylverfahren immer noch schleppend.

Präsident Mars Di Bartolomeo unterstrich, dass die verschiedenen Migrationswellen nach Luxemburg dem Land nie geschadet haben. Er vertrat des Weiteren die Meinung, dass es nicht



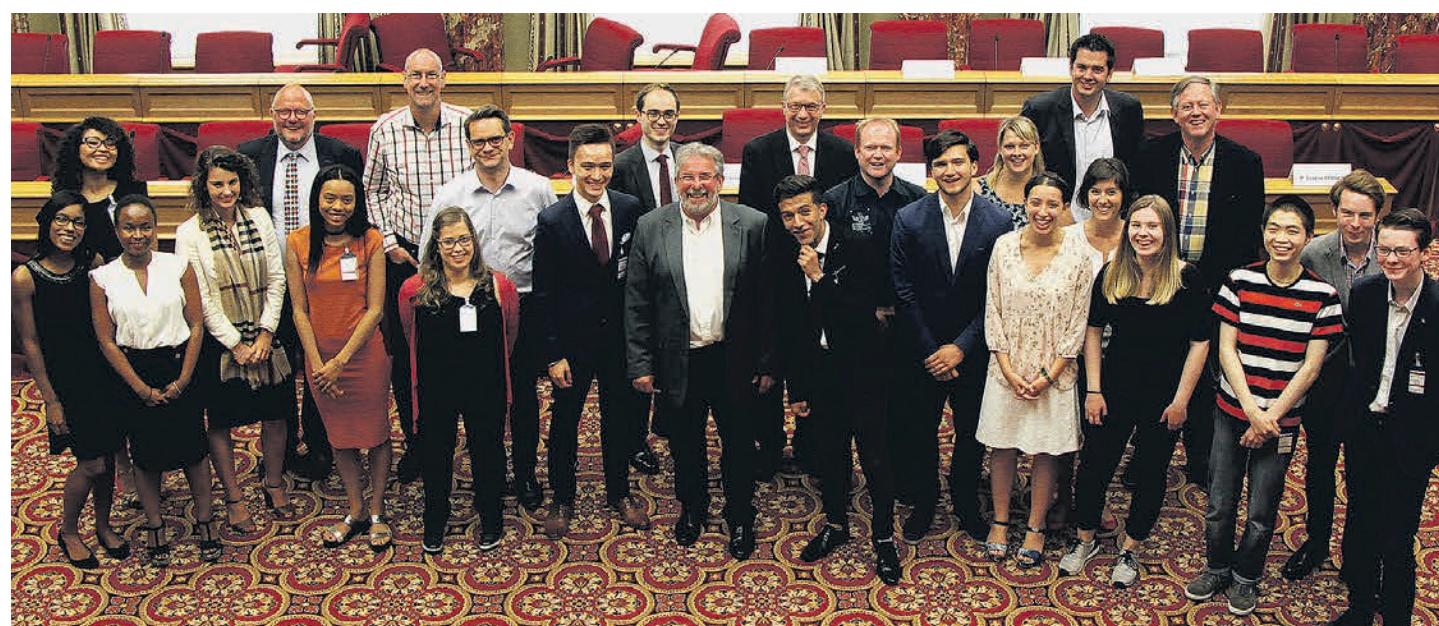
(von links nach rechts) Herr Norbert Lammert, Präsident des Deutschen Bundestages, Frau Christa Markwalder, Präsidentin des Nationalrates der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Herr Karl-Heinz Lambertz, Präsident des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Herr Uli Burchardt, Oberbürgermeister der Konsilstadt Konstanz, Herr Mars Di Bartolomeo, Präsident der Luxemburger Abgeordnetenkammer, Frau Doris Bures, Präsidentin des Nationalrates der Republik Österreich, Herr Albert Frick, Präsident des Landtages des Fürstentums Liechtenstein

fördlicher sei, die Länder, die in der Flüchtlingsproblematik eine andere Meinung vertreten, ins Abseits zu stellen. Man sollte sich im Gegenteil mit deren Argumenten auseinandersetzen, ohne sie aus der notwendigen Solidarität zu entlassen.

Der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer plädierte für ein starkes Engagement in der Entwicklungs- und in der Friedenspolitik, da eine langfristige Lösung nur mit einer Ursachenbekämpfung in den Herkunfts ländern möglich sei.

Die Präsidenten waren sich einig, dass die Tatsache, dass die Zahl der asylsuchenden Flüchtlinge in den letzten Monaten zurückgegangen ist, nicht heiße, dass die Problematik definitiv gelöst sei.

Le Parlement des Jeunes à la Chambre des Députés



Des membres du Parlement des Jeunes et de la Chambre des Députés réunis.

Une vingtaine de membres du Parlement des Jeunes se sont échangés, le 19 juillet 2016, avec

des députés membres de plusieurs commissions parlementaires (Conférence des Presidents et Bu-

reau, Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de

l'Immigration, Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) sur trois résolutions. Celles-ci avaient été adoptées lors du Sommet final du Parlement des Jeunes le 12 juillet 2016 et portent sur différents thèmes de l'actualité politique nationale et internationale.

Les résolutions concernent:

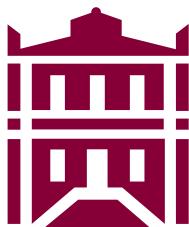
- l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne,
- la participation des jeunes à la vie politique et
- les langues dans le système scolaire et leurs applications.

Les autres sujets abordés lors de cet échange de vues étaient le chômage au Luxembourg et l'inégalité des sexes.

Ces thèmes seront approfondis lors de la prochaine session du Parlement des Jeunes.

Pour conclure ce «hearing», le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a souligné l'importance des échanges réguliers avec le Parlement des Jeunes qu'il considère comme «le petit frère ou la petite sœur de la Chambre des Députés».

Le Président a également assuré aux jeunes que leurs résolutions étaient prises en compte par les députés dans leur travail quotidien au sein des commissions parlementaires. A l'avenir, les députés aimeraient davantage tenir informés leurs jeunes «confrères» sur le suivi de leurs propositions.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°14 • SESSION ORDINAIRE 2015 - 2016

Réforme du Service de renseignement

6675 - Projet de loi

1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat;

2) modifiant

- le Code d'instruction criminelle,

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et

- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

Renforcement du contrôle du SRE

Pour éviter toute nouvelle forme de dérives, le Gouvernement a décidé de renforcer le contrôle du SRE en instaurant un nouveau régime de surveillance à **quatre niveaux**:

Un premier contrôle se situe dès lors au **niveau politique** de par la création d'un **Comité ministériel** du renseignement chargé d'établir la politique générale du renseignement et de déterminer les orientations des activités du SRE. Le SRE accomplit dès lors ses missions conformément aux directives fixées par le ministre et approuvées par un **Comité ministériel** du renseignement, composé de membres du Gouvernement qui sont à l'heure actuelle au nombre de trois. Ce Comité établit, sur proposition du ministre, la politique générale du renseignement et détermine les orientations des activités du SRE. Le Comité a également comme charge de surveiller de manière permanente les activités du SRE. Ce Comité n'exonère cependant pas le membre du Gouvernement ayant le renseignement dans les attributions de sa responsabilité politique et administrative. C'est à lui qu'incombe la décision finale et c'est lui qui endosse la responsabilité des décisions puisqu'il constitue l'autorité hiérarchique du SRE.

Un deuxième contrôle se situe au **niveau administratif** de par la mise en place d'un **délégué au SRE** désigné par le Gouvernement en Conseil sur proposition du membre du Gouvernement ayant le renseignement de l'Etat dans ses attributions. Le délégué au SRE, qui doit être détenteur d'une habilitation de sécurité du niveau «très secret», a pour mission de surveiller le fonctionnement interne du SRE. Il fait régulièrement rapport au ministre. Aucun secret ne peut lui être opposé. Il dispose d'une compétence propre d'investigation et de contrôle au sein du SRE, sans pour autant pouvoir s'immiscer dans l'exécution courante des missions dudit service, prévues à l'article 3 qui reste de la seule responsabilité du directeur du SRE. Le directeur du SRE est responsable de la gestion de l'administration. Le SRE comprend la direction ainsi que différentes divisions dont les attributions sont déterminées par le directeur, sous réserve de l'approbation du membre du Gouvernement ayant le renseignement de l'Etat dans ses attributions. Le directeur arrête les détails d'organisation et les modalités de fonctionnement du SRE. Une fois par mois, le directeur rapporte par écrit au Comité des observations réalisées par le SRE.

Un troisième contrôle se situe au **niveau de la justice**. Une commission spéciale, composée de trois juges, à savoir le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative et le président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, doit aviser et autoriser différents moyens et mesures opérationnelles du SRE, tels que l'usage de moyens techniques d'intrusion et de surveillance de toutes les formes de communication.

Un quatrième contrôle se situe au **niveau parlementaire**. Le directeur du SRE informe la **commission de contrôle parlementaire**, sur une base au moins trimestrielle, de l'ensemble des activités du SRE. D'autre part, la commission parlementaire peut de sa propre initiative initier des contrôles ciblés des activités du SRE.

De par ce triple contrôle en amont, suivi par un contrôle a posteriori parlementaire, le Gouvernement souhaite entourer le SRE de tous les mécanismes nécessaires à un contrôle rigoureux, tout en respectant les recommandations du rapport final de la commission d'enquête parlementaire.

Précision des missions du SRE

L'approche fondamentale du projet de loi consiste à clairement délimiter les missions du SRE, à savoir une **mission d'anticipation et de prévention**, c'est-à-dire qui intervient en pré-

sence d'une menace ou d'un risque d'une menace pour la sécurité nationale et qui sont susceptibles de mettre en cause l'indépendance et la souveraineté de l'Etat, la sécurité et le fonctionnement des institutions, les droits fondamentaux et les libertés publiques, la sécurité des personnes et des biens, le potentiel scientifique et technique ou les intérêts économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Il en va de même pour la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales ou supranationales avec lesquelles le Luxembourg poursuit des objectifs communs sur base d'accords ou de conventions bilatérales respectivement multilatérales.

Le présent projet de loi énumère clairement les facteurs de risque déterminant les activités susceptibles de menacer la sécurité nationale ou les intérêts visés ci-dessus, à savoir:

- l'espionnage;
- l'extrémisme à propension violente;
- l'ingérence;
- le terrorisme;
- la prolifération d'armes de destruction massive ou de produits liés à la défense et des technologies y afférentes;
- le crime organisé ou la cyber-menace dans la mesure où ces deux derniers sont liés aux activités précitées.

La lettre de mission

Il importe par ailleurs de souligner qu'une des principales nouveautés de ce projet de loi, qui a été décidée lors des travaux parlementaires, est la lettre de mission. Cette lettre de mission est une sorte de «feuille de route» précisant les activités du SRE ainsi que ses priorités. Le Comité ministériel établit, sur proposition du ministre, une lettre de mission qui est annuellement mise à jour et transmise pour information à la Commission de contrôle parlementaire pour assurer un suivi transparent. Étant donné que le SRE doit pouvoir réagir à des situations d'urgence ponctuelle, une mise à jour régulière de la lettre de mission s'avère nécessaire.

Exclusion de toute surveillance politique

Dans le projet de loi, il est en outre clairement précisé que le SRE n'a pas pour mission la surveillance politique interne, la surveillance des activités syndicales ou des activités des ONG et associations notamment dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de l'équité.

En effet, ces précisions se sont avérées indispensables suite à la révélation publique en 2012 de l'existence d'une banque de données tenue à l'époque par le SRE sous forme de fiches individuelles sur support papier ainsi que d'une «archive backup» déposée au Château de Senningen.

Il est apparu que pendant la période allant de la création du Service de renseignement jusqu'à la chute du mur de Berlin, les activités du Service de renseignement couvraient également la recherche d'informations de tout mouvement d'opposition ou critique vis-à-vis de l'Etat.

Il s'agissait en partie d'observations de citoyens engagés politiquement dans son sens le plus large, mais qui ne représentaient à aucun moment un quelconque risque pour la sécurité publique.

Les moyens et mesures de recherche des renseignements

En ce qui concerne les méthodes opérationnelles de renseignement, le Gouvernement désire ancrer dans une norme législative les méthodes opérationnelles classiques d'un Service de renseignement en distinguant entre deux groupes de moyens et mesures de recherche, comportant un **mécanisme d'autorisation** interne et externe graduelle, dépendant du degré d'intrusion dans la vie privée d'autrui. Il est cependant précisé dans le présent projet de loi que le SRE, dans le cadre de ses missions, est toujours obligé de mettre en œuvre les mesures qui comportent la moindre intrusion dans la vie privée pour les personnes visées par les opérations, tout en veillant en tout état de cause au principe de la proportionnalité.

Les moyens et mesures de recherche opérationnelle les moins intrusives ne peuvent être mis en œuvre que sur **autorisation écrite du directeur du SRE**, suite à une demande motivée écrite du membre de l'agent du SRE chargé des recherches. Le SRE peut ainsi recourir à des personnes physiques externes au SRE,

sources et informateurs, qui communiquent des informations ou des renseignements au SRE. Le SRE peut également procéder à des observations dans les lieux publics.

Avec l'**autorisation du Comité**, le SRE peut créer et recourir à des personnes morales à l'appui des activités opérationnelles afin de collecter des informations en relation avec l'exercice de sa mission. Les membres du SRE peuvent également, pour des raisons de sécurité liées à la protection de leur personne et pour les besoins de confidentialité inhérents à l'exercice d'une mission du SRE, utiliser un nom qui ne leur appartient pas sans être pénalement responsables de cet acte. L'identité d'emprunt ne peut cependant être utilisée qu'à titre exceptionnel sur décision du Comité. Le directeur assure la traçabilité de l'emploi des identités d'emprunt.

Les méthodes opérationnelles les plus intrusives à la vie privée, telles que la surveillance des télécommunications ou de la correspondance postale, devront dorénavant se faire **aviser et autoriser au préalable par une commission spéciale** composée par le président de la Cour supérieure de justice, le président de la Cour administrative et le président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Si parmi les renseignements pouvant servir à la continuation de l'enquête se trouvent des données qui n'ont aucun lien avec l'enquête, le SRE devra procéder immédiatement à leur destruction, à l'instar de celles obtenues par des mesures de repérage de télécommunications n'ayant donné aucun résultat. Lorsque les renseignements obtenus peuvent servir à la continuation de l'enquête, la destruction a lieu au plus tard cinq ans après la clôture de l'enquête. Lorsque les faits faisant l'objet de l'enquête ont été dénoncés au procureur, la destruction a lieu au plus tard au moment de la prescription de l'action publique.

En cas de menaces d'espionnage et/ou de prolifération d'armes de destruction massive, le SRE dispose, sur autorisation du Comité et après assentiment de la commission spéciale, de moyens et de mesures de recherche exceptionnels obligeant plus particulièrement les transporteurs aériens ainsi que les banques et autres prestataires de services financiers (PSF) à livrer au SRE toute information demandée dont ils disposent au sujet de la ou des personnes visées par la recherche. Dans les mêmes conditions, la ou les personnes concernées devraient assurer l'accès de leurs systèmes informatiques au SRE afin de rechercher de manière ciblée des renseignements nécessaires à l'exécution des missions définies.

En ce qui concerne des faits ayant trait à des activités de terrorisme, le SRE peut faire usage des méthodes destinées à l'observation dans un lieu privé, le cas échéant sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant.

En ce qui concerne le contrôle de qualité des dispositifs techniques utilisés par le SRE pour capter des données informatiques, la commission a également pris en compte l'avis de la Commission nationale pour la protection des données relativ au projet de loi 6921, et souligne dans le présent projet de loi qu'il incombera au pouvoir exécutif de s'assurer que les dispositifs techniques mis en place répondent à des critères de qualité rigoureux.

Une fois par mois, le directeur du SRE rapporte par écrit au Comité les observations réalisées par le SRE et il transmet à cette fin au Comité un rapport écrit comprenant les motifs spécifiques de l'observation ainsi que la manière dont l'observation a été exécutée et la période durant laquelle l'observation s'est appliquée.

Accès, échange et communication des renseignements

L'accès aux données à caractère personnel est clairement réglementé dans le présent projet de loi. Un chargé de la protection des données veille en outre à ce que toute consultation de ces données ne soit effectuée que pour un motif précis. De plus, la date, l'heure et l'identité de la personne qui a procédé à un traitement ou une consultation de données doivent pouvoir être retracées par un système informatique.

Quant à l'échange de renseignements, le SRE veille à une coopération efficace avec les autorités judiciaires, les services de la Police grand-ducale et les administrations luxembourgeoises.

En ce qui concerne la coopération au niveau européen et international, les échanges de renseignements bilatéraux et multilatéraux avec

les organismes de renseignement et de sécurité étrangers sont d'une importance capitale pour le Luxembourg. Disposant de ressources limitées, notre pays dépend de renseignements relatifs à notre sécurité nationale que d'autres services partenaires veulent bien lui fournir. Il est pour cela primordial que le Luxembourg respecte la règle de l'originateur. En d'autres termes, les renseignements obtenus de la part de services de renseignement partenaires sont soumis aux accords et restrictions conclus à cet effet.

Lorsqu'une saisie porte sur des dossiers pour lesquels le SRE détient des renseignements provenant de services partenaires ou d'organisations internationales, le directeur du SRE ou son représentant demande également la mise sous scellés des données et matériels concernés, munis du sceau du juge, à l'origine de la saisie, et conservés en lieu sûr par celui-ci. Un vice-président de la Cour supérieure de justice vérifie à la demande du juge l'origine étrangère des renseignements en question.

Si l'origine étrangère est vérifiée, le juge peut demander au SRE de solliciter, auprès du service partenaire ou de l'organisation internationale concernée, l'autorisation de communication aux autorités judiciaires. En cas d'accord, le scellé est levé et les données et matériels sont intégrés au dossier judiciaire. En cas de refus de l'accord, le scellé est levé et les données et matériels sont restitués au SRE.

Droits et devoirs des agents du SRE

Avec le présent projet de loi, le Gouvernement a pour objectif d'adapter la posture du SRE au contexte national et à l'environnement international actuel en le dotant des ressources nécessaires pour être capable de s'adapter aux évolutions futures. Le SRE communique chaque année à la commission de contrôle parlementaire les demandes et les prévisions d'effectifs ainsi que le nombre d'effectifs engagés.

En ce qui concerne leurs **primes et indemnités**, il est prévu de continuer d'allouer aux agents du SRE en fonction de leurs tâches opérationnelles et de l'obligation de permanence une prime de risque non pensionnable et une prime d'astreinte pensionnable. Étant donné que la prime d'astreinte trouve sa contrepartie dans l'exécution d'une tâche comportant réellement une astreinte, aucune allocation n'est due pendant le congé de récréation. À cet effet, il n'est pas versé de prime d'astreinte avec la rémunération due pour le mois d'août.

Quant à la prime spéciale, dont le montant est fixé en fonction des différentes carrières au sein du SRE, il a par ailleurs été souligné qu'elle reste censée puisque cette prime compense les conditions de travail particulières inhérentes aux activités du SRE auxquelles sont soumis ses agents.

Ce projet de loi réaffirme également l'**obligation de confidentialité**. Les agents du SRE et toute personne coopérant avec le SRE dans l'exécution de ses missions prévues par la présente loi, qui sont dépositaires des secrets leur confiés dans l'exercice de leur mission ou de leur coopération et qui les auront révélés, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 euros à 5.000 euros. Le secret subsiste même lorsque les agents ont cessé leurs fonctions ou lorsque les personnes ne coopèrent plus avec le SRE.

Il est par ailleurs interdit pendant un délai de cinq ans à partir de leur départ du SRE aux membres agents du SRE ou aux personnes visées ci-dessus qui, au terme de leur engagement, exercent à titre professionnel et pécuniaire une activité analogue ou identique à celle du SRE, d'exploiter les contacts et les renseignements classifiés ou secrets par leur nature collectés dans le cadre de leur activité.

Une telle précision s'est avérée nécessaire pour éviter tout nouveau cas de pantoufle car ce phénomène pose des problèmes éthiques et déontologiques liés au mélange des sphères privées et publiques et des sphères de l'intérêt général et des intérêts particuliers.

La présente réforme souligne également l'**obligation d'information**. Aussi bien le directeur que le ministre sont tenus explicitement d'informer la commission de contrôle parlementaire de toute irrégularité suspectée au sein des services du SRE.

Ce projet de loi garantit une meilleure sécurité juridique aux missions et aux moyens du SRE grâce à un cadre juridique renforcé des activités opérationnelles du SRE. Une assise juridique plus claire, transparente et moderne permettra aux membres du SRE d'exercer leurs missions



en toute sécurité juridique et sans risque de porter illégalement atteinte au respect de la vie privée.

La commission du contrôle parlementaire

Suite au rapport de la commission d'enquête du 5 juillet 2013, une proposition de loi avait été déposée par les représentants des différents partis siégeant à la Chambre des Députés. Celle-ci reprenait les principales recommandations concernant un meilleur contrôle des activités du SRE par le Parlement. La commission d'enquête jugeait notamment que la commission de contrôle parlementaire a été freinée dans l'exécution de son travail de contrôle alors qu'aucune information au sujet des dysfonctionnements au sein du SREL ne lui a été communiquée.

C'est pour cette raison que la proposition de loi 6589B reformule la législation de façon à introduire un devoir d'information strict et préalable valant pour les responsables du service et pour le ministre de tutelle du SRE. Tous les députés de la commission s'étaient également pronon-

cés en faveur d'une disposition liant le manque délibéré d'information du directeur du SRE vis-à-vis des membres de la commission du contrôle parlementaire à une sanction pénale. Une telle disposition avait été inscrite dans le projet de loi lors des travaux parlementaires, mais suite à une opposition formelle de la part du Conseil d'Etat, elle a finalement été abandonnée.

Dans l'intérêt d'une bonne exécution de sa mission, il est prévu entre autre que la commission de contrôle parlementaire peut décider de se faire assister par un ou plusieurs experts. La commission de contrôle parlementaire peut également entendre les agents du SRE en charge du dossier sur lequel porte le contrôle.

Dans ce contexte, il est important de rappeler que lors des travaux parlementaires, la commission a décidé, en accord avec les initiateurs de la proposition de loi 6589B, d'intégrer le texte dans le présent projet de loi, afin de faire un texte cohérent et complet en matière de contrôle du SRE.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.12.2015

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

26.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

08.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°164, page 2726

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 02.04.2014

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

25.03.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation et discussion du projet de loi et de la proposition de loi

22.04.2015 Examen du projet de loi, de la proposition de loi, des amendements gouvernementaux et de l'avis du Conseil d'Etat

29.04.2015 Continuation des travaux

12.05.2015 Continuation des travaux

20.05.2015 Continuation des travaux

03.06.2015 Continuation des travaux

08.07.2015 Continuation de l'examen du projet de loi et de la proposition de loi et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

15.07.2015 Continuation de l'examen du projet de loi et de la proposition de loi et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

14.09.2015 Continuation de l'examen du projet de loi et de la proposition de loi et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

23.09.2015 Continuation de l'examen du projet de loi et de la proposition de loi et examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

07.10.2015 Continuation des travaux

14.10.2015 Continuation des travaux

21.10.2015 Continuation des travaux

28.10.2015 Continuation de l'examen des amendements proposés par M. le Député Serge Urbany

11.11.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

02.03.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat

03.03.2016 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

04.05.2016 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat

01.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2016

Loi du 5 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°129, page 2244

Chargés d'éducation

6923 - Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle et des chargés d'enseignement à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle, 2. fixation des modalités et du déroulement du cycle de formation des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 3. création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

La mise en œuvre de la réforme de la Fonction publique nécessite un certain nombre d'adaptations au niveau de l'organisation de l'enseignement secondaire. Ainsi, après l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, les employés enseignants de l'enseignement secondaire bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée devront effectuer un cycle de formation au cours des trois premières années. La loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Education nationale (IFEN) donne des précisions quant à l'introduction de ce nouveau cycle de formation

d'une durée de trois ans pour les employés pré-cités.

Le présent texte prévoit que les chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle seront uniquement engagés en vue d'assumer des remplacements ne pouvant pas être assurés par des fonctionnaires, des candidats, ni par des stagiaires fonctionnaires, ni par des chargés de cours, des chargés d'éducation engagés à durée indéterminée et des chargés d'enseignement.

Le projet de loi définit également les conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation engagés à durée déterminée. Par ailleurs, le texte a pour objet de déterminer les conditions d'engagement et de travail des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée, ainsi que l'organisation et les modalités de leur stage. Le but est également de tenir compte de la volonté de diminuer progressivement la tâche normale des chargés d'enseignement à 22 leçons.

Finalement, le projet sous rubrique propose d'abolir la limite des dix leçons d'enseignement dans la spécialité car il s'est avéré qu'en pratique cela constituait souvent un frein à l'engagement d'un chargé qui était cependant nécessaire en vue du bon fonctionnement des lycées.

Efficacité énergétique

6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Energie

L'objet du projet de loi est la transposition en droit national des articles 8 et 14 de la directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique.

Dans son article 8, la directive vise à exploiter les potentiels d'économies d'énergie dans le secteur des entreprises commerciales en obligeant les grandes entreprises (non-PME) à se soumettre de manière régulière à des audits énergétiques, respectivement à mettre en place des systèmes de management de l'énergie ou

de l'environnement. La législation luxembourgeoise actuelle n'impose des audits énergétiques que de manière limitée.

Dans son article 14, la directive entend promouvoir l'efficacité en matière de chaleur et de froid en imposant dans certains cas la réalisation d'une analyse évaluant les coûts et les avantages de la valorisation de la chaleur fatale, voire de la conversion de l'installation analysée en une installation de cogénération à haut rendement. Une telle obligation n'existe actuellement pas dans la législation nationale.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 19.02.2016

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

21.04.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

09.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2016

Loi du 5 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°118, page 2160



Mémoire de la Deuxième guerre mondiale

6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant

1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant;

2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

3. abrogation de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

Le projet de loi traduit la démarche adoptée par le Gouvernement de distinguer entre la transmission de la mémoire et la recherche historique portant sur les événements de la Deuxième guerre mondiale. Il a été retenu à cet effet dans le programme gouvernemental que: «Le Gouvernement créera un Institut d'Histoire du temps présent («Institut für Zeitgeschichte») en y intégrant une partie des ressources notamment du Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance et du Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé. En effet, il importe de différencier dans le cadre institutionnel luxembourgeois entre, d'un côté, la recherche historique et, de l'autre, le devoir de mémoire. L'Institut de l'Histoire du temps présent («IHTP») aura ainsi pour mission une recherche scientifique, critique et objective sur notre histoire contemporaine, objet bien différent d'un centre/comité du souvenir sur la résistance et les victimes du nazisme.»

Par voie de conséquence, le Gouvernement propose de revoir le dispositif législatif actuellement en place qui établit un lien étroit entre souvenir de la résistance et de l'enrôlement forcé et la recherche y relative et de séparer les deux aspects en créant une nouvelle structure principalement dédiée à la commémoration des événements qui ont touché le Grand-Du-

ché de Luxembourg et sa population pendant la période de la Deuxième guerre mondiale. Cette nouvelle structure englobera un élément négligé à ce jour, à savoir la Shoah, qui ne se retrouve pas officiellement dans les structures actuelles.

Parallèlement donc à la mise en place du Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale, le projet de loi abolit les institutions existantes à ce jour, à savoir:

- le Comité directeur pour le souvenir de la Résistance, mis en place dans le cadre de la loi modifiée du 25 février 1967, par la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche de la Résistance;

- le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, mis en place par la même loi;

- le Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, créé par la loi du 4 avril 2005;

- le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé, créé par la même loi.

Si les centres de documentation ont depuis leur création entrepris un travail de recherche substantiel, il reste qu'ils l'ont fait avec peu de moyens et en se focalisant nécessairement, de par leur loi constitutive, sur un aspect forcément limité de la Deuxième guerre mondiale. L'intégration de la recherche sur la Deuxième guerre mondiale à un cadre plus large bénéficiant de moyens plus conséquents permettra à celle-ci de répondre à tous les standards d'une recherche scientifique, critique, complète et objective sur notre histoire contemporaine.

Le projet est ainsi le second élément, après la loi du 26 février 2016 abrogeant la loi du 7 août 2002 portant création du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe, apporté à la mise en place de l'IHTP.

Dans la logique de la démarche ainsi proposée, le Gouvernement envisage par ailleurs de concentrer la commémoration du souvenir de la Deuxième guerre mondiale sur une date unique. Ainsi, la nouvelle Journée nationale du Souvenir, dont la date pourrait être celle de l'actuelle Journée de Commémoration nationale, constituera la seule commémoration annuelle officielle de la Deuxième guerre mondiale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.03.2016

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel)

09.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

08.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2016

Notifications aux contribuables

6964 - Projet de loi portant modification du paragraphe 91, alinéa 1^{er}, de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Le présent projet de loi a pour objet la modification du paragraphe 91, alinéa 1^{er}, de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») dans le sens de supprimer l'obligation pour l'administration de procéder à des notifications à chacun des époux ou partenaires imposés collectivement, à moins que l'un des époux ou partenaires ne demande expressément une notification individuelle. Le nouveau régime dérogera donc au principe actuellement appliqué de la notification individuelle de décisions aux personnes soumises à une imposition collective et ayant une adresse commune.

Cette mesure vise à garantir les droits des contribuables en matière de notification, tout en permettant une simplification de l'action administrative et une réduction des frais d'affranchissement à charge de l'Administration des Contributions directes en supprimant le double envoi des courriers pour les contribuables imposés collectivement. Pour l'instant, ce sont quelque 1.200.000 envois, dont beaucoup font double emploi, qui sont adressés annuellement aux contribuables par les services fiscaux.

C'est dans ce sens que la nouvelle disposition proposée a pour objet de permettre une notification commune de décisions aux personnes soumises à une imposition collective et partageant une habitation commune. Cette mesure devra également faciliter le recouvrement de l'impôt.

Cette modification permet une diminution des frais postaux de 280.000 euros pour l'année 2016 et de 370.000 euros pour l'année 2019.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.03.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

03.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

10.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2016

Loi du 29 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°112, page 1994

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 02.03.2016

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

11.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

01.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2016

Loi du 21 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°106, page 1920

Échange d'informations classifiées

6962 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés les accords de sécurité concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé le 8 septembre 2015 à Londres, et avec la République de Chypre, signé le 3 septembre 2015 à Luxembourg.

Les accords sous rubrique visent à créer le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations classifiées. Les États parties à l'accord s'engagent à assurer aux informations leur transmises par l'autre État partie un niveau de protection équivalent à celui accordé à leurs propres informations classifiées nationales de même niveau de sécurité. Ainsi, dès réception

des informations classifiées par un État partie, ce dernier appose sa propre classification nationale conformément aux équivalences arrêtées par l'accord. Une spécificité de l'accord signé avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord est que seulement trois classifications («top secret», «secret» et «official sensitive») ont été retenues pour le Royaume-Uni, tandis que le Luxembourg connaît quatre («très secret», «secret», «confidential» et «restreint»). Ceci est dû aux spécificités de la législation afférante au Royaume-Uni. Les informations de classification luxembourgeoise «confidential» sont considérées comme «secret» dans le système de classification du Royaume-Uni. Les États parties garantissent en outre que les niveaux de sécurité ne sont pas altérés, excepté si la partie d'origine l'autorise suite à une demande écrite.

L'accès aux informations classifiées est strictement réservé aux personnes qui se sont vu accorder une habilitation de sécurité de niveau approprié et dont la fonction rend l'accès essentiel sur la base du principe du besoin d'en connaître. Ces habilitations de sécurité sont reconnues mutuellement par les parties. Ensuite, il est à relever que les informations classifiées ne peuvent être divulguées à une tierce partie sans le consentement écrit préalable de la partie d'origine.

Finalement, les visites d'établissements dans lesquels des informations classifiées sont traitées ou stockées sont généralement régies par un article de l'accord.

huit mois, un climat fiscal avantageux à la vente de terrains et d'habitations. En effet sera mise en place une imposition de la plus-value immobilière réalisée dans le cadre du patrimoine privé au 1/4 du taux global pour la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2017. Le champ d'application des mesures se limite aux opérations réalisées sur des immeubles bâtis et non bâtis qui font partie du patrimoine privé des contribuables.

La mesure projetée n'aura pas de répercussions budgétaires en ce sens que la moins-value fiscale sera compensée par l'augmentation en transactions immobilières et ainsi des recettes de droits d'enregistrement plus élevées.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.05.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

07.06.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

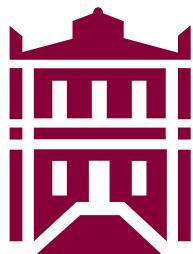
10.06.2016 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2016

Loi du 29 juin 2016

Mémorial A: 2016, n°112, page 1994



SÉANCE 36

JEUDI,
9 JUIN 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Question élargie n°15 de M. Marco Schank au sujet de la sécurité des centrales nucléaires françaises et belges
 - M. Marco Schank - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat
3. 6675 - Projet de loi
 - 1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;
 - 2) modifiant
 - le Code d'instruction criminelle,
 - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et
 - la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État
- et
6589B - Proposition de loi modifiant 1. la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'État; 2. l'alinéa 1er de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger
 - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Lex Delles, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Félix Braz, M. Alex Bodry et M. Eugène Berger), M. Marc Baum (intervention de M. Eugène Berger), M. Fernand Kartheiser (fait personnel), M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant
 1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant;
 2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;
 3. abrogation de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (suite)
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Lex Delles (intervention de Mme Octavie Modert), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

l'Enrôlement forcé

- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 5. 6675 - Projet de loi
 - 1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;
 - 2) modifiant
 - le Code d'instruction criminelle,
 - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et
 - la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État
- et
6589B - Proposition de loi modifiant 1. la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'État; 2. l'alinéa 1er de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle (suite)
 - Retrait du rôle des affaires de la proposition de loi n°6589B: M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6. 6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant
 1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant;
 2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;
 3. abrogation de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (suite)
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Lex Delles (intervention de Mme Octavie Modert), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- D'Sétzung ass op. An ech stellen dem Statsminister déi klassesch Fro an ech kréien déi klassesch Antwort: Am Moment keng Matdeelung vun der Regierung.

Mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Question élargie vum Kolleg Marco Schank iwwert d'Sécherheet vun deene belschen a franséischen Atomkraftwicker. Den Auteur vun der Fro huet fennet Minuten Zäit, fir seng Fro respektiv den Zousaz ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minuten Zäit. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

2. Question élargie n°15 de M. Marco Schank au sujet de la sécurité des centrales nucléaires françaises et belges

► **M. Marco Schank** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 18. Januar dést Joer war eng Delegatioun vun eiser Chamber mat dem Statssekretär, dem Camille Gira, op Bréissel gefuer, fir de Vizepremier an Innenminister Jan Jambon an d'Ministesch fir Émwelt an Energie Marie-Christine Marghem ze begéinen, fir mat hinnen iwwert d'Pannereaktere vun Tihange an Doel ze schwätzen.

Op meng Fro hi goufe mer énner anerem gewuer, datt déi belsch Regierung no den Attentater vu Paräis den 13. November d'lescht Joer d'Sécherheitsmesuré fir hir Atomzentralen net eropgesat huet, an dat, well d'Sécherheitsstandarden als rigouéis genuch vun hinnen ugesi goufen. Ech stelle mer do meng Froen. No de Selbstdordattentater vu Bréissel den 22. Mäerz kommen eng ganz Rei beonrougend Meldungen, net fir d'Lescht am Kontext vu méiglechen Attentater op Atomzentralen.

Et ass rapportéiert ginn, d'Attentater hätten och e belschen Atomfuerscher ausspionéiert a

Filmopname vu senger Wunneng gemaach. Dunn ass spekuléiert ginn, ob eventuell geplangt gouf, vun désem observéierten Expert radioaktiiv Material ze erpressen. Dorriwer eraus goufen no de Bréisseler Uschléi am Atomkraftwierk vun Tihange all Mataarbechter, "déi net onbedéngt gebraucht ginn", esou gouf gesot, heemgescheckt. Angeblech sollt esou de Risiko minimiséiert ginn, datt sech geféierlech Personen op dem Areal vun deem selwechte Krafftwerk géifen ophalen.

Souguer ass gemellt ginn, datt een Dschihadist als Mataarbechter vun engem externen Déngschleeschter iwwer Joren am Héichsécherheitsberäich vum AKW Doel geschafft huet, ier en als IS-Kämpfer a Syrien goung.

Am Abrëll dést Jor huet et a Medieberichter geheesch, een un de Paräisser Attentater bedeelegten Terrorist hätt Énnerlagen iwwer en Atomfuerschungszentrum an Nördrhein-Westfalen a senger Wunneng am Bréisseler Quartier Molenbeek gehat. Duerno koum en Dementi fir dést Nouvelle. An duerno hu verschidde Membere vum zoutârige parlamentaresche Kontrollgremium an Däitschland déi Faiten awer nees confirméiert.

Dee beonrouegende Sujet vun Dronen iwwer Cattenom oder och Cyberattacken op d'Computere vun AKWen, déi Experten als duerchweegs wahrscheinlich ugesinn, spueren ech hei aus.

An enger Etüd vun der University of Texas vun 2013 heesch et, datt och méi wéi zéng Jor nom 9/11 US-amerikanesch Atomanlagen net adequat virun zwou méiglechen terroristeschen Drounge geschützt sinn: éischteins dem Vol vu bommefägem nuklear Material an zweetens den Attacken, fir eng Kernschmelz ze provozéieren.

Greenpeace huet 2010 eng Etüd an Optrag ginn, fir méiglech Terrorzeenarie bewäerten ze loessen, wéi de Beschoss vun engem Atomreakter duerch mobil Panzerofwierlenkwaffen - en Zeenario, dee realistesch ass, sou Greenpeace. Wéi Enn de 70er Joren Atomanlage wéi Cattenom, Tihange konzipéiert goufen a geplangt respektiv gebaut goufen, hat d'Waffentechnik laang net déi Entwicklung hannert sech, wéi dat haut de Fall ass.

Ech erspueren lech d'Detailer vun dëser Etüd. De Fazit ass awer deen, datt mat esou Waffen

duerchaus en Accident mat Kernschmelz ka verursacht ginn. Esou Waffe wiere weltwäit verbreet, einfach um Schwarzmaart ze kréien, einfach ze montéieren, ze transportéieren, einfach ze verstoppfen an anzeseten.

Och e Rapport vum brittesche Parlament e puer Jor nom 9/11 koum zur Konklusioun, datt d'Atomreakteren net designed goufen, fir Terrorattacken aus der Loft ze widerstoën.

No den Attentater vu Paräis huet et geheesch, d'Kooperatioun vun de Geheimdéngschter géif ze wünschen iwwreg loessen, si wieren net genuch énnerenée vernetzt, fir wiersam Nuklearattacken ze anticipéieren.

Här President, wann ee mat Leit dobaussen iwwert dése Sujet an d'Gespréich kénnt, da gétt séier gesot: "Et däerf een net driwwer nodenken." Ech ménge, mir mussen driwwer nodenken! An nodenken eleng geet net duer: Mir mussen och driwwer schwätzen. An et muss ee kenne Froe stellen, d'Fro zum Beispill, ob désen enorm problematesche Sujet vun de politesch Responsable genuch thematiséiert gëtt.

An der Antwort op eng Question parlementaire an deem Kontext krut ech gesot, déi éisch Protektioun géint méiglech Attentater op Atomanlage géif dora bestoen, fir d'Confidentialitéit vun esou Diskussiouen ze assuréieren. Dat mag sinn. Näischtestotrotz däerf ee jo net de Kapp an de Sand stiechen.

Duerfir meng zwou, dräi Froen: Gëtt dése Sujet vun eiser Regierung thematiséiert? A wa jo, a wéi engen europäesche Gremie geschitt dat? Wéi eng Reaktioune gétt et dorop respektiv wéi eng Mesuré goufe geholl oder ginn nach geholl? Zum Beispill eng besser Kooperatioun téshent Geheimdéngschter?

Zum Schluss eise Credo: datt och ouni Terrorissem de Risk vum Nuklear net ze vertrieben ass, mà mat de méiglechen Terrorattacken definitiv net!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet elo direkt de Premier- a Statsminister.

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, Dir Dammen an Dir Hä-

ren, ech wéll fir d'Éisch dem honorabelen Députéierte Marco Schank Merci soe fir déi Fro, déi en opgeworf huet am Fong iwwert déi europäesch Moyenen, déi et gétt fir d'Lutte géint den Terrorismus, mä virun allem am Kontext vun der Vulnerabilitéit am Fong jo vun den Atomzentralen a Frankräich an och an der Belsch an als potenziell Zil vun Terrorattacken.

Erlaabit mer och, Här President, drun ze erënneren, dass och op Lëtzebuerger Insistance hin 2011 d'europäesch Stresstester organiséiert gi sinn an den Atomkraftwicker. An déi sinn an d'Wéeer geleet ginn, fir vun all méiglechem potenzielle Risiko d'Analys ze maachen. Dat ass esou gaangen, dass mer als Lëtzebuerger insitéiert hinn, mat Éisträich an och mat Däitschland zum Beispill, dass d'Auswierungen och vun enger Kollision vun engem Fliger mat engem Atomkraftwierk géifen analyséiert ginn.

Analyséiert gouf schlussendlech, wivill Reserven am Fong en Atomkraftwierk huet, fir d'Konsequenze vun engem Impakt vu bausse méiglechst kennen ze kontrolléieren.

Den Impakt vu bausse kann, sou wéi ech et elo just virdru gesot hinn, e Fligeraccident sinn, och eng staark Explosioun oder och en Äerd-biewen, wéi mer gesinn hinn a Japan, wat och Répercussioun kann hinn.

Konkret goung et drëm ze kucken, wat ee ka maachen, wann den Impakt esou grouss justement och ass, dass d'Atomkraftwierk désem net ka standhalen.

Och wa mer jo oft, an dat zu Recht, d'Sécherheitsmesuré vun Atomkraftwicker kritiséieren als Lëtzebuerger Regierung, well mir sinn als Land, an dat ass eng Realitéit, entouréiert vun Atomkraftwicker, kann ech awer soen, dass d'Verbesserungen déi lescht Joren an déi richteg Richtung gaange sinn. An dat weisen och d'Resultater vun deene Stressester, souwuel a Frankräich wéi och an der Belsch, dass een do an déi richteg Richtung gaangen ass.

Et goufen énner anerem zousätzlech Nouststromversuergungen agebaut, méi Killwaasser bereetgestallt an och a Frankräich huet sech eng mobil Agréffstrupp zsummegestallt, justement och fir Hélfel vu bausse bréngen ze kënnen am Fall vun engem gréisseren Incident.

Mat désem Arsenal vu Mesuré soll de Reakter näämlech no engem Accident nees kenne ge-



killt ginn, fir eng Kärschmelz justement rechtzäiteg kënnen ze stoppen, wat jo dann eben déi geféierlech Situatioun wär.

Dés Mesurë sollten d'Konsequenze vun enger Attack vu baussen op de Sitte limitéieren an den Impakt no baussen och dann esou kleng wéi méiglech halen.

Dés Verbesserunge sinn ze begréissen, mä si kënnen, an, Här President, ech muss dem Députéierten et soen, keng honnertprozenteg Garantie si géint all denkbar Attack. Et ass wichteg, dass d'Personal „gescréent“ gétt, wéi een dat esou schéi seet, an dass ee ganz genau analyséiert, wien Zougang huet zu deene sensibelste Plazzen an enger Atomkraftzentral.

En effektive Schutz géint all Impakt ass, sou wéi ech lech gesot hunn, net ginn an ass och net méiglech ze réaliséieren. Dofir ass et vun héchster Wichtigkeet, dass och d'Lutte géint den Terrorismus, Här President, souwuel op nationalem wéi op europäeschem an internationalem Niveau geféierert gétt.

Op nationalem Niveau ass et fir eis ganz, ganz wichteg, dass déi Organer, déi sech beim Stat ém d'Sécherheet këmmeren, och e permanenten Échange hunn. Ganz oft huet jo, sou huet een héieren och aus dem Ausland, deen een, deen Informatioune hat, deem anere se net ginn. Dat ass et also a verschiddene Länner intern ginn. Dat huet een an der Belsch héieren elo zum Beispill bei den Fakten, an et huet een elo och héieren zum Beispill bei den Attentater vu Paräis, dass et eng Rëtsch Informatiounen gétt, déi aner Geheimdéngschter zum Beispill vun anere Länner haten, déi se net onbedéngt deem anere Geheimdéngschter dann och all ginn hunn.

Mir sinn der Meenung, dass et wierklech wichtig ass, dass een do deen Échange huet. Hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert dat och. An ech soen och deenen Organer Merci. An dës Kollaboratioun ass och permanent.

An erlaabt mer, dass ech lech och soen, dass am Moment keng Informatiounen virleien, déi géifen op eng Préparatioun vun enger Terrorattack op Atomzentralen an eisen Nopeschlänner hindeiten.

Op internationalem Plang gétt et eng Rëtsch vun Instrumenter, déi ech elo net hei alleguer kann opzielen. Mä ech erlabe mer, just als Beispill de Régime de contrôle de la technologie des missiles ze ernimmen, deem och Lëtzebuerg 1990 báigetrueden ass. Op europäeschem Plang gétt sech sech intensiv mam Thema vum Terrorismus a virun allem vun der Terrorismusbekämpfung beschäftegt.

An Dir hutt och gefrot: „Op wéi engem Niveau?“ Et ass bis d'Regierungscheffen, dat heescht de Conseil européen och, wou driwwer diskutéiert ginn ass, wou mer och allegueren de Constat gemaach hunn, dass et am Fong bei den Informatiounen vun deem engen a vun deem anere wichteg ass, fir den Échange ze henn. Et kann net sinn, dass een zu - ech huellen e Beispill - Thionville, Arel oder Tréier ficheret wier an dass dann d'Lëtzebuerg keng Informatiounen dovunner géife kréjen. An dofir ass et wichteg, dass do och en Échange gemacht gétt téschen de Servicer. An dat schéngt och gutt ze klappen.

D'Europäesch Unioun huet sech schonn 2005 eng Strategie gi fir d'Bekämpfung vum Terrorismus, déi op véier Ebene baseiert war. Dat waren d'Preventioun, d'Protektioun, d'Pour-suiten an och d'Reaktiounen.

An op all dësen Ebenen, Här President, ginn och kontinuéierlech nei Mesuren ausgeschafft, déi ugeholl sollte ginn op EU-Niveau, fir duerno och an den einzelne Memberlännner ugeholl kënnen ze ginn.

Mir müssen och den Dialog permanent halen, net némme als europäesch Länner énner eis, mä och mat eisen internationale Partner, deenen anere grousse Länner, fir justement och esou wáit wéi méiglech Kollaboratiounen anezgoe mat deene Länner.

No den Terrorattacke vu Paräis a vu Bréissel, an Dir sidd och agaangen op d'Informatiounen, déi een duerno kritt huet, sinn am Conseil vun der Europäischer Unioun eng Rëtsch vu Moossnamen adoptéiert ginn, fir der terroristeischer Bedroung entgéintzwerken. D'Moyene sinn och geännert ginn. An net méi spéit wéi haut hu mer och en Text, wou mer am Fong fir d'Terrorismusbekämpfung eis Texter och adaptéieren an engem vun den nächste Projet-de-loien, déi mer hunn.

Mä fir net eng laang Opzielung ze maachen, Här President, erlaabt mer just, zwee konkret Beispiller och kënnen ze gi vum europäesch Niveau. Dat ass: Am Januar 2016 gouf de Centre européen de la lutte contre le terrorisme lancéiert. Dés Institutioun, déi bei Europol ugesidelt ass, soll déi Plattform sinn, déi justement och erméiglecht, deen Informatiounsaustausch an och déi operationell Koope-

ratiooun téscht de Memberstataen am Terrorismus kënnen ze verstärken.

Parallèl dozou hunn déi europäesch Justizministeren an och d'zoustänneg Ministere fir d'bannenzeg Sécherheet de Groupe antiterroriste, genannt den „GAT“ oder „CTG“, duerch eng Mise en place vun enger multilateraler Plattform encouragéiert, déi am Fong en zäitgläichen Informatiounsaustausch téscht de Sécherheetsautoritéite vun den europäesch Memberstataen, och vun der Schwäiz an Norwegen, erlabe soll.

D'Aarbechten, fir eis géint Extremfäll a ganz Europa ze wappnen, gi weidergefouert a wäerten och weider eng Prioritéit vun déser Régime bleiben. Wéi gesot, mir géife vun de Konsequenze lieuen, mä selwer Kompetenzen hunn, fir elo Moosnamen ze huulen hei um Lëtzebuerg Terrain, dat kenne mir net.

Ech weess, dass Dir jo och eng Question parlementaire gestallt huet, an och an der Question élargie zum Beispill iwwert d'Dronen: Wann en Dron vu Lëtzebuerg aus fortflitt, wat iwwer eng gewëssen Héicht jo net erlaabt ass, mä do gétt et um europäesch Niveau keng gemeinsam Legislatioun, wéi d'Dron ganz genau behandelt ginn. Mä wéi gesot, dass en Dron géif eng Zentral attackéieren, ass scho schwierig, well den Dron misst da jo awer wierklech ganz, ganz performant sinn oder op jidde Fall e Krichsdrone sinn.

Mä mir als Lëtzebuerg froen, an dat ass dat, wat immens wichteg ass, fir iwwert den Istzoustand vun den Zentralen émmer informéiert ze ginn, well wann een heiansdo d'Norriichte matgedeelt kritt, a virun allem no deem, wat an der Belsch geschitt ass, muss ee feststellen, dass eng Atomzentralen en Target kéint fir Terroriste sinn, wat e ganz, ganz grouße Schued kéint urichten. An dowéinst déi Measures préventives: Ofkillen, méi Sécherheet fir d'Personal, Elektresch, wat net ausfällt, et cetera, et cetera, dat sinn déi Mesuren, déi mer elo geholl hunn. Mä déi bescht Mesure ass nach émmer, den Terrorismus u senger Wuerzel ze bekämpfen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président. - Merci och dem Här Statsminister. Keng zousätzlech Fro?

(Négation)

Villmools Merci. Da kënne mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6675, zesumme mat der Proposition de loi 6589 iwwert d'Reform vun dem Service de renseignement. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

3. 6675 - Projet de loi

1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat;

2) modifiant

- le Code d'instruction criminelle,

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et

- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

6589B - Proposition de loi modifiant

1. la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat; 2. l'alinéa 1^{er} de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur. - Merci, Här President. Leif Kolleginnen, leif Kollegen, Lëtzebuerg gouf 2013 ferm duercheréiselt, duercheréiselt duerch déi sougenannt SREL-Affär, wou énnert dem deemolege Premier eng ganz Rei Dysfonctionnementer vum Geheimdéngschts un d'Dageslicht koumen, déi d'Vertraue vun de Bierger an eis Institutionen un d'Wackele bruecht hunn. Dés Affär huet schlisslech och zu enger Statskris gefouert an, wéi mer alleguer wéssen, och zu Neiwahlen am Oktober 2013.

Dés Geheimdéngschtaffär ass och den Ausgangspunkt, Här President, datt mer haut e Gesetz iwwer eng déif gräifend Reform vum Service de renseignement hei diskutéieren. An ech sinn och zouversichtlech, datt mer déi mat grousser Majoritéit wäerte stëmmen.

An, Här President, fir mech ass et eent vun deen wichtegste Gesetzer an dëser Legislatur,

well mer hei e klore juristesche Kader setzen, fir datt esou Dysfonctionnementer an Zukunft ni méi solle virkommen a fir datt an Zukunft d'Prinzipie vun eisem Rechtsstat kloer geschützt an och gestärkt ginn.

Ech wéll elo net de ganzen Historique vun den Dysfonctionnementer opzielen, just zwee, dräi Eckdate rappeléieren. Ugefaangen huet et mat der Revelatioun den 19. November 2012 iwwert déi sougenannten „Aueraffär“, wéi bekannt gouf, datt den deemolege Direktor vum SREL, de Marco Mille, 2007 schonn e Gespräch mam Premier Juncker mat enger Auer illegal opgehol hat. Dräi Deeg drop dunn d'Norriicht, datt et eng cryptéiert CD géif ginn, wou e Gespräch opgehol gi wier, natierlech op eng illegal Aart a Weis, e Gespräch téscht dem Grand-Duc an dem deemolege Premier Jean-Claude Juncker zum Sujet Bommeleér.

Et koum dunn eng Revelatioun no däi anerer. An d'Léscht vun den Irregularitéiten oder Dysfonctionnementer ass quasi all Dag méi laang ginn. D'Chamber huet dunn dat gemaach, wat se huet misse maachen, wat sech oppedrängt huet: De 4. Dezember 2012 huet d'Chamber décidiert, fir eng Enquêtékommissons anzesetzen, fir d'Missiounen, d'Organisatiounen an de Fonctionnement vum Geheimdéngschts énnert d'Lupp ze huulen. Am Ganzen hunn, wann ech dat richteg nogezielt hunn, 47 Reuniounen vun däi Enquêtékommissons stattfonnt zwéischen Dezember 2012 a Juli 2013.

An am Ofschlossrapport ginn eng ganz Rei vun Dysfonctionnementer opgezielt. Dat geet vu politescher Spionage wärend de Jore vum Kale Krich iwwer illegal Écoutten, Missiounen, déi ouni legale Kader ausgefouert goufen, Pantoufle, Korruptionversich. An et ass och esou festgestallt ginn, datt Deeler vum SREL quasi als eng Parallelpolizei fungéiert hunn. Et ass versicht ginn, dem deemolege Procureur eng Pädophilienaffär unzehänken. Et gouf illegal Autohandel bedriwwen an des Weidere méi. Am Ganze goufen 20 oder iwwer 20 Irregularitéiten respektiv doutéis Virgäng festgestallt.

Dat waren Dériven, Här President, déi némme méiglech waren, well déi hierarchesch Strukturorganisatioun, awer och virun allem d'Kontroll innerhalb vum SREL net méi fonctionnéiert hunn.

An ech wéll och hei ganz däitlech awer dat och nach eng Kéier als Rapporteur énnersträichen, datt duerch d'Handele vun eenzelnen, wierklech vun eenzelnen Agente leider den Numm oder och dee ganze Service a Verruff gerode war, mä datt awer dee ganz grouße Gros vum Service sech násicht virzegeheien huet, well en násicht domadder ze dinn hat. Ech wollt dat hei awer och eng Kéier kloer an däitlech soen.

Ech wéll och drun erënneren, datt am Laf vun der Enquêtékommissons verschidden Enquêteten duerch d'Justiz opgemaach gi sinn, déi awer nach net allegueren ofgeschloss sinn. An d'Hauptkonklusioun, zu däi déi parlementaresch Enquêtékommissons 2013 an hirem Rapport koum, war déi, datt de Geheimdéngschts misst délf gräifend reforméiert ginn an datt seng Kontroll verschärft misst ginn.

An d'Enquêtékommissons huet dunn och eng ganz Rei vu Recommandatiounen gemaach. Mir hunn eis déi Recommandatiounen ganz genau ugekuckt, wierklech all eenzel Recommandatioun. An dat war dann och d'Virlag fir déi grondleeënd Reform vum Service de renseignement, fir eigentlech dëse Projet de loi ze schreiwen. Dat war och d'Virlag fir d'Regierung, fir deen ze schreiwen.

Fir déi nei Regierung - an ech mengen, da kann ech dat och haut an hirem Numm soen - ass dës Reform och vu gréisster Wichtigkeet a si hat dat och énnerstrach am Ufank, well praktesch deen éischter Projet de loi, deen den neie Premier, de Xavier Bettel, am Abrëll 2014 bei senger éischter Ried zum Etat de la nation déposiert huet, war ebe grad de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren.

Jo, dat sinn elo schonn déck zwee Joer hier, datt en déposéiert ginn ass. Et muss een awer soen, datt déi Zäit gutt genotzt ginn ass, fir datt mer eis dann intensiv a mat vill Suergfalt mat deem Projet als Parlamentarier ausenanersetzen.

Wat hu mer alles gemaach? Mir hunn déi Projet de loi vun den Députéierte vun der Reform vun der Kontrollkommissioun och hei mat integréiert. Dir gesitt, um Ordre du jour stoungen nach déi zwee Projet-de-loien, mä mir hunn eigentlech herno awer décidiert, fir déi zwee Projete mateneen ze fusionéieren, well dat och Senn mécht.

Mir hunn eng ganz Rei Avise consultéiert, genau studéiert. Mir haren dräi Avisen, also een Avis plus zwee zousätzlech Avise vum Statsrot, mat deene mer eis laang ausenanergesat hunn. Mir hunn analyséiert, gekuckt, wéi d'Informatiounsdéngschter oder d'Geheimdéngschter am Ausland fonctionnéieren. Mir hunn eis

wierklech an der Kommissioun auféierlech mat deene kruzialen Artikelen ausenanergesat. A mir hunn och, an dat ass jo och d'Aufgab vum Parlament, Amendementer abruecht, well mer zur Iwwerzeugung komm sinn no laangen Diskussionen, datt déi Amendementer géifen dat Gesetz nach verbessere respektiv Onklorheeten aus dem Wee raumen.

An ech muss soen, Här President, ech si jo awer schonn eng Zäitchein an dësem héijen Haus an ech hunn awer selten erlieft, datt eng Kommissioun sech esou intensiv a mat esou vill Suergfalt a mat esou vill Seriö mat engem Projet de loi respektiv däi Proposition de loi ausenanergesat huet. Mir haren och, ech mengen, eng 18, 19 Sitzungen.

An ech wéll wierklech och hei als Rapporteur allegueren de Kommissiounsmemberen e ganz grouße Merci ausschwätz fir déi flott a gutt Zesummenarbeit, déi mer do haten. Och e grouße Merci dem Secrétaire-administrateur, dem Tania Braas. Och déi Lénk, déi zwar, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, gesot hunn, datt si am Prinzip net fir e Service de renseignement wieren, hunn awer trotzdem och flässeg matgeschafft. Si hunn och Amendementer mat erabrucht, dat wéll ech och betounen, déi zwar herno net zréckbehale gi sinn.

Eng Recommandatioun, wéll ech awer och nach soen, vun der Enquêtékommissons huer hei an dësem Projet net berücksichtegt. Dat ass näämlech déi vun der historescher Opschaffung vun den Archive vun den Donées personnelles. Do hu mer e separate Projet de loi gemaach, nodeem mer och Experten, énnier anerem de President vun der Gauck-Behörde, bei eis haten, fir do e separat Gesetz ze maachen. Dat ass och praktesch fäerde, mir waarden nach just op den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données. Da wäert dat awer och an den nächsten, ech géif net soen Deeg, mä awer an den nächste Wochen, virum 15. Juli, dann och nach hei an der Chamber kenne gestëmmt ginn.

Här President, ech kommen dann zum Inhalt vum Projet de loi. Ech wäert elo net all Artikel en détail illustréieren. Ech wäert kucken, nach eng Kéier déi grouss Akzenter, déi Neierungen oder wat d'Haaptakzenter sinn, hei e bësse méi am Detail ze illustréieren, respektiv dat sinn dann och déi Punkten, mat deene mer eis an der Kommissioun am intensiivsten dermudder ausenanergesat hunn a wou mer och déi eng oder aner Kéier dann nach Amendementer gemaach hunn.

Bon, eng Fro, déi sech natierlech direkt am Ufank gestallt huet, dat ass déi: Brauche mer hei zu Lëtzebuerg nach e Geheimdéngschts oder e Service de renseignement? An ech muss soen, datt awer vun Ufank un d'Daseinsberechtigung vun engem Service de renseignement hei zu Lëtzebuerg vun der groussen Majoritéit vun der Kommissioun net a Fro gestallt ginn ass. Déi Lénk waren do éischter anerer Meenung. Ech muss awer soen, datt se awer de Konklusiounen vun der Enquêtékommissons zugeschämt haten, wou och énner anerem do eng vun de Konklusiounen war, datt mer dat nach bräichten.

Ech mengen, et eriwwregt sech jo awer bal, fir dat hei nach eng Kéier ze énnersträichen, grad an deenen Zäiten, wou mer liewen. Mir hate virdrun och nach eng Fro vun engem Députéierten am Kontext vun den Atomzentralen. Mä ech mengen, grad an dësen Zäiten, wou mer leider alze oft oder ze oft dramatesch Schlagzeilen an den Zeitunge liesen, wou mer Attentater haten, dramatesch Attentater zu Paräis, zu Bréissel, op anere Plazzen - ech wéll se elo net allegueren opzielen -, ass et wichteg, datt een e Service de renseignement huet, dee kann d'Geforen anticipéiere respektiv mathélfelen, fir datt d'Souveränitéit vun eisem Land gewaart bleibt.

Mir wëllen de Service de renseignement, mir wëllen awer e Service de renseignement, wou d'Protektioun vun de Rechter vum Bierger och groussgeschriwwen gëtt. An d'Uerfir hu mer hei e Gesetz geschriwwen, wou d'Missiounen ganz kloer definéiert ginn a wou och all déi Missiounen vum Service de renseignement - wat se maachen - millimetergenau kontrolléiert ginn.

D'Reform basiert op fénnef groussen Achsen: d'Kontroll vum Service, d'Missiounen, d'Moyenen an d'Konditiounen vun deen Missiounen, den Ëmgang mat den Donées personnelles an dann och d'Rechter an d'Flichte vun den Agenten.

Här President, mir war et als Rapport



iwwerhaapt Dysfonctionnementer konnte geschéien. An ech hu mëttlerweil esou e Leitmotiv - ech hu mer och erlaabt, deen an de schréftleche Rapport anzeschreiwen -, datt et eigentlech soll e Service sinn, dee selwer sous haute surveillance ass.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wat fir eng Kontrolle sinn dat? Ech géif soen, op véier Niveauen. Eng éischt Kontroll ass um politeschen Niveau. Dái situéiert sech um sogenannten Niveau vum Comité ministériel. Mir ruffen hei am Gesetz en neit Gremium an d'Liewen. Dat ass e Comité, deen zum Beispill aus dräi Membere vun der Regierung ka bestoen - mir hunn net déi genau Zuel festgeschriwwen opgrond vum Avis vum Statsrot -, an deen defineert déi grouss Richtung, wuer de SREL sech soll bewegen, wat d'Prioritéite solle sinn. An dee surveilléiert och permanent d'Aktivitéité vum Service de renseignement.

Wichteg ass awer, hei ze preziséieren, datt de Geheimdéngscht awer politesch engem Minister éännersteet. Dat ass nach émmer deen, deen herno - fir et emol esou ze soen - de Kapp muss politesch dohinnerhalen, wann eppes géif schifgoen; wat awer an Zukunft net méi wäert de Fall sinn. An de Minister, dee gewéinlech un der Spézt vum Geheimdéngscht stet, dat war bis elo émmer de Premierminister. Et ass och elo dés Kéier de Fall an dat wäert och wahrscheinlech an Zukunft nach émmer de Fall sinn. Also e Comité ministériel, awer driwwer de politesche Responsabelen, deen, dee responsabel ass fir de Geheimdéngscht.

Nei ass eng zousätzlech Kontroll um administrativen Niveau. Do hu mer den Délégué au SRE, dee mer aféieren. Dat ass en héije Beamte vum Premier, deen dann och deeglech Zougang kann hunn zu allen Informatione vum SREL, deen eigentlech och dann de Service do fir de Minister suivéiert an deen och eigentlech d'Pouvoirs d'investigation innerhalb vun der Verwaltung huet, deen och regelméissig muss Rapport maachen.

Um Niveau vun dem Contrôle administratif soll een awer och net den Direkter vun der Verwaltung vergiessen. Dee muss och seng Servicer kontrolléieren an dee muss jo och riichtstoe vis-à-vis vun der Kontrollkommission oder vis-à-vis vum Minister.

Eng drétt Kontroll ass déi um Niveau vun der Justiz. All déi méi intrusiv Methoden - ech kommen dann nach dorobber herno ze schwätzen - , Écoutten an esou weider, déi mussen allegueren den Aval kréie vun enger Commission spéciale, déi aus dräi Riichter zesummegesat ass. D'Riichter, dat sinn: de President vun der Cour supérieure de justice, de President vum Verwaltungsgericht an de President vum Tribunal d'arrondissement vu Létzebuerg.

Ech wéll awer och soen, eng kleng Remarque: D'Urgence ass och nach am Gesetz virgesinn, mä awer émmer dans les meilleurs délais oder praktesch au même moment. Awer och, wann de Premier zum Beispill géif do eng Autorisation déclenchéieren, da muss do dann och den Accord direkt dans les meilleurs délais vun dár Commission spéciale geliwwert ginn.

An dann e véierten Niveau: Dat ass d'Kontroll um parlamentareschen Niveau. Et muss een hei soen: D'parlementaresch Kontrollkommission gëtt ganz kloer gestärkt an hire Missiouen.

An ech mengen, dat kann ech hei och soen, datt ech ganz frau driwwer sinn: D'Roll vum Parlament gëtt hei och an désem Gesetz gestärkt, well ech wéll jo drun erënneren, wat d'Konklusiounen an der Enquêtékommision waren. Do ass näämlech gesot ginn, datt ee vun de Problemer war, datt d'Kontrollkommision vum Parlament eigentlech hir Aarbecht net richteg konnt maachen. Si gouf gebremst, si krut eng Rei Informationen net, si ass net genuch informéiert ginn an esou weider. An ech mengen, déi parlamentaresch Kontrollkommission, déi gëtt mat désem Projet gestärkt an do misste mer awer allegueren hei am Haus dann och zefridde sinn.

Déi nei Kontrollkommission, wat kritt déi alles zousätzlech als Moyen? Regelméissig, dat heesch all dräi Méint gëtt déi Kontrollkommision, déi de Moment aus de Fraktionscheffe besteet oder aus Leit, déi aus deene Groupements politiques kommen, déi e Fraktionschef hunn oder déi d'Stäerk vun enger Fraktioune hunn, dat heesch, déi Leit, déi géi regelméissig all dräi Méint iwwert d'Missiouen informéiert. Si kréien all sechs Méint de Relevé vun den Écoutten oder wat eventuell iwwert de Logiciel digital relevéiert ginn ass. Si kënnen zu all Moment Stéchprouwe maachen, si kënnen sech och vun Experten an hirer Aarbecht assistéiere

loossen. Si kënnen zu all Moment en Agent iwwer e spezifischen Dossier befroen, si kréien och de Budget vun dem SREL presentéiert a si kréien och eng Lettre de mission énnerbreet. Ech wäert och op déi nach eng Kéier zréckkommen.

An ee Punkt, deen hei diskutéiert ginn ass, kontrovers diskutéiert ginn ass, dat ass deen, datt an der Proposition de loi vun den Deputéierten drastoung, datt den Direkter natierlech déi Obligation hätt, déi Kontrollkommission iwwer alles ze informéieren, a wann en dat net géif maachen, datt e penal kéint zur Responsabilité gezu ginn.

De Statsrot huet do säi Veto ageluecht. Mir haten et an d'Gesetz ageschriwwen. De Statsrot huet gesot: „Et ass en Direkter vun enger Verwaltung an dee muss behandelt gi wéi all déi aner Direktore vun anere Verwaltungen och.“ Dat geet also net. An en huet och d'Fro opgeworf: Bon, da wier dat en Direkter, dee just penal responsabel vis-à-vis - hei an désem Fall elo - vu véier Deputéierte wier?

Mä ech mengen, et ass jo och esou: Den Direkter huet den Devoir, d'Obligation d'information, déi bei all Beamte spiller, an émsou méi hei bei senger Aufgab, well dat ass eng vu sengen Haaptaufgaben. Wann e sech also net géif dorunner halen, da wier dat eigentlech eng Faute grave an da misst e mat Konsequenzen ze rechnen hunn.

D'Dysfonctionnementer vum SREL haten eben och zu Dag bruecht, datt d'Missioune vum Service net kloer definéiert waren. D'Missioune vum Service de renseignement si wahrscheinlech, géif ech soen, am intensiivsten - den Artikel 3 als Erénnérung - an der Kommision diskuéiert ginn, well et jo och hei enk mat der Fro vun der Daseinsberechtigung vum Service liiert ass. De Statsrot war och am éischten Avis net honnertprozenteg zefridde mat deem Artikel. En huet zwar deemools keng Opposition formelle gemaach, mä en huet awer vun e puer Saache gesot, datt een déi nach eng Kéier sollt iwwerkucken. Duerfir hu mer dat dunn nach eng Kéier gemaach. Mir hunn also deen Artikel nach eng Kéier op de Leesch geholl.

An eppes war awer vun Ufank u ganz kloer: Politisch Spionage dierf et net méi, dierf et ni méi hei zu Létzebuerg ginn! Duerfir hu mer dat och ganz kloer an d'Gesetz geschriwwen. Mir sinn alleguerete gebrannte Kanner. Ech mengen, dat ass jo eent vun deenen donkele Kapitele vun der Geschicht vum Geheimdéngscht, dat bis an d'Zäit vum Kale Krich zréckgeet, wéi dat d'Enquêtékommision festgestallt huet. Deemoools si Berger, déi au sens large politisch aktiv waren - dans le sens large, wat een dorënner versteet: Gewerkschaftler a Leit, déi vläicht an engem spezielle Verän engagéiert waren, ONGen an esou weider -, do bespëtzelt ginn, ouni datt se iergendeng Gefor fir d'Land oder fir d'Sécherheet waren.

Ech ginn elo net weider dorobber an. Ech wäert d'Geleeënheit kréie wahrscheinlech als Rapporteur vun dem Gesetz iwwert d'Archive vun deene Fichen, fir do nach eng Kéier dann drop zréckzkommen.

Bon, wat sinn dann elo d'Missioune vum SREL, déi mer an d'Gesetz schreiwen? Dat rücht sech no engem grousse Prinzip, dat heesch, de SREL huet eng preventiv Missioune, wann d'Sécherheet vum Land oder d'Intégritéit vum Land a. Gefor ass oder wann Organisations oder Länner, mat deene mer Accorden hunn, enk Relatiounen hunn, wann déi a Gefor wieren oder wann eis ekonomesch Interessen, eise wéssenschaftleche Potenzial a Gefor wieren.

A wat sinn dann déi Menacen ebe fir d'Statssécherheet oder fir d'Intégritéit vum Land? Ma déi sinn och ganz kloer opgezielt: méi wéi jee den Terrorismus, d'Spionage, den Extremismus à propulsion violente (veuillez lire: à propension violente). Firwat „à propension violente“?

Mir haten do Diskussionen. Mir hunn en Amendement gemaach. Et kënnéen Leit extrem Iddien hunn, dat nennt een heiansdo „Extremisten“ oder et sinn der vläicht, déi a komische Sekte ganz komesch lwerleungen hunn, déi awer keng Gefor fir iergendeppes duerstellen. Duerfir hu mer awer geschriwwen „à propension violente“, dat heesch extre Gruppen, déi och wierklech prett wieren, fir iergendeng Aktivitéité, eppes ze énnerhuelen, fir d'Gefor (veuillez lire: d'Sécherheet) vum Land a Fro zu stellen.

Dann d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen an all Aktivitéitéen, déi eisen nationale wirtschaftliche Interesse kréinte schueden. Wéi gesot, d'Lutte géint den Terrorismus steet hei am Vierdergrond.

An dann ass awer eppes, wat mer nei als Kommission an d'Gesetz drageschriwwen hunn, déi sougenannt „lettre de mission“, well awer nach gesot ginn ass: Jo, déi Begréffer do - Terrorismus, Lutte géint den Espionage an déi, déi ech elo opgezielt hunn -, do kéint een awer

nach heiansdo soen, si wieren nach vag. Duerfir hu mer gesot: „Da kommt, mir hunn hei esou eppes, wat een eng Feuille de route kíent nennen, eng Lettre de mission, wou genau drageschriwwé gëtt, wat fir déi nächst sechs Méint, dat nächst Joer d'Prioritéite sinn, mat praktesch dekliniéert, wat fir eng Missioune dann entaméiert ginn.“ Ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Neierung. An et ass och esou, datt och déi parlamentaresch Kontrollkommission déi Lettre de mission énnerbreet kritt.

Da kommen ech zu den operationelle Methoden a Moyenen, déi am Gesetz jo da kloer definéiert sinn, an och wéi d'Prozedur all Kéiers ass. Hei ass de Mot d'ordre... Bon, Mot d'ordre ass vläicht e klengt Wuert. Hei wierklech de grondleéende Prinzip: émmer déi Moyene benotzen, déi dee klengsten Agréff an d'Privatsphär duerstellen, „le moins intrusif possible“, hu mer geschriwwen. D'Proportionalitéit vun de Moyenen, déi agesat ginn, muss émmer bewaart bleiben.

A mir hunn och am Gesetz da ganz kloer, transparent a ganz strikt Autorisationsprozeduren ageschriwwen, wéi jee nodeem, wat fir eng Operatioun lancéiert gëtt, wéi déi da muss autoriséiert ginn: Dat geet vum Direkter iwwert de Comité ministériel bis zur Spezialkommision, déi eben aus dräi Riichter besteht.

Et gëtt do verschidde Stufen. Dái éischt Stuf, dat ass einfach eng Observatioun op éffentleche Plazien duerch Agenten oder Informanten. Dat ass eng Etapp, déi muss vum Direkter autoriséiert ginn. Dee muss awer och dann de Comité ministériel informéieren. Heno gëtt a posteriori jo och dann d'Kontrollkommission informéiert. Vläicht eng Remarque: Wat ass eng Observatioun? Dat ass, wann dräi Deeg hanereneen ee beobacht gëtt oder een dräi Deeg innerhalb vun engem Mount beobacht gëtt.

Dann déi nächst Stuf, wann een do nääscht erausfénnt, dat ass dann d'Écoute téléphonique, „ooflauschteren“ am Létzebuerger Sproochgebrauch. Dat kann ee während dräi Méint maachen. Da muss d'Autorisation erneiert ginn, och vun de Riichter. Do brauch een also d'Autorisation vum Comité, awer och vun der Commission spéciale, also vun deenen dräi Riichter. Datselwecht gëllt fir de Repérage, dat heesch, wann ee kuckt, wuer wien telefonéiert huet. Dat muss all sechs Méint erneiert ginn.

An dann, wann dat och nach nääscht bréngt, oder eben an deene méi schroe Fäll oder bei deene Geforen, déi ech virdrun opgezielt hunn, déi wierklech méi akut sinn - Terrorismus, Waffendrehand, Espionage -, wann d'Écoute nääscht bréngt - an dat stelle mer leider fest, datt haut déi Leit och mam Fortschritt weiderginn, fir et emol esou ze soen -, da kann een also do dann aner Moyene virgesinn.

Dat ass, datt ee ka Passagéierléschte consultéieren, Informatiounen iwwer Banktransaktiounen, an och, datt ee kann an en Domicile eraugen, e Privatdomicile, fir do an de Computer e Logiciel dranzesetzen, well ebe festgestallt ginn ass, datt ganz oft haut - dat mierkt ee jo och, ech mengen, et brauch een näämchen all déi Rapporten iwwer Terrorismus ze liesen - déi Leit natierlech ganz wéineg oder guer net méi iwwer Téléfon communiquer, mä iwwer Mailen, kryptéiert Mailen haapsächlich, eventuell iwwer Skype. An dat kann een dann näämme maachen, wann een dann och e Logiciel an de Computer setzt.

Do hate mer eigentlech vun der Commission nationale pour la protection des données au départ an och bis haut kee kriteschen Avis. Mä am Kader vun engem anere Gesetz, Lutte anti-terroriste, war awer dunn elo e kriteschen Avis komm och vun der Ligue des droits de l'Homme, déi do eng Rei Froen opgeworf huet mat deenen, wéi mer dat dann nennen „Trojaner“ oder „Statstrojaner“.

Ech wéll hei einfach nach eng Kéier soen: Mir hunn dat an der Kommission diskuéiert. Dat hei ass eigentlech eng nei Form vun Écoute, déi awer deeneselwechte Regelen, deene strenge Kontrollen, deene strengen Autorisationsprozeduren énnerläit fir eng Écoute oder deene Mesuren, datt och hei mussen dräi Riichter hiren Accord ginn, datt muss genau beschriwwen, wat ee mécht, wat een utiliséiert, an och herno, do kommen ech nach drop, wat mat deenen Donnéeé geschitt a wéini et erém muss ophalen.

Et ass eigentlech also hei nääscht Neies, nääscht aneschters. Et ass eben eng nei technesch lwerwaachung, wou mer eis ugepasst hunn un dat, wat ebe leider dobaussen esou benotzt gëtt, fir wann Terroristen énner sech kommunizéieren.

Wat weider am Gesetz och virgesinn ass, oder eng aner Dispositioun, dat ass, datt d'Agente vum SREL och énner engem Nom d'emprunt, engem geleintenen Numm - bon, da kéinten d'Leit och vläicht soen: „e falschen Numm“ -

do kënnen ermëttelen oder eng operativ Operatioun kënnen duerchféieren, ouni datt se duerfir kënnéen viru Geriicht belaangt ginn.

Ech hat dat och schonn elo méi wéi eng Kéier betount, Här President: D'Rechter vun de Bierger iwwer an désem Gesetz groussgeschriwwen. An duerfir ass eben dee ganze Volet vum Émang mat den Donnéeé, déi do erhuewe ginn, wichteg. Ech hunn dat och am Gesetz oder respektiv a mengem Rapport nach eng Kéier genau beschriwwen.

Ech mengen, d'Diskussioun ass jo déi gewéinlech, wann elo eng Écoute ass oder wann een dann ebe Maile géif kucke goen, datt do och émmer Leit, ech géif emol soen „kollateral“ mat ofgehéiert ginn. Dat ka souguer an engem Lieu public, wou keng Téléfonsecoute ass, geschéien.

Wat geschitt mat deenen Donnéeé? Ech mengen, do ass et kloer an däitlech: Wann elo zum Beispill bei enger Écoute een ass, dee verrächtegt gëtt, am Beräich vum Terrorismus kënnéen aktiv ze ginn, dann telefonéiert dee vläicht engem aneren aus sengem Grupp, fir eng Aktioun auszemaachen. Dat ass natierlech relevant. Et kann awer och vläicht sinn, datt dee moies iergendengem Service telefonéiert huet, fir seng Poubellen eidel maachen ze kommen. Ech mengen, dat sinn dann déi Leit, mat deenen en do schwätzt, déi hu guer nääscht domadder ze dinn. An déi Donnéeé ginn natierlech direkt eben do gestrach. Ech mengen, dat ass souwuel bei den Écoutten, wéi och bei deem, wat een dann am Beräich vun dem „Computeroflauschteren“, fir et emol esou ze formuléieren, géif kréien.

Wann awer elo Donnéeé do sinn, déi relevant si fir eben den Dossier, da ginn déi fénnef Joer gehalen. A wann dann och Faite sinn, déi un de Procureur weidergi si sinn, da müssen déi Renseigner spéitstens dann zerstéiert ginn, wann d'Prescriptioun vun der Action publique erreecht ass.

Dat sinn also eng Rei Donnéeé. Mir hunn och hei am SREL en „chargé de la protection des données“ agefouert. Hien iwwerwaacht, datt dann déi perséinlech Donnéeé entweder zerstéiert ginn, respéktiv, wann der consultéiert ginn, datt dat ganz genau ka retracéiert ginn, datt een dat ganz genau muss kucken, eben och konform zum Gesetz vum Datenschutz. Dat heesch, do muss dann zu all Moment kënnéen gekuckt ginn: Déi doten Donnéeé, déi Information ass vun deem am Service zu esou enger Auerzäit fir dat Motiv gekuckt ginn, an dat ass domadder geschitt.

An, dat muss ech och soen, wéi dat genau am Detail soll fonctionnéieren, duerfir sinn och schonn an der leschter Kommissionssitzung Reglementer presentéiert ginn, wou also genau beschriwwé gëtt, wéi mat den Donnéeé personnelles émgaange gëtt. Ech menge wierklech och hei nach eng Kéier: Et ass net näämchen en Effort, mä wierklech fir ze énnersträichen, datt eis d'Protection des données wierklech wichteg ass!

Och den Accès vun dem SREL oder vun de Mataarbechter, wat se kënnéen consultéieren während hirer Aarbecht, dat ass am Artikel 10; datt se och zum Beispill kënnéen kucken: Huet déi Persoun e Führerschäin, huet se e Waffeschäin, an esou weider? Ech zielen dat net op, dat steet am Artikel 10. Dat ass och genau am Gesetz festgeschriwwen, wou och zum Beispill steet, datt d'Leit vum SREL net kënnéen direkt op e Casier judicaires zougräifen.

Da gëtt am Gesetz och d'Zesummenaarbecht dans le sens large, géif ech soen, mat de Justizautoritéiten, mat der Police a mat de Verwaltungen niddergeschriwwen. Ech mengen, et ass immens wichteg, datt déi Kooperatioun gutt fonctionnéiert, well an der Terrorismusbekämpfung gräifen déi verschidde Administratiounen jo aneneen.

Vläicht hei och e Wuert zu den Informatiounen, déi de SREL kritt vun auslännesche Geheimdéngschter. Et ass et wichteg, datt et strikt respektéiert gëtt, wann de Service de renseignement Accordéen huet. A mir stëmmen dár och heiansdo hei an der Chamber, dës Woch hate mer nach een, wou da wierklech op héchst Niveau, also och vun der Chamber, décideert gëtt, datt do kann en Échange vu klassifizéierten Informatiounen sinn. Respektiv, wann den auslännesche Geheimdéngscht seet: „Dir kritt déi Informatioun, mä mir hätte gär, datt déi net weider an iergendenger Form ka benotzt ginn, divulguéiert ginn“, datt muss een dat och strikt respektéieren. Ech mengen, dat ass immens wichteg!

Mir hunn e Geheimdéngscht, dee mat senge Moyene fonctionnéiert, deen immens vill op d'Informatioun vum Ausland ugewisent ass. A wann een dat géif op d'Spill setzen, da géif ee keng Informatiounen méi vun deenen auslännesche Geheimdéngschter kréien. An da wierte mer wierklech manner à même oder da wierte



mer vläicht guer net méi à même, fir zum Bei-spill eis Lutte géint den Terrorismus uerdent-lech ze organiséieren.

Dann, d'Rechter an d'Flichte vun de Beamten nach kuerz. Här President, ech hat jo gefrot, fir e bëssen Opschub. Ech mengen, ech misst ongeférer ronnkommé mat menger Zäit. Kuerz d'Rechter an d'Flichte vun den Agenten. Dat si jo d'Haaptakteuren. Dat ass en anere Vole.

Hei ass wichteg - ganz kuerz - déi Klausel fir d'Confidentialitéit. De Prinzip ass, datt Agente keng Informatiouinen, keng Geheimnissier dieren onerlaabt weiderginn. Ech mengen, soss komme Geldstrofen, Prisong. An enger gewëssener Form kann een déi Klausel esou soen: Dat gëllt och bis fennet Joer no dem Austrëtt aus dem Geheimdéngscht, do dierfe se net an en anere Beruff oder eng Firma opmaachen, wou dat Wëssen eventuell kéint benotzt ginn. Mir haten dat jo an der Vergaangeneheit. An et kann einfach net sinn, datt e Mataarbechter géif sái Wëssen aus dem Service huelen, fir da materielle Profit, géif ech emol soen, dorauser ze schloen.

An a menger Lektür, Här President, vun déser Klausel, géif ech och soen, datt et dann eigentlech net méi sollt méiglech sinn, datt en Agent oder en Exagent ivvert d'Banneliwe vun engem Service de renseignement. Interviewe gétt oder do Saache seet, déi en eigentlech net soll un d'Effentlechkeet bréngen. Dat schéngt mer awer och hei mat déser Klausel da kloerge-stallt ze sinn.

Vläicht dann nach ganz kuerz, Här President, zu de Primmen. Ee Wuert dorriwwer. Ech kann awer net als Rapporteur do näischter derzou soen. Et ware jo och nach déi lescht Deeg déi eng oder aner Communiqués an der Press ze liessen. D'Beamte kréien dräi Primmen: eng Prime de risque, d'Prime d'astreinte, d'Prime spéciale. Dat mécht zesummen zwëschen 80 an 140 Punkten aus. Dir kënnt dat dann aus-rechnen.

Mir haten déi Primmen och an d'Gesetz geschrivwen. De Statsrot huet do Opposition formelle gemaach. En huet gesot: „Dat geet net mam Gläichheetsprinzip vun der Verfassung.“ A wat mer hei awer probeiert hunn, dat ass, datt mer versicht hunn, e Wee ze fannen, fir datt déi Primme géife konform sinn zum Gläichheetsprinzip, datt dat also vis-à-vis vun der Verfassung géif standhalen. An eis Haapsuerg war och, datt den Agenten näischter géif ewechgeholl ginn! Dat ass dat, wou mer ver-sicht hunn, eng Solutioun ze fannen.

An d'Kommissiou war och der Meenung, datt dës Primme verdéngt wieren, well se jo awer eng ganz speziell Aufgab, eng ganz speziell Aarbecht hu mat enger Rei Constrainten, déi een net an anere Beruffer huet. Also eis Dé-marche, dat war am Interess vun deenen een-zelne Beamte geduecht. An ech bedaueren, datt d'Représentation du personnel dësen Acte de bonne volonté, dee mer do awer gemaach hunn, net esou richteg unkennt an elo op Konflikt mat der Fonction publique geet.

Här President, ech kommen dann esou lues zum Schluss. Ech mengen, déi verschidde Aisen, ech si se elo net all duerchgaangen, Dir kënnt déi a mengem schréftleche Rapport liesen. Ech si vläicht op déi eng oder aner Detailer, wéi gesot, net agaangen. Dat kënnt Der alles dann noliesen, well dat géif den Zätkader sprengen.

Här President, duerfir kommen ech dann zu mengem Schluss. Ech mengen, mat désem Projet gi mer den Ambitioun gerecht, all de Recommandatioun vun der Enquêtékommissiou nozkommen. Et ass e Gesetz, wat et engem moderne Geheimdéngscht erlaabt, sech den neien Erausforderungen ze stellen, och am Intérêt vun eisem Land. Et ass e Gesetz, dat e kloren an transparente juristesche Kader schaift, an deem de SREL sech ka bewegen. Et ass duerfir e Gesetz, dat d'Basis schaift, datt mer ni méi Dysfonctionnement vun engem Service sollen erliewen, wéi déi, déi eis 2013 geréiselt haten an eis Institutiounen un d'Wackele bruecht haten. D'Chamber huet domat hir Aarbecht gemaach an hir Missioun erfëllt.

An e lescht Wuert: Et wier och gutt, wann d'Justiz och hir Aarbecht kéint ofschléissen, well, ech mengen, eréischt da wäerte mer kën-nen als Chamber den Dossier definitiv mat rouegem Gewëssen zourmaachen, clôturéieren, an all d'Léieren zéien, fir datt mer da wierklich kënnten definitiv soen: Never again!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Berger. An d'Wuert huet elo direkt den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här Pre-sident. Ech wéll ufänken, andeem ech och dem

Rapporteur Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi e gemaach huet zesumme mat der Kommis-siou. Dat hei war jo keen einfachen Text a keng einfach Disküssiou, déi mer do gefouert hunn, an dat aus e puer Grénn.

Deen éischte Grond, dat ass, datt esou Texter wéi deen heiten émmer déi Schwieregkeit hunn, datt se deen noutwendegen Équilibre musse fannen: Équilibre op där enger Säit zwëschen der Effikassitéit, déi esou e Service wéi de Geheimdéngscht, wéi den SRE, muss hunn, émmer méi muss hunn, an op där anerer Säit der Protektioun vun der Privatsphär an den individuelle Fräiheeten. Deen Équilibre ze fannen, juristesch ze fannen op där enger Säit, an duerno an der Ëmsetzung och ze fannen, ass net evident.

Déi zweet Schwieregkeit, dat war déi, well d'Noutwendegkeet vun der Émännerung vun désem Text jo entstanen ass ronderëm déi SREL-Affär, déi mer 2012-2013 haten, an et dofir am Fong e ganz sensibelen Dossier war, dee geluedie war mat vill Vergaangeneheit, dee jo énner Beobachtung stoung weinst deenen Evenementer vun 2013, wat de Klima theoretesch net vereinfacht huet. An ech kommen nach duerno dorobber zréck.

Ech hunn awer mat Satisfaktioun festgestallt, datt mer konnten an deene leschte Méint op engem wesentlechen Dossier trotzdem eng korrekt Aarbecht maachen an énner uerdent-lechen a korrekte Konditiounen schaffen, an dat eis Aarbecht baséierend op déi Propositiounen, déi d'Commission d'enquête gemaach hat an déi sengerzäit och d'CSV-Fraktion gedeelt huet. Mir hu leedeglech bei deem Rapport vun der Commission d'enquête net déi politesch Konklusiounen gedeelt, mä awer déi Propositiounen, déi d'Commission d'enquête gemaach hat, dat waren och eis Konklusiounen. An dofir ass et gutt, datt se an désem Text kénnen émgesat ginn.

E puer Aussoe wéll ech maachen. Déi éischt, dat ass eng evident an eisen Aen: Mir brauchen och zu Lëtzebuerg e Geheimdéngscht, an haut méi wéi jee! De Lucien Weiler, deen 2004 Rapporteur vun dem Text ivvert d'Geheimdéngscht war, huet den 19. Mee 2004 gesot, an ech zitéieren en: „Net émmer huet esou eng Atmosphère sereine ém de Geheimdéngscht bestane wéi haut.“ An dat war 2004. „Et gouf eng Zäit, wou de Service de renseignement den Enjeu hei am Land war vun hef- tegen ideologeschen Debatten. Déi Zäite sinn eriwwer. Haut, denken ech, stellt keng Frak-tioun hei an der Chamber méi d'Noutwendegkeet vun engem Geheimdéngscht a Fro. Et herrscht Konsens driwwer, datt déi Welt, déi sech an deene leschte Joren entwickelt huet, leider eng Welt ass, déi ouni Geheimdéngscht a Geheimdéngschter net auskénnt.“

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Wann ech gelift, lauschtert no!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat war dat, wat de Lucien Weiler 2004 gesot huet. An, ech mengen, zumindest bei der leschter Ausso läit e sécherlech richteg. Bei där éischter hu mer eng Fraktioun haut an der... hu mer eng Sensibilitéit, pardon, haut an der Chamber, déi dat scho méi contestéiert.

An ech hunn och am Avis vum Conseil d'État gelies: A sengem éischten Avis huet de Conseil d'État sech näämlech d'Fro gestallt a sech gewonnert, datt d'Utilitéit vun dem Service de renseignement net géif justifiziéiert ginn. Ech zitéieren do och: «Ni le Gouvernement ni d'ailleurs non plus la commission d'enquête parlementaire sur le Service de renseignement de l'État (...) n'entendent apparemment remettre en cause l'utilité d'un service étatique chargé du renseignement.» Dat seet de Conseil d'État. Dat schreift en awer am Dezember 2014. Dat ass schonn eng Zäitchen hier, net réiemmen eng Zäitchen hier, mä och eng Rei Evenementer hier, déi an deene leschte Méint geschitt sinn. An an deenen Avisen duerno, no deenen Evenementer, war och den Toun vum Conseil d'État liicht geännert.

Op jidde Fall, fir d'CSV ass kloer: datt Lëtzebuerg en effikasse Geheimdéngscht braucht; datt Lëtzebuerg e Geheimdéngscht braucht, deem seng Missiounen, seng Aktiounen, méiglechkeiten an aller Däitlechkeet, an allem Detail och beschriwwen sinn; datt Lëtzebuerg e Geheimdéngscht braucht, deen unerkannt ass, och vun deenen Déngschter am Ausland, well, wéi de Rapporteur scho virdru gesot huet, eng ganz Rei vun deene Renseignementer, déi de Lëtzebuerg Geheimdéngscht kritt, natierlech hir Originn bei auslännischen Déngschter hunn a mer dofir op déi Kollaboratioun ugewise sinn. An déi Kollaboratioun, déi ba-seiert natierlech op géigesäitgem Vertrauen.

Lëtzebuerg braucht e Geheimdéngscht, deen a senge Kontrollmechanismen och evidenterweis effikass muss kënne fonctionnéieren. Lëtze-

buerg braucht e Geheimdéngscht, deen déi technesch Moyenen huet, fir sengen Aufgabe gerecht ze ginn. A Lëtzebuerg braucht e Geheimdéngscht, deen déi personell Moyenen dofir huet, fir deene Geforen, deene mer haut ausgesat ginn, kënnen ze begéinen.

Wéi de Geheimdéngscht an de 60er Jore geschaافت ginn ass, du ware mer an enger Situations vum Kale Krich, wou zwee Bléck sech géinteneen affrontiérert hunn. D'Geheimdéngschter waren en Deel vum System vun der géigesäiteger Aschüchterung, Block géint Block, e Feindbild, dat kloer determiniéert war.

Haut ass dat anescht! D'Mauer ass gefall. D'Gefore sinn anerer ginn. D'Gefore si méi diffus, méi divers, manner organiséiert an hirer Originn, mä vläicht souquer méi gefeierlech, well se manner detektabel sinn, well se och vun engem gewaltbereet sinn, well se och vun enger anerer Gewaltbereetschaft ausginn. Och war den Terrorismus an de 70er, 80er Joren haapt-sächlech en Terrorismus, deen op Ziler aus-gaangen ass, deen Ziler erausgewielt huet, déi Senn - an hiren Aen - haten.

Hei hu mer et mat engem Terrorismus ze dinn, dee blann agéiert, deen eis alleguer, all d'Leit a Gefor bréngt. Also ass e vill méi schwéier ze detektiéieren. En ass méi divers och a sengen Zil-setzungen, méi divers an den Ziler, déi sech eraussicht a ganz oft och gemaach vu Leit, déi Einheimescher sinn, net also auslännischer Originn, esou wéi d'Aufgaben am Kale Krich sech heiansdo gestallt hunn.

Och d'Technologié sinn total anescht ginn. Mir hunn et haut mat Kommunikatiounstechnolo-gien ze dinn, déi mer sécherlech an deene Jore vun deem éischte Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg net haten. D'Propaganda vun Terrororgani-satiounen gétt och ganz anescht gemaach. Hir Kommunikatioun leeft ivvert déi modern Technologien, déi d'ailleurs haut och fir jidd-wereen Éenzelnen accessibel sinn. Och dat fonctionnéiert ganz anescht.

An et muss een och, wann ee wéllt als Geheimdéngscht effikass sinn, déi Mass vun Informa-tiounen, déi haut op den Netzer zirkuléiert, analyséiert kréien, detektiéiert kréien a gesinn, wat do relevant ass a wat net. An dat ass an der Mass vun den Informatiounen, déi müssen analyséiert ginn, och wesentlech méi schwéier. Also eng Evolutioun vun de Moyenen, där een absolutt muss Rechnung droen.

De Rapporteur huet a sengem Rapport ganz vill Detailer gesot. Ech ginn och net méi op déi Detailer an. Ech wéll just hei och nach eng Kéier déi Punkten ernimmen, déi fir eis wichteg sinn.

Evidenterweis ass dat fir d'Éisch de Contrôle vun dem Geheimdéngscht - ee vun deene wichtegste Punkten -, well en en fin de compte an deene leschte Jore virun 2013 net esou geklappt huet, wéi ee sech dat hätt kënnen, hätt solle virstellen, weder um Niveau vun der ministerieller Kontroll nach um Niveau vun der parlamentarescher Kontroll. Mir haten illegal Ecouteren. Mir hate Missiounen, déi de legale Kader dépasséiert hunn. A mir haten och onge-nügend Finanzkontrollen énner anerem. An ech mengen, dësen Text mécht eng Rei wichteg Erneierungen.

Éischtens, de Comité ministériel, e puer Wuert dorriwwer: An där éischter Versioun, déi mer vun der Regierung krute vum Comité ministériel, do war et esou, datt mer e Comité haten, wou dräi Ministeren zesumme sollten Décisiounen huelen an eng gemeinsam Responsabilitéit hate fir dat, wat am Geheimdéngscht geschitt ass.

Ech verstinn, datt een esou e Comité ministériel asetzt, fir eng besser Coordination interministé-rielle ze maachen, mä et war awer an eisen Ae vun Ufank u kloer, datt d'Responsabilitéit net däerft, net sollt diluériert ginn, well an eisen Aen d'Responsabilitéit ministérielle eng politesch an individuell Responsabilitéit ass. An de Prinzip vun eisem konstitutionelle Gefüge ass, datt déi Responsabilitéit, déi individuell Responsabilitéit, net däerft verwässert ginn!

An der zweeter Versioun, déi mer zesummen an der Kommissiou duerno gemaach hunn, ass dat och ganz anescht gestallt ginn. Formell kënne mer elo domadder lieuen, well den Artikel 2 Paragraf (1) kloer an däitlech seet, datt déi Autorité hiérarchique bei de Ministres de tutelle, also an dësem Fall, haut op jidde Fall, beim Statsminister läit, deen also och déi politesch an déi administrativ Responsabilitéit en définitif huet.

Fir eis ass et wichteg, datt dat kloer an däitlech ass. An et ass och iwwerall bägefügt ginn, wann de Comité ministériel zesummekénn, datt déi Décisiounen, déi en hält, „sur proposition du ministre“ sinn, dat heescht vum Minstre de tutelle kommen. Dat sinn onschéllieg, onscheinbar Sätz, mä déi awer an der Realitéit vun de Responsabilitéiten a vun den hie-rarchesche Strukturen an eisen Aen extrem

wichteg sinn. An an esou engem Fall wéi deem heiten ass et onausweichlech, datt ee muss Kloertext schwätzen an datt d'Responsabilitéiten och musse kloer an däitlech sinn.

D'Kreatioun vum Comité mécht also sécher-lech eng besser Coordination interministérielle an deem dote Kontext méiglech. De Comité diskutéiert ivvert d'Politique générale, d'Orientatioun vun den Aktivitéiten, d'Protek-tion vun de Renseignementer, déi sensibl sinn. En huet och eng Kontrollroll a sech an d'Gesetz ageschriwwen kritt.

An dat, wat nei ass, och par rapport zum origi-nale Regierungstext, dat ass, datt hei eng Lettre de mission ageschriwwen gétt, déi de Comité ministériel muss mindestens eemol d'Joer schreiwen, fir a sech déi Aufgaben, déi an deem Joer ustinn, dat heescht déi politesch Prioritéiten, ze definéieren.

Dat ass mat engem Ae wichteg, well et eng zusätzlech Kontroll erlaabt. Den Text seet och ganz kloer, datt déi parlamentaresch Kontroll-kommissiou déi Lettre de mission zougestallt muss kréien, wat also fir d'parlamentaresch Kontrollkommissiou heescht, datt se elo wesentlech an hirer Kontroll ka méi wáit goen:

Wann déi parlamentaresch Kontrollkommissiou bis elo kontrolliéert huet, dann huet se a sech d'Missiounen, d'Legalitéit vun de Mis-sioun kontrolliéert, gekuckt, ob dat alles kor-rect ofgfelaf ass. Elo, wa se eng Lettre de mis-sion kritt, wou d'Regierung genau beschreift, wat fir eng Prioritéiten a wat fir eng Aufgabe se dem Service de renseignement gétt, dann ass et och un der Commission de contrôle ze kucken, ob a sech déi Lettre de mission an deem, wat d'Kommissiou (veuillez lire: de Service de renseignement) mécht, dann och rich-teg exekutiéiert gétt, dat heescht, datt en och de politische Virschrifte vun der Regierung fol-legt an déi Aufgabe priorität behandelt, déi d'Regierung och als Prioritéit gesäßt.

Fir mech ass dat en zousätzlechen Aspekt vun der Kontrollkommissiou, deen ech als wichteg empfannen.

Datselwecht ass d'Kreatioun vun dem Déléguéé fir de Service de renseignement de l'Etat. Dee kënnt aus dem ganz einfache Gedanken eraus, mengen ech, datt de Minister selwer - haapt-sächlech wann et de Premier ass, mä och wann et en anere Minister ass, wéi dësen Text dat elo erlaabt -, deen Tutelle vun dem Service de renseignement, vum Geheimdéngscht huet, och net méiglecherweis déi noutwendeg Zäit kann drop konzentrieren, fir dat alles esou ze maachen, wéi et misst gemaach ginn. An dat ass a priori och verständlech. Dat war verständlech, dat ass och fir d'Zukunft verständlech.

D'Kreatioun vun engem Déléguéé fir de Geheimdéngscht, déi helleft, fir datt d'Regierung a sech déi Kontrollfunktioun a priori wesentlech besser kann exercéieren, déi hir ass: en héije Beamten, deen déi noutwendeg Capacitéiten huet - wat dann déi noutwendeg Capacitéitéit sinn, ass nach eng aner Fro, mä den Text gesäßt emol vir, datt et déi noutwendeg sinn; da kucke mer emol, wéi dat an der Realitéit duerno ausgesäßt -, deen all Autorisatiounen huet, fir alles ze kontrolliéieren, deen all Rap-port kritt, deen an alle Reuniounen kann derbäi sinn, fir dee kee Secret opposabel ass, deen all Investigatiounen op allen Niveaue ka maachen, ausser elo d'Exekution, déi an der Responsabilitéit evidenterweis vum Direkter ass. All Moyenen also, fir en uerdentleche Contrôle a priori ze maachen a fir op de Komma genau der Regierung ze rapportéieren, wat dann am Geheimdéngscht lass ass, fir datt d'Regierung dee Contrôle a priori ka korrekt maachen.

En aneren Typ vu Kontroll, well ech gesinn dat esou och als Kontroll, dat ass déi Spezialkom-missiou vun den dräi Riichter, déi hei am Text énnerstrach gétt. Déi sinn a sech responsabel, fir eng Rei Autorisatiounen ze ginn. Och de Fait, datt d'Riichter Autorisatiounen ginn, ass och en Typ vu Kontroll, well domat gétt d'Adé-quatioun vun de Moyene kontrolliéert, ginn d'Moyenen autoriséiert, dat heescht, gétt och émmer kontrolliéert, datt de Geheimdéngscht Fall pro Fall dee Moyen agesat huet, deen am Fong och deem Fall, deen e just amgaang ass ze behandelen, entsprécht, dee proportionéiert ass, deen adequat ass, deen dee richtege fir deen do Fall ass



an deene leschte Joren eng Rei Erfahrungen hunn -, wëll ech e puer Saache soen:

D'Kommissiouen huet gesetzlech all Méiglechkeeten. Si ass awer evidenterweis ofhängeg a war och - déi lescht och - ofhängeg vun alle Renseignementer, Informatiounen, déi de Minister oder de Service selwer, an haapt-sächlech de Service selwer, der Kommissiouen ginn hunn.

D'Kommissiouen huet zwar och aner Recherchë gemaach, mä an der Multitude vun den Aufgaben, déi e Service de renseignement huet, wa se net Informatioun kritt, wa se net iwver alles informéiert gëtt, dann tappt se awer am Blanne ronderëm. Si kuckt zwar, si sieht zwar, mä et ass net evident. Dofir muss déi Kommissiouen sech kënne drop verloissen, datt se déi relevant Informatiounen och zur Verfügung gestallt kritt, ansonsten ass dee Contrôle net evident oder zumindest dem Zoufall ausgesat. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen: D'Kommissiouen huet all Méiglechkeeten, mä déi Leit, déi drasëtzen, si Parlamentarier an net onbedéngt grouss Spezialisten a Geheimdéngschktiounen, gradesou wéi d'Regierungsmemberen dat net sinn. Si hunn och eng Rei aner Saachen nach ze dinn. Dat heesch, och hiren Zäitkonto ass limitéiert. Dat sinn also zwou Schwächten, déi inherent vun där awer noutwendeger parlamentarescher Kontroll sinn.

Dëst Gesetz probéiert, Léisungen ze fannen. Ob déi Léisungen elo richteg effikass sinn, dat gesi mer an nächster Zäit. Mä op jidde Fall probéiert et, eng Rei Léisungen en place ze setzen. Eng vun de Léisungen, dat ass, datt d'Kommissiouen an Zukunft och déi Méiglechkeet huet, fir sech Spezialisten zur Säit ze huelen, déi se ka ganz prezis asetzen, fir an all Detail deen een oder deen anere Fall ze analyséieren an hir e Rapport dovunner ze maachen. Ech mengen, dat ass eng grouss Hëllef. Et muss een nach kucken, wéi dat elo praktesch èmgesat gëtt, mä et ass schonn eng Méiglechkeet, déi awer en aneren Typ vun Analys, en aneren Typ vu Kontroll méiglech mécht.

Op där anerer Säit sinn natierlech och déi Informatiounen, déi d'Kommissiouen kritt, wichteg. An do ginn och eng Rei nei Etappen hei geset. Éischtens, ech hunn et scho virdru genannt, kritt d'Kommissiouen déi Lettre de mission vun der Regierung. Si kann also kontrolléieren, ob de Geheimdéngschkt elo effektiv deem entsprécht, wat e vun der Regierung gesot kritt, a seng Missiounen erfëllt.

Si huet och - an dat musse mer nach kucken, wéi dat organiséiert gëtt - méiglecherweis Relatiounen mat dem Delegéierte vum Geheimdéngschkt, dee jo nei geschaft gëtt. Och do muss ee kucken, wéi déi Relatiounen zwëschen deem engen an deem anere wäerten an Zukunft fonctionnéieren. A si kritt dann och am Gesetz - mä dat war schonn deelweis virdrun - generell Informatiounen vum Direkter op prezisen Déliale festgeschriwwen: all dräi Méint fir all déi Missiounen, déi en cours sinn, all sechs Méint fir d'Mesures de contrôle vun de Kommunikatiounen, mat der Obligation evidenterweis, komplett ze sinn.

Et steet och do am Text, datt den Direkter spontan muss informéieren, wann en Dysfonctionnement ass, an net drop waarden, bis d'Kommissiouen dann zuafälligerweis den Dysfonctionnement gesät. An datselwecht gëllt fir de Minister: Wann de Minister en Dysfonctionnement géif gesinn, deen d'Kommissiouen net gesinn hätt, misst en dem Gesetz no obligéiert sinn, fir d'Kommissiouen direkt ze informéieren, dat heesch d'Parlament domadder direkt ze informéieren.

Ech regrettéieren, datt déi Sanction-pénallen, déi virgesi ware fir en Direkter, deen délibérément, wësentlech also, d'Kommissiouen net informéiert, aus dem Text erausgeholl sinn. Dat ass d'ailleurs och eng Proposition, déi d'Commission d'enquête virun zwee Joer gemaach hat a sengerzäit als wichteg emponnt hat.

Hei gëtt et eng Opposition formelle vum Conseil d'État, de Rapporteur huet et scho gesot. De Conseil d'État schreift: «Le Conseil d'État comprend parfaitemment les raisons historiques d'un tel régime. Toutefois, ce régime particulier de responsabilité pénale pour le directeur du service pose des problèmes sérieux au regard du principe de l'égalité de traitement avec d'autres chefs d'administration.» An e mécht hei eng Opposition formelle op Basis vum Non-respect du principe d'égalité.

Ech fannen, d'CSV-Fraktioun fénnt, datt de Geheimdéngschkt schonns e besonnesche Service ass. An et ass keen anere Service beim Stat,

et ass keng aner Administratioun beim Stat, déi d'ailleurs en Délégué huet, dee sech just ém hir Affäre bekëmmert. Et ass keng aner Administratioun beim Stat, wou eng parlamentaresch Kontrollkommissiouen d'Aktivitéite vun enger Administratioun kontrolléiert.

Et ass keen anere Service beim Stat, deen esou vill Moyenen huet wéi de Service de renseignement, wéi de Geheimdéngschkt, fir preventiv an d'Privatsphär vun de Leit anzedréngen; an och heiandsdo bei Leit, déi just duerch Zoufall an esou eng Enquête an Ecouteen oder wat och èmmer gerode sinn, ouni datt se direkt eppes domadder ze dinn hunn.

Et ass kee Service, deen esou sensibel ass an esou vill Moyenen huet, wéi de Geheimdéngschkt dat huet. An dofir wär déi Form vu penaler Responsabilität, esou wéi se am Text initialia ageschriwwen war, duerchein an eisen Ae justifiabel a wënschenswäert gewiescht. Mir hunn et akzeptéiert, se hei erauszehuelen, well mer deen Text esou schnell wéi méiglech brauchen a well mer wollte weiderkommen. Mir regrettéieren awer, datt se eraus ass.

Deen zweete grousse Punkt, dat sinn d'Missiounen vum Geheimdéngschkt. Och hei waren e puer Clarificatione wichteg. Mir hu jo zu Lëtzebuerg contrairement zu deenen anere Länner némmen ee Service, wou d'Déngschter... An aner Länner, déi hunn a sech zwee Servicer, wou op där engen Säit d'Déngschter fir intern Sécherheet an och déi Déngschter fir auslännesch Aktivitéiten da schéi propper separéiert sinn, ob dat de BND an de Verfassungsschutz an Däitschland sinn, d'CIA an d'NSA op där anerer Säit an Amerika, d'DGSI an d'DGSE a Frankräich oder den MI5 an den MI6 an England. Dat gëtt et bei eis net. Mir hunn némmen ee Service, dee sech haapsächlech op déi intern Sécherheet soll konzentréieren an deen och do a sengen Aufgabe ganz kloer limitéiert muss sinn.

An dofir war et elo wichteg, an dem Text selwer déi Aufgaben esou ze spezifizéieren, datt et kloer ass, datt et némme Missiounen sinn, wou Anticipatioun gemaach gëtt a Preventioun gemaach gëtt, datt et némme Missiounen sinn, wou a sech eng grouss Menace oder e Risque de menace op d'Sécurité nationale ass, a ganz kloer och dranzeschreiwen, datt dat «à l'exclusion de toute surveillance politique» ass, ob dat d'Surveilance vu Parteien, vu Gewerkschaften oder vun ONGen ass, an datt et mat dësem Text net méi méiglech ass, déi Banque-de-donéeën - iwwert déi mer wäerten an e puer Wochen oder an e puer Méint hei schwätzten, déi am Service de renseignement, am SREL, fonnt gi waren a wou et elo drëm geet, se historesch opzeschaffen an ze analyséieren - unzeélein, well dat kloer hei exclu ass a richtegerweis exclu ass, esou wéi den Text elo formuléiert ass.

Mir haten an der Kommissiouen och laang Diskussiounen iwwert d'Aktivitéiten, déi susceptibel sinn, dann esou eng Menace, esou e Risk duerzestellen. Verschiddener waren der kloer: Espionage, Ingérence, Terrorisme, Prolifération d'armes, do ass et evident, datt se mussen drënnern, Crime organisé, Cyberkriminalitéit, Cybermenace evidenterweis och.

Aner Diskussiounen ware méi nuanciéert: Wann ee vun „extrémisme“ schwätzzt, do hu mer wëlle preziséieren, datt dat den „extrémisme à propension violente“ wär, net Extrémisme tout court. Et kann een extrem Meenungen hunn. A wat ass Extrémisme, wann een et wëlt definéieren? Mä Extrémisme à propension violente ass evidenterweis eppes anesch a fält ènnert de Ressort vun dem Service de renseignement. An datselwecht ass mat den Sectes nuisibles, déi am Ufankstext esou opgefouert waren, déi awer no Diskussiounen an der Kommissiouen aus dem Text erausgeholl gi sinn.

Datselwecht gëllt fir d'Moyenen, déi agesat ginn. Och do ginn ech net an den Detail an. De Rapporteur huet dat gemaach, a se sinn och am Text am Detail beschriwwen. Mä hei gëtt d'Méiglechkeet ginn, och nei Technologien anzesetzen. A mir wëssen, datt d'Kommunikatioun an d'Propaganda haut just iwwert den elektronische Wee lafen.

A wichtig ass, datt och e Kader gesat ginn ass, wéi déi nei Moyenen dann agesat ginn, well se sinn natierlech penetrant fir d'individuell Liewe vun de Leit. An dofir müssen och déi Autorisationprozeduren an de Kader, an deem se agesat sinn, ganz kloer definéiert sinn. Dësen Text definéiert de Kader esou kloer, wéi et méiglech ass. Si kënne némmen „de façon ciblée“ agesat ginn, dat heesch prezis an net emol generell. Fir emol iwwerall nozekucken a fir dann duerch Zoufall eppes ze fannen, dat geet net - just de façon ciblée!

Et muss en „indice grave ou plusieurs indices concordants“ do sinn. An dat muss och noweisbar sinn. Dat kann dann och kontrolleiert ginn. Si müssen och „proportionnels à la gravité“ sinn a si müssen „la moindre intrusion

dans la vie privée“ wéi méiglech sinn. Och dat soll vun där Kommissiouen vun den dräi Riichter da Fall fir Fall gekuckt ginn.

Dat heesch, et musse Moyenen do sinn, mä well se esou intrusiv sinn, muss och kloer sinn, wéi a mat wat fir engen Autorisatione se da kënne gebraucht ginn. An hei sinn och d'Autorisatiounsprozéduren: Wann ee se kuckt, wéi se am Text beschriwwen, si se net onkompliziéiert an net ondetailléiert beschriwwen. Verschidde Moyene kennen iwwert d'Autorisatioun vum Direkter agesat ginn, fir aner brauch een d'Autorisatioun vum Comité, fir aner brauch een d'Autorisatioun vum Comité a vun der Commission spéciale. Aner si limitéiert op dräi Méint, aner si limitéiert op sechs Méint. An d'Destrukioun vu verschidene Saache muss no fénnef Joer obligatoresch gemaach ginn.

Vläicht kann ee soen: Et ass ze vill detailléiert an et ass iwwerdriwwen, mä ech soen awer och ganz kloer, datt et hei jo awer ém de Schutz vum Privatleve geet, ém individuell Fräiehete geet. An dofir, soen ech, müssen déi Beschreibungen hei ganz kloer sinn. Et muss am Gesetz ganz genau stoën, wéi wäit de Geheimdéngschkt ka goen, wie wat autoriséiert a wéi et duerno kontrolléiert gëtt. An duerfir, wann dat och à première lecture kompliziéiert ka schéngent, ass déi Komplexitéit awer noutwendeg, fir datt et kloer ass, wéi et fonctionnéiert, an datt et och am Detail richteg sëtz. Et muss effikass sinn, mä mir müssen et am Grëff behalen.

All eins Suerge sinn awer net behuewen, notammt déi, wat de Gebrauch vu sougenannten „Statstrojaner“ ugeet, wou awer Intrusioun gemaach gëtt, net èmmer an d'Liewe vun den Zilpersounen, mä och méiglecherweis an d'Liewe vun deene Persounen, déi sech ronderëm déi Zilpersoune bewegen. Ee vu menge Fraktionskollege wäert nach duerno méi am Detail dorobber agoen.

En anere Punkt, dee fir eis wichteg ass, dat ass dee vun de Relatiounen mat anere Servicer, ob dat elo inlännesch Servicer sinn, wéi d'Police oder d'Justiz, oder ob et auslännesch Geheimdéngschkt sinn. An och hei muss een esou prezis wéi méiglech sinn. An och hei beschreift den Text relativ kloer, wéi dat geet. Den Accès un d'Base-de-donnéen ass geregt am Artikel 10. (2). A wat fir mech wierklich wichteg ass, dat ass, datt am Service och selwer e Chargé de la protection des données ass, deen dat dann alles nokontrolléiere kann. An och den Informatiounsaustausch ass kloer geregt iwwert d'Demande écrite, iwwert d'Voie hiérarchique. An d'Noutwendegkeit vun engen Tracabilitéit ass hei mat dësem Text erfëllt.

Mir haten och laang Diskussiounen an der Kommissiouen, schwierig Diskussiounen, muss ech soen - also inhaltech schwierig, net énnier eis schwierig -, schwierig Diskussiounen iwwert dee Moment, wou de Service de renseignement en Dossier misst ofginn un aner Servicer, un d'Police zum Beispill.

Et ass eppes zréckbehale ginn, wat am Fong evident ass an dofir net méi an den Text huet misse geschriwwen ginn, mä et ass mer awer wichteg genuch, fir datt een et nach eng Kéier ernimmt: Et ass evident, datt d'Leit aus dem Service de renseignement, aus dem Geheimdéngschkt sech müssen un den Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle halen. Dat heesch, wa se an hiren Enquête eppes gesinn, wa se eng penal Infraktioun constatéieren, musse se dat och natierlech un déi zoustännege Stellen automatesch weiderginn. Dee grousse Prinzip gëllt fir jiddwieren, also evidenterweis och fir d'Leit aus dem Geheimdéngschkt!

Wat den Échange mat anere Geheimdéngschter ass, vun deenen natierlech de Lëtzebuergere Geheimdéngschkt lieft, sinn eng Rei Garantien agefouert ginn, déi och am alen Text am Fong net dra waren: D'Garantien, fir ze soen, datt, wann de Geheimdéngschkt refuséiert, eng Rei Quellen erauszeginn am Kader vun engen Gerichtsaffär, da kann de Richter awer verifizéieren, datt et sech hei och ém auslännesch Quellen handelt, datt et sech hei ém auslännesch Dokumenter handelt, soudatt hien dat net einfach muss gleewen, mä déi Verifikatioun ka vun engem Riichter gemaach ginn, deen dat da constatéiert a confirméiert.

Wat d'Personal ugeet, e puer Remarques, oder déi éischt Remarques iwwert d'Primmen: D'Regierung hat am initialen Text dés Primmen, esou wéi se waren, weidergefouert. Domat huet se am Fong och en Engagement vun der viregter Regierung agehalen, déi am Fong gesot hat, datt näischt un de Primme géif geannert ginn, notammt am Kader vun der viregter Gehälternégociatiounen, an haapsächlech ouni datt eng generell Etüd iwwert d'Primme géif gemaach ginn. Dat sinn och Aussoen, zu deene mer nach èmmer stinn!

De Conseil d'État huet awer du gesot, datt en d'Grénn net géif verstoen, firwat am Service de renseignement eng Prime de risque, eng Prime

d'astreinte an eng Indemnité spéciale géif bestoën, an en huet de Principe constitutionnel de l'égalité devant la loi ervirbruecht, fir dorop eng Opposition formelle ze maachen. Et ass probéiert ginn, eng Rei Solutionen se fannen, an et ass a sech de Prinzip vun der Prime de risque, d'astreinte an der Indemnité spéciale baiibehale ginn, ouni datt et awer elo tel quel konnt baiibehale ginn, aus dem Grond vun der Opposition formelle zu deem, wéi et a sech am Initialtext festgehale gëtt.

Et ass regrettabel, datt et net anescht méiglech war. Mä fir eis ass et awer och kloer, datt mer deen Text hei esou schnell wéi méiglech brauchen an dofir musse mat dësem Text weiderkommen.

Ech wëll awer kloer hennendrusoen, datt an eisen Aen dat hei net ka benutzt ginn als Présidentzfall fir zukünfteg Reformen, déi kommen. Dat muss kloer an däitlech sinn. D'Regierung kennt elo dem Conseil d'Etat seng Meenung iwwert dësen Typ vu Primmen, an an Diskusiounen iwwer eventuell aner Administratiounen muss d'Erkenntnis vun deem, wat de Conseil d'Etat wäert iwwer esou Primme soen, dann och diskutéiert gi mat deenen zoustännege Leit, fir Solutionen an engem gemeinsamen Accord do ze fannen.

Deen zweete Punkt iwwert d'Personal, dat ass dee vun dem Personal, vum Ensemble vum Personal, wat dem Geheimdéngschkt zur Verfügung steet. Dat ware 60 Leit. Deen éischten Text huet eng Limitt vu 65 Leit virgesinn, et ass vu 60 op 65 Leit eropgaangen. Och do seet de Conseil d'Etat: «Tout en concédant que ce renforcement de l'effectif relève en fin de compte du domaine des questions d'opportunité à trancher par la Chambre des députés, il s'interroge pourtant sur la nécessité des engagements supplémentaires, alors qu'il ne résulte nulle part du dossier sous examen quelle est l'utilisation actuelle des ressources humaines en place et quelles seraient d'éventuelles raisons justifiant le renforcement prévu.»

Och do soen ech kloer am Numm vun der CSV, datt mir vun Ufank un der Meenung waren, contrairement zum Conseil d'Etat, dee retzten war fir eng Augmentatioun vun den Effectiven, datt a sech souguer déi Augmentatioun, déi am Text virgesi war mat der Limitt vu 65 Leit, fir eis vun Ufank un ongenügend war a mer eis agesat hunn, datt keng Limitt sollt an den Text geschriwwen ginn. Dat, well mer der Meenung sinn, datt fir déi Aufgaben, déi de Service soll maachen, d'Personal haut schonn net duergeet, datt d'Evolutioun och wäert mat sech bréngen, datt mer nach wesentlech méi Personal an Zukunft brauchen, an datt bei aneren Administratiounen och an deene leschte Gesetzesstexter keng esou Limitten agegeschriwwen gi sinn!

Am Ufank huet d'Regierung op déi Limitt insitéiert, duerno awer noginn an déi Limitt erausgeholl. Elo muss all Poste justifiéiert ginn, wat ech absolut normal fannen, de richtige Wee fannen. D'CER muss en, wéi bei aneren Administratiounen, accordéieren an, seet och d'Gezeit, d'Kontrollkommissiouen kritt déi eenzel Demanden, déi de Service de renseignement all Joers mécht, a ka se aviséieren a kann och d'Regierung informéieren iwwer hiren Avis zu den Effectiven, déi dann eventuell gefrot ginn, fir an d'Luucht ze setzen.

Zum Schluss vun deem, wat ech wollt soen, zwou Froen, déi mer eis, mengen ech, haut awer musse stellen, wa mer deen Text hei hinn. Déi éischt Fro ass: Hätt dësen Text, wa schonn an Applikatioun virun zwee, dräi, véier Joer, déi Problemer vermidden, déi mer 2012 an 2013 opgedeckt hinn? Éischt Fro.

Zweet Fro, nach méi wichteg, a mengen Aen: Gétt den Text den Ersatzfuerderunge gerecht, déi op d'Sécherheet vun eisem Land an op eise Geheimdéngschkt an deenen nächste Jore wäerten zoukommen? Ass en adaptéiert un déi Geeforelag, déi sech haut stellt? Hellefet en eis, besser geint d'Geforen, zum Beispill vun Terrorismus, preventiv ze handelen?

Zwou Froen, wou d'Antwort a mengen Aen net einfach ass an net einfach ka Jo oder Nee sinn, wou een nuancéiert muss erugoen. Déi éischt Fro: Hätt en d'Problemer vermidden? En ass sécherlech - an ech wëll et emol esou beäntwerten - en Deel vun der Antwort, déi mer kënne drop ginn. En ass manner flou. E schaft méi Kontroll. An dat hätt sécherlech können an deene Jore virdrun hellefen! Zum Beispill fir illegal Ecouteen, zum Beispill fir d'Missiounen, déi de legale Kader dépasséiert hinn, dat wär mat dësem Text sécherlech méi schwierig gewiescht, fir et ze maachen.

Ob aner Faiten, wéi zum Beispill dee vum Enregistrement vun engem Statsminister, hätte kënne évitéiert ginn, ass eng aner Fro. Gewollten eenzel répréhensibel Aktioune vun einzelne Leit si wahrscheinlech ni ganz ze vermeiden. Op jidde Fall bezweifelen ech et. Ech menge par contre, datt dat hei sécherlech e richtige



Schrëtt ass an déi richteg Richtung,ouni datt en alles an Zukunft wäert vermeiden.

Zweet Fro: D'Gefore vun haut, gëtt en hinne gerecht? Et ass scho méi wéi eng Kéier gesot ginn: Eng absolutt Sécherheet gëtt et net! Mä dat hei schaft méi Klorheet, méi juristesch Moyenen, méi Méiglechkeeten, méi Ofsécherung och vun de Beamten, déi hir Aufgab maachen, méi Kontroll. Dofir ass et wichteg a positiv a mengen Aen.

Ech soen awer och hennendrun: Vu datt déi Welt, den Terrorismus, déi Geforen, déi op Europa, op eist Land laueren, awer amgaange sinn, och extrem schnell ze änneren - d'Aart a Weis wéi et fonctionnéiert, d'Aart a Weis wéi mer menacéiert ginn -, musse mer och prett sinn, fir zousätzlech Adaptatiounen kuerzfristeg ze maachen, dann, wa mer gesinn, datt se noutwendeg sinn. Och mir als Parlament an d'Regierung musse schnell, musse reaktiv kënne sinn dann, wann et noutwendeg ass.

Dat hei ass sécherlech net dee leschten Text, dee mer an deenen nächste Joren, déi kommen, maachen. Et ass elo deen Text, wou mer mengan, datt en op dat äntwert, wat mer haut gesinn, mä muer komme sécherlech aner Saachen, aner Geforen, an da musse mer kenne reaktiv sinn, da musse mer kenne schnell reagéieren.

An der gesamter Sécherheetsfro, soen ech och hennendrun, ass et och némnen een Aspekt, dee mer haut beréieren. D'Gesetz vum Haut-commissariat - mir hunn et géschter an der Institutiounskomissioun ugeschwatt - assdeen nächste Schrëtt, muss esou schnell wéi méiglech kommen. D'Ännunge vum Artikel 32.(4) vum der Constitutioun iwwert d'Crise nationale an den État d'urgence sinn an aneren Aspekt, dee muss kommen. Dee ganzen Text iwwert déi Sécherheetsmoossnamen, deen an der Chamber déposéiert ass, ass och sécherlech een Deel vun deem Arsenal, deen eng Demokratie, deen e Stat sech muss ginn, fir reaktionfaeg ze sinn, an deen déi noutwendeg Équilibere schaft téschen Sécherheet a Fräheit. An am Kader vun deenen Texter muss iwwert deen noutwendegen Équilibre sécher nach eng Kéier diskutéiert ginn.

An eisen Aen ass den Text iwwert de Geheimdéngscht, wéi déi dräi aner Texter, en noutwendegen Text, fir eise Rechtsstat staark ze maachen. D'Zilsetzung vun engem staarke Rechtsstat ass et, eis Bierger, eis Gesellschaft, hir Wärter an domat och d'Fräheit vu senge Bierger ze schützen. An aus deem Grond wäert d'CSV dësen Text stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci och dem Här Wiseler. An d'Wuert huet elo den Här Lex Delles fir d'DP.

► **M. Lex Delles** (DP). - Merci villmools! Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wéilt dann och virop dem Eugène Berger fir sái schriftechen a mëndleche Rapport félicitiéieren, an deenen hien ausféierlech op déi zukünfteg Changementer am Service de renseignement agaangen ass.

Dës Reform ass wichteg a batter néideg, zemoools wann ee bedenk, wat aus dem fréiere SREL ginn ass. De Geheimdéngschtskandal huet sech jo deemoools lues a lues zu enger reglechter Institutiounskris entvéckelt. Regierung, Chamber, Justiz an net zulescht de SREL selwer waren am Coup. Keen huet deem anere méi esou richteg getraut an et wousst een net méi esou richteg, wiem ee wat sollt gleewen.

D'ganz Land war wéi geläämt, d'Leit ware veronséchert, d'Vetrauen an d'Institutiounen op engem Déipunkt. D'Fundamente vun eisem Rechtsstat ware seriö a Gefor. Dat soll keng iwwerdriww Polemik duerstellen, mä et war keng schéin Zait fir eist Land. An ech si mer sécher, datt mir, an domat mengan ech all d'Institutiounen, nach haut un deem Vertrauensverloscht ze knaen hunn, deen deemoools ugerücht gouf.

Mir liewen an enger séier iwwerliefter Zait, an där oft Saachen, déi haut nach wouer sinn, muer schonn erëm onwouer oder vergiess sinn. D'Geheimdéngschtaff dierfe mer awer op kee Fall vergiessen! Et ass eng Affär, déi iwwregens bis haut net ganz opgeklärt gouf a vun esou engem enormen Ausmooss war, datt si fir eis Zukunft eng Léier an eng Warnung zugläich soll sinn.

Et däerft net méi virkommen, datt mir lichtfäerdeg mat de Pouvoire vu staatlechen Organisatiounen wéi dem SREL émginn, besonnesch well dës, falls se erëm aus dem Rudder lafen, riskéieren, grav Suite fir eis Gesellschaft ze hunn.

Wann ech virdru gesot hunn, datt de SREL deelweis gemaach huet, wat him grad an de Senn komm ass, da wéllt dat leider net hee-

schen, datt déi Responsabel vun deemoools net am Bild waren, wat deemoools gelaf ass. Nieft dem Fakt u sech, datt am SREL massiv Dysfonctionnementer waren, fannen ech et eigentlech gradesou schlëmm, datt déi deemoole politesch Responsabel vun deenen Dysfonctionnementer Bescheid woussten an näisch direkt énnerholl hunn! Et si weder personell Konsequenzen am SREL gezu ginn nach ass derfir gesuergt ginn, datt de SREL énner hirer Opstücht esou émorganiséiert gouf, datt Abusen net méi méiglech waren!

Ech ginn dem Här Juncker awer ausdrécklech recht a senger Ausso, datt ee Minister eleng de SREL net kontrolléiere kann. Mä firwat huet en dann net reagéiert, wéi e bis gemierkt huet, datt d'Verhale vu senge Beamten aus dem Rudder gelaf ass? A spéitstens no der Aueraffär si jo awer och all Alarmklacken iwwerall ugaangen. Souguer während der Enquêtékommisoun ass émmer némnen dat zougé ginn, wat virdrun duerch d'Press duerchesickert ass a soumat net méi ofzestreide war.

Duerch déi regelrecht Salamitaktik, déi do ugewannt gouf, sinn eiser Justiz haut duerch d'Verjärung deelweis d'Hann gebonnen, well deemoools de Moment verpasst ginn ass, d'Plainten direkt ze maachen! Némmen duerch esou e Feelverhale konnt et zu där institutioneller Kris am Land kommen, mat dár hire Suitte mir, wéi gesot, nach bis haut geplot sinn.

Et muss een déser Regierung wierklech ausdrécklech Merci soen, datt mir mat dësem Projet de loi wéinstens inhaltech Konsequenzen zéie können an de Geheimdéngscht esou opstellen, wéi sech dat an engem Rechtsstat gehéiert. Ee Geheimdéngscht ass näämlech wichteg an noutwendeg, och, wa säi Rôle staark geännert huet, well wann ee fréier genau wousst, op wéi enger Sait ee stoung a wien ee misst ausspiéieren, fir u relevant Informatiounen ze kommen, esou ass dat haut net méi de Fall.

D'Ciblë vum SREL gesäßt een net méi op enger Landkaart. Et si keng Natioun mei, mä Persounen, déi sech iwwerall op der Welt können ophalen. Dofir ass och de gedde Kontakt zu anere Geheimdéngscht immens wichteg, fir sech géigesäiteg géint d'Gefore aus dem In-an Ausland ze schützen. De primäre Rôle vum Geheimdéngscht ass net méi eleng, fir un Informatiounen ze kommen - mir lieuen näämlech an engem Iwwerfloss un Informatiounen -, mä e besteet doranner, zsumme mat de Kollegeen aus dem Ausland d'Informatiounen ze sammelen, ze filteren an da beschéitméiglech drop ze reagéieren.

D'est ass émsou méi wichteg, wa mer eis virun Ae féieren, wat zurzäit an eisem noen Emfeld lass ass. Frankräich ass am Moment an engem quasi permanenten État d'urgence an et vergeet bal keng Woch, an däit net vun anere Menacen aus dem Ausland gehéiert gëtt. D'Billen vun deene grujelegen a feigen Attentater, énner anerem zu Paräis a Breissel, hunn eis gewisen, datt och virun der Létzebuerguer Hausdier eng potenziell Gefor besteet, op déi ee ganz gutt muss oppassen a mat dár een net kannai naiv émgoen.

Här President, ech mengen, d'Wichtegkeet vum SREL dierft deene meeschten hebanne kloer sinn. Wat awer däitlech manner kloer war an der Vergaangenheit, ass d'Fro, wéi de SREL soll funktionéieren a wéi een de SREL soll kontrolléieren. Och wann dësen énnert der Tuttelle vum Statsminister stoung, dem Chef vun der Regierung also, esou war dat an deene leschte Jore keng Garantie derfir, datt de SREL a riichte Bunne gelaf ass an datt hien net geommaach huet, wat him grad an de Senn komm ass.

Dës Reform war dofir vun Ufank un eng absolut Prioritéit fir dës Regierung. D'éi législativ Prozedur zu dësem Projet de loi huet awer net érésicht mam Premierminister Xavier Bettel sengem Dépôt während senger éischter Ried zur Lag vun der Natioun ugefaangen. Dëse Projet huet eng Virgeschicht mat engem Héichpunkt, an zwar mat der memorabeler Chambersdebat vum 10. Juli 2013.

Et war genau deen Dag, op deem d'Enquêtékommisoun hire Rapport présentiert huet, e Rapport mat 140 Säiten, deen d'Konklusiounen iwwert d'Mëssstänn an d'Dysfonctionnementer am SREL gezunn huet. Et war en exemplaresche Bewäis fir d'Zesummeschaffe vu Parlementarier, och wann deemoools d'CSV Schwierigkeiten hat, deem zouzestëmmen. Et war en équilibréierte Rapport, an deem et jiddwerengem fräigestallt war, selwer Iddien a Virschléi anzebréngen, an e Rapport, un deem bis zulescht gefeilt gouf.

Mir erënneren eis allegueren drun, datt de Premier 2007 vu senge eegene Leit mat enger truquéierter Auer ofgelauschtert ginn ass. Wärend dëser Écoute sollt jo rieds sinn iwwer eng kryptéiert CD, déi Informatiounen enthale sollt iwwert dem Premier sái Gespräch mam Grand-Duc am Kader vum Bommeleeérprozess.

Dat muss ee sech emol virun Ae féieren! Falls déi Informatiounen wierklech op déser kryptéiter CD waren, goufen de Premier an de Grand-Duc, émmerhi Stats- a Regierungscheffen, vum eegene Geheimdéngscht ausspionéiert!

E fundamentale Problem war awer, wéi gesot, datt net direkt reagéiert ginn ass, soudatt zum Beispill de Marco Mille sech ni huet misse fir säi Feelverhale verantworten an esou gemitterlech an d'Privatindustrie konnt plénnieren.

Dobäi war jo déi sougenannten Aueraffär just d'Spëtz vum Äisberg! No an no sinn duerch d'Press émmer weider Mëssstänn un d'Licht komm, déi net manner grav waren. Aus dem Rapport goung jo och nach ervir, datt 2006 intern eng Operation lancéiert ginn ass, fir eng parallel Police ze schafen! Dat muss ee sech dach emol virstellen!

Do huet e SREL-Agent, dee virdru bei der richteger Police grand-ducale war, Dossieren eriwwer an de SREL geschleift. Do goufen dann op Basis vun deenen Informatiounen Enquêté gemaach, wéi eng sexuell Orientatioun verschidde Perséinlechkeeten hunn, an net egal wéi eng Perséinlechkeeten! Et goung deemoools émmerhin énner anerem ém deen héchste Magistrat, dee sech dann duerno och nach huet misse géint Pädophilie-Rumeure wieren!

An ech wéll nach eemol op déser Platz soen: D'Streeë vun dése Rumeure war an ass skandalié! Et gëtt keen anere Qualificatif dofir.

Ech kéint och nach weider Dysfonctionnementer uschwätzen, wéi zum Beispill d'Affär mat den Déngschtwen vum SREL, de Logement vum Gérard Reuter an d'Operation Katana, mä dat géif de Kader vun haut sprengen, esou vill misst zu deenen eenzelnen Dysfonctionnementer awer emol gesot ginn.

All dëst huet dozou bâigedroen, datt de Létzebuerguer Service de renseignement an der Effentlechkeet an e schlecht Lucht geroden ass, an dëst zu Recht! D'éi grav Mëssstänn, déi un eisem Rechtsstat gekraazt hunn, hunn net dozou bâigedroen, d'Vetrauen an eis Institutioonen ze stäerken. Dat systematesch Feelverhale vum SREL huet eis gewisen, datt och ee Geheimdéngscht sech un d'Regele vun der Stee hale muss an datt et net ka sinn, datt de SREL an engem rechtsfräie Raum operéiert!

Här President, zanterhier sinn awer dräi Joer vergaangen, an elo sti mer nees hei, fir op en Neits iwwert de SREL ze schwätzen. Mat dëser Reform gëtt de SREL an Zukunft op véier énnerschiddelechen Niveaue kontrolléiert, fir esou sécherzestellen, datt de Geheimdéngscht genau déi Aufgabe mécht, déi him zougestallt goufen, net méi an net manner!

Et gëtt e Service „sous haute surveillance“, wéi de Rapporteur et scho sot. D'Missiounen gi kloer preziséiert. Fir dat ze énnersträichen, gëtt hei och eng Lettre de mission ausgeschafft. Et ass e Gesetz, dat d'Missiounen an d'Methode genau beschreift. Den Datenschutz steet am Vierdergrund. Haut ass also dee virleefegen Ofschloss vun engem Affär, déi eis Rechtsstat seriö a Gefor bruecht huet.

D'DP huet sech émmer als eng Partei verstannen, déi fir de Rechtsstat, eis Wärter an eis Fräieheete asteet. Dat war 2013 net aneschter. Wann d'DP deemoools esou hartnäckeg derfir agetrueuden ass, datt de Geheimdéngschtksandal opgeklärt gëtt, dann hat dat näisch, awer och wierklech guer näisch mat engem partopolitesch Manöver oder engem Coup d'Etat ze dinn, wéi dat haut heiansdo e puer Leit nach probéieren ze behaapten. Mir bedeelegen eis net u bëlle Versich, d'Geschicht nei ze schreiwen, mir konzentréieren eis weiderhin drop, duerch eis Politik d'Land besser ze maachen.

Wa mir haut dëse Projet de loi an dës Reform vum SREL stëmme können, wéll ech énnersträichen, datt dat de Verdéngsch vun enger Rei Journalisten ass, déi d'Mëssstänn am Fonctionnement vum Geheimdéngscht opgedeckt hunn. Ouni dës Révélatione wier et wahrscheinlich ni zu enger Enquêtékommisoun komm a mir géinen haut ganz sécher net iwwert dës Reform ofstëmmen. Ech wéll also zum Schluss vun der Geleéenheit profitéieren, fir deenen engagéierte Journaliste Merci ze soe fir hir exzellent Aarbecht, awer och fir hire Courage, dee si zu däri Zait bewisen hunn!

D'est gesot, ginn ech am Numm vu menger Fraktionen den Accord fir dëse Projet am Senn vun eisem Land an am Senn vum Rechtsstat. Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci och dem Här Delles. An d'Wuert huet elo den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry!

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éisch an - ech woen deen Ausbléck hei ze maachen - wahrscheinlich net fir d'Lescht,

wou dëst Parlament wäert iwwert de Service de renseignement an iwwer eng méiglech Reform oder Reorganisatioun vum Service de renseignement diskutéieren.

Et huet dat gemaach verschidde Kéieren an der Vergaangenheit, eng éischte Kéier 1960, wéi dat éischte Gesetz iwwert de Service de renseignement komm ass. Et waren e puer Artikelcher, déi déi Aktivitéit probéiert hunn ze beschreiwen. A mir wéissen, zu wat fir engen Auswüchsen an der Praxis en ze kuerzen, en ze onprezisen, en ongenügende legale Kader gefouert huet! Déi al Kartéien, déi al Archive vun dem Service de renseignement, déi jo wäerten historesch a wissenschaftlech opgeschafft ginn, weisen, dass do muches net an deem Kader bliwwen ass, wéi et sengerzäit hei vun der Chamber gewünscht war.

Et ass an de 70er Jore souguer probéiert ginn, deemoools vun der sozialliberaler Koalitioun, fir de Service de renseignement ofzeschafen. Den Här Juncker huet bei den Debatten 2004 hei genüsslech zitéiert aus deem aussichtslose Kampf, dee sengerzäit d'Regierung Thorn-Vouel respektiv Thorn-Berg gefouert huet, fir de Service de renseignement ofzeschafen, Renseignementsaktivitéiten ze verlageren an eng émreforméiert Sûreté, an dem Bréif, dee sengerzäit anscheinend den Här Luns dem Här Thorn geschriwwen huet, wou e gesot huet: „Ma wéini gitt Der dann elo aus der NATO eraus?“

Et wär vläicht dem Här Juncker besser ergaangen, wann den Här Thorn sech sengerzäit mat senger Regierung duerchesickert hätt par rapport zum Statsrot, dee ganz géint dee Projekt war, och par rapport zu der CSV an der Opposition a par rapport zu der NATO.

Eh bien, et ass net esou komm! An dee Versuch ass definitiv gescheitert, och wann aner Member vun dësem Haus e puer Joer méi spéit - et gëtt och eng Proposition de loi vun den Hären Huss a Bausch - och sengerzäit gefrot hunn, iwwer e Gesetz de Service de renseignement ofzeschafen.

Mä och déi Regierung duerno, och eng CSV/LSAP-Regierung, huet an der Period 1994-1999 an hirem Programm scho gehat, fir de Service de renseignement ze reforméieren, eng éischte Kéier. Ech sinn do Zäitzeie gewiescht vun deenen Diskussionen. Do ass e Projet présentiert ginn, ech mengen, eleng sengerzäit ausgeschafft vun dem deemoole Responsable vum Service de renseignement, deen eng Kéier am Conseil de Gouvernement diskutéiert ginn ass an deen do op esou harsch Kritik gestouss ass wéinst sengen inhaltechen an technesche Mängel, dass den deemolegen zoustännege Minister, den Här Juncker, et net méi gewot huet, deen Text nach eng Kéier zréckzebréngen.

Et huet also gedauert bis an d'21. Jorhonnert eran, bis e Projet de loi komm ass, deemoools présentiert vum Här Juncker am Rumm vun engem CSV/DP-Koalitioun. Dee Projet ass dann an der leschter Sitzungswoch - dat war vläicht net déi allerbeschten Iddi - , an der leschter Sitzungswoch ier et zu de Wahle komm ass, am Mee 2004 dann hei vun der Chamber diskutéiert an och majoritär ugeholl ginn.

An ech wéll grad bei mengen Iwwerleeungen ebe vun den Debatte vun 2004 ausgoen, well do drolecherweis - et ass interessant, dat nozilees - den Här Wiseler némnen Zitater geholl huet aus dem Rapport vum Rapporteur, dem Här Weiler sengerzäit. Ech wäert mer erlaben, e puer aner Zitater hei unzeféieren, well et zum Deel genau déi Froen, wou den Här Wiseler elo grad esou mat grousser Euphorie sech hei begeschert huet, dass mer dat an deen neien Text géifen eraschreiwen, grad déi dote Propositiounen waren an der Debatt do, fir deen Text, deen elo aktuell d'Gesetz iwwert de Service de renseignement ass, fir deen net esou duercheschaffen ze loessen, wéi deemoools d'Regierung e présentiert huet, mä op e puer Punkten ze verbessieren. An dat si genau déi Punkten, déi sech herno als Schwaachstelle vum Text erausgestallt hunn an si genau déi Innovatiounen, déi mer elo zwielef Joer méi spéit an dat neit Gesetz iwwert de Service de renseignement wëllen aféieren!

Do sinn zéng, zwielef Joer verluer gaangen. Wann ee sech sengerzäit méi opgemaach hätt fir sachlech virgedroe Kriticken, da wäre vläicht much Saachen net passéiert an deene leschte Joren.</p



Et ware véier Haaptkriticken. Et war d'Meenung, dass déi parlamentaresch Kontroll - dat war jo eng vun deene groussen Neierungen, déi agefouert ginn ass -, dass déi ongenügend wär, dass dat en zahnlosen Tiger wär an dass u sech déi parlamentaresch Kontrollkommission net genuch Moyenen hätt, fir kunnen eng uerdentlech Kontroll ze maachen, well se och émmer ofhängig war vun deem, wat se vun Informatione geliwwert krut. Deemoools ass scho gesot ginn, dat däerft net esou sinn, dass déi einfach Rapporten némme virgedroe kritt, mä déi misst och selwer können aktiv ginn - genau eng Schwaachstell, déi mer an der Tëschenzäit dann an der Praxis detektéiert hunn.

Deen zweete Vorschlag, dee vun der LSAP sengerzäit gemaach ginn ass, dat war deen, dass mer onbedéngt missten nom belsche Modell - well d'Belsch haten deemoools schonn e Gesetz an deem Senn - e legalen Encadrement mache vun allen Investigatiounspakten, déi de Service de renseignement huet, net némme vun den Écoutes téléphoniques, mä och vun der Filature, och vun de verdeckten Erméttlungen. Dat ass sengerzäit refuséiert ginn.

Den Här Juncker huet dozou nach expressément Stellung bezunn. En huet et refuséiert, well et a sengen Aen ze komplizéiert wär. Abee, zwielef Joer méi spéit weise mer, dass et geet, dass mer hei Texter hunn an dass dat dote machbar ass, wann de politesche Wëllen do ass, fir uerdentlech an zerguttst Gesetzestexter ze schreiwen.

Och hate mer sengerzäit virgeschloen, et misst een de Verbuet vun der politescher Bespëtzlung an den Text vum Gesetz eraschreien. Genau dat, wat mer elo maachen an dësem Text! A genau dat, wat den deemolege Statsminister refuséiert huet, well e gemengt huet, dass dat géif eigentlech ze vill anengen.

Ech zitéieren: „Den Här Bodry hätt gäre gehat, dass an d'Gesetz géif stoe kommen, et dierfte keng politesch Renseignementer agezu ginn. Ech verstinn déi Remarque, mä ech deele se net richteg, well wann een dat draschreift, leet ee sech och Handschellen un.“ Enn vun dësem Zitat. Ech hoffen, dass mer eis elo mat deem heiten Text, wou mer dat drageschriwwen hunn, net onnéideg Handschellen hei undinn.

Datselwecht gëllt, véierte Punkt, fir den Émgang mat den Datebanken an den Datenschutz. Wéi geet ee mat deene Renseignementer ém, déi do gesammelt gi sinn? Do ass e Règlement grand-ducal virgesi gewiescht an deem Text vun 2004. Do war kee Projet gläichzäiteg virgestallt ginn, wéi deen Text hei gestëmmt ginn ass, et war och nach keen Text fäerdeg sengerzäit, mä den Här Juncker, grousszüeg wéi e war, huet a senger Antwort um Schluss vun den Debatten och dozou eng ganz markant Ausso gemaach. E sot, jo, selbstverständliche géif dorunner geschafft ginn, an en hätt guer kee Problem, der Kontrollkommission an allen anere Kommissioune am Parlament, déi en Interesse hätten, dat Reglement dann zukommen ze loessen.

Abee, soulaang wéi den Här Juncker Statsminister war, ass et net esou wäit komm, dass en dat do konnt maachen, well einfach un deem Text net geschafft ginn ass!

Dat, fir ze soen, dass mer eis münches hätte können erspueren, wann ee sengerzäit méi op Konsens ausgeriicht gewiescht wär an et hätt een, nicht deene gudden Neierungen, déi och schonn am Text vun 2004 par rapport zum Text vun 1960 dra waren, effektiv och déi zousätzlech, fundamental eigentlech gerefferteg Remarquen eng Kéier berücksichtegt. Mä dat war, esou kuerz virun de Wahlen, net gewollt. An et wollt ee jo nach schnell virun de Wahle kenne soen: „Ma mir hunn hei de Service de renseignement reforméiert a mir hunn eng parlamentaresch Kontroll agefouert an domadder ass alles an der Rei.“ A gläichzäiteg huet een natierlech och domadder d'Parlament mat an d'Responsabilitéit eragezunn.

Dat huet dozou gefouert, dass mer eis sengerzäit enthalen hate bei deem doten Text, well mer der Meenung waren, dass den Text eigentlech gutt genuch wär, fir net dergéint ze stëmmen, mä net gutt genuch, fir och fir deen Text ze stëmmen. Déi gréng an ee Vertrieder vum ADR hu sech sengerzäit och enthalten. All déi aner Parteien hunn deen Text vun 2004 gestëmmt.

Deen Text do fanne mer elo net méi gutt. Dat ass déi zweet Etapp, déi sech da mécht, an dëschent natierlech hu mer déi onangeneem Evenementer kritt, déi mer allegueren kennen, mat deenen Dysfonctionementer am SREL, besonnesch an der Period vun 2004 bis 2008,

mat all deene Schwaachstellen am Fonctionnement, an der Organisatioun, an der Kontroll vun deem Noriichtendéngscht, déi sech bemerkbar gemaach hunn, deene Leit, déi sech verselbststännegt haten an der Struktur selwer, déi jo Enquêteen uefgefangen an Initiativ op euge Fauscht geholl hunn a kenger Kontroll intern an extern eigentlech ausgesat waren.

Dat Ganzt ass niddergeschriwwen am Rapport vun der Enquêtékommission, déi jo vun Dezember 2012 bis Juli 2013 getaaagt huet an op déi administrativ, penal, disziplinairesch a politesch Responsabilitéiten agaangen ass an deem Rapport an déi och concluéiert huet, dass den zoustännege Minister, et war de Statsminister Juncker, och déi politesch Responsabilitéit ze droen hätt fir déi Dysfonctionementer, déi feststellst si ginn, opgrond einfach vum Fait, dass en de politesche Virgesetzen ass vun deem Service do, an opgrond och vun eugener ongenügender Féierung eigentlech, wat déi Verwaltung ueget, déi him als Minister énnerstallt war.

De Rapport, ech wéll et nach eng Kéier betounen, ass uegholl gi mat de Stëmme vun LSAP-, DP-, Gréngen-, Lénk- an ADR-Vertrieder. D'CSV huet en net gestëmmt. Mä et ass wouer, dat wéll ech awer hei bestätigen, si huet awer émmer gesot, dass se eigentlech déi inhaltech Konklusionen, wat d'Reform vum Service de renseignement ueget, dass se déi och sengerzäit mat geelde huet.

An deem Rapport, dat ass interessant, hu mer eng Virfro beantwert, déi och vun anere Riedner hei schonn ugeschnidde ginn ass: Brauche mer eigentlech e Service de renseignement?

A sengerzäit, nodeem mer och eng Rei vun auslännischen Experten gehéiert haten, wou mer de Pro a Kontra eigentlech vun där Frostellung do konnten ofweien, si mer mat grousser Majoritéit zum Schluss komm, dass Lëtzebuerg och haut, vläicht grad souguer haut och e Service de renseignement brauch. Ouni Renseignementer, ouni och en Austausch vu Renseignementer tëschent deene Stellen, déi an deenen ezelne Länner spezialiséiert sinn an deem dote Beräich, ass et ganz, ganz schwéier, eng Rei vun Erausforderunge vun der öffentlecher Sécherheit unzegoen, wéi déi vum Kampf géint den Terrorismus, dem Kampf géint déi organisierte Kriminalitéit oder och nei Forme vu Kriminalitéit, déi sech breetmaachen, Cyberkriminalitéit zum Beispill, wat och eng immens grouss Erausforderung ass, mat deene mer allegueren als Länner hei ze dinn hunn.

Mir brauchen e Geheimdéngscht, mä déi zweet Fro ass dann: Wat fir e Geheimdéngscht brauch Lëtzebuerg? Mir brauchen do kee Modell ze kopéieren. Ech mengen, mir müssen opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer hei gesammelt hunn, eis euge Regelen, eis euge Struktur definéiere fir dee Geheimdéngscht, dee grad ebe fir Lëtzebuerg, e klengt Land, noutwendeg ass. Dorénnner fält d'Definitioun vun de Missioune vun deem Service, seng Organisatioun, seng Kontroll, déi intern wéi och déi extern, dozou gehéiert och déi parlamentaresch Kontroll, an de legale Kader awer virun allem, an deem d'Aktivitéit vun deem Service sech ofspillen, de legale Kader och besonnesch fir déi eenzel Investigatiounsmethoden a-mëtelen, déi him zur Verfügung stinn.

Ech hunn et virdru scho gesot: Déi Analys, déi eigentlech gemaach ginn ass an der Enquêtékommission, huet déi Schwaachstelle vum Gesetz vun 2004 ganz kloer gewisen, déi sech scho ganz fréi an den eischte Kriticke scho bemerkbar gemaach haten.

Dat gëllt énner anerem fir d'parlamentaresch Kontroll. Dobái wéll ech nach eng Kéier hei ganz kloerstellen - an do hunn ech fundamental émmer eng aner Positioun gehat wéi de fréiere Statsminister -, dass déi parlamentaresch Kontroll net gläichgestallt ass mat därmaler Kontroll a Responsabilitéit, déi den direkt zoustännege Minister ze féieren huet, déi d'Exekutiv ze féieren huet. Fir eng Verwaltung, fir en Deel vun der Exekutiv, an de Service de renseignement ass nun emol en Deel vun der Exekutiv an net vun der Legislativ, ass nach émmer d'Regierung, un eischter Stell den direkt kompetente Minister haaptzoustänneg. D'Haaptzoustännegkeet ass do. D'parlamentaresch Kontroll ass eng complémentaire, eng subsidiariesch Kontroll, déi sech grefféiert op déi eischte politesch an administrativ Kontroll, déi der Responsabilitéit vun der Exekutiv énnerläit.

Et kann net anescht sinn! Et ass probéiert ginn, et kann een et probéieren, mä et kënnt en net duerch dermat, wann ee probéiert eigentlech, déi parlamentaresch Kontroll an déi Kontroll vun der Exekutiv géinteneen auszespillen, an domadder och probéiert, d'Responsabilitéiten natierlech vu sech selwer ze dégagéieren. Déi eischte Responsabilitéit läit bei der Exekutiv an net bei der Legislativ!

Et ass also eng zousätzlech Schutzmoosnam praktesch, déi 2004 eng eischte Kéier age-

fouert ginn ass, déi et och praktesch entretemps bal an allen europäesche Länner gëtt, mat Ausnam, mengen ech, vu Frankräich, déi dat doten nach émmer net hunn, a wou et also wichteg ass, dass mer dorunner och feile ginn. Dat hu mer gemaach.

De Rapporteur, den Här Berger - deem ech wéll Merci soe fir sain ausfieerle Rapport, deen en hei gemaach huet -, huet drop higewisen, dass och eng Proposition de loi jo virläit, wou deen dote Volet eigentlech, wat elo d'parlamentaresch Kontrollkommission ueget an hire Fonctionnement, hir Zesummesetzung, hir Attributionen, dass do am Fong och scho relativ fréi probéiert ginn ass, dat émzeschreiven iwwer eng Proposition de loi, déi énnereschriwwen ginn ass vun Deputéierte vu sämtleche Parteien a Sensibilitéiten, déi hei am Parlament vertratt sinn, wou mer probéiert hunn, relativ schnell do virunzokommen, an déi Iddie sinn hei integréiert ginn, schlussendlech, an de Gesetzesprojet vun der Regierung.

Och do ass virun allem bemängelt ginn am Rapport vun der Enquêtékommission, dass een d'Zesummesetzung misst iwwerkucken. Do misst et och eng Chance ginn, dass spezialiséiert Deputéiert do erakommen an et net onbedéngt müssen d'Fraktionspresidente sinn. Et ass virun allem eng spontan Informatiounsflicht ageschriwwen ginn, souwuel fir d'Direction vum Service de renseignement wéi och fir den zoustännege Minister. Alle bëid musse se, soubal se Kenntnis kreie vu relevante Faiten, déi kínten op en Dysfonctionnement hinderten, d'Kontrollkommission vun hiren eugener Initiativ aus informéieren. Wa se dat net maachen, leie se also am Feeler a si setze sech disziplinairesche respektiv politesche Sanktiounen aus.

A mir waren der Meenung, dass d'Investigatiounsméglechkeete vun der Kommission, déi selwer sollten ausgebaut ginn doduerjer, dass se kéint Experten, also Dréttpersonen chargeéieren, fir an hirem Numm eng Rei vu méi techneschen Investigatiounen duerchföhren, déi se selwer net amstand ass ze maachen. Och déi Iddi fanne mer am Gesetzesprojet erém, wéi déi ander Iddien och. Dat sinn, mengen ech, ganz kloer Fortschritte par rapport zu dem eischte Versuch vun 2004, déi parlamentaresch Kontroll hei zu Lëtzebuerg anzféieren.

Gradesou wichtig, wann net nach méi wichtig, ass de legale Kader, an deen d'Aktiounen vum Service de renseignement sech aschreien. Nieft der Definitioun vun de Missioune sinn dat natierlech déi eenzel Mëttelen, déi eenzel Instrumenter, déi en därf asetzen, fir seng Aarbecht ze maachen, seng Missioune also ze erfëllen.

Och do hate mer festgehale sengerzäit an de Konklusionen vun der Commission d'enquête - e Rapport, dee mer zwar, dorunner wéll ech nach eng Kéier erënneren, an der Kommission uegholl hunn, mä deen ni, am Eifer des Gefechts, heim vum Plenum vun der Chamber uegholl ginn ass; mir maachen awer esou, wéi wann dat u sech en offiziell Chambersdokument wár -, do hate mer gesot: „Et muss onbedéngt Buch gefouert ginn iwwer all eenzelt Investigatiounsinstrument, wat an engem Fall agesat gëtt.“ Dat muss een also am Dossier kënnen erémfannen. Et müssen delweis och speziell Lëschten uefgeférdegt gi vun den Ecouteren, vun aneren Instrumenter, wéi der Observatioun oder esou, déi agesat ginn am Eenzelfall, fir dass ee ka kontrolléieren, ob déi doten Aktivitéiten dann och am gesetzleche Kader ofgelaft sinn.

Si müssen natierlech autoriséiert sinn. Et ass schonn erklärt ginn, dass jee no der Intensitéit an der Invasivitéit eigentlech vun der Aktioun dann deen Autorisatiounsniveau émmer e Krack eropgesat gëtt, vun dem Direktor vum SREL iwwert dann de Comité vun den dräi Minister bis hin zu dem Riichtergremium, deenen dräi héchste Riichter praktesch aus dem Land, déi do zesummesézen an déi, och anescht wéi am Gesetz vun 2004, hei net en Avis ofginn, mä si müssen en Assentiment hei ginn. Si müssen also mat d'accord sinn. Quite dass d'Praxis haut och bestanen huet, fir eigentlech déi Avise vun den Riichter am Rezelfall ze suivéieren.

Wat d'Mëttelen méi intensiv sinn, wat se also méi en Agréff duerstellen an dat, wat eigentlech ze schützen ass, näämlech d'Privatsphär vun den ezelne Leit, vun den Zilpersouinen, wat also den Autorisatiounsniveau an d'Komplexitéit och natierlech vun den Autorisatiounen an d'Lucht geet.

Wat mer nach gefrot hu sengerzäit - dat gëtt némme deels émgesat, dat muss een och soen -, dat ass d'Schafung vun engem interne Kontrollorgan. Mir haten deemoools als Iddi zréckbehalen esou eng Aart Inspection généräle de la Police, fir en änlechen Inspektorat, eng Inspektionen anzeféiere beim Service de renseignement.

Et kann ee soen, dass dat deelweis elo ersat gëtt duerch eng Iddi, déi mer sengerzäit net zréckbehalen hunn an eise Konklusionen, vun engem Délégué au Service de renseignement, also e Statsbeamten, deen dem zoustännege Minister respektiv deem Ministerkollegium direkt énnerstallt ass an deen also och Kontroll an Investigatiounskompetenzen huet, fir direkt kënnen anzwierken am Service de renseignement.

Schlisslech hate mer och nach gefrot, dass mer et och géife gutt fannen, wann e permanent Sekretariat fir d'Kontrollkommission vum Parlament géif bestoen. Och do hu mer eis esou organiséiert, dass dat, mengen ech, gutt strukturéiert ass fir de Moment. Et kann een et nach émmer eng Kéier ausbauen. Mä ech mengen, dass mer net onbedéngt do müssen d'Gesetzer ännern.

Da war eng aner Fuerderung, dat waren déi, dass mer iwwer e Code de déontologie géife verbidden, dass een, deen am Service de renseignement geschafft huet, dass dee bannent engem gewëssenen Zäitraum däerf de Service verloossen an duerno direkt an d'Privateirtschaft an deem dote Beräich schaffe goen. Abee, deem gëtt zu zu honnert Prozent eigentlech Rechnung gedroen, well dat ass net an engem Code de déontologie festgeschriwwen, dat gëtt an de Gesetzesprojekt selwer elo ageschriwwen, dass während fénne Joer esou eng Karenzzäit muss respektéiert ginn.

Aner Wénsch, déi mer haten, déi een elo erémfent och an deem Gesetzesprojekt, dee mer haurt debattéieren, ass den Informationsaustausch tëschent dem Service de renseignement, de Justizorganer, de Polizeiautoritéiten. Et ass de Verbuet, wat ech schonn ervirgestrach hunn, de Verbuet vun eng politescher Spëtzelei. Et ass déi rechtliche Klärung vun dem Émgang mat deenen ale SREL-Archiven. Do ass e Spezialgesetz, wat mer deemnächst och hei an der Chamber wäerte kënnen diskutéieren. An et ass eng Fuerderung gewiescht, fir och gesetzlech ze regelen déi ganz Fro ronderem d'Intelligence économique. Dat ass nach vläicht e Punkt, deen aussteet a wou et, mengen ech, och net onwesentlech wär, dass mer eis eng Kéier als Kommission géife mat däder Problematik nach auserneeseten.

De Gesetzesprojekt vun der Regierung, wéi gesot, dréit grosso modo deene wesentleche Fuerderunge Rechnung, déi mer sengerzäit iwwer all Parteidgrenzen eraus formuléiert hatten, opgrond vun därmaler Erfahrung vun den Dysfonctionementer an deene Jore vir-drin. Si huet nieft dem Délégué au service de renseignement eng aner Neierung agefouert, dat ass dee Comité ministériel, deen haut aus dräi Ministeren zesummesat ass, deen also u sech och nieft dem direkt zoustännege Minister eng Rei vun Attributionen huet, an dee jo eigentlech och schonn de facto, wann ech dat richteg matréien, haut besteet, wou eng enk Konzertiatioun besteht tëschent deenen dräi Ministeren, déi haut also net duerch Zoufall hei sätzen, fir bei deenen Debatte ronderem de Service de renseignement mat derbäi ze sinn.

Mä och do ass et net esou, dass doduerjer den eigentlech kompetente Minister senge Responsabilitéiten enthuewe wär, an et ass och net esou, dass natierlech och d'Regierung in globo doduerjer hir Attributionen, déi se als kollektiiv, kollegialt Organ duerch eis Verfassung auszeüben huet, net kéint ausüben.

Nei ass d'Iddi, dat ass ganz interessant, vun den Ordres de mission, wou also méi, also och iwwert dee Comité ministériel op Propositionen vum zoustännege Statsminister eng Orientiéierung järlech gi gëtt vun den Aktivitéiten vum SREL, wou d'Prioritéite kënne festgeluecht ginn, wou soll geschafft ginn, a wou och gewäerleescht ass, dass déi Ordres de mission do och zumindest der parlamentaresch Kontrollkommission zougestallt ginn, déi jo dann, wa se do eppes auszeseten hätt, sech kann och do Gehéier verschafen an deem dote Punkt.

E legale Kader, deen nei ass, dat ass deen och fir d'Source vum Service de renseignement selwer, de Schutz also vun de Sourcen an den Informante vum Service. Dann awer, wéi gesot, gëtt d'Observatioun geregelt. Den Nom d'emprunt, d'Identité d'emprunt, also verdeckten Erméttlungen, duerfir gëtt endlech och hei gesetzlech de Kader gesat. Datselwecht gëllt an enger ausgebauter Form par rapport zu haut wéinst den Agréffer, déi an d'Kommunikatiounen, an d'Post eraginn.

An do stellt sech déi effektiv ganz sensibel Fro vum Asaz vu sougenannten „Statstrojaner“, also wierklech e ganz intrusiven Agréff an d'Privatsphär, wou mer eis awer iwwerzeuge gelooss hunn, dass de Prinzip eigentlech, dass ee muss kënnen Zougréff hunn op déi doten Informationen a grave Fäll, wierklech ginn ass, well sech haut net méi esou alles mécht um Niéveau vun den traditionelle Kommunikatiounen



iwwer Telefon, mä ebe muches iwwert den Internet leeft, iwwert d'sozial Netzwicker leeft. An do kënnnt een net derlaanscht, fir sech och esou Mëttelen ze ginn, wéi och d'Policei soll esou Mëttele kréien, wat hir Aktivitéiten an hiem spezifische juristische Kader ugeet.

Et ass also eng ganz wichteg Fro. Et ass och eng Fro, déi an anere Länner und diskutéiert gëtt, net némmen elo an Däitschland, wou et en Uerteel gëtt vum Bundesverfassungsgericht. Net méi spéit wéi am September dést Joer wäert an der Schwäiz e Referendum stattfannen iwwer hir Reform vum Service de renseignement. Mir sinn also net déi Eenzeg, déi probéieren, hir Norriichtendéngscher ze reforméieren. An der Schwäiz huet d'lescht Joer d'Schwäizer Parlament esou eng Reform gestëmmt. An déi gëtt do och kritiséiert, a si gëtt notammt kritiséiert op deem dote Punkt, wou also an der Schwäiz do eng Volksbefroung wäert stattfannen, nodeem och déi néideg Zuel vun Ênnerschrëfte gesammelt ginn ass.

Et ass also e Punkt, mengen ech, wou ee kann duerchaus, fir de Moment zumindest, d'accord si mat deem heiten Text, well en awer déi néideg Schutzprinzipie festleet. Dat sinn déi, dass, wann iwwert deen dote Wee wéi iwwer all aner Kontroll vun de Kommunikatiounen et dozou kënnnt, dass do Informatiounen gesammelt ginn, déi náischt ze dinn hunn eigentlech mat dàr Zilpersoun, déi ee wierklech am Viséier huet, da mussen déi direkt zerstéiert ginn. Déi däerfen net gehale ginn. Alles, wat náischt mat dàr Enquête, mat dàr Missioun ze dinn huet, muss eigentlech vum Prinzip hier direkt zerstéiert ginn. Dat ass, mengen ech, dat och, wat an deem Text hei an aller Kloerheet drasteet.

Ech weess net, wéi een dat anescht soll formuléieren! Méi kloer geet et praktesch net. Mir musse just kucken, wéi mer dat kënnne kontrolléieren, dass deem och esou ass. Dat ass, mengen ech, déi Eausfuerderung, déi sech stellt. Mä ech mengen, deen Text u sech ass kloer, wat den Ëmgang mat Informatiounen ugeet, déi náischt direkt ze dinn hu mat deem, wat een eigentlech sicht. Wann een do also an dat Privat, an d'Liewe vun anere Leit andréngt, da muss dat selbstverständliche direkt verschwanden aus deem ganzen Dossier, deen de SREL dann opmécht.

Wat déi aner Fro ugeot, déi och diskutéiert gëtt an deem Zesummenhang, dat ass: Wéi fiabel sinn déi Systemer, déi een do akafe geet? Ech mengen, dat ass eng Fro, déi mer net iwwer e Gesetz kënnne regelen, dat ass eng Fro natierlech, déi herno wäert an der Responsabilitéit vun der Exekutiv stoen, déi jo da muss ze summe mat der Direktiouen vum Service de renseignement déi Choixen do treffen. An déi musse sech natierlech iwwert d'Ausschreibungsmechanismen déi néideg Garantie ginn, déi néideg Expertise och mat báihuelen, dass dat dote fiabel Systemer, fiabel Programmer sinn, déi se sech an deem dote Beräich géifen dann uschafen.

Nei am Text sinn dann eng Rei vu Schutzbestëmmungen, déi eigentlech éischter elo de Service schütze respektiv d'Membere vum Service oder d'Kollaborateure vum Service schützen, déi Afloss geholl hunn an deen heiten Text eran.

D'Budgetsregelen, déi leien net ganz wäit vun deenen ewech, déi mer haut am Text vun 2004 kennen. Et gëtt zréckgegraff op de Comptable extraordinaire. Et gëtt zréckgegraff op d'Marchés négociés, wat Ausschreibunge vum Service de renseignement ugeet.

D'Direktiouen, dat sinn am Prinzip zwou Persounen an dovunner muss een e Jurist sinn.

D'Begrenzung vun der Zuel, do soen ech ganz éierlech, ech hu mech laang staarkgemaach an der Kommissioun, fir eng Begrenzung báizebthalen, hu mech awer ganz zum Schluss e bëssem iwwerzeege gelooss, obwuel ech nach émmer kleng Doutten hunn, dass een, wéi dat och an anere Verwaltungen ass, net onbedéngt méi muss hei eng Begrenzung aschreiven. Dat ass deelweis awer kompenseert ginn doduerjer, dass all déi Ufroen, déi gestallt gi vun zusätzlechem Personal, eigentlech der Commission de contrôle musse matgedeelt ginn, soudass déi awer zumindest en Iwwerbléck behält, wat ugefrot ass, wat zougestane gëtt a wat d'Evolutioun vun den Effektiver vum Service de renseignement ugeet.

Bei esou Zorte vu Verwaltungen hunn ech lëiwer den Deckel drop, soen ech ganz kloer. An dann ass et eben un der zoustänneger Kontrollkommissioun vum Parlament, hir Aarbecht an deem dote Sénne ze maachen.

Da kënnnt... net den Haaptpunkt vum Projet, mä deen am meeschte bis elo an der Éffentlechkeet bal diskutéiert ginn ass - et ass bal eng Schan! -, dat sinn d'Primmen. Et ass vlächt en Zoustand vu Lëtzebuerg, deen domadder e bësse charakteriséiert gëtt. Déi meeschte Com-

muniquéé si bis elo komm iwwert d'Fro vun de Primmen. Ech mengen, mir hu sécherlech déi éffentlechkeetsfreedest Personaldelegatioun vun engem Geheimdéngscht a ganz Europa, well déi Delegatioun et färdegruecht huet an de leschte puer Deeg, eng ganz Rétsch vu Communiquéen erauszeginn.

(*Interruption*)

Dat ass jo e bësse besonnesch awer fir eng Verwaltung, déi normalerweis net gewinnt ass, esou wëllen an d'Rampenlicht vun der Éffentlechkeet ze kommen.

Da wëll ech och soen, dass et hei net d'Absicht vun der Chamber ass, an och d'Absicht net vun der Regierung war, fir hei eppes op d'Kopp ze werfen, wat bestanen huet. Ech mengen, den Här Wiseler huet dat och schonn énner anerem ervirgehuewen.

Et war awer eis Suerg, dass mer net iwwer e Sträit iwwer Primmen eis legislativ Aarbecht an d'Reform vun deem Service de renseignement, op déi mer laang waarden, nach weider ém Wochen, ém Meint no hadden drécken. Mä mir sollen als Parlament do eis Aarbecht maachen.

(*Mme Simone Beissel prend la présidence.*)

Mir hu versicht, e Modus Vivendi mam Statsrot ze fannen, e Statsrot, dee jo hei och awer méi héich Rechtsprinzipie beméit huet, fir ze soen: „Sou wéi Dir et elo virgeschloen hat, dat heesch, den ale System vu Primmen, deen ass net konform zu iwwergeuerdneter Rechtsprinzipien. Sou kënnnt Der dat net maachen!“ Dunn hu mer also probéiert, am Intérêt vun der Saach, am Intérêt och vun deenen direkt concerneierte Beamten, fir hei eng uerdentlech Léisung ze fannen.

Dat mag eventuell némmen eng Iwwergangsléisung sinn. Náischt verhënnert, wann en allgemengen Accord do ass iwwert d'Primme beim Stat, dass een dann och nach op déi heiten Texter zréckgeet. Dat hei ass op jidde Fall dat, wat elo méiglech war dranzeschreiwen, ouni fundamental awer eppes wëllen op d'Kopp ze werfen an ouni doduerjer och e Präzedenzfall wëllen ze schafe fir Primmen, déi soss op anere Plaze bestinn.

Ech wëll awer just eng Bemerkung maachen, well vun de Verteideger vum aktuelle Primme-system émmer besonnesch de Gläichheetsprinzip, a bal némmen deen, an de Vierdergrund gestallt ginn ass: Also, wann et eppes beim Stat insgesamt gëtt, dann ass et d'Ongläichheet, d'Ongläichheet téschent eenzelne Primmesystemer an eenzelne Verwaltungen! An duerfir mengen ech, dass et net gutt wär, grad deen dote Prinzip ze beméien, fir hei ze soen: „Dir däerft eigentlech elo den Text net ännernen. Dir musst ofwaarden, bis sämtlech Konziliationsprozeduren eriwwer sinn.“ Ech mengen, dass mer hei richteg handelen, dass dat keng béis Absicht ass an dass mer dee Provisorium zumindest awer esou kënnen an deen heiten Text aschreiwen.

Ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen zu deem heite Projet. Ech mengen, et kann een als LSAP feststellen, dass Lëtzebuerg mat deem heiten Text sech e modernt Gesetz gëtt, wat de Service de renseignement ubelaangt. Et huet een aus den Erfahrungen, deelweis schmäerzlechen Erfahrungen, vun deene leschte Jore geléiert. Ech widderhuelen et nach eng Kéier: Villes hätt scho kënnen 2004 geschéien!

Ass dat Gesetz perfekt? Sécherlech net! Perfekt Gesetzer sinn, mengen ech, rar op der Welt, net némmen hei zu Lëtzebuerg. An ech sinn och sécher, dass mer opgrond vun der praktischer Uwendung elo vun deenen heiten Texter an e puer Joer op deen een oder aneren Aspekt vun dàr Reform hei wäerte missen zréckkommen.

Schléisst dat heite Gesetz Dysfonctionnement endgültig aus? Och do, mengen ech, misst ee kënnnt mat Neen antwerten, mä et mécht se sécherlech méi schwéier, et mécht d'Probabilitéit méi kleng, dass et zu Dysfonctionnement kënnnt. Mä kee kann dat zu honnert Prozent ausschléissen, och wa mer dat vlächt ustrieren.

Mir sinn awer der Meenung als LSAP-Fraktioun, dass deen, et kann ee soen, dee „Skandal“ ronderém de Service de renseignement - et ass jo effektiv en onerhéierte Virgang, dass en Directeur vun engem Service de renseignement sainzostzunnége Minister iwwer eng truquéiert Auer ofhéiert; dat ass schonn eppes, wat an d'international Press gehéiert, dat muss ech soen -, dass dat awer e Schock ausgeléist huet, sécherlech. Et huet e Schock ausgeléist am Service de renseignement selwer, et huet e Schock ausgeléist an der politescher Klass, géif ech mengen, a sécherlech och an der Éffentlechkeet.

Et ass ze hoffen an et gesäßt duerno aus, dass et këint en heilsame Schock sinn, deen dat Ganzt

ausgeléist huet, an duerfir menge mer, dass een deem Service, dàr Direktiouen vum Service sollt Vertraue ginn. D'Politik sollt deem Service Vertraue ginn, fir déi Missiounen, déi d'Gesetz him elo mat méi Däitlechkeet, méi Prezisioun gëtt, mat deenen Instrumenter, déi elo besser geregt sinn duerch deen neien Text, déi vill a wichteg Missiounen kënnne voll a ganz ze erfëllen.

Mir hu versicht op jidde Fall, en Équilibre hierzestellen téschent op dàr enger Sait Autorisationssprozeduren, Kontrollmechanismen, op dàr anderer Sait awer och deem néidege Bewegungspillraum, deen awer esou eng Verwaltung mat hire Missiounen och brauch. Dat ass net émmer einfach. Ob et e perfekten Équilibre ass, dat wäerte mer an deenen näächste Jore feststellen. Et war op jidde Fall eis Suerg, fir deen Équilibre do hierzestellen.

Mir deelen net onbedéngt déi Euphorie, déi den CSV-Spriecher hei ronderém de Service de renseignement développéiert huet. Ech wëll och soen, dass et wahrscheinlich, wa sech meng Fraktiounskolleegen un dat halen, wat d'Position vun der Partei ass, déi éischte Kéier ass, dass mir als Sozialisten en Text iwwert de Service de renseignement stëmmen.

(*Interruption*)

1960 ass d'Fraktioun opgespléckt gewiescht. D'Gewerkschaftler an der Fraktioun - fir ze schematiséieren -, déi méi antikommunistesch ausgerichtet waren, huren den Text gestëmmt, an de gréissen Del vun den Affekten an aner Vertrieder vu libérale Beruffer huren deen Text net gestëmmt gehat. 2004 hu mer eis enthalte beim Text iwwert de Service de renseignement. Dës Kéier wäerte mer den Text stëmmen, wat sécherlech mat Abstand de beschte vun deenen dräi Texter ass. Do si mer eis, mengen ech, souguer iwwer all Parteidgrenzen eens.

(*Interruptions diverses et hilarité*)

A mir hunn, mengen ech, probéiert hei, esou wäit wéi méiglech déi Fraktiounen, déi noutwendigerweis müssen dann a wann entstoen téschent dem Geheimen, dat nun eemol zu engem Geheimdéngscht gehéiert, an der Transparenz, wat de Grondprinzip ass vun der Demokratie - do si Widderspréch, dat däerft een net verkennen, däerft mer och hei net verniidlechen -, mir mengen awer, dass mer probéiert huren, esou wäit wéi méiglech, esou wäit wéi dat iwwerhaapt méiglech ass, eng Conciliation vun deenen zwee Elementer ze maachen: Rechtsstat a Verteidegung vum Rechtsstat, Recht op d'Sécherheit an och awer Verteidigung vun den individuelle Rechter a Fräheeften.

Dëst Gesetz, an ech kommen domadder definitiv zum Schluss, ass gutt genuch, dass mer et als LSAP-Fraktioun wäerte stëmmen.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci dem Här Bodry. Als nächst age-schriwwie Riedherin hunn ech d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci. Madamm Presidentin, Dir Dammen, Dir Hären, et ass elo scho ganz vill gesot ginn hei op dëser Tribün iwwert dat, wat ons beweegt an och beweegt huet, eng grondleeënd Reform vum SRE auszeschaffen. Dofir wäert déi gréng Fraktioun och prinzipiell net op Vergaangenheitsbewältigung agoen, mä éischter déi zwou wichteg Notiounen aus der Ursach vun der Reform ervirhiewen. Dat Éischt ass d'Notioun vu Verantwortung an dat Zweet ass d'Notioun vu Kontroll.

A mir géife gären als Gréng zwou zousätzlech Notiounen derbäisetzen, déi fir ons elementar wichteg waren an der Diskussioun während de parlamentareschen Aarbechten an der Kommissioun: Dat ass d'Notioun vun de kloren oder esou kloer wéi méigleche Missiounen vun engem SRE. An dat ass fir ons awer och d'Garantien, d'Notioun vun de Garantie vun der Proportionalitéit vun de Missiounen par rapport zum Schutz vun der Privatsphär vun deem eenzelne Bierger hei am Rechtsstat.

Well e Geheimdéngscht befënnt sech, esou gesi mir et op alle Fall, an de Paragé vum potentielle Risiko vun enger Infrastrukturen, an dàr sensibeler Grozon téschent Verdacht an Dot, jo, haut souguer - an enger séerer a globalisierter Welt - oft virum Verdacht, bei der Observatioun vun der Informatioun, déi gegebenenfalls e Renseignement gëtt. An déi dräi Terme „Observatioun“, „Informatioun“ a „Renseignement“ sinn iwwregens laang an hirer Semantik an der Diskussioun an der Kommissioun diskutéiert ginn.

Haut mä wéi virdru gëtt vun engem Geheimdéngscht erwaart, datt en anticipéiert, D dat heesch, datt en an enger Missioun vu Preventioun schafft. An den Term „Preventioun“

ass positiv konnotiert a Beräicher wéi zum Beispiel der Santé oder der Éducatioun. An der Aktivitéit am Beräich vun der Justiz, virop am Beräich vun der Justice pénale huet den Term „prévention“ allerdéngs e ganz aneren Nogeschmaach. Preventive Verdacht, preventiv an antizipativ Aktivitéit vun engem Geheimdéngscht legaliséieren an autoriséieren, dat ass, zumindest fir ons, dach awer eng ganz aner Geschicht.

Bei dëser Reform geet et erëm eng Kéier drëms, grad wéi bei dàr leschter SRE-Reform: Wat ass erlaabt? Wat ass net erlaabt? A wat ass zu bestëmmte Konditiounen erlaabt? A genau dat do ass dat Thema, wat mir nennen: Garantié vun der Proportionalitéit vun den Aktivitéiten vun engem Geheimdéngscht respektéieren.

Wéi vill un intrusive Methoden an Aktivitéiten dierfen zu wéi engem Grad vu Gefor geneemt ginn? Wéi vill muss d'Qualitéit vun den Aktivitéiten kloer beschriwwen an opgezielt ginn? Wéi a wéi vill kënnne mir assuréieren, dat intrusiv Moosnamen, egal wéi contraignant d'Oplage sinn, zu den Ausnamen an net zu dem Standard gehéieren?

Déi Haapterausfuerderung ass a bleift fir ons d'Kontroll, d'Kontroll a priori an d'Kontroll a posteriori, an domadder déi gréissméiglech Versécherung schafen, fir all Abusus ze verhënneren oder zumindest kënnen opzedecken an dann och ze sanktionéieren.

déi gréng gehéieren net zu deenen, déi denken, mir bräichete kee Geheimdéngscht. Mir plädéieren eendeiteg fir e Geheimdéngscht par définition a wëlle kee Geheimdéngscht par défaut!

An dat aus e puer Grënn: Fir d'Éischt emol, well sech émmer wäert e Wee fannen, fir genee déi Observatiounen ze maachen, déi ech virdrun erimmt huren, well et och eng Demande dofir gëtt. A well et den Ufank vun enger Wourecht, enger Gefor, enger Infrastrukturen ka sinn oder respektiv ass, a well et schlusselech, wéi et am Projet de loi steet, zur nationaler Sécherheit an zur Garantie vun der Souveränitéit onémgänglich báidréit.

Wéi de Rapporteur et a sengem schrifteleche Rapport schreift, proposéiere mir an dëser Reform eng verstärkt Kontrollopdeelung an eng prezis Verantwortungspartition, eng méi prezis Beschreibung vun de Missiounen a vun de Moyenen a Moosnamen an eng méi strikt Regelung vum Zougang zu a vum Austausch vun Informationen. Ech kommen nach all Kéiers op déi Punkten zréck.

E puer Wuert awer fir d'Éischt zu de Missiounen vum SRE. Mir haten effektiv eng länger Diskussion iwwert d'Domäne vun dem Geheimdéngscht a wou dee soll aktiv sinn. A fir ons huet sech och d'Fro gestallt: Wat heesch „eng Menace fir onst Land“? A wat heesch eng Ménace fir „des États étrangers ou des organisations internationales ou supranationales“, mat deene mir dann «objectifs communs» hunn?

An effektiv, wéi de Rapporteur et och scho genannt huet, den zweete Paragraf vum drëtten Artikel, dat heesch den Artikel 3 aus deem Projet de loi, definéiert an onsen Ae beschrifte, mä et och eng Oplëschung vun deem, wat domadder gemengt ass.

Nawell kann ee sech déi Fro stellen: Geet dat duer? Ass dat prezis genuch? Oder vlächt ass et erëm ze vill prezis? An d'CNPD weist och drop hin, notamment datt dat Wurt „ingérence“ net gutt erkläret ass an datt et e gewëssene Flou artistique, eng gewëssen Oppenheim zouléisst, déi eigentlech misst besser beschriwwen ginn.

Kann een unhand vun dëser Oplëschung am zweete Paragraf e Messbrauch ausschleissen? Neen, denke mir, mat Sécherheit kann ee wahrscheinlich net all Messbrauch ausschleissen, mä et kann ee versichen, esou gutt wéi méiglech e Messbrauch net opkommen ze loessen, andeem een esou prezis wéi méiglech definéiert.

Mir haten och eng Diskussioun, inwiefern d'Definitioun vum Terrorist oder Extremist kéint ausgeweit ginn a wéi grouss de Risiko kéint bestoan, als kriteschen oder kämpferischen Bierger als Terrorist oder Extremist agestuuft ze ginn. D'Vergaangenheit an de Verfolgungswahn ronderém de Kale Krich an dono ronderém de lénksextremisteschen Terrorismus hu schlusselech - net zu Onrecht, mus



am Rapport erimmt ginn an ausgeschloss gi vun de Missioune vum SRE. Am Projet de loi heesch et dozou: «à l'exclusion de toute surveillance politique interne».

Et ass kloer, datt mir ons hei hautno un der rouder Linn vum Dateschutz a vun den elementarsten demokratesche Rechter vun engem Rechtsstat, jo, sougur Mënscherechter bewegen. An dése Projet de loi huet de Mérite, obwuel e vläicht e bësse méi schwéierfälleg fir de Lecteur a sécher méi schwéierfälleg fir de Service de renseignement selwer ass, mä en huet de Mérite, datt e kloer definéiert, wat wéini erlaabt ass, a virun allem énner wéi enge Konditiounen et engem Agent erlaabt ass, enger bestëmpter Aktivitéit nozegoen, an, an dat ass wichteg, datt dése Wee och retracabel ass.

An dofir ass et fir ons eng éischt wichteg Kloerheet, nach eng Kéier ze énnersträichen, datt den SRE net an Eegeregie schafft. D'Regierung, vertrueden duerch den zoustännege Minister, definéiert déi wichteg Orientatione vum Geheimdéngscht mindestens - mindestens! - eemol d'Joer, an dat eben duerch déi Lettre de mission, déi zosätzlech nodréiglech an dee Projet de loi eragefloss ass.

An als Member vun der parlamentarescher Kontrollkommission kann ech dat némme begriissen, an ech denken, meng Kollegen an der Kommission, grad wéi déi, déi déi Missioune virdrun en charge haten, bestëmmt och. Well effektiv ass all Verbesserung vu Retracabilitéit vun Aktivitéite fir eng Kontroll, déi a posteriori geschitt, extrem begriessenswäert.

Zweet wichteg Kloerheet: Et gëtt eng Tëschekontroll téschtent Exekutiv an SRE-Direktioun agebaut an der Persoun vun deem Délégué, deen e Kontroll-Feedback vum Terrain assuréiert. Bei enger anerer Administratioun géif esou eng Fonction bestëmmt fir vill Onrou suergen. Wat kéint als Vertrauenskëpsis verstante ginn, gëtt hei éischter als zosätzlech Garantie fir d'SRE-Direktioun verstanen. An ech erënneren an désem Kontext drun, datt mer jo ausgaange waren an onsen Diskussionen dovun, datt fir den Direkter penal Strofe virgesi waren, mä déi huet de Statsrot, wéi jo gewosst, verworf.

Et erlaabt der Exekutiv, iwwert dat, wat um Terrain geschitt, informéiert ze sinn an ergo och hir Verantwortung dofir ze droen.

Drëtt wichteg Kloerheet deemno: Kee ka sech, oder kee ka sech méi senger politescher Verantwortung entzéien.

Last but not least gëtt désen Tëschekontrollmechanismus och dem Bierger an der Biergerin eng beschtméiglech Garantie, datt d'Missiounen an d'Aktivitéite kontrolléiert an agehale ginn. Op d'mannst sinn d'Regele vum Spill kloer. Sollt et zu engem Dysfonctionnement kommen, wëssen och de Bierger an d'Biergerin, wie politesch zur Rechenschaft gezu muss ginn.

Véiert wichteg Kloerheet: Nieft dem Comité ministériel musse gläich dräi Persounen aus der Magistratur, an net där mannster, dat ass scho gesot ginn: de President vun der Cour supérieure, de President vum Verwaltungsgericht an de President vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzeburg, all intrusiv Aktivitéit am Virfeld geneemegen. An dat ass op alle Fall fir ons Gréng den absolut noutwendige Wee, fir iwwerhaapt - fir iwwerhaapt! - kënnen Aktivitéite vum SRE an domadder och dës Reform guttzeheeschen!

Mir mierken näämlech an anere Länner, notamt a Länner ronderém ons, wéi delikat et ka sinn, wann de Ministère public/de Parquet net oder net genuch an der Autorisation matagebonnen ass a sech villes, wann net alles, um Niveau vun dem Polizeiniveau erleedegt.

Wat fir ons Gréng awer gradesou wichteg ass, ass, datt d'Justiz och de Garant ass fir d'Informationen, déi vun auslännesche Partner vum SRE kommen. Och dës Informationen oder d'Demande vun Informatione kënnen net ouni de Parquet weiderverschafft ginn.

Innerhalb vun der Administratioun vum Geheimdéngscht gëtt den hierarchesche Wee och besser a méi kloer definéiert. Keng Aktivitéit, do wëll ech hei nach eng Kéier drun erënneren, keng Aktivitéit, esou harmlos se och mag schéngen, geet laanscht den Direkter - oder d'Direktesch -, deen alles, alles muss si gnériener.

Fënnest Kloerheet: D'Commission de contrôle parlementaire huet d'gesetzlech Garantie vun enger Obligation d'information iwwer all Zweifel um korrekten Ofi, sief et um Fong oder un

der Form, an dat souwuel vum zoustännege Minister wéi och vum Direkter. Iwwerhaapt bréngt, an dat ass och schonn hei gesot gi vu menge Kollegen - iwwregens sinn all meng Virriedner och Member vun der Kontrollkommission, dofir mengen ech, wësse se och, vu wat se schwätzen -, dése Projet de loi bréngt der parlamentarescher Kontrollkommission eng Rei vu Verbesserungen, déi hir et erméiglechen, déi Kontrollaarbecht besser an och méi genee kënnen ze maachen.

Wéi schonns virdru gesot: Méi prezis a kloer Regelen an eng besser Retracabilitéit sinn zwou wichteg Notiounen fir d'Kontrollkommission. Am Projet de loi gëtt och definéiert, wéini an énner wéi enge Konditiounen d'Agent vum Geheimdéngscht eng falsch Identitéit kënnen unhuelen. Et gëtt och kloer definéiert, énner wéi enge Konditiounen den SRE méi intrusiv Methode kann appliziéieren, wéi zum Beispill effektiv Écoutten oder Kommunikatiounen verfolgen.

Dës Methode sinn émmer an der Zäit delimitéiert a brauchen émmer fir eng Verlängerung eng nei Geneemegung, soit vum Comité ministériel wéi och vun der Commission spéciale vum Parquet. Och hei ass et fir déi parlamentaresch Kontrollkommission enorm wichteg, datt mer déi zäitlech Begrenzung hunn, well et erméiglecht ons och do erém eng Kéier, d'Kontroll besser ze maachen an och der Retracabilitéit besser nozegoen.

Mä déi zäitlech Begrenzung ass erém eng Kéier och fir de Bierger an d'Biergerin net onwichteg. Am Fall wou eng Pist néieren hiféiert, müssen all déi Daten, déi zäitlech begrenzt sinn, all déi Daten direkt all zerstéiert ginn. Eng Pist, wou d'Aarbecht ofgeschloss ass, gëtt no fénnef Joer total zerstéiert. Alles dat si kloer a retracabel Obligationen, déi këinne kontrolleiert a gegebenenfalls och penaliséiert ginn.

Wat allerdéngs manner kloer bleift, an och dat muss een éierlechkeetschalber soen, dat ass, datt de Geheimdéngscht a sengen Aktivitéiten, a senge méi intrusiven Aktivitéiten, wéi zum Beispill den Écoutten, de Kommunikatiounen vun enger Persoun nogoen, och op Persoune wäert stouussen, déi náischt mat der Missioune dinn hunn, oder och de Fall zum Beispill vun engem Verdacht, dee sech herno als net fundéiert erausstellt, deen zum Beispill wärend enger definéiter an erlaabter Zäit suivéiert ginn ass, ouni datt déi Persoun oder déi Persounen dat wëssen. Dat ass an dat bleift a posteriori en onberechtegten Agréff eigentlech an d'Privatsphär vun eenzelne Leit, déi ni eppes dovunner gewuer ginn. An dat bleift och fir ons e batteren Nogeschmaach vun désem Projet de loi, e batteren Nogeschmaach, dee wuel och par définition zu de Missioune vun engem Geheimdéngscht gehéiert, ouni déi wahrscheinlich e Geheimdéngscht net kéint existéieren an net kéint schaffen. Mir sinn ons däers bewosst.

Sechst Kloerheet: Mir fannen am Projet de loi eng exhaustiv Lëscht, déi kloerstellt, wou den SRE en direktem Accès huet op Daten a wou den SRE eng Autorisation vum Procureur général brauch. All Accèsen op Date si retracabel: wien, genau wéini? A genau firwat huet en identifiziéerten Agent op eng Donnée zréckgegraff, an dat nom Artikel 17 vum Dateschutzgesetz, deen d'Konditiounen an d'Sanktiounen dovunner definéiert?

Siwent Kloerheet: Wat an engem Ausnamefall vu Cas d'urgence méiglech ass an énner wéi enge spezielle Konditiounen, gëtt och an désem Projet de loi definéiert. Do ginn et just dräi Notiounen, dat sinn: Proliferatioun, Espionnage an Terrorisme, wou gegebenenfalls den zoustännege Minister eleng kann eng Décisioun huellen an engem Cas d'urgence, awer im Nachhinein säi Comité muss informéieren an d'Autorisationen, och vun der Kommission vum Parquet, sech muss nodréiglech siche goen.

Den SRE, an dat ass och schonn hei ugeschnidde ginn, gehéiert sécherlech net zu de groussen an incontournable Geheimdéngschter aus dëse beweegten Zäiten. An dach ass et sécherlech fir d'Sécherheit vun désem Land an doriwwer eraus fir d'séchert Liewe vun de Bierger a Biergerinne wichteg, datt d'Partnerservicen och zu Lëtzeburg en Usprichtpartner hunn.

Déi wichtegst oder eng vun deen wichtegste Missioune vum SRE ass wuel, datt en hei zu Lëtzeburg ass an datt en en Usprichtpartner ass fir déi aner Geheimdéngschter. An dat énnersträcht dann och d'Wichtegkeet an d'Efficience vum Zesummeschaffen téscht de Partnerdéngschter, mam Ausland, mä och hei intern zu Lëtzebuerg téscht de Verwaltungen.

Mir Gréng gehéieren zu deenen, déi notamt a Saache Bekämpfung vum Terrorismus der Iwwerzeegung sinn, datt eng besser Koordinatioun téscht alle concerneierte Servicer den effikasste Wee ass, fir weiderzekom-

men. Ob Geheimdéngscht, ob Police oder Parquet, ob hei am Land oder am Ausland: eng Félderung vun der Kooperatioun ass onser Meening no méi effikass ewéi d'Vorschärfung vun de Gesetzer an Aschnerreiter a privat Fräieheiten, wou den Etat d'urgence riskéiert, zur Regel ze ginn. An et brauch ee just an onst Nopeschland eriwwer kucken ze goen, fir ze wéessen, wat ech domadder mengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Résumé sti mir Gréng zu déser Reform vum SRE a wëllen der Direktioun an hire Mataarbechter och elo emol einfach a priori onst Vertrauen ausspriechen. Mir brauchen en neien Ufank a mir wëllen zur Dagesuerndung erém eriwwerkommen. Mir brauchen e positive Bléck op dës Administratioun, déi, obwuel se eng staatlech Administratioun ass, dach awer keng Administratioun ewéi eng aner ass. A mir wéessen och, datt an déser Administratioun vill an oft och ronderem d'Auer geschafft gëtt. A mir wéessen och, datt an däi Administratioun d'Gefil vu Verantwortung grouss ass an och gewuess ass an datt si sech bewosst sinn, wéi sensibel dat Spillfeld ass, an deem si sech bewegen. An dofir wünsche mer hinnen eng gutt Händ. Mä mir wünschen ons allegueren och e waakregt An! Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.- Très bien!**

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.-** Merci der Madamm Loschetter. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).-** Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Sait aus fir d'Éischt e Merci un de Rapporteur fir en héich interessante Rapport. Mir begriissen och principiell, datt de Geheimdéngscht mat dësem Gesetz reforméiert gëtt. Et ass, mengen ech, ganz wichteg, datt esou en Dëngscht politesch a juristeschesch kloer encadréiert ass. An d'Politik weist hei Handlungsfäigkeet. Mir këinne jo net als Politik akzeptéieren, datt et evident eng ganz Rei vun Dysfonctionnementen gouf, eng Rei méi schwéierer, eng Rei manner schwéierer, an dann net aktiv probéieren, dat ze korrigéieren an och fir d'Zukunft auszeschleissen.

Also déi Iddi, fir en neit Gesetz iwwert de Geheimdéngscht ze maachen, ass richteg. A mir sinn och frou, datt mer haut d'Geleehéheit hunn, dee Projet ze diskutéieren.

Ob dee Projet elo gelongen ass, dat ass eng aner Saach. Ech mengen, mir hunn haut elo vun alle Riedner, déi bis elo geschwatt hunn, vill Positives héieren iwwert dëst Gesetz. Mä ech mengen, et muss een och heiansdo e kriteschesch Bléck op Saache werfen a sech da froen, ob dat Gesetz wierklech de Besoinen entsprécht, ob d'Missioune déi sinn, déi mer brauchen, ob d'Moyenen déi sinn, déi mer brauchen, ob d'Kontroll effikass ass. Well eist Zil - wéinstens eist Zil als ADR - ass jo, datt mer en operatiellen, effikasse Geheimdéngscht hei brauchen. An dat hu jo och eng Rei Virriedner elo beount.

Politesch ass fir mech déi éischter Konklusioun, mengen ech, déi mer aus der Debatt müssen zéien, déi mer bis elo hater, datt och eben déi lénk Parteien, déi bis elo kriteschesch géintiwwer der Existenz vun engem Geheimdéngscht iwwerhaapt waren, déi opgetratt sinn émmer erém, fir de Geheimdéngscht an Zweifel ze stellen, haut, wou se an der politescher Verantwortung stinn, awer dat Gesetz stëmmen an de Geheimdéngscht hei verdeedeen. Ech fanne, dat ass eng ganz wichteg Entwécklung an der Lëtzebuerger Politik.

D'Madamm Loschetter hat fir déi gréng gesot, déi gréng géifen net zu deene gehéieren, déi d'Existenzberechtigung vun Geheimdéngscht géifen a Fro stellen. Dat huet virun e puer Joer nach ganz anescht geklongen. Ech hat mer d'Méi gemaach, e puer Communiquéen vun deene Gréngnozies aus dem Joer 2012, wou émmer erém gefrot gouf, et misst emol gekuckt ginn, ob iwwerhaapt Lëtzeburg en Geheimdéngscht bräicht. Et ass gutt, datt haut déi Fro anscheinend partieintern gekläert ginn ass.

Mir hñaten hei vu Bündnis 90/Die Grünen en Expert héieren an der Kontrollkommission, dee gesot huet: „V-Leute des Verfassungsschutzes sind Kriminelle im Dienst des Staates.“ Haut hu mer awer e Gesetz hei, wat Tarnidentitéen erlaabt a wat eben och dann den Asaz vu Leit, déi mat Tarnidentitéen operéieren, jo dann och ofseent; dat eent ergétt ouni dat anert kee Senn.

Politesch ass och interessant, fir ze kucken, wéi déi Kommission am Ufank, wou se iwwert dëst Gesetz geschafft huet, räsonéiert huet: Do wor net némmer d'Daseinsberechtigung vun Geheimdéngscht nach e Sujet - wéi gesot, mir wore virun der Rekrudesenz vum Terrorismus, vum blannen Terrorismus, dee mer an de

leschte Jore gesinn hunn -, mä och d'Notioun vun der Souveränitéit vum Land wor deemoos net esou kloer. Et ass vill argumentéiert gi mam Lissabon-Vertrag, wat dann nach eis Souveränitéit résiduelle wär, ob mer déi misste verdeedige mat engem Geheimdéngscht. Och haut, zwee Joer méi spéit, gesi mer do vill méi kloer, well deen europäesche Projet haut an Nout ass an déi national Souveränitéit a ganz Europa erém méi staark betount gëtt.

Mir gesinn also hei, datt an Zäit vun zwee, dräi Joer eng Rei vu politesch grondleeënde Prozesser stattfonnt hñun an datt dee Gesetzesprojet hei a méi wéi enger Hisiicht weist, wéi séier d'politesch Ramebedéngunge sech kënnen änneren a wéi wichteg et dowéinst ass, eng virsiichteg a wäitsichteg Politik ze maachen.

Zum Projet: D'éi meesch vun eis, dat wor och interessant nozelauschteren, wa se iwwert de Geheimdéngscht schwätzen, soen dat, wat all Mënsch am Land seet a si nennen de Geheimdéngscht „SREL“. Dat ass esou, dat huet sech esou agebiergert. De Projet de loi nennt en „SRE“, dat ass schwéier auszeschwätzen. Et wär vläicht gutt gewiescht, et dann och direkt SREL ze nennen. Mä et ass en Detail. Ech sinn awer iwwerzeegt, datt d'Leit weiderhi SREL soen, wa se iwwert de Geheimdéngscht schwätzen.

Da kënnet awer bei de Missioune, an dat ass en éischten interessante politesch Punkt, deen ee muss maachen, déi Iddi vun der «exclusion de tout contrôle politique, de toute surveillance politique interne». Dat ass e bëssen e spéide Revanchismus vun der Lénker. Et gëtt gesot am Rapport: «à aucun moment un danger pour la sécurité...», d'Leit hätten ni eng Gefor duergestellt fir d'Sécherheit vum Stat. Dat kann een haut soen. Ech weess net, ob et richteg ass. Ech zweifelen drun.

Mir hñaten am Kale Krich, well ém déi Zäit geet et, d'Diskussioun ém d'Fënnest Kolonn, a mir worn an enger anerer Realitéit.

Den Owend um sechs Auer ass iwwregens am Musée hei vun der nationaler Geschicht vum Virtrag iwwert d'Spionage während dem Kale Krich. En ass bestëmmt interessant.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An et worn awer ganz aner Zäiten. D'éi Aktivitéit vun der Ligue communiste révolutionnaire, deemoos, worn inspiréiert vun enger Ideologie vun der Revolutioun an all Land. Dat ass eng potentiell Gefor fir en demokratesche Rechtsstat. Et ass normal, datt e Stat dat kontrolléiert, wa Mouvementer an engem Land vun enger Revolutioun an engem Land schwätzen a se wëllen aktiv bedreiwen, quritte datt herro, wéi d'Ligue communiste révolutionnaire sech opgelést huet, eng Rei vun hinne bei déi Lénk gaange sinn, bei d'Kommunisten, bei déi gréng. Mä awer déi Realitéit vun deemoos soll een dach net verkennen a probéieren, im Nachhinein ze korrigéieren.

Ob haut muss ee sech froen, wann ee seet: „Mir maache keng Surveillance politique interne“, ob mer net eng Sécherheitslück schafen domadder! Well mir hñun dach émmer erém vläicht de Besoin fir Mouvementer, déi sech kreéieren, déi och nach net d'Violence sinn oder „à propension violente“, wéi dat dann am Gesetz heesch, fir déi awer müssen ze observéieren, aus enger Rei Grénn. Well dat Eisch ass: Wat ass dann, wann eng Partei sech grénn, déi zwar seet, si wär net violent, mä awer tendenziell dat kéint sinn? Wien huet dat Recht ze observéieren? D'Police huet ganz kloer Konditiounen, wéi se wéi kann intervenéieren.

De Service de renseignement...

(Interruption par M. Marc Baum)

Gelift?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Wann den Här Orateur d'accord ass, mä Dir kritt jo souwisou direkt d'Wuert dono.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).-** Ech hñun eng Véirelstonn, wësst Der, ech géif nawell gär elo...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Okay!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).-** Awer hñero, wann ech nach Zäit hñun, ganz gär, well náischt hñun ech léiwer wéi eng gutt Diskussioun, och mat deene lénke Kollegen. Mä ech maache meng Ried, wann Der erlaabt, well mat enger Véirelstonn huet een net ganz vill. Mä gutt!

Dat ass also och haut d'Situatioun: Wann dann elo eng Partei oder e Mouvement sech grénn, wou ee weess, datt se eventuell këinte gewalttäteg ginn, awer déi et a kenger Form soen a wou náischt drop hiweist, datt et imminent ass, wien huet dann d'Recht, eng Observatioun ze maachen? Et ass



Ech wéll verweisen op eng Diskussiouen an Däitschland iwvert de Verfassungsschutz an deem doten Zesummenhang. De Verfassungsschutz, deen observeert jo am Land eng Rei vu Mouvemerter, och salafistesch Mouvemerter, mä och de Verfassungsschutz seet kloer: „Et muss een och déi genau observéieren, déi zwar no bei deene sinn, déi bereet sinn, Gewalt auszeüben, mä et gëtt och an deene Mouvemerter Deeler vu Mouvemerter, déi net gewaltbereet sinn.“ Wann een déi also observéiert, dann huet dat de Virdeel, datt de Stat genuch weess, fir kënne differenzieret un d'Problemer erunzegoen, fir ze wëssen: Wien ass potenziell gewalttätig? Wien ass et potenziell net? A wat kënne mer maachen, fir déi, déi et potenziell net sinn, vlächt esou ze encadréieren, datt se net bei déi kommen, déi et wierklech kéinte sinn?

Mir maachen eis blann als Stat, zum Deel wéinstens! Ausser d'Regierung kéint eis herno erklären, wéi se déi Situations wéilt ugoen. A wie sech blann mécht, deen hëlt eis wichteg Handlungsméiglechkeeten, doduerch eben, datt mer, wéi an désem Gesetz, als Stat d'Surveillance politique einfach ausklameren. Dat ass wahrscheinlich onvirsiichteg, fir op déi pauschal Manéier virzegoen.

Och wat déi praktesch Aarbecht vun deem Service ubeet, do kann ee sech eng ganz Rei Froe stellen. Mir hate schonn als ADR drop ugespillet, datt et wichteg fir eis ass, d'Gewaltentrennung émmer kloer ze respektéieren am Stat allgemeng. Náisch géint Persounen, ech argumentéieren hei net ad personam, mä prinzipiell menge mer, datt d'Magistrate missten an der Magistratur sinn an datt d'Statsverwaltunge misste gefeiert gi vu Beamten aus de Carrière vun de Statsadministratiounen.

E Magistrat, wann e Magistrat Direkter vum Service de renseignement ass, ass an eisen Aen net genuch Distanz gi géintiwwer deene Magistraten, wou dee Magistrat da soll Autorisationen afroen, fir verschidden Aktiounen kénnen ze maachen.

E Geheimdéngscht ka geféiert gi vun engem héije Beamten, vun engem Offizéier, vun engem Diplomat, wéi et jorelaang de Fall war, ouni datt et an deene Fäll zu Dysfonctionnelementer komm wär, op jidde Fall keng, déi mir géife kennen. An et ass eng gutt Erfahrung gewiescht. Fir elo Magistraten ze hunn an der Inspection générale vun der Police, am Geheimdéngscht, dat ass dach eng Ausbreedung vun der Magistratur op Sécherheetsorganer. An ech wéll just hei dat emol opwerfen, ob domadder d'Gewaltentrennung nach wierklech ganz garantéiert ass.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- D'Bürokratie... Dat Gesetz ass och heiansdo an engem Geescht geschriwwen, wou ee sech ka froen: Wéi realistesch ass dat doten, oder wéi bürokratesch gëtt hei argumentéiert oder geschriwwen?

E puer Beispiller, wou souguer déi Bürokratie, déi Approche kann d'Sécherheet vun deene Leit am Geheimdéngscht a Fro stellen, zum Beispill de Port d'armes: De Port d'armes, wéinstens a menger bescheidener Aschätzung, dat ass eppes, wat déngschintern kann décidéiert ginn, wou normalerweis en Direkter vun engem Geheimdéngscht ka soen: „Hei, dat do ass eng geféierlech Missioun, du hëls eng Waff mat.“

Hei ass et awer esou, datt den Direkter „peut autoriser“ - ganz bürokratesch - den Agent, deen eng Waff braucht, datt deen eng Autorisation beim Justizminister muss sollicitéieren, dat heescht bei deem senge Beamten - et ass jo kaum de Minister selwer, dee sech ém esou Dossiere këmmert -, well en dann eng Waff braucht. Dat heescht, seng Identitéit ass natierlech dann am Justizministère bekannt, seng reell Identitéit. An derbäi kënnst nach: Wat ass dann, wann e se refuséiert kritt vum Justizminister, well e braucht se, sou seet d'Gesetz, fir seng legitim Dfense?

Also hei gi mer an d'Prozedur eran - déi ech kann novollzéien aus dem Geescht vu verschidene Virfriedner, wéi si de Geheimdéngscht gesinn -, mä mi mussen dach kucken, datt de Geheimdéngscht an déi Agenten e Risiko fir eis alleguer op sech huelen! Si infiltréieren Organisatiounen vun deem niddregste moraleschen Niveau, an da kommen nach esou bürokratesch Hürden derbäi, déi och nach hir Identitéit a Fro stellen.

Well e Grondprinzip am Geheimdéngscht ass deen, datt desto manner Leit wëssen, wat geschitt, desto manner Leit iwwerhaapt d'Identitéit kennen, desto besser ass et! Well dat si keng Situations, déi sech op der Place publique diskutéieren. Et ass eng grondsätzlech Kritik géintiwwer désem Gesetzesprojet, datt vill ze vill Leit eigentlech vill ze vill wëssen. Ech kommen am Detail nach dorobber zréck.

Iwwert déi selleche Rapporten a Lëschten, déi gemaach ginn, gutt, do kann een déi verschiddest Meenungen hinn. Wichtig ass awer, datt déi Prozeduren net laangwiereg sinn! Wann en Direkter en Extrait vun engem Casier judiciaire 2 freet, da soll dat direkt kommen! Well hei steet zwar, datt e muss schriftech ugefrot ginn, mä wéini kritt en eng Antwort? Dat sinn alles Saachen an esou Operatiounen, wéi Geheimdéngschter se maachen, dat muss direkt sinn, dat muss séier sinn! Do kënne mer keng Déliale verdroen.

Dann och bei den Observatiounen a Wunnen- gen - et wor bal witzeg, dat ze liesen -, do steet dann, wann eben de Geheimdéngscht sech an eng Wunneng eramécht, fir verschidde Saache virzehuelen, en Trojaner oder wat och émmer unzebréngent, datt de Geheimdéngscht kann an eng Wunneng goen, «le cas échéant», steet do, «sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant de ces lieux». Jo, ém déi geet et jo!

Soll dann elo, wéi dat do juristesch formuléiert ass, herno an engem Prozess gesot ginn: „D'Autorisation ass net gefrot ginn!“, quitte datt se herno vum Propriétaire oder vum Occupant refuséiert gouf? Firwat esou eng Formuléierung? Firwat seet een net einfach: «le consentement n'est pas requis»? Well dat sinn alles Saachen, déi net realistesch sinn.

Genausou wéi d'Indemnisation des sources humaines. Natierlech kritt ee fir eng wäertvoll Informatioun Suen, wann dat eben de Wee ass, fir eng Informatioun ze kréien: En Numm vun engem Agent, eng Prozedur, eng Platz, déi wichteg ass fir eng bestëmmt Operatioun, déi ass eben esou vill wäert an da gëtt dat bezuelt. An da steet do, dat wier kee Revenu nom Steiergesetz! Jo, wat hätt Der da wëlle maachen? Dir hätt nach sollen en Impôt libératoire draschreiwen oder esou! „Hei hues de 5.000 Euro a 500 Euro huelen ech zréck wéinst de Steieren.“! Dat ass einfach net realistesch!

A wéi déi Servicer fonctionnéieren, et ass vlächt gutt, datt dat an engem Gesetz stéet, mä dee ganze Geescht hei, do freet ee sech: Wivill Erfahrung hunn déi Leit, déi esou eppes schreiwen?

Genausou wéi mat den Identitéiten: Eng Identité d'emprunt, dat ass och eppes, wat esou geheim ass an esou wichteg, fir d'Sécherheet vun deene Leit ze schützen, déi ebe sech infiltréieren oder an esou enger Situations sinn. An dat geet dann duerch e Comité ministériel. E Comité ministériel: Et ass net, datt ech e Mésstrauen hätt géintiwwer deene Leit, déi an deem Comité sinn, an och scho guer net géintiwwer deenen, déi am Abléck drasézzen. Och dat ass net ad personam, dat Argument. Mä do heescht et erém, datt op d'mannst dräi Ministeren, den Délégué à la sécurité a Gott weess wien nach do ronderem op eemol Nimm kennten an Tarnidentitée kennen. Och dat ass net gutt!

D'Kontroll allgemeng, fir dorobber anzegoen: Firwat net d'Cour constitutionnelle an deenen dräi Magistraten? D'Cour constitutionnelle ass bei den Droits de l'Homme dat Organ! Firwat net? Ech huellen un, datt dat ass, well d'CSV mat deenen dräi aktuelle Regierungsparteien eigentlech d'Verfassungsgericht wëllen ofschaffen. Mir als ADR hunn eng aner Approche. Mir wëllen et stäerken! An...

Dach! Den Här Minister kuckt komesch.

► **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice.- Dat stëmmt dach net!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Kuckt Äre Projekt fir eng nei Verfassung, do gesitt Der dat!

Dann den Délégué à la sécurité...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...steet schonn haut am Text dran! ...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här Bodry, wann ech gelift! Wann Der eng Fro hutt, da stellt se!

(Interruptions diverses)

Ech kommen och dorop.

Dann den Délégué à la sécurité...

(Interruption)

Dir wéll d'Verfassungsgericht ofschafen, Här Bodry, mir kënnen...

Sou, den Délégué à la sécurité, dat ass eppes, wat och ganz, ganz geféierlech ass. Elo stellt lech emol vir... Dat ass esou de Politkommissar am Geheimdéngscht.

(Brouaha)

Et ass och e Mësstrauen, et ass en institutionellt Mësstrauen géintiwwer dem Direkter vum Geheimdéngscht. Well, elo stellt lech emol vir, den Délégué à la sécurité an den Direkter vum Geheimdéngscht kommen net laanschteene!

(Interruption)

Och dat si mënschlech Problemer. Dat sinn alles administrativ Konstrukter, déi kënne fonctionnéieren, mä déi wahrscheinlich net émmer fonctionnéieren.

D'Commission parlementaire: fir eis an d'r aktueller Form net akzeptabel! D'ADR, d'Sensibilité sinn net dran. Mir verstinn als ADR selbstverständliche, datt mir e Recht hunn, dodran ze sinn, an dorobber besti mer och!

De Comité ministériel, fir domadder opzehalen, well ech gesinn, meng Zäit ass eriwwer, ee Wuert nach zum Comité ministériel. Et gëtt eng individuell ministeriell Verantwortung. De Comité ministériel am Artikel 2 ass beschriwwen als en Organ, dat soll Direktive ginn, eng «politique générale du renseignement», eng «politique en matière de protection des renseignements» an esou weider, oder Données sensibles.

An da stinn am Artikel 8 awer operationell Befugnisse, e gëtt d'Autorisation fir Moyens de recherche, en ordonnéiert verschidde Saachen! An da muss ee sech awer froen: Jo, wat ass dann elo de Rôle vun deem Comité ministériel? Ass et e Gremium, fir allgemeng Richtlinnen ze ginn, oder ass et eng operationell hierarchesch Instanz? Dat ass net kloer.

Ech wéll ophalen, wéi gesot, well meng Zäit leider eriwwer ass, mat engem Wuert ivvert d'Primmen. Et ass klenglech, esou eng Diskussiou ze féieren, well wann ee weess, wéi geféierlech et fir déi Leit ass a wat déi alles op sech huelen am Lieuen, fir fir e Sécherheet ze suergen,...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Jo, Dir verstitt dat net, Här Berger, well Der wahrscheinlich ni an esou enger Situations waart. Mä dat...

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Mat Leit wéi lech, do hätte mer nach...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Mä ech wéll ophalen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass net méi Zäit fir den Dialog. Kommt zum Schluss, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat maachen ech gär, Här President. An dat Schlusswuert ass, datt mer hei - vu datt mer alleguer heibannen, vlächt ausser deene lénke Kollegien, der Meenung sinn, datt mer dee Service brauchen - der Meenung sinn, datt mer em solle Vertraue schenke fir deen neien Ufank an datt mer dann awer och Merci soen deene déi Leit, déi dat do op sech huelen! Well déi, déi d'Aarbecht kennen, wéssen, wat dat do heescht, an et ass wierklech net einfach!

Ech soen lech Merci.

(Une voix).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Den Här Gibéryen erënner mech mat Recht, Här President, drun, datt ech nach eppes Wichteges net gesot hunn: D'ADR stëmmt dëst Gesetz also net! Merci.

(Une voix).- Ah sou!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass gutt, dass den Här Gibéryen nach do ass.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, dat fannen ech och.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech och, ech och!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Also, dat gesot, ginn ech d'Wuert direkt weider un den Här Marc Baum, dee virdrun net zu Wuert komm ass, mä deen dann elo seng ganz Zäit zur Verfügung huet, fir all dat ze soen, wat e wollt soen.

► **M. Marc Baum** (délénk).- Merci, Här President. No désem Zäitsprong an déi défistten Däischterte vum Kale Krich, déi mer elo grad hei hu misse materliewen, probéieren ech, op d'Realitéit zréckzukommen an d'Situatioun haut.

Ech wéll awer virausschécken, datt de Rapporteur nach keng zwou Minutte geschwatt hat, an dunn huet e schonn déi éischt Onwouerecht gesot,...

(Une voix).- Ouh?

► **M. Marc Baum** (délénk).- ...nämlech datt déi Lénk de Rapport vun der Enquêtekommission gestëmmt hätten. Och den Här Bodry huet dat duerno gesot! Dat ass awer net wouer.

Mir hunn eis enthalten dozou, an aus zwee Grénn.

Éischtens, well dee Saz am Rapport stéet: «L'utilité d'un service de renseignement ne semble pas être mise en question», dat stelle mir a Fro, well fir eis ass dat a Fro gestallt. An zweitens, well och aus der Enquêtekommission erausgeet, datt d'Enquête soll zuge-

maach ginn. Och do ware mer dergéint. Duerfir hu mer eis enthalten. An duerfir ass et och net politesch inkohären, wa mer elo och weiderhin dat doten a Fro stellen.

Här President, déi dräi, véier lescht Joren...

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Här Baum!

► **M. Marc Baum** (délénk).- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Vu dass Dir virdrun d'Fro gestallt hat, ob Der dierft. Den Här Berger wollt eng Bemerkung maachen. Dir kritt dat selbstverständliche och ugeréchent.

► **M. Marc Baum** (délénk).- Da gären.

► **M. Eugène Berger** (DP), rapporteur.- Jo, dat ass och elo net ganz... Ech wollt nach eigentlech just soen, datt ech elo... Bon, den Här Baum huet elo gesot, de Rapporteur hätt d'Onwouerecht gesot oder hinnen eppes éinnerstallt. Ech mengen, wann een dat och herno nolauscht, ech hu mer émmer Méi ginn, fir ze soen eben, datt déi Lénk och an der Kommission ganz konstruktiv matgeschafft hunn, mä datt si op enger Rei Punkten eng aner Vue haben. Ech hu versicht awer als Rapporteur, dat objektiv duerzestellen. A wann dat esou ukomm wier, wéi wann ech do hinnen iergend-wéi eng Inkonséquenz wéilt virgeheien, da war dat awer sécherlech net d'Intentioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci, Här Berger.

► **M. Marc Baum** (délénk).- Jo, Merci och fir dës Prezisoun dann, Här Berger.

Här President, déi dräi, véier lescht Jore waren dovunner geprägt, datt d'Effentlechkeet émmer erém op en Neits mat Skandaler ronderem Geheimdéngschter konfrontéiert gouf. Den amerikanesche Geheimdéngscht NSA huet systematesch d'Telefone vun europäesche Staatschaffen, Politiker, kuerz, vun europäeschen Décideuren op allen Niveauen ausspionéiert, och hei zu Lëtzebuerg, wéi mer duerch de Whistleblower Edward Snowden gewuer gi sinn.

Eis däitsch Noperen hu ronderem den NSU-Prozess a selleche Bundesländer Enquêtekommissionen agesat, déi zu erschreckenden an entsetzleche Konklusiounen komm sinn: Jorelaang huet den däitschen Inlandsgeheimdéngscht énnert dem Virwand vun der Infiltratioun duerch hir sougenannte V-Männer wesentlech zur Stärkung vun der organisierte rietser Kriminalität bäägedroen.

Dést ass net an iergendwellechen éinnerentwéckelte Länner geschitt, mä bei eisen Noperen zum Deel, bei eise sougenannten Alliéierten, mat deenen och déi lëtzebuergesch Servicer jo hau nach intensiv kooperéieren. An zu Lëtzebuerg huet d'Enquêtekommission 2013 Dysfonctionnementer vum SREL un den Dag bruecht, déi vun enger Gravitéit waren, datt de responsabele Minister sain Hutt huet missen huelen an Neiwahlen décidéiert goufen.

No de Wahlen huet dunn déi nei Regierung versprach



D'Geheimdéngschter sinn, an där Meenung bleiwe mer unhand vun den historeschen an de rezenten Erfahrungen, Geheimdéngschter si Friemkierper an engem Rechtsstat. Si si Friemkierper an enger Demokratie. Hire Champ d'action ass esou breet opgestallt a beréiert all Zorte vu gesellschaftlechen Entwicklungen, Tendenzen, Meenungen, also genau dat, wat eigentlech d'Wiesen, de Kär vun enger Demokratie ausmécht.

Zweetens sinn déi Moyenen, déi se zur Verfügung hunn, strukturell intrusiv a verletzen do mat par définition d'Privatsphär, och vun deene Leit, déi eigentlech net d'Zil vu geheimdéngschtechen Enquête sinn.

Dréttens hu Geheimdéngschter duerch hir international Ramifikatiounen eng Tendenz zur Autonomiséierung a si entwéckelen Eegendynamiken a si kënnen duerfir, véiertens, och net wierklech an net zefriddestellend vun engem Parlament kontrolléiert ginn.

Ech wëll a menger relativ kuerzer Riedézäit op verschiddenen Aspekter, besonnesch awerdeen eisichten agoen, wat den eigentleche Champ d'action vum Inlandsgeheimdéngschter ass.

An dësem Projet de loi gëtt den ideologeschen, philosopheschen oder konfessionellen Extremismus, „mat Neigung zur Gewalt“ gëtt dann nach bâigesat, elo ausdrécklech an d'Missioune vum SREL opgeholl. Dat steet och esou nach eng Kéier ganz prezis am Commentaire des articles. Et gëtt gesot, den Extremismus wier de Refus, fir an engem normale politeschen, demokrateschen oder parlamentaresche Kader ze debattéieren, deen als eenzege viru politescher Iwwerwaachung soll geschützt ginn. Mä wat ass „normal“?

Ennersicht gëtt Extremismus „mat Neigung zur Gewalt“. Mä wat ass dat, „Neigung“? Et gëtt eis erkläert: „Neigt een zur Gewalt, fénnt eng Radikaliséierung statt. Dës Radikaliséierung ass de Werdegang, während deem Leit an en ideo logesche Message agefouert ginn, an en Ensemble vu Croyancen, an doduerch encouragiert ginn, hir moderat Iwwerzeegungen, déi och allgemeng ugeholl sinn, duerch extrem Iwwerzeegungen ze ersetzen.“

Gesitt Der, wéi schwammeg déi Begréffer sinn? Wat ass „normal“? Wat ass „anormal“? Wat ass „moderat“? Wat ass „extrem“? Wéi definéiert een „Neigungen“ oder „Tendenzen“? Wat sinn iwwerhaapt „Iwwerzeegungen“? Op dëse komplett onklore Begréffer an diffusen Theorien baséiert dësen Text! Dës Notioune maachen d'Dier grouss op fir allméiglech subjektiv Interpretatiounen, an domadder och zur Willkür.

En interessant Beispill vun esou Konfusiounen hu mer beim Deltour-Whistleblower-Prozess viru Kuerzem erlief, wou e Polizeibeamten, also kee SREL-Mataarbechter, e Polizeibeamten uginn huet, den Antoine Deltour wier Antikapitalist, well en eisichts dat natierlech Recht vun Entreprisen, kaum Steieren ze bezuelen, géif a Fro stellen an, zweetens, well en d'Internetzeitung „Mediapart“ abonneiert hätt. Eh ben, ech hu mer virgestallt, dat do wieren Extraiten aus dem George Orwell sengem „1984“, déi ech géif héieren.

Ass en Antikapitalist, an dat ass awer elo interessant fir de SREL, ass dat en Extremist?

Den Här Kartheiser géif Jo soen.

(Hilarité)

A virun allem, an do kënnnt eng aner Notioun mat eran, schuet en Antikapitalist da vläicht den Intérêts économiques vum Land - eng weider Notioun, déi d'Grondlag vun den Aktivitéite vum SREL ass?

Ass eng Ênnerstétzungsversammlung fir den Antoine Deltour da konsequenterweis eppes, wat vum SREL soll observeiert ginn? No dësem Gesetz jo och vläicht misst ginn? Oder och ginn ass, wéi a verschiddenen Dageszeitunge stoung? Wien definéiert alleguerden déi Begréffer? D'Antwort ass: en fin du compte d'Exekutiv. An dat ass geféierlech!

Mir soll keen erzielen, dat dote Gesetz géif politesch Observatiounen ee fir alle Mol ausschleissen! D'Praxis, an dat huet och d'Enquêtekommissioun gewisen, war eng aner. D'Enquête huet gewisen, datt haut nach émfangräich Lëschte vun Organisatiounen ugueluecht ginn, an deenen hirem Émfeld gesicht gëtt.

Mir hunn als Lénk zwee Fäll kënnnt opdecke vu Leit aus déi Lénk, vun deenen aktuell Fichen ugueluecht goufen, déi elo duerch d'Interventioun vum Datenschutz zerstéiert gi sinn. Duerfir wësse weder mir nach déi betraffe Persounen, wat drastoung.

Doriwwer eraus hu mer keng Informatiounen iwwert dat, wat de Geheimdéngschter haut an der Praxis énner „Extremismus mat Neigung zur Gewalt“ versteet, iwwregens och net iwwert dat, wat een énner „intérêts économiques“ versteet. Den Här Bodry huet drop hi gewisen, awer och keng Antwort dozou kënnne ginn.

Mir fannen et bedenklech, well hei keng Strofdoten énnersicht ginn, mä am Fong geholl gesellschaftlech Phenomeener, déi eigentlech misste Géigestand si vu politeschen oder soziologeschen Etüden. Den „Extremismus“ ass nämlech e politesche Begréff.

A keen anere wéi den Här Kartheiser huet dat jo och elo nach eng Kéier versicht kloerzestellen. Offensichtlech, wéi politesch dee Begréff „Extremismus“ awer ass - deen, wéi gesot, d'Grondlag ass vun den Aktivitéiten -, gëtt, wann de Premier a Geheimdéngschter an éffentlecher Chamberssézung engem Deputéieren Extremismus virwirft,...

(Interruption)

Wann ee weess, datt Extremismus eng operatiell Kategorie vum SREL ass, ma da si mer an Däiwels Kichen! Aner Deputéiert heibanne kéinten eventuell hir Sympathie fir Streikbewegungen a fir gewesse Stroossenaktiounen a Frankräich weisen, déi vun der franséischer Droite als Lénksextrémismus oder souguer Terrorismus bezeechent ginn.

Mir mengen, datt a kengem Fall - a kengem Fall! - politesch Aktivitéiten, och déi, déi als net esou „normal“ ugesi ginn, dierfe geheimdéngschtlech iwwerwaacht ginn. A fir Strofdotena an Gewalt, duerfir géift et d'Police an d'Gerichter. A wa se awer iwwerwaacht ginn, dann hätte mer zumindest gären, datt den Objet vun deenen Iwwerwaachunge bekannt gëtt.

Mir hunn d'Propos gemaach, datt mer en änleche Rapport missten hunn, wéi de Bundesverfassungsschutz dat mécht. Et ass esou net ugeholl ginn.

Mir wëssen och, datt an anere Servicer, mat deene mer Relatiounen hunn, politesch Spionage geschitt. De fréiere Procureur général huet op enger rezenter Table ronde iwwert den Etat d'urgence dovu geschwat.

Här President, Terrorismus an den Terrorismusbegréff zu Lëtzebuerg sinn zénter 2003 politesch beluecht a schéisséit wäit iwwert dat eraus, wat d'Leit an och aner Länner énnert deem Begréff verstinn. D'Saach gëtt net méi einfach do duerch, datt deen nebulöse Begréff elo 2004 an d'SREL-Missiounen opgeholl ginn ass an och elo weiderfouert gëtt.

Nach eng Kéier: De SREL énnersicht keng Strofdoten, mä Usiichten, déi kéinten iergendwann zu Strofdote féieren, oder och net. Dat ass egal.

Et ware grouss Diskussiounen, konnt een no liesen, an der Institutionskommissioun iwwert d'Trennung vun den Aufgabe vu Police a Geheimdéngschter. Et ass net gelongen, dat vuneneen ze trennen. Den Expert Gössner huet a sengem Buch dovunner geschwat, datt een iwwerall géif e Prozess gesi vun „Vergeheimdienstlichung“ vun der Police a vun „Verpolizeilichung“ vun de Geheimdéngschter.

Mä et brauch een net némme bis an Däitschland ze goen. De fréiere Procureur général huet e puer mol schonn op déi ongesond Vermëschung higewisen, wou Police a Statsanwaltschaften Operatiounen- a Beweismethode vum SREL verënnerlechen.

Dobäi stelle Beweismittel vun auslännesch Geheimdéngschter grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg e groussen Deel vum Inhalt vun der Aarbecht vum SREL duer. An do muss dat net onbedéngt enger parlamentarescher Kontroll énnertu ginn. Dat ka geschéien énner massiver Verletzung vun individuelle Rechte, wéi mer dat bei der Virgeeënsweis gesinn hu beim NSA! Dës Informationen bilden awer d'Meenung vun eisem Geheimdéngschter.

An émgedréit: Souguer wa Verbriechen géifen duerch esou geheimdéngschtlech Aktivitéiten opgedeckt ginn, déi op eisem Territoire a sogenannten internationales Operatiounen opereieren, da wier et géint hire Wëllen, also géint de Wëlle vun deenen anere Geheimdéngschter, net méiglech, eis Gerichter domadder ze befaaßen. Dëst ass e Beispill, wéi konkret Kriminalitéitsbekämpfung kann duerch geheimdéngschtlech Interesse behénnert ginn.

Et gëtt vill Beispiller aus der Vergaangenheit, déi mer kennen, wéi geheimdéngschtlech Informationen zu Feelschiess gefouert hinn. D'Beispill vum Taoufik Kalifi, deen a Tunisiens ausgeliwwert ginn ass opgrond vu Geheimdéngschtinformatiounen vum tuneesesch Geheimdéngschter, oder d'Fro vun der Madamm Ersöz, der kurdescher Journalistin, all dat weist, datt déi Kooperatioun an déi international Ramifikatioun eppes ganz Geféierleches sinn.

Wat geschitt dann elo, wann 150 tierkesch Deputéiert, déi hir Immunitéit entzu kruten, elo énner Terrorverdacht gestalt sinn? A stellt lech emol vir, déi hätte Kontakter hei mat Lëtzebuerg!

Här President, meng Zäit leeft mer fort. Mä ech mengen, datt den einzelne Bierger och wësse muss, wat iwwer hien un Date gesammelt gëtt, wann dat géint seng Rechter verstéisst an hien zu Onrecht iwwerwaacht gëtt. Eréischt dann ergétt iwwerhaapt all parlamentaresch Kontroll an och all gerichtlech Kontroll, och vu speziellen Iwwerwaachungsmesuré wéi Trojaner oder Hausfriddensbroch duerch de SREL a besonesch grave Fäll, e Senn.

Ech kann hei leider net weider op déi Diskussionsrunde ronderém den „Statstrojaner“ agoen, mä déi Froen, déi d'CNPD an deem Kontext opwirft an déi och anerer an der éffentlecher Debatt opgeworf hinn, bleiwen onheemlech pertinent. An dësen Text gëtt keng Antwort op dës pertinent Froen!

Här President, ech wéilt ganz zum Schluss och nach eng Kéier soen, datt mir natierlech dëst Gesetz net matdroen, datt eis prinzipiell Bedenken iwwert d'Funktiounsaart a -weis vun de Geheimdéngschter oprechterhale bleiwen an datt mer dofir dat heite Gesetz och net votéieren.

Ech wéilt dem Här Kartheiser dann awer déi Fro quasi stellen, ob dann hien der Meenung ass, datt Leit, déi Gruppéierungen, sougenannt extremitesch Gruppéierunge wéi Pegida, op Facebook énnerstéitten, ob dat da Leit sinn, déi senger Meenung no sollte vum Geheimdéngschter iwwerwaacht ginn.

Ech sinn däer Meenung net! An duerfir kann ech just soen: Ech si frou, datt den Här Kartheiser net méi am Geheimdéngschter ass, weder an eisem nach am russeschen!

Merci.

► **M. David Wagner** (d'éi Lénk).- Très bien!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo, ech hunn dem Här Baum déi puer Sekonne méi ginn, fir déi Fro kënnen ze stellen, a ginn da selbsterklärung och déi puer Sekonnen dem Här Kartheiser, fir dorop ze antwerten. Dir kënnnt dat roueg vun Ärer Platz maachen, et geet ém e puer Sekonnen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, ech soen lech Merci. Ech mengen zwar, datt dee Contenu an déi Tonalitéit vum Här Baum senge Bemerkungen iwwert dat erausgeet, wat ech géif als eng einfach Fro considérieren, mä ech fille mech och perséinlech an enger gewéssener Hisiicht ugegraff. Ech wéll also...

► **Une voix**.- Oh!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ...mat zwee oder dräi Sätz awer antwerten.

Déi eischt d'Fro: Pegida a Leit, déi dat op Facebook guttheeschen. Ech iwwerloassen et den däitschen Autoritéiten anzeschätzen, ob an hien Aen Pegida extremitesch ass oder net. Ech fille mech als Lëtzebuerguer do net concerneert. Ech hunn awer eng perséinlech Meenung dozou.

Wéi Pegida geschafe ginn ass, do hate se zéng Grondsätz. Déi hunn ech gelies. An ech mengen, datt mer heibanne wahrscheinlech an enger ganz grousser Majoritéit zu der Iwwerzeegung komm wären, datt Pegida, wéi et ugefaangen huet, op jidde Fall keng extremitesch Bewegung war.

Mir hunn awer eppes gesinn, wat mer hei an och an anere Länner gesinn, dat wor aus politesche Grénn e Refus de dialogue. An ech mengen, deen deet haut verschidene Partieé wéi, déi dat deemoos gesot haten, zum Beispill enger däitscher SPD, déi hir Meenung geännert huet, enger däitscher grénger Partei, déi hir Meenung geännert huet.

An d'Fro stellt sech grondsätzlech, ob an enger Demokratie et gutt ass, den Dialog mat esou Mouvementer op Facebook verfollegen, oder net. Ech mengen net! Ech mengen, et ass wichteg, datt jiddwerengem ka schwätzen, fir och eng Tendenz zu enger Radikaliséierung ze verhënneren.

Fir déi zwee Fro ze beäntwerten zu de Leit, déi esou Mouvementer op Facebook verfollegen oder deelen: Ech sinn en Unhänger vun der Meenungsfräieheit. Ech géif dem Här Baum et ni verbidden oder iergendengem aneren heibannen, Mouvementer op Facebook ze verfollegen, ze folgen - ech weess net, wéi een dat elo seet - oder Saachen ze deelen, déi him gefalen, déi en interesséieren, déi e fir wichteg hält.

A genausou denken ech, datt d'Meenungsfräieheit muss déi Toleranz opbréngen, och kenne Saache weiderzeginn, déi Verschiddener stéie-

ren, déi kënnen irritéieren, déi kënnen erausforderen, déi kënnen zum Dialog opruffen. Mä ech mengen, d'Demokratie lieft dovnunner! An et schéngt mer extreem wichteg ze sinn, datt d'Meenungsfräieheit och dat begriift.

An zum leschte Punkt: Ech wéll dem Här Baum nach eng Kéier soen, datt ech zwar fir de Geheimdéngschter geschafft hinn, awer am Optrag vum SREL a fir dëst Land. An e sollt also net probéieren, iergendeppe anesch hei duerzestellen!

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An dann huet d'Wuert dee leschten age schriwwene Riedner, den Här Gilles Roth.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wie weess, wie vun hinnen alles fir de KGB geschafft huet!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Oh, ma alleguer!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Sou, wann ech gelift!

► **M. Marc Baum** (d'éi Lénk).- Also, ech mengen, dat ass emol eppes, wat Der mir...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Am Moment huet just den Här Gilles Roth d'Wuert!

(Hilarité)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech enchaînéieren op dat, wat den Här Baum zum Schluss gesot huet. Mir stëmmen zwar, contrairement zu déi Lénk, de Gesetzesprojet mat, mä mat deem, wou hie keng Zäit méi hat, fir drop anzegoen, nämlech op d'Geschicht vun dem Statstrojaner, do wollt ech mech an deenen nächsten zéng Minuten e bësse konstruktiv dermat beschäftegen.

Den Artikel 8 vun dem Gesetzesprojet, dee gesait nämlech vir, dass an Zukunft de Geheimdéngschter d'Méiglechkeet kritt, fir op e sougenannten Trojaner zréckzegräifen. Mä wat heescht dat eigentlech? Mä dat heescht ganz kloer, dass de Service de renseignement an Zukunft sech kann an informatesch Systemer, sie dat Computeren, Smartphones, Tablettan an esou weider, aschleisen; dat andeems Agente vun dem SREL kënnen an d'Privatwunnenge vu Leit eragoen, fir esou en Trojaner ze placéieren, oder andeems d'Autoritéiten esou en Trojaner online iwwer Distanz an e Computer kënnen placéieren.

Esou en Trojaner, dee bitt effektiv wäitgräifend technesch Méiglechkeiten. Den Trojaner, dee viséiert net némme de Kär vun der Privatsphär vun de Leit, déi déi enquêteert gëtt, mä et viséiert, dat gewollt oder ongewollt, och d'Privatsphär vun onbedeelegten dréite Personen.

An all Aschränkunge vun de perséinleche Fräieheit vun dem einzelne Bierger, déi müssen awer vereinbar si mat de Prinzipie vun dem Rechtsstat. Si müssen duerfir, eisichts, per Gesetz legitiméiert sinn a si müssen, zweetens, Här Berger - och wa mer bal déiselwecht Krawatt hinn - enger strikter Kontroll énnereilen.

(Brouhaha)

An all Agréff op den einzelne Bierger, a mir schwätzen hei wierklech an aller Seriositéit vun Agréff an de Kärberäich vun dem private Liewe vun de Leit, dee muss och kënnen op seng Rechtmissegkeet a virun allem op seng Verhältnismissegkeet vun de Méttele gepréift ginn, well och an dësem Beräich hellegt deen nobelsten Zweck net all Mëttelen.

An d'Gr



SÉANCE 36

JEUDI, 9 JUIN 2016

iwwerhaapt net begrënnt war. A grad hei bleift de Gesetzesprojet, iwwert deen haut eis Chamber ofstëmmt, awer onprezis a vag. An ech mengen, wann et néideg ass, musse mer dat nobesserent. An dat ass d'Responsabilitéit vun eis all. An ech soen och ganz kloer: Dozou stéet d'CSV!

De Gesetzesprojet gesäit sécherlech vir, bei wat fir enge Strofdoten en Trojaner kann agesat ginn, mä d'Form, wéi den Trojaner kann agesat ginn, d'Kontroll iwwert den Trojaner, déi si wei-der net an dem Gesetzesprojet festgeluecht.

De Rapport vun der Institutiounskommissiou vum Här Berger hält fest, «qu'il incombera au pouvoir exécutif de s'assurer que les dispositifs techniques mis en place répondent à des critères de qualité rigoureux». Dat stéet an dem Rapport. An dat war och den ausdréckleche Wonsch, mengen ech, vun der gesamter Kommissiou. Ech géif och soen: Dat ass fein a gutt. De Gesetzesprojet, dee prezisierent net, wat fir eng Finalitéit aver deen Trojaner soll henn, wéi eng Form vun Donnéeën, Kommunikatiounen an Dokumenter kenne gekuckt ginn.

Duerfir eng Rei Froen: Geet et drëm, fir lafend Internetkommunikatiounen, déi zum Beispill via E-Mail, Skype oder Chat gemaach ginn, ofzfäfen? Oder geet et drëm, eng Raum-iwwerwauchung ze maachen, andeems den Trojaner d'Webcam um Computer vu private Leit iwwert d'Lautsprecher aktivéiert an esou d'Biller an d'Gespréicher aus enger Wunneng bei de SREL iwwerdréit? Wat geschitt, wann onbedeelegt Drëtter an der Wunneng sinn? Ginn déi mat ofgelauscht? Ginn deenen hir Biller mat iwwerdroen oder opgezeechent?

Au vu vun der Jurisprudenz vun dem Gericht fir d'Menscherechter zu Stroossbuerg sinn awer Zweifel ubruecht, dat soen ech ganz éierlech, ob esou en Agréff mat dem Prinzip vun der Proportionalitéit, also der Verhältnisméis-segkeet vun den Mëttelen, am Aklang ass.

Oder eng aner Fro: Sollt et esou wäit goen, dass all d'Donnéen an d'Dokumenter, déi an engem Computer vun enger Privatpersoun stockéiert sinn, kennen erofgelueden ginn, also d'Liewe vun enger Persoun bis an de privats-tent, bis an de sensibelsten Detail kann duerchlicht ginn?

Esou Froen, déi däerfen op Dauer, soen ech, an engem Rechtsstat net onbeäntwert bleiwen. De Gesetzesprojet gétt eiser Meenung no net am vollen Émfang doriwwer eng Antwort. A mir stëmmer dat haut mat, mä nach eng Kéier gesot: Mir verschlëissen eis selbstverständlech net an énnerstëtzten ausdrécklech eng Nobes-serung, wa se dann néideg ass, op dése Punkten.

An déi national Dateschutzkommissiou an eis national Mënscherechtskommissiou, déi henn och fundéiert Avisen zu der Asetzung vun den Trojaner ginn, an zwar an hiren Avisen vum Februar respektiv vum Mäerz dést Joer. Dést war zwar am Kontext vun dem Gesetzesprojet 6921 vun dem Justizminister iwwert d'Sécherheits-moosnamen am Kampf géint den Terrorismus, mä d'Konklusiounen, wat de Statstrojaner do-vunner betrëfft, déi, mengen ech, kann een och op dése SREL-Projet de loi iwwerdroen.

An deem Kontext sot an hiren Avis den 9. Mäerz 2016, also viru genau dräi Méint, déi national Mënscherechtskommissiou op enger ganzer Rei Punkten, wéi si d'Lag vun der d'Situatioun gesäit, a mécht och eng Rei vu Recommandatiounen, déi een an désem sensible Beräich vun dem Schutz vun der Privatsphär sécherlech net däerf ausser Uecht loessen.

D'Mënscherechtskommissiou, déi national, déi fuerdert vu Fall zu Fall eng prezis Beschrei-wung vun den informateschen Daten, déi kenne captéiert ginn, prezis Autorisationspro-zeduren an effikass Kontrollmechanismen: Wie kontrolléiert an der Praxis d'Installatioun vun dem Trojaner a wie kontrolléiert duerno och seng Desinstallatioun? Wie kontrolléiert d'Donnéen, déi erofgelueden ginn? Wie kontrolléiert, wéi eng Dokumenter gehale ginn, well se eppes mat der Missioun vun dem Geheim-déngscht ze dinn henn, a wat fir eng Daten net däerfe gehale ginn?

An Däitschland, do huet d'Bundesverfassungs-gericht schonns 2008 décidéiert, dass de Législateur garantéiere muss, dass de Kärberäich vun der Privatsphär, deen näischt mat der Infraktiou ze dinn huet, net däerf touchéiert ginn. An hiren Avis weise souwuel d'Dateschutzkommissiou wéi och d'Mënscherechts-kommissiou ausdrécklech dorop hin.

Elo kënnnt Der natierlech soen: „Jo, dat ass Däitschland, a mir si Lëtzeburg.“ Allerdéngs seet d'Mënscherechtskommissiou an hiren Avis och kloer an däitlech: «La CDDH», also «la Commission consultative des droits de l'Homme invite le législateur à prendre en considération la jurisprudence et la législation existante en Allemagne afin de garantir la proportionnalité et la nécessité des mesures envi-

sagées.» Dat heesch: Si recommandéieren, dass een déi Standarden och op Lëtzeburg iwwerdréit.

A Frankräich, Här President, ginn d'Enregistrementer, déi den Trojaner mécht, scelléiert an agespaart. Et muss och an engem Procès-verbal beschriwwen ginn, wéi eng Donnéeën iwwerhaapt kënnen zréckgehale ginn. All Donnéeën iwwert d'Privatlieden, déi net am Zusammenhang mat der Missioun stinn, müssen zerstéiert ginn.

D'Politik, an do ziele mer eis all derzou, muss all déi fundamental Rechte vun de Leit duerch prezis Autorisationsprozeduren an herno och duerch onofhängeg Kontrollmechanisme garantéieren.

Wie programméiert den Trojaner? Dat ass och eng Frol! Mir sollen eis zu Lëtzeburg sécherlech net méi schlecht maachen, wéi mir sinn. Mä hu mir iwwerhaapt déi technesch Mëttelen, fir esou en Trojaner ze entwéckelen an ze kontrolléieren, virun allem?

An Däitschland erlaabt d'Bundeskriminalamtgesetz zénter 2008, lafend Internetkommunikatiounen métteels Trojaner ze iwwerwaachen. An Däitschland hat de Stat an enger éischter Phas mat enger privater Firma zesummeschafft, fir den Trojaner ze entwéckelen. 2011, also dräi Joer duerno, huet sech erausgestallt, dass déi Software vill méi wäit an d'Privatsphär agräife konnt, wéi dat d'Gesetz iwwerhaapt erlaabt huet. Och haten Hacker et fäerdegréuecht, Zougréff op Donnéeën ze kréien, déi iwwert den Trojaner gesammelt goufen. Véier Joer - véier Joer! - huet d'Bundeskriminalamt do duerno gebraucht, fir selwer en Trojaner ze entwéckelen, deen dem gesetzleche Kader entspréicht.

Duerfir d'Fro: Wie soll dat hei zu Lëtzeburg da maachen? Wie soll esou en Trojaner entwéckelen? A gedenk do d'Regierung op Héllef vun auslännesc Service oder vu private Betriben zréckzegräffen?

D'CSV ass der Meenung, dass een am Senn vun dem Rechtsstat d'Bestémunge vun dem Gesetzesprojet iwwert de SREL betreffend d'Asetze vu StätsTrojaner wann néideg sollt nobesserent an dat zesumme kucke mat dem Gesetzesprojet 6921 iwwert déi sougenannt Sécherheetsmoos-namen am Kampf géint den Terrorismus, wou sech eng änlech Problematik, wéi ech dat vir-drén ugedeit henn, wäert stellen a wou den Avis vun dem Conseil d'Etat, also eisem Statsrot, op deem sensibele Punkt do jo och nach aussteet.

Här President, an der leschter Institutiounskommissiou huet op Nofro vun der CSV d'Regierung d'Texter vun de Projets de règlements grand-ducaux iwwert d'Datebanke beim SREL déposéiert.

Här Statsminister, Dir hätt dat net misse maachen, well et si Reglementer vun der Regierung, also vun der Exekutiv, an dass Der et gemaach hutt, ier mer de Vott huelen, dat éiert lech an d'Regierung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Entsprechend Projeten, muss een och soen, ouni an der Ver-gaangenheit awer ze déif ze gruewen,...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Besser net!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- ...déi waren...

(**Hilarité**)

Mir si fein, Här Bodry.

Déi waren 2013...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Mir si ganz fein mat lech!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- ...och schonns vum deemolege Statsminister Jean-Claude Juncker deponeiert ginn an och vun der Dateschutz-kommissiou relativ positiv, muss een awer soen,...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...2004...

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Loosst mech aus-schwätzen!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Néng Joer!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Ech soen, a bedau-eren, Här Bodry,...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Bravo!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- ...och kloer, dass et deemoobs néng Joer gebraucht huet, bis dës Projets de règlements grand-ducaux virge-luecht gi sinn.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- An néng Joer sot Der näischt dozou!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Wann ech gelift! Wann ech gelift, just den Här Roth huet am Moment d'Wuert. Här Roth, loosst lech net beiernen! Fuert weider!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Neen, esou séier net, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Okay! Ah, wann Der mer dat sot...!

(**Interruption**)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- An duerfir kucken ech och elo, séier d'Kéier ze kréien, a soen lech,...

(**Hilarité**)

...dass ouni d'Enquêtékommissiou, ouni d'Enquêtékommissiou et vläicht souguer nach e bësse méi laang gedauert hätt.

► **Une voix.** - Ah!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Elo, dräi Joer méi spéit, Här President, läit dann deen neien Text um Déesch. An deen differenziert sech, wat seng Struktur ueget, némme minimal vum Text, deen d'Commission d'enquête an d'CNPD 2013 zougestallt kritt henn, wat jo u sech eng gutt Saach ass. An duerfir just e puer Detailfroen.

Am Detail näämlech schéngt et, wéi wann deen neien Text vun de Règlements grand-ducaux awer vläicht e bësse méi geheim-déngschtréndlech, fir dat dann emol esou auszedrécken, a manner favorabel a puncto Sécherheet fir de Bierger wier - op eenzelne Punkte just -, wéi dat 2013 bei de Règlements grand-ducaux de Fall war.

Firwat? Mä den Artikel 3 mat der Oplëschung vun den Donnéeën, déi an der Datebank vun dem Geheimdéngschkt këinne gespächert ginn, deen ass largement manner prezis ewéi 2013. Dat neit Reglement erlaabt näämlech, all perséinlech Donnéeën ze stockéieren, déi de Geheimdéngschkt am Kader vu sengen Operatiounen erhiert.

Am Reglement vun 2013 waren 23 prezis Kategorien vu perséinlechen Donnéeën vu physeschen a moralesc Persounen opgezielt ginn. An him-rem Avis iwwert de Reglement vun 2013 hat d'Dateschutzkommissiou souguer gefrot, fir dës 23 Kategorien nach méi ze preziseieren.

An duerfir ass eigentlech meng Fro: Wat sinn d'Ursaachen, firwat dass op désem Punkt d'Regierung hei eigentlech de Wee zréckgeet an net méi prezis Kategorien, esou wéi dat vun der CNPD gefuerdert war, aféiert?

Den Artikel 4 vun dem Projet de règlement grand-ducal, dee gesäit vir, dass eréisch zéng Joer, nodeems eng perséinlech Donnée vun engem Bierger an d'Datebank vum Geheimdéngschkt agedroe gouf, muss gekuckt ginn, ob de Geheimdéngschkt dës Donnée nach iwwerhaapt brauch. Zéng Joer! Am Reglement vun 2013 huet missen all fënnef Joer kontrolléiert ginn, ob de Geheimdéngschkt dës Donnéeën nach brauch. D'Dateschutzkommissiou, déi war souguer méi wäit gaangen an hat deemoobs gefrot, fir souguer eng Iwwerpréiwung ze maachen an enger Zäitlimit vun all dräi Joer.

Och do meng Fro un d'Regierung: Firwat eigentlech dése Réckschrëtt an der Zäit, dat heesch, dass erlaabt, zéng Joer laang Donnéeën ze stockéieren, ouni dass dat muss kontrolléiert ginn?

Den Artikel 9, dee gesäit vir, dass d'Données de journalisation - wat ass dat? Mä dat sinn déi Donnéeën, déi ee brauch, fir ze kontrolléieren, wéi en Agent Zougréff op wéi eng Donnée geholl huet - musse just nach dräi Joer - also dräi Joer - gehale ginn. Am Reglement vun 2013 waren dat zéng Joer, also méi wéi dräimol méi laang. Dëse Réckschrëtt schränkt sécherlech d'Aarbecht vun de Kontrollautoritéiten zum Deel awer massiv an. An anere Wieder kann d'Kontrollautoritéit hire volle Contrôle just iwwert déi lescht dräi Joer maachen, de Geheimdéngschkt dierf d'Donnéeën awer vill méi laang a senger Datebank halen. Dat ass, fir mech perséinlech zumindest, onlogesch. An dat schéngt mer och net am Geesch vun de Konklusiounen vun der Enquêtékommissiou ze sinn.

Och do d'Fro un d'Regierung: Wat fir eng objektiv Argumenter gétt et, fir dee Réckschrëtt ze maachen?

Ze bemierke schlussendlech, dass am Reglement vun 2013 déi Persounen, déi en Accès op d'Données de journalisation haten, limitativ opgefouert waren. Dat neit Reglement gesäit net vir, wien all d'Données de journalisation dierf kucken a virun allem änneren.

Duerfir ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV stëmmt Jo zu désem Gesetzesprojet a mir droen dee mat. An deem Senn sinn dës Remarques an engem konstruktive Geesch ze verstoen. A mir wäerten eis och abréngen, fir all eventuell Nobesserungen am Senn vum verbesserte Rechtsstat ze énnerstëtzten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Roth. Domat si mer um Enn vun

eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert, géif ech emol unhuelen, huet elo direkt de Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt vläicht direkt, fir dem Här Roth ze äntwerten: D'Règlements grand-ducaux si Projete vu Règlements grand-ducaux. Mir hu se elo un d'CNPD geschéckt an och un de Conseil d'Etat. A mir wäerten d'definitiv Versioun dann unhuelen, wa mer och déi zwee Avise bis hunn. Ech soen lech Merci och fir Ären Input, mä, wéi gesot, déi definitiv Versioun ass nach net adoptéiert. Mä ech wollt, en toute transparence, esou wéi Der och gesot hutt, lech se awer mat-deelen. An dofir och Merci fir den Input!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll och all den Orateurs Merci soen. Hei ass e wichtegen Text. E wichtegen Text, well, wa mer déi zwee grouss Kapitelen am Fong vun deem Text géife resüméieren, wier et eng Kéier: méi kloer definéiert Missiounen, an op där anerer Sait: eng kloer struktureert Hierarchie, an och wéi eng Moyenen dierfe benotzt ginn a wéi de Fonctionnement och ass. An de Contrôle, wéi dee sollt organiséiert ginn, deen internen an externe Contrôle och virun allem.

Ech ginn net an den Historique an iwwer firwat, wéi, wat oder wou. Dësen Text hunn ech hei op der Tribün déposéiert den 2. Abrëll 2014. An däi Zäit sinn d'Avise komm vum Conseil d'Etat, vun der CNPD, vun de Be-ruffschamberen, vun der Mënscherechtskommissiou. An am Fong hate mer iwwer zwee Joer elo Zäit, fir iwwert déi verschidden Detailer - an ech soen och Merci dem President vun der Kommissiou -, eben och zusummen ze kucken an en Text ze maachen, deen de Realitéiten entspréicht.

Ech si mer bewosst, dass bei verschiddene Leit, wéi d'Aarbechten ugefaangen henn, e gewëssent Mësstrafe war vis-à-vis vun engem Service, well een ebe gesinn huet, dass een als politesch Autoritéit vläicht net déi néideg Kontroll hat, dat néidegt Vertrauen hat vis-à-vis vun engem Service, deen awer ganz, ganz wichteg ass am Fonctionnement vun engem Stat! An ech mengen, dass en gros - an ech wéll elo net hei falsch verstanne ginn - awer eng grouss Majoritéit hei am Sall d'Wichtegkeit vun engem SREL an och, dass et esou e Service gëtt, awer net a Fro stellt.

Ech hu gesot „eng grouss Majoritéit“, Här President, fir den Här Baum, net dass ech falsch verstanne ginn.

D'Basis vun der Aarbecht, déi mer gemaach henn, waren d'Recommandatiounen vun der Enquêtékommissiou, a firwat och awer eng Rëtsch vu Punkten hu missen nach drakomen, ass och d'Entwicklung: d'Entwicklung an de leschte Jore vun der Technologie, a fir eis eben och un d'Realitéiten unzepassen.

<p



SÉANCE 36

JEUDI, 9 JUIN 2016

definéiert gëtt. Dat ass och wichtig, dass een net e Service huet, dee selwer décideert, wat wichtig ass oder net. Dir hutt virdrun eng Hierarchie, an ech brauch elo net an den Detail ze goen, wat den Direkter kann erlauben, wat de Comité...

An ech sinn och ganz dankbar, Här President, dass de Vizepremier an de Justizminister och heibanne bliwwen si fir de ganze Suivi vun deenen Debatten, well dat sinn - wann dobausse jo net gesot ginn ass, wien, wat derbäi géif sätzen -, dat sinn déi zwee Ministeren, déi mat mir zesumme mat de Leit vum SREL déi wichtig Etappen zesummen diskutéieren! Et ass net hei eng Décharge vun engem Premier, deen net d'Verantwortung wéilt droen!

Et ass am Text jo kloer, dass de Premierminister och responsabel ass vum SREL. Mä ech sinn der Iwwerzeugung, dass et gutt ass, dass déi Personnen, déi d'Justiz an och d'Force publique bei sech hunn, awer och au courant sinn iwwer wat geschitt an och zesummen en Échange kënnen hunn a mir dann d'Vetraue ginn, wann Décisiounen ze huele sinn, wou mer mat hinnen zesummen awer och eng breet Consultatioun haten.

An déi Aktivitéiten, Här President, ech hunn et virdru gesot, déi si kloer opgezielt an engem Artikel. Dat sinn den Espionnage, d'Ingérence, den Extrémisme à propension violente, d'Prolifération d'armes de destruction massive, etc. an etc.

Wat wichtig och an deem doten Dossier ass: dass och duerno, wann den Direkter bis eng Propos gemaach huet, awer och dee Comité - well hei ass virdru gesot ginn: Wat ass eng Menace? Wat ass d'Proportion? Wéi, wat oder wou? - eben zesumme mam Service en Échange huet, fir och déi definitiv Décisioun ze huellen.

Déi Décisioun, déi mir huelen, Här President, ass net eng, déi aus der Loft geograff gëtt. Dat ass eng Décisioun, déi vu Riichtere validéiert ginn ass. Dat ass eng, wou se gréng Luucht vun engem Direkter kritt hunn, dee gesot huet: „Jo“, déi vu Riichtere gesot kritt hunn: „Jo“, an déi bei eis kommen, fir déi lescht definitiv Énnerschréft ze kréien, fir déi Mesuren och kënnen ze huelen.

Dowéinst ass et fir eis wichtig, dass déi dote Punkte kloer sinn. Dat heesch, wat ee ka maachen, wien et ka maachen an och duerno, wann et bis gemaach ass, wien et kontrolléiert! Dat op externe Basis. An dat ass an der parlamentarescher Kontrollkommissioune, déi immens wichtig ass, well se och eng Fuerderung war, déi mer jorelaang haten. An elo énnert der Presidentschaft vum Claude Wiseler schéngt se jo awer och gutt ze fonctionnéieren an och e gudden Échange ze hu mat de Vertrieder vum SRÉL.

Den Delegéierten ass och net e Fusibel fir mech. Den Delegéierten ass, an et ass och virdru gesot ginn, dat ass déi Persoun, där et awer méiglech ass, fir bei deene Sitzungen a bei deem „everyday business“ vun engem Service de renseignement derbäi kënnen ze sinn. Et ass eng Vertrauenspersoun, déi de Ministère d'État an de Premierminister representéiert an déi dann och den „daily business“ matkritt. Huelt mer et net iwwel, dass ech net all Dag kann am SREL sinn, fir ebe bei Décisiounen, déi ze huele sinn, och dat kënnen ze maachen. An dowéinst ass déi Persoun, den Delegéierten, deen, deen dann eben och do derbäi ass.

Mir hunn de Comité ministériel, mir hunn den Avis vun de Magistraten. Dat heesch, dee Contrôle externe ass do an deen ass och fir eis ganz, ganz wichtig.

Zu de verschidde Punkten, déi hei just soulevéiert gi sinn, wéi zum Beispill déi prezis Fro vum Trojaner, deen do kéint Toun ophuelen oder Biller ophuelen, muss ech soen, dass ech der Meenung sinn, dass mer am Paragrapf (2) vum Artikel 8 d'Prezisioun jo hunn, dass et ass fir «des méthodes destinées à l'observation dans un lieu privé qui n'est pas accessible au public». An dat ass jo am Fong fir d'Leit opzehuelen och geduecht. Dat heesch, wa mer d'Leit géifen ophuelen, géif dat éischter fir mech an den (2) fale wéi an den c) vun deem Trojaner, well et ass jo eng Mesure, wou een d'Leit ophélt, den Toun an och Biller kann ophuelen. Mat enger Webcam kéint een dat jo och maachen.

Mä wéi gesot, Dir hutt och d'Fro gestallt iwwert den Trojaner. Ech wéll elo net hei op der Tribün - an Här President, ech hoffen, d'Députéiert versti mech awer - soen, bei wiem mer et bestellen, wie wat gemaach huet, bei wiem et ass. Et sinn och verschidde Saachen an deem dote Service, wou ech lech elo just ka soen, dass den Trojaner net hei zu Lëtzebuerg kaift ginn ass,

mä am Ausland kaift ginn ass. Mä frot mech net elo, fir hei op der Tribün verschidden Donnéeën ze ginn!

Et si verschidden Députéiert, déi eis och émmer soen: „Hei, kënnst Der eis soen, wat dem SREL seng Missiounen sinn?“ De Prinzip vum SREL ass jo eng preventiv Missioun. An dofir ass et awer och immens wichtig, Här President, an ouni elo wéllen eppes ze verstoppen, mä dass awer och d'Aarbechte vum SREL op operationelle Basis musse kënnen diskret behandelt ginn, well soss huet et kee Wäert, e SREL ze hunn, wann een op der Place publique muss diskutéieren, wat se maachen.

Ech wéll just hei betounen - well et ass jo och gesot ginn, dass jo verschidde Mesuré ganz intrusiv sinn, wéi zum Beispill bei de Leit e Mikro können ze installéieren oder eppes opzehuelen -, dat ass awer wierklech limitéiert am Paragraf (2) bei der Matière vun Terrorismus!

An ech hunn et schonn och op enger anerer Plaz gesot, Här President, dass et a mengen Ae fir d'Bekämpfung vum Terrorismus..., well et muss ee jo wierklech Punkten hunn! Et ass jo net, dass elo einfach e Sammelsurium vun Trojaner installéiert géife ginn oder vu Mikroe géifen installéiert gi bei Leit. Et muss jo schonn awer eng Indikatioun sinn, dass do eng Méiglechkeet och besteet, dass een an déi Richtung kéint goen an, wéi gesot, soubal Informatiounen do sinn, déi och un de Parquet weidergeleit ginn. Well mir sinn eis jo och do eens, dass dat déi sinn, déi dofir kompetent sinn. Dass déi also bedéngt si just fir en cas de terrorisme an deem dote Fall vum Paragrapf (2), an dofir ass et a mengen Aen immens wichtig, dass mer och déi Moyenen eis ginn, fir awer den Terrorismus, och wann et intrusiv Moyene sinn, och kënnen ze bekämpfen.

Här President, ech ginn elo net op dee ganzen Historique an. Ech hunn et scho virdru gesot, déi meesch Riedner hunn et schonn zitéiert. Fir mech ass et wichtig, dass mer just elo... An ech wéll och net op d'Primme agoen. Mir hu gekuckt wierklech, de But ass jo net, fir iergendengem eppes ewechzehuelen! Hei gétt jo gemaach, wéi wa mir d'Aarbecht vun de Mataarbechter vum SREL net géifen honoréieren. Et ass keen heibannen, kee vun deene 60 Députéierten a vun den 18 Regierungsmemberen, deen der Meenung ass, dass d'Aarbecht vum SREL net eng schwéier Aarbecht ass an net eis Unerkennung soll kréien. Keen huet dat hei behaapt!

Mir hunn awer en Avis vum Statsrot kritt, deen de Risk mat sech bruecht huet, dass d'Primme ganz géif ewechfalen, wou duerno eng gréisser Zomm géif ewechfalen. An déi Leit vum SREL, mir sinn eis däers och bewosst... An ech mengen, d'Primme leie jo téschent 21.600 a 27.600 Euro, wat eng Unerkennung och ass vis-à-vis vun dár Aarbecht, déi se maachen. An elo, mat dár Dispositioun, wou mer soss e Risk gehat hätten, dass Dausenden an Dausende vun Euro ewechgefalloren, elo, wou déi Primme jo, déi net pensionnable war, als pensionnable erkläret ginn ass, mécht dat en Énnerscheed vun 147 Euro d'joer.

Mir wollten net de Leit vum SREL déi Primmen - Prime d'astreinte oder Prime de risque oder déi Prime générale, déi se am Moment hunn - ewechzehuelen, mä mi wollten déi verteidegen esou vill wéi mer konnten. An dofir, mengen ech, dass mer vis-à-vis vun deem Montant, deen ech elo just zitéiert hunn, déi 147 Euro, an deen nach, wéi scho vu verschidene Leit hei gesot ginn ass, wann déi ganz Aarbecht iwwert d'Primmen diskutéiert gétt... Mir musse kucken, wéi mer vläicht kënnen, fir dass d'Leit och näischter verléiere vis-à-vis vun der Aarbecht, déi se maachen, och bei de Leit vum SREL eng Léissung fannen.

Mä wéi gesot, dat doten, den Text wier soss blockéiert gewiescht, mir hätten eng Opposition formelle vum Statsrot kritt. A mir hunn eis och engagéiert - Dir wéist jo, dass och zwou Conciliatiounssitzungen och waren -, dass dat doten net de Prinzip ass, deen d'Regierung wéilt hunn. Au contraire! Mir wölle kee Précédent heimadher schafen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, wa mer haut den Text stëmmen, mat deem mer e moderne Service de renseignement kréien. Mä ech wéll hei net ophalen, ouni lech awer ze soen, dass ech der Madamm Waltz an hiren Équipe, als Direktesch an zesumme mat all hire Mataarbechter, e grousse Merci wéll soen a virun allem och hei offiziell mäi Vertrauen ausdrécken. Et ass e Service, dee keng einfach Tâche huet. Et ass e Service, deen ech als Premierminister brauch fir eben déi wichtig Tâchen, déi an engem Statsministère och sinn, fir d'Sécherheet vun désem Land ze garantéieren, an dee mat ee vun den Haaptakteuren ass.

An ech brauch se net némmen eleng als Statsminister, mir brauche se allegueren, wa mer an enger Gesellschaft wölle liewen, wou awer d'Liberéiten net duerch Fanatiker zerstéiert ginn

oder an dár net verschidde Leit, well se eben eis Wärter, déi mir hunn, wéllen zerstéieren, dann op eng Kéier d'Iwwerhand géife kréien.

Dowéinst, et ass keng Observation politique, dat hei ass preventiv. An ech maachen der Madamm Waltz richteg Vertrauen, fir dass déi Aarbecht och gutt gemaach gëtt! Merci!

▶ Plusieurs voix. - Très bien!

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Statsminister.

An ech géif lech proposéieren, dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6675 iwwerzegoen.

(Interruptions et hilarité)

Jo, wa mäin...

▶ Plusieurs voix. - Et geet net!

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Ah, voilà, d'Maschin ass lancéiert!

▶ Mme Viviane Loschetter (déi gréng). - Et ass en Trojaner drop.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6675 et dispense du second vote constitutionnel

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha)

▶ Plusieurs voix. - Mäin Apparat geet awer net!

▶ M. Claude Haagen (LSAP). - Dir musst énnen do drécken!

▶ Mme Claudia Dall'Agno (LSAP). - Aah oui! En ass awer gaangen!

▶ Mme Nancy Arendt (CSV). - Här President, den Apparat geet net!

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Geet Ären Apparat net?

▶ Mme Nancy Arendt (CSV). - Ech hu keen Zougréff.

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Majo da maache mer dat manuell.

D'Ofstëmmung ass eriwwer. Ech hunn zwar déi 60 Stëmmen.

▶ Mme Nancy Arendt (CSV). - Et ass gaangen.

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Ass et gaangen? Ah okay. Dat war d'Undroung.

▶ Mme Nancy Arendt (CSV). - Mat Retard.

▶ M. Gast Gibéryen (ADR). - Besser spéit ewéi ni.

▶ M. Mars Di Bartolomeo, Président. - De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Martine Mergen), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Golden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agno, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Kriesp, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An et bleift mer just nach d'Fro ze stellen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Jo, dann ass dat esou décideert.

4. 6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant

1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes ilégaux de l'occupant;

2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

3. abrogation de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 6960 fir d'Schafung vun engem Comité fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorablen Här Bodry.

(Consultation interne)

5. 6675 - Projet de loi

1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

2) modifiant

- le Code d'instruction criminelle,

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et

- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État

6589B - Proposition de loi modifiant

1. la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'État; 2. l'alinéa 1^{er} de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle (suite)

Retrait du rôle des affaires de la proposition de loi n°6589B

Ah jo! Ech ginn dovunner aus, dass domat och d'Proposition de loi evakuéiert ass?

(Assentiment)

Voilà, dann ass dat esou décideert. Pardon! Et war esou selbstredend, dass ech d'Fro net gestallt hunn. Mä d'Antwert ass ginn.

De Rapporteur huet d'Wuert, den Här „Boody“.

6. 6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant

1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes ilégaux de l'occupant;

2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

3. abrogation de la loi



hu mer gemaach ronderem de Rapport Artuso an d'Affer vun der Shoah. Et ass geschitt och iwwert d'Interpellatioun ronderem den Institut fir Zäitgeschicht an eben och elo duerch dése Gesetzesprojet, wou mer och déi Period vum Zweete Weltkrich hei tangéieren.

Déi Period, an ech géif vlächt soen, déi „Epreuve“ vum Zweete Weltkrich huet besonnesch och fir Lëtzebuerg a seng Geschicht eng grouss Bedeutung. Si markéiert natierlech, an dat soll een nach fir d'Éischt ervirhiewen, ganz vill perséinlech Schicksaler, perséinlech Liewensgeschichten. Déi Epreuve vum Zweete Weltkrich huet och politesch d'Orienteierung gi fir déi Décisiounen, déi nom Krich ze huele waren, besonnesch och op internationalem an op europäeschem Plang. An déi Geschicht vum Zweete Weltkrich, déi Epreuve vum Zweete Weltkrich ass e staarkt Stéck vun eiser nationaler Identitéit, vun désem Land an och vun der nationaler Identitéit vum Lëtzebuerger Vollek.

Affer sinn et der vill ginn; net némnen Affer. Mä et geet ém d'Affer, iwwert déi mer haut bei désem Projet schwätzen. Et sinn d'Deportéiert, et sinn d'Prisonéier, et sinn d'Resistenzler, et sinn d'KZler, et sinn d'Zwangskrétier, et sinn d'Judden, et ass d'Zivilbevölkerung, ganz vill Leit, Gruppen, Eenzelner, deene Leed zougefügt ginn ass an där doter Zäit.

Iwwer Zuele kann een nach émmer streiden, ech hu versicht, der e puer hei zesummenzefiéieren. Et geet rieds vu 4.200 Deportéierter. Et geet rieds vu 4.000 Leit, déi am KZ oder am Prisong waren déi Zäit. Et geet rieds vun iwwer 10.000 zwangskrétierte Männer an och engen 3.500 zwangskrétierte Fraen - iwwert déi gétt ganz weineg geschwät, och dat wär eng weider Fuerschung wäert hei zu Lëtzebuerg. Et geet rieds iwwer 1.200 Judden, déi als Affer vun der Shoah ze gesi sinn, déi gestuerwe sinn an deem Krich.

Et ass also, mengen ech, net vu Muttwéll, dass mer déi Mémoire vun där doter wichtiger Zäit-époque fir eist Land a fir vill Leit welle promouvéieren an dass mer do de Kader nei definéieren, an deem dat soll geschéien. An dat ass eben den eenzelen Objet vun deem Projet de loi hei vun déser Regierung.

Kommemoratioun, Dokumentatioun - sammen, archivéieren - a Recherche, dat sinn déi dräi Elementer, déi ee muss auserneehalen an déi awer iwwer iergende Punkt hei an deem Gesetzesprojet mat viséiert sinn.

D'Mémoire vun der Resistenz a vun der Zwangskrétierung soll zesummegefouert ginn, an dat 70 Joer nom Enn vun deem Zweete Weltkrich. Dat heescht, dass mer op där enger Sait en neien, eenheetleche Comité fir d'Mémoire vun deem Zweete Weltkrich schafen, bedeit awer gläichzäiteg, dass besteeend Strukturen, besteeend Comitéen domader ofgeschaft ginn, an zwar de Comité directeur vun dem Souvenir de la Résistance, deen duerch d'Gesetz vun 2002 offiziell agesat ginn ass, an de Comité directeur, deen de Souvenir vum Enrôlement forcé betréfft, deen 2005 per Gesetz offiziell agesat ginn ass.

Net méi bestoen an Zukunft wäerten och déi Dokumentatiouns- a Recherchezentren, déi un der Resistenz an um Enrôlement forcé hänken. Déi Recherche soll och méi konzentréiert ginn. Si soll an engem méi breede Kader an Zukunft kenne gefouert ginn an och mat méi Moyenen, méi enger Konzentration vu Moyene wéi dat de Fall ass, wann een dat op verschidde Plazen a méi klengen Unitéite mécht. Dat ass jo eng vun den Aufgaben, déi deen neien Institut vun der Histoire du temps présent, vun der Zäitgeschicht soll maachen, an déi jo och schonn an de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe iwwerfouert ginn ass duerch e Gesetz, wat mer hei viru Kuerzem an der Chamber gestëmmert hunn.

Mä den Haaptpunkt ass, wéi gesot, dat neit representatiivt Organ, deen neie Comité, deen elo eng gesetzlech Verankerung kritt an deen dat neit representatiivt Organ gétt fir d'Resistenz, fir d'Zwangskrétierung, fir d'Affer vun der Shoah an insgesamt fir d'Affer vum Zweete Weltkrich.

Wat sinn elo d'Missione vun deem neie Comité? Ech wéll se hei zitéieren aus dem Artikel 2:

«Le comité a pour mission:

- de perpétuer la mémoire des événements de la Deuxième guerre mondiale;
- d'intervenir auprès des instances publiques dans l'intérêt des résistants, des enrôlés de force, des victimes de la Shoah et des victimes de la Deuxième guerre mondiale en général;
- de participer à l'organisation de la commémoration officielle de la Deuxième guerre mondiale;
- de formuler des recommandations concernant l'organisation de la commémoration de la Deuxième guerre mondiale et l'identification et la valorisation des lieux de mémoire;

e) d'entreprendre des actions de sensibilisation du public et plus particulièrement de la jeunesse en relation avec la mémoire de la Deuxième guerre mondiale.» Enn vun désem Zitat.

Doniewent ass et esou, dass d'Regierung och duerch dat Gesetz elo gehale gétt, soubal si eng Initiativ wéllt huelen an dem Beräich vun der Erënnerung un den Zweete Weltkrich, dass se da muss den Avis vun deem dote Comité froen. An de Comité gétt och consultéiert vun der Regierung, wat d'Organisatioun ugeet vun der Journée nationale du souvenir, déi also eng gesetzlech Verankerung heimadder kritt an déi och elo agesat gétt, déi Journée nationale du souvenir, als déi offiziell järlech Kommemoratioun vum Zweete Weltkrich. Et féiert also dorou, dass déi Multiplikatioun vu Feieren, déi mer haut hunn zu verschiddenen Datumen, dass déi sech da wäert konzentréieren op deen Dag do, op déi Journée nationale du souvenir.

Wat nach, mengen ech, wichtig ze soen ass, ass, dass d'Regierung scho wäit ass an hire praktesche Vibereedungen, wat d'Emsetzung vun deem heiten Text ugeet. Dat ass och immens wichtig. An ech wéll och da belobegend evirsträichen - well dat awer nach émmer keng allgemeng Regel ass, mä schéngt zu enger gudden Gewunnecht vun déser Regierung ze ginn -, dass se de Règlement d'exécution, deen zu deem heite Gesetzesprojet gehéiert, dee jo och praktesch zäitgläch muss publiziert gi mat deem Gesetzestext, dass se deen och als Projet båigeluecht hat bei d'Documents parlementaires, déi mer also konnte kucken.

An do huet d'Regierung jo och Suerg gedroen - si huet dat jo eigentlech och gemaach no Diskussiounen, no Verhandlunge mat deenen eenzelne concernéierte Kreesser -, dass et zu enger paritéitescher Zesummesetzung kenne vun deem neie Comité. Et ass geplant, dass dee Comité soll 18 Memberen hunn insgesamt an dann opgedeelt zu dräi gläichzäiteg Deeler, also sechs Vertieder vun der Resistenz, vun den Zwangskrétierten a vun de Vertriebler vun de Victimes vun der Shoah, mat all Kéiers och dann enger gläicher Zuel vu Suppléanten.

Dat ass zwar e grousse Grupp, mä ech mengen awer, dass dee Grupp sech wäert an der Praxis fannen, wann et dréim geet, fir konkret Aarbecht ze leeschten a senge Missiouen nozkommen.

Vu menger Sait aus, an ech mengen, ech schwätzen am Numm vun der ganzer Kommiszioun, en décke Merci eigentlech fir dat Versteedsdemech, wat all Akteuren hei un den Dag geluecht hunn, fir déi doten Zesummeleitung a méi rationell Organisatioun vun de Comitésstrukture guttzeheeschen. Dat ass net émmer einfach. Et ass vlächt och net jiddwereen iwwerzeugt vun där doter Noutwendegkeet. Mä et ass awer e richtegen a wichtige Schrott, deen hei gemaach gétt, wann ee wéllt an enger ordonnéierter Form wierklech d'Erënnerung un déi Zäit vum Zweete Weltkrich oprechterhalen.

Wat elo voleit vun der Dokumentatioun a vun den Archiven ugeet, sou ass et esou, dass de Gesetzesrest haut virgesait, dass mam Akraftsetze vun deem heiten Text automatesch déi Dokumentatiounen, déi an deenen zwee besteeenden Dokumentatiounszentre sinn, den Nationalarchiven zougefouert ginn. Do kéint sech awer an der Praxis nach déi eng oder déi aner Schwieregkeet erweisen, well déi Propriétéitsfroe jo och musse gekläert sinn. Deen Transfer ka jo némme geschéien, wann och déi Zentre wierklech Propriétaire ware vun deenen Énnerlagen. Wann do natierlech nach Privatpersoune sinn, déi selwer Propriétaire sinn, da kenne déi net, mengen ech, hei enteegent ginn iwwert deinen heiten Text. Also do ka sech nach an der Praxis deen een oder anere Problem stellen, deen awer, mengen ech, mat guddem Welle sécherlech ka géleist ginn.

Ech mengen, et ass sécherlech awer och do net falsch, fir op enger Platz ze probéieren, all déi Dokumentatiounen do ze archivéieren, déi selbstverständliche, do ware mer eis och an der Kommissioun eens, musse weider en änlechen Zougang behalen, wéi dat bis haut de Fall war an deenen Zentre, sief dat dee vun den Zwangskrétierten, sief dat dee vun der Resistenz, wou se bis haut énnerbruecht waren; natierlech am Respekt vun de gesetzleche Bestëmmungen. Et ass esou, dass hei soll den Droit commun spiller, wat den Zougang zu den Archiven an zu den archivéieren Dokumenten ugeet, fir dass och natierlech net némmen interesséiert Leit dat kenne kucken, mä och eng historesch Recherche weider kann op deenen Dokumenten gemaach ginn.

Eng Suerg, déi eis och zougedroe ginn ass, ass déi, dass soll Suerg gedroe ginn, dass an deem neien Institut fir Zäitgeschicht déi Period ronderem den Zweete Weltkrich net vernoléissegétt awer doter Recherche. Et si jo nach aner

Objeten do, déi sollte prioritar gekuckt ginn. Do bleift awer, mengen ech, och fir d'Identitéit vum Land, fir eis allegueren eng ganz wichteg Period, wou mer eis elo lues a lues druwoen, fir zusätzlech Aspekter ze kucken an eng wissenschaftlech objektiv Recherche drop ze maachen. Déi Aarbecht muss weidergoen. An duerfir wär et sécherlech och vun Notzen, wann an engem Comité d'accompagnement bei dem Institut och kéinte Vertriebler vun deene concerneerde Parteie sech do och Gehéier verschaffen.

Voilà, ech mengen, dat war dat, wat ech als Rapporteur hei zu deem Ganze ka soen. Et sinn nach Froen opgeworf ginn och an der Kommissioun, wat déi zukünftig Affektatioun ugeet vun deene Gebaileckeeten, wou haut déi besteeend Zentre dra sinn: d'Gare vun Hollerich, d'Villa Pauly. Ech denken, dass d'Regierung do wäert herno Explikatiounen um Enn vun désem Debatt ginn.

Dat gesot, hat ech den Androck, dass wuel déi eng oder déi aner kritesch Bemerkung gemaach ginn ass, mä dass een awer kann dovunner ausgoen, dass dee Projet hei vun enger breeder Majoritéit vun désem Parlament wäert gedroe ginn.

An duerfir géif ech och am Numm vun der Kommissioun proposéieren, dass mer deen heiten Text sollte stëmmen. An ech géif och gläichzäiteg den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Ganzen abréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Octavie Modert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Här President, ech wéll dem Här Rapporteur Merci soe fir säi gudden an detaillierte Rapport, deen en eis elo ganz objektiv gemaach huet. Dat entbénnt mech dervun, e Koup Saachen ze soen, déi hie scho gemaach huet. Mir kenne heibannen an aller Serenitéit diskutéieren iwwert dést neit Gesetz, dat e Comité pour la mémoire fir den Zweete Weltkrich schaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zäit ass do, fir déi zwee Comités directeurs pour le souvenir zesummeleéen: dee vun der Resistenz an dee vun den Zwangskrétierten. Mir hätten dat och gemaach. A mir haten et deemoos och vu virera gesot.

Eng Dose Joren no den zwee Gesetzer vun 2002 an 2005, déi énner anerem déi zwee genannt Organer geschafen hunn, de Comité directeur pour le souvenir de la Résistance an de Comité directeur pour le souvenir de l'Enrôlement forcé, 2002 respektiv 2005, an iwwer 70 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich sinn et d'Mémoire de de Souvenir, d'Erënnerung an d'Erënnerungskultur, déi och an Zukunft wichteg bleiben a fir déi et géilt ze suergen, fir datt déi Zäit vum an ém den Zweete Weltkrich net vergiess gétt, mat all de Léieren, déi draus ze zéie sinn.

Dat soll an Zukunft idealerweis zesumme gemaach gi vun all de betraffene Gruppen an Assoziatiounen. D'Eegestännegkeet vun deenen eenzelne Gruppéierunge gradesou wéi hir spezifisch Leide brauchen a sollen dofir net opginn ze ginn an net énnerzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV seet Jo zur Schafung vun engem eenzegen, jo gemeinsame Comité pour la mémoire. Mir begriessen och, dass den neie Comité sech aus dräi Gruppen zesummesetzt: der Resistenz, den Zwangskrétierten an der jiddescher Communautéit. Déi jiddesch Gemeinschaft gétt elo mat der Resistenz an den Zwangskrétierten eng vun den dräi Gruppen, déi de Comité fir d'Erënnerung bilden.

Net, datt si virdrun net an néierens vertruedé gewiescht wären, am Géigendeel! D'jiddesch Assoziatiounen waren a bleiwe Resistenzorganisatiounen. Si ware Membere vum CNR, dem Conseil national de la Résistance, a vum CDSR, dem Comité directeur pour le souvenir de la Résistance. An zwar ganz aktiv Memberen! Si waren a sinn en integralen a prominenten Deel vun der Resistenz a si ginn elo mat désem Text zu enger Grupp fir sech, separat, wat mir matdroe kenne. Well echhoffen an denke jo, datt et net soll ausgesinn, wéi wa se virdru kee Bestanddeel vun der Resistenz gewiescht wären.

D'Mémoire vun der Shoah waakreg- an héichzehalen, ass eng wichtig Aufgab. A wann déi nei, souzesoen dräifach Zesummesetzung vum Comité bedeut, datt hir eng extra Opmierksamkeet zoukomme géif, da si mir émsou méi d'accord domat.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass averstane mam neie Comité pour la mémoire an dofir gétt d'CSV hir Zoustëmmung zu désem Gesetzesrest. Et ass allerdéngs en „Jo, mä...“.

Mir soe Jo fir d'Schafe vum Comité pour la mémoire, well et dee richtege Wee ass 70 Joer

nom Zweete Weltkrich, am 21. Jorhonnert. Dést Zesummeleéen ass déi logesch Suite vun der Kreatioun 2002 vum Comité directeur vun der Resistenz an 2005 per Gesetz vum Comité directeur vun der Zwangskrétierung, déi zesumme mat dem Asetze vu jeeweils engem Centre de documentation et de recherche eng nei Uluecht bedeit haten am Beräich vun der Erënnerung an der Fuerschung iwwert d'Zäit vum, virum an nom Zweete Weltkrich. Et war kloer, datt déi zwee spéiderhin zesummegeleucht géife ginn. Dat hate mir och hei an der Chamber gesot.

Et ass logesch an onévitabel, datt d'Comités pour le souvenir sech weiderentwickelen. Et ass awer och kloer, datt d'Erënnerung muss lieweg gehale ginn. Ersatzlos sträiche wär net ubruecht gewiescht. A mir begriessen dofir ausdrécklech, datt d'Regierung den neien Erënnerungscomité gesetzlech assetzt. Well d'Erënnerung muss bestoe bleiwen. An dofir muss Erënnerungsarbecht geleescht ginn. Dofir muss den Erënnerungscomité och méi si wéi némnen e representatiiv Organ.

Kee vun eis heibannen a just nach wéineger dobaussen hu selwer an der Resistenz oder am Krich gekämpft. Gott sei Dank, kenne mer soen! E puer heibanne just hunn de Krich nach erlief. Mir sinn d'Nofolgegeneratiounen, déi derfir suerge müssen, datt d'Erënnerung, déi wuel mat der Zäit verblatzt, awer net verschwinnen därf. D'Erënnerung un den Zweete Weltkrich, un déi Zäit virun an nom Zweete Weltkrich, un heroesch Akten an däi Zäit an un déi Akten, déi genau de Géigendeel dovunner waren, ob gewollt oder ongewollt, d'Erënnerung muss all Säite vun déser Zäit belichten a behandelen: déi, déi gär an zu Recht positiv véhiculéiert ginn, gradesou wéi déi, déi énnér Kollaboratioun a Matleefertum falen, déi schwarz an déi wäiss Säiten, awer och déi gro Säiten - och d'Secheraushalen ass keen Heldenakt.

Mir därfen all déi Säiten, sougutt positiver wéi negativer, net vergiessen! An dofir brauche mer mat a fir esou Erënnerungsarbecht och eng objektiv a wéissenschaftlech Fuerschung an och weiderhin Opaarbechtung. Et geet net ém Polemik, et geet net ém Schönfärberei, egal vu wéi enge Säiten, mä ém eng objektiv Duerstellung mat alle Pro a Kontra. Némnen esou kenne mir d'Léieren, déi aus däi Zäit ze zéie sinn an déi aus deenen Akte vu Widdersand an Akte vu Matmaachen oder Matlafen ze zéie sinn, och fir d'Zukunft verhalen.

Dofir wär et eigentlech richteg, wann d'Erënnerung an d'Fuerschung méi no beienebleiwe géifen. Si ginn awer mat désem Gesetz auserneegert. Déi zwee Dokumentatiounen a Fuerschungszentren als solch ginn an désem Gesetz einfach ofgeschaft. Dat stéisst net esou op eist Averständnis.

Dofir awer muss den Erënnerungscomité wéinstens déi néideg Méttele vun der Regierung zur Verfügung gestallt kréien, fir seng Aarbecht leeschten a kennen. Ech weess net, ob d'Schafe vun engem „service unique chargé de la commémoration“, wéi et am Exposé des motifs steet, duergeet oder ob et de richtege Wee dofir ass. Erënnerungskultur muss all Säiten erfaassen: Resistenz, Shoah, Zwangskrétierung, Kollaboratioun, si muss alles behandelten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir soe Jo fir den Erënnerungscomité. De Moment ass komm dofir. Mä mir hu Froen a mir hu misse feststellen, datt ausser deem kuerzen Text vum Gesetz nach net vill festläit an dat Ganzt schlecht virbereet ass. Sou sinn et leider wéineg Antwerten an der Chamberskommissioun op eis Froen un d'Regierung ginn. Dofir huet d'CSV sech och beim Rapport enthalte missen.

Mir hu Froen un d'Regierung, Här Statsminister. Eng eminent Fro ass: Wéi gétt iwwerhaapt dës Mémoire an Zukunft organiséiert? Wéi gétt d'Erënnerungskultur inhaltlech an thematesch ugepaakt, perpétréiert a perpétuéiert? Wéi kann ee Sensibiliséierung maachen, Visibility kréien? Wéi eng Aktiounen si virgesinn?

Et ka jo net sinn, datt sech herno alles beschränkt op deen eenzegen Dag oder Datum vun deem nationale Gedenkdag vum Zweete Weltkrich an op e Kranz nidderleéen! Deen Dag muss mat spezifischen Aktiounen zesummege vun Sensibilisierung, Opklärung a politiescher Bildung, déi sech natierlech och net just ronderem deen eenzegen Dag konzentréieren därfen. Et geet hei net mat Symbolik duer.

Eng aner Fro: Wéi ass et mat der Villa Pauly an der Hollerecher Gare? Wat geschitt mat deene Gebaier, déi awer Lieux de mémoire am rich-



tege Senn vum Wuert sinn? Vlächt gi se net émmer genuch als dat gesinn, och net vun der breeder Éffentlechkeet, erstaunlecherweis. Vlächt si se net genuch an der Mémoire collective. Wat kënnt an déi Gebailecheeten dran? Dat misst haut scho feststoen an ech wär vrou, wann de Statsminister sech géif hei an der Chamber festleeën. Och d'Associatioun welle wëssen, wou se dann elo dru sinn.

Et ass wichtig, datt dës Erënnerungsuarter eng éffentlech Roll behale kënnen. De Serge Wilmes hat et scho gesot: Et sollt een d'Hollerecher Gare als nationale Mémorial fir d'Éffentlechkeet zougänglech loosse, mat engem pädagogeschen a musealen Deel. D'Villa Pauly muss eng Destinatioun zesumme mam Comité pour la mémoire behalen a säi Sëtz ginn. Ech erënneren drun, datt de Serge Wilmes heibanne fir d'Schafe vun engem Département „mémoire et citoyenneté“ plädéiert hat.

► Une voix.- Ah.

Mme Octavie Modert (CSV).- Vlächt, wann d'Regierung vu virera Faarf bekannt gehat hätt iwwert d'Zukunft och vun dëse Lieux de mémoire, wär d'Bereetschaft méi integral gewiescht, fir d'Dokumentatioun an d'Fongen och do ze loossen, déi zum Deel nach Privatbesëtz sinn oder Vereenegunge gehéieren. An dat huet och schonn de Rapporteur ugeschwatt gehat.

Et ginn och nach aner Lieux de mémoire, sêcherlech muss Fünfbrunnen och derzougehéieren. Wat ass hei virgesinn, in concreto ze maachen?

Eng aner Fro, déi sech stellt - fir mech ass se kruzial, well et ass kruzial, datt grad déi jonk Generatiounen erreecht ginn: Firwat also net gläich déi Jonk als Membere vum zukünftege Comité virgesinn an abannen als Grupp fir sech, mat deem engen oder anere Member? Bei 18 Membere kënnen et der och nach e puer méi sinn.

Wie gëtt an Zukunft den Usprichtpartner fir d'Resistenz vun der Regierung, elo wou et kee formaalt fédératiiv Element méi gëtt, keen Daachverband vun alle Resistenzorganisatiounen? D'FONARES huet jo eng aner Roll, jiddefalls de Moment.

Firwat stoung et, bis elo ganz rezent, bis dëse Mount, net fest, wat genau mat den heitege Mataarbechter geschéie géif? D'Regierung huet jo scho méi laang gewosst, datt se se wéilt soss enzwousch hin-an asetzen. Firwat ass sech also net éischter drëm gekëmmert ginn? Och Personal si Mënschen! Do ass awer villes schlecht virbereet gewiescht.

Här President, mir hu Froen - ech hu se gesot -, mä mir hunn och Objektiounen. Et soll een d'Aarbecht - an et ass mer ganz wichtig, dat hei och ze éinnersträichen -, et soll een d'Aarbecht vun den zwee Comités directeurs a vun den zwee Dokumentatiouns- a Fuerschungszentre vu bis elo, déi déi Mënsche bis haut gelescht hunn, net klengrieden! Dat ass net némmen onwürdeg, dat ass och net richtig.

D'CSV ass och net averstanen, datt déi zwee Zentre einfach mat engem Fiederstréch, dat heesch mat engem Artikel an engem Gesetz, ofgeschafft ginn. Beim Rapport hate mer eis jo och enthalen.

Et muss ee sech d'Fro stellen, firwat déi zwee Fuerschungs- an Dokumentatiounszentren net als solch weiderbestoen däerfen, zesummegebliecht natierlech, awer och ausgebaut a gestärkt zu engem Moment, wou et kaum nach direkt Zeie gëtt, fir hir Erfahrungsrecher an direkt un d'Mënschen, besonnesch och un déi Jonk, kénne virunzeginn. Et gëtt natierlech nach e puer direkt Zeien. An esou ass et grad elo virdrénglech a ganz wichtig, fir hir Erfahrungen an Erleiftes ze sammelen an opzehuelen. An dat muss elo geschéien, an net a fénfet Joer! Dee Respekt musse mer de Krichsgeneratiounen entgeintbréngen. An dat ass net einfach Storytelling, mä dat ass evident, dat huet och de Robert Krieps scho gemaach. Et si wichtig Quellen, an déi brauch eng objektiv Historiografie.

Elo ginn awer déi zwee Dokumentatioun- a Fuerschungszentre, aneschters wéi et am Regierungsprogramm steet, mat engem ganze Koup anere Rechercheinstituter zesummegebliecht am IHTP, deem IHTP, Institut fir Zäitgeschicht, dee keen eegestännegt Haus ginn ass. Wéi kënne mer wëssen, datt den IHTP déi hei Saachen elo zäitlich virrangege ugeet, esou wéi dat aus Zäitursaachen nun emol faktesch eben néideg ass? Well den Institut fir Zäitgeschicht muss sech elo emol selwer op d'Be stelle an organiséieren, seng Aarbecht opstellen a säi Programm definéieren.

Wat gëtt also an deem neien interdisziplinären Institut prioritär erfuerscht? Dat huet mäi Kolleg Serge Wilmes schonn e puer mol heibanne gefrot gehat an nach émmer gëtt et keng Antwerten heirof! Mir wëssen et jiddefalls nach net, mir hu se nach net gesot kritt!

A souwisou: Konzentréiertdeen Institut sech elo méi op Zäitgeschichtsforschung oder méi op digital Geschichtswissenschaft? Priméieren d'„histoire numérique“ an d'„digital humanities“ oder d'Erforschung vun der zäitgenësscher Geschicht? Déi Fro drängt sech nach méi op elo, wou den neien Direkter bekannt ass. Hien ass sécher ganz kompetent, hoffentlech souguer eng Koryphäe op dem Gebitt vun den „digital humanities“. Et heesch och, en hätt noweislech Sensibilitéit fir déi spezifesch Lëtzebuerger Zäitgeschicht. Mä ech hoffen dat! Dat muss och esou sinn!

Awer d'Digitalisierung vun de Quellen däerft net d'Opschaffe vun de Quelle priméieren, scho guer net ersetzen. International si scho Stëmmen, déi insgesamt fäerten, datt d'„digital history“ zur Method stiliséiert géif ginn an zur Trivialisierung vun der Geschicht féiere géif. Tatsächlich däerft et net bei den Digitalisierungsmëttele bleiwen, déi däerfen net d'Interpretatioun an esou weider vun de Quellen ersetzen. Déi Aarbecht müssen d'Historiker émmer nach maachen, a selver maachen, ouni digital Mëttelen.

Ech hat an der Kommissioun gesot, wéi d'Regierung den Députéierten d'Virgoensweis an d'Délaian, fir deen neien Direkter ze rekruitéieren, ziele komm ass, ech hat du gesot, da géif ee wuel scho wëssen - op Basis vun deem, wat mer gewuer gi waren -, da géif ee wuel scho wëssen, wien den neien Direkter géif ginn. Ech schéngt recht ze behalen, elo wou den Ausgang vun der international ausgeschriwwener Rekrutéierungsprozedur virläit. Et deet mer leed, mä da muss ee froen, firwat déi Plaz net einfach intern ausgeschriwwen ginn ass, amplaz eng international Prozedur ze lancéieren! Ech hoffen, datt dat kee Schiet op den zukünftegen IHTP a seng Renommee gehäit.

D'Uni.lu soll och net hei am Land de Monopol vun der Geschichtsforschung henn, och wa se wuel a roueg a sécherlech a selbstverständliche eng virrangege Roll doranner spille soll. An et ass gutt, datt se och haut schonn en Akzent op d'Geschichtsforschung a besonnesch d'zäitgenëssesch Geschichtsforschung geluecht huet.

Sou sinn och Fuerderungen - de Rapporteur huet et och scho gesot - no engem berodende Gremium beim IHTP, ouni Agréffméglechkeet natierlech, opkomm, notamment aus de Reie vun Associatiounen, déi elo am Comité de la mémoire zesummegefouert ginn. Oder ass - meng Fro un d'Regierung - de Comité d'accompagnement, vun deem virgesinn ass, datt e bei den IHTP kénnt, ass deen esou ze verstoen?

Et läit, Dir Dammen an Dir Hären, also an Zukunft eng grouss Verantwortung op de Schéllere vum Institut fir Zäitgeschicht. Den Erwaardungsrock ass grouss. Hoffentlech kenne se ém gerecht ginn, well et ass eng wichtig Fro fir eist Land, am Kontext vun däz Zäit, iwwert déi mer haut diskutéieren, an och am Kontext vun der zäitgenësscher Geschichtsforschung als solcher.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn net just méi wéi 70 Joer nom Enn vum Zweete Weltkrich, mä och 100 Joer genau no Verdun. Den Éischte Weltkrich huet och den Zweete Weltkrich konditionéiert.

Et ass dofir émsou méi wichtig, datt mir och haut nach d'Léieren dorauser zéien, émsou méi wichtig, datt d'Fuerschung dorriwwer objektiv a wëssenschaftlech, schounungslos, mä émmaassend a komplett mat de richtegen Konklusione gefouert gëtt, émsou méi wichtig, datt mir déi richteg Léieren draus zéie kënnen an also émsou méi wichtig, datt Erënnerungsaarbecht gemaach gétt, gutt opgestallt gemaach gétt, mat verstännegen a genuch Mëttelen, fir et gutt un déi Jonk an un déi zukünfteg Generatiounen kenne virunzeginn.

Émsou méi wichtig ass et, datt mir de Friddensprojekt Europäesch Unioun, deen direkt aus de Feindséilegheete vun der éischter Halbschicht vum 20. Jorhonnert entstanen ass, net erofmaachen an net némmen op ekonomesch a bürokratesch Momenter reduzéieren. Europa ass méi, ass méi wéi Argumenter fir e Brexit, Europa muss och fir Demokratie an demokratische Wärter gesi ginn!

An émsou méi wichtig ass et, schlisslech an endlech, datt mir eis géint Revisionismus wiecen!

Här President, no vir kucke mat de Léieren aus dem Zréckkucken, net vergiessen, mä verstoen a verbesseren. No Verdun an no Auschwitz ass et émsou méi wichtig, datt mir eis fir Fridden, demokratesch Wärter an Zesummenhalt an

der Gesellschaft assetzen, an och dozou muss a soll d'Erënnerung baidroen an den Erënnerungscomité, dee mir mat désem Gesetz hei schafen.

Här President, d'CSV stëmmt dëst Gesetz. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir Äert Nolaschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och der Madamm Modert. An d'Wuert huet elo direkt den Här Lex Delles. Här Delles, wann ech gefilt!

M. Lex Delles (DP).- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur, dem Alex Bodry, e grousse Merci soe fir säi mëndlechen a schriftele Rapport.

All Land huet seng Geschicht. D'Geschicht ass, wat ee Land ausmëcht, wat d'Fundament vun der eegener Identitéit ass. Si besteet aus Héichten an awer och aus Déften. Den Zweete Weltkrich gehéiert zu den däischteren, jo souguer zu deem däischtersten Deel vun eiser Geschicht.

Ech selwer kennen dësen Deel vun der Geschicht némmen iwwert de Geschichtsunterrecht am Fondamental oder duerno am Lycée, iwwert déi Gespréicher, déi ech mat mengem Bop a menger Bom konnt hunn, awer och iwwert déi ganz vill Initiativen, déi et uechtert d'Land ginn an déi et sech zur Aufgabe gemaach hunn, d'Erënnerung un d'Geschicht vum Zweete Weltkrich an Éireen ze halen.

Virun engem Joer, op den Dag genau, gouf hei en Débat d'orientation iwwert de Rapport Artuso gefouert. Och wann dése Rapport d'Roll vun der Verwaltungskommissioun énnert dem Naziregimm analyséiert huet, war ech deemoals als Spriecher vun der Demokratescher Partei awer och op d'Wichtegkeet vun den Devoirs de mémoire agaangen.

Ouni ze wëssen, vu wou een hierkéintt, ouni Wuerzel weess een net, wien een ass. Et ass wichtig, sech bewosst ze bleiwen, dass dat, wat deemoals geschitt ass, een Deel vun onser Geschicht ass an dat och zu eiser Identitéit gehéiert. Et ass wichtig, sech émmer nees virun Aen ze feieren, wat den Zweete Weltkrich fir Lëtzebuerg bedeit huet, fir an Zukunft esou eng Entwicklung gläich am Keim ze erstécken. Dést Bewosstsin ass de Grondstee vun eiser Fräiheit a vun eiser Verantwortung.

Wat virun engem Joer nach an de Gespréicher war, kritt haut endlech eng legislativ Basis. Mat der Zäit, déi vergeet, gi leider och déi lescht Zäitzeie vun dëser Welt. An de verschidde Comitéé ass métterweil déi zweet oder drëtt Generation vertrueden. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier hingt wichtig Engagement am Kader vun der Sensibilisatioun an der Opschaffung éinnersträichen.

Net némmen ass et un der Zäit, den Travail de mémoire wiederzeféieren, mä et war och wichtig, dass mer eis eng legislativ Basis. Mat der Zäit, déi vergeet, gi leider och déi lescht Zäitzeie vun dëser Welt. An de verschidde Comitéé ass métterweil déi zweet oder drëtt Generation vertrueden. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier hingt wichtig Engagement am Kader vun der Sensibilisatioun an der Opschaffung éinnersträichen.

Deen aneren Aspekt ass et, dass mam neie Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale sech de Comité directeur pour le souvenir de la Résistance an de Comité directeur pour le souvenir de l'Enrôlement forcé zersumfaffen. Mä och déi jiddesch Communautéit wäert am Comité vertrueden sinn.

D'Aufgab vum neie Comité ass et jo och, fir niewent der Mémoire vun der Resistenz an dem Enrôlement de force och déi vun der Shoah um Liewen ze halen an ze vermëttelen. Sou wäerten déi éffentlech Autoritéiten an Zukunft een eenzegen Usprichtpartner henn, wann et ém d'Interestie vun désen Akteure geet, oder vun den Affer vum Zweete Weltkrich am Allgemengen.

D'Symbolik bei dëser Zesummesetzung ass och eng ganz staark. D'Geschicht vum Zweete Weltkrich ass net deem enge seng Geschicht oder deem anere seng Réalitéit gewiescht, mä déi vum ganze Land, vun alle Bierger.

Grad elo ass et wichtig, vereent henn dëser gemeinsamer Mémoire ze stoen, fir dass déi jonk Generatiounen, déi den Zweete Weltkrich ganz wäit ewech gesinn, sech émmer nees bewosst ginn, dass d'Geschicht vu Lëtzebuerg énnert der Okkupatioun aus ganz ville verschidde Schicksaler bestanen huet an dass et dës ganz verschidde Geschichte sinn, déi eist Land zu deem gemaach hunn, an deem si haut liewen, wat et eben haut ass, do wou si haut sinn, a fir dass se ni solle vergiessen, wat ka geschéien, wann een déi verschidde Schicksaler gesäßt, wéi déi sech entwéckelt hunn.

Op dëser Plaz ass et ubruecht, all den Akteure Merci ze soen, dass si sech bereet gewisen

hunn, vereent henn dëser gemeinsamer Cause ze stoen, och wann deen een oder deen aneren e bëssen dobäi agebéisst huet. Lëtzebuerg huet eng eenzeg Geschicht, déi aus villem Deeler besteet, aus Deeler, déi mat vill Leed geféllt sinn an och aus der Perspektiv vun de Resistenzler, den Enrôleés de forces oder der jiddescher Communautéit weider musse gezielt ginn, mä déi all zesumme mussen eng eenzeg Mémoire bilden. Merci hinnen, dass si d'Mémoire vun eis all an de Vierdergrond stellen!

Der Demokratescher Partei ass et immens wichtig, d'Geschicht am Zesummenhang mam Devoir de mémoire a besonnesch d'Geschicht vum Zweete Weltkrich pädagogesch ze vermittelten. Ganz villes aus däz Zäit prägt eist Land haut nach.

Et Beispill némmen: Wéi vill wëssen der haut dann nach, dass de Groupement patriotique et démocratique, dee souzesoen de Virreider vun der heiteger Demokratescher Partei war, aus de Folge vum Zweete Weltkrich entstanen ass mam Zil, zur Souveränitéit an zum Neesobau vu Lëtzebuerg báziedroen?

D'Demokratesch Partei begréisst och d'Schafung vun engem neien nationalen Dag vum Souvenir. Dës Entscheidung läit op enger Linn mat den Iwwerleeunge fir d'Schafe vum Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale. D'Aufgab vum Comité wäert et ginn, désen Dag ze gestalten. Ech si mer sêcher, dass si dës Aufgab mat grousser Responsabilitéit wäerten émsetzen. An ech freeë mech elo schonn - souwält een dat Verb „freeën“ kann an deem heiten Zesummenhang huelen - op déi ganz sécherlech émouvant Zeremonie.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass eng weider Etapp um Wee, fir den Énnerscheed téschent dem Vermëttelen vun der Mémoire an der historescher Fuerschung iwwert d'Evenementer vum Zweete Weltkrich ze maachen. Dass dat eng wichtig Trennung ass, gesäßt een och an aneren Deeler vun der Welt, wou d'Opschaffe vun der Vergaangenheit och en Thema ass.

Erlaabit mer op dëser Plaz, vun der Ried vum amerikanesche President Barack Obama Ufank Mee a Japan ze schwätzen. Fir déi éischte Kéier ass en amerikanesche President op déi Plaz gaangen, wou 71 Joer virdrun Amerika eng Atombomm erofgehäit huet. Et ass hei net ém Scholdzouweisung oder Entschéllegung gaangen. D'Zeremonie am Hiroshima Peace Memorial war do, fir d'Mémoire vun den onschéllegen Affer an Éireen ze halen. An deem Kontext huet de Barack Obama drun erénnert, dass egal bei wéi enger Fro iwwert d'historesch Responsabilitéit et d'Aufgab vun den Historiker ass, dës Fro ze stellen an ze analyséieren.

An deem Kontext ass an der Chamber nach kierzlech iwwert d'Recherche vun der zäitgenësscher Geschicht debattéiert ginn, woubäi mäi Kolleg, den André Bauler, op d'Schafung vum Institut fir Zäitgeschicht agaangen ass. Hien huet op déi besonnesch Verantwortung vun dësem Institut higewisen. Seng Aufgab ass et, Themen aus eiser Geschicht opzuschaffen, déi bis ewell net ugepaakt goufen. Themen, déi bis ewell marginal behandelt goufen - an den Här Rapporteur hat virdrun nach vun esou engem Thema geschwatt -, brauchen eng wëssenschaftlech Apéro, wa mer eis e komplett an objektivt Bild vun enger Situations, besonnesch hei vun der Geschicht vun eisem Land wëlle maachen.

D'Erkenntnisser vun dësen Etüden dierfen net némmen a Fachkreesser bleiwen, mä musse vulgariséiert ginn an hire Wee an d'Schouloun an d'Lycéeën an awer och an déi ganz Sociétéit maachen. Op dëser Plaz wëll ech nach eng Kéier déi wichtig Aufgab vun eisen Enseignanten éinnersträichen, sief et am Fondamental oder am Lycée, déi hire Schüler d'Geschicht vun eiser Nation méi no bréngen. A grad an dësem Kontext ass et schonn, an ech si mer sêcher, wäert et och weiderhin eng ganz gutt Ze-summenarbecht ginn.

Här President, ech sinn der Meenung, dass eng Diskussioun ém en Thema wéi dat, ém dat et haut geet, wierklech keng parteipolitesch Commentairé braucht. Ech sinn awer elo e bëssen iwerrascacht iwwert d'Aussoen, déi d'Madamm Modert hei gemaach huet! Si kennt de Milieu dach. Elo kléngt et hei, wéi wann alles schlecht wier, wat elo doläit. Et ass awer e bëssen de Monde à l'envers! Ech muss wierklech soen, dass et an der Kommission eng ganz konstruktiv Diskussioun war, déi do gefouert ginn ass. An et erfreet mech awer dann ze héieren, dass d'CSV-Fraktioun wäert fir dëse Projet hei stëmmen!

► Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Madamm Modert?

Wann Dir erlaabit, Här Delles?



SÉANCE 36

JEUDI, 9 JUIN 2016

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Här President, well den Här Delles mech ugeschwat huet: Et ass wouer, datt et eng sereine Diskusoun an der Kommissioune war. Just, ech kann némme feststellen, datt mir op déi Froen, déi mir haten, iwwerhaapt keng Äntwerte kritt haben!

(*Interruption par M. Eugène Berger*)

Dach, Här Berger, et ka sinn, datt Dir net opgepasst hat.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Oh, wann ech gelift!

(*Hilarité, protestations et exclamations diverses*)

Wann ech gelift, wann ech gelift, mir hunn elo de ganze Mëtten e gudden Toun an dëser Chamber hei gehat a mir fänken elo net mat eppes anerem un!

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Mä Dir wësst och, Här Delles, datt mer keng Äntwerte kritt haben. An dat ass, firwat ech awer, menge ech, hei nach hunn einfach däerfe Froe stellen, op déi mer jo elo vlächt Äntwersten haut wäerte kréien! Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Lex Delles** (DP).- Ech fannen et ganz..., iwwert déi Froen, déi gestallt gi sinn, si sécherlech och Äntwerte komm. Et si verschidden Detailfroen, déi net konnten integral beantwert ginn. Mä ganz wichtig ass et awer..., an et kann ee sécher diskutéieren, ob elo genau d'Missiounen vum Comité bis op dee genausten - dat war eng Fro -, bis op dee leschten Dibbelchen erkläret gi sinn. Ech gesinn et awer e bëssen - dat war eng vun de Froen -, ech gesinn et awer e bëssen anescht!

Dësem Comité hei gëtt wierklech Vertraue geschenkt, d'Vertrauen, mat der Verantwortung vun der Mémoire émzegoen; wat se och bis elo schonn émmer gemaach hunn. E Comité, an deem dräi verschidden Akteuren zesummenkommen, dräi Akteuren, déi dat nämlech Zil hunn, an zwar géint d'Vergessen ze handelen an eis Mémoire ze vermetteln, wäert mat ganz grousser Wahrscheinlichkeit den Erwaardunge gewuress sinn an en cours de route seng eegen Identitéit nach fannen an a villen Initiativen wäert en och aktiv sinn.

An et muss ee soen, dass ech och an der Zeitung d'lescht Woch gelies hunn, dass d'Regierung dëse Projet iwwert de Knéi gebrach hätt, sech net gründlech mat der Problematik auserneegesat hätt. Ech mengen, et ass souguer deelweis de Mëtten nach ugeschwat ginn; wann net, da verbessert mech! Ech wëll hei just drun erënneren, dass am Koalitionsprogramm den Aspekt vun der Trennung téschent dem wéssenschaftlechen Opschaffe vun der Geschicht an dem Devoir de mémoire opgegraff ginn ass an och drastoung.

D'Ofstëmmung haut beweist jo, dass sech Zäit gelooss gouf, fir mat de betraffenen Akteuren ze schwätzen a fir dat ideaalt Konzept auszuschaffen. An an deem Senn ginn ech och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Delles. An d'Wuert huet direkt den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, mir schafe mat dësem Gesetz ee Comité, fir dem Zweete Weltkrich ze gedenken, an dëse Comité énnersteet dem Statsminister. Dat ass fir déi gréng virun allem och en historesche Moment. An esou een historesche Moment, dee kann een honoréieren, oder och net, et kann een en och klengrieden.

Dee Comité, dee mer hei schafen, dee vertrëtt d'Lëtzebuerger Resistenzler an d'Zwangskräfte. Mir hate bis elo zwee verschidde Comitéen, mir haten eng fragmentéiert Zeen, an do mache mer elo eng Unitéit draus.

Ech hunn och de Mëttag keen héieren, deen déi Aarbecht, déi déi zwee Comitée gemaach hunn, klengriet hätt. An ech mengen, mir hunn déi allegueren unerkannt. An ech bleiwen derbäi, déi gréng fannen et gutt, datt mer elo déi zwou Organisatiounen an engem Comité hunn. Et misst elo färdeg si mat den Divergenzen, déi aus enger vun heiteger Siicht aus vlächt awer komescher Mëschung vu Jalousie entstane sinn. Merci den Akteuren, datt se bereet sinn, dee Schrott hei matzegoen.

(*M. Henri Kox prend la présidence.*)

Mir begréissen als Gréng och ausdrécklech, datt och d'Vertieder vun den Affer vun der Shoah, also de jiddeschen Affer vun der gezielter Exterminationscampagne vum Naziregime, an dësem Comité vertrueden sinn. Do hu

mer jo awer laang gebraucht, bis mer d'Affer vun der jiddescher Communautéit mat deenen aneren Affer glächgestallt hunn. Déi offiziell Unerkennung vum Leed vun der jiddescher Communautéit ass jo eréischt zwee, dräi Joer al. De Rapport Artuso ass och hei ernimmt ginn.

De 16. Oktober 2016, wa meng Informatione richteg sinn, ass e grousse Statsakt geplant, fir un den Oftransport deeselwechten Dag am Joer 1941 vun iwwer 300 Judden ze erënneren, vun deene 95% net méi erëmkomm sinn.

Mir brauche keng Compétitioun, wien am meeschte gelidden huet. Den Zweete Weltkrich war déi däischterst Zäit an der rezenter europäischer Geschicht an eng Period vu Misär, Leed an Trauer fir Lëtzebuerg. Eist Land war haart getraff vun iwwer véier Joer Okkupatioun.

Haut, méi wéi 70 Joer méi spéit, si mer politesch souwält, fir ee gemeinsame Comité ze maachen, deem sain Optrag et ass, un all d'Affer, un d'Leed vum Zweete Weltkrich ze erënneren an d'Erënnerung lieweg ze halen. Dat steet esou an der Regierungserklärung a mir begréissen dat ausdrécklech.

Dëse Comité, deem mer haut eng legal Basis ginn, huet als Aufgab - a sain Numm ass Programm -, fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich waakreg ze halen. Dozou gehéiert, datt de Comité d'Interesse vun den Affer bei den éffentlechen Instanzen vertrëtt. Dozou gehéieren och d'Organisatioun vum Kommemoratiounseieren, nationalen a lokalnen, an d'Valorisatioun vum Gedenkstätten, vu Lieux de mémoire.

Natierlech sinn all déi Froen, déi och d'Madamm Modert opgeworf huet, berechtegt, mä mir kréie se awer net allegueren dat deem Gesetz hei geschaافت (veuillez lire: geléist). Zum Beispill eng vun de wichtegen - ganz wichtegen - Aufgabe vum Comité ass och, d'Sensibilisierungsaktionne fir d'Effentlechkeet ze maachen, fir datt den Zweete Weltkrich net vergiess gëtt, an dat och speziell bei jonke Leit. Mir mengen, datt dat wichteg Missiounen sinn, déi dee Comité huet, an datt dat awer och nach alles keng einfach Missiounen sinn.

Haut feele ganz oft perséinlech Relatiounen bei ville Lëtzebuerger zu den Evenementer vum Zweete Weltkrich. Déi authentesch Geschichten, déi ech zum Beispill nach vu mengen Elteren a Monnien an Tattaen erzielt kritt hunn, déi krute meng Kanner némme méi zum Deel vun hire Grousselteren erzielt. An et wäerte kaum nach Zäitzeien do sinn, fir hire Kanner eng Kéier aus éischter Quell iwwert d'Zäit vum Zweete Weltkrich erzielen ze können. Dat ass deen ee Problem, dee mer hunn: d'Zäit, déi vergeet. D'Zäitzeie ginn émmer méi rar. An natierlech solle mer esou vill wéi méiglech festhalten, esou mer kenne.

Et ass awer nach eng weider Entwécklung an eiser Gesellschaft. Mir hunn haut scho mindetens d'Halschent vun der Populatioun, däi hir Elteren oder Grousselteren an der Zäit vun 1940 bis 1945 net zu Lëtzebuerg gewunnt hunn. Wa mer also d'Kommemoratioun op der éffentlecher Plaz feieren, musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer all d'Awunner kenne unsprechen. Et gëtt kee Land op der Welt, wou net och grujelech Passagen an der Geschicht waren. Mir sinn net déi Eenzeg hei zu Lëtzebuerg, déi eng Period vu Misär, Leed an Trauer kannt hunn.

D'Commemoration nationale ass natierlech eng Kommemoratioun fir Lëtzebuerg, mä mir hunn awer en Interessi, datt och déi Leit sech do erëmfannen, deenen hir Virfahren eppes anescht op enger anerer Plaz erliefht haten.

Mir fannen et richteg, datt mer elo engersäits e Comité hunn, fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich lieweg ze halen an anersäits viru knapp zwee Méint en IHTP geschaافت hunn, dat sech och oder énner anerer a virun allem mat der Recherche iwwert d'zäitgenéssesch Geschicht ausneesetzt. An do gehéiert och den Zweete Weltkrich derzou. Den Här Bodry huet dat gesot.

An da profitéieren ech och vun der Geleeënheet, fir dem Här Bodry Merci ze soe fir säi Rapport an och seng Bernierungen iwwert den..., en huet d'Zuelen opgezielt vun den Affer, déi den Zweete Weltkrich fir Lëtzebuerg hat. An ech sinn och absolutt mat him averstanen - ech mengen, mir sinn alleguer domat averstanen -, datt fir d'Identitätsfanngung vun de Lëtzebuerger den Zweete Weltkrich ee ganz wichtige Moment war.

Mir hunn och nach e Musée de la Résistance zu Esch, dee renovéiert a vergréissert gëtt, an e Militärmusée zu Dikrech. Mir sinn amgaang, en Zentrum fir politesch Bildung opzebauen. Mir hunn also ganz vill Akteuren an zum Deel och nei Strukturen, déi sech mat eiser Geschicht befaassen. Mir sinn ze kleng, fir datt mer eis et kenne leeschten, eleng ze schaffen.

Mir wënschen eis, datt all déi Akteuren, déi ech elo opgezielt hunn, an och déi, déi even tuell vergiess hunn, zesummeschaffen an och dem Comité pour la mémoire de la Seconde Guerre mondiale zur Sait stinn, fir datt d'Erënnerung un eis Vergaangenheit eis et erlaabt, engagéiert, solidaresch an human d'Erausforderunge vun der Zukunft unzegoen, fir d'Kommemoratioun vum Zweete Weltkrich, datt se eis sensibiliséiert a bestärkt an eisem Engagement fir eng friddlech Zukunft.

(*M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.*)

Ech soen lech Merci fir Är Opnierksamkeet an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu désem Gesetz.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Sait aus och fir unzefanken e Merci un den Här Bodry fir de Rapport iwwert dést Gesetz.

Et ass e Gesetz, vun deem een, wann een deene verschiddenen Orateuren nolauschtet an och d'Texter liest, eigentlech net richteg d'Noutwendegkeet erkläert kritt. Et bleibt e bësse schwieren, firwat mer dat do elo musse maachen. Et gëtt op de Regierungsprogramm verwisen. Et gëtt gesot, datt Mémoire a Recherche solle getrennt ginn. Mä da gëtt och hei vu verschidene Leit betount jo, datt dat awer u sech eng gutt Aarbecht ass, déi gelesen ginn ass - dat eigentlech iwwerzeugend Argument, firwat deen aktuelle System muss geännert ginn, dat feelt an der Duerstellung. An et ass eigentlech déi éischt Fro, déi mer eis stellen: Firwat dat doten?

Et gëtt gesot, d'Recherche soll an Zukunft scientifique sinn, mat neien Adjektiven derbäi: critique, complète an objective, mä dat sinn einfach Attribute vun all Recherche scientifique. An et gëtt ganz vill Onkloerheeten: iwwert d'Lieux de mémoire - d'Madamm Modert hat schonn dovu geschwat -, iwwer villes eigentlech.

Wann een elo kuckt iwwert déi lescht Méint, wat dës Regierung gemaach huet an dem Beräich vun der Geschicht a vun der akademischer Fuerschung, da muss een zwar soen, datt se, jo, hire Regierungsprogramm agehalen huet, awer wéi gesot - mir hate schonn e puer mol hei driwwer geschwat - eng ganz Rei vu kompetenten, respektierte Fuerschungsinstituter ofgeschaافت goufen. An dat, wat mer hau hei maachen, dat setzt dann och erëm e Schlussstréch énnert d'Fuerschung an därf Form, wéi mer se bis elo haten, vum Enrôlement forcé a vun der Resistenz.

Firwat dat gemaach gëtt, dat wäerte mer erësicht no enger gewéssener Zäit gesinn. Mir haten an e puer Diskussiounen drop opmiersam gemaach, datt mer an enger Zäit liewen, wou eis Geschicht dekonstruéiert gëtt. An et muss ee sech wierklech froen, ob dat net nach méi wäit geet.

Mir hu mat deem Institut d'histoire du temps présent eng Rei och nei Onsécherheeten. Mir wëssen haut net, ob déi lëtzebuergesch Geschichtsschreibung do esou gefleegt gëtt, wéi mer et gewinnt sinn a wéi mer et mat Recht erwaarden. Och d'Nomination vum Direktor, déi bestëmmt eng ganz kompetent Perséinlechkeet ass, wérft Froen op, wann ech déi Interviewen lesen, déi e selwer ginn huet, a seng Approche zu enger ganzer Rei vun deenen Erausforderungen, déi e muss elo konfrontéieren. Ech wëll dat elo net alles zítierien. Mä mir wäerte sécher an deenen nächste Méint a Joren émmer erëm missen e kritesche Bléck op d'Universitéit werfen an eis déi Fro stellen, wéi do d'Lëtzebuerger Geschicht behandelt gëtt a wéi e Stellewäert se wierklech huet.

D'Archiven, d'Fro vun der Propriétéit vun den Dokumenter: Wat dem Stat net gehéiert, doriwwer kann en och net verfügbar. Lieux de mémoire: d'Villa Pauly, d'Hollerecher Gare, d'Pafemillen - alles onbäntwert Froen!

A mir sinn an der ADR e bëssen an engem anere Reflex wéi d'CSV. D'CSV huet och eng ganz Rei Froen opgezielt, op déi se keng Antwort kennt, a seet awer an der Konklusioun: "Mir stëmmen derfir." Mir soen als ADR: Soulaang mer déi Froen net bæntwert kréien, déi fir eis awer wichteg sinn a fir eis national Geschicht, fir eis Sensibilitéit, fir d'Leidensgeschicht vun esou ville Leit an dësem Land, wa mer net wëssen, firwat wierklech dat änneren a wat mat all deene Lieux de mémoire geschitt, soulaang si mir net d'accord. Well mir wëllen déi Sécherheeten hunn an déi Assurances hunn, fir eis wëssen, datt eis Geschicht mat Respect, Kontinuitéit weider behandelt gëtt.

Och déi Journée nationale du souvenir, dat ass elo eng Proposition, vun därf mer u sech nach

näisch wëssen. Et gëtt gesot: "Et ass eng Date unique." Jo, gutt, da gëtt dat zesummegefaasst. Soll dat och eng zentral Feier ginn? Soll probéiert ginn, manner Feieren iwwert d'Land, an de Gemengen ze organiséieren? Wat ass d'Form vun därf Feier?

Mir hate gesi beim Nationalfeierdag, datt praktesch deen éischt Souci vun dëser Regierung war, dee reliéise Charakter duerch den Te Deum ofzeschafen oder op jidde Fall an enger anderer Form, an enger net officieller Form némmen nach bestoen ze loessen. Wat geschitt da mat därf Form vun der Journée de la commémoration nationale, wéi dat bis elo gehandhabt gouf?

Ech wëll just drun erënneren, datt fir den Datum vun därf Journée nationale du souvenir, do steet am Text: Et „kann“ déi sinn, et „kann“ deen Datum si vun der Journée de commémoration actuelle. Et muss dat awer net sinn. Mir wëssen net, wat elo op eis duerként. An déi Journée de commémoration nationale hat en eminent symbolische Charakter doduerch, datt se eng datumsmeisseg Referenz war op den 10. Oktober, also op déi Personestandsaufnahme, déi de Gauleiter organiséiere wollt. Soll déi Symbolik och elo ewechfalen? Mir wëssen et net!

De Virriedner vun der grénger Partei hat gesot: "Déi Feier soll eng sinn, déi sécher fir Lëtzebuerg ass, mä och, wou all déi aner Leit sech sollen dran erëmfannen." Och dat stellt Froen iwwert deen zukünftege Charakter an ob déi Feier nach bezunn ass - an a wéi enger Form an a wéi engem Mooss - op d'Geschicht vun dësem Land.

Et ass einfach eng ganz sensibel Matière a wou d'Symbolik eng wierklech grouss Roll spillet. Mir wäerten also drop oppassen, och op déi spezifesch Zeremonien, wéi zum Beispill d'Liberation d'Amerikaner. Mir hate gesinn, zénter datt dës Regierung un der Muecht ass, datt eng ganz Rei vun Zeremonien, och déi vun der Libération vun der Haaptstad, némmen nach op engem Minimum eigentlech gefeiert ginn, an datt d'Bedeitung, och dëi historischer Bedeutung vun der Befreiung, vun eiser Verbonnenheit mat den Amerikaner wéinst der Libération, déi historisch Dankbarkeet, déi mer awer hunn, datt déi eigentlech duerch deen ongenügend feierleche Charakter vun der Erënnerung leider a Fro gestallt ass.

D'Dignitéit vun de Feieren u sech ass och wierklech eppes ganz Wichtiges. Well mir müssen oppassen - dat ass vlächt eng Platitud, déi ech soen, well se an der Gedenkkultur émmer erëm ernimmt gëtt -, mä déi Leit, déi am Krich gelidden hunn, däerfen net zweemol leiden: eemol duerch dat Onrecht, wat hinnen deemoos zougemutt gouf, an eemol dauernd, datt mir hiert Undenken net adequat éieren.

Mir hunn e rezent Beispill gehat: De Memorial Day vun den Amerikaner um Militärfierfecht zu Hamm elo virun enger Woch. Do wor keen eenzege lëtzebuergesche Minister vertrueden! Et wor zwar een ugemellt, mä et wor keen do. An och dat stellt d'Fro: Wéi wëll dës Regierung eigentlech an hirer Symbolik, an hirer Präsenz déi Geschicht éieren, déi eis awer méi markéiert wéi vill aner Saachen an eiser Geschicht?

Am Ministère d'État soll e Service gegrënnt ginn, e Service unique de la commémoration, an anscheinend mat engem Mataarbechter. Dat ass natierlech e Rekord an der Rationalisierung, mä et ass net onbedéngt dat, wat ee sech virstellt, fir eng Geschichtskultur ze erhalten; och wann dat bestëmmt e ganz ausgezeichnete Mataarbechter ass.

Mir müssen och oppassen, datt mer net d'Geschicht émdeiten. Mir hunn eng ganz Rei Feierlechkeeten, déi am Ausland nach grouss gefeiert ginn, wéi an der Belsch an a Frankräich zum Beispill den Armistice vum Éischt Weltkrich - extrem wichtig! Hei ass u Verdun erënnert ginn, a wann een déi Schluechtfelder vum Éischt Weltkrich besicht huet, wie weess, wat do fir e Leide war, dee weess och, datt dat och e wichtegen Deel vun eiser Geschicht ass, dee jo och herno zu der embryonalen Iddi vun der europäischer Integratioun gefouert



an hirer eegener Bedeutung, an hirer eegener Symbolik, an deem, wat se u Gefiller mat sech bréngt, erhale bleibt.

Eng positiv Saach wéll ech awer och ausdrécklech énnersträichen, dat ass, datt d'Präsenz vun der Affergrupp vun de Judden an deem neie Comité, dee geschafe gëtt, awer opgewäert gëtt. Ech mengen, dat ass eng positiv Erscheinung. Fir de Rescht ass et schwéier, fir elo ze gesinn, wéi esou e grousse Gremium soll effikass schaffen.

De Wonsch, datt mer d'Geschicht an de Schoule méi staark behandele wéi bis elo, deen ass sécher justifiéiert. Och wann elo deen Zentrum fir politesch Bildung, vun deem mer hei u sech nach náisch wéssen, geschafe gëtt, stellt sech awer émmer erém "Fro vum Geschichtsunterrecht an eise Schoulen".

An eiser leschter Intervention zu deem Thema hat d'ADR jo drop opmiersam gemaach, datt a ville Schoulen d'Geschicht virum Zweete Weltkrich oder just nom Zweete Weltkrich ophéiert, deemno wéi, datt op deenen héije Klassen dacks guer kee Geschichtsunterrecht méi ass an datt dat wierklech e Problem ass, datt ganz vill jonk Leit aus eise Schoule komme mat wichtige grousse Lacunnen an deem Wéssen, wou mir awer soen: Wien d'Gesellschaft wéll verstoën, wie se wéll formen, wie se wéll an hirer ganzer Komplexitéit kënnen novollzéien, dee muss einfach en zolidd Wéssen an der Geschichtswissenschaft henn. An an deem Senn kenne mer d'Regierung némmen encouragéieren, fir och deem Aspekt eng Prioritéit ze ginn an der Erënnerungskultur.

Well mer all déi Froen hunn, déi Onsécherheeten, op déi ech virdrun opmiersam gemaach hunn, a well d'ADR seet: „Mir brauchen Äntwerten, ier mer eng positiv Décisioun huelen, fir sécher ze sinn, datt mer hei net op dee falsche Wee ginn“, wäerte mir dést Gesetz net stëmmen. Mir wäerten awer dése Prozess weiherhi kritesch a ganz opmiersam begleeden.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo direkt dee leschten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci och dem Här President. Mir mierken zanter e puer Joer hei am Land, datt et e verstärkte Besoin gëtt, sech mat der Vergaangenheit, mat der Vergaangenheit vun désem Land ausenanersetzen. Dat ass e Prozess, dee vlächt och domadder ze dinn huet, datt et émmer manner Leit ginn, déi den Zweete Weltkrich nach hu musse materliwen, dat heesch, déi elo nach wierklech Zeie si vun deem, wat deemoools geschitt ass.

Et war och déi viregt Regierung, déi eigentlech dee Prozess déclenchéiert huet, andeem de Jean-Claude Juncker den Artuso-Rapport an Oprag ginn huet a wou dee Projet de loi, dee mer elo hei virleien hunn, eigentlech eng Konsequenz ass vu Reflexiouen, déi eigentlech scho méi laang daueran.

Mémoire, Erënnerung op dár engen Sait a Fuerschung op dár anerer Sait sinn zwou verschidde Saachen. Mémoire, Erënnerung, an d'Madamm Modert huet et och gesot, huet och mat Aarbecht ze dinn. Et ass eng Erënnerungsaarbecht, déi muss geschéien an déi anesch funktionéiert, déi no anere Regele funktionéiert wéi d'wéssenschaftlech Recherche, wéi déi scientifique Ausenanersetzung, déi gemaach gëtt, fir Faiten oder Saachen opzéklären, déi an der Lëtzebuerger Geschicht bis elo nach net esou analyséiert goufen.

Duerfir menge mer, datt d'Approche vun der Regierung richteg ass, fir déi zwou Saache vuneneen ze trennen. Wichteg ass, datt et net eng Trennung ass, fir dat eent oder dat anert géinteneen auszespillsen, mä dat ass, fir datt déi zwou Saachen, d'Erënnerungsaarbecht wéi och d'Fuerschung, déi Plaz an déi Krafft kréien an och kënnen entwéckelen, déi se brauchen.

Souwuel Mémoire wéi och Fuerschung sinn net ee fir alle Mol figéiert. Mémoire a Fuerschung hu mateneen ze dinn. Mémoire huet och mat der Fuerschungsaarbecht, déi geschitt, ze dinn, deelweis baséiert se sech och dorobber. Dat heesch, et gëtt och do en Austausch.

Dofir fanne mer och ganz richteg, wéi der Rapporteur dat uklénge gelooss huet, respektiv mir énnerstézten dat och, datt am Comité d'accompagnement vun der Zäitgeschicht, datt do och e Member vun deem heite Comité vun der Erënnerung sollt dra sinn, well dat, mengen ech, och némme kohärent wier.

Positiv ass, dat ass, mengen ech, vu jiddwerengem hei och ugeschwat ginn, datt d'jiddesch

Communautéit an désem Comité vun der Mémoire mat vertrueden ass.

Här President, mir mengen, datt dat heite Gesetz e weidere Schrëtt ass an enger sénvoller a richtege Aart a Weis, wéi mir eis sollte mat eiser Vergaangenheit ausenanersetzen, näämlech engersäits souwuel déi Erënnerungsaarbecht leeschten an déi Moyenen och schafen, fir dat kënnen ze maachen, an op dár anerer Sait d'Fuerschung weiderdreiwen, fir datt och eis Geschichtsschreiwung zu Lëtzebuerg domadder nei Loft an nei Éssore kann entwéckelen.

Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - «Oublier les morts, c'est les tuer une deuxième fois» ass kee Saz vu mir, Här President, mä ass d'Realitéit.

An dass mir als Gesellschaft alles müssen derfir maachen, fir dass jonk Generatione wéssen, wat geschitt ass, wéi wäit de Mensch ka goen an dass den Inimaginable d'Realitéit war, dat ass eng Flucht fir eng Regierung. Et ass eng Flucht fir eng Gesellschaft ze wéssen, wat de Mensch capabel ass ze maachen, fir dass et ni méi geschitt.

Ech muss lech soen, dass ech haut der Meenung sinn, dass et méi wichteg wéi jee ass, d'Leit drun ze erënneren, wat geschitt ass, an ni ze vergiessen, dass déi Leit, déi dësch schlëmmst Atrocitéiten am Zweete Weltkrich gemaach hunn, gewielt waren, dass se demokratesch gewielt gi si vun de Leit an duerno déi Atrocitéite gemaach hunn!

Här President, an erlaabt mer, dass ech awer an désem Débat elo net op de politesche Parquet wéll erofrutschen, fir ze soen, wat elo super oder net super ass, wat besser kéint gemaach ginn oder net besser kéint gemaach ginn, mä dass ech bei de Fakte bleiwen. Ech si frou, dass mer et fäerdegréngen, iwwer 70 Joer nom Zweete Weltkrich d'Victimmen - „les“ victimes - zersumme ronderëm en Dësch ze setzen, fir justement déi Mémoire, och déi Flam vun der Mémoire vive ze erhalten.

„Firwat?“, kréien ech d'Fro gestallt. Virun e puer Méint ass nach d'Madamm Mady Moyse gestuerwen. D'Madamm Mady Moyse huet de Comité Auschwitz wärend Joren, laang, presidéiert a ganz aktiv matgeschafft. Well d'Zeie vum Zweete Weltkrich émmer méi rar sinn. Well émmer manner Leit d'Geschichte kennen zielen, als Papp oder als Grousspapp kennen d'Infoe ginn un d'Kanner, un d'Enkelkanner. Emmer manner gëtt et dat! An dowéinst wor et wichteg fir mech als Regierungschef, als Zoustännegen och fir déi Servicer an déi Associationen, déi et gëtt, fir et fäerdegrében, „zusammen“ d'Mémoire ze erhalten.

Et ass och scho vun engem anere Virriedner gesot ginn: Et gëtt keng Klassifikatioun, wie méi schlëmm oder manner schlëmm Victime war. Fir mech waren all déi Leit Victimmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech kréien hei gesot, hei wier ganz séier en Text erschafft ginn. Den 12. Juni 2015, also bal virun engem Joer, hat ech meng éischt Reunioun, wou mer zersumme mat den Associationen drinwer diskutéiert henn, wou ech hinnen déi Virstellunge proposéiert henn, wou ech och iwwert dee Comité geschwat henn, wou ech gesot henn, dass et fir mech wichteg wier, zersumme eis ronderëm en Dësch ze setzen an och d'Victimme vun der Shoah méi anzubannen an dár Mémoire.

Mir hunn dowéinst och décidéiert, bei eis am Ministère e Service ze schafen, dee sech ém d'Kommemoratioun an d'Mémoire soll këmmeren. Dat ass den Här Muller, deen och dat mat Begeeschterung mécht a frou ass, dat kënnen ze maachen, zersumme mat deenen Associationen an och mam Här Dillmann - an ech wollt net iwwer Nimm schwätzen, mä well ech hei gesot kréien, et wiere keng Leit, déi sech géifen drëms këmmeren -, dee bei mir am Ministère sech och mat drëms këmmt, wéi mer justement déi doten Aarbecht kínte maachen.

Mir wéllen an Zukunft eng Journée nationale de la mémoire hunn. Et steet am Text, dass et ronderëm den 10. Oktober sollt sinn. Mä erlaabt mer, Här President, dass ech net haut soen, ob et den 9., den 10. oder den 11. oder wéi een Dag et ass! Dofir wéll ech dee Comité schafen! Dofir wéll ech déi Leit henn, wou mer zersummen et fäerdegréngen, en Dag erauszésichen, dee ronderëm deen doten Datum och sollt sinn, wou zersummen zu Lëtzebuerg Zeremonien organiséiert gi bei de verschidde Monumenter.

Mir hu verschidde Monumenter: Mir hu Monuments de la Résistance, mir hunn e Monument... mir hunn d'Gëlle Fra, mir hunn och an Zukunfts Monument fir d'Shoah, dat et nach net gëtt hei an der Stad, wat mer och gären hätten a wou mer en Artist, den Här Selinguer, deen och en Iwwerliewende vun engem Konzentraziouns-lager ass, mandatéiert henn, fir zersummen e Monument ze maachen, fir och dignement bei dár doter Festivitéit dann och d'Victimme vun der Shoah kënnen ze éieren.

Zeie sinn émmer manner do. Dokumenter hu mer. De But ass net ze soen, dass alles... - well ech hunn och direkt scho vun och Associatione geschriwwen kritt: „Wat geschitt mat eisem Archiv?“ - mir ginn elo net den Archiv ewechhuelen. Mä mir wéllen awer évitéieren, dass enges Daags, wann déi Responsabel, sief et an engem Gremium oder an enger vun deenen Associationen, vun deen Composanten, déi et haut gëtt, een net méi do ass, déi Valeur vum Patrioine, vun deem Souvenir, dee mer hunn, verschwénn. An dofir soll dat dann och kënnen an d'Archive bruecht ginn.

D'Villa Pauly: D'Villa Pauly soll de Lieu central vun der Mémoire ginn. Mir wéllen och dee Service do hunn a mir wéllen och, dass déi verschidde Composanten do sech kënnen zréckfannen.

D'Gare Hollerech kritt e pädagogeschen Aspekt. D'Gare Hollerech soll amenagéiert ginn, fir dass Klasse kënnen dohinnegoen, dass een dat kann zielen, wat do geschitt ass. A mir hunn och en Enseignant, dee bereet ass, déi Missioun ze iwwerhuelen, fir dat justement mat de Schoulklasse sur place mat enger Expo och kënnen weiderzeféieren.

Iwwert den Institut si jo eng Rëtsch Fro gestallt ginn. Ech sinn och dofir frou, dass de Minister Hansen och hei ass, fir kënnen op déi verschidde Froen ze antwerten. Mä mir hu geomengt, dass et wichteg wier, de Volet Recherche ze hunn an dem IHTP, an op dár anerer Sait de Volet vun der Kommemoratioun mat deene concernéierte Leit och kënnen ze hunn. Dat wéll net heeschen, dass ee mat deem aneren net schwätzt, dass ee mat deem aneren net en Échange huet. Mä mir sinn der Meenung, dass d'Missioun vun der Recherche bei der Uni a mat de Chercheuren a mat de Moyenen - an ech mengen, den Här Hansen wäert dat och soen - , déi d'Regierung dem IHTP gëtt, och weider sollt kommen.

Mir sollen och net vergiessen, dass mer laang gebraucht hunn, fir hei virun e puer Méint is Excusé vis-à-vis vun enger Communautéit ze ginn. An dofir, Här President, sinn ech der Meenung, dass mer alles musse maachen, fir eis Geschicht opzeschaffen, fir an eis ze kucken, eis Responsabilitéiten ze gesinn, mä virun allem net ze vergiessen, wat och hei geschitt ass. A Victimme wore se, Dausenden an Dausende vun Lëtzebuerger, an dat däerf een ni vergiessen!

An erlaabt mer, Här President, meng éischt Zitatiorioun nach eng Kéier ze zitéieren: „Se ze vergiessen, wier all déi Doudeg nach eng zweete Kéier dout ze maachen.“

Ech soen lech Merci fir d'Énnerstézung fir dése Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Statsminister. A wéi ugekennegt, huet de Marc Hansen, zoustännege Minister fir Fuerschung a villes aneres, d'Wuert.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Merci, Här President. Dir léif Deputéiert, e puer Froe si gestallt ginn, wat den IHTP ueget. An do géif ech nach eng Kéier e puer Explikatiounen welle ginn, och wat déi rezent Entwicklungen ueget.

Mir hate schonn heiansdo d'Geleeënheit, drinwer ze schwätzen: Deen IHTP gëtt jo e Centre interdisciplinaire op der Uni. Dat ass eng Décisioun, fir et net an eng Fakultéit einfach verschwannen ze loossen oder just eng Chaire ze maachen. Mä mir hu gesot: „Mir maachen en interdisziplinärt Institut.“ Et gi just, dem Gesetz no, dräi däi Centre-interdisciplinaire. Zwee sinn der scho besat. Ee bleift nach iwwreg, an dat gëtt deen heite Centre interdisciplinaire, fir em och déi néideig Visibilitéit ze ginn.

Mir hunn et och op der Universitéit placéiert, fir och déi Onofhängegeet ze ginn, fir kënnen iwwert d'Geschicht ze fuersche mat deem Background, deen een natierlech och do heiansdo brauch. An ech mengen, d'Universitéit ass hautzudaags staark genuch, fir och déi eng oder aner Diskussioun do ze packen, déi et bestëmmt an deem Kontext och wäert ginn.

Et goufe Froe gestallt, wou mer do dru sinn a wéi da kínt garantéiert ginn, dass och d'Lëtzebuerger Geschicht géif doranner eng wichteg Roll spiller, déi zäitgenéssesch Geschicht. Ech géif do verweisen, an dat ass en oppent Dokument, wat Der kënn konsultéieren, op d'Revi-

sion vun dem Contrat d'établissement, deen de Stat mat der Universitéit huet. Do gi ganz spezifesch, wat soss net de Fall ass, aus der Dotatioun d'Moyenen erausgepickt, déi fir den neien IHTP gebraucht ginn. Dat si fir d'Joer 2016, also den zweeten Deel vun 2016 an 2017, 5,4 Milliounen Euro, déi spezifesch fir den IHTP zur Verfügung gestallt ginn.

Dann hat d'Madamm Modert och gefrot, wéi et dann och wär, ob elo do just iwwer digital Geschicht géif geschwat ginn a wéi kínt festgestallt ginn, dass iwwer lëtzebuergerisch zäitgenéssesch Geschicht géif gefuerscht ginn. Grad an deem Dokument och, wat signéiert ginn ass vun dem Conseil de gouvernance a vun der Regierung, stet dran, dass d'Universitéit am drëtten Trimester vun dem Joer 2016 eben deen drëtten Centre interdisciplinaire wäert kreéieren «avec l'histoire contemporaine du Luxembourg comme le domaine thématique prioritaire». Ech mengen, dat stet och esou dran an dem Contrat d'établissement, wat natierlech och dat dote festhält.

Da gouf et och dernieft dat Dokument, wat mer lech zoukomme gelooss hunn, wou déi dräi Achsen och nach eng Kéier ganz kloer beschriwwen si vun dem IHTP. Do ass dat heiten e wichteg Kapitel dran, also déi Lëtzebuerger Geschicht, Zäitgeschicht, an dernieft natierlech d'europeesch Integratioun a Geschicht an d'„digital history“.

Op déser Plaz gouf vun deem engen oder aneren Deputéiert och iwwert de Comité d'accompagnement geschwat. Ech mengen, dat ass eng wichteg Fonctioun. An an deem Dokument, wat ech elo grad zitéiert hunn, wat der Chamberskommissioun zur Verfügung gestallt gouf, stet och dran, dass deen Institut wäert mat der Lëtzebuerger ziviller Sociétéit Échangéen hunn, mat den Associationen, déi sech och dorémmer bekëmmeren. An ech mengen, och de Recteur wäert sech natierlech an dár heiter Diskussioun améischen an och dee Comité d'accompagnement asetzen an do déi Leit consultéieren, déi en an deem Kontext muss consultéieren.

Lëtzebuerger Zäitgeschicht ass natierlech net némmen Zweete Weltkrich. Dat ass awer e ganz wichteg Kapitel, wat och extra an der Lëtzebuerger Thematik, an der Lëtzebuerger Achs och definéiert gouf an deem dote Punkt.

De Rekrutement gouf kuerz hei ugeschwat. Ech mengen, de Rekrutement fir deen Direktor hei vun deem IHTP ass esou verlauf, wéi all d'Rekrutementen op héich Poste vun der Universitéit gemaach ginn, dat ass: International ginn déi ausgeschriwwen! Dat gehéiert sech esou fir eng Uni, déi sech och op internationalem Plang wéll behaften. Do hu sech Kandidate gemellt. An et gouf extra e Comité de recrutement, deen och net némme mat Lëtzebuerger besat war, dee mat internationale Professoren besat war. Dee Comité de recrutement huet aus deene Kandidaten eng Lëscht gemaach, déi en dem Conseil de gouvernance vun der Universitéit proposéiert huet. An do gouf dann eben de Professer Fickers zréckbehalen, fir deen doten Institut ze leeden.

An ech mengen, ech ginn dovunner aus, dass dee Mann, wann dee vun engem internationale Comité de recrutement erausgesicht ginn ass, wou mir eis erausgehalen hunn, dat hat ech op dár heiter Plaz och schonn thematiséiert, ech mengen, da wäert deen déi Kompetenzen hunn, déi ee brauch, fir dat doten ze maachen an och fir aus deem Institut eppes hinzekréien.

Ee Wuert nach fir ofzeschléissen: Deen Institut ass och op der Uni placéiert ginn, fir dass d'Resultater vun der Fuerschung och kënnen an d'Formationen vun den Enseignanté weidergeleit ginn. Well ech mengen, wa mer iwwer Mémoire schwätzen, an dat gouf jo scho bis elo ganz vill thematiséiert, dann ass dat doten awer och e ganz wichtige Volet. Wann d'Resultater vun der Fuerschung vun dem IHTP, déi op der Uni eben och erschafft ginn, wann déi dann och am Enseignement kënnen an d'Formationen vun den Enseignanté fléissen, mengen ech, hu mer och e wichtegen Deel gemaach fir d'Mémoire, dass och déi zukünfteg Generationen allegueren déi wichteg Informationen och kënné kriéien.

An ech sinn dovunner iwwerzeeg, dass, wa mer elo deem doten Institut an der Universitéit d'Vertraue ginn, wat en och brauch, fir dat doten opzebauern, dass mer an e puer Joer iwwert d'Resultater kënnen dovunner schwätzen



SÉANCE 37

MARDI, 14 JUIN 2016

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6960 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 59 Participatiounen, dovu 56-mol Jo an 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6960 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Ei-

schen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet; MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges En-

gel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

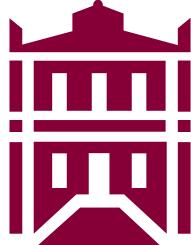
Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci an an effentlecher Sëtzung gesi mer eis erëm de 14. Juni. Merci vilmools a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.10 heures)



SÉANCE 37

MARDI,
14 JUIN 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Discours de solidarité envers le Bundestag et les États-Unis d'Amérique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
5. Question élargie n°17 de M. André Bauler sur le tourisme de congrès et en milieu campagnard
 - M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie
6. 6923 - Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle et des chargés d'enseignement à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle, 2. fixation des modalités et du déroulement du cycle de formation des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 3. création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty
 - Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (question de M. Fernand Kartheiser)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. 6964 - Projet de loi portant modification du paragraphe 91, alinéa 1^{er}, de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“)
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter
8. 6983 - Projet de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
 - Discussion générale: M. Gilles Roth (intervention de M. Alex Bodry), M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. David Wagner)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 6962 - Projet de loi portant approbation
 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015;
 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015
 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Pierre Gramegna et Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech maachen heimat d'Setzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **Mme Francine Closener**, Secrétaire d'État à l'Économie.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dat ass net de Fall. Merci.

Ech wollt d'Chamber dann iwver eng Rei vu Saachen informéieren.

2. Discours de solidarité envers le Bundestag et les États-Unis d'Amérique

Ech hu mer erlaabt, mengem däitsche Kolleg aus dem Bundestag meng Solidaritéit auszedrécke vis-à-vis vun deene rezenten Evenementen ronderëm déi Motioun, déi vum Bundestag ugeholl ginn ass, an ech mengen, mir kënnen eis deene Wieder vun dem Norbert Lammert uschleissen.

Ech wollt lech och informéieren, dass ech am Numm vun der Chamber iwvert den amerikaneschen Ambassadeur eis Solidaritéit mat den Affer vun deene bluddegen Attacken ausgebrückt hunn. Attacken, déi d'Fräiheit viséieren

an en Ausdrock vun déiwem Haass an Diskriminierung sinn. An dat kann een net toleréieren! Egal wou esou Attacken an der Welt geschéien, sinn d'Affer an hir Familljen an och déi zoustände neg Autoritéiten eiser Solidaritéit gewëss.

3. Communications

Ech wollt dann nach d'Chamber informéieren, dass d'Éischt vun den neie parlamentareschen Ufroen hei um Büro deponéiert gouf. Säit der leschter Sétzung ass de Projet de loi 6701 deponéiert ginn. Et handelt sech èm eng Ofännerung vum Gesetz iwvert d'Personal am Fonda-

Op Ufro vun der Regierung an duerch Arrêtés grand-ducaux de retrait vum 1. Juni 2016 goufen de Projet de loi 5155 iwvert d'Reform vum Scheedungsgesetz an de Projet de loi 5867 iwvert d'Responsabilité parentale de 7. Juni 2016 vum Rôle gestrach. Si sinn duerch en entspreichende Projet ersat ginn.

D'Lësch vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sétzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktioune gaangen.

Communications du Président - séance publique du 14 juin 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'administration parlementaire:

7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.06.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêtés grand-ducaux de retrait du 1^{er} juin 2016 le projet de loi **n°5155** portant réforme du divorce et le projet de loi **n°5867** relatif à la responsabilité parentale ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 7 juin 2016.

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

669 - Demande de pétition publique: Pour la suppression du minimum facturable quand on souhaite payer avec une carte de crédit/débit chez un commerçant (5€ limit)

Dépôt: M. Steven Curs, le 07.06.2016

670 - Demande de pétition publique: Élargir les aides du chèque-service auprès des sociétés spécialisées dans les services aux particuliers. Aller au-delà des aides aux structures de garde ou bien des ASBL pour les activités sportives

Dépôt: Mme Thuy Nguyen, le 09.06.2016

671 - Demande de pétition publique: Obligation de s'attacher dans les bus

Dépôt: M. Elouan Bazille, le 12.06.2016

4. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz an hirer leschter Sétzung deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der zougestallt krt. An ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass.

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass den Ordre du jour esou décidéiert a mir kéinten direkt zu eiser Dagesuerdnung iwvergoen.

Den éische Punkt ass déi erweidert Fro vum Här André Bauler iwvert de Kongresstourismus an den Tourismus um Land. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minuten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Antwort, fir seng Zousazfro, wann en dat wënscht, virzedroen. An der Regierung stinn zéng Minuten zur Verfügung. Den Här Bauler huet d'Wuert. Här Bauler!



5. Question élargie n°17 de M. André Bauler sur le tourisme de congrès et en milieu campagnard

► **M. André Bauler (DP)**.- Merci, Här President. Den Tourismus spüllt sech an Europa villfach an de Stied an op de klassesche Sonnenplagen of. Awer och de ländleche Raum huet ouni Zweifel touristesch Potenzialer. Dofir wollt ech d'Madamm Statssekretärin froen, wat fir eng Akzenter d'Regierung setzt, fir den Tourismus am ländleche Raum ze stären, besonesch am Beräich vun der sougenannter Naherholung.

Gëtt et Statistiken a Form vun absolutten Zuelen, déi et erlaben, sech en objektiivt Bild ze machen, wéi sech eisen Tourismus an de leschte Joren an den einzelne Regioumen entwéckelt huet? Wat fir Segmenter an der Iwwernuechtung - Hoteller, Camping, Jugendherbergen an aner Iwwernuechtungsformen - entwéckele sech besser oder manger gutt?

Nëmmen esou gesäit een, a wat fir eng Richtung ee weider ka goen. Wichteg wier och ze wëssen, wéi vill Betriber bäikomm oder ewechgefall sinn a wéi sech d'Duerchsnëtzëmmertzel pro Betrib entwéckelt huet.

Déi kulturell Offer an den Tourismus um Land musse besser openeen ofgestëmmt ginn. Huet an deem Kontext d'Zesummenarbecht énnert der Marque „Ardennes“ e moossbaren Effekt op d'Éislek gehat? Soll d'Netz vun de Gîtes ruraux ausgebaut ginn? Wéi gesäit et mat der ofizieller Unerkennung vun déise Betriber duerch e professionelle Statut aus? Am Réidener Kantton soll d'Formule vum Bed & Breakfast ugebueden, fir mat hinne Forfaits opzestellen? Geet et duer, fir just Destinationen unzeckenegen an a Broschüren ze setzen, ouni awer méi intensiv, verfeinert Package-Offeren unzebidden? Wat droen d'Offices régionaux dozou konkret bai?

Eis Kierchen, Kapellen, Schlässer a Buergen, eis denkmalgeschützten Dierfer bilden e Kapital, dat touristesch besser genotzt ka ginn. 2013 huet eng Émfro vum ÖNT gewisen, datt 82% vun de Visiteuren op Lëtzebuerg wéinst de Landschafte kommen, 57% wéinst eiser Architektur an all zweeten Tourist ass kulturell interesséiert. Firwat gëtt déise Patrimoine net méi an Zeen gesat, Geschichten driwwer verzielt a kohärent Produkter, änlech den „plus beaux villages de Belgique“ oder enger „route des saveurs“ erschloss? Wou si mer mam Projet vun enger „route des jardins“ drun?

Wéi vill Leit komme fir e puer Deeg aus der Groussregioun bei eis, fir ze entspannen? Wéi kenne mer hinnen eng kulturtouristesch Offer ubidden, déi fir Ofwiesselung a Virwëtz suert? Geet déi gemeinsam Vermaartung mat an an der Groussregioun virun, nodeems den Interreg-Projet „Gemeinsames Tourismusmarketing für die Großregion“ ausgelaf ass?

Wéi kenne mer och de Gesondheetstourismus am ländleche Raum stären? Ech denken do zum Beispill u Faaschtewanderungen.

An der Äifel gëtt et Betriber, déi sech drop spezialiséiert hunn, fir Manager unzezéien, déi mat engem Coach kenne léieren, wéi ee mat Stress kann émgoen. Lëtzebuerg läit téschent grouss Ballungszentren an ass selwer e Geschäftszentrum. Do misst een eng Maartlück schléissee kenneen.

Dann nach just e puer Wuert zum Kongresstourismus. Eis Haaptstad verfügt iwwer Infrastrukturen an deem Beräich. Mir wëssen och, datt hir kulturell a gastronomesch Offer eng Après-Kongress-Stëmmung, wann een dat esou soen däerf, erméiglecht. D'Attraktivitéit vun der Stad zeechent sech duerch hir kulturell a sportlech Infrastrukturen aus. Kongresstourismus kann awer och um Land organiséiert ginn, gekoppelt mat Ausfluch an der Regioun. Hei kann also eng Wiesselbezéitung téschent Stad a Land geférfert ginn.

Wéi steet et also ém d'Entwicklung vum Kongresstourismus? Wat fir Schwéierpunkte sollen an Zukunft gesat ginn? Wéi kenneen och ländlech Partner méi an d'Vermaartungsorganer am Kongressberäich agebonne ginn?

Voilà! Dat ware meng Froen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. A wann ech meng Zäit kucken, Här President, dann hunn ech dës Kéier net iwwerezunn. Villmoors Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- An dofir kritt Dir och eng bonne Note. An d'Wuert huet direkt déi zoustänneg Statsekretärin fir den Tourismus.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie**.- Merci, Här President. Als Éischt wéll ech dem honorabelen Députéierten André Bauler Merci soe fir dës ganz vill Froen, déi mer awer d'Gleeeënheit ginn, fir e wéineg den Iwwerschlag ze maache vun den Aktivitéiten am Tourismussecteur, wat sech do an deene leschte Jore gedoen huet.

Zanter 2010 gëtt et am Tourismus zu Lëtzebuerg eng ganz positiv Entwickelung. Zejort gouf et en Total vu ronn 3 Milliouen Nuitéeën! Dat war en neie Rekord. An och an den éischte Méint vun dësem Joer gesäit et, trotz dem jo awer zimlech duerchwuessene Wieder, extrem gutt aus. Dat soen eis déi éischt Héichrechnunge vum LFT, also vum „Luxembourg for tourism“, déi reforméierten ÖNT, eiser nationaler Promotiounsgagence.

Wat d'Hotellerie ugeet, gouf et zejort e Plus vun 2,3% op en Total vun 1,74 Milliouen Nuitéeën. Op de Campinge war et eng Hause vu bal 7% an och bal eng Milliouen Iwwernuechtungen. An d'Jugendherberge respektiv d'Gîten hunn némme 3,4% zougeluecht op 242.000 Iwwernuechtungen.

Och d'Visiteurszuelen op deene verschiddenen touristeschen Attraktiounen respektiv an den Tourist-Infoe confirmiéieren deen Trend no uewen.

Wa mer dann d'Regioune kucken, déi, mengen ech, den André Bauler besonnesch interesséieren, dann hate mer zejoert an den Ardennen e Plus vun 2,2% an der Hotellerie, am Mëllerdall plus 2,4%, op der Musel hate mer e Minus vun iwwer 4%. Dat huet awer domat ze dinn, dass ee grousse Betrib zugemaach huet an een anere groussen Hotelsbetrib renovéiert gouf. Dat dréckt natierlich direkt d'Statistik, mä ech ginn awer ferm dervun aus, elo, wou dat renovéiert ass, dass et dëst Joer besser geet. An am Süden hate mer och e Plus vu bal 3%.

Generell, géif ech soen, hu mer am Tourismus zwee grouss Défien. Engersäits geet et dréims, fir Lëtzebuerg als Destination miéi bekannt ze machen, besser ze vermaarten, an anersäits mussé mer natierlich derfir suergen, dass sämtlech Iwwernuechtungsméiglechkeeten a puncto Quantitatit an a puncto Qualitéit den Uspréch vun de Clienté gerecht ginn, déi émmer méi kriddelech ginn.

Et ass kee Geheimnis, dass grad iwwer Land vill Familljebetriben opgehalen hunn: Hotellen, awer och Restauranten a Bistroen. An de leschten zéng Joer hu mer an den Ardenne 16% u Capacitéit verluer. Am Mëllerdall waren et souguer 31%. Dat huet vill verschidden Ursachen. Et ass awer och esou, dass déi Betriber, déi émmer matzäiten investéiert hunn, fir attraktiv ze bleiwen, am grousse Ganzen net kennee kloen. Wann een och de Revenu par chambre kuckt, da läit Lëtzebuerg am europäische Verglach mat un der Spëtz.

Allgemeng, mengen ech, gëllt souzesoen eng Fauschtregel am Secteur, dass een Hotel iwwer Land ab 50 Zémmere rentabel - wierklech rentabel - ze exploitiéiere wier; an der Stad brauch en der awer méi.

Wat elo d'Gîten ugeet, déi Dir och ugeschwatt huet: Dat Konzept gëtt jo scho laang vum Ministère finanziellem énnertstëtz, egal ob d'Initiativ elo vun enger Gemeng kenneet oder vu Privatleit. Ech mengen, et ass eng interessant Iwwerleeuung awer och am Kader vum neie Plan quinquennal, fir dat ze verdéiwen, ob mer méi op de Wee ginn ebe vu Gîtes d'étape.

Do stelle sech eng Rei Froen, zum Beispill betreffend d'Proximitéit zu engem Wanderwee, zu engem Véloswee, zu enger Gare, zu aneren Infrastrukturen. Mä well mer eis jo awer als Destination positionéiere fir ebe Wander-, Vélostourismus respektiv Naturtourismus, géif esou eng Form vun Hébergement absolutt Senn maachen. Datselwecht gëllt och fir Bed & Breakfast, wou jo d'Grenzen am Fong ganz no bai sinn.

De Camping dann: Dat ass e Secteur, dee sech an engem Émbroch befénnt. Den Trend geet ganz kloer a Richtung Locatif a Camping-Caren, quritte dass mer awer och nach émmer vill klassesche Camping hunn. Et ass awer och evident, dass esou insolite Iwwernuechtungsméiglechkeete wéi Bamhaiser, wéi „Pod“en an esou weider, dass dat émmer méi populär gëtt, dass dat sech och séier amortiséiert, sech séier rentéiert an natierlich och vum Ministère énnertstëtz gëtt.

De Client, an do hutt Der recht, gëtt émmer méi anspruchsvoll a wéllt eigentlech op d'Mooss geschneidert Offeren hunn, wann e Vakanz mecht. Duerfir ass et och evident, dass sämtlech Akteuren - sämtlech Akteuren! - aus enger Region müssen zesummeschaffen, fir eben attraktiv Produkter ze entwéckelen - Dir hutt däi e puer genannt -, fir déi och mateneen ze kombinéieren an déi dann zesummen ze vermaarten.

Natierlich sinn d'ORTen - d'Offices régionaux - hei gefuerert, fir esou flott Package-Offerten ze proposéieren. D'ORTe sinn och haut scho Coachen an deem Senn vun all Akteur, deen do Énnerstëtzung brauch, fir eben esou e Package unzebidden.

Wa mer vun der Kultur schwätzen: Ech mengen, Kultur an Tourismus ginn effektiv Hand an Hand, an et ass evident, dass hei och déi kulturell Offer integréiert gëtt an och an Zukunft a mengen Aen nach méi integréiert muss ginn. Et muss ee sech effektiv bewosst sinn, dass déi kulturell Infrastrukture bei eise Clienten, bei eisen Touristen immens grousse Succès hunn, d'Infrastrukturen an och d'Manifestatiounen. De Mudam ass zum Beispill vun all den Touristenattraktiounen am Land op Nummer 5 mat iwwer 90.000 Visiten an engem Plus vu 15% Visiteuren d'lescht Joer.

Dann de Volet Geschäfts- a Kongresstourismus, dee sech zu engem ganz wichtige Pilier vun eiser Tourismusindustrie entwéckelt. Zejort waren 58% vu sämtlechen Nuitéeën, knapp eng Milliouen Iwwernuechtungen an der Hotellerie, op de Geschäfts- a Kongresstourismus zréckféieren. A mir wéll jo besonnesch de MICE-Beräich weiderentwéckelen. MICE ass de Fachausdruck fir international Kongresser, fir Ausstellungen, fir Konferenzen. Besonnesch dee Beräich entwéckelt sech och ganz gutt, an déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach goufen, droen hir Frichten. D'lescht Joer hate mer do e Plus vu bal 20% an den Iwwernuechtungen.

Déi Efforte goufen engersäits vun der Regierung gemaach, anerersäits awer och vun LFT, en plus vum Luxembourg Convention Bureau vun der Stad Lëtzebuerg, awer och vun eisen anere Partner, besonnesch deenen natierlich, déi am Cluster zesummeschaffen. De Wirtschaftsministère huet dee Cluster 2014 an d'Liewe geruff. Deen huet elo an Tëschenzäit 26 Memberen. An de schafft u ganz konkrete Projeten, fir nach méi international Kongressorganisateuren op Lëtzebuerg ze zéien.

Et gëtt vill Potenzial an deem Beräich, ganz vill Potenzial. Mir hunn eis elo esou opgestallt, dass mer dat besser kennennotzen. Eis Virdeeler sinn natierlich eis Lag, eis zentral Lag an Europa, d'Accessibilitéit, eis modern Infrastrukturen, eise séchere Standuert - och dat gëtt émmer méi wichteg -, d'Villsproochegkeet, mä awer och verschidde ganz aktiv Wirtschaftszweiger, Secteuren, déi duerch hir Bündelung vu Kompetenzen eigentlech Kongresser regelrecht unzéien. Ech denken do natierlich un de Finanzsecteur, un den Assurancesecteur, awer och un ICT, Automotive, Logistik an esou weider.

Ee wichtegt Evenement am Beräich Promotioun ass ufanks September de „Meet Luxembourg“. Dat ass e ganz grousse Seminär, op dee mer 200 international Kongressorganisateuren op Lëtzebuerg invitíert hunn, fir dass se de Standuert kenneléieren. Den Optakt vun deem groussen Evenement ass eng Réception hui um Krautmaart virun der Dier vum Palais, a Präsenz vun der ierfgroussherzoglecher Koppel.

An et ass mir ganz besonnesch wichteg, dass mer deen Event net némme op d'Stad Lëtzebuerg limitéieren, mä dass mer eben deenen Organisateuren och aner Sitten iwwer Land presentéieren, wéi Clief, den Domaine thermal zum Beispill, d'Rockhal, an awer dann och anerersäits Kaderprogrammen demonstréieren, presentéieren, wéi zum Beispill Hiking am Mëllerdall oder eng Waindegustatioun op der Musel, de Fonds-de-Gras an esou weider.

Am Kontext vum Kongresstourismus well ech och nach soen, dass mäi Ministère amgaangen ass, en nationale Convention-Büro zu plangen, deen op deem baséiert, wat mer schonn an der Stad hunn, ebe beim LCB. Mir brauchen eng zentral Ulfastell fir potenziell Clienten, déi hire Kongress an hire Kaderprogramm sur mesure wélle proposeert kréien. Den LCB huet do ganz vill Kompetenzen opgebaut a wärtvoll Erfahrungen, op deenen ee ganz gutt kéint opbauen. An esou ee Guichet unique hätt natierlich dann och d'Missioun, fir eben déi aner Regioune vum Land an déi ganz Offer mat anzebezéien. Ech mengen, dat ass Senn an Zweck vun esou enger nationaler Struktur.

Den Haaptdéfi besteet doranner, Lëtzebuerg als Kongressdestinatioun am Ausland méi bekannt ze maachen. Et muss een näämlech wëssen, dass ee Kongresstourist, also e renge Kongresstourist, wann en eng Nuecht hei am

Land verbréngt, dass en dann dräimol esou vill Suen ausgëtt wéi ee Fraizäit tourist an duebel esou vill Sue wéi een normale Geschäftstourist. Ech mengen, och dat ass natierlich en interessante Chiffer.

Et ass fir mech och selbstverständliche, dass den Tourismus entre-temps Partie intégrante ass vun alle grousse Wirtschaftsmissiouen, déi mir an d'Ausland maachen, well dat jo natierlich eng optimal Plattform ass, fir Promotioun ze maachen. Zanter zwee Joer gëtt dat elo systematesch gemaach. Zum Beispill a China, an den USA an a Japan hu mer dat gemaach. An an engems ass dat jo och eng flott Geleeënheit, fir eben Investisseur unzeschwätzen, déi mer brauchen, fir nei Hotelstrukturen zu Lëtzebuerg opzériichten. Wéi gesot: Quantitatit a Qualitatit vun den Iwwernuechtungsméiglechkeete sinn den A an den O vun der Destinatioun, nieft der Promotioun natierlich.

Den Tourismussecteur ass e wichtige Bestandteil vun eiser Ekonomie an dréit méi zu eisem PIB bai wéi déi klassesch Industrie. E schaftt Aarbeitsplazen, déi net kennen delokaliséiert ginn, an en dréit positiv zum Bild bai, wat mer no bausse wéllen ofginn. Alles dat justifiéiert d'Efforten, déi mer scho gemaach hunn an déi mer och nach an Zukunft wäerte maachen. Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci der Madamm Statssekretärin. Huet den Här Bauler nach eng Zousazfro ze stellen?

► **M. André Bauler (DP)**.- Jo, Här President, ech soe fir d'Éischt der Statssekretärin villmoors Merci fir déi do Precisiounen. Et waren der ganz vill. Ech hat effektiv eng Rei Froen opgeléscht. Ech wollt awer just den Aspekt Gesondheetstourismus vläicht nach eng Kéier uschwätzen. An deem Kontext wollt ech am Fong geholl froen, ob Der do och Pisten an deem Beräich verfollegt an ob et och do Opportunitéiten ekonomescher Natur gëtt. Merci.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie**.- Jo, villmoors Merci. Also de Gesondheetstourismus war bis elo en tant que tel nach keng Niche, op där mer elo besonnesch geschafft hätten. Anerersäits ass et awer esou, wann een elo zum Beispill d'Faaschtewanderen hält, wat jo eppes ass, wat am Éischt besonnesch gutt amgaangen ass, sech ze développéieren, gehéiert dat jo engersäits ganz kloer an de Beräich Aktivtourismus an anersäits och an de Beräich Naturtourismus, soudass dat sech eigentlech do iwwerschneit an dass mer amgaange sinn ze kucken, wéi mer dat nach méi cibleiert kennen an eis Promotioun mat abauen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci der Madamm Statssekretärin.

Domat wär deen heite Punkt evakuéiert a mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6923 iwwert d'Chargéen am Enseignement seconde. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Claude Lamberty.

6. 6923 - Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle et des chargés d'enseignement à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 2. fixation des modalités et du déroulement du cycle de formation des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 3. création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Claude Lamberty (DP), rapporteur**.- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, wat op den éischte Bléck haut de Mëtten éischter technesch ausgeséit, erweist sech op den zweete Bléck awer als eng däitlech Verbeserung fir vill Leit dobaussen, déi als onverzichtbar Chargéen an eisem Bildungssystem schaffen.

Et ass gewosst, dass d'Chargéen mat hirer berufflecher Situations zénter Joren net wierklech zefridde waren. Wat ufanks als Noutléisung geduecht war, ass haut zu engem feste Bestandteil an eise Schoule ginn. An déi Situations, déi sech an deem Kontext an deene leschte Joren entwéckelt huet, ass effektiv net férderlech gewiescht, fir a villen interne Schoulbetriebsklime produktiv gewiescht ze sinn.

Chargeé sinn haut awer mat hirer Roll an der Schoulorganisatioun an de Schoulen einfach



net méi ewechzedenden. Éier ech op de Contenu vum virleinden Text ze schwätzen kommen, wéll ech deene ville Chargéen, déi an eise Schoulen am Asaz sinn, Merci soen, Merci fir déi gutt a wäertvoll Aarbecht, déi se am Senn vun eise Kanner a Jugendlecher Dag fir Dag maachen.

Här President, de Projet de loi, iwwert dee mer haut schwätzen, gouf de 4. Dezember vum leschte Joer déposéiert. Den 23. Mäerz huet d'Regierung eng Rei vun Amendementer era gereecht. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet zwee Avisen ofginn. De Statsrot huet sain Avis den 3. Mee 2016 publi ziert. De 26. Mee gouf ech an enger Sitzung vun der Éducatiounskommissiou schliisslech zum Rapporteur vum virleinden Text genannt.

Unhand vun den Datumer gesäit een, dass hei ganz séier an och ganz effikass geschafft ginn ass. Aus deem Grond wollt ech dann och all de Memberen aus der Éducatiounskommissiou Merci soe fir déi gutt a reiungslos Zesummenaarbecht bei désem Projet, deen, wéi gesot, d'Aarbechtskonditiounen vu ganz ville Leit am Enseignement wesentlech wäert verbesseren.

Här President, wurëms geet et bei désem Projet?

Déi leschtjäreg Reform vun der Fonction publique bréngt et mat sech, dass och am Beraich vum Enseignement legal Adaptatiounne musse gemaach ginn. Et besteet de klore Wällen, fir fräi Plazan an Zukunft an eise Schoulen, dat heesch op Plazan, wou kee fäerdege brevetéiert Personal disponibel ass, just nach mat Chargés d'enseignement à durée indéterminée ze besetzen. Dat heesch, konkret läit de Fokus fir d'Schoulorganisatioun an de Lycéeën op brevetéiert Personal a Chargés d'enseignement mat onbefristetem Vertrag. Dofir ginn d'Dispositione vum entspreechende Gesetz vum 29. Juni 2010 dann och an deem Senn geännert.

Des Weidere bedeut dat, dass Chargé mat engem befristete Kontrakt just nach bei exzptionelle Congéen, wou also soss keen den Ersatz kann assuréieren, agestallt ginn. Wéini ass dat de Fall? Just nach bei extra Congé de maladie oder och vläicht engem Congé de maternité.

Dann dee vläicht wichtigste Punkt oder zumindest deen, deen déi gréisst Optierrsamkeit ervirgeruff huet: Dést Gesetz dréit och dem Welle Rechnung, d'Tâche vun de Chargés d'enseignement ze adaptéieren, konkret, schréttweis op 22 Wochestonnen erofzesetzen. Duerch de Fait, dass an eise Schoule ronn 1.000 Chargéen dagdeeglech de Schoulbetrib assuréieren an duerch déi Adaptatioun, dat heesch duerch déi iwwerfälleg, wierklech iwwerfälleg Verbesserung vun den Aarbechtsbedéngunge fir d'Chargéen, wäert esou ronn 50 nei Plaze kreiert ginn.

Des Weidere gi mat désem Text och d'Konditiounen vum Stage vun de Chargéen geregelt, an d'Limit vu just zéng Stonnen an engem spezifische Fach gëtt ofgeschaft. Dés Limitatioun huet näämlech den Engagement vun engem Chargé dacks eischter verhennert. Eng national Reserv Chargéen, déi vum Ministère un déi jeeveileg Gebaier ka verdeelt ginn, ass virgesinn. Wat den Detail vun deenen eenzelne Mesuren ueget, hir Répercussionen op déi eenzel concernéiert Gesetzestexter, wéll ech op de Commentaire des articles a mengem schréfleche Rapport verweisen, dee genee dës preziséiert.

Här President, e puer Bemerkungen zu den Avisen, déi zum Text erakomm sinn. De Statsrot huet sech a sengem Avis, ofgesi vun e puer legistesche Remarquen, ganz averstanen erklärt mam Contenu vum Text. Och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics seet sech d'accord mat de grousse Linne vun désem Projet. Si ass der Meenung, dass déi nämlecht Aarbecht och ènnert deenen nämlechte Konditiounen soll gehale ginn. An deem Kontext schwätz d'Chamber sech och fir d'Altersdécharge fir d'Chargéen aus.

Mat deem virleinden Text ass nach sécherlech net alles gemaach, fir existeérer Inégalitéiten an eisem Schoulsystem auszegläichen. En ass awer, an dat weise jo och déi ganz vill positiv Reaktioune vun deene Beträffen, een eischte wichtegen a grousse Schrétt an déi richteg Richtung. Déi betraffe Leit kreien e Plus un Aarbechtsqualitéit, eng gewësse Sécherheet, fir hient Liewe kennen ze gestalten, an de Ministère kritt och e besseren Iwwerbleck, wat déi gesamt Schoulorganisatioun ubelaangt.

Zum Schluss Merci de Kolleegen aus der Éducatiounskommissiou, der Administratioun hei bannen an och ganz besonnesch dem Philip Modert aus der DP-Fraktioune fir hir Hélfel bei désem Rapport.

Dést gesot, Här President, bréngen ech dann natierlech och selbstverständlech den Accord vun der DP zum virleinden Text.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Rapporteur. An d'Wuert huet d'Madam Martine Hansen als eischte ageschriwwen Riedrin. Madamm Hansen!

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President, an ee grousse Merci un de Rapporteur, den Här Lamberty. Hien huet alles am Detail beschriwwen, wat am Projet de loi steet. Duerfir wäert ech dat sécherlech net nach eemol maachen.

Mä ech hunn awer och net näischte ze soen, well ech hunn nach eng Partie Remarquen a Froen zu désem fir d'Chargé ganz wichtige Projekt de loi. Allgemeng fannen ech et ganz erstaunlech, datt bei désem Projet de loi keng Fiche financière derbällait, well dést Gesetz kee finanziellen Impakt op de Statsbudget soll hunn. Dat ass awer eng ganz large Interpretatioun vum Här Minister. E jäerde Loun fir ronn honnert zousätzlech Posten, wann d'Tâche bis ganz ugepasst sinn, ass an eisen A net négligeabel, huet op jidde Fall net kein Impakt op de Budget an hätt zumindest missen ernimmt ginn, oder mer hätten eis definitiv all déi Diskussiounen iwwert den Zukunftspak kenne spueren, wat mer vläicht souwisou hätte kenne maachen.

Dann awer zu deene méi praktesche Saachen um Terrain. Mat désem Gesetz kréie mer elo zwou Zorte vu Chargeen - et ass scho gesot ginn -: de Charge à durée déterminée, dat sinn d'Charge-de-replacement, an de Charge à durée indéterminée, dat sinn d'Charge de renforcement. Bei de Charge à durée déterminée, déi jo just nach kennen agestallt ginn, fir e befristete Congé de maladie oder ee Congé de maternité ze ersetzen, stellt sech d'Fro: Wät geschitt, wann de Congé de maladie verlängert gëtt? Da muss jo och erém de Kontrakt verlängert ginn. Wat geschitt, wann dat muss dräimol gemaach ginn, zum Beispill? Riskiéiere mer do net erém, Kloen ze kréien, datt dës Chargeen dann ee Contrat à durée indéterminée misse kréien?

Mir kruten an der Kommissiou gesot, et géif sech am Fall vun esou Verlängerungen dann nénmmen ém ee Kontrakt handelen. Ganz klooschéngt mer dat net ze sinn. Et wär net schlecht, dat nach eemol juristesche ofzéklären an déi noutwendeg Richtlinnen un d'Direktiounen ze ginn.

Da kommen ech zu de Charge d'enseignement, déi en onbefristete Kontrakt kréien. Dés Chargeen sollen d'Schoulpersonal verstärken, gi fest agestallt a mussen deementspriebend och ee Stage maachen, wat gutt ass. Am urspréngleche Projet de loi war dése Punkt vum Stage nach behandelt ginn. E steet och elo nach am Intitulé, ass awer opgrond vun der Remarque vum Statsrot, datt de Stage am IFEN-Gesetz behandelt gi wär, dunn erausgeholl ginn.

Mä de Stage ass an eisen Aen immens wichteg. An duerfir wéll ech hauw awer nach eemol drop agoen. Well wa mer soen: Mir stellen d'Charge à durée indéterminée als Verstärkung an, an dat soe mer mat désem Gesetz, da muss mer och de Chargeen en anständigen Encadrement garantéieren, well si hunn déiselwecht Aufgaben ze erfëlle wéi d'Fonctionnairesenseignanten.

An duerfir misst och déi Personne de référence, déi am IFEN-Gesetz fir den Encadrement vum Charge virgesinn ass, kennen eng deementspriebend Décharge kréien. Si soll näämlech de Charge aféieren a seng Fächer a Missionen, en assistéieren, betreien a guidéieren, an dat alles gratis. Wann en dat bei engem Stagiaire mécht, dee Fonctionnaire gëtt, da gëtt e bezuelt derfir.

Ech zweifelen also staark drun an ech hunn dat och schonns de leschte Summer gesot, datt esou vill motivéiert, engagéiert Leit fénnt, déi nach Zäit hunn, fir an hirer Fraizäit dës Aufgab mat vollem Asaz ze erfëllen. Dat ass net seriö.

Den Encadrement vum Charge ass genausowichteg wéi vun deenen anere Stagiairen, mä leider sinn d'Majoritéspartie jo alleguer der Meenung gewiescht, dat wär net esou, an hatten eisen deementspriebend Amendement d'lescht Joer refuséiert. Schued!

Meng zweet Remarque betréfft déi sougenannten Altersdécharge fir d'Charge. Dés Altersdécharge besteht aus enger Reduktoune vun de sougenannten 72 Stonnen administrativ, par scolaire Aarbecht an esou weider, déi pro Joer ze leeschte sinn. Dés sollen an zwou Etappe reduziert ginn. Dozou zwou Remarquen.

Eischtens, Enseignanten, déi ganz normal um Schoulliwen deelhuelen, Porte ouverte, Weiderbildung an esou weider, leeschten dës 72 Stonnen ouni Problem, wat och wichteg ass fir d'Schoulliwen.

Zweetens: Ech hat den Här Minister gefrot, ob hie kontrolléiert, ob dës 72 Stonnen am Allgemeine geleescht ginn, respektiv ob hie wéisst, ob et kontrolléiert gëtt.

„Neen, et soll een net ze vill kontrolléieren“, sot den Här Minister. Wann ech domadder prinzipiell vläicht och nach kann averstanne sinn, da wësst Der awer och, wat dës theoretesch Altersdécharge wäert ass. Verschiedener, wahrscheinlech déi meesch Enseignanté maachen nach èmmer vill méi wéi déi 72 Stonnen. Eenzelner awer och manner, an dëst mat oder ouni Altersdécharge! Se steet also virun allem emol um Pabeier.

Dir Dammen an Hären, am Accord mat der ACEN ass och festgehale ginn, datt d'Chargeen ab 2018-2019 kee Koeffizient méi ènner 1 sollen hunn. Dëst ass sénnvoll. Den Här Minister sot eis, datt den entspreechende Règlement grand-ducal géif zum gegebenen Zäitpunkt ugepasst ginn.

Ech wéll hei dann nach eemol ganz ausdrécklech drop hiweise, datt et nach èmmer Enseignant-Fonctionnaire gëtt, déi och Koeffizienten ènner 1 hunn. Wann dës Upassung fir d'Charge ugepasst ginn ass. An duerfir ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioune zu désem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir sain exzellente Rapport, deen e gemaach huet. Dem Merci wéll ech mech uschléissen, deen e gemaach huet un d'Chargeen, déi eng exzellent Aarbecht gemaach hunn.

Dést Gesetz ass eng Verbesserung vun der Situatioun, wéi mer se am Moment hunn. Si ass vläicht nach net déi ideal Situatioun, mä et ass op alle Fall emol e Schrott an déi richteg Richtung, esou wéi de Rapporteur et och gesot huet.

Et ass eng Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen, wéi d'Chargeen et bis elo harten. Duerfir deelen ech och elo net déi vläicht e bëssen negativ Stëmmung, déi d'Madamm Hansen hei elo gemaach huet.

► **Une voix.**- Konstruktiv!

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Si huet eng Rei vu Fro gestallt, dat ass richteg. Wann et eng konstruktiv Stëmmung war, dann huelen ech dat och als déi op, déi et da war. Wann et eng konstruktiv war, da wéll ech dat och mat deelin.

«Travail identique mérié conditions identiques», esou soll dat mat désem Gesetz dann och émgesat ginn. Dat énnerstétié mir. All Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen vun de schaffende Leit wéile mer natierlech énnerstétiéen, an duerfir ginn ech och heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioune.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Engel. An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (d'éi gréng).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Den honorabile Rapporteur Claude Lamberty war effektiv ganz ausféierlech. Ech wéll him Merci soe fir sain mëndlechen a schréfleche Rapport. En huet gesot, datt d'Chargeen...

► **Une voix.**- Et war schlisslech sain eischte Rapport.

► **M. Claude Adam (d'éi gréng).**- Pardon?

► **Une voix.**- Et war dem Här Lamberty sain eischte Rapport.

► **M. Claude Adam (d'éi gréng).**- Majo, dat ass jo ganz villverspriebend, wann dat deen eischte war. Da freeé mer eis op déi, déi nach allegueert kommen!

(Brouhaha)

Den honorabile Rapporteur huet gesot, d'Charge wieren net ganz zefridde gewiescht. Ech mengen, dat ass zumann richteg, fir net ze soen, datt dat liicht énnerdriwwé war. Ech mengen, d'Charge ware ganz onzefridde mat där Situatioun! Et ass och esou, an ech mengen, dat wësse mer alleguer, all Kéiers, wa mer de Charge eppes zougestanen hunn, da dat als Reaktioune op Gerichtsuerteeler, déi si sech erstriidden hunn.

An deem Senn begréisse mer et, datt et dann, och wann d'Vetriederin vun der CSV nach eng Rei Froen opgeworf huet... Och mat deem Projekt hei léise mer net all d'Problemer, déi mer hunn an der Éducatioun. Mä trotzeem reagéiere mer endlech op eng Situatioun, déi net glécklech ass. Mir hu scho laang an der Praxis, niewent der Kategorie vun de Professeren, och eben eng Kategorie vu Chargeen. Dat sinn déi lescht Statistiken, déi ech gesinn hunn: 26,5% vun den Enseignanten am Secondaire sinn effektiv Chargeen. Mat deem Gesetz hei maache mer eischtens déi Upassungen, déi d'Reform vun der Fonction publique vun eis verlaagt.

D'lescht Woch hate mer e Gesetz, wou mer Upassunge fir d'Schoulmeeschtere gemaach hunn. Dës Woch hu mer eent, wou mer et fir d'Chargeen am Enseignement secondaire maachen.

Mir maachen och, an dat huet de Rapporteur och gesot, mir maachen och eng Verbesserung, eng wesentlech Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen. Mir sinn nach net dobäi, datt mer esou gutt Aarbechtskonditiounen hu wéi bei de Proffen. Ech mengen och net, datt mer sollen déi eng Kategorie géint déi ander ausspille. Dat soll et net sinn! Mä mer sollen trotzdem all de Leit, déi am Enseignement schaffen, fair Aarbechtskonditiounen ubidden. Hei ass ee Wee dohinner.

Also, mer setzen, et ass gesot ginn, d'Wochestonnen op 22 schréttweis erof. Et ass och gesot ginn, firwat datt mer dat schréttweis maachen: Well et ebe ganz vill Leit sinn a well mer och musse reagéieren erém eng Kéier mat neie Posten op déi Erlüchterungen, déi mer do schafen.

D'Konditiounen vum Stage gi geregt iwwert d'IFEN-Gesetz. An da gëtt hei och endlech eng Altersdécharge agefouert, déi ugepasst ass un der Fonction publique, net un dem Enseignement. Mä èmmerhin, et ass schonn dat!

Duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioune zu désem Projet de loi an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus dem Här Lamberty dann en häerleche Merci fir e ganz besonnesch gudden alleréische Rapport an déser Chamber.

Am Prinzip wéil mer jo mat désem Gesetz d'accord sinn, mä et gëtt awer e Problem. De Problem besteht net doranner, datt mer eis driwwer géifen iergeren, datt d'Aarbechtskonditiounen vun de Chargeé verbessert ginn. Ganz am Géigendeel, mir freeéen eis driwwer! D'Charge leeschten e ganz wäertvolle Bäitrag zu eiser Éducatioun. An ouni op de Wee vun engem Enseignant unique wëllen ze goen, ass et jo awer wierklech eng däitlech Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen a vergläichbare Konditiounen, wéi se fir d'Professeren heiansdo sinn. Dofir ass dat u sech e ganz wichtegen a positive Schrétt.

Mir sinn also mat de grousse Linne vun désem Gesetz d'accord, och wa mer eis e puer kleng Fro stellen, déi ech och net wéll widderhuelen, zum Beispill iwwert d'Finanzen, well d'Madamm, d'Spriecherin vun der CSV... Elo hunn ech däin Numm vergiess! Martine, entschäligel!

(Hilarité)

An déser wichteger Ried ass dat mer geschitt. Mä dat ass dann de Bewäis, datt ech eng Altersdécharge brauch.

(Hilarité)

Sou, voilà! Selwer därf een dat vu sech soen. Also, fir zréckzkommen an den Eescht vum Liewen: Eise Problem elo mat désem Gesetz läit dobäi, datt d'Chambre des Fonctionnaires e Problem awer och opgeworf huet, an dat ass dee vum Sproocheregimm fir d'Charge d'enseignement, fir d'Charge d'éducation, pardon.

An zwar den Artikel 4 Punkt 2 vun deem Gesetz, dee seet ganz däitlech, datt déi Charge d'éducation némmen zwou vun eisen dräi administrative Sproochen muss schwätzen. An dat ass natierlech eppes, wou mir als ADR soen: Dat kann et net sinn! An d'Chambre des Fonctionnaires huet dat och esou ges



SÉANCE 37

MARDI, 14 JUIN 2016

buergesch ännerhalen. Wa mer bei de Chargés d'éducation némmen zwou vun deenen dräi Sprooche fuerderen, ass dat net verlaagt.

Dat bezitt sech awer net némmen op Létzebuergesch. Et ka jo och sinn, datt da Franséisch zum Beispill net geschwat gëtt, oder Däitsch net geschwat gëtt, jee nodeem a wéi enger spezieller Situatioun dat ass. An dofir ass dat fir eis e Wee, deen net akzeptabel ass!

Wéi gi mer elo mat där Situatioun ém? Fir eis als ADR, well mer jo mat deene grousse Linne vun désem Projekt d'accord sinn an och mat de Froen, déi d'Martine Hansen virdrun opgewor huet, ass et eigentlech den normale Wee, fir iwwert de Vote séparé ze goen, fir ze soen: Hei, mam Artikel 4 Punkt 2 kenne mer net d'accord sinn. Mir hätte gären nach e Vote séparé no Artikel 45 vun eisem Reglement, wou mer kënnen eisen Désaccord mat enger Regelung vun désem Gesetz ausdrécken, an dann dat ganzt Gesetz stëmmen.

Mir hunn awer e praktesche Problem: Duerch, datt den Här Gibéryen haut op enger Déngschtrees ass an datt mer déi fennet Deputéierten net zesummen hunn, fir vun eis aus, well mir hunn déi fréndlech Ènnerstëtzung - aus prozedurale Grënne - vun deene Lénken hei kritt, dat heiten unzefroen. Well den Här Gibéryen awer haut fir d'Chamber op Déngschtrees ass, hu mer déi fennet Deputéierten net zesummen, fir de Vote séparé ze froen.

Dofir froen ech dat hei, Här President, ob nach e fennet Deputéierten am Sall ass, deen eis géif dann ännerstëtzten, fir e Vote séparé hei riwwer ze froen.

Ass dat net de Fall, misste mer als ADR dann dat ganzt Gesetz refuséieren, well et fir eis net kann a Fro kommen, egal wéi mer mat deem Gesetz a mat senge grousse Linnen, mat senge Intentioun d'accord sinn, kenne mer awer e Gesetz net stëmmen, wat géif Létzebuergesch an der Fonction publique a Fro stellen.

Dat gesot, hänkt also eise Vott, Här President, dovun of, ob mer e fennet Deputéierte fan nen. Vläicht kënnst Der dann d'Fro stellen, ob e fennet Deputéierten am Sall ass, deen e Vote séparé géif ännerstëtzten.

Wann net, da misste mer, wéi gesot, géint dat Gesetz stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Kartheiser. Bon, ech mengen, ech stellen déi Fro, wa mer iwwert de Projet of stëmmen. Mir fueren elo normal weider an der Diskussioun an d'Wuert huet den Här Marc Baum. Ah, ech hat den Här David Wagener hei stoer. Dann ass et den Här Baum.

M. Marc Baum (déri Lénk). - Merci, Här President. Mir ännerstëtzten dést Gesetz, well et e Komproméss ass, deen ausgeschafft ginn ass mat der Vereenegung vun de Chargés de cours, a mengen, datt et an déi richteg Richtung geet, och wann ee sech sécherlech déi eng oder aner Dispositioun nach anescht hätt kenne virstellen.

Ech wéll awer virun allem nach Stellung hue len: Mir ännerstëtzzen aus demokratesche Grënn d'Proposition vun der ADR, fir e Vote séparé zu maachen, och wa mir selwer mat deem Artikel averstanne sinn, esou wéi en hei steet. Mir menge just, datt een e kann zur Debatt (veuillez lire: zum Vott) stellen. A wann d'ADR, oder wa fennet Deputéierten... Ech hat elo awer och geduecht, d'ADR hätt déi fennet Deputéierten zesummen.

(*Interruption*)

Bon, also op jidde Fall, ech wéll kee Mëssverständnis opkomme loossen: Och wa mir dat doten ännerstëtzzt hu fir de Vote séparé, si mer awer mat der Dispositioun, esou wéi se hei am Gesetz stët, integral averstanen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo direkt den Éducationsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass gesot gi vum Rapporteur an och vun deenen anere Riedner, datt mer hei e Schrëtt maachen a Richtung vun enger Upassung vun der Tâche téschent de Fonctionnaires am Secondeire an de Chargéen.

Et bleiwen allerdéngs Ènnerscheeder, considérabel Ènnerscheeder. Mir wäerten net op déi selwecht Altersdécharge goen. Mir wäerten eis just upassen un déi generell Altersdécharge, déi an der Fonction publique fir Fonctionnaires a fir Employée gëllt. A virun allem am Secondeire

hu mer bei de Fonctionnaires de Prinzip vu Koeffizienten, datt déi eenzel Leçonen och gewiicht sinn. An et wäert och an Zukunft esou sinn, datt déi vun de Chargeen net gewiicht sinn, mat dár Ausnam eben, datt mer gesot hunn, et soll e Chargé kee Koeffizient méi änner 1 hunn.

An ech muss der Madamm Hansen do recht ginn, an dat hu mer jo och schonn e puermol gesot a mir wäerten dat och maachen, sinn och amgaangen, do iwwert d'Detailer ze diskutéieren an och drun ze schaffen an ze arrêtéieren, datt dann och kee Fonctionnaire an Zukunft méi e Koeffizient änner 1 soll hunn, soudatt keng Situatioun soll antrieben, wou de Fonctionnaire méi en niddrege Koeffizient hätt wéi de Chargé. Dat schéngt mer ganz evident ze sinn.

D'Regierung huet och annoncéiert, an et ass fir d'ëische Kéier, datt eng Regierung annoncéiert huet, datt mer och diskussiounsberet sinn, wat d'Rémunératioun ubelaangt...

Une voix. - Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - ...vun de Chargéen. Och do gëtt et jo nach grouss Diskrepanzen, déi solldt diskutéiert ginn. Awéiwäit dat elo méiglech ass bei deenen nächsten Diskussiounen iwwer en Accord salarial, dat wäerte mer gesinn.

Op jidde Fall ass d'Position vun der Regierung do ganz kloer, datt mer schonn der Meenung sinn, datt deen Diplom, deen d'Regierung freeet, fir eng gewëssen Aarbecht ze maachen, an dat ass de Bachelor, fir Chargé am Secondeire ze ginn, dee soll och rémunéréert sinn an dann och deementsprichend der Carrière ugepasst ginn. Domadder wäerte mer op jidde Fall an déi Diskussiounen do eragoen. Also ass dat heiten och net dee leschte Schrëtt, dee wäert a Richtung vun engem Uneneefféiere vun deenen zwee Statutter goen.

Et ass gesot ginn, datt mer hei, gradesou wéi bei de Fonctionnaires, och awer insistéieren, datt e Stage gemaach gëtt, deen iwwert d'IFEN-Gesetz geregelt ass. E Stage, dee sécherlech net an dem Volume - och fir déi, déi à durée indéterminée agestallt sinn - deem entsprécht, wat de Fonctionnaire muss maachen, aus deem einfache Grond, datt mer jo awer oft gesinn, datt deen, dee fir d'Éischt als Chargé schafft, duerno och de Concoursexam packt, an de Stage, fir Fonctionnaire ze ginn, erakönnt, an dann do nach eng Kéier e Stage muss maachen.

Mir hunn also hei och e Volume gemaach, deen ongefíer deem entsprécht, wat een herno als Dispens oder als Reduktioun vum Stage ka kréien, fir Fonctionnaire ze ginn, soudatt also quasi, fir et einfach auszredécken, en Drëttel quasi hei schonn als Stage mat virgesinn ass, wann een als Chargé agestallt gëtt.

Ech fille mech net ganz richteg zitéiert, muss ech soen, wa gesot géif ginn, ech wär der Meenung, datt dat, wat "ACT 72" géif ubelaengt, net soll kontrolléiert ginn. Ech hunn an der Kommissioun kloer gesot, datt et den Direktionen hir Aufgab ass, fir dat ze kontrolléieren, an datt ech dovunner ausginn, datt se dat och maachen an hirer Aufgab och gerecht ginn. Anerer schéngéen dorunner ze zweifelen. Ech op jidde Fall net!

Da wéll ech nach e Wuert soen zu deem Artikel 4 Punkt 2, wou d'Sproochekonditiounen adaptéiert ginn. Doriwwer kann ee sécherlech eng aner Meenung hunn. Ech wéll just soen, datt, fir Schoul ze halen, dat absolut irrelevant ass. Mir hunn een eenzegte Fach an eng eenzeg Stonn am ganzen Enseignement secondaire a secondaire technique, dat ass Létzebuergesch op Septième, wou mer Létzebuergesch musse schwätzen.

Fir all déi aner Fächer ze enseignéieren, brauch een eigentlech d'Létzebuerguer Sprooch net, well et soll een d'Langue véhiculaire och do appliziéieren, fir d'Fach ze enseignéieren, soudatt dat absolut keng Aschränkung wäert mat sech bréngen, wat d'Sproochekonditiounen ubelaangt a wat d'Schoulhalen ubelaangt, an absolut net zu enger Qualitésverschlechterung wäert féieren.

Éischter wäert et eis d'Méiglechkeet ginn, deen een oder deen anere Chargé zousätzlech kënnen ze rekruitéieren, dee mer soss vläicht net hätte kënnen astellen, an dann iwverhaapt emol Schoul ze halen an deene Fächer, wou mer wierklech e grousse Personalbesoin hunn.

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Här Minister, erlaabt Dir eng Zwëschebemerkung vun Här Kartheiser?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - Emmer!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmoos Merci, Här President. Jo, ech wollt den Här Minister froen an désem Zesummenhang, wann hien also Létzebuergesch just an der Schoul gesät an deem Kontext, fir et ze ènnerrichten, da wollt ech den Här Minister awer froen, ob en net mengt, datt Létzebuergesch als Èmgangssprooch an de Schoulen eng ganz wichteg Roll spilt an och am Unterrecht selwer, fir eventuell deene jonke Leit oder de Kanner, déi verschidde Saachen net verstinn, et och op Létzebuergesch ze erklären.

An dann deen dréitte Volet, deen ech virdrun ugeschwat hat, dat ass natierlech de Kontakt och mat de Familljen. D'Fro, zesumgefaasst, ass: Wat ass dann, an den Ae vum Här Minister, wierklech de Stellewàert vum Létzebuergesch an der Létzebuerg Schoul?

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Ooh!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. - Dëi dote Fro, mengen ech, hu mer hei schonn oft diskutéiert. Ech hunn lech gesot, datt ech der Meenung sinn, datt een do ka roueg anerer Meenung sinn, datt dat absolut awer irrelevant ass fir dee Cours, dee muss gehale gi vun deenen, déi als Chargé agestallt sinn. An dobäi bleiwen ech och! Villmoos Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun iwwert de Projet de loi 6923 ukomm.

An éier mer zum Vott iwwert den Ensemble vum Projet iwwerginn, ass d'Demande hei gestallt ginn, fir separat kënnen iwwert den Artikel 4 Punkt 2 ofzestëmmen. Mir hunn am Moment véier Ènnerschrëften a mir bräichten eng fenneft. Ech wollt just froen, ob dat de Fall ass.

(*Négation*)

Ech gesi keen Aarm, deen an d'Lucht geet. Also ass d'Demande net recevabel, a mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensemble vum Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6923 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer. Mir hu 57 Jo-Stëmmen an 3 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet; MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(*Assentiment*)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6924, eng Ofännierung vum Steiergesetz, wat d'Versetze vu Courrier u Leit ugeet, déi zesumme besteiert sinn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt d'Réportrice, d'Madamm Joëlle Elvinger.

7. 6924 - Projet de loi portant modification du paragraphe 91, alinéa 1^{er}, de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojekt, zu deem ech lech op déser Platz de Rapport maachen, ass net riseg laang. Mä heiansdo sinn et esou kleng Upassungen, déi d'Liewe vun de Leit méi einfach maachen, déi eng administrativ Vereinfachung mat sech bréngen, an an désem Fall och nach vill Pabeier, Zäit a Sue spueren.

Am Projet de loi 6924 geet et ém eng Modifikatioun vun der sougenannte Abgabenordnung, d'Loi générale des impôts vum 22. Mee 1931, wéi se ofgeännert gouf bis elo. D'Mesure reit sech an an eng ganz Rei vun Efforte vun der Simplification administrative.

Här President, d'Steierverwaltung verschéckt all Joers ém déi 1,2 Millioune Courriren, énner anerem d'Steierbulletinen an och aner Décisiounen vun der Steierverwaltung. Bestueten oder gepacste Koppelen, déi zesumme besteiert ginn, kréie laut dem aktuelle System all Steierdécisiounen duebel geschéckt, soudass all Partner deeselwechte Courrier kritt, wou da just all Kéiers sain eegenen Numm dropsteet.

Mir schwätzen hei vun der Notification individuelle, wou all Steierzueler eng Décisioun, déi hie betréfft, eenzel per Courrier zougestallt kritt, och wann déi zwee Partner op därselwechter Adress wunnen. D'est stellt awer net némmen e grousse finanzielle Opwand duer, mä ass och nach mat vill Aarbecht an Zäit fir de Steierbüro verbonnen.

Duerch dëse Projet de loi 6924 gëtt eng Deregulation zum Prinzip vun der Notification individuelle agefouert, am Fall wou eng bestuete Koppel oder gepacste Koppel, déi zesumme besteiert ginn, op därselwechter Adress wunnt. Duerch dës Ofännierung am Gesetz geet et an Zukunft duer, wann d'Steierverwaltung enger Koppel, déi zesumme besteiert gëtt an och nach op därselwechter Adress wunnt, eng eenzeg Décisioun zoustellt.

Dëse Courrier gëtt dann un déi zwee Partner gläichzäiteg adresséiert. Dat heescht, op der Notifikatioun stinn d'Nimm vun deenen zwee Partner drop. An domat gëtt da présument, dass d'Décisioun vun der Verwaltung dann och deenen zwee Partner offiziell zougestallt gouf.

D'est geet awer just, wann déi zwee Partner och wierklech op därselwechter Adress wunnen, well wa se op zwou verschidde Adressen wunnen, ginn och zwee Bréiwer verschéckt.

De Steierzueler behält awer weiderhin och d'Méiglechkeet, fir eng individuelle Notifikatiounen opzutellen. Dës muss awer dann express bei der Steierverwaltung ugefrot ginn. Duerch dës Ännierung gëtt domat gerechent, dass fir dëst Joer, dat heescht fir d'Joer 2016 nach eng 280.000 Euro kënnen agespurt ginn, an d'Estimatione fir 2019 belafe sech souguer op 370.000 Euro, déi kéint agespurt ginn, just fir ee Joer, duerch dës Mesure.

Här President, dëse Gesetzestext huet zwar némmen een Article unique, mä en erlaabt der Steierverwaltung, vill Zäit a Suen ze spueren,ouni dass d'Leit doduerjer manger gutt informéiert ginn. Et war souguer eng Décisioun vun ville Leit, fir just ee Steierbulletin zesummen ze kréien, well dat och méi einfach ass fir hirt Verständnis.



SÉANCE 37

MARDI, 14 JUIN 2016

Éischtens, et gëtt gespuert op engem Courrier, obscho bëid Partner aus dem Stot solidaresch un d'Obligationen vun dem Courrier gebonne sinn, näämlech am Regelfall d'Bezuele vun der Steierschold, eventuell legal Hypothéiken, déi op ein Haus ageschriwwen ginn, oder Suen, well dat kann och de Fall sinn, déi zréckbezuelt ginn, wann d'Avancen ze héich waren.

Zweetens, et gëtt rechtliche eigentlech eng Présomption, also eng Vermutung agefouert, dass d'Zoustellung vun dem Courrier un ee Partner gläich fir déi zwee zielt. D'Natur vun dëser Présomption, ob réfragable oder irréfragable, also ob ech kann de Contraire beweisen oder net, ass weder am Gesetz nach am Exposé des motifs nach an dem Commentaire des articles preziséiert.

Am d'Chambre de Commerce, déi weist och ausdrécklech op dee Problem hin, well dat biergt onweigerlech eng gewesse Rechtsnöcherheet, a mir mussen also elo ofwaarden, bis dass den éischte Recours beim Verwaltungsgericht kënnt, fir ze kucken, wat d'Natur vun därs Présomption ass.

Dréttens, d'Approche, déi gewielt gouf, geet eigentlech an déi entgëigegesate Richtung vun der Individualisierung vun der Besteierung mat enger individueller Erfassung vun de versteerbare Revenuen an enger individueller Responsabilisierung vun der Steierschold.

Véiertens, dëse Gesetzesprojet ass d'Émsetze vun de Spuermoosnamen, a besonnesch därs 258 aus dem sougenannte Spuerpak.

► **Une voix.**- Zukunftspak!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Spuerpak!

► **Plusieurs voix.**- Zukunftspak!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Wat d'Zukunft ass, dat soen ech lech elo. Lauschtert elo emol gutt no!

Also 2015, also fir d'lescht Joer, waren 118.000 Euro Aspuerungen - duerfir Spuerpak - ageplangt. 2016, 2017 an 2018 no Spuerpak jeeweils 618.000 Euro pro Joer. An der Fiche financière, déi bei dësem Gesetzesprojet bäläit, sinn et der nach 280.000 fir 2016 respektiv 310.000 an 340.000 fir 2017 an 2018, also genau d'Halschent amplaz vun deene 618.000, déi am Spuerpak oder Zukunftspak, wéi Dir en och émmer wéllt nennen, drastoungen.

Abee, fir 2016 därfert d'Aspueren am Endeffekt gläich null sinn! Firwat? Ma well d'Halschent vum Joer schonnes elo eriwwer ass an am Senn vun der Transparenz wuel all Steierzueler iwwert déi nei Moosnam individuell muss informéiert ginn. Dat heesch, all Steierzueler, souwuel de Mann wéi d'Fra oder bëid Partner an enger Koppel. Esou wäerte mir op eng verschlagte Moosnam am Spuerpak oder Zukunftspak vun ursprénglech insgesamt zwou Milliounen Euro verdeelt op 2015 bis 2018 herno nach knapp bei 600.000 Euro, also manner wéi engem Drëttel leien.

Fir d'CSV énnesträicht dëst konkret Beispill eigentlech, dass déi ursprénglech Augenwisscherei vum Spuerpak oder Zukunftspak bei ganz ville Moosname sech an Zukunft wäert erweisen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Dofir heesch en och Zukunfts-pak.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Déi konkret Froen duerfir, Här President, un de Finanzminister.

Éischtens, wat ass dann elo d'Natur vun der Présomption, also der Vermutung, déi an dem Gesetzesprojet steeft? Ass déi Arer Meenung no réfragabel oder irréfragabel?

Zweetens, wéi ginn d'Leit am Konkrete vun dëser neier Bestëmmung informéiert?

Dréttens, wat ass op deem heitegen Dag dem Finanzminister seng Aschätzung da vun der reelle Aspuerung op dësem Gesetzesprojet, wat dee bréngt, well souwuel d'Aschätzunge vun dem Spuerpak an d'Fiche financière vun dësem Gesetzesprojet eigentlech net aktuell sinn.

An de Vott vun der CSV, Här Finanzminister, hänkt eigentlech vun Ären Antwerten of.

Ech soen lech Merci fir d'Nalauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Roth. An d'Wuert huet elo den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir soe Merci vun eiser Säit un d'Réportrice fir de komplette Rapport. Si huet eis gesot, ém wat dass et hei geet. An der zoustänneger Finanzkommission hate mer och keng gréisser Diskussioune ronderém deen heite Projet. Ech sinn e bëssen erstaunt elo awer iwwert déi Interventioun hei, dee kriteschen Toun hei, deen den CSV-Vertrieber bei deem heite Projet huet.

Bon, ech weess net, wéi et deenen anere Leit geet. Ech gehéieren zu deem Fall, wou mer dohem dann all Kéiers zwee Courriere kréien, bei all Extrait, dee vun dem Steieramt kënnt. An ech muss lech éierlech soen, meeschters gëtt den zweete Courier guer net opgemaach, well ee jo weess, wat an der zweeter Enveloppe mat dran ass.

A Présomption hei hin oder hier, ech mengen, dass et einfach eng Regel vu bon Sens ass, déi d'Regierung hei appliziert an dozou ivvergeet, net engem, wahllos engem vun deenen zwee eng Zoustellung ze maachen an Zukunft, mä dass op d'Koppel jo d'Zoustellung gemaach gëtt.

Dat heesch, d'Koppel kritt eigentlech déi Bréiwer vun der Steierverwaltung an et gëtt net op den Numm vun engem némmen ausgeriicht, soudass se natierlech doduerch och allen zwee censéiert sinn, dee Bréif kritt ze hunn. Virdrum kënnt och keen d'Garantie ginn, dass déi Bréiwer beim Richtege landen an dass déi zwee da getrennt déi Bréiwer opmaachen a jiddweree säi Courier dann zur Kenntnis hëlt. Déi Garantie huet ee selbstverständliche och net am Normalen.

Soudass ech mengen, dass dat heiten net eng Fro ass, wou ee sech seet: Musse mer dat dote maachen? Mä ganz éierlech, ech mer géif d'Fro stellen: Firwat maache mer dat dote éreischt elo? Firwat eigentlech déi élémentaire administrativ Vereinfachung éreischt elo maachen? Firwat si mer net schonn éischter op d'Iddi komm, fir op deen dote Wee ze goen?

Mir gesinn dat als LSAP-Fraktioune ganz kloer als eng administrativ Vereinfachung am Interessi vun der Verwaltung an am Interessi awer och vum eenzelne Bierger. An duerfir wäerte mer och deen heiten Text stëmmen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet elo d'Maddamm Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déri gréng).**- Merci, Här President. Der Reporterin e Merci fir hire mëndlechen a schrifteleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioune fir dee Projet de loi de bon sens.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Loschetter. Soss nach Wuertmelungen? Dat ass net de Fall. Dann huet d'Wuert elo den Här Finanzminister. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, léif Kollegien aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputierten, fir d'Éischt e grosse Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi schriftelechen a mëndleche Bericht.

Ech mengen, dat heiten ass eng Mesure vu bon Sens. Et brauch een net ganz vill Studie gemaach ze hunn, fir anzegesinn, dass mer hei konfrontéiert si mat enger Mesure vun der Vereinfachung, wou mer Pabeier spueren, wou mer Postkäschte spueren. An dofir hu mer dat gemaach. An dat, ouni dass en Désavantage fir de Contribuable geschitt.

Also am Résumé effektiv gëtt haut nach just eng Informatioun erausgeschéckt. Wann awer Koppelen, déi dann zesumme besteiert ginn, oder gepacste Leit, déi och zesumme besteiert ginn, dat wëllen duebel kréien, da kënn se dat nawell kréien. Dat heesch, domat respektéiere mer och nach d'Kammouditéit vun de Leit. An engems maaché mer eppes, wat effikass ass, a mir hunn eng Économie budgétaire. An dofir huet dat effektiv an den Zukunftspak gehéiert.

An ech si frou, dass mir eis Responsabilitéite geholl hunn, fir esou Ongereimtheeten, esou Ineffikassiteten ze ändern. Dat doten hätt scho virun zéng oder zwanzeg Joer misse gemaach ginn. Et ass eben net gemaach ginn. An domat hu mer ganz vill Geld verbëtzt.

Elo kréien ech hei gesot, dass déi Zifferen, déi mer veranschlagt hunn, net esou optimistesch sinn, wéi dat geduecht gi war, well et och eng gewëssen Zäit geholl huet, fir dat Gesetz ze stëmmen. Jo, dat ass esou. Mä wa mer dat virun zéng oder zwanzeg Joer gemaach hätten, hätte mer nach vill méi Geld gespuert.

(Brouhaha)

Mir hinn also hei eng Économie budgétaire, déi iwwert den Daum elo dann an deenen nächsten dräi Joer 600.000 Euro spuer. Mä Dir wäert all déi nächst Jore ganz vill Geld spueren!

Wat elo d'Présomption ubelaangt, vu dass ech Jurist sinn, deet dat mech immens schmunzelen. Ech kennen net ganz vill Présomptions irréfragables. Ech kennen eng ganz gutt. Dat ass déi vun der Paternitéit. Déi ass irréfragable.

(Brouhaha général)

Aus dem Code civil, an do steet déi ganz kloer dran. Déi meeschte Présomptionen am Droit sinn natierlech net irréfragable.

► **Une voix.**- Dat do war kee gutt Beispill.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Domat hunn ech och, mengen ech, déi néideg Explikatiounen ginn, an d'Informationen,...

(Brouhaha)

...an d'Informationen vun de Leit, eh ben, dat ass evident: «Nul n'est censé ignorer la loi.» Mir maachen elo ganz vill Publicitéit fir dës Économie budgétaire, dann ass all Mënsch au courant.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Roth. Waart, bleift nach eng Sekonn hei, Här Finanzminister!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Neen, hie ka sech sëtze goen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay!

(Hilarité générale et interruptions)

Fuert duer, Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Wann een an der Chamber schwätz, da sollt een opstoën, sot den Här Weiler mer, mäin éischte President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- En hat komplett recht.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, den Här Gramegna hat am Ufank gemengt, et misst een net vill Schoule gemaach hunn, fir ze wëssen, dass dat hei eng Solution de bon sens wier. An do huet e gesot, dat hätt ee scho kënnévirun zéng oder zwanzeg Joer maachen.

(Interruption)

Ech wëll em just soen: Et gëtt eng Présomption irréfragable, dat ass déi, déi en elo genannt huet, näämlech: «Nul n'est censé ignorer la loi.»

A firwat dass dat hei huet missen ageféiert ginn, dat geet ganz prezis op en Uerteel vun dem Conseil d'Etat zréck - do sétzt e fréiere Member vum Comité du contentieux, den Här Meyers -, dat confirméiert gouf vun de Verwaltungsgesetz a wat précisément dorobber opmiersam gemaach huet, dass een net kann engem vun de Partner aus enger Koppel eng Steierschold herno opleeën, ouni dass en am Virfeld perséinlech dovun informéiert war.

Dat war näämlech d'Ursaach. Well virun zéng oder zwanzeg Joer, virun 2000, du kruten d'Leit némmen ee Bulletin d'impôt geschéckt fir d'Koppel. Du kruten d'Leit némmen een Dekont geschéckt an du kruten d'Leit och némmen ee Bulletin mat der Fixation d'avances geschéckt.

Ech gesinn, Här Finanzminister, dass Der och net weider op déi Chiffren agaange sidd, déi ech lech genannt huet. An duerfir wäert d'CSV-Fraktioune an engem konstruktive Geeschtf sech bei dësem Projet enthalten.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gutt. Ech gesinn, dass keng zousätzlech Wuertmelungen do sinn. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 34-mol Jo, bei 26 Enthalungen. Domat ass de Projet de loi 6964 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Boffarding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamerty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert,

MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment et interruption par M. Roy Reding)

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ech wëll meng Abstentioun begrënne.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, selbstverständliche!

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, Här President, Merci. Ech wollt meng Abstentioun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Selbstverständliche!

► **M. Roy Reding (ADR).**- ...motivéieren. Ech hu virdrum d'Wuert net ergraff, well ech och op dem Här Minister seng Antwortew gewaart hunn. An Zäite vun Desintegration vum Familljen, vu Koppelen, an en vue vun engem Individuelisierung vun der Steierlaaschten denken ech och, datt eng perséinlech Notifikatioun wichtig ass. An ech fannen och dem Här Minister seng Antwortew absolut onzoulänglich zu deenen Argumenter, déi den Här Roth virbruecht huet.

An duerfir hu mir eis och bei dësem Vott enthalten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, d'Situatioun ass kloer: De Projet 6964 ass ugeholl.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidier.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6983. Et handelt sech ëm eng zäitlech Ofännerung vun der Besteierung vun Terrainen a vu Gebaier. An d'Wuert huet elo fir d'Zweet d'Madamm Joëlle Elvinger. Dir hutt d'Wuert, Dir zweete.

<h



SÉANCE 37

MARDI, 14 JUIN 2016

duzéiert, soudass d'Plus-value um Verkaf vun Immobilien, déi mindestens zwee Joer am Besétz vu Privatleit waren, elo nach um Véierels-Taux global besteiert gëtt. Dësen Taux gëtt unhand vun all de Revenue gerechent, déi eng Personn dat Joer hat, wou se hir Immobilie verkaeft huet.

Ech wëll awer hei preziséieren, dass dës Mesure och just Privatleit betrëfft. D'Sociétés de capitaux sinn expressément ausgeschloss a kënnen net vun dësem méi gënschtegen Taux vun der Besteierung vun de Plus-values immobilières profitéieren an och, wou vläicht e Malentendu opkomm war: D'Vënté vum Participations importantes, wéi den Artikel 100 an 101 se virgesait, sinn och net beträff vun dësem Projet de loi.

Dës Mesure ass awer zäitlech begrenzt. Si leeft just während 18 Méint a leeft den 1. Juli dëst Joer un, dat heesch, se leeft téschent dem 1. Juli 2016 an dem 31. Dezember 2017. Déi hei Mesure, déi de Logement betrëfft, gëtt och net mam gesamte Pak vun der Steierreform ugehol, mä gëtt der Steierreform virgezunn, well déi gesamt Steierreform wäert jo eréisch den 1. Januar 2017 a Kraaft trieden. Dëst aus engem einfache Grond: well mer e Stopp vun den Transaktiounen um Immobiliemarqué verhennere wëllen, an esou hu mer dës Mesure virgezunn, fir eben ze verhënneren, dass d'Leit an den nächste sechs Méint op hiren Immobilie sätze bleiwen, fir duerno eréisch vun där méi favorabler Besteierung op der Plus-value ze profitéieren.

Dës Mesure ass also op annerhalfe Joer begrenzt, fir der Offer um Logementsmarché an deenen nächste Méint e richtege Ruck ze ginn.

Laut der Fiche financière, déi dem Gesetzesprojet annexéiert ass, huet d'Gesetz keng Inzidenz op de Statsbudget, well déi Moins-value fiscale - dat heesch, dat, wat duerch d'Erofsetze vum Taux manner an d'Statskeesen erakennet - doduerch kompenséiert gëtt, dass d'Zuel vun den Immobilientransaktioune wäert an d'Lucht goen. Dëst huet d'Vergaangenheet och esou gewisen. An doduerch, dass d'Zuel vun den Immobilientransaktioune an d'Lucht geet, wäerten dann och d'Recette vun den Droits d'enregistrement eropgoen.

Här President, wéi beim Projet virdrun handelt et sech hei bei dësem Gesetzestext och nämnen ém en Article unique. Et ass eng kleng Ännérung vun eiser Steierlandschaft, awer eng Ännérung, déi d'Offer um Wunnengsmaart eropshraue wäert, souwuel wat d'Terraine wéi och d'Wunnenge betrëfft.

De Projet ass immens séier an der Prozedur gaangen. En ass den 3. Mee eréisch vun dësem Joer déposéiert gi vum Finanzminister. De 7. Juni huet de Statsrot scho sain Avis ginn an den 10. Juni huet d'Finanz- a Budgetskomissiou vun der Chamber schonn de Rapport adoptéiert.

An ech wëll an dësem Senn och de Kolleguen aus der Finanzkomissiou, awer och dem Finanzminister a senge Leit vun der Verwaltung e ganz grousse Merci soen, och dem Statsrot e ganz grousse Merci an all de Leit fir déi gutt Zesummenarbecht mam Parlament wéinst der Rapiditéit, mat där dëst Gesetz kann ugehol ginn.

Ech ginn dann och den Accord vun der Fraktiou vun der Demokratescher Partei an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo den Här Gilles Roth. Här Roth!

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen nach eng Kéier dem Joëlle Elvinger Merci fir sái schrëflechen a mëndleche Rapport.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn eigentlech d'Plus-valuen op Immobilieverkeef aus dem Privatverméigen nach mat engem Véierels vum normalen duerschnëtteleche Steiersaz besteiert. Dat heesch am Konkreten, mat maximal 10%. Bis haut waren dat 20%. An dës Regel, déi gëllt awer nämnen, wéi si och virdrun dat énnerstrach huet, vum 1. Juli dëst Joer bis un d'Enn vun 2017.

Éischtens dozou: Esou eng Moosnam gouf et schonns an der Zäit, näamlech vun 2002 bis 2007. A mir mengen och, dass dës Moosnam schon een Effekt huet op d'Immobilieverkeef. Mä no deenen Zuelen, déi mer hu missen of ginn de leschte Freideg, stellt et sech wuel eraus, dass et besonnesch um Enn vun dëser Period, näamlech am Dezember 2017 wäert zu engem Uwuesse vun den Transaktioune kom-

men, an d'Notairen däerften do wahrscheinlech keng Chrëschvakanz hunn.

Zweetens: D'Kapital, an dësem Fall d'Plus-value op Immobilien an dem Privatbesétz, kritt eng méi favorabel Besteierung. D'Kapital! D'Finalitéit, fir méi Wunnengen ze schafen, huet an dësem Fall wuel Virfahrt par rapport zur Steieréquitéit.

1978 huet iwwregens déi deemoleg blo-rout Regierung eigentlech just de Contraire gemaach. Well an engem Gesetz vum 27. Juli 1978 gouf näamlech déi generell Besteierung vun de Plus-valué festgehalen. An am Exposé des motifs huet et deemoools geheesch: «Que l'impôt à introduire soit plus ou moins utile en vue d'une normalisation du marché financier est en somme d'importance secondaire. Son introduction s'impose sur le plan de l'équité fiscale. La généralisation de l'imposition des plus-values réalisées par le vendeur d'éléments de son patrimoine privé s'impose certainement au gouvernement en place qui a pris le 4 juillet 1974 l'engagement que „la répartition de l'effort fiscal sera revue dans le sens d'une plus grande équité“».

Den Här Fayot laacht an e wäert herno soen, wien deemoools Finanzminister war. Mä esou, Dir Hären a Kollege vun der LSAP, esou änneren emol d'Zäiten.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - De Wunnengsmaart huet och geännert!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Drëttens: Et sief, de Finanzminister beweist herno de Contraire, mä et ka mat dësem Gesetz eigentlech och zu Ongläichheete féieren (veuillez lire: kommen), jee nodeems wéi ech eng Immobilie aus mengem Privatverméige veräusseren. Bréngen ech näamlech een Terrain, dee mir gehéiert, an ee Lotissement mat an a kréien do eng oder méi Bauplazen amplaz, déi ech dann herno verkafen, fir mech halen oder engem Kand verschenken, tréfft dëse favorable Steiergimm, menger Liesaart no, net onbedéngt zou. D'Steierverwaltung kann esou eng Operatioun als sougenannte Bénéfice commercial, also gewerbleche Gewënn ugesinn no Artikel 14 vun dem Steiergesetz, an da bezuelen ech dorop de volle Steiertariff an net ee Véierel. A mat e bësse Pech fält da gegebenenfalls och nach d'Gewerbesteier un!

2002, wéi schonns emol de favorable Steiergimm vum sougenannte Véierels vum duerschnëtteleche Steiersaz op de Plus-valuen agefouert ginn ass, gouf et och eng Bestëmmung, déi deemoools am Gesetz festgehalen huet, dass een énner verschidde Konditiounen konnt och vum Véierelstariff profitéieren, wann ee sain Terrain an ee Lotissement mat abruecht huet. Dés Bestëmmung ass net an dësem Gesetz erémgéholl. Den Exposé des motifs geet och net op dës Situations an.

Et wär deemno gutt, wann de Finanzminister am Interessi awer vun der Saach géif herno zu dëser Problematik konkret Stellung huelen, fir dass Klärung op dësem wichtige Punkt, mengen ech, fir d'Bierger dobausse bestéet.

Véiertens: D'Aféiere vun dem Véierelstaax op de Plus-values immobilières war eng vun de Steiermoosnamen, déi de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Avis vum November 2003 ivwvert de Wunnengbau zu Lëtzebuerg proposéiert hat. Eng aner Moosnam, déi proposéiert gouf, war d'Ausdeene vu sechs op eelef Joer vun dem sougenannten Taux d'amortissement accéléré, also dat, wat ech vu mengem Immobiliewäert, déi ech verlounen, all Joer kann ofschreien.

Wat ass zu dësem Punkt d'Positioun vun der Regierung, notamment am Hibleck vun der Erhéijung vun der TVA am Logement vun 3% op 17% zanter 2014?

Eng TVA-Erhéijung, déi de Bau verdeiert a kontraproduktiv fir verbéllegte Wunnengsbau ass!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dat war der CSV hir Meenung virun 18 Méint. Mir fillen eis duerch déi rezent Entwicklung vun den Immobiliepräisser émsou méi bestätigte.

Här President, d'CSV wäert dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir fuerderen... Jo! Mir fuerderen de Finanzminister awer op, dass déi nei Bestëmmung mat all hire konkrete Facetten dem Bierger matgedeelt gëtt, mat Prezisiounen besonnesch op deem Fall, deen ech virdrun a menger Ried beschriwwen hat. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Merci un d'Rapportrice fir e ganz gudden schrëflechen a mëndleche Rapport. Et ass bal alles gesot, wat d'Mesure ugeet. Mir féieren effektiv haut e sougenannten „quart-taux“ an op d'Besteierung vun de Plus-valuen op Immobilien, déi säit méi wéi zwee Joer am Privatbesétz gehale gi vu Leit. Et ass eng vun deene Mesuren, déi effektiv an der Steierreform sollen drop erauszileen, fir den Immobiliamaart ze stimuléieren.

Mir droen dës Mesure als LSAP mat. Mä ech géif awer gären e puer Observatiounen heizou maachen. Déi éischt Observatioun ass, dass dës Mesure eiser Meenung no soll temporaire sinn. Si soll zäitlech begrenzt sinn. Si ass effektiv op 18 Méint ugesat, a mir hu gesinn, wéi mer déi Chifferen analyséiert hu vun der viregter Period, wou eng äamlech Mesure gemaach ginn ass 2002-2007, dass et effektiv esou ass, dass wierklech eréisch zum Schluss vun hirer Wierksamkeet de plein effet spilt.

2007 war e Pic ze constatéieren an den Transaktiouen. Et war och e relativ considérable Volume vu Revenuen, deen deemoools besteiert ginn ass, wat natierlech eraane léisst, wat den enorme Volume vun den Transaktiouen deemoools war 2007.

An ech mengen - dat huet den Direktor vun der Steierverwaltung och bestätigt -, wann een déi Mesure hei méi laang usetzt, net nämnen iwwer 18 Méint, dann ass den Haapteffet dovunner, dass se d'Statskeese privéiert vu Recetten op deene Plus-valuen, an den Incitatif fir d'Vente vun Immobilie geet da lues a lues verluer. Dat heesch, mir halen effektiv drop, dass déi Zäit op 18 Méint begrenzt ass.

Et sief och hei drun erénnert, dass mer elo schonn eng total Exemptioun hu vu Plus-valuen, op der Besteierung vu Plus-valuen a vu Spekulationenbefisser an deene Fäll, wou Ventë gemaach ginn u Gemengen, de Stat oder Gemengesyndikater. Dat ass eng Mesure aus dem Pacte Logement, den Artikel 29 aus dem Pacte Logement. Dat heesch, et gëtt elo schonn en Incitatif fiscal, wann eng Vente gemaach gëtt un d'efféntlech Hand.

Fir dass dës Mesure gräift, muss d'efféntlech Hand natierlech kafen. Dat ass leider net émmer de Fall an dat ass eng aner Geschicht. Mä wann de Stat an och wann d'Gemenge wëllen eppes maache fir de Logement, dann hu se d'Instrumenter derfir, notamment am Gesetz Pacte Logement, wa se zum Beispill hiren Droit de préemption eescht huelen.

Mä, wéi gesot, dat ass en aneren Débat. Et ass en aneren Débat an awer och net, well et geet eis jo hei ém d'Stimulatioun vum Immobiliamaart an en Allégement vun der Pressioun um Wunnengsmaart.

Fir eis ass et och kloer, dass dës Mesure sech wierklech just duerch eng Belieuwing vun der Offer um Immobiliamaart rechtfertegt. Et bleift ze kucken, ob déi steierlech Faveur hei dann och wierklech de Logement op de Wunnengsmaart bréngt, oder ob et an der Haaptsaach en Instrument ass, fir de Promoteuren et ze erlaben, hire Reservoir un Terrainen erém opzeféllen an dann trotzdem déi Terrainen émmer nach dréppchesweis un de Marché ze ginn, mat der Suer. Mä dat némmin net d'Präisser falen ze doen.

Dat ass och e Problem am Lëtzebuerg Logement. An et gëtt fir eis net noutgedrongen hei e Lien de cause à effet téschent méi Transaktiouen um Maart an ebe manner héije Präisser um Logementsmaart.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dat bleift ze kucken. Mä wann deen Effet ausbleift, da war et leider, mengen ech, e bëssen e Schlag an d'Waasser. Et muss een och soen, dass, wann een déi Chifferen, wann een déi Period kuckt vun 2002 bis 2007 an och déi Joren duerno vun deem viregten „quart-taux“, ass et net onbedéngt esou, dass ee kann eng Chute vun de Präisser constatéieren am Logement.

Bon, et kann een émmer soen: Wat wier gewiescht, wa mer dat net gemaach hätten? Kann een da vläicht dovunner ausgoen, dass d'Präisser méi schnell geklommé wären? Mä dat ass schwéier ze soen a schwéier ze erfaasse statistesch. Mä dat, mengen ech, misst een awer trotzdem och observéieren.

Här President, fir d'LSAP, dat soen ech hei gärganz kloer, sinn d'Plus-valuen op Immobilieventen am Prinzip keng steierlech schützenswäert Akommessen. Den Här Roth huet et ugebeit, 1978 ass dës Mesure agefouert gi vum Jacques Poos, dem bis dato leschte Finanzminister, mat deene Sueren, déi.

► **Une voix.** - Vun der LSAP.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Vun der LSAP, bien évidemment! Et war elo e bëssen dououreux, dofir hunn ech dat elo net derbäigesot. Mä dat war évidemment... Dat ass eng gutt Prezisioun.

► **Une voix.** - Den Här Gramegna hat schonn Angsch!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - D'Suerg deemoools war déi vun der Équitéit, effektiv d'équité fiscale, fir ze soen: Et gëtt kee Grond, firwat mer d'Plus-values immobilières sollen ausschleisse vun der Besteierung. Dofir, nach eng Kéier, bëlglet (veuillez lire: hellegt) hei wierklech just den Zweck d'Mëttel.

Et ass just nach eng Fro, déi ech dem Minister wollt stellen, well dat ass eng Diskussion, déi mer haten an der Finanzkommissiou, dat sinn déi Fäll vu Leit, déi Terrainen hu säit méi wéi zwee Joer, mä déi awer gebaut hu säit manner wéi zwee Joer. Dat heesch, wou Der en fait Venten hutt vun Terrainen, déi scho méi laang wéi zwee Joer am Besétz sinn, mä wou d'Acquisition vun der Immobilie... also wou d'Konstruktioun vun der Immobilie méi rezent ass. Do ass dann d'Fro: Ass et de Prinzip „l'accessoire suit le principal“, dass déi dann och vun där Mesure benefisséieren, oder ass et esou, dass do en aneren Traitement koum?

Mir haten déi Diskussion, wéi gesot, an der Kommissiou an et huet keen esou wierklech eng Antwort drop fonnt, soudass ech do dankbar wär fir eng Positioun.

Ech bréngen natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktiou zu dësem Projet de loi. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo d'Madam Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (d'éi gréng).** - Merci, Här President. Et ass just, fir der Rapportrice och Merci ze soe fir hir Aarbecht als Rapportrice an den Accord vun der Fraktiou ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, de Kader vun der Diskussion ass hei gestach ginn. Et geet drëm, datt bei Immobilientransaktiouen d'Plus-values immobilières an Zukunft mam Demi-taux global, dat heesch ronn 10% anstatt 20%, besteiert ginn. Nota bene: D'Plus-value op dem Domäne ass souwisou steierfräi. Dat heesch, mir schwätz vun aneren Immobilien.

Wann elo de Jempy Müller sain Appartement zu Bouneweg, deen e bis elo verlount hat, verkeeft, an e seet: „Ech maachen elo 150.000 Euro Plus-value an ech muss elo nämmin nach 15.000 anstatt 30.000 Euro Steiere bezuelen“, dann ass dat fir de Jempy Müller eng gutt Nouvelle an ech vergonnen him dat vun Häerzen. Mä dat schaft keen eenzege Meter carré Wunnraum!

Wann d'Famill „Souwisou“ etlech Hektaren, wat mer Bauerwartungsland nennen - Land ausserhalb vum Perimeter -, verkeeft als Objet de spéculatioun an um Schluss op hir Plus-value, déi se mécht an déi mir hir vun Häerze gärvonnen, nämmin nach eng Millioun Steiere muss bezuelen, anstatt zwou Milliounen Steieren ze bezuelen, dann ass dat fir déi Famill eng wonnerbar Nouvelle a mir vergonnen hir se vun Häerzen. Mä dat schaft keen eenzege Meter carré Wunnraum!

Wunnraum gëtt da geschaft, an nämmin da geschaft, wa bebaubart Land op de Maart kënnt, do wou d'Propriétairé bis elo, op Lëtzebuergesch gesot, drop glucken. Wann een also der Meenung ass, e steierlechen Incentive ze ginn, fir dës Propriétairen dozou ze bewegen, dëst Bauland op de Maart ze bréngen an net drop sätzen ze bleiwen, dann hätt een dës Mesure missen



Duerfir stëmmme mer, ènner Reserv vun eise Remarquen, dëse Projet mat. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (dél Lénk).- Merci, Här President. Erlaabt mer, fir d'Éischt emol mat engem Zitat unzefänken, op Däitsch: „Wieso wird das Wohnen in Luxemburg immer teurer? Was tut die Regierung dagegen? Leider nicht genug! Durch Mobilisierung von Bauland will sie die Preise generell drücken. Das kann nicht funktionieren!“

Här President, déi gréng hu mer e bësse leed gedoen, well se u sech net vill zu deem Projet de loi gesot hunn. An et kann ee sech och virstellen, firwat. Si wäerten elo e Projet de loi ènnerstëtzen, dee se selwer am Joer 2012, wou se nach net an der Regierung waren, als debill empfonnt hunn. Zu Recht d'ailleurs!

Dat kéinte mir och matdroen, well dëse Gesetzesprojet, et muss een awer éierlech sinn, huet eng eenzeg Finalitéit: De Propriétaire Steirkaddoe maachen, soss näisch! An dat ass souwisou der Regierung - mä awer net némmen der Regierung, och der CSV - hir Obsessioun: Dat ass, d'Propriétaires ze ènnerstëtzen. Déi, déi schonn hunn, kréien nach méi. An dat gesi mer och mat déser Mesure. An déi, déi natierlech net vill hunn, déi versichen iwwerhaapt... déi Locatairé sinn a souwisou un der Aarmutsgrenz sinn, déi kréien eng kleng subsidiéiert Hélfel, déi si jo mat u sech deelweis finanzéiert hunn.

Dës Regierung, Här President, mécht keng Logementspolitik, dat ass falsch! Dës Regierung, Här President, mécht eng Politik fir d'Propriétaires, soss näisch!

Wéi oft soll een dat dann nach soen: De Problem zu Lëtzebuerg vun de Wunnengen, déi ze deier sinn, wüsst vun Dag zu Dag a gëtt wierlech zu engem Aarmutsproblem fir èmmer méi Leit!

Firwat héiert een dat einfach net méi? Firwat musse mir zwee vun déi Lénk dat all Kéiers soen? Ech verstinn dat net!

Well dobaussen, ech kann lech soen, et sinn nach vill Leit, déi mech nach net kennen, mä et sinn der èmmer méi, déi mech e bësse kennen an déi mech da froen an esou weider, schwätzen: „Wat macht Der als déi Lénk?“ - an esou weider - „Jo, Logement.“ An esou weider. An et ass èmmer dorën, datt et sech èmmer erëm dréit: de Logement, de Logement, de Logement! Wann s de hinnen dann och nach sees, datt elo d'Propriétaire Kaddoe gemaach kréien, da soe se: „Ma déi Regierung huet se net méi all!“ An dann hu se vläicht net onrecht.

Well elo duerch d'Halbëierung vun der Besteierung vun de Plus-values immobilières soll ee mir iergendwéi soen, hei erklären, datt d'Präisser wäerten erofgoen. Well et geet jo dorëms! Och wann d'Offer erhéicht gëtt, wësse mer nach èmmer net, ob bezuelbare Wunnraum, an dorëms misst et jo goen ém dës Zäit, ob bezuelbare Wunnraum iwwerhaapt méiglech gemaach gëtt.

An et ass souwisou net déi éischte Kéier, datt esou eng Reform gemaach gëtt. An den Här Roth huet et scho gesot an aner Leit hunn och scho gesot. 2002 gouf schonn esou eng Reform gemaach, wou déi Besteierung halbieret gouf vun 19%. Deemoools war den Taux marginal nach e bësse méi déif op 9,5%, plus nach de bëlleger Akt an esou weider.

Huet eppes, huet iergendeppes gegrapp? Huet iergendee gemierkt, ob de Logement, ob d'Präisser besser gi sinn, méi bëlleq gi sinn, abordabel gi sinn, fir normal Leit? Fir normal Leit? Neen, natierlech net! An et gëtt erëm eng Kéier gemaach.

Et muss ee sech awer och nach aner Froestellen. Wann de Wäert souwisou vun den Terrainen esou staark klëmmt, da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt Sënn mécht, esou eng Mesure ze huelen. Well deemno wéi, kann ee jo u sech nach seng Terrain behalen an nach e bësse waarden, ier ee se verkeeft.

An dann, wat geschitt mat deenen Terrainen, déi dann och nach sollen op de Maart kommen? Wie baut drop? Well et geet jo och dorëms! Wie baut drop? Dat Gesetz, dee Projet de loi, dee gesäit jo guer keng Restriktioun vir. Wie baut drop? Fir wien gëtt drop gebaut? An dat ass souwisou e generelle Problem vun der Logementspolitik vun déser Regierung, datt net onbedéngt och weiderhi Wunnenge gebaut ginn, déi abordabel sinn.

Well et gi jo verschidde Saache gebaut, wéi zum Beispill déi Wunnengen, déi gebaut ginn, wou ee just 80% vum Duerchschnéttspräis vum Maart muss bezuelen, wat souwisou scho

vill ze vill héich ass, zemoools a gewësse Géigenden, u sech am ganze Land ze vill héich ass, respektiv, et ass emol net an der Locatioun, mä et ass an der Vente. Also souwisou gëtt hei wierlech keng seriö Politik gemaach.

An et ginn awer Léisungen. D'Leit kenne se kucke goen op dem Internetsite vun déi Lénk, well mir maache jo grad eng Campagne zum Logement, a mir maachen eng ganz Rei vu Proposéen, wou mer schonn amgaange sinn, zénter Méint dorëmmer ze goen. Et muss ee géint d'Spekulatioun goen. Dat heesch, et muss een déi besteieren, déi spekuléieren. Et muss een éffentlech agräifen, d'Gemengen a Stat zesummen. Et kann en net einfach esou dem Maart dat iwwerloessen an och nach de Propriétaire Kaddoe maachen, déi souwisou net wäerte gräifen.

Aus all deene Grénn wäerte mer natierlech géint dëse Projet de loi stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo direkt den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances.- Här President, l'égalité Regierungskollegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech, dass mer op dësem Projet zu ganz vill eis eens sinn, dass et eng gutt Mesure ass. Mat Ausnam vun déi Lénk gëtt se jo vun all Mensch gedroen.

Et ass och esou, dass den Haaptbut vun dëser Mesure jo ass, d'Offer vu Wunnengen a vun Terrainen an d'Luucht ze schrauwen. An ech mengen, dass kee bestreit, dass dat dote mat esou enger Mesure méiglech ass. A mir hu jo Erfahrungswärter. Mir hunn déi Erfahrungswärter an der Cofibu, an der zoustännerger Chamberskommission mat de Membere gedeelt. Do gesäit een, dass téschent 2006 an 2007 de Montant vun den Transaktiounen an natierlech och de Montant vun de Steieren, déi doduerch erakommen, méi wéi verduebelt huet.

Wat seet dat eis aus? Et seet eis éischteens emol aus, dass déi Mesure emol ka gräifen. Se seet eis och aus, dass se zum Schluss vun der Period gräift, well deemoools war dat téschent 2005 an 2007 agefouert ginn an dat huet sech eréisch lues a lues bewäert. An et ass némmen dee Moment, wou ee gesot huet, dass déi Mesure zu Enn géif kommen, wou se wierlech hiert vollt Potenzial gewisen huet. Dat erklärert, firwat dass mer déi Mesure fir némmen 18 Méint maachen. Et ass also eng Mesure, déi fonctioniert huet.

Ech kann och net einfach stoe loassen, obwuel dat wäit iwwer eis Debatt geet, ze soen, dass dës Regierung náischt fir de Logement mécht. Dat ass éischteens materiell falsch an et ass einfach de Contraire vun all deem, wat geschitt ass. Mir hunn eng Subvention logement gemaach, déi 28 Milliounen Euro d'Joer kascht, fir grad deenen ze hëllef, déi Schwierigkeiten hunn, hire Loyer ze bezuelen.

► **M. David Wagner** (dél Lénk).- De Propriétaires ze hëllef!

► **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances.- An dat ass, mengen ech, vun all Mensch begréisséit ginn. Da fannen ech et net korrekt, einfach an de Raum ze stellen, dass mer náischt maachen.

Et ass och esou, dass d'Regierung do, wou se kann, do, wou se Propriétaire ass, oder wou se eppes ze soen huet, zesumme mat de Gemengen alles mécht, fir dass bewunnbare Raum zur Verfügung gestallt gëtt, zu engem räsonable Präis. Mir hunn do souguer Projeten, déi wäit avanciéiert waren, réckgängeg gemaach, fir deem entgéintziewieren.

Ech soen och regelméisseg a menger Budgetsried, ech wäert et dann och dést Joer maachen, wivill mer doranner investéieren. Mä mir sinn awer och an enger fräier Gesellschaft. De Stat kann net alles a soll och net alles maachen. En huet gewëssen Instrumenter, déi soll en ausnotzen, an dat maache mer och. A fir de Rescht ass een op de Privatsecteur ugewissem an dat ass och gutt esou. An dës Mesure helleft an deem Kontext ganz kloer.

Da par rapport zu de Mesuren, déi an der Vergangenheit waren, sinn hei zwee Énnerscheeder. Et ass eis haapsächlech dréims gaangen, effektiv de Privateit entgéintzékommien an déi ze encouragéieren, elo ze verkafen, wéi plutôt sätzen ze bleiwen op hiren Terrainen an op hire Propriéitéiten, well se hei eng Fénster kréien, wou d'Besteierung méi niddreg gëtt.

Et geet eis awer net dréims, d'Spekulanzen ze favoriséieren, an et geet och net dréims, fir déi Operatiounen, déi als kommerziell beschriwwen kenne ginn, ze ènnerstëtzen. Dat ass eng Nuance, dat ass anesché wéi dat, wat deemoools

gemaach ginn ass. Doriwwer kéint ee laang diskutéieren. Mä ech wéll ganz kloer hei soen: Déi Transaktiounen, déi ènner zwee Joer géife gemaach ginn, dat heesch, e Bien, en Terrain, en Haus, eng Wunneng, déi ee géif verkafen ènner zwee Joer, sätdeem ee se huet, dat fält ènnert de Bénéfice de spéulation, an do spillt de Quart-taux net. Do spillt den normalen Demi-taux, ronn 20%.

An och déi, déi dat an e Lotissement géife wéllen eriwwerginn, déi können dat natierlech nach èmmer maachen. An dat ka jo vun der Steierverwaltung als eng kommerziell Operation beschriwwen ginn. Do gëtt et och Grénn, firwat dass dat kann esou beschriwwen ginn. Do kann een domat d'accord sinn oder net. An dat wollte mer net onbedéngt encouragéieren. Wéi gesot, dat ass eng Nuance mat der Gesetzgebung, wéi mer se téschent 2002 an 2007 kannt hunn. Mir wollten deen Énnerscheed do maachen. Ech wéll dat hei awer och ganz kloer soen, fir dass Clartéit besteet.

Ech krut och d'Fro vum Députéierte Fayot gestallt, wéi et dann ass, wann den Terrain méi wéi zwee Joer an der Propriéitéit war an d'Haus manner wéi zwee. Jo, da muss een dat an zwee deelen. Dat ass jo ganz machbar, dass ee seet: Majo, den Terrain ass esou vill wäert, a wann een deen da méi wéi zwee Joer huet, da kritt een do de Quart-taux, a wann een d'Haus oder d'Wunneng manner wéi zwee Joer huet, da kritt een do de Quart-taux net. Och dat, mengen ech, schéngt mer eng ganz räsonabel Léisung.

Ech mengen, mir hunn all verstanen, firwat mer déi Mesure némmen op 18 Méint wëlle maachen. Mir mengen, dass déi kuerz Period zur Effikassitéit vun der Mesure wäert bädroen.

A leschte Punkt: Mir hunn dës Mesure am Februar annoncéiert a mir hu se virgezunn op Demande vu ville Leit, Leit an der Chamber, Leit op dem Terrain, Promoteuren, Particulieren, déi gesot hunn: „Mir brauche Rechtssicherheit.“ An dofir hu mer dat virgeholl, an dofir kenne mer dat haut schonn am Juni hei diskutéieren an zesummen décideren.

Ech begréissen formell, dass mer do konnten all zesumme séier schaffen. Ech begréissen d'Aarbecht vum Conseil d'État, déi hei séier gaangen ass, an d'Aarbecht vun der Cofibu an d'Aarbecht vun lech allegueren, dass mer allegueren hei séier zesumme virukommen. An ech freeë mech iwwert dee breede Konsens fir dës Mesure.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Finanzminister.

Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Da kenne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6983.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6983 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6983 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei zwou Nee-Stëmmen ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeitet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Robert Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décideré.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de

loi 6962, en Accord téschent Lëtzebuerg, Groussbritannien an Nordirland, an en Accord téschent Lëtzebuerg an Zypern. An d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol, wäert eis elo den Detail dozou soen.

9. 6962 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP), rapportrice.- Merci, Här President. Dir hutt jo eigentlech scho gesot, ém wat et geet. Et geet ém zwee Accorden iwwert den Échange an ém d'Protektioun vu klassifiziérten Informatiounen, wéi mer der an der Vergaangeneheit jo schonn eng ganz Rei och hei an der Chamber gestëmmt hunn. Énner anerem datéiert dee leschte Vott vum 24. Februar dëst Joer, wou mer esou en Accord mat Polen gestëmmt hunn.

Dës Kéier geet et dann eemol ém den Accord mam Vereenegte Kinnekraich vu Groussbritannien an Nordirland, an eemol ém den Accord mat der Republik Zypern. Déi zwee Accorde schafe jeeweis de rechtliche Kader, deen den Austausch an de Schutz vu klassifizierte Materialie vun de Vertragspartie regelt.

Fréier, ech géif soen, bis nom Enn vum Kale Krich, gouf d'Notiou vu Protection des informations classifiées éischter an engem militärischen Zesummenhang gebraucht. Haut ass, wéi Der wësst, dat e bësse méi differenziéiert, och well mer verstärkt mat neien, oft vläicht manner visible Menacé konfrontéiert ginn, éischters zum Beispill Menacen am Beräich vun der Sécherheet, Terrorismus, Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen, regional Konfliktar an der Welt, awer och organisiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, dat sinn déi, wou et ém eise Patrimoine économique, financier a scientifique geet. An do handelt et sech dann ém Industrie- oder och Technologiespiionage. Laut dem Global Economic Crime Survey vun dësem Joer goufen iwwert d'Halschent vun eise lëtzebuergesche Betriber, 52%, fir genau se sinn, schonn Zil vu Cyberkriminalitéit. Déi Menacen, déi sinn also ganz reell, an dofir ass et émsou méi wichtig, dass mer an deem Beräich besser zesummeschaffe können.

Mir wëssen, dass mer an deem Zesummenhang och, dass mer haut um europäischen Niveau vill Programmer am Beräich vun der haute Technologie hunn. An all déi Programmer sinn natierlech mat ville ganz sensiblen Informationen verbonnen. Wann ee Land also wëllt un esou Programmer deelhuelen, da muss een de Partnerländer och kenne garantéieren, dass hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genausou gutt protegéiert ginn, wéi dat an hiem Land de Fall ass.

<



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

Drittstaaten ofgeschlossunn, zum Beispill natierlech mat eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, mä och mat Lettland, Portugal, Spuenien, der Tschechescher Republik, Eisträich, Schweden, der Slowakei, Finnland, Slowenien, Estland, Georgien a Kroatién, a wéi gesot de leschten Accord, deen hate mer gestëmmt virun e puer Méint hei am héijen Haus, an dat war dee mat Polen.

Weider Accorde wäerten och nach nokommen. An der aussepolitescher Kommissiouen gouf eis gesot, dass den Accord mat Italien fäerdege verhandelt ass, an dee wäerte mer dann hoffentlech geschwënn och présentiert kréien an dann och ganz sécher hei kënne stëmmen.

Déi Accorden, déi hu praktesch émmer deen nämlechten Opbau. An ech mengen, et ass ganz an Ärem Senn, dass ech elo net méi op all Detail vun dësem Accorden aginn. Wesentlech bei deenen Accorden ass awer, dass all Vertragsstat déi néideg Mesuren hält, fir d'Protektiouen ebe vu klassifizéierten Informatiouen, déi échangéiert ginn, kënnen ze garantéieren.

Eng klassifizéiert Information, déi ee vun deem enge Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entsprécht, kritt dee-selwechte Protektionsniveau wéi déi eige klassifizéiert Informatiouen an deem bestëmmten Niveau de sécurité. Fir dass dat an der Praxis dann och geschéie kann, enthält den Accord en Tableau d'équivalence vun de véier Niveaux de sécurité: très secret, secret, confidentiel a restreint.

Den Accord mat Groussbritannien enthält an dësem Punkt awer eng Spezifissitéit. D'Engländer hunn nämlech 2012 hir Klassifikatiounen émgestallt a kennent haut just nach dräi Niveaux de sécurité, den "top secret", "secret" an "official". Den Niveau "confidential" huet dofir keen direkten Equivalent am engleschen System méi. Am Accord gouf dowéinst festgehalen, dass d'Informationen, déi bei eis als confidentiel klassifizéiert sinn, a Groussbritannien ènnert den Niveau "secret" falen an also mat der néideger Sécherheet behandelt wäerte ginn.

De Statsrot, deen huet de Projet de loi den 19. Abrëll dést Joer aviséiert, an den 9. Mee gouf ech zur Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt. Mäi schrëftleche Rapport gouf du virun e puer Deeg, notamment den 8. Juni dést Joer, an der aussepolitescher Kommissiouen ugeholl.

Äänlech Accords de sécurité hu mer, wéi gesot, ech hat se virdrun opgezielt, bis elo mat 17 Staten ofgeschloss. Dést sinn also nach zwee weider Accorden, wéi gesot, mat Grossbritannien an Nordirlan an eben der Republik Zypern. An och den Accord de sécurité mat der Organisation conjointe de coopération en ma-

tiere d'armement, ofgekierzt OCCAR, hu mer jo de 14. Oktober 2015 hei an der Chamber gestëmmt.

Voilà, dat gesot zu e puer Detailer, wat den Inhalt vun dësem Projet de loi ubeet, géif ech lech bieden, den Accord zu dësem Projet ze ginn. Ech ginn op alle Fall emol den Accord vun de Sozialisten a soen lech Merci fir d'Nalauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Noper vum Här Wolter, den Här Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Ech hunn d'Wuert geholl, fir den Accord ze bréngé vun der CSV. Mir wëssen, dass mer däi Projeten, däi bilaterale Oftommesse schonn 19 Stéck op den Dag vun haut gemaach hunn.

Wat mech wonnert, Här Minister, dat ass, dass mer nach kee mat Holland hunn, obschonn dat e Beneluxpartner vun eis ass. Ech wär vrou,...

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

...wann ech kéint eng Äntwert dorop kréien. Awer et ass ganz kloer, mir hunn déi Projeten émmer énnerstëtzzt a mir wäerten och déi hei énnerstëtzzen. Duerfir bréngen ech den Accord vun der CSV.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Dann den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Accord hei, dee reit sech jo an eng Rei vun anere wichtige Projeten an. Vu dass et jo hei an eisichter Linn ém d'Sécherheet geet a vu dass d'Demokratesch Partei sech och fir d'Sécherheet assetzt, wäerte mir och dësen Accord stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. An als Nächsten huet den Här Claude Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci der Rapportrice fir hir Aarbecht. An ech bréngen den Accord vun eiser Fraktiouen.

(**Brouaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. An dann den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e

Merci un d'Madamm Dall'Agnol fir dee Rapport, dee se eis présentiert huet. Et fält op, datt mer zénter 2004 esou Accorde verhandelen, an zénter 2004, et sinn elo 12 Joer, hu mer mat 17, wa mer déi hei ratifizéiert hunn, mat 17 vun 28 Memberstate vun der Europäescher Unioun esou een Accord ofgeschloss. Dat ass eppes méi wéi een Accord pro Joer mat engem Text, wéi d'Madamm Dall'Agnol et awer rich teg gesot huet, dee praktesch émmer iden-tesch ass.

Eis Fro ass also: Wär et dann net méiglech, fir dat doten ofzeschleissen - mir hunn déi Obligation, mat all Memberland esou en Accord ofzeschleissen - a vläicht de Rhythmus e bësse méi séier ze gestalten, datt mer vläicht nächste Kéier, wa mer hei zesumme sinn, direkt emol fënnef oder sechs däi Accorde kéinte matenee ratifizéieren,...

(**Interruption**)

...amplaz datt mer an deem Rhythmus vun engem Accord pro Joer virufueren?

Dat gesot, wäert d'ADR awer dat heiten och gär énnerstëzzen an och direkt déi nächst 12 oder 11, déi nach kommen an deemselwechte Genre. Villmools Merci.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Ech freeë mech, dass mer hei e Konsens hunn. Ech soen der Rapportrice Claudia Dall'Agnol Merci fir hire mëndlechen a schrifftleche Rapport. Ech mengen, déi Accorde si bekannt hei fir d'Garantie vun der Sécuritéit a vun der Confidentialitéit vun dësen Accorden. D'Léicht ass bekannt vun deenen, mat deene mer esou en Accord ofgeschloss hunn. Mir hunn och nach Verhandlunge mat enger ganzer Rëtsch Länner ugefrot, énner anerem och Holland. Dat ass en cours, wollt ech just soen.

An ech wäert de Message vun der Chamber mathuelen, dass een dat soll accéléreréieren a gruppéiert heihinnerbréngen. Dat géif wahrscheinlech zu der Effikassitéit vun eiser Aarbecht hei an der Chamber baidroen.

Ech wëll awer just eng Remarque maachen, zu méi enger Anekdot, déi mech schmunzele ge-doen huet vum Claudia Dall'Agnol, dass mer dann elo déi Saachen, déi an England „confidential“ sinn, bei eis als „secret“ klassiéieren: Mir hunn de Secret bancaire jo zu engem groussen Deel zu Lëtzebuerg elo ofgeschaft. Mä mir sinn awer houfreg, dass mer nach émmer ganz vill Confidentialitéit hunn.

Ech soen lech Merci.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** Merci. Domat wäre mer um Enn vun eiser Diskussion a mir kënnen iwwert de Projet de loi 6962 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6962 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An de Projet de loi 6962 ass mat 58 Jo- bei zwou Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci.

Da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Aarbechte gi weider an de Kommissiouen. An déi nächst éffentlech Sëtzunge sinn den 28., 29. an 30. Juni. Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

(**Fin de la séance publique à 16.26 heures**)



SÉANCE 38

MARDI,

28 JUIN 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Débat de consultation sur la réforme de la Police grand-ducale
 - Exposés: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Débat: M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Max Hahn (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Claude Adam (intervention de M. Max Hahn), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
 - Prises de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf)
 - M. Michel Wolter (parole après ministre; interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

5. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6. 6940 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational "Multi Role Tanker Transport" (MRTT)
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
 - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense
 - M. Marc Baum (parole après ministre), M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense
- 7. 6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Énergie
 - Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz et Dan Kersch, Ministres.

(**Début de la séance publique à 14.31 heures**)



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- E schéine gudde Mëttet. D'Sëtzung ass op an ech stellen déi klassesch Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Da kënne mer direkt zu eisem normalen Ordre du jour iwwergoen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen: D'Lësch vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerpen ass um Büro vun der Chamber depôniert. D'Lësch vun de Projeten, déi sät der leschter Sëtzung an eiser Administratioun era-komm sinn, ass un d'Fraktiouen an un d'Sensibilités politiques verdeelt ginn.

Op Ufro vun der Regierung an duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 9. Juni 2016 gouf de Projet de loi 6561, eng europäesch Konvention iwwert d'Nationalitéit, de 14. Juni 2016 vum Rôle gestrach.

An d'Lësch vun de Petitiounen, déi sät der leschter Sëtzung depôniert goufen, ass un d'Fraktiouen an un d'Sensibilitéit weidergeleit ginn.

Communications du Président - séance publique du 28 juin 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

► **7002** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne „EUCAp Sahel Niger“

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.06.2016

► **7003** - Projet de loi portant création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.06.2016

► **7004** - Projet de loi modifiant le Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 20.06.2016

► **7005** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.06.2016

► **7006** - Projet de loi portant attribution de compétences fiscales spécifiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.06.2016

► **7007** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions directes

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.06.2016

► **7008** - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.06.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 9 juin 2016 le projet de loi **n°6561** portant approbation de la Convention européenne sur la nationalité, faite à Strasbourg le 6 novembre 1997, et modification de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 14 juin 2016.

4) Les demandes de pétition publique et la pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

► **672** - Demande de pétition publique: Permettre aux enfants nés après le 1^{er} septembre d'entrer en classe de préscolaire dans l'année de leurs 4 ans

Dépôt: Mme Aldina Lutambi Filho, le 14.06.2016

► **673** - Demande de pétition publique: Promouvoir l'utilisation en option des textes de référence et livres en format électronique dans les salles de classes des lycées

Dépôt: M. Rolando Chou Rivero, le 15.06.2016

► **674** - Pétition ordinaire: Construction future de nouveaux vestiaires et d'une nouvelle buvette sur le terrain de football de Weiler-la-Tour

Dépôt: M. Michel Rubio, Mme Sandra Rubio-Schmit, M. Guy Marloye, Mme Liliane Luciani-Marloye, le 15.06.2016

► **675** - Demande de pétition publique: Connexion directe de Dudelange à Luxembourg-ville

Dépôt: M. Matthias Schmeler, le 17.06.2016

► **676** - Demande de pétition publique: Schnelleres und effektiveres Handeln bei der Einbürgerung nicht heimischer Arten

Dépôt: M. Philippe Goeres, le 19.06.2016

► **677** - Demande de pétition publique: Fir d'Prime d'éducation, déi een 2 Joer laang kritt fir ee Kand an déi d'lescht Joer am Juni ofgeschaافت ginn ass

Dépôt: Mmes Nora Funck, Nicoletta Tatjana, le 19.06.2016

► **678** - Demande de pétition publique: Schulstunden

Dépôt: Mme Jeanne Weiler, le 20.06.2016

► **679** - Demande de pétition publique: Plus d'argent pour le lait, la viande et des céréales!!

Dépôt: M. Stephane Fernandes Santos, le 22.06.2016

► **680** - Demande de pétition publique: Plus de moyens de défense et de protection pour les agents de sécurité

Dépôt: M. Grégory Vansteene, le 24.06.2016

► **681** - Demande de pétition publique: Demande d'interdiction de cracher sur la voie publique (places, trottoirs, rues, parcs...)

Dépôt: Mme Lysiane Sorèze, le 24.06.2016

► **682** - Demande de pétition publique: Zugverbindung von Luxemburg - Remich. Mit Zwischenstationen: Frisange - Mondorf - Remich. Früher gab es eine Zugverbindung (Jangeli) von Remich nach Luxemburg

Dépôt: M. Sven Flammang, le 26.06.2016

► **683** - Demande de pétition publique: Solution possible rond-point Raemerich

Dépôt: Mme Melissa Correia Pires, le 26.06.2016

► **684** - Demande de pétition publique: E méi liberaalt Gesetz iwwert d'Recht vum Verstreeë vu Verstuernen oder d'Placeière vun engen Urn vu Familljemberen op privatem Terrain

Dépôt: M. Laurent Hurt, le 27.06.2016

► **685** - Demande de pétition publique: Seid ihr auch für das Nutzen von mehr natürlichen Energien? Z.B Solarzellen, Windmühlen,...

Dépôt: Mme Jeanne Weiler, le 27.06.2016

3. Ordre du jour

Dir hutt d'lescht Woch en éischten Entwurf vum Ordre du jour virgeluecht kritt. An der Zwëschenzäit ass deen Ordre du jour op Of-sprooch hin zwëschent de Fraktionscheffenz ergänzt ginn, an zwar ass fir den Donneschdeg d'Regierungserklärung iwwert d'Konsequenze vum britesche Referendum mat uschléissender Debatt nom Modell 1 zréckbehale ginn. An ech wollt d'Chamber da froen, ob se mat deem modifizierte Vorschlag fir den Ordre du jour d'accord ass?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert a mir géif en dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Konsultatiounsebatt iwwert d'Reform vun eiser Police. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An elo huet direkt d'Wuert, fir d'Introduktiouen, de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider.

4. Débat de consultation sur la réforme de la Police grand-ducale

Exposés

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut deen Débat de consultation kënne féieren iwwert déi geplangt Policereform. D'Iddi vun deem Débat haut de Mëttet ass déi, fir Ar Meenung zu däri geplangter Reform mat op de Wee zu huelen am Kader vun der Finaliséierung vun de Gesetzestexter, déi ech nach wëll virun der Summerpaus hei am héijen Haus déposéieren.

Vlächte e kuerzen Historique: Dir wësst, dass déi lescht grouss Policereform gemaach ginn ass duerch d'Gesetz vum 31. Mee 1999, wou et haapsächlech drëm gaangen ass, d'Polizei an d'Gendarmerie ze fusionéieren, dat Ganzt ze restrukturéieren an och eng Inspection générale vun der Police anzeféieren.

Zénter 1999 ass awer villes geschitt an désem Land. Et ass villes, wat sech verännert huet. D'Demografie, d'Kriminalitéit huet sech och verännert, d'Habituden, d'Mentalitéite vun de Leit hu sech verännert a mir mussen op déi nei Situations reagéieren, och andeem mer d'Police nei opstellen.

Dat war d'ailleurs och schonn esou gesi gi vun der viregter Regierung, déi an hirer Regierungserklärung 2009 gesot huet, dass se géif eng Policereform alauden. Et ass och am Joer 2013 en Avant-projet de loi geschrivwe ginn, wou et drëm gaangen ass, d'Direction générale vun der Police ze reorganiséieren, déi regional Servicer ze reorganiséieren an d'Missioune vun der Police judiciaire ze reorganiséieren.

Doriwwer eraus ass et awer och drëm gaangen, fir d'Kommissariater zesummenleeën, fir méi effikass kënne ze schaffen. Et ass vu Partenariater ènnert de Kommissariater geschwat ginn, fir eben de Mangel u Personal kënne delweis opzefánken, andeem dass mer d'Aarbecht optimiséieren an natierlech och doduerjer kënne e bessere Service um Bierger leeschten.

An deem Kontext sinn och deemoos schonn dräi Pilotprojete lancéiert ginn, eemol mat de Kommissariater Lampertsbierg-Eech, Heischent-Béiwen an Nidderaanwen-Rued-Syr, wou ebe just dat als Pilotprojekt ugefaange ginn ass, wat mer och elo wëllen an déser Reform hei weiderdreiven an och wäerte proposéieren.

Et ass awer esou, dass déi heite Regierung, wéi se uegetrueden ass, an hirem Regierungssaccord gesot huet, dass se wéilt en externen Audit fir d'Éischt vun der Police maachen, fir déi geplangt Reform nach eng Kéier op de Leesch ze huelen a fir eng Kéier an aller Transparenz kënne ze kucken, wat dann alles bei der Police net esou gutt leeft a wéi mer dat zesumme kënne verbesseren.

Ech hunn doropshin eng Auditprozedur ageleet. Ech hunn an allereischt Plaz d'Gewerkschaften an d'Personalvertreider gefrot, dass se eis solle soen, wat si mengen, wat alles misst auditéiert ginn. Do hu mer véier grouss Schinnen zréckbehale gehat: De Fonctionnement vun der Generaldirektion, d'Organisation an de Fonctionnement vun de regionale Servicer, d'Police judiciaire an, last but not least, och d'Gestioun vum Personal, also d'Ressources humaines.

Den Audit ass ugelaft an et goufe 480 Entretiene vun téschent zwou a véier Stonne mat Polizisten, mat Zivilpersonal bei der Police gefouert. Et sinn 959 Questionnaires online vu Mataarbechter vun der Police ausgefélilt ginn an agereeicht ginn an et sinn zousätzlech 129 Dokumenter, intern Dokumenter vun der Police, vum Auditeur ausgewäert ginn.

Am Mee 2015 war den Audit du fäerdeg. En ass présentiert gi fir d'Alleréischt am Regierungsrat, duerno och an der Kommission vun der Force publique hei an der Chamber an duerno natierlech och vis-à-vis vun de Gewerkschaften respektiv de Personalvertreider vun der Police. Et ass och e Résumé vun 38 Säite publizéiert gi mat den Haaptpunkten aus deem Audit. An et ass esou gewiescht, dass deen Audit a senger integraler Fassung aliesbar war vun allen Députéierten an natierlech och vun de Syndikater respektiv de Vertreider vun der Police.

Op Basis vun deem Audit hunn ech deemoos de Generaldirektor vun der Police ugestallt, sechs Aarbeitsgruppen anzesetzen, fir den Audit kënne émzeseten an d'Realitéit, fir also konkret Propositionen kënne ze maachen op Basis vun deem Audit. Déi Aarbeitsgruppen haten, wéi gesot, sechs verschidde Sujeten: d'Direction générale, d'Ressources humaines, d'Formatioun bei der Police, d'Police judiciaire, d'Police administrative an d'Reorganisation territoriale vun der Police.

All d'Carriér vun der Police waren an deenen Aarbeitsgruppe vertrueden respektiv invitéeiert ginn, fir matzeschaffen. 132 Fonctionnaires an Employéen huren och an deenen Aarbeitsgruppe matgeschafft. An ech wëll hinne vun déser Plaz aus e grouss Merci soen, hinen, awer och all deenen, déi an den Entretiene respektiv an de Questionnaire matgemaach huren, well fir Hëlfel fir eis extrem wichtig war, well et si sinn, déi natierlech um Terrain an am Alldag mat der Police a mat hiren Aufgaben ze dinn huren a si dofir och déi sinn, déi am beschte wëssen, wou et hapert.

Au fur et à mesure wéi déi Aarbeitsgruppe geschafft huren, hu mer Reunioun gehat zesummen, téschent dem Ministère, téscht der Direction générale an de Représentanté vum Personal, fir déi verschidde Propositionen ze diskutéieren an ze arrêtéieren.

Doriwwer eraus hu mer mat deene concerneierte Ministere geschwat, haapsächlech mam Justizminister Félix Braz respektiv mam Fonction-publiques-Minister Dan Kersch, iwwert déi Voleten, déi si concernéieren. An

den Dan Kersch wäert herno och op dee ganze Volet Carrièren a Primmen nach uschléissend u meng Presentatioun agoen.

Mir hunn awer och mam Syvicol geschwat, mir hu mat de Gemenge geschwat. Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, dass ech vum éischt Dag u gesot hunn, dass kee Kommissariat fusionéiert oder zesummegleucht gëtt, ouni dass d'Gemengen domadder d'accord sinn. Ech hunn dat gesot an ech halen dat och bai.

Mir hu mam Syvicol geschwat. Mir kréien natierlech èmmer de Reproche, mir hätten nach missen éischt mat hinne schwätzen, mä et ass èmmer esou, dass ee fir d'Éischt eppes muss um Dësch hunn, éier ee ka mat engem schwätzen. Ech mengen, mir hunn dat duerno gemaach.

Mir hunn éffentlech Opklärungsversammlunge gehat. Mir hunn Diskussionen organiséiert téschent de Regionaldirekteren an deene concerneierte Gemengen, wat d'Organisation territoriale ugeet. Mir hu mat den Autorités judiciaires geschwat, déi d'ailleurs och an engem Aarbeitsgrupp, an deem vun der Police judiciaire, perséinlech och vertrueden waren.

Wat elo d'Zesummeleung vun de Kommissariater ugeet, do hu mer, wéi gesot, dräi Propositionen gemaach. Et gëtt entweder d'Méglechkeet, de Status quo bärebehalen, dat heescht, dass de Buergermeeschter kann décideren oder de Gemengerot kann décideren, dass a sengem Kommissariat näisch geschitt an alles bleift wéi et ass.

Mir hunn d'Méglechkeet, fir eng Communauté de commissariats ze maache fir déi Gemengen, déi fir d'Éischt wëllen an engen zweijäger Iwwergangphas probéieren, ob dat dann elo wierklech e Mehrwäert ass, fir deenen, déi also nach e bësse skeptesch sinn, d'Méglechkeet ze ginn, zesummen ze fonctionnéieren, awer esou, dass déi zwee Kommissariater, déi zwou Enseigné bestoe bleiben.

An dann ass natierlech déi drëtt Optioun déi vun engen direkter Fusioun vun de Kommissariater.

Ech muss och hei soen, oder ech kann hei soen, dass bis op zw



Déi zweet Direction centrale ass d'Direction centrale vun der Police judiciaire. Si wäert sech ém d'Koordinatioun vun der Strategie an ém d'Koordinatioun vun dem operationelle Volet vun der Missiou vun der Police judiciaire op nationalem Niveau bekëmmern.

Déi drëtt ass d'Direction centrale vun de Ressourcen an de Kompetenzen, déi sech haapt-sächlech wäert ém d'Formatioun vum Personal këmmeren, ém d'Logistik an ém d'Informatik.

An dann, last but not least, déi véiert ass d'Direction centrale vun der Strategie an der Performance, déi soll derfir suergen, dass d'Qualitéit vum Fonctionnement vun der Police assuréiert ass, an déi derfir suerge muss, dass d'Strategie, déi am Comité de direction décideert gëtt, och erofdéclinéiert gëtt an déi verschidde Servicer an dass se virun allem och an alle Beräicher émgesat gëtt. A si soll natierlech och derfir suergen, dass de Service um Bierger ka verbessert ginn.

Den zweete Punkt vun der Reform ass d'Reorganisation territoriale. Ech hu scho kuerz vun de Gemenge geschwat, vun de Gemengkommissariater geschwat. Ech géif awer vlàicht nach eng Kéier ufânke mat de Regiounen.

Mir hunn de Moment sechs Regiounen am Land, sechs Policeregiounen. Dat kënnnt dohier, dass, wéi mer d'Reform 1999 gemaach hunn, mer dräi Regioune fir d'Police an dräi Regioune fir d'Gendarmerie haten. A fir kengem eppes ewechzehuelen, sinn dunn der einfach sechs geschaافت gi respectiv bääbehale ginn.

Mir sinn awer der Meenung, dass mer vill méi effikass kënnne schaffen, wa mer déi Unzuel vun de Regiounen e bësse reduzéieren. An dofir wäerte mer dat och maachen. Et gëtt an Zukunft eng Regiou Norden, déi zu Dikrech hire Siège huet, eng Südwesten, déi zu Esch hire Siège huet, eng Zentrum-Ost, déi zu Gréiwemaacher hire Siège huet, an eng Regiou Capitale, déi hei an der Stad Lëtzebuerg hire Siège huet.

Mir hu fonnt, dass dat wichteg wier, esou eng Région Capitale anzeféieren, well émmerhin 42% vun allen Delikter hei am Land hei an der Capitale geschéien. An dofir mengen ech, dass dat duerhaus Senn mécht, fir fir d'Capitale eng egee Regiou virzegesinn.

Et gëtt och an Zukunft keen Énnerscheed méi gemaach téscht de Centres d'intervention an de Commissariats de proximité. Ech mengen, dass de Bierger dobausse souwisou deen Énnerscheed ni wierklich verstanen huet. Et ginn an Zukunft just nach Commissariats de police. A jiddereen ass an deene Commissariats de police, an all Commissariat de police och an Zukunft derfir zoustänneg, fir d'Proximitéit hei am Land ze gewärleeschten.

De But vun der Fusioun vun de Kommissariater respectiv vum Zesummeleeën a Form vu Communautés de commissariats ass deen, fir méi effikass ze schaffen, fir kënnnen zwou Schichten amplaz vun enger Schicht ze schaffen, fir besser Éffnungszaïte kënnnen ze assuréieren fir de Bierger, nàämlech dann, wann e se och wierklich brauch, a fir méi Präsenz um Terrain kënnen ze assuréieren.

De Moment hu mer d'Situatioun, dass mer ganz vill Kommissariater duerch d'Land hunn, déi awer némme mat engem theoretischen Effectif vu véier, fénnef Leit besat sinn, wou mer ganz oft d'Situatioun hunn, dass déi véier respectiv fénnef Leit emol net präsent sinn, well se entweder a Formatione sinn, well se détailléiert sinn, well se am Congé sinn, well se am Congé parental sinn, well se krank sinn oder well se aus soss iergendwelche Grénn net um Büro sinn.

A wann Der wësst, dass se an engem Kommissariat, fir kënnnen opzemaachen, d'Büroen opzemaachen, musse mindestens zu zwee sinn an dass een och mindestens muss zu zwee Polizisten énnerwee sinn, wann een op Patrull geet, dann ass et ganz oft esou, dass de Kommissär sech émmer huet missen entscheeden, fir entweder dat eent oder dat anert ze maachen. Mä d'Büroen op hunn a gläichzäiteg Patrull fuere war ganz oft net méiglech, an dat wölle mer änneren.

Mir wëllen, dass d'Büroen zu Éffnungszaïten op sinn, wann d'Leit se am meeschte brauchen. Laut enger Etud, déi mer maache geloos hunn, hunn d'Leit am léifsten, wann hire Büro op wier iergendwou téscht sechs an aacht owes, also no der Aarbecht, dass se kënnnen dohigoen, respectiv an der Mëttesstonn. Mä déi meesch Büroe sinn awer de facto um véier respectiv um fénnef Auer zou, wat also net immens biergerfréndlech ass.

An Zukunft erlaabt eis déi Organisatioun vun zwee Kommissariater, déi zesummekommen, wou dat ganzt Personal zesummekënnt, wou mer da méi e grouse Stack vu Leit hunn, fir souwuel d'Büroen op ze hunn, net vu moies fréi bis owes spéit, mä zu deenen Zäiten, wou d'Leit se am meeschte brauchen, an awer permanent um Terrain ze sinn. An ech mengen, doréms geet et eis: d'Präsenz um Terrain ze assuréieren, fir de Leit dobaussen erëm e Sécherheitsgefill ze ginn oder dat Sécherheitsgefill ze ginn, wat se sech vun der Police respectiv vun der Politik och erwäarden.

An de Fait, dass mer duerch dat Zesummeleeë vun de Kommissariater net just op enger Schicht, mä an Zukunft op zwou Schichte kënnne schaffen, weist, mengen ech, schonn eleng, dass d'Präsenz an de Gemenge bedeitend méi grouss wäert ginn duerch dat Zesummeleeë vun de Policekommissariater.

Doriwwer eraus, iwwert dat doten eraus, bleiwen natierlech déi aktuell Centres d'intervention, net énnert deem Numm, mä och énnert dem Numm vun engem Kommissariat. 13 Stéck sinn dat der un der Zuel, déi 24 Stonnen op 24 op sinn a siwen Deeg d'Woch op sinn, dat heescht, en permanence 13 Stéck iwwert d'Land verspreet, déi zu all Moment accessibel sinn!

An da kënnnt och nach derbäi, mat der Reform hei vun der Police, e virtuelle Kommissariat. Dat heescht, dass et eng Rei Aktivitéité gëtt, wou de Bierger eigentlech sech déplacéiere muss op e Policekommissariat, wat en awer gradesou gutt kéint online maachen, vun dohem aus iwwer sái Computer, sief dat eng Demande vun Dokumenter, siefen dat Deklaratiounen, sief dat Plainten déposéieren.

Mä do muss een natierlech kucken am Detail, wéi een Niveau vu Plainten dat ka sinn. Also dat si mer nach amgaang am Detail ze kucken. Mä dat soll en niddregen Niveau sinn, fir alles anescht muss een natierlech weiderhin op e Kommissariat goen. Gitt eis do nach e puer Deeg Zäit, dass mer dat definitiv gekläert kréien, wéi héich deen Niveau vu Plainte ka sinn.

Ech mengen, Dir wësst, dass mer - ech hunn dat oft gesot en public - dat doten alles maachen, fir eis méi effikass kënnnen opzestellen, well mer d'Méiglechkeet net hunn, eise Personalmangel, dee mer hunn, kuerzfristeg ze behiewen. Mir hunn eng Situations, wou émmer méi, an deene leschte Joren émmer méi Aufgaben op d'Police duerkomm sinn, émmer méi Asazgäbber, émmer méi och Détachementer hu misse gemaach ginn op Missiouen an d'Ausland, am internationale Kontext, sief dat Frontex, siefen dat aner Missiouen.

Also émmer erëm méi Missiouen, a virun allem: émmer erëm méi Leit, déi a Pensioun ginn. Well déi staark Altersgäng kommen elo all, oder déi si grad amgaang, allegueren a Pensioun ze goen, soudass mer mat deem System, wéi en de Moment nach fonctionnéiert fir Leit anzestellen, eigentlech net méi vill zousätzlech Personal iwwreg hunn. Wann d'Leit bis den Exame gemaach hunn, d'Schoule bis gepackt hunn, da geet et meeschteins esou tout juste duer, fir déi ze ersetzen, déi a Pensioun ginn. Mä mir kréien der net wierklich massiv méi, wat mer eigentlech bräichte fir déi nei Missiouen.

Dofir hu mer eng Rei Mesuré geholl. Mir hunn zum Beispill décideert - contrairement zu deem, wéi dat soss war, dass e Contingent téscht 45 a 65 Leit agestallt ginn ass -, fir dat éischt Joer direkt 80 Leit unzuhuelen. An d'lescht Joer hu mer souguer décideert, allegueren déi opzehuelen, déi den Opnamexame gepackt hunn. Dat waren der d'lescht Joer 106.

Mä Dir wësst awer och, dass vun deene Leit en cours de route, wa se hir Formationen maachen, wa se hir Instruction-de-basé maachen, der émmer en Deel ewechfalen, soudass vun deenen 106, déi mer d'lescht Joer ugeholl hunn, der nach 79 - dat war emol mäi leschte Stand; dat huet vlàicht haut erëm geännert - iwwreg sinn. An dann hoffe mer, dass mer der iergendwou ufanks 70 herno fäerdeg ausgebillt kréien, déi dann och wierklich Polizist ginn. Dat heescht, Dir gesitt, wann der dann awer erëm 50 a Pensioun ginn, da wäerte mer ronn 20 zousätzlech Poliziste bääkréien, fir d'Servicer ze verstärken.

Wann der da gesitt, wéi grouss d'Land awer ass a wivill Kommissariater mer hunn, da wësst der, dass, wa mer mam aktuelle System weiderfueren, et eng Éiwegkeet dauert, bis ee wierklich eng Verbesserung vum Service um Terrain ka mierken. An dofir maache mer déi Reorganisatioun, dofir maache mer dee Streamlining, dat Méi-enk-Zesummeschaffen, dat Zesummeleeë vu Kommissariater, fir kënnne mat deene Moyenen, déi mer hunn, esou schnell wéi méiglech de Service um Bierger an och d'Sécherheitsgefill hei am Land ze verbessern.

Mir hunn zousätzlech d'lescht Joer décideert, fir dést an d'nächst Joer 45 Polizisten, déi a Pensioun ginn, mä déi awer zivil Jobben an der Police maachen, dass mer déi net méi duerch ausgebilte Poliziste wäerten ersetzen, mä duerch zivil Personal, wat eis dann erëm eng Kéier erlaabt, net déi nei Polizisten, déi elo bääkommen, direkt erëm op administrativ Poste missen ze setzen. Neen, mir stellen nei Leit am zivile Kader an, déi op déi 45 Poste ginn, a mir huelen déi Polizisten, déi doudurch fräi ginn, a mir kënnen déi dann direkt um Terrain aseten.

Dir gesitt: Mir probéiere wierklich mat alle Moyen, d'Unzel vu Polizisten hei am Land an d'Lucht ze setzen. An ech wëll dofir de Kollegen an der Regierung och e grouse Merci soen, dass mer eis doriwwer eens sinn an dass mer och keng Méi a Sue scheien, fir dat doten hinckréien.

En drëtte Punkt ass d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire. Mir wäerten an Zukunft eng national Police judiciaire hunn, dat heescht mam Siège hei an der Stad, an déi Police judiciaire wäert dräi Dépendancë kréien, also dräi Antennen: eng zu Dikrech, eng zu Esch, eng zu Gréiwemaacher. An déi Antenne kommen alle guerten énner d'Autoritéit vum Direkter vun der Police judiciaire.

Hir Kompetenze sinn d'Criminalité générale, d'Délinquance juvénile, de Vol organisé an natierlech d'Drogen. Fir sécherzogen, dass déi nei Police judiciaire, déi dann zentral gesteiert gëtt, sech net just ém déi grouss Dossiere vu Kriminalitéit bekëmmert, mä och nach émmer déi Aktivitéiten um Terrain mécht, déi d'SRECen de Moment um Terrain maachen, zum Beispill d'Drogekriminalitéit an de Gréff kréien, fir dat also alles ze assuréieren, schafe mer e Comité d'accompagnement, dee presidéiert gëtt vum Procureur général d'État, deen da paritét zesummes gesat gëtt téscht den Autorité-judiciairen an der Direktioun vun der Police.

An de But vun deem Comité d'accompagnement ass, wéi ech gesot hunn, dass net verschidden Zorte vu Kriminalitéit op eemol vernoléisseg ginn, fir sech just nach ém anerer ze këmmern. Hei soll ganz kloer eng Orientation générale de travail fixéiert gi vun der Police judiciaire an et solle strategesch Prioritéit festgleuecht ginn iwwert deen dote Comité d'accompagnement.

An da wëll ech hei nach just soen, dass dat Personal, wat beim SREC elo schon OPJ ass, ouni weideren Examen dann och an d'PJ kann intégréiert ginn.

E véierte Punkt ass d'Police administrative. Mir ginn der Police eng Rei weider Moyen, fir hir Aarbecht besser kënnnen ze maachen, fir preventiv derfir ze suergen, dass d'Sécherheet garantéiert bleibt oder se esou schnell wéi méiglech do retabléiert gëtt, wou se aus dem Rudder gefuer ass.

Preventioun, Erkenne vun enger Gefor,

reprièsiiv Agräife wann néideg:

Alles dat sinn d'Aufgabe vun d'r Police administrative. Wéi ka se dat maachen?

Andeem mer hir eng ganz

Rei nei Moyen oder zousätzlech Moyen an

an de Grapp ginn, fir déi Aarbecht do kënnen ze bewältgen.

Enner anerem kënnne se (veuillez lire: kënnnen déi Polizisten) Contrôles d'identité maachen, si kënnnen e Sécherheitsperimeter décideieren

do, wou et néideg ass, si kënnne Fouillé maachen, si kënnnen och temporairement verschid den Etablissementer - kommerziell Etablissementer - zoumaachen, si kënnne Saisié maachen, si kënnnen awer och eng Détention administrative maachen.

Alles dat sinn natierlech Aktivitéiten, déi mer der Police ginn, oder Méiglechkeiten, déi mer der Police ginn, déi déi individuell Libertéiten aschränken an deenen dote konkrete Fall.

An dofir wäerte mer e ganz enke juristesche Kader schafen, fir déi Missiouen do ze accompagneren.

An et ass och esou, dass mer en Officier de la police administrative wäerte schafen,

deen dann déi néideg Formationen an och deen

néidegen Exame muss maachen, fir dat do kënnen ze maachen. Ech mengen, dass dat doten

eng ganz utile Saach ass, déi mer der Police an

Zukunft an d'Hand wäerte ginn.

E fénnefte Punkt ass d'Reform vun der Inspection générale de la Police.

Am Regierungsprogramm vun 2013 stet dran, dass mer de

Contrôle vun der Police wéilte reforméieren -

- well d'IGP, d'Inspection générale de la Police,

, ass jo d'Police vun der Police -, a mir wollten,

dass dee Contrôle vun der Police komplett

onofhängeg këint schaffen.

Dofir hu mer an deem Gesetz, dat mer da

wäerten déposéieren, décideert, dass de Chef

vun der Inspection générale de la Police an Zukunfts

muss e Magistrat sinn. Mir hunn deem awer scho virgegraff, andeem de Félix Braz an

ech proposéiert hinn, mat der Madam Stirn eng

Magistratin als nei Direktesch vun der IGP ze nennen.

Mir hunn also hei net op d'Gesetz gewaart, mä mir hunn dat schonn applizéiert. Mä mir wäerten dat awer elo regulariséieren, also kloerstellen am Gesetz, andeem mer soen, dass dat exklusiv nach just e Magistrat ka sinn. Den Adjoint - den Inspecteur général adjoint - kënnnt dann awer op d'r anerer Sät vun der Cadre supérieure vun der Police. Mir wäerten och an deem Gesetz kloer regelen, dass e Mataarbechter vun der IGP keng Méiglechkeet méi huet op e Retour zréck an d'Police, fir ebe just och déi Onofhängegkeit ze garantéieren.

Déi Reform vun der Inspection générale de la Police, wéi mer se proposéieren, déi leent sech ganz staark un un dei Motiou, déi vun der Chamber an deem Kontext gestëmmt ginn ass am Joer 2009. D'IGP kritt dofir och eng Rei nei Missiouen, wéi dat och 2009 scho gefuerert ginn ass, nàämlech dass d'Instruktioone vun all den Affaire-disciplinair vun der Police bei der IGP - net méi an der Police, mä bei der IGP - gemaach ginn, dass se och eng nei Missiou kritt, eng Mission de médiation, wann et Problémer gëtt téscht der Police an engem Bierger respectiv téscht Polizisten. An d'IGP muss an hiren neie Missiouen och regelméisseg dem Minister Bericht erstatten iwwert den interne Fonctionnement vun der Police.

Voilà, dann de leschte Punkt vun der Reform vun der Police ass d'Reform vum Disziplinarrecht. De 4. Januar 2012 huet den deemolegen zoustännege Minister en neit Disziplinarrecht fir d'Police, fir d'Arméi a fir d'Police déposéiert gehat. De Statsrot hat deemools fénnef Opposition-formellen zu deem do Gesetz.

Entre-temps ass d'Gesetz zréckgezu ginn a mir hu gesot, mir géifen dat dann och elo komplett nei op de Leescht huelen, fir deene fénnef Opposition-formellé vum Statsrot och gerecht ze ginn. Dat neit Gesetz, wéi mir et elo wäerte proposéieren, wäert virgesinn, dass et net méi datselwech Disziplinarrecht gëtt fir d'Police a fir d'Arméi. D'Disziplinarrecht fir d'Police wäert esou no wéi méiglech um Disziplinarrecht vun der Fonction publique leien, mä mat enger Rei Spezifissitéiten, déi ebe mam Beruff vun Polizist ze dinn hunn, mat den Devoiren, mat dem Entgéintheule vun Uerdere vun engem Polizist, déi jo awer e bëssen anesch si bei der Police, wéi dat an der normaler Fonction publique de Fall ass.

Et gëtt och an Zukunft keng zwou verschidde Prozedure méi, wat d'Disziplin ugeet. Et gëtt net méi en Énnerscheed gemaach téscht Enquêteen an Instruktioounen. Et gëtt nach just Instruktioounen, an déi ginn och nach just duerch d'Inspection générale vun der Police gemaach. An d'Sanctions disciplinaires kënnne just entweder vum Generaldirekter oder da vum Minister, wann et iwwert de Conseil de discipline geet, verhaange ginn.

Voilà, dat war elo a relativ schnelle Wiederer dee groussen Deel vun der Police a sech. Dir gesitt, an dat ass zumindes emol de But vun d'r Reform, dass mer eng Police kréien, déi besser opgestallt ass, déi méi effikass ka schaffen, besser ka schaffen am Service vum Bierger, déi virun allem vill méi Präsencë wäert hunn um Terrain dobaussen an déi fir méi Sécherheet hei am Land wäert suergen. Alles dat, kann ech lech soen, déi ganz Reform wäert net gratis sinn, mä si



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

dass d'Chamber hei en temps utile heiriwwer informéiert gëtt, wat dann alles proposéiert gëtt, wat d'Carrière vun der zukünftiger Police grand-ducale soll ugoen.

Dat Wichtegst vläicht direkt am Ufank: Dëi zwou besteeënd Carrière vun der Carrière inférieure, déi mer am Moment hunn, déi bleiwen esou bestoan, wéi se am Moment sinn. Si bleiwen also onverännert: engersäits d'Carrière vun der Brigadier, déi eiser Proposition no am sechsten Échelon vum Grad F1 ufänken an dann am leschten Échelon vum Grad F4 ophalen, a Punkten ausgedréckt, vun 142 Punkten bis op 266 Punkte géife sech entwéckelen, an Euroen ausgedréckt, da vun 2.621 Euro bis op 4.910 Euro géife goen.

Ech wëll awer direkt derbäisoen, dass d'Regierung disposéiert ass, am Kader vun deenen Diskussionen, déi mer och nach wäerte féieren em d'nei Carrière vun den Agent-municipallen, och nach hei Gesprächsbereetschaft ze weisen, wat d'Entwicklung vun de Carrière vun de Brigadier ugeet. Oder am Kloertext gesot: Et kann net sinn, dass herno d'Agent-municipalle besser gestallt si wéi déi Leit, déi bei der Police och hiren Déngsch leeschten, wuel wëssend dass déi Leit, déi bei der Police sinn, awer nach e ganz anere Geforegrad hunn an hier Ausübung vun der Tätigkeet, wéi dat bei den Agent-municipallen de Fall ass.

Also nach eng Kéier: Dat, wat am Moment proposéiert ass fir d'Brigadier, ass dat, wat haut actuellement fir déi Leit bezuelt gëtt, mat Gesprächsbereetschaft, nach eng Kéier dríwwer ze diskutéieren, wa mer da wëssen, wat schlussendlech bei där neier Carrière vun den Agent-municipallen wäert zréckbeiale ginn.

Dann déi zweet Carrière, déi mer haut hunn, d'Carrière vum Inspekteur, haut D-Carrière, an Zukunft C-Carrière, awer onverännert am Verlauf vun hirer Entwicklung vun der Carrière, also sechsten Échelon vum Grad F2 bis op de leschten Échelon vum Grad F7, a Punkten ausgedréckt vun 156 Punkten bis op 346 Punkten, an an Euro ausgedréckt vun 2.880 Euro op 6.387 Euro.

Béid Carrières, an och dat wëll ech hei ganz kloer soen, béid Carrière behalen och déi Primm, déi se actuellement hunn: 35 Punkten als Prime militaire, an Euro ausgedréckt 611,85 Euro, de Mount selbstverständliche, an 22 Punkten als Prime d'astreinte, an Euro ausgedréckt 406,15 Euro de Mount.

Ech betounen och, dass d'Regierung zu kengem Moment dru geduecht huet, entgéint deem, wat a verschidde Pressemeldungen awer erauskomm ass, zu kengem Moment dru geduecht huet, un deene Primm vun och némme dee klengste Jota ze änneren, well mer och wierklech fest dovun iwwerzeegt sinn, dass déi Leit, déi déi Aarbecht do maachen, déi Primm do och zegutt hunn!

Da komme mer bei dat, wat den Etienne Schneider virdru schonn ugeschwat huet, déi zwou nei Carrières, déi och opgrond vun den Empfehlunge vum Audit solle geschafe ginn, zwou nei Carrières, déi solle bääkommen, engersäits d'Carrière moyenne, d'B-Carrière mat engem Ofschlossminimum vun enger Première respektiv enger Treizième, an an der Carrière supérieure d'A2-Carrière, wou den Ofschlossminimum, deen ee muss hunn, fir an déi Carrière eranzekommen, de Bachelor ass. Déi Carrière solle genausou verlafen, wéi se och an der Administration générale am Moment verlafen.

Fir d'Carrière B, also fir déi Leit, déi mindestens eng Première oder eng Treizième hunn, géif d'Carrière sech dann entwéckele vum drëtten Échelon vum F6 bis an de Grad F12, a Punkten ausgedréckt 203 Punkten bis erop op 470 Punkten, an an Euro ausgedréckt 3.747 Euro bis 8.676 Euro.

Fir d'Carrière vum A2, also déi Leit, déi e Bachelor als Minimum musse virweisen, fir an déi Carrière eranzekommen, quatrième Échelon vum F9 bis an de Grad F13, a Punkten ausgedréckt 278 Punkte bis erop op 500 Punkten, an Euro ausgedréckt 5.132 Euro bis 9.230 Euro.

Bleift nach selbstverständliche déi hau scho bestoend Carrière vum A1, déi liicht modifiziert soll ginn. An Zukunft sollen déi Leit genau dat nämlech kreie wéi och d'Carrière A1 bei der Administration générale. Dozou muss ee wëssen, dass am Verlauf d'Carrière vun der A1 e bësse méi favorabel ass, wéi dat am Moment bei der Carrière supérieure vun der Police de Fall ass. Do sinn eng Rei Allongement bei der Administration générale, déi et bei der Police net gëtt, mä dofir ass awer am Géigesaz dozou am Endgrad, deem leschte Grad also, d'Police-Carrière aacht Punkte méi favorabel, wéi dat bei der Administration générale ugesot ass.

An Zukunft soll et also esou sinn, dass déi Leit am A1 also déi nämlech Carrière kreie wéi dat, wat an der Administration générale ugeduecht ass, mat der Prezisioun, dass déi Leit, déi ac-

tuellement am System sinn, déi Carrières-erwaardung vu 568 Punkten, wat also aacht Punkte méi si wéi dat, wat bei der Administration générale de Fall ass, och kënne behalen a fir de Rescht awer d'nämlech behandelt gi wéi d'Carrière A1, déi et soss beim Stat gëtt.

Och dat nach eng Kéier a Grade gesot: De véierten Échelon vum Grad F11 bis erop an de leschten Échelon vum Grad F15, an a Punkten ausgedréckt 340 Punkte bis op 560 respektiv 568, wéi ech et elo gesot hunn, also dat mécht en Equivalent an Euro vu 6.276 Euro op maximal, am Fall vu 568 Punkten, 10.486 Euro.

Dat si ganz vill Zuelen, déi ech lech elo hei matgedeelt hunn, mä déi selbstverständliche och zu ganz villen Diskussionen Ulass ginn hunn an deenen Diskussionen, déi mer mat de Leit vun de Gewerkschafte gefouert hunn.

Et muss ee wëssen dozou, dass mer haut an der Carrière supérieure, also an der Carrière A1, eng Prime militaire hu vu 15 Punkten, an Euro ausgedréckt 262 Euro. D'Regierung huet also och décideert, oder proposéiert ze décideieren, dass mer déi Prime militaire vu 15 Punkten och an deenen neie Carrières, déi mer elo wäerte schafen - also d'Carrière moyenne, d'Carrière B, an an der Carrière supérieure d'Carrière A2 -, dass mer do déi nämlech Prime militaire vu 15 Punkten sollten ausbezuelen.

D'Carrière supérieure hat och eng Prime d'astreinte gefrot, déi se actuellement net hunn an der d'Carrière A1, well se, wéi ech mer soe ge-looss hunn, 1999 zum Deel och bei der Reform, déi deemoos gemaach ginn ass, an den Tableau indiciaire afleisse gelooss ginn ass. Trotzdem hu se eng Rei vu pertinenten Argumenter bruecht, déi eis dozou incitéert hunn, fir och der Carrière supérieure eng Prime d'astreinte vun 12 Punkten ze proposéieren.

A par analogie, wa mer dat an der Carrière A1 maachen, sollt dann déi nämlech Prime d'astreinte och fir d'Carrière B a fir d'Carrière A2 zielen.

Summa summarum hätte mer also an der Carrière inférieure fir d'Carrière D vum Brigadier an d'Carrière C vum Inspekteur eng Primm vu 35 Punkten, Prime militaire, an 22 Punkten, Prime d'astreinte, sou wéi dat haut och de Fall ass, an an der Carrière moyenne an an der Carrière supérieure, dat sinn also d'Carrière B, A2 an A1, hätte mer eng Prime militaire vu 15 Punkten an eng Prime d'astreinte vun 12 Punkten. Ènnert dem Stréch kennt also do eraus: fénnef nei Primm, zwou an där neier Carrière B, zwou an där neier Carrière A2, an eng an där besteeënder Carrière, déi Prime d'astreinte vun 12 Punkten an der Carrière A1.

Da weiderhi proposéiere mer, wat d'Primm ubeet, d'Prim vum SREC a vun der PJ, déi actuellement téschent 10 a 15 Punkte leien, an Zukunft op 20 Punkten eropzesete fir déi unifiéiert Police judiciaire, déi den Etienne Schneider och scho virdrun hei ugeschwat huet.

Weiderhin, an dat sinn dann nei Primm, fir d'Unité spéciale vun der Police och déi nämlech Primm vun 20 Punkten, déi géif also da vun null op 20 Punkten eropgoen, weiderhin eng Primm fir den SPG, also de Service de protection vum Gouvernement, och vun null op 20 Punkten erop. An déi nämlech Primm dann och fir déi Leit vun der Inspection générale de la Police, déi och eng Primm vun 20 Punkten solle kreien.

Ech wéilt dann nach eppes soen zu den Indemnitéite vun de Volontaire-de-policien. Do muss ee wëssen, dass déi Leit haut eng Entscheidung kreien, déi am éischte Joer bei 2.022 Euro läit an am zweete Joer bei 2.088 Euro. Mir proposéieren, déi Indemnitéit am éischte Joer onverännert ze loessen, also keng Reduktioen virzehuelen, wéi dat soss an der Fonction publique am Stage de Fall war - se op 80% erofzeseten -, mä dass mer se hei genau op deem Niveau loessen, wéi se haut ass, och mat der Argumentatioun, dass déi Leit, ech wéll net den Term „kasernéiert bleiwen“ benotzen, mä dass déi Leit awer trotzdem an enger besonnescher Form zesummelieren an doduerjer och Kost und Logis am Fong vum Stat gestalt kréien.

Mä ab dem zweete Joer géife mer déi nämlech Regelen appliziere wéi déi, déi mer soss och beim Stat hunn, näämlech, dass mer 80% am zweete Joer an 90% am drëtte Joer vun der Carrière vum Expéditionnaire - an ech betounen hei: vum Expéditionnaire - géifen applizéieren, wat also méi favorabel ass, wéi wa mer géifen d'initial Carrière vun der Police huellen, déi an der C-Carrière ass. An dat géif dann dozou féieren, dass déi Leit am zweete Joer eng Entscheidung vun 2.869 Euro géife kréien.

An an där Entscheidung ass och virgesinn eng zousätzliche Primm vun 10 Punkten als Prime de risque, well déi Leit am zweete Joer, wou se an der Ausbildung sinn, awer och schonn, éischte, e Port d'armes hunn an, zweetens, och schonn zum Deel mat op den Terrain ginn. An dofir menge mer, dass et och

richteg ass, dass se entgéint deem, wéi et haut de Fall ass, och en Deel vun enger Prime de risque da kënne kreien. An dat nämlech zielt dann och fir dat drëtt Joer.

Vläicht nach e Wuert zum ziville Personal, wou virgesinn ass, dass 20% vum Contingent vun deem ziville Personal an Zukunft och kënne eng Prime d'astreinte vun 12 Punkte kreien. Am Moment hunn déi Leit dat Recht net gehat. A selbstverständliche géife mer dat och virgesinn, dass do muss all Joers vum Generaldirektor vun der Police gekuckt ginn, ob fir dee jeeweilegen, deen dann och déi Prim kritt, dat nach èmmer berechtegt ass am Kader vu sengen Aktivitéiten.

Da vläicht ee groussen Diskussionpunkt, dee mer mat de Gewerkschafte haten: wa mer elo déi nei Carrière aféieren, déi nei Carrière B, wou als gekuckt gëtt, wien an Zukunft elo vun deem besteeënde Kader an déi Carrière kéint erakommen.

Ech verstoppen net, dass mer do am Ufank ugeduecht haten, dass 25% vun den Inspektoren dee Kader sollten ausmaachen. Dann hätte mer un 349 Poste geduecht. Am Kader vun de Verhandlungen hu mer dee Chiffer eropgesat, andeem dass mer de gesamte Cadre inférieur als Referenz geholl hunn. An elo ass also virgesinn, dass 25% vun der gesamter Carrière inférieure kéint de Contingent gi vun där zukünftiger Carrière B. Dat wären also dann net 349 Posten, mä 413 Posten, also insgesamt 64 Poste méi.

An déi lescht Proposition, déi mer elo gemaach hunn - dat war géschter bei der Reunioun mat alle Gewerkschafte -, dat war, dass all déi 413 Posten, vun deene mer elo geschwät hunn, am aktuelle Contingent vun der Police kënne rekruitéiert ginn. An zwar 330 Posten iwwert de Mechanismus vun der Voie express, 66 Posten iwwert de Mechanismus vum Changement de carrière a 17 Posten iwwert de Mechanismus, dass déi Leit, déi haut bei der Police sinn an eng Treizième oder eng Première hunn, einfach den Examen d'admission vun där neier Carrière B misste maachen an dann do och en Droit de priorité géife kreien, wa se den Examen da géife packen. Si misste sech also net klasséieren, fir da kënnen an déi jeeweileg Carrière, an déi nei Carrière do eranzekommen. A selbstverständliche ass dann och virgesinn, dass am Kader, wou se géife méi schlecht ewechkomme par rapport zu hier aktueller Pai, e Supplément de traitement géif bezuelt ginn.

Doriwwer eraus sollen déi 413 Posten da pro Joer mat zéng weidere Posten an där doter Carrière ergänzt ginn. An dat wär dann e Recrutement externe spécialisé, deen och d'Generaldirektioun wierklech èmmer erëm gefrot huet, an et war, mengen ech, och am Audit ervirgaangen, dass dat e Besoin ass, deen d'Police sollt hunn.

Dann eppes, wat och ganz vill diskutéiert ginn ass: Wie sinn déi Leit, déi elo an déi nei Carrière do kënnen erakommen, also vun där aktueller Carrière vun der Police an déi nei Carrière erakommen? An no vilen Diskussionen ass sech dorop gëeenelegt ginn, fir do einfach de Kritär vun der Anciennetéit ze huellen, deen a voller Transparenz fir jiddwereen novolléibar ass, soudass och kee ka soen, hei géif eng Politique à la tête du client gemaach ginn.

Da wéll ech soen, dass selbstverständliche och déi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister,...

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Ech sinn an enger Minutt färderdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...Dir sidd amgaangen, d'Riedezaït ze iwwerschreiden. Wann d'Chamber do dermat d'accord ass, da géif ech dat ewechhuele vun där Riedezaït, déi d'Regierung zum Schluss nach huet.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Jo. Ech sinn an zwou Minutte färderdeg souwisou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà, da maacht dat, wann d'Chamber domadder d'accord ass.

(Assentiment)

Merci.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Okay, Merci, Här President.

Ech géif soen, dass et selbstverständliche och ass, dass déi Gratuité médicale, déi d'Police am Moment huet, wat also ronn 2,8% vum Bruttogehalt ausmëcht, dass dat soll bääbehale ginn. Do gëtt et och eng gesetzlech Regelung, am Géigendeel zu där Regelung, déi mer am Moment hunn, wat déi acht Deeg zousätzliche Congé ugeet. Do hu mer am Moment eng Re-

gierungsdécisioun, déi awer net duerch e gesetzlechen Text éinnerstrach ass. An dofir géife mer och proposéieren, déi acht Deeg zousätzliche Congé, déi d'Police huet, och elo fest an d'Gesetz anzeschreiwen, soudass also do kee méi kann dorun an Zukunft réckege goen.

Dann och nach vläicht folgend Wieder als Ofschloss: Ech mengen, déi Policereform, déi hei elo ugeduecht ginn ass, déi geet wesentlech méi déif wéi déi Diskussionen, déi ech elo wärend enger Vérelstonn hei gefouert hunn, wat d'Carrièresrevendicatione vun deenen eenzelne Gewerkschafte ugeet. Ech mengen awer, dass et trotzdem normal ass, dass vu Gewerkschaftssäit probéiert ginn ass, d'Geleeënheet ze notzen, fir zum Deel laangwierig Fuerderungen och mat an en neien Text afluéissen ze loessen.

An ech mengen och, dass et eis gelongen ass, an aller Offenheit an och an aller Transparenz hei eng Léisung ze fannen, déi jiddwerengem misst à la longue Satisfaktioun ginn, och wann net jiddwereen honnertprozenteg Satisfaktioun kritt huet. Dat zielt engersäits fir d'Regierung an anersäits selbstverständliche och fir d'Gewerkschafte. Mä ech mengen, dass mer hei eppes proposéieren, wat kohärent ass a wat normalerweis och misst d'Strooss halen.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. An d'Wuert huet direkt enger eischte ageschriwwene Riedner: den Här Michel Wolter fir d'CSV.

Débat

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leif Kolleegen, d'Gesetz vum 31. Mee 1999 huet wéi keen anert Gesetz an der Vergaangenheit d'Policearbecht reforméiert. D'Zesummeleeën vun der Police an der Gendarmerie zur Police grand-ducale, d'Schafe vun enger Generalinspektion, d'Afféiere vun de Konzepter vun der Proximitéit an der Interventioun als complémentaire Elementer vun der Policearbecht, d'Vereinfachung vun de Prozeduren, d'Zesummeleeën vun ezelnen Aufgaben a Missiouen zu engem kohärente Ganze sinn némme e puer vun de sellechen Elementer vun der Reform vun 1999.

2004 sinn en eischte Bilan an eng Diskussion an der Chamber gefouert ginn. An 2009 an 2013 ass an deenen zwou Regierungserklärungen annoncéiert ginn, dass sech mat der Fro vun der Reform vun der Police beschäftegt géif bezuelt ginn.

D'CSV begréisst ausdrécklech de Wëllen, d'Police de Veränderunge vun der Gesellschaft unzepassen. D'Policearbecht ass eng vun de Käraufgabe vun all Gesellschaft. A si ass esou ze organiséieren, dass se den Ersauerungen an den Erwaardunge vun haut a vu muer gerecht ka ginn.

Wann ech dat awer soen, dann heesch dat: Ersauerungen an Erwaardungen, dat sinn zwee verschidde Bléckwénkelen. Eng Ersauerung, dat ass de Bléck no bannen, d'Police selwer, déi sech permanent a Fro muss stellen a sech och muss nei orientéieren. An d'Erwaardungen, dat ass d'Dimension vu baussen, vum Bierger, vun de Gemengen, jee vun all deenen, déi mat der Police ze dinn hunn. Déi zwee Bléckwénkelen, dee vu bannen an dee vu baussen, sinn noutwendeg, wann ee sech e Gesamtbild wéll maachen an ier een zu Neierungen a Modifikatiounen virugeet.

Déi viregt Regierung huet ee Schrott an déi Richtung gemaach. Si huet eng intern Analys gemaach vun de Missiouen, vun der Verwaltung, dem Personal, der territorialer Opdeeling an Andeeling. Èischt Konklusioun mat Diskussionvirschléi sinn un d'Gewerkschafte, un de Syvicol weidergeleert ginn zwecks Diskussion, also zwecks Abannung vun deem zweeten Deel vun der Diskussion, näämlech den Erwaardunge vun baussen. Méi wäit ass et ènnert der viregt Regierung net méi komm. Mä den Usaz huet, an eisen Aen, gestëmmet.

Dés Regierung huet 2013 décidéiert, en externe Audit bääzehuelen, fir eigentlech déi Viraarbechten, déi vun der viregt Regierung gemaach gi sinn, fir déi ze compléteieren



dee vun der viregter Regierung gemaach ginn ass, den externe Bléck vu baussen dozouhëlt, fir e Gesamtbild ze kréien.

Or, hei kënnt eis éischt fundamental Kritik, an dat ass, dass déi dräi Ziler, déi sech an der Regierungserklärung do gi si ginn, net erreicht si ginn. Et kann een, Dir Dammen an Dir Hären, absolutt net vun Transparency schwätzen. Au contraire! Dén ganz Diskussiounen sinn hanner verschlossen Diere gefouert ginn, souwuel an der Phas vum Audit wéi och duerno, bis zu de Konklusiounen, déi vun der Regierung haut hei presentéiert gi sinn.

Et huet keen éffentlechen Débat stattfonnt nom Audit, weder an der Chamber nach am Public. En ass souguer carrément verhennert ginn. D'CSV hat en Débat d'orientation am Oktober 2015 gefrot nom Audit, fir eis kenne wéi all Säite konstruktiv anzebréngen. Dés Demande ass am Mäerz 2016, also sechs Méint no der Demande, an der Chamberskommisoun verworf ginn.

Zweetens: Objektivitéit. Objektivitéit an engem Dossier erlaugt een doduerch, dass een eng Analys mécht, dass een e Bilan mécht vun enger Reform, déi viru 15, 16 Joer, 17 Joer gemaach ginn ass. Or, dést ass an eisen Ae wesentlech, ier een eng Reform ugeet. Et wier um Audit gewiescht, déise Bilan ze zéien, deen dann als Grondlag vun engem objektiven Débat hätt kënnen dëngent.

Wat ass sät 1999 geschitt? Wat huet sech bewäert? Wat ass aneschters gelaf, wéi ee sech dat virgestallt huet? Wat huet sech geännert? Wat huet sech verännert an der Gesellschaft zu Lëtzebuerg, an der Welt an an der Polizeiaarbecht an am Bedarf deemno un Upassungen oder méi fundamentalen Ännerungen? Dés Constat hätt eigentlech an eisen Aen d'Ausgangspositioun zu engem inhaltechen Débat misse sinn.

An drëttens: d'Implikatioun vun alle Concernéierten. Den SNPGL huet de Manktum un Transparency regelméisseg an iwwer Méint ugeprangert, souwuel wat d'Aart a Weis, wéi den Audit duerchgefouert ginn ass, ugeot wéi och, wéi déi verschidde Arbechtsgruppe fonctionnéiert hinn. Et war kee Kontakt mat de Gemengen a mam Syvicol am Virfeld a wärend dem Audit, an och duerno sinn éischter Alibi-reunioun gemaach ginn, wéi dass wierklech en Intérêt un der Abannung vun de Gemenge gewiescht wier. Bis haut ass de Syvicol net rich teg an d'Diskussiounen agebonne ginn, an d'Reunioun mat verschidde vun de Gemengen - ech war an enger dobäi -, muss ech soen, dat war carrément e Witz!

Déi ass folgendermoossen ofgelaf: De Mann ass bei eis komm, huet eis erklärt, wéi gutt dat zu Heischent géif fonctionnéieren, an huet eis gesot, dass mer dann elo gebiede wieren, mat Péiteng zesummen datselwecht ze maachen. Wéi mer du gefrot hinn, mir hätte gären Donnéeën, wéi dat da sollt fonctionnéieren an Zukunft, e gemeinsame Kommissariat mat enger Nopeschgemeng - émmerhin fir bal 30.000 Awunner - mat 14 Leit, ass näischt méi komm.

Wéi mer gefrot hinn, si sollten eis konkret virleeën, wéi dann déi zwou Schichte solle fonctionnéieren, wéi dann d'Aufgabe solle gemaach ginn, wéi eigentlech d'Notioun vun der Proximitéit an dat ganzt Konzept géif agebaut ginn, wann deen neie Kommissariat dann zu Péiteng géif geschéien, ass näischt komm. Mir waarde bis haut op eng Antwort vun der Säit vun der Police, wéi e gemeinsame Kommissariat, deen téschent der Gemeng, wou ech d'Eier hinn, Buergermeeschter ze sinn, an der Nopeschgemeng sollt funktionnéieren, eigentlech kéint fonctionnéieren.

Mir hinn näämlech ganz grav Zweifel, wierklech Zweifel dorunner, dass, wann ee 6 an 10 Leit reduziert op 14 Leit, d'Effnungszäite quasi doubléiert, dass een domadder e bessere Service de Bierger an deenen eenzelne Gemenge kann ubidden. Mir mengen, dass et méi e schlechte Service gétt, well alleguereten déi Faiten, déi de Minister a senger Ried virdru gesot huet - wou Leit am Congé sinn, wou Leit krank sinn, wou Leit a Formatione sinn, an esou weider an esou weider -, bréngen et mat sech, dass eigentlech d'Besetzung iwwert de ganzen Dag vu moies siwe bis owes néng énnert de Seuil fält a groussen Deeler vum Joer, deen noutwendeg ass, fir iwwerhaapt e Kommissariat esou fonctionnéieren ze dinn, wéi d'Regierung dat dobausse seet, dass se géife fonctionnéieren.

Mir befannen eis deemno, Dir Dammen an Dir Hären, weder an enger Situatioun vun Transparency nach vun Objektivitéit, an och net vun Abannung vun alle Concernéierten. Dat ass schued a mir bedauerun dat!

Zum Audit: Zum Audit hätt ech zéng Punkten opzeielen, déi mir kritiséieren. An déi si fundamental, well mer näämlech festgestallt hinn, dass an deem Dokument, wat eis virgeluecht ginn ass - virun e puer Deeg eigentlech -, déi-selwet Feeler, déi mer uprangeren, widderholli si ginn.

Zum Éischte si mer der Meenung, dass deem Audit net komplett ass. E basiert sech näämlech némmeen op véier Kapitele vun der Polizeiaarbecht, an zwar d'Direktioun, d'Organisation territoriale, d'Police judiciaire a Fro vun der Carrière. Et ass keng Schwächten- a keng Stärktenanalys gemaach ginn, déi an eisen Aen élémentaire gewiescht wier. Et ass keng Analys gemaach gi vun de Gesamt-aufgabe vun der Police. Ganz Sektionen an Deeler vun der Police sinn ivverhaapt net gekuckt ginn, vun deene mer awer wéissen, dass grouss Ännerunge wäerten op se duerkommen, dass Augmentationen um Niveau vun de Belegegschaften wäerte musse kommen. De Findel zum Beispill, deen doudsécher am Kader vun der europäescher Politik wäert grouss Changementer kréien, ass net analyséiert ginn.

Et ass eng Diskussioun am Land iwwert d'Police des transports. Iwwert d'Police des transports feennt een am Audit net een eenzege Saz. Gétt eng Police des transports gemaach? Wéi gétt se gemaach? Dat huet eng Implikatioun op d'Aarbecht vun der Police. Et ass eng Revendication vun ganz ville Leit. An och rezent nees eng Saach, déi mer rezent owest haten, léisst eis zur Konklusioun kommen, dass mer net derlaanscht wäerte kommen, fréier oder spéider an deem doten Domän Neel mat Käpp ze maachen.

Et ass am Audit keng Analys gemaach gi vun der Kriminalitéit an hire verschidde Aspekte a wéi dergéint virgoen. Et ass keng Analys gemaach ginn iwwert d'Relatioun téschent der Preventioun an der Interventioun. Et ass keng Analys gemaach ginn iwwert d'Noutwendegkeit an d'Zesummespill vu béiden.

Et ass och, véiert Kritik, keng Analys iwwert d'Personalbestänn gemaach ginn, déi noutwendeg wieren, fir deene Missioune kennen ze begéinen. An et si keng Propose gemaach ginn, wéi een an engem Méjoresplang déi noutwendeg Leit kéint rekrutéieren.

Et geet, Här Minister, net duer, dass ee permanent lamentéiert, et hätt ee kuerzfristeg net genuch Leit. Et muss ee virun d'Chamber kommen, et muss ee soen: „Hei sinn d'Aufgaben an d'Missioun vun der Police, a mir ginn eis e Plang iwwer zéng Joer, fir ze kucken, wéi mer d'Bestänn un d'Missiounen kennen ubannen.“ Alles dat, zu all deene Saachen ass den Audit muet, an deen Ziedel, deen Dir, oder déi Analys, dat Dokument, wat Der eis virun e puer Deeg virgeluecht hutt, och!

Et ass an deem ganzen Dokument keng eng Referenz op d'Relatioun mat an op d'Roll vun de Gemengen am Kader vun der zukünfteger Polizeiaarbecht, keng Ausso iwwert d'Anhalen an d'Begleede vun de Gemengereglementer, iwwert d'Comités de prévention locaux et régionaux, iwwert de Statut an d'Roll vun de Pecherten.

Et ass, sechstens, e Sammelsurium, deen Audit, fir déi, déi e gelies hinn - et sinn Der ganz wéineg, déi sech d'Méi gemaach hinn, en ze liesen -, et ass e Sammelsurium vu politeschen an techneschen Erwägungen ouni Hierarchie an ouni Linn. Dat kënnt an eisen Aen dohier, dass keng definéiert Zilsetzung gemaach ginn ass, wat den Audit ubelaangt. Et si kaum ze Zusammenhangend Empfeelunge gemaach ginn a Saachen Organisatioun, Riskmanagement, efizient Datesystemer an transversal Zesummenaarbecht.

Et kann een, aachtens, oft den Iwwergang vun der Bewäertung zur Konklusioun iwwerhaapt net novollzéien. Besonnesch däitlech ass dést am Kapitel vun der territorialer Organisatioun.

De Minister beschwiert d'Noutwendegkeit vum Zesummeleeë vu Commissariats de proximité a Commissariats d'intervention. Or, am Audit sti ganz aner Saachen dran, zum Beispill, dass d'r Projekt-piloten net gelonge sinn - dat gétt d'Effentlechkeet awer net gewuer -, dass d'Police lokal gutt implantéiert wier a si géif eng gutt Aarbecht maachen. Wéi kann een an engem Audit schreiwen, dass d'Police am Land gutt implantéiert ass, eng gutt Aarbecht mécht, a gläichzäiteg zur Konklusioun kommen, dass een eigentlech alles, wat gutt also funktionnéieren, ofschafe wéllt?

Et ass patent - et ass eis néngt Kritik -, dass ganz Kapitele guer net vum Auditeur geschrifwe si ginn, mä dass bestoend Pabeieren einfach iwwer Copy-and-paste an den Audit erakoumen. Besonnesch däitlech ass dat am Kapitel iwwert d'Police judiciaire. Et versteet een deemno de Verdross vu ville Polizisten an hirer Gewerkschaft, déi zwar am Kader vum Audit gefrot si ginn, awer näischt eréfmontt hu

vun deem, wat se gesot hinn, a sech domat total verdommt virkommen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - 959 hinn zwar e Questionnaire ausfélleken dierfen, 129 Leit si mëndlech gefrot ginn, an erauskomm ass dat, wat virdru schonn um Blat stoung! Sou kann een natierlech en Audit maachen! Sou kann een eng Reform prépareréieren!

Zéngtens, wat mer besonnesch verwerflech fannen, dat ass, dass am Audit Aussoen drastinn, ouni widderuecht an ouni kontesteert ze ginn, déi, wéi de Minister an der Kommissioun gesot huet, einfach falsch sinn. Dat, muss ech soen, geet einfach net! Et kann een net en Audit erausginn, ob en da publiziéiert gétt oder net, an deem Behaaptungen drastinn, vun deenen de Minister herno seet, dass se Carrément falsch wieren.

Dat alles wérf, Dir Dammen an Dir Hären, net némmeen e schlecht Bild op den Audit, mä och op déi geplante Virgéeënsweis vum Minister an dësem Dossier. An eisen An ass deen Audit d'Suen net wäert - émmerhin 214.000 Euro -, déi e kascht huet. Vlächt ass dat och de Grond, firwat dass en net huet däerfe public gemaach ginn an net huet däerfen diskutéieren ginn.

An dass elo deeselwechte Grupp als Merci fir eng schlecht Aarbecht en Nofolgekontrakt vu sage und schreibe 1.643.400 Euro zugeschouster kritt vum selwechte Minister, ass an eisen An e regelrechte Skandal! Fir eppes ze begleeden, wat et nach net gétt, fir eng Reform ze begleeden, déi et nach net gétt, gétt elo schonn, ouni dass anerer a Konkurrenz gesot gi wieren, ouni dass aner Leit sech kenne bewerben, deeselwechte geholl a kritt e Montant, deen aachtmol esou héich ass wéi den initiale Montant, fir deen e seng Aarbecht an eisen An net propper ofgeliwwert huet, fir an deenen næchste Joren d'Reform ze maachen.

D'Majoritéit muss ganz gutt oppassen, op wat fir ee Wee dass se do geet. An dofir wäert ech dann och hei e klengen Textche virliesen, deen ech am „Lëtzebuerger Journal“ fonnt hinn, net dass Der mengt, dass ech eleng do mat menger Meenung géif stoen, wou steet: „Mindforest wurde auch mit der Umsetzung beauftragt, die die Vorbereitung der Mitarbeiter und des Managements durch «change management» einschließt und sich laut Schneider über zweieinhalb Jahre erstreckt. Dafür soll Mindforest 1.643.400 Euro erhalten.“

Es mag an Luxemburgs Größe liegen, dass es so wenig Anbieter gibt. Doch der Fakt, dass das gleiche Unternehmen ein Audit durchführt und dann den Change-Management-Prozess begleitet, ist bemerkenswert.

Mindforest hat bislang Aufträge von der CFL, der Post, der ADEM, der Polizei, Creos und Enovos erhalten. Das alles sind Unternehmen, in denen die öffentliche Hand eine Rolle spielt. Schneider selbst war Vorsitzender von Enovos International und ab 2010 Präsident und Vorsitzender von Creos. Mit seinem Amtsantritt als Minister 2012 trat er von diesen Ämtern zurück. Ein komisches Geschmäckle bleibt trotzdem zurück.

Mir wäerten, Här Minister, op déi Geschicht...

(**Interruption par M. le Ministre Etienne Schneider**)

Dat hinn ech d'ailleurs net geschriwwen. Dat huet eng Journalistin aus dem „Journal“ geschriwwen, de 26. Mee. Mä gleeft mer, mir wäerten op déi Geschicht vun deem Kontrakt, deen Der do wéllt vun iwwer 1.600.000 Euro, an deenen næchste Wochen a Méint nach ze schwätze kommen.

Datselwecht gëllt iwwregens, wann ech iwwert den Audit schwätzen, och fir déi ominéis Aarbechtsgruppen, déi laut Minister de Beweis vun enger transparenter Approche solle liwweren.

Et läit eis en internt Dokument vir, dat beweist, dass a verschidde Aarbechtsgruppen d'Entscheidunge scho geholl waren, ier dése Grupp iwwerhaupt beïenekoum. Wat ass de Wäert, Dir Dammen an Dir Hären, vun engem Audit, wann d'Schlussfolgerunge scho geholl sinn, ier den Audit gemaach ass? A wat ass de Wäert vun engem Aarbechtsgrupp, wann am Virfeld schonn décideert ass, wat hinnen eraus soll kommen?

D'Gewerkschaft huet sech an der leschter Woch bei eis batter drivwer beklot, dass a munnechen Aarbechtsgruppen ni eppes Konkretes um Dësch louch, iwwregens och keng Konklusioun gezu goufen an dass a gewesenen Dossiere vu Reunioun zu Reunioun nei Donnéeën op den Dësch koumen. Besonnesch schlëmm wier dat an der Fro vun der Aféierung vun neie Carrièrë gewiescht.

De Beweis huet de Minister Kersch eis eigentlech och virdru geliiwwert, wéi en haut mat Chiffere koum, déi schonn net méi déi sinn, déi d'lescht Woch am Dokument stoung, well

geschter nach eng Versammlung war. Vlächt ass d'nächst Woch nees en anere Chiffer um Dësch. Eng Reform op déi doten Aart a Weis ze maachen, Dir Dammen an Dir Hären, fanne mir einfach net seriö.

Elo hu mer an d'r leschter Woch, an zwar um Virwend vun Nationalfeierdag géint fénnef Auer owes eng Note introductory kritt als Aféierung zum Débat vun haut. Dat mannt, wat ee ka soen, nodeem een déi aacht Säite gelies huet, dat ass, dass ee genausou hongereg bleift wéi beim Audit, och wann, an dat muss ech zouginn, dat doten Dokument an engem wesentlech bessere Franséisch geschriwwen ass, wéi den Audit dat war.

Dés Nott geet a ganz generellen Termen op déi véier Kapitelen an, déi am Audit opgeworf goufen. An och de Minister ass de Mëtten a sengen Ausféierungen eigentlech net iwwer Allgemeinplätzchen erausgaangen, wat d'Direction, déi territorial Organisatioun, d'Police judiciaire an d'Carrières übelägt; e bréngt een neit Konzept an d'Spill, an dat ass dat vun der Police administrative.

Dernieft ginn et Elementer zu enger Reform vun der Generalinspektioun, d'r Grondgedanke sech inspiréieren un enger Chambers-motioun aus dem Joer 2009, an et ginn Elementer aus enger Reform vum Disziplinarge-setz, wat en gros d'Orientatioun vum Punkt virdrun iwwerhëlt a verfeinert. An dat ass et schonn. Keng Chifferen, op déi ee sech basiert an déi et dem Députéierte géifen erlauben, no-zevollzéien, aus wéi engem Grond een zu désem oder deem Choix komm ass.

Mir können net gleewen, dass eng grondleeënd Reform vun eisem Polizeiwiesen, esou wéi se an der Déclaration gouvernementale vun 2013 annoncéiert ginn ass, sech op dësen aachtsäitegen Text baseiere kann. Grouss a wichteg Kapitelen, déi enger grondleeënder Reform vun eisem Polizeiwiesen op der Basis géife stoen (veuillez lire: als Basis géifen déngen), sinn net beschriwwen an an der Nott net ugeschwatt.

Et feelt nach émmer eng Analys, wat d'Missiounen an d'Prioritéit vun der Polizeiaarbecht vun der Zukunft sinn an enger Gesellschaft, déi sech rasant hei zu Lëtzebuerg an och ronderëm weiderentwéckelt a geännert huet. De globale Kader deemno vun der Polizeiaarbecht ass net gestach ginn.

Et ass kee Saz dran iwwer eng sellechen Aufgabe vun der Police fir d'Zukunft, déi ech virdru schonn opgezield huet: de Findel, d'Baussegrenzen, d'Kriminalitéit - grouss a kleng -, d'Preventioun, d'Interventioun, d'Noutwendegkeit vum Zesummespill vun deenen zwou Säite vun der Polizeiaarbecht, d'Police des transports an esou weider an esou fort.

Et si keng Donnéeën, déi virlein iwwer Personalbestänn, déi noutwendeg wieren, fir de Missiounen kennen ze begéinen. An et si keng Proposéen, wéi een an engem Méjoresplang déi noutwendeg Leit kéint rekrutéieren an affektéieren, weder am Kader vun den Uniforméierten noch am Kader vum Zivillpersonal.

Net mat engem Wuert gétt d'Roll vun de Gemengen am Kader vun der zukünftiger Polizeiaarbecht erwäant. Keng Ausso iwwert d'Anhalen an d'Begleede vun der Gemengereglementer, besonnesch wichteg a méi kleng Gemengen, kee Wuert iwwert d'Comités de prévention locaux et régionaux. Et huet een d'Impressioun, wéi wann déi einfach vun der Bildfläche verschwonne wieren an net méi do géife sinn. Kee Wuert iwwert de Statut an de Rôle vun de Pecherten. Dést war mat groussem Pomp als en integrale Bestandteil vun der Reform iterativ annoncéiert ginn.

Heiansdo seet een och eppes, wann een näischte seet. Mir zéien als CSV heiraus op jiddwer Fall d'Konklusioun, dass déi gesamt communal Dimensioun aus der Polizeiaarbecht verschwanne soll, dass deemno d'Grondprinzipien, déi der Reform vun 1999 zugrond louchen, vum Minister stillschweigend eliminiert ginn. A mir wéile soen, dass mir fundamental domadder net d'accord sinn.

A wann et ee Beispill braucht, op wéi eng mangelhaft Aart a Weis hei geschafft ginn ass, dann ass et, wann an der Note introductory Referenz gemaach gétt op eng Gemeng, déi et sät véier an engem hallwe Joer net méi gétt. Dass an engem offiziellen Dokument vun der Regierung nach vun enger Gemeng Bascharage geschwatt gëtt, léisst eigentlech déi blécken.

D'CSV ass am Detail déi verschidde Proposéen duerchgaangen, déi der Note introductory zu gronn leien. Grondsätzlech nach eng Kéier: Dés Nott ass net komplett, si belücht d'Polizeiaarbecht a wesentleche Bestanddeeler iwwerhaapt net, si ass op ville Plaze lückenhaft an ergeet sech oftmools a Generalitéiten, déi een net konkret bewäerte kann, well den Däwel am Detail läit. An den Däwel, dee läit net vir, an den Detail iwwregens och net.



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

Ech géif dann op déi eenzel Punkten agoen, déi de Minister genannt huet.

D'Reorganisatioun vun der Police générale fénnt d'Zoustëmmung vun der CSV an hierer Grondausrichtung. Si baséiert sech quasi exklusiv op Viraarbechten, déi énnert der viregter Regierung gemaach si ginn, an erlaben an eisen An eng méi modern Strukturatioun vun den Entscheidungsniveauen an der Police.

Wat d'Reorganisation territoriale ubelaangt, ass d'Fro vun de Regionen eng wéi d'Fro vun de Gemengen. Et gi bal esou vill Meenunge wéi Leit, déi mat diskutéieren. D'CSV plädéiert manner fir d'Fro vun der Zuel wéi fir déi vun der effikasser Polizeiaarbecht op allen Niveauen. Fir eis ass et wichtig, dass d'Notioune vun der Proximitéit net verluer geet als e wesentlech Standbeen vun der Polizeiaarbecht an d'Zesummespill vu Proximitéit an Interventionn bääbähe muss ginn. Dofir ware viru 16 Joer sechs Regionen gemaach ginn. Den Audit huet fir dräi Regionen plädéiert. De Minister plädéiert elo fir véier; soit. D'Police wäert sech domadder kënnen offannen an d'Policeiaarbecht wäert sech nei organiséieren.

Mam ganze Rescht vun deem Kapitel si mer net d'accord. Iwwregens ass et och net esou, op jidde Fall no deem Wëssen, dat ech hunn, dass némmen zwou Gemenge sech net domadder averstanen erkläert hätten. Ech hat net méi spéit wéi de Moien zwee Buergermeeschteren - dat ass anscheinend de Moien iwwert de Radio gaangen - um Téléfon, déi mer gesot hunn, dass bei hinneen de Gemenge rot sech däitlech ausgeschwat hätt géint eng Zesummeleeung mat anere Kommissariater.

Soit, a wann et dann och esou wier, wann némmen zwou oder dräi oder véier Gemengen, déi an Ärem Plang virgesi waren, dat aneschters gesinn, menge mer, dass Der an deem Kapitel hei falsch argumentéiert. Dir argumentéiert nämlech net par rapport zur Aarbecht, déi d'Police huet, mä par rapport zu den Effektiver.

Dir argumentéiert domadder, dass Der net genuch Leit hutt an dass doduerch d'Kommissariater missten zesummegeluecht ginn. Or, dat ass an eisen An de falsche Wee. De Wee wier gewiescht, fir ze kucken: Wat sinn d'Besoinen, déi mer hunn? A wéi kënnen mer déi bedéngent?

Ass d'Fro vun der Proximitéit eng wichtig Fro an der Polizeiaarbecht oder net? An eisen An: Jo. A wa se eng wichtig Aarbecht an der Proximitéit ass (veuillez lire: A wann d'Fro vun der Proximitéit eng wichtig an der Polizeiaarbecht ass), well et ass nämlech do, wou d'Bierger d'Police gesinn, da muss een hir och d'Moyene ginn, fir dass se déi Aarbecht ka maachen. An eisen An ass et extrem wichtig, dass an Zukunft d'Police och weider bei de Schoulen ass, dass se duerch d'Dierfer fiert an dass se mat de Leit a Kontakt bleift.

An esou wéi Dir argumentéiert, Här Minister, wéi Dir argumentéiert mat dem Feele vu Personal, gi mer d'Impression net lass, dass eigentlech iwwert déise Bias d'Proximitéit ofgeschafft wäert ginn an deenen nächste Méint a Joren, a just nach eng Police d'intervention zu Lëtzebuerg wäert iwwregbleiwen. Dat kann d'Approbatioun vun der CSV net fannen!

Mir sinn der Meenung, dass et zwou verschidde Polizeiaarbechte sinn, déi een net matenee verschmälzt. Esou iwwregens ass och am Audit op verschidde Plazzen dervir gewarnt ginn, fir ze mengen, dass een den Travail vun der Proximitéit an dee vun der Interventionn duerch deeselwechte Beamte kéint ausféiere loossen. Et sinn zum Deel Saachen, déi matenee kënnen kombinéiert ginn, an et sinn zum Deel Saachen, déi een net matenee kombinéiere kann.

Mir plädéieren als CSV fir méi flexibel Modeller. Et ginn Alternativen. Et kann ee mat méi flexible Schaffzäiten, mat manner an anescht gelagerten Effnungszäiten, mam Abanne vun zivillem Personal an de Commissariats de proximité och an Zukunft e gudde Service um Bierger leeschter. Well mir sinn der Meenung, dass mer d'Police an eisen Dierfer brauchen, an zwar dréngend brauchen!

Et ass fir eis kee Problem - an Dir hutt selwer gesot, den Detail misst Der jo emol nach no liwweren -, fir iwwer e Commissariat virtuel ze diskutéieren. Och do misst een awer emol e Pabeier hunn, deen tant soit peu d'Strooss hält an deen engem et erlaabt, fir do kënnen mat ze diskutéieren.

Wat d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire ubelaangt, kënnen mir eis d'accord erklären mat der neier Organisatioun am Senn, dass de Siege an der Stad Lëtzebuerg wier an dass dräi Antenne géife kommen. Allerdéngs stelle sech an deem Domän fir eis eng Rei Froen. Et ass aus dem Pabeier net ersichtlech, wéi déi dräi Antenne strukturéiert sinn. An eisen Ae muss eng uniform Organisatioun vun deenen dräi Antennen hier.

Bleift d'Proximitéit bestoan, kënnen spezifesch Missiouen an der Regionen weiderhi gemaach ginn. Wéi fonctionnéieren déi: am Verbund mat den nationale Strukturen oder jiddwer eenzel fir sech? Wéi ass d'Eegeliwesen, dat déi eenzel Antenne kënnen hunn? Alles dat ass net ganz kloer, gradesou wéi net op d'Fro geäntwert gëtt, ob déi Antenne 24 Stonnen op 24, siwen Deeg op siwe fonctionnéieren oder net.

Als Konklusioun: Mir si mat lech d'accord, wann Der ewech wëllt komme vun engem Cloisonnement. Mä mir sinn net mat lech d'accord, wann d'Konsequenz déi wier, dass iwwer kuerz oder laang keng regional Aarbecht an der Police judiciaire méi gemaach géif ginn. An dat ass déi grouss Angsch, déi Leit, déi Aarbecht bis haut gemaach hunn, hunn an déi se eis och matgedeelt hunn.

Mir stellen eis och d'Fro, wat mat den APJe geschitt, déi haut an dem SREC sinn an déi Der manifestement net wëllt an d'Police judiciaire iwwerhuelen. Hunn déi nach eng Zukunft? Wat ass d'Zukunft vun hinnen? Ech verstinn, dass een an engem Dokument net op alles kann äntworten, mä dat do sinn awer wesentlech Froen, op déi mer an deenen nächsten Deeg a Woche gären eng Antwort hätten.

Zur Police administrative kënnen mer bei deem, wat hei virläit, net soen, dass mer dergéint wieren. Et ass en neit Konzept, et ass net duerchdiskutéiert ginn, et war net am Audit dran.

■ **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Ma duerfir si mer jo awer hei! Dir sollt eis jo soen, wat Dir...

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo. Mä Dir gitt eis...

■ **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Mir hu just Kritiken héieren, awer...

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, ech hunn eng ganz Rei Virschlei elo scho gemaach, wéi et anescht soll goen.

■ **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Dann hunn ech déi net héieren.

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Dann hutt Der...

■ **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Dir hutt just iwwert de Problem geschwat. Dir hutt just iwwert den Audit geschwat.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- D'Police administrative: Déi dräi Paragrafen, déi hei virleien - oder véier -, déi kënnen an der Rei sinn. Et brauch een allerdéngs eng ganz Rei vun Detailler dozou, fir ze gesinn, wéi dat soll fonctionnéieren. Et geet an däri ganzer Nott och nees op déser Platz a kenger Zeil rieds iwwert d'Zesummenaarbecht, déi d'Police an d'Gemengen an deem doten Domän sollen hunn. Or huet de Buergermeeschter eng ganz Rei vu Kompetenzen, wat d'Police administrative ubelaangt.

Déi sinn net emol ugeschwat an deem Dokument! An et müssen Antwerte fonnt ginn, wann een, wéi Der hei an deene véier Punkte schreift, eigentlech eng Reorganisatioun wëllt virhuelen, ouni dass dat au détriment vun dem Impact an der Implementation vun de Gemengen an hire Kompetenze geet. Wéi ass an Zukunft dem Buergermeeschter seng Roll, deen och Attributionen a Kompetenzen huet?

Wat d'Carrières ubelaangt, an esou wéi den Här Kersch et eigentlech - mengen ech - a sengem éische Saz gesot huet, läit nu wierklich den Däiwei am Detail. An ech hunn - och wa mer hei solle sinn, fir ze diskutéieren - net wélles, stante pede elo op alles dat ze äntworten, wat Der zu de Carrière gesot hutt. Ech hunn net e Computer viru mer, dee mir et erlaabt, fir iwwer 186 Punkten oder 352 Punkten an engem Moment, wou ech innerhalb vun 12 Minute gebiede sinn, fir eng Antwort ze ginn, déi Antwort auszeforuméieren.

Ech kann lech awer soen, dass d'Gewerkschaften - vläicht ass dat sät gëschter net méi de Fall; ech hat net déi Impression an der Stellungnam gëschter Owend, déi ech um Radio héieren hunn -, sech iterativ driwwer beklot hunn, dass keng Kloerheet besteet, dass quasi permanent an all Reuniounen mat neie Chifferen operiert gëtt.

Jo, Dir laacht, Här Kersch. Ech kann dat net beuerteelen. Vu dass Dir während Méint im stillen Kämmerlein éinner lech eigentlech déi ganz Saachen à l'exclusion vun der Effentlechkeet diskutéiert hutt, kënnen mir eis némmen op dat baséieren, wat déi Leit, déi an deene Reuniounen waren, eis gesot hunn. Wann dat aneschters ass, hutt Der herno selbstverständliche d'Wuert, fir kënnen dorobber ze répliqueréieren an ze soen, dass dat alles wonnerbar war an dass d'Gewerkschafte sech eben elo iwwer Méint fir násicht a widder násicht beklot hunn.

Mir kënnen eis mam Prinzip d'accord erklären - et ass jo net nei, déi Diskussioun -, dass nei Car-

rièr kommen. Mä et muss awer kloer sinn, wat den Impact op déi besteeënd Carrières ass. Wat geschitt mam Inspekteur? Wat geschitt mam Brigadier? Wier et net sénouvoll, och bei de Brigadiere méi anzestellen, fir déi Aarbechten ze maachen, wéi se am Gesetz vun 1999 virgesi waren.

Mir wëssen alleguer, och do nees aus Froe vun der Belegschaft, dass haut ganz oft Brigadiere déiselwecht Aarbecht maache wéi d'Inspekteuren, ouni dass se awer an däselwechter Carrière aklasséiert sinn. Et war am Gesetz vun 1999 virgesinn, dass de Brigadier aner Aarbechte kéint maachen. Mir plädéiere kloer an däitlech derfir, eng Analys doriuwer ze maachen, fir ze kucken, fir um Niveau vum Brigadier eng Rei vun Aarbechten, an do denken ech besonnesch un déi Aarbechten, déi nees am Zesummenhang mat de Gemenge sinn, méi verstärkt kënnen ze maachen. Ech hunn dem Minister eng deementspreichend Propos gemaach. Ech hu bis haut net emol eng Antwort kritt.

Wéi soll den Iwwergang vun däri enger zu däri anerer Carrière geschéien? Wéi gëtt rekrutéiert? Intern? Extern? Wat geschitt mat de Primmen, déi anesch solle regléiert ginn? Dir hutt eng Rei vu Saache virdru gesot. Ech hunn och d'Impressioun, wéi wann téschent der Nott vun der leschter Woch an der Reunioun vun haut, och wat d'Volontaires de police ubelaangt, nawell zimlech staarke Mouvement wier. Firwat ginn déi Leit net Fonctionnaire stataire? Dat ass eng Fro, déi se sech ka stellen an déi ech lech och wëll stellen.

A mir bedaueran an deem Kontext wierklich, dass kee konkrete Plang besteet, fir d'Police vill méi wäit fir dat zivilt Personal opzemaache mat enger reeller Strategie iwwer zéng Joer. Dir schaft 45 nei Posten, awer net par rapport zu de Besoinen, déi sech erginn, mä par rapport zu de Leit, wéi se an d'Pensioun ginn. Dat ass fir eis keng Strategie, déi métteil- a laangfristeg zu enger Opwärting an zu enger besserer Organisatioun vun der Polizeiaarbecht am Land wäert féieren.

Dir proposéiert eng Reform vun der Inspection générale de la Police, mat däri mir eis an deene groussen Zich kënnen d'accord erklären. Si baséiert op enger Motioun, déi 2009 unanime hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. Mir stellen eis allerdéngs d'Fro, ob et wierklich noutwendig ass, dass e Polizist, dee quasi egal a wat fir engem Rang eng Kéier an der Inspection générale ass, ewell ni méi an de Kader vun der Police zréck därf goen. Och do ass nach Klärungs- an Diskussiounsbedarf an deenen nächsten Wochen.

An ech hoffen, Här Minister, dass ech entweder dee Saz falsch gelies hunn oder dass dee Saz net ganz glécklich geschriwwen ass, deen doranner besteet, dass «L'Inspection générale aura également un rôle d'observatoire qui consistera à renseigner le Ministre de manière permanente sur le fonctionnement de la Police». Dee Saz, dee kann een an all méiglech Richtunge liesen, jee nodeem, wéi een e liese wëllt.

D'Reform vun der Loi sur la discipline ass dann an eisen An och de Corollaire vun deem Kapitel virdrun a bedéngt, jee nodeem wat fir eng Antwort um Niveau vun der IGP fonnt gi sinn a wäerte fonnt ginn, notamment och wat d'Instruction disciplinaire ubelaangt, deen een oder aneren Aménagement.

Ech kommen zur Konklusioun: Mir sinn hongereg bliwwen vun deem, wat mer virgeluecht kruen. Mir bedaueran, dass mer an all deene leschte Méint a kengster Weis agebonne si ginn an d'Diskussiounen, dass déi Diskussiounen éinner sech eigentlech gefouert si ginn, éinner Ausschluss vun der Effentlechkeet an och vun der Chamber, déi haut eigentlech en Aachtsättepabeier dohinnergeluecht kritt mat der Annonce, dass virun der grousser Vakanz d'Projekte-loie souwisou déposéiert ginn.

Wann ee weess, wat ee brauch, fir Projete-loien ze redigeieren, a besonnesch wa fundamental Neiorientatiounen géife kommen, da weess een, dass dat schonn eleng vun der Zäit hier net méiglech ass.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Fir eis ass et wichtig, dass een eng regelrecht zilorientéiert Organisatioun vun der Police opstellt mat mételfriste Missiouen a Moyenen.

Fir eis ass et wichtig, dass d'Proximitéit an d'Interventioun als separat Notiounen stoebleiwen. Et ass net déiselwecht Aarbecht, a mir sinn net domadder d'accord, dass déi Annérungs gemaach ginn.

Mir plädéiere géint d'Ofschafe vun de Commissariats de proximité. Mir plädéiere fir eng méi flexibel Handhabung am Kader vun de Commissariats de proximité, fir dass se op d'Besoinen, op déi reell Besoîne vun deenen eenzelne Gemenge kënnen agoen.

Mir sinn der Meenung, dass de Comité de prévention local opgewäert misst ginn, amplaz dass en ivverhaapt net méi, a kengem Dokument méi opgefouert gëtt. Mir sinn der Meenung, dass d'Gemenge méi agebonne musse ginn an der Polizei hir Aarbecht, a bedaueran et, dass se eigentlech an deene ganzen Dokumenter quasi net emol ernimmt sinn.

Mir hätte gären eng zilorientéiert Organisatioun a mir wëlle kee Pilotage à vue. Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Wolter. An d'Wuert huet elo direkt d'Madam Claudia Dall'Agnol fir d'LSAP.

■ **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, leíf Kolleginnen a Kollegen, d'Kriminalitéit ass 2015 an eisem Land fir déi éische Kéier zénter Jore licht eroftaangen - ém 6,35%. Ronn 45% vun de Faieten, déi konnten och opgekläert ginn. Trotzdeem, an dat wësse mer allegueren heban: D'Welt vun der Kriminalitéit, déi ass net stoe bliwwen. An dofir muss eis Police de Briganden émmer e Schrott viraus sinn.

An, wéi de Minister et och virdru schonn a senger Introductioun sot: D'Welt vun haut, dat ass eng aner wéi déi, déi se 1999 bei der leschter grousser Policereform nach war.

Mir wëssen och allegueren, dass doduerch, dass d'Banngrenzen ofgeschaft goufen, an och duerch d'EU-Erweiterung bis wäit an den Oste sech d'Sécherheitsräum staark verändert huet. An deem musse mer natierlech och Rechnung droen, wa mer eng Policereform, eng Reform vun eise Sécherheitsorganen maachen. An och d'Wirtschaftskriminalitéit hält stånneg zou. Alles dat sinn Aufgaben, déi d'Police nieft Patroullen an ATE maachen ze bewältigen huet.

Och d'Aufgabe vun der Police op internationalem Niveau sinn natierlech méi komplex ginn, wäerten émmer méi komplex ginn an hunn natierlech och an de leschte Jore massiv zougéhol. Mä doniett bleift et immens wichtig, dass d'Police d'Méglechkeiten huet, sech och ém d'Alltagskriminalitéit ze këmmeren. Well wéi seet een, wéi soen eis däitsch Noperen esou leíf: «Auch Kleinvieh macht Mist.» An et kann net sinn, dass sech némme mat däri - téschent Gänsefeischer - „grousser Kriminalitéit“, zum Beispill der groussen Finanzkriminalitéit, auserneegeset gëtt, well d'Police, an dat ass jo de But vun déser Reform, soll no bei de Leit sinn, do, wou d'Leit Kriminalitéit gesinn, do, wou d'Leit Kriminalitéit och ze spiere kréien.

Well den Otto Normalbierger interesséiert et, dass sain Abroch opgekläert gëtt, dass d'Police séier kënn, wa se geruff gëtt, dass net viru senger Hausdier oder der Schoul vu sengem Kand gedealt oder sech prostituéiert gëtt, dass a senger Strooss net mat 100 km/h gerant gëtt a seng Kanner sécher kënnen dobausse spille. Dofir bezilt de Bierger seng Steieren an dofir erwartet de Bierger och, dass de Buttek rullt.

Klamer op zur Drogoproblematik, déi an de leschte Méint jo staark am Vierdergrond stoung: An derselwechter Logik vun deem, wat ech just virdrun elo sot, kënnne mer d'Kriminalitéit a virun allem d'Drogekriminalitéit och net némme op der Stater Gare bekämpfen. Well et gëtt se net némme op der Stater Gare, och wa se do - vu d'Taille vun der Haaptstad - natierlech méi dacks ze gesinn ass. Et gëtt se och am Süden an et gëtt se och am Norden an et gëtt se och am Rescht vum Land. A wa mer op der Gare duerchgräife kënnne - dat hu mer jo gewisen, dass mer et kënnne -, da musse mer dat och op deenen anere Plaze maachen. Et gëtt keng Zweetklassbierger: déi an der Haaptstad an déi am Rescht vum Land!

A wann d'Stad Lëtzebuerg seet, si bräicht méi Leit op der Gare, heescht dat, dass déi enzousch anesch müssen ewechgeholl ginn.

■ **Mme Simone Beissel prend la présidence.**



op eenzelne Plaze vläicht méi Bedarf ass wéi op aneren. An ech mengen, dat versteet och d'Population, wann een dat mat Chiffere ka beleeën.

Nach eng Kéier: All Bierger huet déiselwecht Rechter a punto Sécherheet, egal wou e wunnt. An d'Police gëtt dru gemooss, dass se an deem Sënn och hir Hausaufgaben an Zukunft nach méi verstärkt wäert kenne maachen.

Wann ech schonns beim Thema Droge sinn, wéll ech awer och bemierken, dass et hei net alleng duergeet mat der Police, also mat der Repressiou, dass si net alleng zoustäneg sinn, well do kann ee jo och vun Depenalisation schwätzen. Wéi ass et och mam Encadrement vun den Drogenofhängen? Dir wéss allegueren, et ass d'Spill vun der Offer a vun der Nofro, a wa mer manger Nofro hunn, dann hu mer manger Dealeren, an domat hu mer dann natierlech och manger Aarbecht fir d'Police.

Ech wéll och net allze vill op déi Diskussioune agoen, déi dacks an d'Poleemescht ofschlittegen an déi een och an den Diskussiounen op de sozialen Netzwerker leider awer émmer erém verstärkt ze liest kritt. Ech ginn lech e puer Beispiller: „Et gëtt émmer méi Kriminalitéit“, ouni dass dann awer drop higeweise gëtt, dass d'Bevölkerung jo och gewuuss ass a stänneg wüsst. „Et gëtt émmer méi Gewalt, an et gëtt guer náisch dergéint énnerholl!“, wat manifestement falsch ass, a fir all Polizist, deen Dag fir Dag dofir schafft, dass mir kenneen a Rou schlofen, ass dat eng Beleideung.

Et sinn alles déi „béis Ausläänner“, neiderdengs natierlech och d'Refugiéen. An: „Et ass alles och just, well d'Grenzen op sinn“, ouni dass déi Leit, déi dat dote behaften, awer Chiffere kennen, déi richteg Chifferen iwwerhaapt kennen; an ech hunn lech elo nach eng ganz Rei vun deene sellechen onziviliséiertste Kommentaren erspuert, déi am Ausland just dozou bai-gedroen hunn, dass extrem rietse Parteien an d'Hann gespilt gouf. A genau dat, mengen ech, welle mir hei zu Lëtzebuerg jo net.

D'Sozialiste wëllen och keng Panikmache. An et soll och keng Partei probeieren ze mengen, se hätt de Monopol, wat d'Sécherheet vun de Leit hei am Land ubelaangt. Jo, et gëtt hei am Land e grouss subjektiv Onsécherheetsgefill. Jo, mir sollen dat eescht huelen. Mä mir sollen awer och d'Leit berouegen, zum Beispill doduerch, dass mer erém méi Patrullen énnerwee hunn.

Et muss an et soll awer just doduerch, dass et e subjektiv Onsécherheetsgefill gëtt, och net op all Eck e Polizist oder eng Kamera stoen. D'Fräieheit a virun allem déi individuell Fräieheit ass fir eis Sozialiste genausou wichteg wéi d'Sécherheet. Et gëtt souwisso keng honnert-prozenteg Sécherheet, egal wéi staark d'Kontrolle kéinte sinn.

Gedanke musse mer eis awer och iwwert d'Preventioun vu Gewalt maachen. Dofir brauche mer vläicht manger d'Police, mä eventuell éischter d'Schoul, d'Elteren, déi sellech Asblen, déi sech mat der Jugend auserneesetzen. A virun allem muss all Bierger a virun allem all Jonken eng fair Chance an eisem System kenne kreien, wat seng Schoulausbildung an och seng Chancen um Aarbeitsmarché ubelaangt. Och muss seng Bezuellung esou sinn, dass en a gudde Konditiounen ka sech a seng Famill ernären. Well da brauch keen anzebriechen oder der Bom de Portmonni ze klauen, fir kenneen ze iwwerliewen, wat a munche Länner leider haut dacks de Fall ass.

Dat ass och d'Verantwortung vun der Politik, net némme, de Sécherheetsapparat ze reforméieren oder opzestocken. An et ass och d'Aufgab vun der Politik, eventuell Prozeduren ze iwwerdenken. Sinn déi iwwerhaapt nach allegueren up do date? Si se nach all néideg? Mir sinn net méi am Postkutschenzäitalter, an dofir solle mer och elo alles, wat d'Police an d'Justice u Prozeduren an administrativen Aufgabe mécht, kritesch duerchliichten.

Eng aner Aufgab, déi d'Police iwwerhëlt, ass jo och am Beräich Preventioun, wou se eng sellech Programmer ubitt, fir ze sensibiliséieren, zum Beispill op d'Thema Gewalt, mä awer och Abréich oder och Graffitien. Si mécht och Formatiounen, sief dat vum Schoulpersonal oder och zum Beispill vum Fleegepersonal, fir Leit kenneen ze erkennen, déi probeieren, al Leit ze beducken. Dëst ass eng vun deene villes, vun deene sellechen Aufgaben, déi eis Police haut scho mécht an déi et an Zukunft gëllt auszubauen.

D'Sécherheetsgefill ass e Stéck Liewensqualitéit an et ass e Grondrecht. Jiddwereen, deen d'Po-

lice brauch, deen d'Police rifft, mengt, seng Af-fär wär déi wichtegst, an erwaart sech natierlech, dass d'Police direkt kenne. A mir wéssen, dass et Länner gëtt, wou déi „Déck“ - téschen Gänsefíeisher - , also déi Leit mat Geld, sech Sécherheet kafen, dat heesch, eng Privatfirma ustellen, fir hir Sécherheet ze garantéieren, oder dass sech, wéi och an eisem Nopeschland Däitschland dat geschitt ass, op eemol esou „Bürgerwehren“ bilden, déi mengen, si kíent d'Sécherheet an d'Recht an déi eegen Hand huelen.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, esou wäit däerf et hei zu Lëtzebuerg ni kommen! An dofir müssen d'Effecktiver vun eiser Police séier, mä awer och systematesch an den nächste Joren an d'Luucht gesat ginn, fir dass mer ni méi an esou en Enkpass kommen, wéi en elo do ass, well all Reform steet a fält mat hirem Personal a virun allem mat genuch Personal.

Polizist sinn, muss och eng Beruffung sinn, net némme e Beruff. Et ass keen Job vun aacht bis zwielef an zwou bis sechs, well d'Kriminalitéit, déi schléift ni, a si hält sech och net un d'Aarbechtsstone vun der Fonction publique, wéi mir se bis elo kannt hunn.

D'Police gëtt och mat alle Problemer vun der Gesellschaft befasst, vu jonke bis ale Matbierger, vun Aarm bis Räich an och mat Leit, déi net onbedéngt eis usuell Sprooche schwätzen oder vläicht emol guer net wéssen, wéi eist Land fonctionnéiert. A mat all deene Leit do muss se eens ginn, an dofir muss se och adequat geschoult sinn. Zum Beispill: Wéi vermettelt een zwésche Leit, déi streiden, ier d'Situatioun eskaléiert an ee muss Verstärkung froen?

Dat sinn elementar Aufgaben, deenen all Polizist muss gewuuss sinn, wann e seng Ausbildung an och seng Stagen hanner sech huet an op den Terrain erausgeet, well némmeen en ze friddene Polizist, dee seng Aarbecht meeschtert, dat ass och e gudde Polizist.

D'Kommissariater: D'Kommissariater musse gutt ausgerüst sinn, technesch um neiste Stand. Si müssen accessibel si fir jiddwereen a si müssen och no baussen accueillant sinn. Wann s de muss op d'Policebüro goen, ass et entweder, well s de eng gestiicht hues oder well s de Affer bass. A fir bëid Parteie muss de Policebüro eng Antwort bidden, dat heesch zum Beispill en adequat Verhörzémmmer hunn. Dat soll net beim Polizist um Büro gemaach ginn, wéi dat awer dacks leider nach de Fall ass. An natierlech muss och d'Diskretioun kenne gewaart bleiwen.

Wou „Police“ dropsteet, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, do muss och Police dra sinn. Voilà! De Kommissariat muss also op sinn, e muss adequat besat ginn. Et bréngt náisch, just e Schéld un d'Mauer ze hänken, dass do e Büro ass a vläicht heiansdo op ass, well dat schreckt keen of an de Bierger bréngt et och náisch, wa se sech herno musse Congé huelen, fir iwwerhaapt kenneen op hire lokale Policebüro ze goen.

Et ass och falsch, als Lokalpolitiker ze soen: „Ech wéll awer onbedéngt mäi Kommissariat hunn“, well et geet net dréms, e Kommissariat ze hunn, mä eent ze hunn, wat och funktionnéiert. Sou wéi mer kee subjektiv Onsécherheetsgefill wëllen, welle mer och kee subjektiv Sécherheetsgefill kreieren doduerch, dass e Schéld un enger Mauer hänkt, wou „Police“ dropsteet.

An engem Leitartikel de 24. Mee am „Wort“ schreift de Gilles Siebenaler, an ech zitéieren en: „Ein Nachbarschaftskommissariat garantiert nicht zwangsläufig mehr Sicherheit, führt man sich Organisation, Personalbestand und vor allem die Öffnungszeiten vielerorts vor Augen. Auch die Reorganisation der Kommissariate ist daher nachzuvollziehen. Die Herausforderung für alle wird aber sein, nicht nur effizient zu arbeiten, sondern dies vor allem sichtbar für den Bürger zu tun.“ Enn vum Zitat. Ech mengen, deem ass eigentlech net méi ganz vill bázefügen.

D'Reform, déi mer plangen, soll also e besseren Déngscht um Client, spréch um Bierger, garantéieren. An dorunner wäert se herno och finalement gemooss ginn. A fir dat ze erreechen, muss d'Police besser organiséiert sinn a méi efizient, wéi dat bis elo de Fall war, och kenne schaffen. Dat ass den eigentleche But vun dëser ganzer Reform. An ech mengen net, dass ech nach eemol muss dat Beispill bréngen, wou keng Patrull méi ka gefuer ginn, well soss de Büro zou ass, oder vice versa. Dat ass jiddwerengem heibanne mëttlerweil, heibannen an och dorriwwer eraus, mengen ech, well et ass dacks ugefouert ginn, dat Beispill - bekannt a bewosst.

Mä et gëtt do och eng Rei aner, vläicht manger diskutéiert, mä net manger wichteg Beispiller, esou wéi zum Beispill d'Spure sécheren. Et gëtt némmeen an der Haaptstad eng 24-Ston-

nen-Équipe an an allen anere Regioune just eng Bereitschaft, och dëst wahrscheinlich aus Mangel u Personal.

Elo kann ee mat däi Bereitschaft duerchaus fannen, dass do duerchaus kann effikass geschafft ginn. Mä et muss och do awer garantéiert sinn, dass den Déngscht um Bierger virgeet. Wann also am Süden agebrach gëtt an de Polizist, deen op d'Plaz kenne, décidéiert, keng Bereitschaft ze ruffen, an dann däerf ech net zréck a main Haus, bis den Dag drop dann d'Spuresécherung do war, well ech soss natierlech riskéieren, wäertvoll Spuren ze verwëschen, dann ass dat kengem Bierger méi hautdesdaags ze erklären. An op esou Saache muss einfach besser opgepasst ginn!

Dës Reform, déi soll jo, wéi déi virdru vun 1999, vun däi mer déi ganzen Zäit schwätzen, och erém eng Kéier fir déi nächst 15 bis 20 Joer, vläicht souguer fir méi Jore gemaach ginn, an da muss se natierlech wuelduerchduecht sinn a müssen d'Diskussiouen ouni Polemik a Parteipolitik gefouert ginn. Hei geet et ém d'Sécherheet vun eise Bierger vum Land, an do ass keng Plaz fir Politique politicienne oder Kierchtaermopolitik.

Et gëllt, eis Police fit ze maache fir déi Erausforderunge vun haut, mä virun allem och fir déi Erausforderunge vu muer. All Carrière an all eenzelne Beamte muss sech kenneen an den Texter erémfanen, well se betreffe jo och schliisslech jiddwer Eenzelne vun hinnen.

Mir Sozialiste fannen et net gutt, wann an dësem Dossier polemiséiert gëtt an ee just u sech selwer oder och u säi Beruffsgrupp denkt. Dofir ass den Dossier eis ze wichteg. Et ass wichteg, dass all Beruffsgruppe vun der Police an hir Gewerkschafte matschaffen, an d'Zesummenaarbecht huet sech jo an de leschte Méint och bedeitend verbessert.

De Rapporteur vum 99er Gesetz, wat keen anere war wéi eisen heitegen Chamberspresident, de Mars Di Bartolomeo - ech gesinn, e sëtz grad net hanner mer -, dee sot deemoools a sengem Rapport, dass d'Syndikater déi richteg Décisioun geholl hätten. Si hätten och einfach kenneen abseits stoen, fir herno op d'Barikaden ze goen a Blocage ze maachen. Mä si hu sech gesot: „On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même“, an hunn do matgeschafft a gehollef mat konkrete Propositionen, vun deenen der eng ganz Rei an d'Gesetz vun '99 konnten afleissen. A genau déi Attitud, déi wünsche mir eis natierlech och vun den heitege Syndikalisten.

A wann ech scho bei de Syndikaliste sinn, dann zitéieren ech hei gären de fréieren SNPGL-Präsidenten a Fréind, den Aly Ressel, deen op der Generalversammlung vun hinnen 2013 scho sot: „Wann den Zuch fortfiert, da musse mer drasétién. Déi dann nach um Quai stinn, kréien et ganz schwéier, fir den Zuch nach erémzékreien.“ Enn vum Zitat. An ech mengen, dass een déi Ausso och dräi Joer dono nach kann zu honnert Prozent deelen.

Bon, zum Audit, do gouf haut de Mëtte vu mengem Virriedner scho vill gesot. Eigentlech misst et mer jo leed doen, dass den Audit net konnt a senger ganzer Form veröffentlich ginn, well et ass émmerhin eng Bestandsopnam vun de leschte Joren an et hätt also scho längst kenne gehandelt ginn - wann et op eng Kéier, laut Ausso vun eenzelne Leit, jo muss esou séier goen!

Nach ass et awer esou, an dat deelen ech och, dass all eenzelne Beamten zugeséchert krut, dass dat, wat e géif soen, anonym géif bleiwen. An dorunner solle mir eis och halen, well wann ech perséinlech Chef vun enger Unitéit wär an ech géif den Audit liesen, da wéiss ech sécher och direkt, wie vu menge Leit wat ausgesot hätt. An ech mengen net, dass ee vun eis hei-bannen dat wéllt.

Ech hunn den externen Audit och schonns déi lescht Legislaturperiode émmer an émmer erém gefuerert. An et koum náisch. Dofir soll een elo net vun Intransparenz schwätzen. Net maner wéi 959 Polizisten hu matgemaach via Onlinefroebéi. Et sinn der eng Hällewull och befrot ginn, an déi Chiffere sinn net náisch. Dono sinn déi Aarbeitsgruppe gegrënnt ginn, sechs un der Zuel, si goufe schonn hei opgezielt. Dës Reform gëtt also suergfälteg préparéiert an net, wéi hei gesot gëtt, iwwert de Knéi gebrach.

Ech ka mech un eng Aktualitéitsstoff hei am Parlament erënneren am Dezember 2012, wou deem viregte Minister virgeworf gouf, am stillem Kämmerlein, ouni Concertatioun an ouni op d'Doléances an d'Erfahrung vun de Leit um Terrain anzegoen, seng Reform wëllen duerchzéien. An dat hunn deemoools net ech hei gesot. D'Sozialisten, déi hunn deemoools, genau wéi mer och haut nach dohannertstinn, en externen Audit gefrot. A mir kruten deemoools gesot, d'Policedirektioun hätt sech selwer auditéiert. Bon, do konnte vill Leit, an ech selwer heibannen, och némmeen de Kapp rëselen!

A mir si frou, dass de Minister Etienne Schneider sech d'Zäit geholl huet, den Audit an Optrag ze ginn, an dono vill geschafft gouf, fir dass mer geschwenn eng Reform zesumme kenneen hei diskutéieren, stëmmen an Neel mat Kapp maachen, wou dann och an däi Reform eng grouss Majoritéit um Terrain sech herno wäert dran erémfanen.

Ech zitéieren elo den ehemolege Policeminister, ech hoffen, en ass mer net béis - ech gesinn e grad am Moment net -, dee bei der Debatt de 4. Dezember 2012 hei am Haus, wou ech vir-dru schonn driwwer geschwatt hunn, wou den Här Gira an ech selwer en onofhängegen Audit gefrot hunn, sot: „Ech hu keng Loscht, nach eng Ronn do ze dréien. Mir maachen elo déi Reform an der Diskussiouen, an der Transparenz, an da kucke mer weider. Ech hunn net Loscht, do nach Experte sichen ze goen, fir ze weisen, dass dat, wat déi Leit, déi um Terrain schaffen, mer soen, wat net an der Rei ass, richtig ass.“

Ech sinn awer haut nach émmer dovunner iwwerzeeg, dass et ebe just wichteg war, dass d'Leit um Terrain an aller Anonymitéit - an net hirem direkte Chef oder dem Generaldirektor, mä engem externen Auditeur - hu kenne soen, wat si gutt a schlecht fannen, ouni ze fäerten, dass dat, wat se soen, herno géint se verwäert kint ginn.

Iwwregens, an dat wësse vläicht eng Rei Kolleggen nach, ass deen heitegen Audit net deen eischten externen Audit iwwert d'Police, well 1993 huet eng Schwäizer Firma schonn eemol ee gemaach, ier deemoools iwwer weider Reformen diskutéiert ginn ass. Et war deemoools gutt, en ze maachen, a mir bleiwen der Meenung als Sozialisten, dass et och dës Kéier gutt war.

Entre-temps sinn d'Diskussiouen jo weidergaangen. Den Direktor vun der Police sot selwer eng Kéier, d'Resultater vum Audit waren eng Basis, fir ze diskutéieren, an entre-temps goufen déi Resultater jo och an den Aarbeitsgruppe verschafft. An dat ass och gutt esou, well eng Reform, déi mécht een net géint d'Personal, mä némmeen zesumme mam Personal.

Et géif mech awer och nach interesséieren, wat dem Minister seng Iddien zu de strukturellen Elementer, zur Zesummenaarbecht mat de Gemenge sinn. Mam Gesetz vun '99, do goufe jo déi Comités de prévention geschaffen, fir d'Zesummenaarbecht eben téschen de Gemengen an der Police ze férderen, an och d'Comités de concertation régionales, deenen hir Aufgab do-ranner besteet, de regionalen Niveau ze koordinéieren.

Mussen a solle mer eppes un deene Comitéen ännern? Wéi sinn d'Erfahrungswäerter? Wat soen d'Buergermeeschteren an de Syvicol do-zou, deen 1999 en éischter positiven Avis zu der Kreatioun ofginn huet? Fonctionnéieren déi Organer och iwwerall? Si se iwwerhaapt nach néideg? Wa jo, musse se a wéi solle se reforméiert ginn? Musse mer eventuell eng aner Struktur fannen?

Bei der Reform vun '99 hunn eenzel Kolleegen a Kolleginne gefaart gehat, dass dës Gremie géifen Alibigremie ouni zu Poterklippercher mutéieren, dofir: Gëtt et dovunner eng Analyse? A wéi ass déi ausgefall? A wat kenneen oder musse mer ebe gegebenfalls verbesseren?

A wann ech scho beim 99er Gesetz sinn, dann ass deemoools scho gesot ginn, dass verschidde Aarbechten net muse vu Poliziste gemaach ginn, mä dass déi sech sollen op hiren „core business“ konzentréieren. Genau dës Diskussiouen, déi féiere mer jo och haut erém. Ech hoffen, mat méi konkrete Resultater! Well d'Leit erwaarde sech méi Polizeipräsenz dobaussen an och, dass d'Police Zäit huet, wa si se brauchen, dat heesch eng vill méi staark Disponibilitéit wéi bis elo. An da kann d'Police och méi preventiv schaffen an Zukunft an net némme eng repressiv Roll iwwerhuelen.

Den Otto Normalverbraucher, an ech sot et schonn eng Kéier, interesséiert näamlech weder den Organigramm vun der Police, nach wéi déi eenzel Akteuren aneneegräfen. Dat ass eis Aufgab heibannen, dat ze klären, esou dass et optimal fonctionnéiert, ouni Waasserkäpp ze kreeieren an ouni dass d'Voie hiérarchique honnert Ebenen émfaast, bis d'Doléances vum eenzelne Polizist uewen ukomm sinn a ka realiéiert ginn.

Mä kommt, mir kucken einfach emol an den Organigramm eran, an och hei ginn et haut eng Rei Problemer.

Ech wéll hei vläicht mam Encadrement vun deene jonke Polizistinnen a Polizisten ufänken, wou ech am Februar dést Joer och schonns eng Question parlementaire dozou gestallt hat. E Schrott an déi richteg Richtung, wéi de Minister geantwert huet, ass, dass an Zukunft d'Période de stage och bei de jonke Polizisten e Joer méi laang dauere wäert a se an däi Zäit en erfuerene Polizist als Mentor kreien.



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

Wann een den Duerchschnëttsalter vun eise Polizebeamte kuckt, näamlech 32,7 bei de Brigadiere, 38,3 bei den Inspektoren an 41 bei den CS, da gesäßt een, dass mer eng jond Police hunn. An dofir ass et wichtig, dass dës Leit optimal encadréiert ginn um Terrain vun den eelere Beamten, virun allem well se, wéi ech virdru sot, mat all Zorte vu Leit a mat all Zorte vu Strofdoten ze dinn hunn, an da muss ee wéssen, wéi ee soll reagéieren. A keen ass besser gestiwwelt wéi en alen Hues, en erfahrene Beamten also, fir do deem jonken zur Säit ze stoen.

Wann ech richteg informéiert sinn, schafft déi gréissten Zuel vun den eelere Beamten op der Policedirektioun a kann do natierlech kengem dobaussen als OPJ héllefien. An enger Antwort op eng Question parlementaire vu mir, am Mäerz dést Joer, krit ech gesot, et géif eng „répartition saine“ téschent OPJ an APJ ginn. Am gläichen Otemzuch seet de Minister awer och: „dans la mesure du possible“. Jo, a wann ee weess, dass keen oder wéineg OPJe sech op en CI oder en CP mellen, da kann een och déi „répartition saine“ net erreechen. An ech mengen, dass genau hei eben den Hues am Peffer läit!

Et ass net gutt, zwee jonk Beamten alleng op Patrull ze schécken. Et ass wichtig, dass se vun der Erfahrung vun eelere Kollege kénne léieren. Heiansdo sétzen an engem Auto zesumme ganzer véier Joer Beruffserfahrung.

De fréiere Procureur, de Robert Biever, sot den 2. Mäerz 2010 op engem Colloque zu Diddelegg, an ech zitéieren en: «Dans l'organisation actuelle de la police, il est également préoccupant que de nuit l'on ne trouve pas un policier de plus de 32 ans sur le terrain. Ceci ne va pas sans créer certaines difficultés lorsqu'il y a des incidents.» Enn vum Zitat. Ech huelen un, déi Ried kéint den Här Biever genausou haut nach eng Kéier halen. An dat ass, wéi gesot, net gutt esou.

Wéi ass et och mat der Fluktuation vun de Polizisten? Ech héieren dacks, dass déi immens grouss wär op deenen eenzelne Kommissarier. Virun allem an der Proximitéit ass dat méi wéi schlecht. Well wéi wéllt Der, dass d'Leit hire Polizist, well si gesinn en émmer nach als „hire“ Polizist, kenneléieren, oder émgedréit dann, de Polizist seng Bevélkerung a sái Quartier kenneléiert, wann dauernd aner Leit do sinn?

An ier e jonke Polizist iwverhaapt op den Terrain kénnt, egal a wéi engem Encadrement, muss e jo fir d'Éischt emol den Exame packen. Dorivwer ass jo och scho vill geschwatt ginn.

Wann ee sech do d'Zuelen aus de leschte Joren ukuckt, da muss ee feststellen, dass d'Zuel vun deenen, déi den Exame gepackt hu par rapport zu de Kandidaten, am Fong konstant bliwwen ass. Sou sinn 2013 243 Leit an den Exame gaangen an et hunn der en 78 gepackt, 2014 211, vun deenen der 62 den Exame gepackt hunn. Mä, dat soll een derbäisoen, net némmen hu just esou wéineg Leit den Exame gepackt, mä et sinn der och nach manner an der Policeschoul ugeholl gi wéi déi, déi den Examens da wierklech gepackt haten. An haut sti mer dann do an hunn, wéi gesot, net genuch Polizisten!

Fir d'Joer 2015 gesinn d'Zuelen awer aneschters aus. Hei hate sech 299 Kandidaten dem Exame gestallt an et hunn der 148 e gepackt. Et ass awer opfälleg, dass et der op eemol esou vill méi waren.

Dofir vläicht meng Fro un de Minister: Huet sech eppes Bestëmmtes do geännert? Huet de Minister eng Analys dovunner? Wat ware vläicht eventuell virdrun d'Problemer, dass der esou vill duerchfall sinn? War et effektiv erém eng Kéier oder virun allem de Sport? Wat sinn dono d'Problemer, wa se den Examen da bis gepackt hunn? Vläicht de psychologeschen Test? Oder den Dokteshtest, dass se deen net packen?

Mir schéngé jo, wéi gesot, um Wee vun der Besserung ze sinn. Nach ass et wichtig, wéi gesot, eng genau Analys ze maachen, fir ze wéssen: Wat sinn deene Jonken hire Problemer, wa mer wëllen derfir suergen, dass méi Leit iwverhaapt kénnen an d'Schoul goen, fir Polizist ze ginn?

Wéi kénne mer dee Beruff erém méi attraktiv maache fir jiddwereen? Dat geet net némmen iwvert d'Pai - och wann déi natierlech e wichtig Thema ass, an ech komme gläch nach eemol drop zréck - an datt et eng sécher Plaz ass, mä et geet och iwver Formation continue, eng gutt Aarbechtsatmosphär natierlech, gutt Aarbechtsbedéngungen, eng interessant an natierlech eng ofwiesslungsräich Aarbecht, jee, eng Aarbecht, déi engem och am Alldag Satisfaktiouen gëtt.

D'Ausbildung muss och vläicht iwwerschafft ginn, well d'Gesellschaft net méi déi ass, déi se war. Et gëtt e Manque de respect vis-à-vis vun der Police, mä et gëtt deen och am All-

gemengen. An de Beamte muss wéssen, wéi e ka reagéieren. Dat ass némmen een Deel vun enger gudder Ausbildung, déi jidder Eenzelne muss hunn.

De fréiere President vum Syndicat professionnel de la force publique, de Patrick Frantz, dee sot eemol an enger Ried mat Hibléck op d'Zuele vum Jugendchômage, an ech zitéieren en elo: „Et ass net normal, dass mer Rekrutierungproblemer hunn an déi jond Leit sétzen doheem a waarden op e Wonner oder wat!“ Enn vum Zitat. Ech mengen, och deem Zitat ass net allze vill hinzuzefügen.

Et ass e Fait, dass mer am Moment bei all eisen Initiativen, déi mer bis elo geholl hunn, fir méi Leit ze rekrutéieren, e Manktum u Personal hunn. Da musse mer kucken, well „mer kénne jo keng Polizisten aus dem Stee schloen“, wéi de Minister eng Kéier esou leíf sot, da musse mer kucken, esou gutt et geet, besser wéi bis elo déi Kräften ze bündelen an esou rationell ze schaffen, wéi et némme méiglech ass, bis mer eben dat néidegt méi Personal zur Verfügung hunn, fir d'Sécherheet vun der Bierger weiderhin esou gutt wéi némme méiglech kénnen ze garantéieren.

Well, maache mer eis näischt vir, net jidderee wéllt Polizist ginn an net jiddereen erféllt och déi néideg Viraussetzungen, fir dësen dach ganz schwéiere Beruff bis zum Pensiounsalter kénnen ze maachen. Och dat däerde mer net verstoppen a maachen, wéi wa mer op eemol en Ustuerm op de Beruff kréichen. Mir müssen eis also eng nei Rekrutierungsform ausdenken, déi gräift, ouni awer utopesch ze ginn!

Wéi eng schoulesch Ausbildung muss een hunn, fir zum Beruff zougelooss ze ginn? Och do muss driwwer geschwatt ginn. Muss se eropgeschrafft ginn? Bleift alles beim ALEN? Mä maache mer dann awer méi an der Ausbildung respektiv eng méi laang an obligatoresch Formation continue?

Haut ass et esou, dass jonk Anwärter während hirer Ausbildung eng Rei praktesch Stagé müssen absolvéieren, an dést entweder an den Unitéite vun eiser Police oder am Ausland. Dat geet awer net onbedéngt duer. All jonken Anwärter misst eigentlech e kompletten Tour duerch d'Regiounen an d'Entitéite maachen, fir dass och jidderee weess, wéi d'Police genau opgestallt ass an en och d'Leit emol perséinlich géif kenneléieren. Dat kéim enger gudder Aarbechtsatmosphär an engem Zesummegehéieregkeetsgefill vum Corps sécherlech ze güt.

An datselwecht gëllt natierlech fir d'Cadres supérieurs. Och bei hinne ginn et déi eenzel Stagen an déi ginn och do, menger Meenung no, net duer. Si däerfen net fréisch vun der Schoul op e Büro, mä si missten och emol de kompletten Tour maachen duerch d'Regiounen, duerch all d'Entitéiten, fir dass se wéssen, wéi genau alles fonctionnéiert. Well schlussendlech sinn et si herno, déi d'Police leede sollen!

An Däitschland, zum Beispill, wieselle sech innerhalb vun dräi Jor d'theoretesch an d'praktesch Coursé fir d'Cadres supérieurs of. Insgeamt maache se do zwee praktesch Stagen, eemol siwen an eemol aacht Méint, soudass se émmer erém hiert theoretesch Wéssen och an der Praxis gesinn a kénnen uwenden an déi Praxiserfahrung dann erém eng Kéier mat an déi nächst Coursé kénnen huelen.

De Schéissstand am Reckendall - vill vun eis waren op der Ouverture -, deen huet jo emol de Verdéngsch, dass en elo gutt Konditiounen bitt, fir de Polizisten de Gebrauch mat de Waffe báziebréngen, fir hinnen den Usus mat de Waffe kénne báziebréngen a fir dass se deen och permanent kénnen opfréischen, an der Hoffnung natierlech, dass se déi Waffen ni brauchen, ausser - an erlaabt mer dése klenge Clin d'œil als Presidentin vun der Schéiss sportfederatioun - natierlech fir de Schéiss sport.

Wa se awer müssen hir Waff gebrauchen, dann däerde se net nervös sinn, si däerde keng Angsch hunn a si müssen awer wéssen, dass eng Waff keng Spillsaach ass a Mënscheliewen a Gefor sinn. Eier et zum Asaz kénnt, muss alles anesch probéiert gi sinn, fir d'Lag ze deseskaliéieren a fir sain eegent Liewen, mä och dat vun enger drëtter Persoun ze schützen.

D'Gesondheet: D'Gesondheet muss bei engem Beruff wéi der Police, wou een dacks Schichte schafft, dobaussen ass bei all Wieder, och mat spullen. Dofir: Wéi ass et mat de Krankmeldunge bei der Police? Mir wéssen, dass dee Beruff och séilesch un engem kraazt. Gewalt, Doud, Läichen ze gesinn, ass vläicht net jidderneng senges!

Am Ausland ginn et och vill Studien zum Suizid innerhalb vun der Police. Déi Chifferen, déi ech fir eist Land fonnt hunn, sinn och aus esou enger Etüd, mä vun 1992 leider schonns. Dës Etüd huet deenool Chiffere vu 26 Länner opgezielt a fir eist Land ware se deenool ganz alarmant am Verglach zu der Suizidrat vun der

Landesbevélkerung, näamlech 75,3% wär se bei der Police deemools gewiescht géint 21,9% „némme“ - énnér Gänsefísercher - bei der Bevélkerung allgemeng.

Wéi gesot, dat sinn eeler Chifferen. Mä ech mengen, dass een och hei nach eng Kéier muss kucken, vläicht aktuell oder méi offiziell Statistiken heiriwer ze maachen. Ass dru geduecht ginn, esou Statistiken ze maachen? Ginn et der vläicht, déi eis elo hei net zur Verfügung stinn?

Wann ech bei der Gesondheet sinn, da kommen ech nach eng Kéier op d'Krankmeldungen zréck, well och bei de Krankmeldungen, do hu mer e Reservoir, wou ee Leit ka reaktivéieren.

An dann ee Punkt, dee fir e Polizist och schnell kann zu engem wichtige Problem ginn an deen dofir och vum SNPGL mat Nodrock gefuerert gëtt, dee betréfft d'Protection juridique. D'Gesetz gesäßt fir d'ganz Fonction publique vir, dass e beträffene Fonctionnaire direkt eng Demande muss schreiwen, a wann déi accordéiert gëtt, da gëtt him en Affekot gestallt. En plus gesäßt d'Gesetz vir, dass de Stat net muss bezuelen, wann eng Faute professionnelle virläit.

Mä grad bei de Polizisten ass dat eng Fro, déi ganz schwierig ze tranchéiere ka sinn! Polizisten hunn eng Sonderstellung vis-à-vis vun anere Fonctionnaires, well et bei hinnen oft ém Leif a Liewe geet a se a geféierlech Situations kommen. Misst dëse Punkt grad fir d'Police net vläicht méi kloer geregelt ginn, wéi dat momentan de Fall ass?

Ech mengen, op d'Material ginn ech net méi allze vill an: Munitioun, Waffen, do si mer um gudde Wee.

Domat, mengen ech, hunn ech d'Ronn zu deene Punkten ausserhalb vun der Pai, déi wichtig si fir de Beruff vun der Police, gemaach, an och wat wichtig ass, fir de Beruff erém méi attraktiv ze maachen.

Da komme mer awer elo och zu der Fro vun de Paien, vun de Carrières a vun de Primmen. Dat ass natierlech eng immens sensibel Fro a grad zu dësem Thema kursiéiere vill Feelinformatiounen. Ech mengen awer, dass de Minister Dan Kersch dat och schonn an der Press riechtgestallt huet an dass en dat och de Mëtteg nach eng Kéier hei um Mikro gemaach huet. Domat wär déi Fro schonn emol beantwert.

Wann d'Carrière B elo agefouert gëtt, da muss een awer drop oppassen, dass dat och eng reell Opwärtung fir all Polizist bedeit, deen an déi nei Carrière kénnt, an net drop erausleeft, dass een an deenen éischte Joren an der neier Carrière souguer eventuell vläicht männen géif verdéngé wéi virdrun.

De Minister schreift a senger Nott vun dräi Ménéier, op déi een an déi Carrière B ka rekrutéiert ginn: „par voie express“, iwwer „carrière ouverte“ an iwwer „recrutement externe“. Heizou géif ech vläicht nach e puer Detailer wëllen hunn: Wéi vill genau a wéi enger Abteilung sollen et der dann elo sinn, déi an déi Carrière kommen, a wéi genau sollen déi Recruterter iwverhaapt fonctionnéieren? Well net jiddereen ass am Langage vun der Fonction publique esou dran.

Da kommen ech zu de SRECen, wou mer virun allem an de leschte Méint, notamment op der Gare, gesinn hunn, wéi wichtig esou Teraainsaarbecht iwverhaapt ass. An ech weess wierklech net, ob et eng gutt Iddi ass, dës an d'Mammenhaus, dat heescht an d'PJ anzebannen. De Minister seet a sengem Virschlag, dass all déi Poliziste vun de SRECen, déi d'Qualité d'officier de police judiciaire hunn, ouni Examens an d'PJ sollen opgehol ginn. Wat geschitt mat deenen, déi d'Qualité net hunn an zudeem den Examen net maache wëllen oder en net packen?

Den SPI gëtt vum Parquet mat ganz villen internationalen Dossiere befasst, déi se müssen traitéieren a woufir hinnen och d'Leit feelen. Do muss dréngend eng Léisung fonnt ginn. Mä et kann an däerfen net sinn, dass dofir déi fréier SREC-Leit genotzt ginn an déi dann um Terrain feelen!

Wann een dann héiert, dass verschidde Leit an der PJ vun Abréch als „Assurancégeschichten“ schwätzten oder de klenge Drogendealer virun der Schoul och net als Prioritéit ugesinn, da gëtt dat mer dach ze denken, well dat ass genau de Contraire vun deem, wat mer mat déi Reform eigentlech wëllen erreechen.

Vläicht kann de Minister eis och vum Géigendeel iwverzeegen, andeems en eis verschidde Garantié gëtt. Mä ech soen lech elo schonn, wann déi Garantien net agehale ginn oder dozou féieren, dass SREC-Leit am Mammenhaus zu Schriftdéschätzer ginn, da muss d'Politik respektiv d'Chamber agräifen!

(M. Mars Di Bartolomeo repren la présidence.)

Ech weess, dass d'Justiz an d'Staatsanwaltschaft do vläicht eng aner Meenung hunn an eng

ganz aner Schinn gefuer sinn. Nach ass et un der Chamber, déi Gesetzer ze maachen, déi mir am beschte fir d'Police an de Bierger halen.

Et gëtt och némme eng Police, ob se uniforméiert ass oder net. An et soll een ee fir allemat deenen Diskussiounen ophalen, fir se auserneenzedividéieren, well deen een oder anere mengt, e wär vläicht besser bei der Justiz opgehuewen. Dat mécht némme schlecht Blutt, an ech wende mech och hei besonnesch un all d'Gewerkschaften, dass se solle gemeinsam fir all Polizist do sinn a fir eng gemeinsam Police, déi gutt ausgerüst ass, personell a materiell, fir dass mer weiderkommen.

D'Wort huet den 13.3.2015 op der Titelsäit geschriwwen: „Grabenkämpfe unter Polizisten“. An et ass genau dat, wat mer net sollen hinn! Jiddereen muss Waasser a sái Wäi schédden, all d'Carrières, fir dass et herno e Ganzt gëtt, esou perfekt wéi méiglech, eng modern an effizient Police. An et kann och net sinn, dass däer Entitéit nogelauscht gëtt, déi am haartste géif blären, am meeschte bei d'Partie pilgert oder am meeschte Réckewand an der Press hätt.

All Unitéit vun der Police feelt et u Leit, deene mat an deenen ouni Uniform. Mir sollen dofir och keng Reform maachen, fir e spezielle Grupp zefridenzestellen op Käsche vun deenen aneren. An déi Nott, déi de Minister verschéckt huet d'lescht Woch, déi geet jo och an déi richteg Richtung.

Well, wa mer dat géife maachen, da géif dat natierlech schlecht Blutt maachen an et bréngt de Bierger am Land guer näisch! Sou wéi et keng zwou Klasse Bierger a Saache Sécherheet däerf ginn, däerf et och keng zwou Klasse Police ginn.

A senger Ried op der Generalversammlung vum 20.3.2013 sot den aktuelle President vum SNPGL Folgendes zum faméisen Thema, wat esou sensibel war, dass et riskéiert hätt, dee ganze Corps auserneenzedividéieren, an ech zitéieren de Pascal Ricquier, deen eis ganz sécher opmierksam nolauscht: „De Minister Biltgen huet awer och erkläert, dass, wann d'Gewerkschafte mat deem Projet net averstane wären, dann hätt hien nach e Plang B a sengem Tirang leien. An zwar géif hien dann, wann et net anesch geet, de judiciaire Volet aus der Police grand-ducale eraushuelen an dann an de judiciaire Beräich erasetzen, dat heescht an de Ministère de la Justice.“ Enn vum Zitat.

Ech war net derbäi, wéi de Minister déi Ausso gemaach huet. Mä wann déi deenool esou gemaach gouf, dann ass a bleift dat e staarkt Stéck! Well da wollte se deenool schonn d'Police spalten, d'Police auserneenzedividéieren. A genau dat wëlle mir als Sozialisten heibannen op alle Fall net!

Nach eemol: Et gëtt némme eng Police an déi soll als Ganzt reforméiert ginn, ouni Extrawurtsche fir deen oder aneren. An d'Konditiounen, fir an d'Police ze kommen, müssen och fir déi mat Uniform a fir déi ouni Uniform déi nämlech bleiben.

Da muss et och fir all Polizist méiglech sinn, an den Enquêteursberäich ze wiesselen. Ech si souguer der Meenung, dass et vu Virdeel ass, wann een d'Strooss dobausse kennt, dat heescht also, an Uniform geschafft huet, éier een an de judiciaire Beräich wiesselt. Mä ech si mer awer och bewosst, dass net jiddereen fir dat eent oder fir dat aner gemaach ass an dass e selwer soll kénnen décidéieren, wat em vun deenen zwou Saache méi läit. Mä e soll awer alles kennen, an net némme iwverflächlech.

Fir dést ze éinnersträichen, zitéieren ech gär de René Hengel, e fréieren LSAP-Deputéierten, dee sech émmer an iwverall fir d'Police an d'Gendarmerie agesat huet an deen och ee vu menge Virgänger als President vun der Force-publiques-Kommission war. Dee sot den 30. Abréll 1992 schonns hei op der Tribün, wéi de Projet de loi 3437 gestëmmt gouf, dat heitet: „An onsem Ministat wär et Onsenn, e puer Polizeiunitéiten, statt mateneen, géintenee sch



compagnement fir d'PJ solle goen, deen en plus vum Procureur général d'Etat présidéiert soll ginn. Ass dat net awer vlächt schlussendlech den Ufank vun enger Spaltung vun der Police? Ech huelen un, dass de Minister eis hei-zou eng Rei Detailer nach wäert ginn.

Voilà! D'Pecherten,...

(*Brouaha*)

(*Interruption par la présidence*)

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP).- ...d'Bannhiddere...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et war net fir lech.

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP).- D'Pecherten, d'Bannhiddere, wat kënnen déi ivver-huelen, fir d'Police ze entlaaschten? Ech mengen, si därfen net zu enger „Police bis“ ginn, och dat alles huet de Minister scho gesot, mä si kënnen awer de Gemengen zur Hand goen, fir hir Reglementer duerchesetzen, ouni dass se mussen a sollen eng Waff droen an ouni dass se sollen Identitéitskontrollen därfen duerhféieren.

D'Receptioun an d'Sekretariat um Policebüro, ech mengen, do si mer eis och allegueren eens, dat kéint och vun Zivilpersonal gemaach ginn. De Polizist muss um Büro net alles selwer maachen. E soll op den Terrain eraus, do wou d'Kriminalitéit ass. Déi richteg Leit sollen dann op de richtege Plaze sätzen. A mir sollen ebe fir d'Zukunft en Organigramm opstellen, wou genau dat drasteet, wat all Polizist muss kennen oder net, fir déi eenzel Aufgaben ze maachen.

Zum Ofschluss erlaabt mer nach eng méi perséinlech Remarque: Ech hunn näämliech ganz vill Frénn a Bekannten, déi de Beruff vum Polizist an och vum fréiere Gendarm ausüben an ausgeübt hunn. Dat si Leit, déi vill Satisfaktiouen hunn an hirem Beruff an déi vill Aarbecht leeschten am Senn vun der Sécherheet, och vun eis allegueren heibannen. Dat solle mer net vergiessen! An ech perséinlech hunn op alle Fall vollst Vertrauen a si an an hir Beruffskolleginnen a Kollegen.

An ech ka sécherlech an eiser aller Numm hinnen e grosse Merci soen, dass si - och wa mer am Moment en akute Personalmangel hinn, dee kee vun eis heibanne verstoppt -, fir Aarbecht no beschtem Wëssen a Gewëssen ausüben. An dofir solle mer och eng Reform maachen, déi hiren dacks schwéieren Aarbechtsbedéngunge Rechnung dréit.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

► **M. Max Hahn** (DP).- Här President, Polizist ass en Dramberuff.

► **Plusieurs voix**.- Ooh! Aah!

► **M. Max Hahn** (DP).- Dat soen net ech, mä dat hu Kanner am Alter téشت fennet an néng Joer am Kader vun enger Etüd géantwert, wou si no hirem Beruffswunsch gefrot gi sinn. An däi Etüd huet de Polizist et op déi zweet Platz gepackt, direkt hannert dem Dérerendokter.

Ech versti ganz gutt, firwat esou vill Kanner bei d'Police wëllen. Et ass e Beruff, wou ee Leit an Nout helleft. Et ass e Beruff, dee fir Gerechtegeet an Engagement stéet. Et ass Beruff am Déngsch vun der Gesellschaft.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Max Hahn** (DP).- Et ass awer och e Beruff, wou d'Missiounen émmer méi villfälteg a komplex ginn, e Beruff mat onregelméissegem Aarbechtszäiten a Stress, e Beruff, wou een am Asaz och ka säi Liewe riskéieren. Dat ass déi aner Sait vun der Medail, déi net esou blénkeg ass.

Ech weess net wéi vill vun deenen, déi haut Polizist sinn, vun engem Dramberuff géife schwätzen. Mä ech wënsche mer, dass et der vill sinn! Och wa mer wéissen, dass muches bei der Police hei am Land am Uerge läit an dass net alles émmer esou klappet, wéi et soll, an dass eis Corpsen dacks énnerbesat sinn. Dofir ass eng Reform vun der Police esou batter néideg.

Et ass un der Politik, de Kader ze schafen, fir dass eis Police gutt fonctionnéiert an d'Poliziste sech kënnen op hiert Kärgeschäft konzentréieren. Dofir begréissen ech d'Initiativ vum Minister Schneider fir déisen Débat an dass hien endlech aus der Policereform eng Réalitéit wäert maachen.

D'Chamber gëtt hei an engem enorm wichtegen Dossier, der Reform vun der Police, ém hir Meenung gefrot. De Gesetzestext, deen de Mi-

nister wäert deponéieren, gëtt duerno an der zoustänneger Kommissioun analyséiert an eventuell amendéiert. Mir debattéieren iwwer eng Reform, vun där scho ganz laang geschwatt gëtt an iwwert déi an der Lescht dach ganz vill a kontrovers diskutéiert a spekuléiert gouf.

Här President, privat hat ech zum Gléck nach net vill mat der Police ze dinn.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat kann nach alles kommen.

► **M. Max Hahn** (DP).- Dofir war ech am Virfeld vun déser wichteger Debatt mat de Leit vum Terrain zesummen, fir e bëssen en Abléck an hir Aarbecht an an hiert Uleies ze kréien.

Här President, wann een d'Police brauch, da soll se do sinn. A séier! Fir dass dat garantéiert ka ginn, muss d'Police reforméiert ginn. Mä firwat eigentlech? Ma well et un der Zäit ass, déi gesetzlech Basis op e puer Plazen émzéärnen, fir dass all déi sécherheetsrelevant Aufgaben, déi d'Police mécht an déi een als Bierger guer net esou matkritt, an de beschte Konditiounen kënnen erfëllt ginn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Max Hahn** (DP).- Et sinn elo 16 Joer hier, dass d'Police fusionéiert huet. Mä sät der Reform, sät der Fusion vun der Police an der Gendarmerie 1999, liewe mir an engem anere Kontext. D'Lëtzebuerger Gesellschaft ass 2016 eng aner wéi 1999. Déi sozial Réalitéit, déi demografesch an déi wirtschaftlech sinn anerer. An un déi muss och eng Police sech kënnen upassen.

D'Demokratesch Partei begréissst an deem Senn den Exercice vun engem externen Audit, fir de Fonctionnement vun der Police ze analyséieren a Verbesserungsvorschléi ze proposéieren. Ech hoffen awer, dass mer net erém musse 16 Joer op déi nächst Upassunge waarden. Mir liewen an enger Welt, wou d'Kriminalitéit émmer erém nei Formen unhëlt, fir déi d'Police déi néideg Moyene muss hinn, fir se ze bekämpfen. Am Ausland ginn esou Reformen an der Regel all siwe bis aacht Joer duerchgefouert. Natierlech soll een net reforméieren, fir ze reforméieren, mä eng regelméisseg Bestandsopnam ass sécherlech eng gutt Saach.

Här President, erlaabt mer ganz kuerz, éier ech mech dem Inhalt widmen, eng kleng Remarque zu den Diskussionen, déi et ém den Audit gouf. Verschiedene Leit huet et net ge-passt, dass de Minister Schneider e Résumé an net dee ganzen Audit un d'Effentlechkeet erausgëtt.

A mengen Ae sinn d'Grénn, fir den Audit a senger Gesamtheet net public ze maachen, verständlech. D'Gefor besteeet, dass den Audit als Gebrauchsweisung vu Kriminelle kéint mëssbraucht ginn a sécherheetsrelevant Informationen an eventuell Lacunnen am System kéinten ausgenotzt ginn, fir zum Beispill en Attentat ze plangen.

► **Une voix**.- Ooh!

► **M. Max Hahn** (DP).- Ausserdeem hate sämtlech Deputéiert a Polizisten Accès op dee kompletten Dossier. Amplaz sech driwwer opzereegen, sollte mir eis dann net vill méi drop konzentréieren, eis mam Inhalt ze beschäf-gegen? Ech mengen, et ass scho vill Energie ver-luer gaangen. An ech hoffen, dass genausou vill Energie wäert opvirbruecht ginn, fir Verbesserungsvorschléi an Alternativen ze presentéieren.

Här President, ee Punkt vun der Reform, deen am Kader vun der territorialer Reorganisatioun vun der Police am Virfeld scho fir e puer hétzig Debatte gesuergt huet, ass dee vum Zesumme-leeé vun de Commissariats de proximité, de CPen.

D'Commissariats de proximité, wéi hiren Numm et seet, sollen no beim Bierger sinn. Den Audit huet awer misse feststellen, an dat war awer och scho virdru gewosst, dass de Service um Bierger net deen ass, deen en eigentlech sollt sinn. Duerch e Mangel u Personal sinn d'Effnungszäiten alles aneschéit wéi per-formant. „Do, wou Police dropsteet, soll och Police dra sinn!“ Elo kéint ee jo higoen an d'Kommissariater all personell opstocken. Dat ass awer leider net esou einfach méiglech, well iwwer bei der Police Nout um Mann ass, trotz de villes Neiastellungen, an och weiderhi Polizisten an d'Pensioun wäerte goen.

Et muss een deemno énner anerem och de Waasserkapp verklengeeren an domat eng ganz Partie Polizisten zréck op den Terrain kreien, d'Effnungszäite verlängeren an de Service um Bierger verbesseren.

Énnert der viregter Regierung goufen et an däi Optik zwee Pilotprojekte fir d'Zesummeleeung vu Kommissariater mat ganz positive Resultater. Ech mengen, mir därfen eis der Réalitéit net verschleissen an à tout prix drop pochen, dass all d'CPe musse bestoe bleiwen. Fusionen kën-

nen den Erausfuerderunge Rechnung droen, andeem se d'Disponibilitéit vun de Beamten um Terrain erhéjien. Si müssen dat awer net onbedéngt!

Dofir begréissst d'Demokratesch Partei, dass dës Entscheidungen am Dialog mat de Gemenge gemaach ginn. D'Zesummeleeung kann op där engen Plaz Senn maachen an op där anerer awer och net. Dofir ass et wichtig, Fall fir Fall ze préiwen a sécherzestellen, dass d'Hauptzil erreecht gëtt: d'Präsenz um Terrain ze erhéjien. All Gemeng huet hir Spezifissitéiten an dofir muss hei sur mesure geschafft ginn.

Meng Fraktioun begréissst och, dass d'Méiglechkeet wäert bestoen, eng Communauté de commissariats wärend enger Testphas fonctionnéieren ze loessen.

Här President, e puer Wieder zur Reorganisatioun vun der Police judiciaire, der PJ. Um Terrain ass et wichtig, effektiv an déi nämlech Richtung ze schaffen, fir d'Affäre weiderzebréngen. All Polizist muss Missiounen vun der Police judiciaire aufseiere können, mä si handelen op verschiedenen Niveauen: regional, national an international.

Den SPJ, de Service de police judiciaire, an d'SRECen, d'Services de recherche et d'enquête criminelle, si spezifisch Unitéite vun der Police, déi némmer op judiciairen Affären ermëttelen. Den SPJ mécht dat um nationalen an internationalen Niveau an d'SRECen um regionalen Niveau. Et ass jo evident, dass si op Dos-siere müssen zesummeschaffen, fir Affäre virunzebréngen. Den Audit huet ervirbruecht, dass d'Koordinatioun an d'Kooperatioun téchs deenen zwou Unitéiten net optimal ass a proposéiert, de SREC un den SPJ ze rattacheieren. Dëst géif et erlaben, d'Informationen ze centraliséieren an awer och déi verschieden Équipe besser a méi effektiv können anzeseten.

1999, bei der Fusion vun der Gendarmerie an der Police, goufen SPJ an d'SRECen getrennt. An der Debatt deemoos hat d'Demokratesch Partei d'Fro opgeworf, ob et eng gutt Iddi wier, déi zwee Servicer ze splécken, an ob et net besser gewiescht wier, eng zentral Instanz ze hinn. Dëst war iwwregens och d'Fuerderung vun der Gewerkschaft.

Här President, ech hunn et scho gesot, am Virfeld vun där heiteger Debatt hinn ech mech mat Beamte vum Terrain gesinn a mat hinen ausgeschwatt, énner anerem och mat de Vertreter vum SREC. Si gesinn déi Zesumme-leeung éischter skeptesch. Regional Unitéiten erlaben näämliech eng gewësse Proximitéit an domat och e Vertrauensverhältnis mam Terrain.

Gi si un d'PJ rattachéiert, muss awer derfir gesuergt ginn, dass de Kontakt mam Terrain ka bestoe bleiwen. Némmer esou kann een d'Spezifissitéite vun deene verschiedenen Gemengen am A behalen. Fir déi repressiv a preventiv Missiounen um regionalen Niveau weiderhi können auszeféieren, ass et wichtig, dass regional Antennen déi Aarbecht iwwerhuelen. D'Kenntnisser um Terrain därfen näämliech net verluer goen.

Här President, d'Demokratesch Partei begréissst besonnesch d'Virschléi vun der Reform um Niveau vun der Inspection générale de la Police. D'Kontroll vun der Police muss können onof-hängig sinn an transparent. Mesuren, fir dëst ze garantéieren, fuerdere mir scho laang a meng Fraktioun hat de 17. Februar 2009 eng Motioun matgedroen, déi eng ganz Rei Punkte gefuerert huet, déi mir elo an de Propose vun der Reform zréckfannen.

Mir begréissen dem Minister seng Entschei-dung, scho virun der Reform, e Magistrat un d'Spëtz vun der IGP gesat ze hinn. Ech ginn elo net op déi einzel Punkten an, de Minister huet dat a senger Ried jo schonn explizitt ge-maach.

D'IGP ass e wichtegt Organ, net némme well et kontrolléiert, mä och Statistiken an Analysen ausféiert an eventuell Verbesserungsvorschléi ka proposéieren. Einen interessant Beispill ass den Audit iwwert de Fonctionnement vun der UGRM, der Unité de garde et de réserve mobile. Themen, déi hei ugeschwatt gi sinn: énner anerem de Fonctionnement vun der UGRM an d'Relatioun mat hiren externe Partner, dozou gehéieren de Prisong oder och den CHL. D'Zesumme-leeucht keint sécherlech optimiséiert ginn. Och fir de Service Palais huet d'IGP proposéiert, d'Sécherheetskonzept ze iwwerschaf-ten.

Här President, erlaabt mer, op en Thema anzo-geen, wat haaptzáichlech d'Stad Lëtzeburg, awer och deelweis aner gréisser Stied, wéi Esch, ganz staark betréfft: d'Heescherei. Et ass een hin- an hiergerappt. Et wéll een déise Leit natierlech hellefen, well si am Misär liewen. An trotzdem däarf een net zouloossen, dass déi negativ Konsequenzen en aldeeglechen Im-pakt op déi aner Bierger hinn. Ech denken do un d'Geschäftsleit, d'Leit, déi hir Akeef maachen, d'Touristen.

An déser Diskussioun muss ee sech bewosst sinn, dass a verschidde Fäll hannert der Heescherei kriminell Hannermänner stinn. Et muss ee feststellen, an déi Feststellung gouf scho vun der viregter Regierung gemaach, dass et sech bei verschidde Fäll vun Heescherei ém ver-sklaft Ménschen handelt, déi agesat ginn, fir op de Stroessen ze heeschen.

D'Gesetz vum 9. Abréll 2014 iwwert d'Rechter vun den Affer am Kontext vun Ménschenhandel huet der Justiz an der Police méi Moyenen zugeschriwwen, wann hannert der Bettlerei e Verdacht op Ménschenhandel besteet. D'Op-decke vun de Réseaux ass keng einfach Saach an et brauch een oft Méint fir d'Enquéten. An d'Police muss op international Zesummenar-becht zréckgräifen. Mä d'Verstärkung vun de Rechter vun den Affer ass séchergestallt. Dëse Persoune gëtt esou schnell wéi méiglech gehol-lef.

Och fir d'"mendicité en réunion" gëtt et déi néideg gesetzlech Basis, fir ze handelen. Mä och hei ass et ganz schwéier, d'Enquéten ze feieren. Et fänkt scho bei der Sich no de Preuven un, déi mussen un den Dag geluecht ginn, fir de Lien téchs de Leit noweisen ze kën-nen. D'zäitlech Moyene si ganz oft net do. Et kéint ee sech awer virstellen, dass d'Zesumme-leeung vun dem SREC an der PJ, déi jo da méi Effectif soll kréien, an deem Kontext eppes bewierke kann.

Här President, ech mengen, Dir hutt verstanen, wat ech wéll uschwätzen. Et däarf een d'Aen net virun der Réalitéit verschließen! Et muss een unerkennen, dass d'Heescherei e Sujet ass, an dat besonnesch an eiser Haaptstad. Als Demokratesch Partei si mir natierlech der Iwwerzeegung, dass dës Problematik als Aller-éisch um soziale Plang muss ugepaakt ginn. Dës Leit géife jo net ém Hélfet froen, wann et hinne gutt géift goen. An eng partiell Antwort op d'Problematik ass jo schonn ervirbruecht ginn. Mesuren, fir deene Leit eng Sortie ze er-méiglechen, fir Liewen an eiser Gesellschaft ze feieren an net um Rand, müssen émmer pri-vilegiert ginn.

Jo, se di kengem eppes. Vu ville Säiten ass eis awer d'Suerg erugedroe ginn, dass et plazeweis zu Situationsen kënnnt, op déi muss reagéiert ginn. Och d'Beamte vun der Police hinn eis erklärt, dass hinnen d'Hann gebonne sinn. Als Demokratesch Partei si mir eis ganz bewosst, dass der Platzverweis ganz vill Froen a Problemer opwerft, an déi vun de Grondfräheiten ass sécherlech net därf mannster eng. Ech denken awer, dass een iwwert déi Problematik misst nodenken, well se der Police et kéint er-méiglechen, d'Problemer ze léisen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Max Hahn** (DP).- An dat bezitt sech net némmer op d'Heescherei.

Ech hu mer vu Poliziste vum Terrain erkläre ge-looss, dass de Platzverweis, fir aner Situationsen ze meeschteren, eng grouss Hélfet kéint sinn. Wann zum Beispill eng Hord vun enthui-siastesche Fussballsupporter op der Strooss amgaange sinn ze feieren a se doduerch d'Strosse blockéieren, da kann d'Police dës zwar froen, fir op enger anerer Plaz weiderze-feieren, mä wann do kee wéllt, da réckele se net. An domat kommen net némmer d'Polizisten net vum Fleck an deem Dossier, mä an deem heite Beispill bleiwen och d'Automobiliste stoen.

Här President, wa mer scho beim kommunalen Niveau sinn, wollt ech nach kuerz op d'Agenten-municipallen agoen. Mir kréien et émmer nees vu Gemengereponsable vun gréissere Ge-mengen, a besonnesch vun der Stad Lëtzebuerg, gesot: D'Police ass iwwerlaascht, fir kenne bei klengere Verstéiss géint d'Policere-glement ze interveniéieren, zum Beispill wéinst Kaméidi beim Méien, Dreck op den Trottoir, Hondsdréck an esou weider. Meng Fraktioun ass iwwerzeegt, dass d'Ausweidung vun de Kompetenzen vun den Agents municipaux d'Police bei gewëssenen Aarbechte kéint entlaaschen.



hannert war jo, fir esou Leit ze motivéieren, bei d'PJ ze goen, a kënne Leit mat verschiddenen Diplomen anzestellen.

Et ass wichteg, d'Tâchen an d'Kompetenze vun deenen neie Carrièren awer kloer am Virfeld ze definéieren, fir dass et duerno um Terrain net zu Konflikter kënnnt. Wou gëtt wie gebraucht? Wat wäert dee Beamte musse méi oder anescht maache wéi de Polizist aus der Inspekteeschcarrière?

Et kann een ém d'est Thema miëtterweil e gewëssene Malaise verspieren. D'Neiregelung huet scho fir vill Diskussioune gesuergt. Vill Beamte wéissen net genau, wat hir Perspektive sinn. Déi representatiivst Policegewerkschaft huet rezent hir Membere gefrot, ob d'Upasunge vun de Carrièren an hirem Senn wieren oder net. Ee ganz groussen Deel huet sech net genuch informéiert gewisen an de Rescht vun der Police war eigentlech gedeelt an där doter Fro.

Ech hoffen, dass d'Ausféierunge virdrun hei vum zoustännege Minister vun der Fonction publique, dem Dan Kersch, derzou wäerte bäßdroen, fir e besse méi Liicht an deen Dossier do ze bréngen.

Här President, d'Aarbechtsbelaaschtung vun de CPen an de Cle war jo e grouss Thema am Audit. Et ass festgestallt ginn, dass et op ville Plaze ganz einfach u Beamte feelt. Et kann ee soen: „Dofir hätte mer keen Audit gebraucht.“ D'Regierung huet och schonn do virdrun hir Rekumentspolitik iwwerschafft. Bis 2018 sollen dann insgesamt 346 nei Polizisten agestallt ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob d'Infrastrukture vun der Police-schoul respektiv d'Unzel un Instrukteren duerginn, fir de Personalmankum bei der Police ze behiewen. Dëst si jo scheinbar d'Argumenter, fir maximal 80 nei Poliziste pro Joer ausbilden ze kënnen.

Ze begréissen ass d'Iddi, fir Zivillpersounen, also net uniforméiert Leit an där ouni Policeausbildung anzestellen, fir dass de Polizist op däranerer Säit erënner Aarbecht um Terrain ka maachen, déi Aarbecht, wéinst därl e sech fir sái Beruff entsheet huet a fir déi en ausgebillt ginn ass. Dat féiert zu méi Policepräsenz um Terrain. D'Ziviliste sollen déi Aarbechte maachen, déi net onbedéngt musse vun engem vereedegte Beamte gemaach ginn. Esou sinn am Centre de traitement fir d'Traitementer vun de Vitessein-fraktioune e puer Zivilisten agestallt ginn, an et soll do nach weider opgestockt ginn. Et ass wichteg, hei kloer ze identifizéieren, wou Ziviliste kënnen agesat ginn a wat hir Kompetenze sinn.

Parallel dozou muss awer och derfir gesuergt ginn, dass d'Effectif fir policeintern effizient opgedeelt ginn. An désem Kontext huet den Audit jo eng ganz Rei Recommandatiounen presentéiert. Et kann een hei natierlech net op se all agoen, mä eng dovunner ass zum Beispill d'Opdeelung téscht den OPJen, den Officiers de police judiciaire, an den APJen, den Agents de police judiciaire.

Déi jonk OPJen an d'APJen sinn haaptsächlich an de Clen. Déi Beamte mat méi Erfahrung an OPJen hunn d'Tendenz, sech éischter a méi roueg Regiounen oder méi roueg Unitéiten zréckzezéien. Dofir sinn an Zone mat vill Aktivitéiten dacks net genuch experimentéiert Polizisten. En „alen Hues“, wann ech dat esou soen därf, kann awer deem jonke Kolleg villes bäßbréngen a seng Aarbecht gëtt dann och méi séier effikass. Émgédreit ass dat awer och de Fall. A méi rouege Géigende kínte jonk Beamten eng gewëssen Dynamik mat sech bréngen.

Och d'Kommunikatioun an den Informatiounsfloss sinn an désem Kontext e ganz wichteg Punkt. D'Rapiditéit an den Zougréff op Informatiounen si beim Féiere vun Enquêteen eng ausschlaggebend Komponent. A wéi fir bal all Beruff hautdesdaags bestehtet d'Policeaarbecht och zu engem ganz groussen Deel aus informatescher Aarbecht. Si sinn net zu genuch um Terrain, dann därfte se net och nach onnéideg Zäit hannert dem Computer verbréngen. D'Police software muss um neisten informateschen Niveau sinn, fir éischents emol Zäit ze gewannen, mä och fir déi verschidde policeintern Informatiounskanal, wéi d'Information policière an de Journal des incidents, optimal kënnen auszenotzen.

Wa mir wëllen, dass eis Police méi performant gëtt, muss si énnner anerem och dat performansté Material zur Verfügung hunn. An dat gëllt net némme fir d'Informatik, mä och fir hir Gefierer, de Funk, hir Waffen, jee, fir dat ganz Material am Allgemengen. Mä d'Politik ass och gefuerert, fir d'Efficacitéit ze erhéijen. Ech denken do énnner anerem un de Platzverweis, un d'Agent-municipallen, un d'lwwerdenke vun eiser repressiver Drogopolitik an un d'Verhennere vun de steigenden Attacken op Polizisten.

Här President, Dir hutt et héieren: Et ass e vaste Chantier. Vill Punkte müssen nach am Detail gekläert ginn. Meng Fraktiou waart gespaant op den Dépôt vum Projet. Mir hoffen och, dass et an der zoustännege Kommissiou zu engem konstruktiven Austausch an Zesummenschaffé wäert kommen.

Ech kann op dëser Platz némmen énnersträichen, dass ech beim Austausch am Virfeld vun dëser Debatt mat Beamte geschwatt hunn, deenen hir Aarbecht an d'Police als Corps net egal sinn. Si hunn aus hirem Aarbeitsalldag erzielt an hu ganz konkret Verbesserungsvorschléi op den Dësch geluecht. Am Numm vu menger Fraktiou erënneren ech drun, dass d'Policereform net därf vun elektoralen a parteipolitisches Gedanke motivéiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, ech hunn ugans gesot: „De Polizist ass en Dramberuff.“ Mir all wéissen natierlech, dass Kannderreem an d'Realitéit net émmer iwwereneeginn. An awer weess ech, dass déi meesch Polizisten hire Beruff mat vill Leidenschaft maachen. Et ass elo d'Aufgab vun der Politik, déi vill Chantier unzegoen an déi Konditiounen ze schafen, dass eis Polizisten hir wichteg Aufgaben am Déngsch vun der Gesellschaft optimal kënnen erfëllen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, fir d'Wuert, Här President. Mir hunn haut schonn éfters gesot, datt mer ausgi vum Gesetz vum 31. Mee 1999. An dat Gesetz hat natierlech eng Rei Sujeten, mä war awer virun allem den Ausdruck vun der Fusioun vu Police a Gendarmerie, eng Fusioun, déi méi laang ugedeit war. D'Zesummenaarbecht téschent deene Corpse war scho méi laang a méi intensiv ginn an d'Ängschte vun engem iwwerméissieg staarke Corps waren net méi esou grouss wéi nach vläicht an de 50er, 60er Joren, soudatt mer da mam Gesetz vun 1999 déi Fusioun agefouert hunn.

D'Ziler, déi mer deemoos haten, missten eigentlech nach émmer déiselwecht si wéi d'Ziler, déi mer haut hunn:

- Mir brauchen d'Services d'urgence, déi schnell an effikass musse fonctionnéieren, 24 Sonnen op 24 a siwen Deeg op siwen.

- D'Police soll no bei de Bierger sinn. Och d'Police mécht e Service um Client an et ass wünschenswäert, datt se am ganze Land an all Rejouen visibel an erreichbar ass.

- D'Police soll kënnen effikass schaffen, dat heescht, der Police hir intern Strukture solle méiglechst transparent an effizient sinn. Onnéideg Bürokratie an double Emploi solle méiglechst évitéiert ginn.

- D'Police soll esou opgestallt sinn, datt se den Erausforderunge vun der Zäit gewuess ass: Mir hunn eng Augmentation vun der Population, mir hu vill méi eng grouss Mobilitéit vun der Population, d'Leit wiesselen haut vill méi oft de Wunnert, wéi dat fréier de Fall war, mir hunn och eng aner Zesummesetzung, mir hu Phenomeener vu Migratioun, vu Frontalieren, wat och eng Sprocechvillfalt mat sech bréngt, déi anescht ass wéi nach an der Vergaangenheit, d'Kriminalitéit gëtt méi komplex, méi grenzüverschredend, méi international, méi organiséiert.

A mam Gesetz vun 1999 ass och d'Inspection générale de la Police geschafe ginn; do kommen ech nach méi spéit drop zréck.

Et schéngt eis logesch a sénenvoll an och héich Zäit, fir d'Reform vun '99 eng Kéier op de Leesch ze huelen, dat, wat sech bewäert huet, bestoen ze loessen an dat, wat sech eventuell net bewäert huet, ze verbesseren. Et ass jo och esou, datt schonn déi Regierung virun dëser uefaangen hat, iwwer eng Reform méi oder manner haart nozedenken.

1999 hate mer zwee Corpse fusionéiert. Dat war eng grouss Erausforderung an et ass duerhaus denkbar, datt deemoos eng Rei Décisiounen hu misse geholl ginn, déi énnner anerem och duerch dës Fusioun beaflosst waren. De Minister hat a senger Aféierung ugedeit, datt mer haut sechs Regionen hunn. En huet dat ganz einfach erklärt: Mir haten dräi Police-regiounen an dräi Gendarmerien, an zesummen hu mer der sechs gemaach, fir kee missen ze écartéieren. Haut si mer zu anere Konklusioun komm; och do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

Déi aktuell Regierung hat décidiert, därl vu ville Säite gefuerderter Reform eng méiglechst grouss Transparenz an eng méiglechst grouss Zesummenaarbecht ze ginn duerch en externe Audit, deen d'Basis vun der Reform soll

ginn an deen och d'Basis vu mengen Iwwerleeuungen de Mëtteg ass.

Ech kann allerdéngs dem Här Wolter net ganz recht ginn, wann e seet, mir hätte just eng Nott vun aacht Säite vun dem Här Minister kritt. Mir hunn déi Nott kritt, an ech sinn och dankbar derfir, well se am Fong geholl ganz prezis opzielt, wou et higeet, mä mer hunn natierlech och e Résumée vun engem Audit a mer hunn och Zougank gehat zu deem ganzen Audit. Och wann et vill Diskussioune ronderém deen Audit gi sinn an och wann net jiddwereen zefriden dermat ass, menge mir, datt d'Regierung, dat heescht den zoustännege Minister, hei ganz villes richteg gemaach huet.

Am Audit steet, an de Minister sot et och, datt 480 Gesprächer gefouert gi sinn, déi téschent enger a véier Stonne gedauert hunn. Moyenne: 2,5 Stonnen. Et ass probéiert ginn, déi gréisméiglech Representativitéit ze kréien, d'Leit si per Mail an Intranet informéiert ginn, si konnte sech selwer mellen, d'Syndikater sinn och informéiert an zu Gespréicher gesi ginn, d'Confidentialitéit an den Anonymat sinn all Mensch zugeséichert ginn, an dat huet zu enger grouss Oppenheim gefouert.

Et ass e Questionnaire online gesat ginn, dee vun 959 Persounen ausgefüllt ginn ass, a wann ee weess, datt am Mäerz 2015 eng ronn 2.000 Leit bei der Police geschafft hunn, dann ass dat jo awer bal all zweete Mataarbechter, dee seng Meenung iwwert deen do Wee matgedeelt huet.

Hätt den Audit misse publizéiert ginn oder net? De Minister hat décidiert, just e Résumée géif publizéiert ginn. Mir können dat novollzéien. An ech widderhuelen dee Saz: D'Confidentialitéit an den Anonymat sinn all Mensch zugeséichert ginn, an dat huet zu enger grouss Oppenheim gefouert. Dat schéngt eis Grond genuch ze sinn, fir just e Résumée ze publizéieren, an deen huet et jo awer eigentlech och schonn a sech. Mir sinn der Meenung, datt een d'Spill-regeln net méi kann ännern, wann d'Spill bis amgaangen ass.

Mir haten als Kommissiounekbere jo och d'Méiglechkeet, fir den Dossier liesen ze goen. Ech hu vu mengem Recht och ausgibeg Gebrauch gemaach. An ech mengen, Här President vun der Chamber, hei si mir och als Chamber gefuerert. Ech si jo scho méi laang hei am Haus, an et ass fir d'éischte Kéier, datt mer esou en Document classé konnten aukcken.

Ech fannen, d'Aart a Weis, wéi mer dat organiséiert hunn, ass fir mech net zefriddestellend an net glécklech gewiescht. Ech souz sonnlaang bei engem Beamte vun der Chamber um Büro. Dee Beamten - ech soen deem Merci fir sain Entgéintkommen - deen huet och misse seng Métesstoun verréckelen, mä trotzdem, deen huet weider náischt gemaach wéi seng Aarbecht, deen huet sain Téléfon gemaach. Dat ass net ideal, wann een op esou engem Pult derbäisëtz, fir se schaffen. En plus ass d'Aarbechtszäit vun engem Deputéierten net onbedéngt déiselwecht wéi déi an der Verwaltung.

Duerfir muss ech scho soen, datt dat heiansdo penibel war. An ech géif mech freeën, wa mer esou Dossieren, déi dem Secret énnereien, kréien, datt mer eis do géifen aner Moyen als Chamber ginn, fir déi kennet anzekucken, déi wierklich besser eiser Aarbecht géifen entsprechen, fir datt mer eis Aarbecht kënnen beser maachen. Gutt!

Stinn dann am Audit ganz vill Punkten, déi och sécherheetsrelevant sinn, an hunn déi och eng Publikatioun verhennert? Ech hunn den éischte Grond scho genügend fonnt, fir den Audit net ganz ze publizéieren, duerfir wéll ech net wieder op den zweete Grond agoen. Ech muss allerdéngs soen, datt och schonn den zweete Grond eigentlech genuch Ursach gëtt, fir sech Suergen ze maachen iwwert d'Fonctionnéiere vun der Polizei.

D'Police ass e spezielle Betrib, eng speziell Organisatioun, engersäits wéinst de spezielle Missionen vun der Police, déi ech schonn am Ufank vu menger Ried opgezielt hunn, aner-säits awer och, well d'Police niewent der Arméie de Garant vun Gewaltmonopol vun Stat ass.

Mä och wann d'Police e spezielle Betrib ass, esou ass et awer och eng Organisatioun, déi mat änleche Charakteristiken an Erausforderunge konfrontéiert ass wéi all aner Organisatioun. All Organisatiounen huren e Chef, eng Direktioun, déi de Grupp organisiert. D'Organisatioun brauchen eng Visioun, eng Mission, déi de Grupp zesummenhält. Si hunn eng gewéss Spezialisatioun, fir effikass kënnen ze schaffen. Grouss Organisatiounen brauchen e Stat, fir gréisser Projeten ze initiéieren, an dat kann zu bürokrateschen Entgleisunge féieren. Ech mengen, all déi Punkte fanne mer erém.

D'Police huet eng Direktioun. Am Résumée vum Audit heescht et, datt et do vill besser

kéint sinn. Et geet rieds vun «Une collaboration transversale entre Directions peu développée» an «L'organigramme actuel de la Direction générale ne répond plus aux besoins énoncés par les principaux acteurs de l'organisation» an esou weider. Dat ass dann och wahrscheinlich d'Ursach, firwat datt just eng Minoritéit vu Mataarbechter éischter Vertrauen hunn an d'Décisiounen vun der Direktioun vun der Police a vill ze vill Leit kee bis guer kee Vertrauen an dës Décisiounen hunn.

Mir fannen dat zimlech bis ganz problematisch. A mir sinn dann och d'accord mat der Propositionen, fir d'Direktiounen nei ze organiséieren, esou wéi de Minister dat a senger préliminaire Nott zu dëser Debatt proposéiert huet a wéi de Minister dat och virdru mëndlech beschriwwen huet.

Mir fannen dat problematisch, wann d'Hierarchie bei der Police net optimal funktionéiert, virun allem och, well d'Police eben eng ganz speziell Organisatioun ass. Déi Leit bei der Police sinn net némmen un de Statut vum Fonctionnaire gebounnen. Si sollen an Zukunft zwar net méi deeneselwechten disziplinaresche Regellementationen énnereien, wéi et se bei der Arméi gëtt, mä d'Membere vun der Police wäerten och an Zukunft engem spezifische Regimm énnertoen.

An da gëtt et jo och nach eng Charte des valeurs de la Police Grand-Ducal. Dat ass fir en Zivilist a fréiere Schoulmeeschter wéi mech eng ganz interessant Lektür. Do steet zum Beispill am Artikel 12: «Le personnel du cadre policier exécute promptement et loyalement les ordres qui lui sont donnés légalement par ses chefs.» Wa mer d'Ursach siche, firwat datt mer net genuch Jonker fannen, déi sech fir dee Beruff interesséieren, wier dat vläicht eng Pist. Mä och do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

Wat déi ugekënnegt Neierunge betréfft, sou begréissee mer, datt et an Zukunft nach just een Typ vu Procédure disciplinaire soll ginn an datt dës Missiou och der Inspection générale vun der Police iwwerdroe gëtt. Iwwerhaapt begréisse mer déi geplangte Reform vun der IGP, net just, well et esou am Regierungsprogramm steet, mä well se och d'Resultat vun engem Motioun ass, déi am Februar 2009 hei an der Chamber eestëmmeg ugeholl ginn ass. Dat war iwwregens eng Initiativ vum deemolegen Députéierte Félix Braz.

D'IGP soll eng onofhänge Administratioun ginn. Dat heescht, datt et kee Wee zréck gëtt vun der IGP bei d'Police fir d'Enquêteuren an och fir d'Direktioun. Datt dat net einfach wäert sinn ze realiséieren, dat, mengen ech, ass jiddwerengem kloer. Do wäerte mer jo dann nach Detailer kréien, wa mer bis d'Gesetz virleien hunn. Et gëtt e Generalinspektor an e stellvertriedende Generalinspektor un der Spëtz, an deen ee kënnnt aus der Magistratur an deen aneren aus der Police. Dat fanne mir gutt esou. Wéi gesot, weider Detailer wäerte mer da kënnen diskutéieren, wann d'Gesetz bis virläit. De Minister huet jo gesot, dat géif nach virun der Summerpaus geschéien.

Ee vun de gréissste Problemer an der Police war an ass de Mangel u Personal. Schonn an engem Orientierungsdebatt am Mee 1986, also virun 30 Joer, huet deemoos den..., ech mengen, dat war den..., neen, pardon, dat war nach net dézáit, mä do huet d'Chamber der deemoleger Regierung mat op de Wee ginn, datt eis Gendaarmen an eis Police kuerzfristig méi Leit bräichten.

1993 hat den honorabelen Här Grethen eng Interpellatioun an en huet zimlech datselwecht festgestallt. En huet gesot, oder d'Chamber huet deemoos festgehalen: „Bei eise Forces de l'ordre hu mer et mat engem Mangel un Effectif ze dinn.“ An duerfir ass dann och eng Etud op de Wee gesat ginn. 1999 huet den honorabile Rapporteur vum Gesetz iwwert d'Police reform, eise Mars Di Bartolomeo, énnere gesot: „Dofir ass et enorm wichtig, dass an deenen næchste Joren direkt, iwwer eng ganz laang Period, déi virsichteg geschätzt ass op zéng Joer, d'Zuel vum Personal sensibel erhéicht gëtt.“ Dat war, wéi gesot, 1999.

Dat erénnert mech och un dat, wat de Michel Wolter de Mëtteg gesot huet - deen huet eigentlech genau datselwecht gesot -, mir missen zéng Joer laang kucken, fir dat dann eropze setzen; mir bräichten e Plang. Abee, mir hate schonn esou Plang a mir hunn émmer erém festgestallt, datt déi Plang awer net gewierkt hunn. Regelméisségu gi Question-parlementaire gestallt, déi regelmeisségu op de Personalmanagel hiweisen, a regelmeisségu kréie se als Antwort, datt all gëegeent Kandidaten



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

An och am Audit vun 2015 gëtt op ville Plazzen op de Personalmangel higewisen, e Personalmangel, dee schonn am Alldag Misär mécht, deen awer an Zäite vu méi groussen Evenementer, zum Beispill der Lëtzebuerger Présidence, oder vu verstärkte Sécherheitsmesuren am Kader vum Plan „VIGILNAT“ ufänkt, richteg wéizedoen.

Et wier sénnvoll, emol eng Kéier eng seriö Etüd ze maachen, wourunner datt et läit, datt mer net genuch gëegeent Kandidaten a Kandidatinne fannen, déi wëlle Carrière bei der Police oder bei der Arméi maachen.

Mir haten 1999 eng Rei Mesuren an d’Gesetz gesat, zum Beispill, datt d’Kandidate fir d’Inspekteescharière net méi brauchen an d’Arméi ze goen, also direkt aus dem Zivill rekrutiert ginn. Dat hat awer deemools net zu enger beserer Rekrutierungszuel gefouert.

Datt d’Carrièrë bei der Police deene vun der Fonction publique ugepasst ginn, ass jo eng logesch Suite vun der Reform vun der Fonction publique. D’lescht Woch hate mer ee Gesetz hei, wat d’Carrièrë vun de Chargéen an de Lycééen ugepasst huet. Viru 14 Deeg hate mer Upassunge bei de Carrièrë vun de Schoulmeeschteren. An ech géif mengen, mir wieren noch nach net fäerdeg mat deenen Upassungen.

Mir begréissen et ausdrécklech, datt et an Zukunft och A2- a B-Carrièrë bei der Police wäert ginn. Mir hoffen, datt dat och zu enger Verbesserung an der Organisatioun „Police“ wäert féieren. Den aktuelle Clavage vu Bac+4- a Bac+2-Carrièrë kritt weider Pilieren, wou e kann iwwerbréckt ginn. Vlächt kritt een dann d’Andeeling vun „si douewen“ an der Direktion an „mir hei énnen“ um Terrain e bësse méi soupel a manner haart. Ob dat alles duergeet, fir déi néideg a gutt Kandidate bei d’Police ze kréien, déi mer brauchen, wäerte mer dann an Zukunft gesinn.

De Beruff vum Polizist, vun deem de Max Hahn seet: „Et ass en Dramberuff“, flott! Et ass vlächt net genuch en Dramberuff, soss hätte mer wahrscheinlech méi Kandidaten. Mir fannen op alle Fall och, datt de Beruff vum Polizist e ganz haarde Beruff ass. Et brauch een némmen all Dag d’Zeitung opzeschloen,...

► **M. Max Hahn (DP).**- Jo.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- ...da gesäit een, op wéi eng... Pardon?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech wollt just vlächt preziséieren: Net ech sot, dass et en Dramberuff wier; et ass de Wonsch vu ganz ville Kanner. An dat hu se an enger Etüd esou zum Ausrock bruecht. Dat si Kanner téschent fénnef an néng Joer, déi eigentlech soen, dass et en Dramberuff ass, a wéi gesot, et assdeen zweetbeléiftsten direkt hannert dem Déieren-dokter. Merci.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här Hahn. Ech hat lech och esou verstanen. Ech géif mech freeën, wa vlächt Jugendlecher vun 19, 20 Joer dat géife soen, dann hätte mer wahrscheinlech e Problem...

► **M. Max Hahn (DP).**- Do stëmmen ech lech zou.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Do schéngt eppes ze geschéien téschent 10 an 20 Joer.

Voilà. All Dag kann een an der Press iwwert den Asaz vun eise Poliziste liesen: Verkéiersdelikter, Abréch, Émweltdelikter, Gewaltverbriechen. Heiansdo huet een d’Gefill, wéi wann d’Land voller Verbriecher a voller Gewalt wier.

D’Statistike bestätigen deen Androck némme bedéngt. Schonn déi honorabel Claudia Dall’Agnol huet drop higewisen, datt mer 2015 eng eischte Kéier eng Baisse vun 8,56% vum Taux de criminalité hate par rapport zum Joer virdrun.

An ech erlabe mer och drop hinzuweisen, datt d’Statistiken émmer en Échantillon vu Résidenté matenee vergläichen. Mir hunn awer bei eis och nach 160.000, 170.000 Frontalierer, déi net all Dag heihinnerkommen, fir kriminell aktiv ze ginn. Déi kommen heihinner, fir ze schaffen. Mä trotzdem bréngt och dat, a wann et némmen am Verkéier ass, nach zousätzlech Delikter heihinner, soudatt déi Statistique wierklech mat Virsücht ze génesse sinn.

Trotzdem ass d’Gefill, datt Gewalt a Verbriechen géifen zouhuelen, kee gutt Gefill, net fir en Ezelzelnem an och net fir eis Gesellschaft. Do muss d’Politik reagéieren. Duerfir diskutiéiere mer jo och regelméisseg hei iwwert d’Situatioun bei der Police. Duerfir wëllt d’Regierung jo och d’Gesetz vun 1999 do nobesseren,

wou et néideg ass. Mir schaffen engersäits op Fakten, op Verbriecherstatistiken, mir schaffen awer och op Gefiller, op dem Gefill vun der Angsch an der Onsécherheet.

An deem Kontext gëtt och, a mir mengen zu Recht, verlaangt, datt d’Police soll visibel dobause sinn, vlächt méi visibel wéi bis elo. Dat huet e bësse mat der Broken-Windows-Theorie ze dinn, déi Kelling a Wilson an den 80er Joren an d’Welt gesat hunn.

Déi Theorie ass relativ einfach: Eng futtis Fénster an engem Gebai, déi net gefleckt gëtt, zitt a kuerzer Zäit d’Zerstéierung vu weidere Fénsteren no sech. Eng Fénster, déi net gefleckt gëtt, ass en Zeechen derfir, datt kee sech dru stéiert. D’Broken-Windows-Theorie seet, et géif net bei futtis Fénster bleiven. De phyesche Verfall géif och zu engem allgemengen Uklamme vun der Kriminalitéit féieren.

D’Broken-Windows-Theorie bestécht duerch ir Einfachheet. Si gëtt awer och, an ech mengen zu Recht, a Fro gestallt. Si seet eis näischt oder némme ganz weinig iwwert d’Ursaache vu kriminellen Delikter an dem Uklammen, dem relativen Uklamme vun hirer Zuel, net némmen zu Lëtzebuerg, mä a praktesch allen europäesche Länner.

„Eng egoistesch, neoliberal lelebougesellschaft, de wuessende Chômage, virun allem och bei deene Jonken, d’sozial Prekarisierung an d’Perspektivlosegkeet, awer och méi banal Saache wéi d’Kris vun der Famill, d’Kris vun der Education, d’Kris vum Schoulsystem an eng schlächend Erosioun vu gemeinsame sozialen a solidareschen Ziler a Wälder“ - ech hunn elo den honorabile Muck Huss zitéiert aus senger Ried vun 1999 -, dat sinn och Ursachen, an dat sinn Ursachen, wou net d’Police eleng eppes kann énnerhuelen. Do ass d’Politik méi allgemeng gefuerert.

Wa mer also vun enger effikasser Preventioun schwätzen, dann ass et kloer, datt mer net einfach alles kénnen op d’Police ofdrécken. All dës gesellschaftslech Ursachen do, déi fuerderen och d’Politik eraus.

De Lien, den direkte Lien vun der Broken-Windows-Theorie zu der Policereform ass séier gemaach. Et geet ém d’Fusioun vun en etleche Clen a CPen. Mir sinn der Meenung, datt eng Fusioun principiell Senn mécht. Ee Policebüro, dee just mat véier bis fénnef Leit besat ass, risquéiert zuo se zinn, wann ech e brauch. De Minister hat dat och virdrun erklärt. Et schéngt eis logesch ze zinn, datt eng gewësse Gréiss vun enger Équipe en Avantage ass fir eng effikass Aarbecht. Wéi dat am Detail ausgesäßt, wäerte mer jo da gesinn, wa mer d’Gesetz kréien.

Natierlech ginn och mir mat Demandé konfrontéiert vu Gemengepäpp a vu Polizisten, déi net wellen, datt hire Büro verschwénnt. Et ass jo en allgemengen Trend, alles ze konzentrieren. An dat gëtt net jiddwerengem gerecht. Ech erënneren och un d’Zoumaache vu ganz ville Postbüroen, dat mer jo och hei debattéiert hunn, dat mer matgedroen hunn. Mä dat bréngt natierlech ganz vill Gespréich an Diskussiouen.

Ech kommen aus dem Kanton Miersch. Ech sinn nach dee leschten députéierte Vertreider aus dem Kanton Miersch. Mir stellen do fest, datt ech zum Beispill, well d’Region Miersch a Capellen verschwannen an zu Miersch d’Direktioun verschwénnt, natierlech oft domat bombardéiert ginn, wat mer dann do maachen. Vlächt kann de Minister dozou herno och nach eng Ausso maachen.

Mir sinn also principiell als Gréng der Meenung, datt eng Fusioun sénnvoll ass. Mir fannen och dem Minister seng Décisioun, fir keng Fusioun ze forceéieren, zumindrest politesch clever a richtege. Wa mer déi betraffe Leit op de Gemengen net iwwerzeugt kréien, datt eng Fusioun am Intérêt vun de Bierger ass, da losse mer d’Fusioun ebe sinn. Den Intermédiaire, d’Communauté de commissariats misst dee Wee sinn, deen ebe weist, datt dat eng gutt Iddi ass an datt dat ka funktionéieren.

Ech war eigentlech erstaunt, datt bis elo just zwou Gemengen net domat d’accord sinn. Dat gëtt jo och hei a Fro gestallt. Mä trotzdem, et si ganz vill Gemengen, deenen dat alicht, déi mat op de Wee gi vun der Communauté de commissariats respectiv vun der Fusioun.

Wann et da vun enger verstärkter Zesummenarbecht bis zu enger Fusioun kénnt, da sti jo och nach eng ganz Rei praktesch Froen am Vierdergrond: Wéi ass et mat den Infrastrukturen a Gebailechkeeten? Do misste jo dann och Kritäre gëllen, wou déi beschte Platz ass fir e fusionéiert Polizeikommissariat. An och ganz praktesch Froen, wéi: Wou ass e Gebai, dat mer kenne fir déi Zwecker notzen, respектив och nei bauen, wann dat muss de Fall sinn?

Léif Kolleginnen a Kolleegen, déi gréng hate schonn d’Reform vun 1999 énnerstétzt, aller-

déngs beim Vott hate mer eis enthalten. Mä ech hunn dee ganzen Débat nogelauscht. Mat de Grondlinne ware mer averstanen. Mir sinn och haut mat der Reorganisatioun vun der Police judiciaire averstanen, och mat den Aufgaben, déi d’Police judiciaire muss erfëllen.

Zum Problem vun den Drogendelikter, do géife mer eis wënschen, datt mer vlächt an Zukunft eng Kéier eng aner Approche an der Drogopolitik kréichen. Dat géif och ganz vill Kräfte libérieren.

► **Mme Viviane Loschter (déi gréng).**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Wat d’Police administrative ugeet: Jo, Preventioun ass wichteg. D’Police administrative soll hir Aarbecht kenne gutt maachen. De Minister huet an de Raum gestallt, datt de Contrôle d’identité ka gemaach ginn, datt se kenne Fouillé maachen, datt se kenne Saisié maachen. Dat ass wichteg! Mä, an dat huet de Minister och gesot, an ech soen et nach eng Kéier, well et eis ganz wichteg ass: Domat schränke mer och déi individuell Fräiheit an, an duerfir brauchen esou Aktivitéiten e juristeschen Encadrement! Do si mer mam Minister eens.

Mir énnerstétzen also souwuel d’Virgoensweis wéi d’Richtung, déi d’Regierung haut aschleit. A mir sinn zouversichtlech, datt mer déi Gesetzesstexter dann och an der Kommissioun mat deem néidege Seriö an dár néideger Kollegialitéit wäerten diskutéieren an nach an dëser Legislatur votéieren an och émgesat kréien.

Zum Schluss wëll ech nach kuerz op eng Problematik agoen, wou mer héchstwahrscheinlech net musse légitéréieren, wou ech awer bei der Lektür vum Audit zimlech erféiert war, an zwar iwwert den Zoustand vun der interner an externer Kommunikatioun bei eiser Police.

E ganz héije Prozentsaz vun deene Leit, déi bei der Online-Émfro matgemaach hunn, hu gesot, si wieren éischter bis ganz d'accord, datt et noutwendeg ass, d’intern Kommunikatioun bei der Police ze verbesseren. Ech mengen, et ass kee Statsgeheimnis, fir ze verroden: 89% hunn dat esou ausgedréckt an deem Audit. Am Audit sinn och déi verschidde Weeën vun der Kommunikatioun ugefouert ginn an och méiglech Verbesserunge sinn ugeschnidde ginn. An eisen Aen ass dat e ganz wichtige Punkt, fir méi eng effikass Policearbecht ze kréien. An ech mengen, dat wier och eng Pist, déi onbedéngt misst weiderverfollegt ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet. An dat war et.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten huet d’Wuert den Här Fernand Kartheiser fir d’ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mir soen der Regierung Merci, fir d’Géleeéneetze ze henn, hei elo iwwert d’Police ze diskutéieren an e puer Propositionen ze maachen. Mir soen och Merci fir déi Notten, déi mer kritt hunn, fir dës Diskussioun virzebereeden. Fir eis ass keen Zweifel, datt et eng Noutwendegkeet gëtt, fir d’Police ze reforméieren, elo no 17 Joer Fusioun zénter 1999.

Ech wéllt vlächt fanke fir ze soen, datt d’ADR d’Police an d’Poliziste voll énnerstétzt. Et ass eng ganz schwéier, eng geféierlech Aufgab, fir déi mer dankbar sinn, datt se gemaach gëtt, datt se gutt gemaach gëtt. Mir erwaarden eis, datt d’Poliziste mat Respekt behandelt ginn. Mir wäerten dat als ADR émmer maachen. Mir gesinn, datt dat vlächt am Abléck net émmer vun der Regierung mat enger glécklecher Hand gemaach gëtt a verschidde Négociatiounen. A mir wënschen eis, datt dat anescht gëtt.

Et gëtt an Onsécherheitsgefille an der Gesellschaft. Et gëtt Gewalt géint Persounen zu Esch, zu Ettelbréck, an der Stad, op anere Plazzen, wat eng inakzeptabel Entwécklung ass! A mir sinn och konfrontéiert mat enger grenzivwerbeschridender Kriminalitéit, déi eng Réalitéit ass. Alles dat féiert eis dozou, fir dem Sécherheitsgefille an der effektiv reeller Sécherheit an der Gesellschaft musse vill méi Opmerksamkeet ze schenken. An dofir, wéi gesot, ass et och néideg, elo iwwert d’Police ze diskutéieren.

Wann ech gesot hunn, datt een d’Police muss mat Respekt behandelen, dann denken ech och un all déi materiell Aboussen, déi an der leschter Zäit awer geschitt sinn, ugefaange bei den Déngschwunnungen, wou och ganz vill Duerjernee war, oder och bei der Diskussioun elo ém de Casernement vun de Polizeischüler, hiren Titel, hir Rémunératiounen, d’Carrières allgemeng bei der Police a vun de Primmen. All déi Diskussiounen sinn nach net eriwwer. Mä ech wollt awer hei soen, datt mir alles, och déi materiell Konditiounen vun der Police, wäerte genee verfollegen an am Prinzip virun der Force publique stinn, och virun der Police, fir

justifiéiert Revendicatiounen ze énnerstétzen.

Als Politik musse mer weisen, datt mer Vertrauen an deen eenzelne Polizist henn. An do gëtt et zwou Saachen, déi ee vlächt direkt muss soen. Dat eent ass d’Protection du fonctionnaire, d’Assistance juridique fir dee Polizist, deen a sengem Déngschkt steet. Dat ass keng Klenggekeet!

De Polizist ass dacks konfrontéiert mat ganz schwierigen, oniwversichtleche Situationsen, déi e muss aschätzen a wierklech komplexen Émstänn. E muss eventuell seng Waff benotzen. An dann ass et fir de Polizist ganz wichteg, fir ze wëssen, datt de Stat hanner him steet, datt d’Regierung, datt mir alleguer Vertrauen an en henn, datt mer seng Protektioun garantéieren, et sief dann, et géif sech herno erausstellen, datt eng Faute grave virgeleeën hätt, a wou en Droit de recours deen Abléck misst méiglech sinn.

Mä u sech, d’Versécherunge vum Polizist, seng Responsabilité civile, d’Assistance juridique, wann eppes geschitt, dat muss en Automatismus ginn. A mir wäerten drop oppassen, a mir hoffen, datt dat och an deem neie Gesetz besser geregt gëtt, oder ganz geschwënn esou geregt gëtt, datt d’Poliziste keng Angscht müssen henn, fir hiren Déngschkt ze erfëllen, a wëssen, datt mir hanner hinne stinn, wann e Problem ass.

Den Här Minister Schneider hat am Ufank, wéi en ugetroeden ass, proposéiert, datt de Polizist och misst emol dat Recht erém kréien, fir bei Bagatellen duerch d’Fangeren ze kucken. Dat hate mer eng gutt Initiativ fonnt. Et gëtt elo net méi dovu geschwät an dat ass schued.

De Polizist ass keng Maschin. De Polizist muss e menschlech Bild vun der Police och kenne vermëttelen, notamment wa mer vu Police de proximité oder esou schwätzen. E muss och kenne bei Bagatelle soen: „Komm, et ass gutt fir déi Kéier, mä maach et net nach eng Kéier.“

Dat ass eng Approche, déi menschlech gewiescht wär. A mir géifen eis och als ADR derfir ausschwätz, dee Wee net ze vergiessen an, nach eng Kéier, déi Iddi opzegräfen, déi awer och d’Police an den Ae vun der Éffentlechkeet kint e bësse valoriséieren an deem ezelzene Polizist och méi Spillraum ginn.

Mir brauchen als Politik eng Énnerstétzung vun der Police duerch eng adequat Legislatioun. Mir müssen hinnen d’Méttele ginn. A vlächt, well dat elo e grousst Thema ass, wëll ech haut mat der Personalsituatioun ufänkt, d’Personnalstäärt, dat wësse mer och schonn zénter Joren, geet net duer.

An dëser Debatt - dat ass eng Schwächt vun dár Nott, déi eis virgeluecht gouf, déi ass effektiv reell - gëtt net gesot, wou d’Police soll hingen. D’Regierung presentéiert eis net eng Iddi, fir ze soen: eng Police vun 2.000, 2.100, 2.200, déi esou an esou soll organiséiert sinn. D’Organisatiounspro ass zwar zum Deel uge schwät, awer déi gesamt Personalstäärt, do, wou d’Police eng Kéier soll sinn à l’horizon vun deem Jor, dat feelt.

Mir hätten och gär, datt et kloer ass, datt d’Police als eng Verwaltung am Pouvoir exécutif confirméiert gëtt. Et kann net sinn, datt en Deel vun der Police énnert d’Kontroll vun der Justiz kënnt. Datt d’Justiz ka mat an den Enquêtes décidaieren, ass eng Selbstverständlichkeit, soulang mer déi Organisatioun esou henn, muss den Untersuchungsrichter natierlech seng Méiglechkeeten henn, awer d’Police, och d’Police judiciaire, ass en Deel vun Pouvoir exécutif.

Mir müssen, wa mer iwwert d’Personal schwätzen, zemoools an deem aktuellen internationalem Emfeld, och d’Unité spéciale am A behalen. Doriwver ass bis elo och net geschwät ginn. Et ass awer e ganz wichtegen Deel vun der Police. A mir sollten, än



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

Genausou wéi mer musse kucken, datt mer qualifiziert zivill Spezialiste kenne rekrutéieren, fir zum Beispill an der Cyberkriminalitéit oder bei der Criminalité financière oder an der Ekonome kennen déi néideg Kompetenzen an der Police ze hunn.

Wat d'technesch Moyenen ugeet, ass et fir eis ganz kloer, datt mer am Cyberberäich - Phishing oder esou - och d'Police müssen oprüsten.

An déi Iddi, fir en elektronesch Kommissariat anzeriichten, fir Informationen ze ginn oder Klengegkeeten ze erleedegen, ass och e richete Wee, dee mer ausdrécklech begréissen.

D'Organisatioun vun der Police, eigentlech den Haaptsujet an deem Audit, oder ee vun den Haaptsujeten, dat ass eng ganz komplex Saach. Mä zum Audit selwer, do si jo eng Rei Kritiken do, an déi sinn och zum Deel berechtegt.

Wann een zum Beispill seet, datt een en Audit wéllt maachen, deen eng gewësse Confidentialitéit garantéiert, dann ass déi éischt Fro, déi sech stellt: Firwat muss een dann en Audit externe vun der Police un eng Privatfirma ginn, déi keng Clearance huet, déi keng Befugnis huet, geheim Dokumenter ze gesinn? Firwat kann een dann, wann een en Audit externe wéllt maachen - also net eben d'Police -, net eng aner Statsverwaltung domadder beoptragen, d'Arméi zum Beispill, oder eng aner Verwaltung, fir der Police ze héllefen, sech ze auditéieren? An émgekiert, wann et da muss sinn. Mä fir dann eng privat Firma ze hunn a fir ze soen: „Mir kenne den Audit net publizéieren, well confidentiel Informationen drastinn“, an da gëtt een et awer un eng Firma, déi awer déi d'Sécherheetskritären a priori net erfëllt, dat schéngt eis en abenteuerleche Wee ze sinn!

Genausou wéi ee muss oppassen, datt déi Immixtioun, déi Proximitéit téschent der Regierung an dár Firma, déi hei geholl ginn ass, datt dat kenne Problemer ginn. Et gëtt nach en aneren Artikel, den Här Wolter, mengen ech, hat dee genannt och: D'Létzebuerg Land hat en Artikel publizéiert am September 2015, wou eng Proximitéit téschent der Regierung an enger privater Entreprise constatéiert ginn ass, wat der Politik allgemeng net guttdeet.

An da gëtt déiselwecht Firma beoptraagt, fir dann de Suivi ze maache vun dár Reform. Vun dár Reform, déi et, wéi gesot, och nach net gëtt! Mä déiselwecht Firma, do gëtt eis da gesot aus de Groupes de travail, datt déi Firma Leit dohischéckt, déi kee Létzebuergesch schwätzen. Et gëtt awer Létzebuergesch an de Groupes de travail geschwatz. Wann dat stëmmt - ech war selwer net derbäi, mä dat sinn déi Informationen, déi mir kréien -, da freet ee sech: Wat ass dann d'Efficacitéit vun engem Suivi vun enger Firma, déi a Reuniounen sétzt, wou se d'Sprooch net schwätz, déi awer do geschwatz gëtt?

Da muss ee kucke bei der territorialer Reorganisatioun - mir sinn net do dergéint -, ech mengen, et muss een d'Efficacitéit kucken, ob dann elo herno d'Police ka besser fonctionnéieren, wa se sech dann anescht organiséiert. Ech géif wéi d'Englännner soen: The proof of the pudding is in the eating. Mir kucken herno, wat dann elo dobäi erauskënnt. Mä et muss garantéiert sinn am Land, datt et keng Zones de non-droit gëtt!

Et ass kloer, datt an deene Brennpunkten, déi mer hei am Land hunn, eng effikass Police-präsenz muss sinn. De Fluchhafen ass net genuch respektéiert. All déi Froen, déi kenne mer elo nach vläicht uschwätzen. Et ass jo nach kee Projekt de loi déponéiert an et ass wichteg, datt mer dat vergläichen. Ech mengen, wien um Findel ass, mierkt ganz séier, datt wäit manner Polizeipräsenz op eisem Fluchhafen ass wéi op aneren. An et muss ee sech froen, ob dat justifiéiert ass oder net.

Datt d'Police muss dat néidegt Material hunn, ass fir eis och keng Fro.

D'Police administrative: Fir eis als ADR hu mer émmer gesot, datt mer gär e Gesetz hätten iwvert d'Police administrative. Am Prinzip kenne mer dat awer begréissen. Mir wéllen awer och gläich kloermaachen: Mir wélle keng zweet Police duerch d'Pecherten, duerch d'Agents municipaux. Dat géif erém Konkurrenzsituatiounen, Kompetenzrivalitéiten an aner Problemer schafen, déi mer u sech net brauchen.

Mir stelle fest, datt zu Létzebuerg d'Police einfach vill manner Kompetenzen huet wéi am Ausland ronderëm. Dat ass ganz wichteg, wa mer driwwer schwätzen, iwvert dee Kader, an deem d'Police administrative sech kann dérouléieren. Hei gëtt gesot, an dat géif ech richteg fannen, datt mer mussen e klore legislative Kader fixéiere fir d'Aarbecht vun der Police administrative: Fouillen, Sécherheetsperimeter, Saisien, Platzverweis, all déi Saachen, déi sollen e klore legislative Kader hunn.

Wann awer elo gesot gëtt: „Si müssen och e klore juristische Kader henn“, kann dat vläicht drop hindeiten, datt och bei der administrativer Police erém eng Implikatioun vun der Justiz do ass, déi vläicht guer net néideg ass, am Vergläch och notamment zu deene Regelungen, déi am Ausland fonnt gi sinn. An da musse mer soen: Wann de Parquet oder anerer sech iwwer eng Surcharge de travail bekloen, dann ass dat och eng Fro vun der administrativer Vereinfachung, fir bei Bagatellinterventiounen vun der Police administrative net misse selwer do saisiert ze ginn.

Mir hätten also gär eng Upassung vun der Egestännegkeet vun der Police an hirer Polizeiaarbecht, eng Egestännegkeet par rapport zu der Justiz, ouni ze iwwerdreiwen, mä einfach emol dat als Inspiration huelen, wat a verschidde Länner ronderëm eis d'Regel ass. Ech mengen, och dat géif der Polizei ganz vill héllefen.

Wa mer iwwert d'Police schwätzen, ee Wuert och iwwert d'Magistratur. Mir hunn eis émmer déi Fro gestallt, ob et net och e rechtsstaatliche Problem ass, datt d'Magistratur - dee Pouvoir vum Stat, deen am mannste kontrolléiert ass! -, och elo net némme groussen Afloss an der Police judiciaire huet, mä och an der Inspection générale de la Police, och am Geheimdéngscht. A lues a lues huet d'Magistratur en émmer méi groussen Afloss op d'Police hei am Land.

Do soe mir: Ass dat net e rechtsstaatliche Problem per se? An do musse mer kucken, wéi sech déi Saachen entwéckelen, vläicht och eng Kéier am Kontext vun engem Conseil supérieur vun der Magistratur, oder wéi och émmer. Mä déi Tatsaach, datt d'Magistratur sech personalméisseg ausbreit, dat ass eng rechtsstaatliche Fro per se. Dat ass net ad personam, et geet mir net ém Leit hei, et geet ém de Prinzip, wou mir eis als ADR d'Fro stellen: Musse mer net eng kloer Trennung téschent dem Exécutif an dem Pouvoir judiciaire awer bääbehalen?

Dann d'Missiounen: An Zäite vun Terrorismus an organiséiter Kriminalitéit ass et wichteg, datt mer eng gutt Koordinatioun téschent Police a SREL hunn an datt mer elo net iwwer Europol oder aner Prozeduren der Europäischer Kommissioun do Kompetenze ginn, wéi dat awer vu verschidde Säite gewünscht ass.

Auslandsmissiounen an territorial Sécherheet si personalopwendeg a si ginn émmer méi heeffig. Mir mussen derfir suergen, datt d'Police, och wa se am Ausland ass, legal a statutaresh ofgeséchert ass, fir déi Auslandsmissiounen ze maachen.

Dat gëllt och bei deenen Iddien, déi am Abléck zirkuléieren, fir eng Militärpolizei ze maachen. Dat kann ee jo als Zesummenarbecht téschent Arméi a Police gesinn. Wann d'Police am Kader vun enger Militärpolizei géif intervenéieren, dann ass natierlech och d'Fro vum Statut disciplinaire ginn. Wa se an enger Militäroperation evoluéiert, da misst jo eigentlech de Statut disciplinaire dee si vun der Arméi. Ech mengen, och do muss een dann oppassen, wann een de Statut disciplinaire vun deenen zwou Administratione wéllt ännernen, datt do, wou se sech iwwerschneiden, awer kloer ass, wien de Kommando huet an no wéi enge Regelen dann décidéiert gëtt.

Grenziwwerschreidend Kriminalitéit, do hu mir émmer gesot, datt mer oppe Grenze wéllen, awer némme fir déi éierlech Leit, an datt mer bereet sinn, d'Schengen-Traitéen ze reforméieren, net némme wéinst der aktueller Migrationskris, mä och fir déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit kenne méi effikass ze bekämpfen. Mir hu gesinn, datt punktuell, cibléiert Grenzkontrolle gutt Resultater hunn. Mir haten och an der Vergaangenheit, wéi mer d'Grenzen nach haten, vill Leit kénnen un de Grenzen festhuelen. Grenzen hunn Nodeeler, dat ass sécher. Mä si hunn net némme No-deeler, si hunn och eng ganz Rei Virdeeler.

Mir wéilten och d'Police entlaaschten, entlaaschte beim Gefaangenentransport, wou mer och kéinte verschidden Untersuchungsrichter invitéeieren, fir méi an d'Prisongen ze goen.

Mir brauchen en direkten Informationaus tausch mam Ausland. Deen ass elo amgaang émgesat ze ginn. Mä och do hätte mer gär, datt en einfach émgesat gëtt: datt eng Information policière eng Information policière ass an dann net muss iwwert den Émvee vun der Justiz fueren, well et geet drëm, vu Polizei zu Polizei kenneen ze communiqueréieren.

Wat den Asaz vun Ziviliste betréfft, wou ee Polizisten duerch d'Zivilisten ersetzt, do muss een oppassen, datt een net dann d'Perspektive fir déi eeler Polizisten ewechhelt, well si kenneen heiansdo net bis déi ganz héich Déngschtrijoren um Terrain bleiwen.

Gesetzlech Ännérungen, och bei der Mendicitéit, sinn absolutt néideg. Mir denken, datt et e Mëssbrauch vun der libre Circulation des per-

sonnes ass an der EU, fir organiséiert Heesche bande vun engem Land zum aneren ze schécken.

Bei der Violence domestique sollte mer kucken, ob de premier Intervenant wierklech émmer muss d'Police sinn, oder ob net de Samu social méi appropriéiert wier.

A bei auslännesche Gewalttäter froe mer eis, ob mer net sollten erém zréckkommen an de Geriichter d'Méiglechkeet ginn, fir eng Interdiction de territoire auszeschwätzen, wéi dat fréier de Fall war.

E lescht Wuert, well ech gesinn, ech hunn nach just fénnef Sekonnen: D'Motivatioun vun der Police ass eis och ganz wichteg. Mir hätte gär, datt kloer Moossname géint Rebellioun gefasst ginn, fir datt d'Polizisten och do kenne sécher sinn, datt se énnerstétzzt ginn. Mir denken, datt och mussen d'Gesetzer esou geannert ginn, iwwer verschidde Méiglechkeiten - a Frankräich gëtt et elo zum Beispill eng Compération immédiate -, fir datt e Gewalttäter, dee vun der Police verhaft gëtt an engem Richter oder engem Untersuchungsrichter virgefouert gëtt, net mat der Police erém eng Kéier d'Gebai da verlësst. Ech mengen, dat dréit net zur Motivatioun vun der Police bái an och net zum Sécherheitsgefill an eiser Gesellschaft!

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR)** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président** - Merci och dem Här Kartheiser. A leschten ageschrifwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk)** - Merci, Här President. Et ass net grad all Dag, datt déi Lénk sech zur Polizei äussert. Wahrscheinlech...

(Brouhaha)

Wahrscheinlech huet et och domadder ze dinn, datt - dat muss een och soen - Lénker, an domadder verstinn ech net némme Membere vun déi Lénk, mä Militanten, Lénker am breede Sénn, oft mam Sécherheitsapparat ze dinn haften. Wann ech awer soen, datt mer oft mam Sécherheitsapparat ze dinn haten, da muss een awer betounen, datt et net onbedéngt am kriminelle Kontext...

(Interruption)

Neen, neen, datt ee militéiert, datt ee manifestéiert. An deem Sénn, net am kriminelle Sénn! Op jidde Fall net am strikte Sénn huet een et esou ze gesinn. Ech mengen, et kenne wahrscheinlech och nach Leit hei an der Chamber dovunner, deemno wéi, témoignéieren an - wie weess? -, souguer vläicht an der Regierung.

Ech muss awer eng Saach kloerstellen: D'Rosenrei huet sech am Prinzip u sech net géint d'Poliziste selwer gericht, mä géint d'Gesetzer, déi een als ongerecht empfénnt. D'Membere vun der Police, d'Foussvollek vun der Police, dat sinn oft Beamten, déi och aus klenge Verhältnisser stamen an och en Intérêt drun hunn, datt et Leit gëtt, déi sech fir Gerechtegeet engagéieren.

An enger Gesellschaft, déi korrecht funktionéiere géif, wou mannen sozial Énnerscheeder téschent soziale Klasse géifen existéieren, wou de Fetisch vum Profit sech géif opléisen, do hätte mer wahrscheinlech eendeiteg manner de Besoin vun engem répressive Sécherheitsapparat. Esou wäit si mer awer net.

Här President, eis Gesellschaft ass vu Gewalt geprägt. An ech schwätzen net némme von der physicscher, brachialer Gewalt, vum Klaufen, vum Schloen, vum Doutschloen, ech schwätzen och vun der alldéeglecher Gewalt an der Aarbechtswelt, wou Mënsche sech esou bëlleq wéi méiglech musse verkafen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech schwätze vun der Gewalt, déi eins als Kompetitivitéit bezeichnet an déi doranner besteebt, datt um Enn all d'Mënschen déi aner als Konkurrenten gesinn!

Wien eng Gesellschaft wéllt, wou jiddereen a Kompetitioun mat deem aneren ass, wéi dat zurzäit de Fall ass, dee kritt keng Solidaritéit, mä dee kritt eng Gesellschaft, déi vum Frust geprägt ass a vun der Angscht. Wien esou eng Gesellschaft wéllt, wou d'Mënschen a Gewënner an noutgedrongen a Verléierer agestuuft ginn, dee muss domadder rechnen, datt vill Leit, émmer méi Leit vum Wuelstand ausgeschloss ginn.

An dee muss domadder rechnen, datt et och Mënsche gëtt, bis ganz énnen an der Gesellschaft, déi d'Raubtiermentalitéit, déi sech op héijem Niveau ofspillt, op hirem Niveau reproduzéieren. Och wann et net ze entschéllegen ass, muss een et novollzéie kennen. D'Problemer kann een némme léisen, wann ee se identifizéiert huet.

E Stat ass par définition e répressiivt Gebilde an en ass och eendeteig manner neutral, wéi dat formal festgeluecht gëtt, wann ee vu Gläichheit vum Bierger virum Gesetz schwätzt. An

der Realitéit, wann et haart op haart kennt, wa gréisser Interessen, Milliardeninteressen am Spill sinn, da mierkt ee ganz schnell, d'Gläichheit virum Gesetz eppes ganz Relatives ass. Dés Diskussioun gëtt jo permanent gefouert, och hautzudaags nach émmer zu Létzebuerg am Kader vun der Steiervermeidung. Wat legal ass, ass jo net onbedéngt moralisch, gëtt gesot. Mä do gesi mer schonn, wat Relativitéit heesch.

Et misst ee sech och iwwerhaapt virstellen, wann zum Beispill géife vläicht legal oder legal interpretéierbar Nischen existéieren, déi engem et géifen erlaben, Sozialleeschungen ze kreien, déi een net zugutt huet: Do géif ech gäre gesinn, wat fir eng Leit op eemol do géifen dergéint protestéieren!

Mä nichtsdestotrotz menge mir awer, trotz all deene Remarquen, déi ech als Aleedung muss maachen, well mir eng Gesellschaftskritik hunn, déi vläicht net jiddereen huet, musse mer soen, datt trotzdem och d'Police an där Gesellschaft, an där mir lieuen an déi On gerechtegeet an Ongläichheete produzéiert, eng sénnvoll Roll ka spiller, well och méi Schwacher brauche Protektiouen. An an der Realitéit ass et awer och esou, datt vill Beamten, ganz vill Beamten do derfir suergen.

D'Police ass e Service public, deen engem Bierger héllefe kann, wann en eppes geklaut kritt huet, wann e mat Gewalt konfrontéiert gouf, oder fir méiglech Gewalt ze verhënneren. Dofir ass et wichteg, datt d'Personal souwuel gutt forméiert an encadréiert ass, awer och a gudde Konditiounen schaffe soll. Gereitz an iwwerfuert Polizeibeamte wéllt kee sech hei leeschten.

Den Audit war bestémmt eng gutt Initiativ, och wa Lacunnen dra sinn. Et muss een awer och soen, et sinn e puer Donnéeén, déi een awer gäre gehat hätt, notamment och iwwert de Bilan oder iwwert d'Inspection générale de la Police. Well och wann d'Policebeamte musse korrekt traitéiert ginn, musse korrekt Aarbechtskonditiounen hunn a musse Rechter hunn, hu se och Verflichtungen, an dat muss och seriösuiviert ginn. An et wier interessant, och ze gesinn, ob dat och émmer esou deementspreichend geschitt.

Wann ee sech dann deen Audit awer och ukückt, da versteet een och, firwat ganz schnell Verbesserunge solle geschafe ginn. Allerdéngs freet ee sech, wéi et méiglech ass, datt an engem esou finanzkräftige Land wéi Létzebuerg - wat am Prinzip d'Méttele misst hunn, fir der Police a korrekten Aarbechtskader ze bidden -, esou vill organisatoresch Schwaachstelle bestinn, esou vill inkohärent Verdeelunge vu Beamte sinn uechtern d'Land.

Wat mech stutzeg gemaach huet, quitte datt ech schonn dovunner héieren hat, ass, datt grad an deene Kommissariater, déi op méi sensibele Plazen agéiere müssen - an do denken ech zum Beispill un de Garer Quartier an un d'Stad Esch -, deelweis déi schlechtesten Aarbechtskonditiounen bestinn. Vun den desolate Gebaier ofgesinn, ass et mir schleierhaft, wéi een esou laang toleréiere konnt, datt grad op dése Plazen déi jéngste Beamte schaffe müssen, also déi, déi nach am mannsten Erfahrung sammele konnten, fir mat méi quokeye Situationen kenneen eens ze ginn. Dann ass et natierlech och kee Wonner, wa sech der vill dovunner mutiéiere loosser, soubal se d'Geleeënheit dozou hunn. Dat kann ee verstoen.

Am Audit gëtt sech och vill mat der Fro vun de Commissariats de proximité respektiv d'intervention beschäftegt. Datt se eng Reorganisation brauchen, schéngt jo keen ze bezweifelen. Wann een zréckbléckt op dat, wat als Commissariat de proximité bezeechent gëtt, muss ee sech awer d'Fro stellen, ob se deen Titel och wierklech verdéngt haten. Skurrill Éffnungszäiten, matzen an de regulären Aarbeitzäiten, zum Beispill téscht 14.00 a 16.00 Auer, si jo net grad aluedend fir d'Bierger. Mä dat soll sech jo ännern.

Gewësse Kommissariater sinn och iwwerhaapt heiansdo dee ganzen Dag net besicht ginn. Bon, dat huet wahrscheinlech awer och, muss ee soen, domadder ze dinn, an dat däerf een och net aus den Ae verléieren, datt d'Sécherheetssituatioun hei am Land trotzdem net esou katastrophal ass, wéi se heiansdo duergestallt gëtt. Et brauch ee se just mat eisen Nopeschlänner ze verglächien.

Mä wat och wichteg ass, an eisen Aen, dat ass, datt e Commissariat de proximité justement och eng deseskaléierend Funktioun muss hunn. Do brauch ee just och ze k



minister war. Do kann ee sech nach drun erënneren, hien huet se ofgeschaaft an hat nach dobäi betount, d'Police wier net do, fir mat Jonke Fussball ze spullen. Et stëmmt, datt a gewësse Quartieren, sensibele Quartieren, d'Poliziste mat Jonken, e bësse méi sensibele Jonken, Fussballtournioen organiséiert haten.

De Prinzip war jo an deem Senn, fir eng kollegial, net strikt repressiv Approche ze hunn, d'Leit ze kennen, hir Liewenskonditiounen ze kennen - meeschters koume se och aus deem selwechte Quartier -, capabel ze sinn, mat hinnen ze schwätzen, derfir ze suergen, datt se keng illegal Dote maachen, amplaz just anzegräfen, wann et scho fir jiddereen ze speit ass. Dat waren dem Sarkozy seng Law-and-Order-Gestikulationen, an déi hunn dozou gefouert, datt an deene Quartieren d'Situatioun sech duerno verschäerft huet.

Zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun natierlech net esou dramatesch, quitte datt et aver Plaze gëtt, wou e Mix vu sozialer Ausgrenzung a gewësse Forme vun Delinquenz a vun organiséierter Kriminalitéit existéieren. Dat kann een natierlech net némme polizeilech lëisen. Dofir muss een eng entsprielend Sozial- an Aarbechtspolitik bedreiwen an eng entsprielend urbanistesch a Logementspolitik. Allerdéngs kann et net sinn, datt grad op dës Plaze jonk an onerfuere Poliziste geschéckt ginn, déi, deemno wéi, net vun do kommen.

Ech wollt awer och nach eppes zur Polizeipräsenz soen. Do hunn ech och keng Léisung, mä ech weess elo och net, wat am meeschters berouegt, an zemoools, wat am meeschters effizient och ass. Et gëtt émmer gesot, datt et d'Leit géif berouegen, wa vill Polizeipräsenz do ass oder Patroullen duerch d'Stroosse fueren, och a Quartieren, déi awer wierklech ganz, ganz roueg sinn. Ob dat wierklech eng Wirkung huet oder ob dat net vlächt justement dozou féiert, datt d'Leit sech nach méi Suerge maachen, wa se méi Polizeipräsenz gesinn, dat ass eng Fro, déi ech gären opwerfen. Ech hat awer och net den Androck, datt deen Aspekt am Audit behandelt gouf.

Wat mech awer och interesséiert, ass ze wëssen, wéi vill Geld a wéi vill humanen Engagement an d'Poursuite vun aneren Delikter gestach gëtt. Et ass e bësse schonn ugeschwatt gi vum Här Adam virdrun, mä ech mengen, doborber muss een awer wierklech agoen.

An ech wéll vun der Drogerepressioun oder vun der repressiver Drogopolitik schwätzen. Et muss ee particulièrem stur sinn hautzuaggs, fir ze mengen, datt eng repressiv Drogopolitik de problemateschen Drogekonsum erofsetzt - ganz am Géigendeel! -, oder zu méi Sécherheet féiert.

Déi repressiv Drogopolitik féiert net némmen zu engem phenomenale mënschleche Gaspillage: Toxikomanen, déi frelatéiert Produite consomméieren, well se sech déi um Schwaarzaart beschafe mussen, e Schwaarzaart, deen a Wierklechkeet mam Mënschenhandel verstreikt ass a wou d'Bénéficiairé Grousskrimineller sinn, déi a gewësene Partié vun der Welt sech onmoosseg beräicherent.

Et däerf een och net vergiessen: Grosso modo zwee Drëttel vun den Insassen zu Schraasseg hunn eppes mat Drogokriminalitéit ze dinn, een Drëttel direkt an een aneren Drëttel indirekt, dat heescht, dee sëtzt do wéinst verschidde Forme vu Beschafungskriminalitéit.

An och zum Beispill déi Männer, meeschters aus dem Nigeria, déi Stoff op der Gare zum Beispill verkafen, sinn a Wierklechkeet ganz oft Affer vu Réseauen a kenne vun hire Cheffen och ganz staark brutaliséiert ginn, wa se rebeléieren oder net richteg oder genuch verkafen. Dat ass u sech dee „männleche Stréch“, wann een esou wéllt, an däri Situatioun.

Eng reguléiert Drogopolitik hätt also derzou bïagedroen, datt mer éischters net onbedéngt an en neien, deiere Prisong hätte missen investéieren, an zweetens géif se der Police wahrscheinlich eng Sisyphusaarbecht ewechhuelen an hir erlaben, sech op méi wichteg Fäll ze konzentrieren. Zum Beispill kéint een eng Sektion konsequent verstärken, an zwar déi, déi fir wirtschaftlech a finanziell Kriminalitéit zoustanneg ass.

Virdru gouf gesot, et dierft ee sech net ze vill op déi grouss Finanzkriminalitéit konzentréieren an et misst ee sech méi op déi kleng Kriminalitéit konzentréieren. Mä ech kann do jiddweree berouegen - wann een den Audit liest: Et gëtt sech net op déi grouss Finanzkriminalitéit konzentriert, net datt d'Police net wéilt, mä well se déi Mëttelen einfach net huet.

(*Mme Simone Beissel prend la présidence.*)

A wann et net esou eescht wier, kéint ee scho bal driwwer laachen. Also ech mengen, déi, déi et gelies hunn, déi kenne sech vlächt erënneren u gewëssem Zitater. An ech mengen, déi Polizisten, déi Beamte vun däri Sektion spiere sech ganz alleng gelooss vis-à-vis vun hirer Clientèle, déi eendeiteg besser gerüst ass, fir an esou enger komplexer Matière hir Méssdoten duerchzeféieren.

Mä ech stelle mer och d'Fro, ob dat a Wierklechkeet net émmer politesch gewollt war. Dat wier näamlach ganz kohärent mat der zum Beispill och inkzeptabler Ennerbesetzung vum Service de révision am Finanzministère, also deem Service, deen dem Steierbedruch nogoe soll.

Et kann een och nach en Interview noliesen am „Lëtzebuerg Land“ vu viru Kuerzem, dee mam Här Fernand Müller gefouert gouf, also dem ehemolegen Direkter vun deem Service, dee bei de Luc Frieden émmer gepilgert ass, fir méi Personal ze kréien, an e krut émmer gesot: „Dir musst Ár Aarbechtsweis adaptéieren!“ Dat heescht, wat et wéllt heeschen.

An da misst een och kucken, dat steet zwar net am Audit dran, mä ech krut et awer gesot - d'Land ass kleng! -, firwat datt Beamte vun däri Sektion Écofin, wa se scho versichen, op engem déckem Dossier ze schaffen, e richteg décke Fësch versichen ze fänken, net onbedéngt déi richtege Ennerstëtzung dofir kréien.

Ech hu virdru vun organiséierter Kriminalitéit a gewëssem Quartiere geschwatt; géint déi muss een natierlech virgoen, an do ginn och Mëttelen derfir agesat. Ech kann net aschätzen, ob et déi richtege sinn; ech sinn net aus dem Beruff.

Et ginn awer net déiselwecht Mëttelen agesat géint déi organiséiert Wirtschaftskriminalitéit, déi a vill méi héjje Sphäre feststetzt. Leider ass et eben och an der Kriminalitéit wéi am richetege Liewen: Déi Déck kommen émmer besser ewech. An egal, wéi gutt de Polizeiapparat organiséiert ass, dee Problem kréie mer érischt ganz an de Gréff duerch déifgrënne politesch an ekonomesch Veränderungen.

Ech soen lech Merci.

D Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Wagner. Mir hunn elo den Tour gemaach vun den Députéierten. Ech hunn dann elo d'Eier an de Pleséier, fir den Här Fonction-publiques-Minister Dan Kersch op d'Tribün ze ruffen. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

D M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. - Merci, Madamm Presidentin. Ech probéieren et och kuerz ze maachen no dëser trotzdem, mengen ech, awer laanger, ergibeger Diskussion. Ech géif vlächt kuerz wellen agoen op de Virworf, et wäre Verhandlungen hanner zounen Diere gefouert gi mat den zoustännege Gewerkschaften iwwert d'Entwicklung vun de Carrières.

Ech wéll vlächt an deem Kontext drun erënneren, dass mer nach de 15. Juni an de 16. Juni mat däri grësster, representatiivster Gewerkschaft aus dem Secteur ausgibeg Verhandlunge gefouert hunn, de 17. Juni nach eng Kéier mat de Gewerkschafte vun der Carrrière supérieure vun der Police an den 20. Juni nach eng Kéier mat der Gewerkschaft vum zivile Personal bei der Police.

De 27. - also gëschter - hate mer dann eng grouss Versammlung, wou d'Gewerkschaften allegueren mat eis um Dësch souzen, an een Dag méi speit gëtt dann d'Chamber elo offiziell driwwer informéiert, wat an deene Gespréicher erauskomm ass.

Ech mengen, méi Transparenz ass an dësem Fall wierklech net méiglech an, ech mengen, och net néideg gewiescht, well ech net der Meenung sinn, dass een esou Diskussionen, déi een awer da mat de Gewerkschaften emol féiert, déi och heiansdo kontradiktorescher Natur kenne sinn, soll an der grousser Éffentlechkeet diskutéieren.

Dat wär och nei fir mech, dass dat jeemoools eng Kéier sollt geschitt sinn. Ech mengen, dass déi Aarbechtsaart a -weis, déi mer eis hei ginn hunn, bilateral mat de Gewerkschaften ze diskutéieren, fir duerno an engem groussen Krees bekanntzeginn, wat dann an deenen einzelne Gespréicher erauskomm ass, dass dat déi richtege war.

Ech war och e bëssen erstaunt driwwer, dass den CSV-Spriecher elo während 40 Minuten eng Gewerkschaftsléift entwéckelt huet, déi ech perséinlech em net zougetraut hätt - an ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen hei-bannen -, fir am Fong seng Theesen hei ze énnermaueren, an dass en u sech och e bëssen d'Gewerkschafte wollt instrumentaliséieren, fir dat, wat en hei kritiséiert huet, dann och kënne domadder ze énnermaueren.

Fir op déi konkret Fro vum CSV-Spriecher awer ze äntworten, ob déi Ängsche vun de Gewerkschaften, et géif hinnen elo hei un de Pelz goen, dann onbegrennt wären, géif ech ganz kloer soen: Jo, déi waren onbegrennt! Si ware vlächt verständlech opgrond vun deenen Erfahrungen, déi déi eng oder aner Gewerkschaft mat deem engen oder anere vu menge Virgänger gemaach huet, mä si waren awer an der Essenz onbegrennt. An ech hunn dat, mengen ech, hei op der Tribün och ganz kloer énnerstrach an ech soen et dann och nach eng Kéier, fir et dann hei ganz kloerzemaachen.

Et kritt keen eppes ewechgeholl. Am Géigendeel. Et kommen eng ganz Hällewull vun nie Primme bái. Déi aktuell Carrrière ginn net touchéiert. Et komme grousszügeg Zouganksbestëmmunge fir déi héiteg Inspekteuren an déi nei Carrrière B. An ech hunn och an Aussicht gestallt, dass mer am Kader vun den Diskussionen ronderëm d'Agent-municipallen dann och nach eng Kéier wäerten iwwert d'Carrière vum Brigadier schwätzen.

Ech hunn et also oft schonn no bausse gesot, ech kréien elo d'Méiglechkeet, et hei op der öffentlecher Tribün nach eng Kéier ze widderhuelen: Et ass net an der Absicht vun der Regierung, d'Police an iergendengen Aart a Weis ze schiedegen. Am Géigendeel.

Vlächt als Äntwert op déi Fro, déi vun der Spricherin vun der LSAP gestallt ginn ass, wi-vill der da vu wéi enger Abteilung herno an déi zukünfteg Carrrière B kenne wiesselen. Dozou kann ech soen: Ech kann an dësem Moment op déi Fro net äntworten, well mer eis ganz kloer drop gëeeneget hunn, dass als eenzege Kritär d'Anciennetéit wäert zielen. Et ass also net, wéi am Ufank vlächt ugeduecht war, dass eng Opdeelung no eenzelnen Abteilunge bei der Police wäert gemaach ginn, mä de Kritär, wien dann als Eische kann an déi Carrrière B wiesselen, ass eenzeg an alleng d'Anciennetéit. Ech mengen, och dat ass eppes, wat ganz wichtig ass.

Erlaabit mer nach vlächt ee Wuert iwwert d'Agent-municipallen, well dat jo awer trotzdem vun den einzelne Kollegen hei ugeschwatt ginn ass. Selbstverständlech denke mer weider drun, eng Ausweidung vun de Kompetenzen ze maachen. Mir wëllen dat och maachen iwwert de Wee vu Sanctions administratives, wou also u sech direkt op der Plaz kann d'Sanktioun och ausgeschwatt ginn an dann och bezuelt ginn, wann dat gewollt ass vun deem, deen am Fong eng Contravention gemaach huet.

(*M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.*)

Ech wäert mech de 5. Juli mat den Agent-municipallen, an zwar net némme mat de Représentanté vun hirer Gewerkschaft, mä mat allen Agent-municipallen, déi am Land aktiv sinn an déi Interesse un esou engem Meenungsaustausch hunn, treffen, an da wäert ech kuerzfristeg och eng Zesummekonf mam Syvicol organiséieren, fir dann driwwer ze schwätzen, wéi mer an däri dote Saach sollte virkommen.

Ech weess net, ob et opgefall ass, dass mer bei deenen Diskussionen, déi mer virdru gefouert hunn, u sech hei deklaréiert hunn, dass mer vun engem Moment op deen aneren u sech 413 Poste méi an der Police wäerte kréiere wéi déi, déi haut do sinn. Ech schwätzen awer hei vun engem theoreteschen Effectif an ech mengen, dass mer eis wuelbewost sinn, dass et net wäert einfach ginn, kuerzfristeg allegueren déi Posten, déi mer dann theoretesch an effektiv hinn, opzeféllen.

An dat ass jo och ee vun de Grénn, firwat dass mer probéieren, d'Carrière vun de Polizisten an Zukunft méi attraktiv ze gestalten, wéi dat haut de Fall ass, an ech sinn der fester Iwwerzeigung, dass dat eis och wäert geléngen. Merci.

D Une voix. - Très bien!

D M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Fonction-publiques-Minister. An d'Wuert huet elo de Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider.

D M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure. - Merci, Här President. Merci och dem Kolleg Dan Kersch fir déi Prezisiounen, wat d'Carrières ueget. Ech wéll dann nach op e puer Remarquen agoen, déi virdrun hei gefall sinn. Den CSV-Spriecher, den Här Wolter, huet mer énnerstellt, dass mer déi Reform, deen Audit an alles, wat do ronderëm dréit, dass mer dat net transparent genuch gestalt hätten, dass mer keen Débat préalable hei an der Chamber gehat hätten, geschweige dann an der Société civile.

Ech stelle fest, dass mer en Débat hei an der Chamber organiséiert hunn, fir ebe just Ár Meenung ze kréien. Ech stellen awer gradesou fest, dass genee deen, dee mir virwerft, dass mer keen Débat organiséiere géifen, quasi wärend deem ganzen Débat net hebanne war; dat dozou.

(Interruptions diverses)

Ech wéll awer och feststellen...

Här Wiseler, Dir waart och net heibannen. Ech souz hei, ech weess et. Ech weess dat, ech hu jo dorobber opgepasst!

Ech wéll awer och nach soen, dass den Här Halsdorf, mäi Virgänger als Policeminister, jo eng färdeg Reform am Tirang hat. Déi Reform ass gemaach ginn, ouni iergenden Audit extern ze maachen. Déi ass ouni Débat an der Société civile gemaach ginn an déi ass ouni Débat an der Chamber gemaach ginn. Déi ass iergend-wann eng Kéier présentiert ginn, mä och érischt, wéi se färdeg war. Dofir mengen ech...

D M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Déi Reform war nach net färdeg, Här Minister!

D M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure. - Fir mir ze reprochéieren...

D M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Déi Reform war net färdeg, Här Minister!

D M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure. - Da waart Der elo eng Minnert!

Fir mir hei ze reprochéieren, ech hätt net transparent an deem Audit hei geschafft, dat loosen ech mer net soen.

Eng aner Saach, déi ech mer net soe loessen, dat sinn déi Uspillungen, wat déi Ausschreibung ugeet, Här Wolter. Wann Dir mir hei en Artikel zitéiert vun enger Zeitung, wou déi Liene mécht, déi a mengen Ae komplett irresponsabel sinn, a mir domat probéiert Ge-mauschels virzewerfen, da fannen ech dat extraordinaire. Ech fannen dat extraordinaire, well et eng ganz korrekt Ausschreibung ginn ass, well déi Offer, déi mer zréckbehalen hunn, bei Wäitem déi beschten Offer war a well déi ganz Ausschreibung konform a mam positiven Avis vun der Commission des soumissions geschitt ass.

An ech fannen et och extraordinaire, Här Wolter: Ech ka mech erënneren, dass déiselwecht Zeitung lech eng Kéier Gemauschels virgeworf hat, an dat huet dozou gefouert, dass Dir mat Plättercher hutt missen an d'Chamber kommen. Ech hunn dat deemoools eng Sauerei fonn, wat lech do geschitt ass. An ech fannen et dofri émsou méi bedauerlech, dass Der elo op déiselwecht Schinn wéllt goen, fir mir hei epes ze énnerstellen.

D Plusieurs voix. - Très bien!

D M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure. - Dat gesot, wéll ech lech nach soen, dass - Dir hutt jo nach eng Rei Fro gestallt, wat de kommunalen Afloss ugeet - de kommunalen Afloss exactement esou bestoebleift, wéi en ass. Et ass souguer am Gesetz kloer nach eng Kéier gefuerdert, dass dee kommunalen Afloss muss bewaart bleiven, dass d'Gemenge sech musse regelméisseg kennen austausche mat der Police an hire Lokalitéiten, fir eben hir Wünsch och kenne weiderzeginn.

Dann ass den Här Wolter verwonnert gewiescht, an en huet mam Zeigefinger drop higewisen, dass d'IGP soll d'Charge kréien, fir d'Police ze kontrolléiere respektiv fir dem Minister regelméisseg Rapport ze maachen iwwert de Funktionement vun der Police. Ech wéll lech just soen: Deen Textpassage ass genee deen, dee mer iwwerholl hu vum Här Halsdorf sengem Gesetzesprojet an deen am Regierungsrot vun 2013 festgehalte ginn ass an décidéiert ginn ass, also op Proposition vun engem CSV-Minister, wat ech d'ailleurs eng gutt Iddi fannen. An dofri wonnert et mech émsou méi, dass Dir dat elo schockant fannt.

Ech wéll dann och zu Ärer Fro zu der Police des transports nach eng Kéier eng Antwort ginn; ech hat d'ailleurs hei schonn eng Kéier doborber geäntwert. Et ass jo d'Fro, ob mer d'Policepräsenz an d'Zich, an den öffentlechen Transport bréngen. Dir wësst, an ech hunn et hei gesot, ém dee Personalmangel, dee mer hunn, a wann ech considéreren, dass mer e puer Milliounen Passagéier all joer transportéieren, rechent lech emol aus, wivill Zich dass dat ginn, wivill Bussen dass dat ginn, a wivill Poliziste mer da missten aféieren, zousätzlech, fir iwwerall op deene Plazen, an deenen Zich an an deene Bussen, mat derbäi ze sinn.



vill iwwreg bleiwen. Et ass effektiv esou, dass mer d'lescht Joer 360 Kandidaten haten. Et hunn der 106 den Exame gepackt. Dái hu mer dann natierlech all an d'Instruction de base geschéckt op den Häreberg an do sinn der entretens némme méi 79 iwwreg.

U wat hánkt dat? Bon, éischtens emol: Dái, déi den Examens net packen, do gëtt et wahrscheinlich eng Rei Explikatiounen. Mä et ass esou, dass déi Exame vun der Éducation nationale ofgeseent ginn, fir dass mer net am Niveau ze héich leie par rapport zu deem, wat déi Kandidate schoulesch kenne leeschten.

Mä et ass awer esou, dass herno an der Instruction de base eng Rei Leit ewechfalen aus Grénn, well se vläicht net sportlech genuch sinn, well se vläicht psychologesch Problemer hunn, wa se mierken, dass Polizist sinn awer och ganz oft zu Stresssituatiounen féiert.

Et sinn der awer och, an dat muss een och soen, déi aus Bequeemlekeet déi Instruction de base herno net weidermaachen, well se net gewinnt sinn, an engem Dortoi ze schlofe mat aneren, well se net gewinnt sinn, hiert Bett selwer ze maachen, a well se keng Loscht hunn, an der Kantin ze lessien. Dat kléngt banal, ass awer och heiansdo e Grond.

An dann, wa se bis aus der Instruction de base eraus sinn, da komme se jo an d'Policeeschoul, an do falen der och nach regelméisseg ewech, well se sech net esou behuelen, wéi een an gehende Polizist sech muss behuelen. Wa se bei Alkoholkontrollen negativ opfalen, ze schnell fueren oder soss Délite maachen, dann ass natierlech hir Carrrière bei der Police relativ schnell eriwwer. An dofir appéléieren ech émmer un déi jonk Leit, dorobber duebel gutt opzepassen.

D'Madamm Dall'Agnol hat mech och op d'Statistiken ugeschwat, déi de Moment net émmer ganz fiabel sinn. Dat ass ganz richtig. Et ass oft esou, dass déi Statistiken net émmer no engem klore Prinzip an no klore Regelen iwwerall gemach ginn, mä dofir hu mer an enger vun den Direction-centralen, déi mer aféiere wäerten, dat do och virgesinn, fir dass déi ganz Statistiken esou opgebaut ginn an ausgebaut ginn, dass een och fiabel Resultater huet an och fiabel Réckschlëss dorauer zéie kann.

Dann ass vun engem Deputéierten nach drop higewise ginn, dass et wichtig ass, fir e Rekrutement vun Zivilkaderen an héichspezialiséierte Matiären, wéi zum Beispill der Cyberkriminalitéit, ze maachen. Dat maache mer definitiv. Ech mengen, dass dat wichtig ass. Den Zivilkader wäert och weider an deem Senn bei der Police ausgebaut ginn.

Voilà! Da krut ech eng ganz Rei Propositiounen hei mat op de Wee. Ech soen all eenzelhem Deputéierte Merci fir déi Propositiounen. Ech si frou fir deen Input, a mir wäerte mat Sécherheet nach eng Rei Saache prezéiseren an deenen Texter, déi der dann am Juli wäert presentéiert kréien. Well main Zil ass et nach émmer, fir Enn Juli dës Reform hei an deem héijen Haus ze deponéieren, fir dass mer se esou schnell ewi meéglech an d'Realitéit kenneën émsetzen.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci fir Är konstruktiv Bäitrag. Jo, den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech froe Parole après ministre.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Ganz gären.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci, Här Minister. An den Här Wolter huet Parole après ministre gefrot.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, Här President, ech wollt dem Här Minister Schneider soen, dass, wann ech effektiv d'Halschen vun der Ried vun der Madamm Dall'Agnol an d'Halschen vun der Ried vum Här Hahn net matkrott - all déi aner Rieden hunn ech in extenso matkritt -, dann ass et, well ech em a sengem Ministère während enger hallwer Stonn, enger Dräivéierelstonn hu missen hellefen, dass mer als Gemeng den nächsten Donneschdeg en Akt kenne maachen, wou de Ministère de l'Économie drop hält, dass en en Donneschdeg gemach gëtt, an de Ministère de l'Économie net à même war, bis de Méetten d'Saach esou ze organiséieren, dass mer dee keínte maachen. Ech wäert...

► **Une voix**.- Ooh!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dái Rechnung do, Här Schneider, déi wäert lech net opgoen. Gleeft mer dat: Dái wäert lech net opgoen! Et ass fir e Lëtzebuerguer Betrib ze stäärken, wou dat war.

(**Interruption par M. le Ministre Etienne Schneider**)

Dat Zweet, wat ech wéll soen, dat ass, dass d'CSV a kengem Moment gesot huet, dass déi éischt Ausschreibung vun 214.000 Euro am Kader vum Audit vun der Police falsch gelaf wär. Et ass effektiv ausgeschriwwen ginn, et hu véier oder fénnef Betriben sech gemellt, et huet een

den Zouschlag kritt. Do, wou mir net domadder d'accord sinn, Här Schneider - net domadder d'accord sinn! -, an dár Saach gi mer no, dat ass, dass duerno, ouni Ausschreibung, ouni Mise à concurrence, deeselwechte Betrib vun lech elo fir 1.643.000 Euro en Nachschlag kritt.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Dat ass absolutt legal!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- En Nachschlag kritt! Dat ass...

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Absolutt legal.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, jo. Absolutt legal.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Dat war mat der Commission des soumissions ofgeschwatt...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Genau dat wäerte mer jo da kucken.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- ...a mat hirem Accord.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech fannen et net normal, dass am Virfeld eng Ausschreibung vun 200.000 Euro gemach gëtt, wou eng Mise à concurrence gemach gëtt, an duerno eng Ausschreibung fir den aachtfache Montant,...

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Fir zwee Joer Aarbecht, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...fir den aachtfache Montant nogeluecht gëtt, ouni dass do eng Ausschreibung gemach gi wär. Dat ass net Gemauschels, dat ass principiell d'Recht vun engem Deputéierten a vun enger Partei, fir dat a Fro ze stellen. An déi Diskussion hate mer schonn éfters heibanen an déi Diskussion wäerte mer an deenen nächste Wochen och féieren.

Zur Police des transports fannen ech nu wierlech, Ár Ausféierunge si scho bal net méi novezollzéien. Et geet jo kengem drëm, fir an all eenzelnem Zuch Zuchbegleiter ze hunn. Mä d'Fro, déi sech stellt, an dat ass eng Fro d'ailleurs, déi de Minister Bausch sech gestallt huet, well de Minister Bausch ass do enger fundamental anerer Meenung wéi Dir,...

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Jo, hie muss et net organiséieren.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...ob et net au vu vun der Entwicklung vun eiser Gesellschaft noutwendeg ass, dass mer an der Police en Département hunn, wat sech speziell ém d'Fro vun der Police des transports bekämpft. An et ass déi Fro, déi mer gestallt hunn. An ech soen lech: Dir kenne maachen, wat Der wéllt, Dir wäert an der Police, op eng Aart a Weis oder op eng aner, an deenen nächste Wochen, Méint a Joren eng Police des transports müssen aféieren, fir deene Phenomeener Här ze ginn.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Wolter. An den Här Minister huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- An et ass elo den Donneschdeg annulléiert.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure.- Ech wéll just op zwou Saachen dann nach eng Kéier agoen. Déi Saach mat der Police des transports: Ech gesinn net an, firwat mer eng Police des transports musse grënnen. Déi Aarbecht, déi do soll gemaach ginn, déi mécht déi aktuell Police. An déi mécht déi punktuell elo schonn an déi wäert déi och punktuell weider esou maachen.

Respektiv, wat se ugefaangen huet, wéi déi Problemer opkomm si mat den Insécuritéiten an den Zich, du sinn haapsächlech Reuniounen mat den CFL organiséiert ginn, fir ze kucken, wéi ee besser kann agéieren an den Zich, wéi een och d'Formatiouen ka maache vun den Zuchbegleeder vun den CFL, fir d'Sécherheet ze verbesseren an den Zich. Genee dat maache mer an dat wäerte mer och weidermaachen. Mä ech wäert net à même sinn, fir an all Zuch Policebegleeder d'Zuch dranzesetzen. Dat ass tout simplement net meéglech!

Da wéll ech awer nach eng Kéier zu dár Auditgeschicht do kommen. Also, Här Wolter, Dir maacht elo hei, wéi wann dat dat Neistent vun der Welt wär, dass et en Zousazaudit gëtt respektiv en Zousazoptrag fir en Auditeur. Dat ass et schonn dausendmol an désem Stat ginn. Et ass dat Normaalst vun der Welt!

Wann et en plus ém e Sujet geet, wou et ém d'Confidentialitéit geet: Wat Dir jo wésst, wat Der zwar alles bestreit, mä et ass awer esou! Wann Der wésst, dass d'Commission des soumissions déi dote Prozedur als absolutt legal an absolutt okay ugesinn huet, a wann Der wésst, dass, wa mer dat do ausschreiwen an en neien Auditeur huelen, deen also elo an deene ganze Viraarbechte vun dár Policereform, déi émmer hin elo schonn annerhalte Joer dauerlen, net dobäi war, deen also vu vir ufänke muss, deen

emol muss léieren, wat d'Police ass, wéi d'Police funktionéiert, wéi se organiséiert ass, wat fréier war, wat mer haut wéle maachen: Wéi vill mengt Der dann, dass dee géif froen, wann dee bei null muss ufänken, par rapport zu engem, deen elo wärend zwee Joer - dee Montant, deen Dir genannt huet, ass fir zwee Joer Aarbecht - déi Police soll all Dag begleeden, fir déi Reform hei émzeseten?

Ech mengen net, dass mer domadder e besseren Deal gemaach hätten! Mä et ass selbstverständlich Äert Recht als Deputéierten, alles a Fro ze stellen, wat Der wéllt a Fro stellen. Merci.

5. Ordre du jour (suite)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisem Débat ukomm. Mir géifen dann zu deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

Ech wollt lech awer just virun den Diskussionen iwwert déi zwee Projeten informéieren, dass mer de Vott iwwert déi zwee Projete wäerte muer nom éischte Punkt vum Ordre du jour maachen, also no der Ofstëmmung iwwert d'Kannergeldreform, well eng ganz Rei vun de Kollegen Obligationen hunn a mer deem wéile Rechnung droen. Also d'Ofstëmmung iwwert déi hei zwee Projeten ass muer no der Ofstëmmung iwwert de Projet iwwert d'Kannergeld.

Den éischte Projet, dee mer elo drunhuelen, ass de Projet 6940. E geet iwwert de Multi Role Tanker Transport an den Här Angel, Rapporteur, wäert elo erklärén, wat sech do derhannert verstoppt.

6. 6940 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational "Multi Role Tanker Transport" (MRTT)

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, bei désem Projet geet et och ém d'Sécherheet, d'Sécherung vum Fridden, d'Sécherheit vun onsem Land, d'Sécherheit vun Europa. Dëse Projet de loi 6940 erlaabt et Lëtzebuerg, ze participéieren un engem multinationalen Défenseprogramm, deen MRTT heesch. Dir hutt et gesot: Multi Role Tanker Transport.

Dir wésst, dass virun zwee Joer um NATO-Sommet vu Wales gesot ginn ass, et misst ophéieren, dass d'Défensebudgeten émmer méi erofginn, an dass mer Défien hunn, a mir mussen eis désen Erusfuerderunge stellen. An do ass gesot ginn, déi Tendenz misst renverséiert ginn an d'Länner sollten 2% vun hirem RNB ausgi fir d'Défense. Dat mécht Lëtzebuerg selbstverständlich net! Mir ware mat 0,4% d'Schlusslicht a mir hunn décidiert, op 0,6% eropzogen.

D'Défensepolitik ass e ganz feste Bestanddeel vun der Lëtzebuerguer Aussepoltik, net némmen am Kader vun der NATO, mä virun allem och am Kader vun der Europäischer Unioun. An déi Suen, déi an d'Défense ginn, dat ass net esou ze gesinn, dass dat Sue sinn, déi reng fir d'NATO sinn, mä dat si besonnesch Sue fir friddenserhalend Missiouen, Missiouen och am Kader, ech widderhuelen et nach eng Kéier, vun der Europäischer Unioun.

Lëtzebuerg wäert also bis 2020 vun 0,4% op 0,6% eropgoen. Lëtzebuerg, d'Regierung huet décidiert, hei besonnesch op den Développement capacitaire ze setzen, fir esou ze héllefen, capacitaire Lacunnen, déi et gëtt, souwuel um Niveau vun der NATO wéi och bei der EU, ze combléieren.

Bei all désen Défenseprojekten, a gëschter huet de Minister eis nach eng Kéier drun erénnert, spilt och e Retour économique. Dat ass eis ganz wichteg. Dat hu mer gesi beim Projet GovSat, dat hu mer gesi beim Projet AGS, dat gesi mer bei der Renovéierung vum Häreberg.

De Programm MRTT, Multi Role Tanker Transport, ass 2012 entstanen, wéi eng Konferenz vun EU-Défenseministere war. Am Kader vun der Agence européenne de défense hunn eng Rei vu Länner eng politesch Deklaratiounen gemaach, fir eng europäesch Capacitéit ze kreéieren, fir de Ravitaillement en vol ze entwéckelen. Am November 2012 hunn dunn eng Rei Länner sech zesummefonnt, eng Lettre d'intention énnerschriwwen, fir esou en MRTT ze summen unzeschafen.

Et war also wichteg, déi Lacune capacitaire, déi et gëtt an Europa, fir Transporter ze maachen an och, fir aner Fligeren en vol opzetanken, fir déi ze combléieren, well mer do ganz ofhän-

geg ware vun den Amerikaner. A mir wéllen eis aus déser Ofhängigkeit erausbeginn.

Vun de Länner, déi déi Lettre d'intention énnerschriwwen hunn, hu sech der dunn eng Rei décidiert, konkret de Projet ze lancéieren énnert dem Lead vun eisen hollännesche Frénn: d'Belsch, Norwegen, Polen a Lëtzebuerg waren derbäi. Norwegen ass erausgestigen an d'Belsch huet sech nach eng gewéisse Bedenkzeit ginn.

Multi Role, firwat heesch et Multi Role? Ma déi Fligere kenne verschidde maachen: Wéi gesot, de Ravitaillement en vol, si kenne eng Évacuation médicale stratégique maachen. Et ass virgesinn, eng Flott vun dräi esou Fligeren ze bestellen. D'Négociatione si gefouert gi mat Airbus, fir déi Fligere vum Typ A330 MRTT ze bestellen.

Déi Länner, déi elo nach dobäi sinn, déi wéllen uganks Juli och en marge vum NATO-Sommet e Memorandum of understanding énnerschriwwen. Et ass och gewosst, an dat huet de Minister eis och erklärt, dass Däitschland indiquéiert huet oder d'Intention huet, sech am Laf vum nächste Joer un de Projet MRTT ze associéieren.

Déi Acquisitioun vun deen dräi Fligeren, déi leeft iwwert d'NSPA, déi fréier NAMSA, déi elo NATO Support and Procurement Agency heesch. A si gëtt énnerséitzt dobäi vun dem OCCAR, dat ass den Organisme Conjoint de Coopération en matière d'Armement. Do hate mer jo och virun engem Joer, oder virun engem halwe Joer hei iwwert deen OCCAR rieds, wéi ech och Rapporteur vun deem Projet war.

D'MRTT-Fligere wäerten herno d'Propriétéit vun der NATO sinn, mä d'Gestioun wäert vun der NSPA gemaach ginn, énnert dem Contrôle vun engem Support Partnership Committee, wou d'Länner, déi participéieren, natierlech dra vertrüeën sinn. An den exklusiven Droit d'usage énnert lässt natierlech och de Länner, déi um Projet participéieren.

Lëtzebuerg engagiert sech finanziell bis zu 172 Milliouen Euro, ouni TVA, verdeelt awer op 30 Joer. Dës 172 Milliouen beinhalten de Kaf, do gëtt en Deel vun der Zomm bezuelt zwischen 2016 an 2022, an duerno d'Utilisation opérationnelle. Déi Frais falen dann ab... De Rescht vun deen 172 Milliouen wäert dann ab 2020 bezuelt ginn.

Nach eng Kéier: Fir Lëtzebuerg ass et wichtig, esou e Fliger gebrauchen ze kenne bei der Gestion de crises, Aide humanitaire an Évacuation médicale. Immatrikuléiert ginn dës Fligeren an Holland zu Eindhoven. A Kooperatioun mat der European Air Traffic Command (veuillez lire: European Air Transport Command) gi se dann och an den Asaz geschéckt.

Aktuell ass och net virgesinn - a mir huet eng Diskussion an der Kommission doriwwer-, Lëtzebuerguer Piloten do auszubilden. Mir bilde jo am Moment Piloten aus fir den A400. D'Lëtzebuerguer MRTT-Fluchtonne wäerten am Numm vu Lëtzebuerg a fir Lëtzebuerg geflu gi vun de Piloten, déi zu dár multinationaler MRTT-Unitéti zu Eindhoven gehéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer als President an awer och als Rapporteur vun dár zoustänniger Kommission, all de Memberen, de Kollege Merci ze soen.

Mir haten de 7. Mäerz eng ganz interessant Reunioun, wou de Minister mat héije Beamte vum Ministère de la Défense, awer och Vertrieder vum Militär eis dee Projet virgestallt hunn, wou d'Kolleginnen an d'Kollege ganz interessant Antworte kritt hunn. Ech hu versicht, dat alles a mengem Rapport erézmegz



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

„peer review“ ginn huet, wou mer gelueft gi sinn, dass mer am Fong innovativ sinn an dass mer och émmer eng multinational Approche hunn an esou hëllefen, bei essentiellé Capacités critiques matzemaachen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d’Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktion zu désem Projet. Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Angel. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Merci, Här President. Ech wollt e puer Wieder zu désem Projet soen. Émmerhi ginn 172 Milliounen hei investéiert op 30 Joer. Et ass also e Projet, deen iwver eng laang Zäit geet. An a menge Aen ass et e gudde Projet an och en noutwendige Projet. Noutwendeg war et eben, de Projet esou ze maachen, well den Artikel 99 jo virgesäit, dass, wa méi wéi ee Joer budgetär Mëttelen engagéiert ginn, da muss een e Gesetz maachen. Dat geschitt hei.

An et ass och e gudde Projet, well et éischts an der Philosophie ass vun der Lëtzebuerger Verteidegungspolitik, et ass keen „boots on the ground“, et ass éischter e Partenariat, en huet humanitär Voleeten, wéi de Rapporteur dat gesot huet. An et gëtt och en ekonomesche Retour, wann et och éischter fir d’EU ass, well am Fong geholl den Airbus hei benotzt gëtt. Mä et ass émmer e Retour hannendrun. An dofir, mengen ech, ass et wichtig, dass een dat hei ervirsträcht.

De Rapporteur huet dat jo och wonnerbar gemaach, schriftech an och mëndlech, an ech wollt him och Merci soen. Mir hunn e gudde President an hie mécht déi Saache ganz bewosst, also ganz am Detail, an dat ass och ganz gutt, dofir brauch ech net méi vill doriwver ze soen, iwvert de Projet als solchen.

Zwou Saachen, dräi Saache wollt ech nach soen. Et ass esou, dass jo „pooling and sharing“ hei gemaach gëtt, oder „smart defence“, wéi d’NATO dat nennt. Et waren eis belsch Kolleegen, wéi déi d’Présidence haten, hunn déi dat lancéiert. Doraus ass dee Projet jo entstanen 2012. An deemoools hate mer jo och déi Erfahrung gemaach a Libyen, beim Asaz a Libyen, beim Gaddafi, wou d’Fransousen a sech de Lead haten, dass mer keng Capacitéiten haten an désem Beräich an dunn ass gesot ginn: „Mir müssen do eppes maachen.“

Wat mech elo wonnert, dat ass, dass d’NATO am Fong geholl elo hei de Lead geholl huet. Dat gëtt esou argumentéiert, dass, wann et iwvert d’NSPA leeft, bräichte mer keng TVA ze bezuelen. Ech weess dat net. Mä wat ech feststellen, dat ass, dass awer bei deenen zéng Länner, déi am Ufank énnerschriwwen hunn, d’Fransousen derbäi waren, an elo si se net méi derbäi. Do kann ee sech d’Fro stellen, firwat dat esou ass.

Wat gutt ass, dat ass, dass de Benelux hei in globo an désem Projet dran ass. E Projet also, wou ech iwverzeegt sinn, dass en dat Richteg ass am richtege Moment, an deen noutwendeg ass, well mer doduerch kënnen Économies d’échelle maachen am Senn, dass mer Suekne spueren.

Zwou Froen, déi ech mer stellen, sinn déi: Den A330 MRTT, dat ass jo en Airbus, a mam A400M hu mer net déi beschten Erfahrung

sinn natierlech drop aus, datt méi eng staark militäresch permanent Präsenz soll geférfert ginn. Ech wéll dann awer och drop hiwisen, datt zum Beispill de schwedesche Friddensforschungsinstitut SIPRI elo kierzlech matgedeelt huet, datt d’Militärausgaben am leschte Joer weltwäit bei 1.700 Milliarden Dollar louchen! Dat ass jo net wéineg. An op der drëtter Plaz - ech mengen, och dat soll emol hei eng Kéier éinnerstrach ginn - läit énner anerem am Moment e Land wéi Saudi-Arabien. Et soll ee sech och kengen Illusioounen higinn, well mir wäerten och dovunner ausgoe müssen, datt och an deenen nächste Joren déi Ausgabe wäerten nach steigen.

Awer, wéi gesot, deen humanitären Aspekt vun deem Projet soll awer hei nach eng Kéier éinnerstrach ginn, well d’NATO, déi gären nawell éischter als e reng militärescht Bündnis duerestallt gëtt, huet jo awer och an deene leschte Jore bewisen, datt se op aneren Niveaue ganz wichteg Asätz gemaach huet. Ech denke virun allem un d’Flüchtlingskris an, wéi gesot, dee Projet hei, dee jo och vun der EU ka mat gebraucht ginn.

Et ass sécher, datt mir als Lëtzebuerger eis do kennen och méi logistesch abréngent. Eis Moyene sinn natierlech begrenzt, besonnesch wa mer un eis Arméi denken. Dat ass mat Sécherheet net pejorativ geduecht.

Mir hate jo gëschter, wéilt ech iwwregens hei nach éinnersträichen, eng ganz interessant Diskusioun um Niveau vun eiser Kommissiou, wou jo énner anerem awer och d’Fuerderung komm ass, déi och vun der NATO formuléiert gëtt, fir datt mer d’Zuel vun eisen Zaldote sollen an den nächste Joren eropsetzen. Mä mir wéisse jo och, datt dat guer net esou evident ass. Dat huet eng Rei aner Ursachen, iwvert déi ee mat Sécherheet och kann nach eng Kéier méi am Detail diskutéieren.

Wat an deem Projet hei awer och interessant ass, dat ass, datt mer hei an eng Struktur agebonne sinn, déi Benelux heesch. De Benelux, deen hei émmer méi also och beweist, datt en eng wichteg Roll ze spiller huet, a wou mir als Lëtzebuerger och all Intérêt hunn, weiderhin an där Struktur do och agebonnen ze bleiben.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d’Erfahrung mam Militärflier A400M weist jo awer och, wéi schwéier et ass, der Éffentlechkeet u sech plausibel ze maachen, ze erklären, firwat datt mer Suen an esou Projeten investéieren. Ech mengen, hei ginn 172 Milliounen iwver eng Lafdauer vun 30 Joer investéiert, wat a priori natierlech en héije Chiffer ass. Dat mécht 5,7 Millioune pro Joer. An dann ass et emol ze verstoen, datt deen een oder deen aneren dobbasse vläicht d’Fro stellt: Muss dat sinn? An dowéinst ass et och wichtig vun der Politik hier, datt een déi néideg Erklärungen no bausse gëtt, firwat mer esou Investissementer maachen.

Dëse Fliger ass ouni Zweifel och eng technesch Meeschterleeschtung. Ech erënneren drun, datt en 111 Tonne Carburant transportéiere kann, an dovunner 60 Tonne Kerosin, fir eben, wéi gesot, och aner Fligeren an der Luucht opzetanken.

Op de 15. Dezember 2015 hat Airbus iwwregens schonn 49 fest Commandé vun désem Typ Fliger enregistriert. Déi meescht koumen iwwregens vun der Australescher Royal Air Force.

Et ass virdrun och scho kuerz hei ugeklongen: Mir wéissen, datt mam Militärflier A400M natierlech eng Rei Problemer bestinn. Ech weisen och drop hin, datt besonnesch déi däitsch Politik do zimblech nervös déi lescht Wochen a Méint reagéiert huet, well et erém nei Problemer mat deem Fliger gi sinn, wou souguer Eenzelner mengen, datt et schwierig kéint ginn, fir d’Transall-Maschinne ze ersetzen.

Ech wéilt vläicht just an deem Kontext awer drop hiwisen, wat och scho mäi Virriedner hei gesot huet, datt mer awer hoffen, datt, wéi gesot, mat deem heite Militärflier keng technesch Problemer bei der Produktiou wäerten entstoen.

Jiddefalls kann ech ofschléissend soen, datt d’Demokratesch Partei nach wie vor der Meening ass, datt et wichtig ass, datt Lëtzebuerger och an Zukunft e wichtige Partner vun der NATO bleift. Mir sollen a mir müssen zousätzlech Ustrengunge maachen. Mir als DP stinn hannert däi Politik do. Och wann, wéi gesot, mer eng bescheiden Taille duerstellen, sou soll dat net heeschen, datt mer eiser Verantwortung net solle nokommen. An an deem Senn ginn ech dann och d’Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Graas. An d’Wuert huet den Här Claude Adam.

► M. Claude Adam (déi gréng).- Merci, Här President. Ech ginn d’Zoustëmmung vun der grénger Fraktiou zu désem Projet de loi.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. An dann huet d’Wuert den Här Fernand Kartheiser.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Angel Merci fir de Rapport, deen en, wéi émmer, ganz perfekt virgedroen huet.

Wa mer hei iwver Rüstungsprojete schwätzen, mengen ech, misste mer eng Kéier iwwerleeeën, ob mer als Lëtzebuerg net soltten eng Approche hunn, datt, ier esou grouss Projeten am Ausland vun der Regierung engagéiert ginn, mer zumindest eng Kéier hei an der Chamber missten drivver schwätzen.

Ech erënneren drun: Bei deem heite Projet ass dat eng Kéier mat der Belsch oder mat aneren am Ausland décidéiert ginn, ouni d’Chamber virdrun ze informéieren. Et gouf awer och schonn e Minister vun der DP, deen eng Kéier mat engem hallwe Schéff an engem hallwe Fliger heemkomm ass, wat awer da jorelang net ratifizéiert ginn ass.

Ech mengen, déi Zommen, déi hei um Spill stinn, sinn an der Tëschenzäit esou grouss, datt mer als Chamber awer méi missten implizéiert ginn, a wa méiglech am Virfeld.

Hei si mer elo mat engem Projet konfrontéiert, deen 172 Millioune kascht, ouni TVA - dat ass natierlech ganz vill Geld -, mä dee praktesch keng Retombée fir Lëtzebuerg huet. Dat énnerscheet e vun anere Projeten, déi mer an der Tëschenzäit hei diskutéiert hunn, déi mir als ADR och meeschters matgedroen hunn, well hei hu mer praktesch keng Retombéeën. Et ass en Tankfliger; e kennt emol net op Lëtzebuerg tancken. Wann dat alt wéinegstens de Fall wär, mä dat hu mer och net.

(Interruption)

Et gëtt keng Retombée économique hei vun désem Projet. An do stellt sech d’Fro: Wéi wëlle mer dann de Militärbudget erhéijen iwvert d’Joren? Mat enger moderter Erhéijung vum Militärbudget, mengen ech, müsse mer all d’accord sinn. Éischters hu mer Frausforderungen an eisem internationalen Emfeld, déi mer bis viru Kuerzem net haten. Ech denken notamtum un den Noen Osten. Ech denken och drun, datt mer net an der NATO als Schmarotzer kenne gesinn.

Et ass awer wichtig, datt mer dat an engem modesten, vernünftege Mooss maachen. An et muss een och oppassen, wéi eng international Engagemerter een hëlt. D’Regierung huet sech net némmen engagéiert fir déi 0,6% bis 2020, de politeschen Engagement vun der Regierung sinn déi 2% vum Bruttoinlandsprodukt. An dat heescht 1,5 Milliarden au prix actuel. Dat wär dat Engagement, dat politesch Engagement, dat d’Regierung geholl huet.

Eis fält op, datt déi gréng, déi hei mat engem Saz soen: „Mir sinn d’accord“, aus enger pazifischer Partei zu däi Partei komm sinn, déi elo de Militärbudget mat eropsetzt an hei an engem Saz déi 172 Millioune fir e Militärflier ausgëtt, wou souguer mir eis Fro stellen, ob déi dote wierklich elo néideg sinn.

(Interruptions)

Déi Argumenter, déi bruecht ginn, déi kann een all hannerfroen. Et gëtt zum Beispill gesot, déi europäesch Capacitéiten hätten dat néideg. Mä nom Brexit mengen ech: Dee Projet vun enger EU-Arméi, deen ass vum Dësch! Wie wéll dat dann nach an Europa, ausser der Madamm Reding, déi sech um Radio engagéiert fir déi Richtung ausschwätz? Mä wéi realistesch ass dann nach d’Grénnung vun enger europäescher Arméi, vun europäesche Capacitéiten, déi mer solle brauchen?

Wéi realistesch ass et, datt d’NATO dat do brauch? A wann, a wéi engem Zesummenhang? Sinn et dann déi Politik an der Ukrain, déi mer elo maachen, an déi Onsécherheeten iwwert den Ausgang vun de Wahlen zu Washington, déi eis sollen inspiréieren, elo an NATO-Projeten Suen eranzestiechen?

Mir hunn, et gëtt gesot, „national Besoinen“. Mir hunn den A400M bestallt, mat alle Problemer, déi d’Virriedner beschriwwen hunn; den Här Graas ganz eloquent. Mä deen A400M kann alles dat maachen, wat dëse Fliger soll kenne maachen! E kann de Ravitaillement en vol,...

(Interruption)

...e kann eng Aide humanitaire assuréieren, e ka Personentransport assuréieren an e kann eng Évacuation médicale assuréieren. Dat heescht, mir als Lëtzebuerger, mir hunn e Fliger kaift, den A400M, deen alles dat kann, woubäi mer elo soen: „Elo musse mer nach an deen nächsten investéieren“, mat dem Énnerscheed, datt mer iwwert den A400M alt nach wéinegstens eng Kontroll hunn, well et eisen ass, a mat deem anere kenne mer héchstens Fluchtonnen



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

dorëmmer verginn u Leit, déi et dann eventuell brauchen.

Wann een also esou e Projet kuckt, da muss ee sech froen: Ass dat do begrënnt? Ass et ze justifiéieren?

Wéi gesot, mir sinn op fir eng Augmentatioun vum Militärbudget an engem räsonabelen Ausmooss, fir gutt Projeten, wou mer Retombées économiques fir Lëtzebuerg hunn, déi mer kënné justifiéieren och an ekonomesch schwierigen Zäiten an an Zäite vun engem grousse Budgetsdefizit! Mir sinn awer net d'accord, fir Suen, och fir dës Zwecker, zur Fénster erauszewerfen, a fir politesch Zwecker, déi mer am Ableck net kënnen ofschätzen.

Mir wäerten eis bei deem Vott hei also enthalen. Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- Här President, an deene leschte 15 Joer goufen am Numm vum Krich géint den Terror énnerschiddelech militäresch Interventiounen vun der NATO selver respektiv vun engem Deel vun hire Memberen a verschidde Länner duerchgefouert.

De Bilan vun där Politik ass desastréis: E Gebitt vu Pakistan bis zum Maghreb ass nohalteg politesch destabiliséiert ginn. Zwar ass et zu enger Rëtsch „regime changes“ komm, mä dat ugefouert Zil, d'Bekämpfung vum Terrorismus an d'Verbesserung vun de Menscherechtssituatiounen an deene Länner, ass komplett verfeelt ginn.

De Fundamentalismus ass duerch dës Militärinterventiounen net geschwächt ginn. Am Géigendeel: En ass haut méi staark wéi jee virdrun.

Militäresch si Länner wéi Afghanistan, Irak oder Libyen bezwonge ginn, befritt si se awer nach laang net. An de Misär an d'menschlecht Leed vun de Leit an deene Länner hu sech an deene Jore multipliziéiert. A kengem vun deene Länner huet sech d'Situatioun vun de Mensche verbessert.

Der NATO feelt et net u Waffen. Wäit iwwert d'Halschent vun alle weltwäite Militärausgabe gi vun NATO-Länner gemaach.

Dat ass den internationale Kontext, an deem um Sommet vu Wales virun zwee Joer, 2014, décidéiert gouf, datt Lëtzebuerg säi Verteidegbudget ém 50% sollt eropsetzen, gemooss um PIB. A plakegen Zuelen ass et souguer nach vill méi. Goufen 2013 ronn 190 Milliounen Euro fir d'Défense ausginn, sou sollen dat bis 2020 iwwer 410 Milliounen Euro (veuillez lire: iwwer 410 Milliounen Euro d'Joer) sinn, also méi wéi eng Verduebelung bannent engem relativ kuerzen Zäitraum.

Zum Kontext gehéiert awer och, datt d'Regierung dëst gemaach huet zur Héichzäit vun hirer eegener Austeritéitspolitik. Warenddeem also eng Spuermesure déi nächst gejot huet an émmer méi Leit d'Auswirkunge vun där Austeritéitspolitik ze spiere kruten, huét sech dës Regierung derzou engagéiert, d'Militärdépensé massiv an d'Lucht ze setzen. Fir der entsater Éffentlechkeet, déi just mam Kapp résele konnt, dat schmackhaft ze maachen, ass de Verdeedungs- a Wirtschaftsminister net midd ginn ze betounen, datt et sech hei ém e Paradigmewiesel bei der Ausgaben-, bei der Investitiounspolitik handele géit.

Investitiounen sollten elo also eng ekonomesch Retombée op Lëtzebuerg hunn, soit iwwer Opräig u lokal Betriber, soit iwwert d'Vérdiéwung vu militäresch-industriellen Aktivitéiten, wéi zum Beispill mam Satellitebedreiver SES. Besonnesch dëse leschten Aspekt hu mir an der Vergaangenheit scho schaarf kritiséiert.

An elo? Elo bedelegt sech de Stat an Héicht vun 172 Milliounen Euro um Kaf an um Énnerhalt vun engem Tankfliger, well, sou heescht et, mer en Defizit hätten an der Capacitéit vum Raavitailement an der Loft, wéi d'Experienc vu Libyen 2011 gewisen hätt. Wann ee sech ukuckt, wou Libyen haut drun ass a wéi d'Leit haut a Libyen dru sinn, dann huet et bei d'r geckeger Operatioun vun 2011 u ganz villem gefeelt, mä net un Tankfligeren!

Dësen Tankfliger entspréch a kengster Weis iergendwellechen objektive Besoîne vun der Lëtzebuerg Arméi. Et ass ausschlisslech en Obulus un d'Desiderata vun der NATO an huet am eigentleche Senn vum Wuert och näischt mat der Verteidegung zu Lëtzebuerg ze diinn.

D'NATO, esou géit eis erkläert, géif fannen, datt d'Lëtzebuerg mei e groussen Effort misste maache bei hire Rüstungsausgaben. Mä wann ee sech dann awer ukuckt, wéi d'Pro-Kapp-Rechnung vun de Militärausgaben ausgesäit, da stellt ee fest, datt d'Lëtzebuerg pro Kapp 2015 scho méi ausginn hu wéi zum Beispill hir däitsch Noperen. Si hu pro Kapp 2015 och scho méi ausgi wéi hir belsch Noperen oder wéi zum Bei-spill och d'Hollänner.

Et gétt an deem Kontext dann oft gesot, datt Lëtzebuerg jo awer vill an d'Entwicklungshélfel géif stiechen. Jo, dat ass net falsch. Wann een dann awer elo déi absolut Zuele kuckt an d'Entwicklung vun deenen absoluten Zuelen, féiert déi doten Entwicklung, also d'Eropsetzen op 0,6% vum PIB, derzou, datt schonns an e puer Joer Lëtzebuerg méi an d'Militärausgabe stécht wéi an d'Entwicklungshélfel. An dann, jo, effektiv, dann hu mer et mat engem Paradigmewiesel ze dinn, deen eng Regierungskoalitioun aus DP, LSAP an déi gréng hei mécht!

Här President, als Lénk kritiséiere mer déi Oprüstungsspiral aus prinzipielle Grénn, un däc sech d'NATO, an och domadder Lëtzebuerg, bedelegt. Mir mengen, datt dëst kee Problem léist, mä am Géigendeel éischter den Ursprung vu weidere Problemer wäert sinn.

Merci.

► **M. David Wagner** (déri Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Baum. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. An den Här Verteidigungsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Défense.- Merci, Här President. Wann Der erlaabt, da bleiwen ech hei fir meng Interventioun.

Ech wéilt vlàicht nach eng Kéier eppes kloerstellen: Deen Invest, dee mer hei maachen, dat ass en Invest vun 172 Milliounen Euro, verdeelt iwwer 30 Joer. Fir déi kréie mer dann 200 Stonne Volcapacitéiten, déi mer entweder fir eis ege Besoîne kenne benotzen oder eben als Contribution fir Missiounen vun der UNO, vun der NATO oder vun der Europäischer Unioun kenneen zur Verfügung stellen.

Dee Montant vun 172 Milliounen - wéi gesot, iwwer 30 Joer -, dee kann nach erofgoen; wann et nach zousätzlech Partner sollt ginn, déi an deem Projekt matmaachen, da geet en natierlech proportional erof.

Et ass och esou, dass keng TVA op deem Fliger do muss bezuelt ginn, well e vun der NSPA, déi jo hei zu Lëtzebuerg stationéiert ass, wäert aakaft ginn. Dat huet also indirekt Retombéeen iwwert d'NSPA, déi jo hei och iwwer 1.000 Leit zu Lëtzebuerg beschäftegt.

Et ass och ugeduecht, dass mer kucken, fir eventuell d'Maintenance vun deem Fliger, zumindest deelweis, kenneen hei um Findel ze maachen, fir dann och do e Retour économique direkt ze hunn.

Den Här Baum huet ganz richteg zitéiert: Ech sot, dass ech ganz vill Wäert drop leeën, dass eis Ausgaben, wat d'Défensepolitik ugeet, wat eisen Effort de défense ugeet, e Retour économique direct op Lëtzebuerg hunn.

Dat geléngt mer an deene meeschte Fäll - Dir hutt der opgezielt: d'SES, d'Landepist um Fluchthafen, den Häreberg, dee renovéiert géit, an anerer -, mä et ass awer net exklusiv méiglech, dass all Euro, dee mer fir d'Défense ausginn, kann zu Lëtzebuerg ausgi ginn, well et nimmé ganz einfach eng Rei Wueren, eng Rei Material, eng Rei Infrastrukturen géit, déi een net hei zu Lëtzebuerg kritt, ergo net hei kann akafen. A wann ech déi Dépense, iwwert déi mer hei diskutéieren, dividéieren duerch déi 30 Joer, da sinn dat 5,7 Milliounen Euro, déi elo keen immense Retour économique op Lëtzebuerg hunn, dat bei engem Gesamtbudget, 2020, vu 400 Milliounen Euro d'Joer. Ech mengen, dass dat dann net ganz vill an d'Gewiicht fällt.

An Dir probéiert hei, eng Rechnung ze maachen, déi ganz einfach net richteg ass. Lëtzebuerg war Grénnungsmember vun der NATO. Lëtzebuerg huet - dat war net ech, mä meng Virgänger - och en Engagement geholl, an zwar 2% vun eisem PIB, also vun der Wirtschaftsleeschtung, an d'NATO eranzeginn, esou wéi all déi aner Länner och.

Lëtzebuerg huet sech awer ni dorunner gehalen a wäert sech och elo net dorunner halen, well mer et als Lëtzebuerg nach émmer - d'ailleurs hunn ech dat dem Deputy Supreme Allied Commander vun der NATO huet de Moien nach erkläert - mä wichtig fonnt hunn, mä en héijen Effort ze maachen an der Coopération au développement, well dat och friddestéftend ass respektiv well et preventiv ass, fir Konflikter ze évitéieren, an dass dat eise Schwéierpunkt ass an och wäert bleiwe mat ronn 1,1% vun eisem PIB, déi mer an d'Coopération au développement investéieren, also an d'Dréttweltdéveloppelementer.

Woubäi mer, wat eisen Engagement vis-à-vis vun der NATO ugeet, wäit vun deenen 2% ewech sinn, fir déi sech d'Lëtzebuerg Land viru ville Jore schonn engagéiert huet, well mer näämlech bei 0,4% leien. A wa mer um Sommet vu Wales akzeptéiert hunn, fir dee Budget - op Drock vun allen aneren NATO-Partner, well ech hei awer ganz kloer soen - ze erhéije vun 0,4% op 0,6% vun eisem PIB, da si mer nach émmer d'Schlusslicht an der gesamter NATO, wat eisen Effort ugeet.

An ech kann lech soen: Déi Diskussiounen sinn net émmer einfach. Wann ech aner NATO-Partner huelen, déi wäit iwwer 1,5%, 2% bälleeën an de Verteidegbudget vun der NATO a wirtschaftlich vill méi schlecht dosti wéi Lëtzebuerg, da kénnt Der lech virstellen, dass Der ganz schnell eng Diskussioun kritt vun „Schmarotzer“, déi zwar vun der Sécherheet, déi d'NATO assuréiert, profitéieren, awer net wéllen hir Responsabilitéit huelen a Sue investéieren.

Dat gesot, wéll ech awer nach eng Kéier op e puer aner Froen agoen. Et war déi vum Här Halsdorf, ob mer net bei deem heite Fliger deeselwechten Zeenario riskéiere wéi beim A400M. Ech denken, dat ass auszeschleissen. Den A400M, wéi Der wésst, war eng nei Entwicklungen, am Ufank ganz vill Kannerkränken. Déi hunn zu deene Retarde gefouert, déi mer de Moment hunn. Den A330, ém deen et hei geet, dee mer kafen, deen existéiert scho laang. Deen ass schonn x-mol gebaut ginn. An do ass also déi Problematik net ze erawarden.

Dann zu de Piloten: Et ass effektiv esou, dass mer de Moment nach keng Pilote virgesinn hunn - Lëtzebuerg Pilots -, fir op deene Fligeren ze fléien. Mir hunn de Moment Méi, fir déi sechs Piloten, déi mer brauche fir den A400M, an déi sechs Loadmastere fäerdeg a matzäiten auszubilden. Mä mir denken awer driwwer no, wa mer Kandidaten hunn - well déi musse mer hunn, soss helleft et näisch -, fir effektiv ze kucken, ob mer och fir deen heiten MRTT-Fliger kenne Lëtzebuerg Pilots zur Verfügung stellen.

Voilà! Dat gesot, mengen ech, ass dat doten e wichtige Punkt, fir awer och den NATO-Partner ze weisen, dass mer eis net émmer drécken, wann et drëm geet, Verantwortung ze iwwerhuelen.

Et ass elo, wat den Timing ugeet, esou, dass um NATO-Sommet deenächst zu Warschau den MoU wäert énnerschriwwen ginn. Den 12. Juli soll dann de Kontrakt mat Airbus énnerschriwwen ginn. 2017 bis 2019 ginn zu Eindhoven déi néideg Infrastrukture bereetgestallt, an d'Liwverung vun deene Fligeren ass geplant fir 2020 bis 2022.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci fir déi Diskussiounen. Ech soen och dem Rapporteur e ganz spezielle Merci, dee sech mat ganz vill Engagement hei an dee Projet erageknéit huet. Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Minister. Wéi gesot, d'Ofstëmmung maache mer muer de Méitten.

Da komme mer zum leschte Punkt.

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo.

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- Merci, Här President. Ech wéilt awer eppes richtegstellen, wat de Verdeedegungs- a Wirtschaftsminister gesot huet an der Confusioun zwéische Kooperatiouns-hélfel a Militärdépense.

Et ass esou: 0,6% vum PIB ass de Montant bis 2020, op dee sech Lëtzebuerg verfléicht huet. Bei der Kooperatioun géit awer net de PIB gekuckt, bei deem enge Prozent, mä den RNB. A besonesch zu Lëtzebuerg géit et do grouss Differenzen, well den RNB, notamment well mir eng Situations hu mat Frontalierien, zu Lëtzebuerg wesentlech méi niddreg ass wéi de PIB.

Soudatt bei Extrapolatiounen, déi ee ka maachen awer vun engersäits deene 412 Milliounen, déi 2020 sollen erreicht ginn als Militärdépense, an der Entwicklung vun der Kooperatiounsdépense, et 2020 esou wäert sinn, dat fir d'Éischt zénter ganz Laangem zu Lëtzebuerg d'Militärdépense méi héich wäerte si wéi d'Kooperatiounsdépense.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Här Minister.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Défense.- Nach eng Kéier ganz kuerz, Här Baum: Lëtzebuerg ass e Grénnungsmember vun der NATO. Lëtzebuerg huet sech deemoos engagéiert, 2% vum PIB bereetstellé fir d'Défense commune. Mir leie bei 0,4%. Mir probéieren, en Effort ze maachen op 0,6%. Déi Zuelen, déi hu weder ech erfonnt, nach ech décideert. Déi si vu Virgängerregierungen décideert ginn.

Mir stinn zu eisem Engagement a mir probéieren, wéi gesot, den NATO-Partner ze weisen, dass mer en Effort maachen, dass mer vun 0,4 op 0,6 ginn. A wa mer da bei 400 Milliounen eng Kéier sollte landen, da si mer nach émmer ganz, ganz wäit ewech vun deem, wouzou mer eis deemoos engagéiert hunn.

Ech mengen, dass dat doten éischter e symbolische Geste ass, fir wierklech ze weisen, dass mer a schwieregen Zäiten och zu deenen aneren NATO-Partner stinn.

An ech erënneren nach eng Kéier drun, dass et ganz ville Länner an der NATO wirtschaftlich vill

méi schlecht geet wéi Lëtzebuerg an dass déi hir Effort awer vill méi wäit leeschten, wéi mir dat de Moment maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun. An, wéi gesot, d'Ofstëmmung maache mer muer.

Eise leschte Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6952. An do geet et ém eng rationell Notzung vun der Energie. De Rapporteur, de Frank Arndt, ass scho prett.

Här Arndt, Dir hutt d'Wuert.

7. 6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Energie

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Frank Arndt** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, den 19. Februar 2016 gouf de Projet de loi vum Wirtschaftsminister an der Chamber déposéiert. Dëse Gesetzestext ännert d'Gesetz vum 5. August 1993 iwwert déi rational Benutzung vun der Energie.

Erlaabet mer dann, och e bësse méi rational mat der Zäit émzegoen an dofir den Temps de pa-role mat ze iwwerhuele vun der Fraktionen an dat anzebannen a mäi Rôle als Rapporteur. Ech wollt dat awer kloer kënnen trennen.

Et geet hei ém eng Émsetzung vun enger EU-Direktiv. De Statsrot huet den éischten Avis den 19. Abrëll an en Avis complémentaire de 24. Mee eragereecht. Och d'Beruffskummeren hinn eis hiren Avis erageschéckt. Dobäi soll gesot sinn, datt mir an der Kommissioun den Avis vun der Chambre de Commerce eréischt kritt hunn, nodeems mer schonn an der Ekonomieskommissioun de Projet de loi (veuillez lire: de Rapport) ugeholh hatt. Dofir ass deen Avis net am schriftelechen Deel enthalten. Selbstverständliche ass den Avis awer consultéiert ginn.

Komme mer elo zum Fong vun désem Gesetzes-text. De But ass et, d'Artikel 8 a 14 vun der Direktiv 2012/27/UE vum 25. Oktober 2012 iwwert d'energetesch Effikassitéit ze iwwerhuelen. All déi aner Article vun där Direktiv goufe schonn an anere Gesetzer émgesat, esou wéi Der dat am schriftelechen Rapport kënnent noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Inhalt vun deenen zwee Article.

Am Artikel 8 gesäßt d'Direktiv vir, datt grouss Entreprise - also hei soll gesot sinn, datt et net d'PME s



SÉANCE 38

MARDI, 28 JUIN 2016

mescher Stroumproduktionsanlag, enger Industrie anlag oder vun engem Hézt a Keeltréseau. A genau da soll eng Käschten-Notzen-Analys gemaach ginn, fir kënnen erauszeffanen, ob d'Offallhëtz um Site oder an der Ëmgéigend enger sënnvoller Notzung zougefouert ka ginn.

Beträff vun dëser Käschten-Notzen-Analys si just d'Installatiounen an d'Réseaue mat enger thermescher Gesamtleeschung vun iwwer 20 Megawatt, also grouss Energie- oder Industrieanlagen.

Et soll och zum Beispill a verschidde Fäll eng Analys gemaach ginn, wat de Käschtepunkt an de Benefiss vun enger Réckgewënning vun Energie aus Hézt a Keelt fir de Betrib géif bréngen. Et soll och gekuckt ginn, ob déi bestoed Anlag an eng Kraft-Wärme-Kopplungsanlag kann ëmgewandelt ginn.

Esou eng Kraft-Wärme-Kopplungsanlag ass meeschters eng Anlag, esou wéi d'Wuert et scho seet, déi gläichzäiteg Energie, also Stroum an Hézt produzéiert, an dat mat engem Minimum un Energieverloscht. Sou ginn och, dat kënn nach derbäi, d'Schuedstoffemissiounen staark reduzéiert. An esou eng Verflichtung stéet am Moment net an eiser nationaler Gesetzgebung.

Här President, ech gi kuerz op déi jeeweileg Avise vum Statsrot an de Beruffskummeren an. D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis geschriwwen, datt d'Handwierk manger betraff wier vun de virgesinne Mesuren, vu datt dës Secteure manger energieintensiv sinn. Si fénnt awer och, datt all d'Efforte vun den Entreprisen énnerstëtzt musse gi mat Moosnamen, déi et erlaaben, d'Energie effizient ze nutzen.

D'Handwierkerkummer freet och, ob net fiskalesch Ureizer, fir d'energetesch Effikassitéit fir d'Betrier méi attraktiv ze maachen, sollen an d'A gefaasst ginn. Do gëtt op de Schwäizer Modell higewisen, deen e regelrechte Succès kennt.

Déiswelwech Kummer freet, datt een no der Adoptiou vun dësem Projet de loi eng grouss Informatiounscampagne soll maachen, fir de beträffenen Entreprisen dat och bildlech virzestellen, wat do méiglech ass.

Elo zum Avis vun der Chambre de Commerce. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 7. Juni 2016 den initiale Projet de loi an d'Amendementen kommentéiert. D'Handelskummer ass zefridde mam Projet de loi an och domat, wéi d'Ekonomeskommissioune d'Amendementen ausgeschafft huet.

An hirem Avis erënnert d'Handelskummer un d'Strategie „Europa 2020“, fir d'Energieeffikassitéit an Europa bis 2020 eben ém 20% ze verbesseren. Et gëtt énnerstrach, datt déi concernéiert Direktiv ee vun deene fundamentale juristeschen Outilen ass vun der Europäischer Unioun, fir déi energetesch Effikassitéit an der Europäischer Unioun ze promouvéieren.

D'EU wëllt sech manger ofhängig maache vun den Energieimportatiounen, fir esou hiren ekologesche Footprint zu verbesseren, an awer och, fir innovativ a kompetitiv am Beräich vun der Émwelttechnologie ze bleiwen. D'Handelskummer erënnert och drun, datt et schonn en Accord op fräiwëllerger Basis mat de groussen Aktere vun der Lëtzebuerg Industrie gëtt, dëst mat dem Abanne vun „myenergy“, dem Stat an der Fedil. Dësen Accord gëtt mëttler-weil vu 56 Entreprise gedroen.

Här President, de Statsrot hat a sengem éischten Avis dräi Oppositiounen formelles gemaach. D'Wirtschaftskommissioune ass an hirer Lettre d'amendement op d'Fuerderunge vum Statsrot agaangen an esou konnt de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 24. Mee 2016 sái Feu vert ginn zu dësem Gesetzestext.

Pardon, elo hat ech dat Blat hei bal vergiess. Här President, Dir sidd jo nach do? Bonjour.

(Hilarité)

Initial war virgesinn, datt déi feelend Artikelen aus därf virdru genannter Direktiv kombinéiert gi mat de legislativen Aarbechten iwwer energetesch Strategien. Mä vu datt d'Establishement vun der Strategie am Energieberäich nach net ofgeschloss ass, konnten nach keng legislativ Aarbechten an deem Beräich ugefaange ginn.

Sou mussen déi zwee Artikelen an e separat Gesetz geschriwwen ginn, well d'Europäesch Kommissioune den 22. Oktober 2015 en Avis motivé géint Lëtzebuerg geholl huet wéinst inkompletter Transpositioun vun enger Direktiv. Fir ze vermeiden, datt et zu Sanktiounen géint Lëtzebuerg kënn, gi mir also dës zwee Artikelen an eis national Legislatioun verankerem.

Schlussendlech huet dëse Projet de loi keng Implikatiounen op de Statsbudget.

Och e grousse Merci un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Kommissioune fir déi gutt

Zesummenaarbecht. Dëst gesot, Här President, lëif Kolleginnen a Kolleegen, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktion zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président** - Merci och dem Här Rapporteur, dem Frank Arndt. An dann hunn ech e puer Wuertmeldungen. Vum Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV)** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll dem Här Arndt Merci soe fir säi gudden techneschen a flotte mëndleche Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktion.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président** - Merci. A vum Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP)** - Majo, ech géif mech de Wieder vum Félix Eischen uschléissen an datselwecht maachen: Félicitatioun fir dee gudde mëndlechen a schrifftleche Rapport. An ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président** - An den Här Anzia ass um Wee fir op d'Tribün. Dat heescht, hien huet fir e bësse méi laang.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ém d'Effizienz geet, däerf een awer vläicht ee Wuert méi douzou verléieren. Ech soen dem Rapporteur, dem Frank Arndt, natierlech e grousse Merci fir säi Rapport, deen e ganz ausféierlech hei gemaach huet.

Et geet ém d'Utilisation rationnelle de l'énergie, et ass scho virdru vun him och gesot ginn, dat passt u sech an d'Strategie 20/20/20 vun der EU eran. 20% manger CO₂-Ausstooss, 20% méi erneierbar Energien an 20% méi Energieeffizienz.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch, wéi mir Nationalfeierdag alleguerte gefeiert hunn, huet d'Europaparlament geschafft an huet och grad zu dësem Dossier zwee Berichten ugeholl: een zu den erneierbaren Energien an een zu der Energieeffizienz. An et fuerdert u sech d'EU-Kommissiou op, fir méi Ambitiounen an dësem Dossier ze weisen.

Bei erneierbaren Energien fuerdert et, fir op 30% bis 2030 eropzegoen, a bei der Energieeffizienz bis op 40% - dat ass esou eng Koppel, déi geet mateneen, erneierbar Energie an Energieeffizienz -, fir dass mer déi Ziler kënnen erreechen, déi mer eis selwer gesat hunn.

Ech kommen zréck op eise Projet de loi. Ech mengen, no dem Klimaofkommes zu Paräis gëllt et och hei zu Lëtzebuerg aktiv ze ginn a Moosnamen ze ergräifen. An dëse Projet de loi passt hoergenau an dës Richtung eran! Et ass also ee Bausteen.

Dee Bausteen, dee betrëfft hei déi grouss Entreprisen, also alles, wat net PMEen ass, an déi kréien eng Obligation: eng Obligation, fir Audits énergétiques ze maachen an och fir duerno einen Energiemanagement op d'Plaz ze setzen. An et ass och ganz kloer, dass ee fir d'Éischt muss en Audit maachen, fir ze wëssen, wat fir Voleien Energie, sief et Stroum, Wäermt oder Keelt, am Betrib virleien, éier ee kann u sech effizient mat der Energie émgoen, éier also en Energiemanagement kann en place gesat ginn.

Dat bréngt Virdeeler um Maart, dat bréngt och Virdeeler fir déi Betribier hei zu Lëtzebuerg. An dofir énnerstëtzte mir als déi gréng och ausdrécklech dëse Projet de loi.

E weidere Volet, deen an den Avis komm ass, an dat ass am Avis vun der Chambre des Métiers, dee fanne mir - an ech perséinlech - awer och ganz berechtegt, an zwar, dass een och fir de Secteur vum Handwierk, och fir d'PMEen also soll do esou Energieauditen en place setzen, also och spezifesch Programmer fir den Energiemanagement soll énnerstëzzen, fir esou eben och d'Handwierk fit fir d'Zukunft ze maachen.

Esou Programmer gëtt et schon an der Schwäiz ganz laang, an zwar 1990 ass et ugaangen. An am Moment heeschit hir Strategie eben „EnergieSchweiz“. An zwar hu se d' eppes ganz Spezielles, an dat ass branchëspezifesch, wou se u sech déi eenzel Metieren, énner anerem am Handwierk, uginn: zum Beispill speziell Programmer fir Schräiner, Bäcker, Hotelieren an esou weider an esou fort, wou se émmer opweisen, modellhaft, wou kann u sech do Energie gespüert ginn, also wou den Effizienzengedanke ka méi wäit gedriwwen ginn.

An dës Richtung gi jo och d'Beméunge vum Energieministère, zesumme mat dem Nohaltegeekts- an Émweltministère, nom Prinzip vum „cradle to cradle“ oder vun der Économie circulaire, fir eben an deene Vecteuren Energie, Waasser, Versuergung, Entsuerung, Mobilitéit méi Effizienz eranzekreien a fir d'Betrib méi fit ze maachen, hinnen e Virdeel ze verschaffen um

Sommaire des séances publiques n°s 36, 37 et 38

36^e séance

Ouverture de la séance publique p. 534
Question élargie n°15 de M. Marco Schank au sujet de la sécurité des centrales nucléaires françaises et belges p. 534-535

6675 - Projet de loi

1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat;

2) modifiant

- le Code d'instruction criminelle,

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et

- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'Etat

et

6589B - Proposition de loi modifiant 1. la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'Etat; 2. l'alinéa 1^{er} de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle p. 535-546

p. 546

6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant

1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant;

2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

3. abrogation de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé p. 546

p. 546-551

37^e séance

Ouverture de la séance publique p. 551

Discours de solidarité envers le Bundestag et les États-Unis d'Amérique p. 551

Communications p. 551

Ordre du jour p. 551

Question élargie n°17 de M. André Bauler sur le tourisme de congrès et en milieu campagnard p. 552

6923 - Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle et des chargés d'enseignement à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle, 2. fixation des modalités et du déroulement du cycle de formation des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 3. création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées

p. 552-554

6964 - Projet de loi portant modification du paragraphe 91, alinéa 1^{er}, de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“) p. 554-555

6983 - Projet de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs p. 555-557

6962 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015

p. 557-558

38^e séance

Ouverture de la séance publique p. 559

Communications p. 559

Ordre du jour p. 559

Débat de consultation sur la réforme de la Police grand-ducale p. 559-571

Ordre du jour (suite) p. 571

6940 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational „Multi Role Tanker Transport (MRTT) p. 571-573

6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie p. 573-574

lokalen an och um noen auslännesche Maart.

Dës Initiativen énnerstëzze mir als déi gréng och mat zwou Hänn a mir fannen, dass dat absolutt dee richtege Wee ass, deen den Ekonomiesministère do geet.

Ech kommen zum Schluss a gi ganz einfach d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktion zu dësem Projet de loi. Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président** - Merci och dem Här Anzia. An ech hu just nach d'Wuertmeldung vum Här Baum.

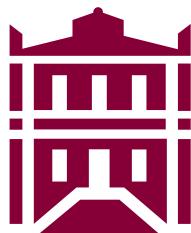
► **M. Marc Baum (déi Lénk)** - Merci, Här President. Et ass schonn zweemol, oder e puermol ugeklonigen: Dat hei ass d'Transpositioun vun zwee Article vun enger Direktiv, wou mer eigentlech schonn e Gesetz d'lescht Joer gestëmmt hinn.

Mir hinn eis d'lescht Joer bei deem Gesetz enthalen, notamment well dat Gesetz eigentlech eng weider Verdéitung vun der Liberalisierung vum Maart virgesäßt an och well verschidde Sourcen, wéi zum Beispill den Nucléaire, oder verschidde Secteure wéi den Transport, net ernimmt gi sinn.

Déi zwee Punkte vun der Direktiv, déi elo an deem heite Gesetz mat émgesat ginn, do gëtt et näisch, géint dat ee ka sinn. Dat ass eng minimal positiv Émsetzung vu bestëmmte Kritären, an duerfir wäerte mir eis och hei enthalten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président** - Merci. An d'Wuert huet elo direkt den Energie- Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

<h



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°14 • SESSION ORDINAIRE 2015 - 2016

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2052	Franz Fayot	«Révolution éducative»	2082	Gusty Graas	Airbus A400M
2056	Françoise Hetto-Gaesch	Offre des classes d'éducation précoce	2083	Martine Hansen	Agroforesterie
2057	Aly Kaes	Traitement des terres contaminées	2084	Nancy Arendt	Protection juridique des volontaires de l'armée
2058	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Libéralisation des visas pour la République de Turquie et la République du Kosovo	2085	Laurent Mosar	Accès des députés aux documents confidentiels de l'accord de libre-échange TTIP
2059	Aly Kaes	Missions des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»	2086	Fernand Kartheiser	Accord de libre-échange CETA
2060	Marco Schank	Don de sang	2087	Fernand Kartheiser	Accord entre l'Union européenne et la Turquie sur les migrants
2061	Françoise Hetto-Gaesch	Logement de demandeurs de protection internationale	2089	Fernand Kartheiser	Nouvelle orthographe française
2062	Fernand Kartheiser	École privée musulmane	2090	Gast Gibéryen	«Péril en la demeure» dans la Fonction publique
2063	André Bauler	Transport public de la «Nordstad»	2091	Gast Gibéryen	Chauffeurs professionnels
2065	Martine Mergen	Construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la gare centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg	2093	Laurent Mosar	Accords fiscaux verbaux
2066	Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf	Médicaments	2094	Laurent Mosar	Obligations de vigilance incomptant aux professionnels du secteur financier au sens large
2067	Sylvie Andrich-Duval, Marc Spautz	Espace seniors à Rumelange	2095	Gast Gibéryen	Fermeture de bureaux de poste
2068	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouvel accord salarial dans la Fonction publique	2096	Jean-Marie Halsdorf	Récente initiative du Président de la Caisse nationale de santé
2069	Roberto Traversini	Encadrement des nouveau-nés des demandeurs de protection internationale	2097	Jean-Marie Halsdorf, Sylvie Andrich-Duval	Composition de la Commission de Nomenclature
2070	Claude Adam, Gérard Anzia	Formations pour les demandeurs de protection internationale	2098	Gusty Graas	Micropolluants dans l'eau
2071	Sylvie Andrich-Duval	Gare de Bettembourg	2099	Fernand Kartheiser	Investissements de moins de 40 millions
2072	Fernand Kartheiser	Contrôle aérien	2100	Claudia Dall'Agnol	Recrutement auprès de la Police grand-ducale
2073	Fernand Kartheiser	Taxes perçues par l'Administration de la navigation aérienne	2101	Roy Reding	Construction d'un pont reliant Cents au Kirchberg
2074	Fernand Kartheiser	Pays d'origine sûr	2102	Martine Hansen	Université du Luxembourg
2075	Claude Haagen	Nouvelle orthographe française	2103	Serge Wilmes	17 ^e actualisation du programme de stabilité et le rapport du Fonds Monétaire International sur l'économie luxembourgeoise
2076	Josée Lorsché, Henri Kox	Fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom	2104	Georges Engel	Orchestre des jeunes de l'Union européenne
2077	Josée Lorsché	Prise en charge des prothèses de bain	2106	Marc Baum	Gestion du site universitaire de Belval
2078	Martine Hansen	Internat du Lycée technique Agricole	2107	Sylvie Andrich-Duval	Contrôle médical
2079	Marc Angel	Maison du Luxembourg à Bruxelles	2108	Alexander Krieps	Interconnexion entre les pharmacies
2080	Gilles Roth, Diane Adehm	Accords fiscaux	2109	Michel Wolter	Infractions routières
2081	Martine Hansen	Déchets de verdure	2111	Claudia Dall'Agnol	Inondation de la salle technique du poste directeur des CFL à Bettembourg
			2112	Marcel Oberweis	Esclavage moderne au Luxembourg
			2114	Aly Kaes	Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire
			2116	Laurent Mosar, Marco Schank	Communication politico-diplomatique du Gouvernement dans le cas précis de la fermeture potentielle de la centrale nucléaire de Cattenom

Question 2052 (04.05.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant la «révolution éducative»:

Lors de la séance académique du 17 mars 2016, à l'occasion du 20^e anniversaire de la formation universitaire pour adultes de la Chambre des Salariés, l'expert français Yves Attou a présenté dans son intervention les grandes lignes de la «révolution éducative en cours». Celle-ci serait marquée par les deux tendances lourdes que sont la numérisation et la mondialisation. D'après Monsieur Attou, qui se base sur une veille mondiale effectuée par le Comité mondial pour les apprentissages tout au long de la vie depuis dix années, l'éducation de demain serait caractérisée par des phénomènes tels que:

- la relocation, la mondialisation menant à un retour au territoire;
- la fin d'une éducation monolithique, uniforme pour tout un pays, au profit d'un savoir local, différencié;
- l'individualisation de l'enseignement;
- la numérisation, comme facteur de disruption, induisant des phénomènes comme les cours en ligne;
- la «pédagogie inversée», impliquant la «classe-atelier», avec par exemple des podcasts et des débats en classe;
- la mise en concurrence des enseignants;
- l'externalisation de l'éducation et le risque d'abdication de l'école publique.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que des réflexions sont en cours au Ministère de l'Éducation nationale sur le posi-

tionnement de notre système éducatif par rapport à cette «révolution éducative» qui se profile à l'horizon et qui ne fera pas halte devant le Luxembourg?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage concrètement de transposer l'une ou plusieurs de ces idées dans notre système éducatif?

3. Est-ce que des discussions ont déjà été menées avec les syndicats d'enseignants luxembourgeois quant à ces réflexions et quant à l'avavis des enseignants sur ces thèmes?

Réponse (04.07.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La question de l'honorable Député porte sur la «révolution éducative» dont l'expert français Yves Attou a présenté les grandes lignes lors de la séance académique du 17 mars 2016, à l'occasion de la formation universitaire pour adultes de la Chambre des Salariés. L'orateur y a évoqué les deux tendances lourdes de l'éducation de demain que sont la numérisation et la mondialisation ainsi que les phénomènes qui y sont associés.

En réponse à la question, il convient de souligner que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'applique de toutes ses forces pour faire entrer l'école dans l'ère du XXI^e siècle. Pour ce faire, il actionne les principaux leviers pour ouvrir la voie à l'école de demain.

ad 1. + 2.

1) Le Ministère encourage l'esprit d'initiative et d'innovation dans les écoles en accordant une plus grande autonomie aux lycées

Les réflexions sur les grandes lignes de l'éducation de demain, sur la «révolution éducative» se font depuis longtemps au ministère et se concrétisent peu à peu, notamment par le fait

que le Ministère encourage les lycées à se donner un profil à l'image de leur vision et de leur population scolaire.

L'hétérogénéité croissante des élèves et de leurs exigences demande en effet à l'Ecole de se diversifier, de réagir par rapport aux besoins de ses élèves, mais également par rapport aux besoins des réalités économiques et sociales du pays. Ainsi, un des éléments clés du projet de loi sur la réforme de l'enseignement secondaire qui sera déposé avant les vacances scolaires de cette année, est l'autonomie des lycées et l'élaboration de cadres nationaux pour les points clés du développement scolaire.

Le principe de l'autonomie se fonde sur le constat que les écoles ne sont pas toutes identiques; chaque établissement offre ses propres voies de formation, accueille des groupes d'élèves hétérogènes et a recours à ses propres approches pédagogiques et didactiques. L'objectif de l'autonomie est de donner aux écoles la possibilité de prendre les décisions face aux défis (pédagogiques, organisationnels et techniques) auxquels elles sont confrontées.

Il s'agit là d'un changement de paradigme; ce n'est plus le Ministère qui décrète ce que les écoles doivent réaliser, mais c'est lui qui pose le cadre général dans lequel les écoles peuvent évoluer; le principe de l'autonomie se fonde donc sur le constat que dans un système de plus en plus complexe, une grande partie des phénomènes doit s'appréhender au plus près du terrain. Attribuer aux acteurs du terrain un statut d'agent et non d'exécutant pour qu'ils soient force vive de toute rénovation et innovation.

2) Le Ministère élaboré des cadres de référence pour les points clés du développement scolaire

L'autonomie n'est cependant pas une fin en soi mais un moyen pour les lycées d'être plus près de leurs élèves; elle est une stratégie d'organi-

sation du système éducatif où le Ministère définit un cadre national dans lequel les écoles peuvent évoluer. Ainsi, les différents services du ministère se chargent de l'élaboration de cadres de référence pour les différents domaines clés du développement scolaire (orientation scolaire et professionnelle, encadrement et prise en charge des élèves, appui, maintien scolaire, démarche participative au niveau des élèves et des parents, TIC...). Il appartient aux lycées de se donner une démarche en s'appuyant sur les grandes lignes des cadres de référence, en les façonnant au gré de leurs visions et de leur population scolaire.

3) Le Ministère encourage la promotion des talents en flexibilisant l'offre scolaire afin de faire face à la diversité des élèves

À l'enseignement fondamental et au lycée des sections anglophones voient le jour; l'Ecole internationale de Differdange ouvrira ses portes en septembre 2016; un grand nombre de lycées proposent l'allemand et le français comme langues véhiculaires dans les classes inférieures afin de donner à leurs élèves les meilleures chances de réussite.

Au niveau des classes supérieures, le projet de loi qui sera déposé en juillet prévoit de flexibiliser les sections existantes en y ajoutant de nouvelles disciplines par le biais des options et de valoriser le parcours des élèves en faisant figurer toutes les disciplines des classes de 2^e et de 1^{re} sur un complément au bulletin.

4) Le Ministère fait entrer l'école dans l'ère du numérique par sa stratégie Digital(4)education



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

Conscient que le numérique jouera un rôle décisif pour préparer les jeunes d'aujourd'hui à un marché du travail qui aura considérablement évolué demain, le ministère a conçu une stratégie globale, déclinée en plusieurs dimensions clés qui inclut l'éducation formelle et non formelle.

Depuis la rentrée 2015, le ministère met l'environnement numérique «Office 365» gratuitement à la disposition de tous les élèves, enseignants et agents de l'éducation nationale; cet environnement propose des plateformes et applications informatiques pour satisfaire les besoins à la fois administratifs et pédagogiques de l'éducation nationale.

edusphère est l'environnement numérique de l'enseignement et de l'apprentissage.

MathemaTIC propose un environnement d'apprentissage numérique personnalisé en mathématiques à l'enseignement fondamental et sera développé pour les classes inférieures de l'enseignement secondaire.

BEE CREATIVE porte sur la création d'un réseau de makerspaces, des lieux de découverte mais aussi des espaces de création destinés à stimuler la créativité des jeunes et à les encourager à mettre au point leurs propres outils numériques.

Le projet «mobile learning» promeut l'enseignement et l'apprentissage avec des tablettes numériques et trouve un accueil favorable dans de nombreux lycées.

Le programme et portail BEE SECURE centralise toutes les initiatives de sensibilisation à une utilisation plus sécurisée des technologies de l'information et communication.

ad 3. L'autonomie scolaire, la recherche de solutions sur-mesure par les écoles pour les défis qu'elles rencontrent présente certes des opportunités, mais cache également des risques; il convient d'associer les acteurs scolaires, de procéder par étapes et avec circonspection. Voilà la raison pour laquelle, de janvier à décembre 2016, le Ministre va à la rencontre des acteurs scolaires au rythme d'une ou de deux visites de lycée par semaine pour apprécier sur place la diversité des lycées qui s'adaptent aux profils de leurs élèves, pour connaître la force innovatrice des lycées, leurs projets, leurs aspirations, leurs visions, leurs préoccupations, pour aller à la rencontre des acteurs scolaires et valoriser les initiatives et les projets initiés, mais surtout pour connaître les défis auxquels les lycées sont confrontés, les solutions qu'ils proposent. Le tout dans le but d'adapter le projet de loi aux besoins et réalités quotidiennes du terrain.

ont fréquenté l'éducation précoce dans toutes les communes du pays:

- soit dans une école de la commune,
- soit dans l'école du syndicat scolaire inter-communal dont certaines communes font partie,
- soit dans l'école communale d'une autre commune sur base d'une convention entre communes,

et ceci conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Suite à ce constat, les autres points de la question parlementaire sont sans objet.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est toutefois bien conscient de la situation concernant la problématique des HAP dans diverses terres d'excavation et des problèmes qui en résultent par leur acceptation sur une décharge pour déchets inertes au Luxembourg. En effet, les valeurs d'acceptation au Luxembourg sont assez strictes lorsqu'on les compare par exemple avec celles appliquées en Allemagne où le critère d'acceptation pour les HAP est de 30 mg/kg.

C'est pour cette raison que l'Administration de l'Environnement est actuellement en train de réévaluer la situation afin de trouver des solutions viables et respectueuses pour l'environnement, la santé humaine. Cette réflexion doit tenir compte du fait que les HAP constituent une famille de substances dont certaines présentent un caractère hautement cancérogène. Une réévaluation de ces valeurs doit donc tenir compte des risques pouvant émaner effectivement des terres et des contaminations.

ad 2+3. Les travaux actuellement en cours concernent autant les adaptations possibles des valeurs limites d'acceptation (entre autres en HAP) des déchets et des voies de valorisation à préciser, que la recherche de nouveaux sites adéquats, à travers le pays, pour étoffer le réseau des décharges régionales pour déchets inertes, et répondre ainsi aux besoins nationaux actuels. Pour ce faire, une étude de recherche de sites potentiels est en cours.

Toutefois, pour qu'un site, et surtout un site pouvant accepter des déchets avec des taux en HAP plus élevés que ceux autorisés à ce jour, soit apte à devenir une décharge, de nombreux aspects dont notamment la géologie (important dans le contexte de la barrière géologique), la topographie et l'hydrologie de la zone, la distance aux zones d'habitations, l'utilisation actuelle et future du terrain, les possibilités d'accès, l'environnement naturel, etc. sont à respecter.

Pour des terres d'excavation présentant un certain degré de contamination, il est évident que la situation géologique dans laquelle cette décharge devrait être implantée joue un rôle essentiel. Or, il faut savoir que les couches géologiques favorables à la mise en place d'une telle décharge se situent surtout dans la partie sud du pays, région qui est pourtant fortement peuplée. Il ne faut pas non plus perdre de vue que la réalisation d'une décharge pour déchets inertes (de la recherche du site jusqu'à sa mise en exploitation) sous les conditions telles que précisées par le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets et dans le respect des dispositions du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes», demande un très grand investissement en temps. En particulier, différentes études de faisabilité sont à réaliser et des procédures de consultation, tant des responsables communaux concernés que du public, sont à respecter.

Aussi faut-il savoir que les projets de décharges pour déchets inertes se heurtent souvent à l'opposition des riverains, ce qui ralentit encore plus la réalisation et la mise en exploitation d'une décharge. Ceci vaut à fortiori pour des décharges pouvant accepter des terres présentant un certain degré de contamination.

ad 4. Dans ce contexte, il faut également mentionner que le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge n'autorise pas la réutilisation de déblais contenant des HAP et que ces terres doivent obligatoirement être mises en décharge. En effet, ce règlement se limite exclusivement à l'aménagement et à l'exploitation de décharges. Par contre, la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets prévoit la hiérarchie à respecter en matière de gestion des déchets. Cette hiérarchie met le recyclage et la valorisation à un niveau plus élevé que la mise en décharge de déchets.

Le fait qu'un déchet soit contaminé ne constitue pas en soi une raison pour qu'il ne puisse pas être recyclé ou valorisé. Toujours est-il que le recyclage doit se faire sans nuisances pour la santé humaine et l'environnement. Il n'est donc pas seulement prévu de trouver des moyens d'éliminer les déchets en question au Luxembourg. L'Administration de l'Environnement travaille également dans la recherche de moyens et de techniques permettant de valoriser des déchets, y inclus des terres, contaminées par des HAP tout en assurant qu'il ne peut pas émaner de risque pour la santé humaine et l'environnement en provenance de ces procédés.

ad 5. Dans le cas du refus d'acceptation par l'étranger de terres contaminées par des HAP en provenance du Luxembourg, il faut distinguer entre deux situations différentes: le refus de principe et le refus concernant un transfert particulier.

Le refus de principe ne peut s'appliquer que pour les déchets destinés à une opération de valorisation. Dans ce cas, d'autres destinataires à l'étranger sont à rechercher dans les pays limitrophes. En application de la réglementation communautaire et de la jurisprudence afférente, ce refus ne peut pas intervenir lorsque ces déchets sont destinés à une opération de valorisation.

Néanmoins, il faut savoir que l'exportation de terres de déblais, qu'elles soient contaminées ou non, est soumise à une procédure de notification préalable conformément aux dispositions du règlement (CE) 1013/2006 concernant le transfert de déchets. Cette procédure doit être faite préalablement aux transferts de déchets et comporte le consentement de toutes les autorités compétentes des différents Etats membres concernés par ces transferts.

Une fois l'accord donné, les autorités du pays destinataire ne peuvent pas simplement retirer cet accord.

Dans le cas d'un tel accord peut toutefois intervenir le refus d'un transfert spécifique ce qui peut se faire par exemple lorsque les déchets ne correspondent pas aux indications fournies dans le cadre de la procédure de notification.

Les modalités à respecter en cas d'un tel refus sont précisées dans le chapitre 4 du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. Ainsi, lorsqu'une autorité compétente concernée se rend compte qu'un transfert de déchets, y compris leur valorisation ou élimination, ne peut être mené à son terme, comme prévu selon les dispositions des documents de notification et de mouvement, elle en informe immédiatement l'autorité compétente d'expédition. L'autorité compétente d'expédition veille à ce que les déchets en question soient réintroduits dans la zone relevant de sa compétence ou ailleurs à l'intérieur du pays d'expédition. Cette obligation de reprise ne s'applique pas si les autorités compétentes d'expédition, de transit et de destination concernées par la valorisation ou l'élimination des déchets estiment que le notifiant peut éliminer ou valoriser les déchets d'une autre manière dans le pays de destination ou ailleurs.

Question 2056 (09.05.2016) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant l'**offre des classes d'éducation précoce**:

L'éducation précoce, dont la fréquentation est facultative, fait partie intégrante du premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Ainsi, depuis l'année scolaire 2009/2010, les communes sont obligées d'offrir des classes de l'éducation précoce. Or, selon mes informations, certaines communes n'offrent pas de telles classes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles certaines communes n'offrent pas de classes d'éducation précoce?

- Combiens de communes n'offrent pas l'éducation précoce?

- Le Ministre ne juge-t-il pas cette situation comme contraire au principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre tous les enfants dans l'accès à l'éducation précoce?

- De quelle manière, le Ministre envisage-t-il de remédier à cette problématique?

Réponse (24.06.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La question posée par l'honorable Députée au sujet de l'offre de l'éducation précoce dans les communes appelle la réponse suivante:

Au vu des inscriptions des enfants dans les classes des écoles des différentes communes durant l'année scolaire 2015/2016, et d'après les renseignements fournis par des inspecteurs de l'enseignement fondamental, des enfants

Réponse (13.06.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

La question parlementaire de l'honorable Députée relève du domaine de la gestion des terres d'excavation au Luxembourg, notamment de celles contaminées par des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ainsi que du bon fonctionnement de notre réseau national de décharges régionales pour déchets inertes.

Dans ce contexte les explications et précisions suivantes peuvent être fournies:

ad 1. Le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets constitue la transposition en droit national de la directive 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge de déchets, telle que modifiée.

Cette directive prévoit que les États membres fixent des seuils d'acceptation pour les HAP sans proposer des valeurs communautaires telles qu'il a été fait pour d'autres paramètres. Au moment de la transposition de cette directive, le Luxembourg avait opté pour des valeurs limite strictes pour les HAP en se référant à des valeurs généralement appliquées dans le domaine de l'appréciation de la contamination des sols, dont notamment les valeurs de référence de la liste ALEX-02. Compte tenu du fait que les décharges pour déchets inertes (type II) n'ont pas besoin de systèmes d'étanchement - tel qu'il est par exemple le cas pour d'autres types de décharges -, il avait été décidé de mettre en ligne les valeurs d'acceptation de terres d'excavation sur ces décharges avec celles utilisées pour l'appréciation de sols ne présentant pas de contaminations.

Question 2058 (11.05.2016) de MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV) concernant la **libéralisation des visas pour la République de Turquie et la République du Kosovo**:

En effet, la Commission européenne vient de proposer la libéralisation des visas dans l'espace Schengen pour la Turquie et le Kosovo. Cette libéralisation est, d'une part, partie intégrante de l'«accord global» de renvoi des réfugiés que l'Union européenne a signé avec la Turquie. Pour de nombreux observateurs, elle constitue même une des contreparties de l'Union dans le cadre du paquet migratoire négocié avec la Turquie. D'autre part, la libéralisation des visas pour le Kosovo est présentée comme la «conséquence des efforts des autorités kosovares».

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la position détaillée du Gouvernement luxembourgeois en ce qui concerne l'exemption des 75 millions ressortissants turcs de l'obligation de visa dans l'espace Schengen à partir de la fin du mois de juin 2016? La feuille de route de la Commission est-elle réaliste? Les 72 conditions de cette même feuille de route seront-elles respectées par Ankara?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous préciser la position du Gouvernement en ce qui concerne la libéralisation des visas pour les ressortissants de la République du Kosovo? Quelles en seraient les conséquences pour la politique migratoire du Luxembourg?

3. Monsieur le Ministre peut-il nous informer également sur la position luxembourgeoise en matière d'une éventuelle libéralisation des visas des citoyens de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Ukraine?

4. Monsieur le Ministre pourrait-il nous éclairer sur les conséquences desdites libéralisations de visas sur l'espace Schengen?

Réponse (13.06.2016) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Suite à la signature de l'accord de réadmission entre l'Union européenne et la Turquie en décembre 2013, l'UE a mis en place une feuille de route avec 72 critères objectifs à remplir par la Turquie en vue d'une libéralisation



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

du régime des visas entre l'Union et la Turquie. Le respect de ces critères constitue un processus complexe qui exige des efforts substantiels de la part d'Ankara. Il incombe à la Commission européenne d'évaluer le respect des critères par la Turquie et d'en informer les États membres. Le Luxembourg a toujours maintenu que l'intégralité des critères devront être respectés. Ceci est également prévu dans la déclaration conjointe UE-Turquie du 18 mars 2016, qui indique que la concrétisation de la feuille de route sur la libéralisation du régime des visas sera accélérée «à l'égard de l'ensemble des États membres participants» afin que les obligations en matière de visa pour les citoyens turcs soient levées «au plus tard à la fin du mois de juin 2016» et «pour autant que tous les critères de référence soient respectés». Autant l'UE que la Turquie sont conscients qu'il est à ce stade hautement improbable que tous les critères soient remplis d'ici la fin du mois de juin.

ad 2. La Commission européenne a produit une évaluation sécuritaire et migratoire sur les conséquences d'une libéralisation du régime des visas pour les citoyens kosovars. Le Luxembourg s'est investi en faveur de garanties très strictes afin d'éviter l'afflux d'une vague de ressortissants kosovars présentant des demandes infondées de protection internationale. Ceci est une précondition indispensable pour que le Luxembourg puisse marquer son accord avec une libéralisation du régime des visas pour la République du Kosovo.

ad 3. Chacun de ces pays est évalué par la Commission d'après des critères objectifs et d'après ses mérites propres. La libéralisation du régime des visas pour la Moldavie est déjà en place depuis le 28 avril 2014. La Commission européenne a rendu des évaluations positives en décembre 2015 sur l'Ukraine et la Géorgie, évaluations dans lesquelles elle a confirmé que les deux pays remplissaient tous les critères de référence prévus dans le plan d'action concernant la libéralisation du régime des visas (permettant aux titulaires d'un passeport biométrique d'effectuer des voyages d'une durée maximale de 90 jours dans l'espace Schengen sans avoir besoin de visa). La Commission a toutefois souligné qu'elle allait suivre de près la mise en œuvre des réformes agréées en matière de lutte contre la corruption en Ukraine.

Il va de soi qu'une libéralisation du régime des visas s'inscrit dans un contexte politique général (processus de Minsk, élections en Géorgie, situation dans les différents États membres), que les États membres prendront en compte dans la détermination de leur position sur ces libéralisations. La discussion sur la libéralisation du régime des visas pour l'Ukraine et la Géorgie est actuellement en cours au Conseil. Pour le Luxembourg, il est indispensable que chacun des États concernés remplisse les critères définis par l'Union et que des garanties solides soient en place pour éviter tout abus et assurer la mise en œuvre continue des réformes décidées.

ad 4. Je me permets de renvoyer les honorables Parlementaires aux évaluations produites par la Commission européenne dans ce contexte. Les libéralisations n'auront lieu que sous condition que les critères établis dans les feuilles de route pour chacun des pays concernés soient respectés dans leur intégralité. Ceci exige des efforts considérables et soutenus des États concernés. Ces efforts doivent être honorés, mais le Luxembourg a également besoin de garanties dans ce contexte. Nous soutenons donc fermement la mise en place d'un nouveau mécanisme de suspension, dont l'entrée en vigueur devrait conditionner la libéralisation effective du régime de visas avec les différents États tiers concernés.

Question 2059 (11.05.2016) de **M. Aly Kaebs** (CSV) concernant les missions des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»:

Depuis le 27 mars 2015, le Gouvernement a mis en place le plan national «Vigilnat», dans le but de mieux pouvoir réagir à des menaces ou actions terroristes. Depuis que le niveau d'alerte 2 «moyen» a été déclenché, les mesures de vigilance, de prévention et de protection notamment sur les lieux des transports en commun ont été renforcées.

Parmi les agents mobilisés dans les gares se trouvent entre autres des agents de l'Administration des douanes et accises. La loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics prévoit effectivement que les agents précités sont notamment tenus des missions de maintien de l'ordre et de la sécurité dans les moyens de transports, gares routières et ferroviaires et aux arrêts.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser les missions exactes des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre des mesures précitées et compte tenu des dispositions de la loi visée? Quelles seront ces mesures dans les scénarios respectifs des niveaux d'alerte 3 («grave») et 4 («très grave»)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils assurer que les agents concernés sont tous suffisamment formés et équipés pour répondre aux missions liées au plan «Vigilnat» et aux différents niveaux d'alerte pouvant être déclenchés?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les moyens de coopération avec la Police grand-ducale, notamment au niveau de l'échange d'informations, mis à disposition des agents dans le cadre desdites missions?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que des interventions de la part d'agents de l'Administration des douanes et accises ont déjà eu lieu dans le cadre desdites missions et m'indiquer, le cas échéant, le nombre d'interventions?

Réponse commune (13.06.2016) de **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**, et de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**:

Le plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes plan «Vigilnat», approuvé et rendu exécutoire par le Conseil de Gouvernement le 27 mars 2015, prévoit des mesures de vigilance, de prévention et de protection pour les quatre niveaux d'alerte correspondant aux niveaux de menace respectifs.

La présence renforcée et plus visible d'agents de l'Administration des douanes et accises (ADA) dans les gares se concevant dans le cadre du plan «Vigilnat» n'altère en rien les attributions quotidiennes de l'ADA, qui sait à tout moment y exercer, comme d'ailleurs sur tout le territoire national, toutes ses compétences légales.

Les fonctionnaires de l'ADA bénéficient d'une formation initiale générale et de formations continues spécifiques tout au long de leur carrière, pour assumer les missions légales et les tâches administratives leurs confiées et ils disposent d'un équipement adapté à ces fins.

Le plan «Vigilnat» définit les missions et responsabilités respectives des acteurs qui sont appelés à intervenir à différents niveaux de menace et comporte des mesures destinées à assurer une coordination efficace des différentes missions, notamment la mise en place d'un poste de commandement commun chargé de centraliser les informations et renseignements et d'assurer leur échange en temps réel.

Question 2060 (11.05.2016) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le don de sang:

Selon les responsables de la Croix-Rouge, le nombre de dons de sang ne cesse de baisser depuis plusieurs mois avec pour conséquence un niveau critique du stock national.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Le Ministère est-il au courant de cette situation inquiétante?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il réagir dans les meilleurs délais afin de surmonter cette phase critique?

- Le cas échéant, quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il concrètement?

- Une campagne de sensibilisation ne s'impose-t-elle pas?

Réponse (08.06.2016) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**:

La question de l'honorable Député est basée sur une lettre circulaire adressée par le Centre de transfusion sanguine (CTS) de la Croix-Rouge aux donneurs afin de les motiver à répondre avec plus de régularité aux invitations. Ce courrier avait pour objectif de sensibiliser les donneurs existants à l'importance de leur assiduité au don.

Les stocks se trouvent depuis de nombreux mois en dessous des seuils mis en place depuis un certain nombre d'années. Le nombre de dons recueillis et la consommation de produits sanguins fluctuent également autour d'une moyenne assez stable au cours des derniers mois. Ces niveaux de stock n'ont toutefois pas généré des problèmes d'approvisionnement jusqu'à présent. A quelques reprises en 2015 les accords transfrontaliers d'entraide ont dû être activés afin de fournir 20 poches de PS05 -

concentré de globules rouges - et 34 poches de PS18 - plaquettes. Mais il est vrai qu'un niveau de stock plus élevé serait plus confortable tout en précisant qu'un stock trop élevé génère une augmentation des péremptions de produits non utilisés. Ainsi en 2011, en prévision de l'épidémie de grippe aviaire H5N1, le stock avait été augmenté à 900 poches de PS05. Le résultat en a été la péremption de 300 poches.

Pour améliorer la situation des stocks, plusieurs actions ont été mises en place ou tentées au cours des dernières années:

- 2015: extension pérenne des horaires d'ouverture du Centre les jeudis (de 18.00 à 19.00 heures);

- extension transitoire (sans succès majeur) des horaires de la collecte d'Ettelbruck le jeudi (fermeture à 16.30 heures au lieu de 15.15 heures);

- 2013: extension de la limite d'âge pour les dons de sang total (de 65 ans à 70 ans);

- 2013: création du service de gestion des donneurs (avant cette réforme cette tâche était assumée par les infirmières);

- 2010: possibilité de don de sang dès le premier entretien chez les nouveaux donneurs de sang (autrefois, le premier don n'avait lieu que six à huit semaines après le premier entretien). Cela a été possible grâce à une automatisation du laboratoire (tests HTLV et anticorps anti-HBc requis lors du premier don, réalisés quotidiennement).

En cas de pénurie constatée, il est possible, comme mesure exceptionnelle, de resserrer l'intervalle entre deux dons (de trois à deux mois chez les hommes, de quatre à trois mois chez les femmes): cela a été pratiqué une seule fois. Actuellement le CTS est en train de remettre en place cette mesure chez des donneurs de sexe masculin répondant à certains critères pour améliorer l'état du stock actuel.

Enfin on peut citer la création des conventions B et AB en 2014: mise à disposition de ces poches dans quatre hôpitaux afin de moins solliciter les donneurs O et A. Il s'agit ici d'une pratique transfusionnelle tout à fait conforme aux standards internationaux mais peu appliquée au Luxembourg. Or, cette pratique transfusionnelle permet une meilleure utilisation des produits.

Actuellement, le CTS étudie la possibilité d'augmenter les horaires d'ouverture un second jour de la semaine afin de nous adapter davantage aux contraintes des donneurs.

Une autre priorité reste bien entendu le recrutement de nouveaux donneurs. Le CTS prévoit en 2016 la création interne d'une cellule dédiée à l'accueil de nouveaux donneurs permettant d'absorber le travail lié à l'«assessment» de candidats répondant à nos campagnes de recrutement. Des problèmes de dotation de personnel dans un contexte d'implémentation complexe d'un nouveau logiciel en 2015 nous ont rendu cette tâche assez difficile.

Un autre phénomène doit être mentionné ici. À la différence de ce qui se passe dans la plupart des pays européens où l'on note une baisse notable, et à ce stade inexplicable, de la consommation de CGR-PS05 depuis quatre ans (en moyenne 13% en France, Allemagne, Belgique et 20% en Suisse) on peut quand même retenir la tendance sinon à l'augmentation du moins à la stabilité du nombre de CGR délivrés au Luxembourg. Une analyse détaillée des pratiques transfusionnelles est nécessaire pour analyser et comprendre cette situation en détail.

	PS05	PS25	PS85	PS09	PS89	PS18	PS30	PS14	TOTAL
2008	19.673	115	?	722	290	1.163	115	?	?
2009	20.193	78	28	739	190	1.382	78	4.410	27.098
2010	19.370	44	47	718	90	1.250	44	3.965	25.927
2011	19.498	59	18	539	153	1.637	59	5.265	27.228
2012	19.855	35	27	619	242	1.904	35	4.100	26.817
2013	19.633	68	22	478	187	1.816	68	5.957	28.229
2014	19.872	53	23	461	172	2.079	53	3.364	26.077
2015	19.913	67	32	587	273	2.234	67	3.754	26.927

PS05: CGR; PS25: CGR auto-transfusion; PS85: CGR pédiatriques; PS09/89: plaquettes d'aphérèse; PS18: pools plaquettaires; PS30: plasma auto-transfusion; PS14: plasma frais congelé

Livraison PSL aux hôpitaux

En ce qui concerne les PS14 (PFC sd LG), il n'existe aucun problème d'approvisionnement; les grandes variations d'une année à l'autre sont en rapport avec les échanges plasmatiques dus au purpura thrombotique thrombocytopénique avec anti-Adams13 élevés.

aux conditions de vie indécentes des réfugiés logés dans sa commune.

Il était prévu de faire loger dans le café Elite à Roodt/Syre, géré par l'OLAI, 20 demandeurs de protection nationale. Or, selon nos informations, 31 personnes y auraient été logées voire y seraient encore logées, entassées sur quelques mètres carrés directement en dessous du toit où il n'y a pratiquement pas de lumière naturelle. En cas d'incendie, le scénario pourrait être catastrophique.

Selon nos informations, l'OLAI a enfin pris les dispositions qui s'imposent, c'est-à-dire reloger onze réfugiés du café Elite en vue de respecter les mesures de sécurité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre, quel est l'état actuel du dossier?

- Les onze personnes concernées ont-elles déjà été relogées? Si oui, où?

- Selon nos informations, la commune envisage de louer un plus grand terrain pour pouvoir y ériger des conteneurs. Madame la Ministre est-elle au courant de cette proposition et, si oui, la Ministre est-elle en faveur de celle-ci?

- Comment se fait-il qu'il y ait eu tant de personnes logées dans ce café?

- La Ministre juge-t-elle cet état des choses comme étant conforme aux normes de sécurité?

- Est-ce que des contrôles inopinés dans les foyers gérés par l'OLAI sont réalisés de façon régulière? Dans l'affirmative, pour quelles raisons l'OLAI n'a pas constaté d'importantes lacunes en matière de sécurité dans le café Elite?

- La Ministre envisage-t-elle, dans le scénario actuel, de renforcer les contrôles dans les différentes structures?

- Le propriétaire du café touche 21 € par jour et par migrant. Vu sur un mois, il touche 630 € par migrant. Pour un total de 31 migrants, le montant lui étant dédié s'élèverait à 19.530 € par mois.

Madame la Ministre, quels sont les services et prestations que les propriétaires doivent offrir aux réfugiés pour pouvoir les héberger moyennant une prise en charge étatique?

Réponse (26.05.2016) de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**:

En préambule, il convient d'apporter certaines précisions à l'énoncé de la question posée par l'honorable Députée. En effet, le reportage sur RTL indique qu'il aurait été prévu de loger au maximum 20 demandeurs de protection internationale au café Elite, mais cette information ne peut être confirmée. Le nombre de 31 lits disponibles a été arrêté et autorisé en 2010 par le ministre compétent et maintenu depuis.

La décision de réduire les capacités d'hébergement du café Elite avait déjà été évoquée en 2015. L'OLAI a été obligé de différer la mise en œuvre de cette décision en raison de l'afflux massif de migrants qu'a connu le Luxembourg. Cette décision a été remise à l'ordre du jour, d'un commun accord entre l'OLAI, la commune de Betzdorf et les sapeurs-pompiers, lors d'une visite de la structure en date du 14 avril 2016.

Depuis, les onze personnes concernées ont été relogées dans d'autres structures de l'OLAI.

Question 2061 (11.05.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le logement de demandeurs de protection internationale:

La semaine dernière, sur les ondes de RTL radio, le bourgmestre de Betzdorf a fait allusion



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

Les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale ne tombent pas sous le champ d'application de la nomenclature ITM; néanmoins, et pour d'évidentes raisons de sécurité, les équipements suivants avaient été installés au café Elite:

- a. détection incendie dans toutes les chambres et dans les couloirs;
- b. nombre réglementaire d'extincteurs homologués et certifiés;
- c. signalétique évacuation.

Par ailleurs, la double accessibilité des chambres depuis deux escaliers distincts, situés aux extrémités du bâtiment, constitue un atout sécuritaire en cas d'incendie.

Au-delà des inspections régulières effectuées par les agents de l'OLAI, ce type de foyer avec gestion hôtelière est contrôlé, de manière inopinée, plusieurs fois par mois. D'autre part, une patrouille mobile de sécurité mise en place depuis le 15 février 2016 effectue des rondes de contrôle dans l'ensemble des structures.

Le forfait mensuel de 651 € par personne et par mois comprend l'hébergement en pension complète (chambre, repas, blanchisserie et encadrement) des pensionnaires en chambre meublée, ainsi que les charges intégrales du bâtiment. Cela revient à la somme de 21 € par personne et par jour.

Concernant la nouvelle initiative de la commune de louer un terrain afin d'y ériger des conteneurs, ni le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ni l'OLAI n'en ont été informés.

Question 2062 (11.05.2016) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant l'**École privée musulmane**:

Vill Froe stelle sech no enger RTL-Reportage iwwer eng geplangte moslemesch Schoul zu Lëtzebuerg scho fir déi nächst Rentrée, Froen, déi net um Internet-Site vun där Schoul, déi schonn „école privée“ am Numm dréit, beäntwert ginn.

Duerfir wenden ech mech heimat un den Här Éducatiounsminister:

1. Ass et richteg, datt eng Asbl hei am Land eng Ufro fir eng moslemesch Privatschoul gestallt huet? Wa jo, wéini? Wéi gouf déi Ufro begrennt?

2. Kann de Minister dee Projet beschreiwen, wat déi geplangte Gréisst, d'Klassesstrukturen (Préscolaire, Primärschoul, Secondaire) an de Programm ugeet? Soll et eng Schoul fir Jongen a fir Meedercher ginn?

3. Ass geplangt, eng Entscheidung iwwert d'Subventionierung vun enger moslemescher Privatschoul reng op administrativem Niveau ze huelen oder hätt esou eng Décision net eng gesellschaftliche Envergure, déi eng Implikatioun vun der Chamber onémgänglech géif maachen? Wa jo, a wéi enger Form géif d'Chamber saiséiert ginn?

4. Gétt et, dem Här Minister senger Meenung no, an där aktueller Gesetzgebung iwwer subventioniert Privatschoule genuch Kontrollen, fir d'Qualifikatioun vun den Enseignanten, d'Qualitéit vun de Coursen, d'Mixitéit vum Unterricht an den Zugang zur Schoul ouni sexuell Diskriminatioun souwéi den Oflaf vun de Sportsstonnen ze garantéieren? Géifen all Kanner, onofhängeg vun hirem Geschlecht, um Biologie- an Opklärungsunterrecht deelhuelen? Wéi wär de Schwammunterrecht fir déi zwee Geschlechter organiséiert? Kéint och net moslemesch Enseignanten do enseignéieren?

5. Wat seet d'Gesetz iwwer eng zousätzlech Finanzierung vun der Schoul duerch auslännesch Regierungen, Organisations oder aner Quellen?

6. Wat fir sproochlech a berufflech Qualifikatioun muss en Enseignant an enger Privatschoul hunn? Muss hién eis Nationalspwoch können an, wa jo, op wéi engem Niveau? Wéi vill vun eisen administrative Sprooche muss hie beherrschen?

7. Wéi stellt de Minister sech vir, datt eng moslemesch Schoul am Geschichtsunterrecht oder an anere Fächer Theme wéi Kräizzich, Conquista a Reconquista, Shoa, Schafung vum Stat Israel, Existenzrecht vum Stat Israel, aktuellen No-Ost-Konflikt adequat entsprechend westleche geschichtswissenschaftlechen a wissenschaftlechen Erkenntnissen kann enseignéieren oder wéi esou Contenu vun ausserhalb vun der Schoul ze kontrolléiere wären? Kéint d'Schoul zu deenen Themata anert Unterrechtsmaterial benotze wéi dat, wat an anere Schoulen hei am Land benotzt gétt?

8. Wéi stellt de Minister sech d'Éducation civique an esou enger Schoul vir, d'Erklärung vun engem politischen a gesellschaftliche System, dee ville Forme vum Islam friem ass?

9. Gesäit de Minister an der Schafung vun enger moslemescher Schoul eng Chance fir d'Integration oder eischter d'Gefor vun enger Parallelgesellschaft?

10. Am Fall vum Modell vun enger net subventionierter Privatschoul, ass de Minister der Meenung, datt den aktuelle System, fir eventuell Equivalenze mam Lëtzebuerg eröffentleche System ze préiven, genuch Kontrollméglechkeiten a Garantie bitt, fir esou eng Schoul zu Lëtzebuerg zouzeloessen?

11. Wou géif déi Schoul hikommen? Iwwer wéi eng Infrastruktur géif si verfügen? Wär och eng

Moschee virgesinn, obwuel elo gesot gétt, et wär keng „réliés Schoul“? Wa jo, géif e Minarett gebaut ginn?

Réponse (15.06.2016) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

Et stëmmt, datt d'Asbl „Wëssenbuerg École Privée“ eng Demande d'agrément eragereeht huet, fir eng Privatschoul kënnen opzemaachen.

Et stëmmt awer net, datt déi Asbl an hirem Bréif vum 27. Januar 2016 schreift, si wéilt eng muslimesch Privatschoul opmachen. Déi Asbl proposéiert, fir am Kontext vun der Diversitéit vun der Lëtzebuerger Gesellschaft eng weider Schouloffer unzebidden. Der Demande no sollt déi Schoul op si fir Jongen a Meedercher, d'Zyklus 1 bis 4 vun dem Enseignement fondamental ubidden a strikter Konformitéit zum nationale Plan d'études.

Fir iwwert déi Demande d'agrément ze statuéieren, halen ech mech un d'Gesetz vum 13. Juni 2003, dat d'Relatioun téschent dem Stat an dem Enseignement privé regelt.

Wann all d'Dokumenter, déi fir den Agrément gefrot sinn, bis do sinn a wann déi och de Bedéngunge vum Gesetz (e. a. vum Artikel 3) entspreechen, eréischt dann ass et un der Régierung, fir dem Grand-Duc eng Autorisation a Form vun Arrêté grand-ducal ze proposéieren oder och net.

Iwwert den Artikel 5 vum Gesetz vun 2003 ass geséchert, datt de Ministère däarf a soll Kontrollen a Privatschoule maache goen.

D'Qualifikatioun vum Léierpersonal gétt iwwert den Artikel 19 geregelt.

Fir de Prozess vun der Grënnung vun enger Privatschoul bis zum Fonctionnement vun enger Privatschoul korrekt können ze betreien, gesäit den Artikel 31 eng Commission de contrôle vir, an där och Vertrieder vum Finanz- a vum Budgetsministère dra sinn.

Mäin Departement huet d'Méiglechkeet, fir souwuel Kontrolle fir d'Qualifikatioun vun den Enseignanten, d'Qualitéit vun de Coursen an d'Konformitéit zu de Programmer, d'Mixitéit vum Unterricht an den Zugang zur Schoul entspreechend ze kontrolléieren.

Et steet mir net zou, fir eng Ausso iwwer privat Usüchten ze maache vun den Enseignanten, ob reliéiser, privater oder syndikalistescher Natur, ganz egal ob déi an enger öffentlecher oder an enger privater Schoul schaffen, soulang déi keen Afloss op hiert neutraalt Verhalen am Unterricht hunn.

Zu désem Zäitpunkt gesäit d'Gesetz vun 2003 keng spezifesch Dispositioun vir am Kontext vun zousätzleche Finanzementen.

Bei de sproochleche Qualifikatiounen ass d'Situatioun esou, datt et keng Dispositiounen am

Gesetz vun 2003 ginn, déi eng Privatschoul géif opfuerderen, fir eng Rei Sprooche bei hiren Enseignanten ze préiven. Fakt ass awer och, datt mir émmer méi Demandé vu Privatschoule kréien, fir kenne Lëtzebuergeschourses unzebidden. Ech wéll désen Ufro gären nokommen.

Bei de beruffleche Qualifikatiounen préiwe mir am Respekt vum Artikel 19 d'Qualifikatioun vum gesamte Léierpersonal, esou wéi dat virgeschriwwen ass.

Zu de Froe 7 bis 10 géif ech gären dem honorablen Deputéierten déi heiten, méi grondsätzlech Iwwerleeunge matdeelen:

Mir lieuen an enger Gesellschaft, déi sech duerch eng enorm Diversitéit auszeechent, déi mir dacks am Ausland als eenzegaarteg presentéieren a fir déi mir och oft mat vill Bewonneung zitéiert ginn.

Dés Diversitéit gétt all Dag méi grouss an zitt sech ewéi e roude Fuedem duerch eis Sproochesituatioun, an awer och duerch eis aussergewéinlech grouss kulturell Landschaft.

Mir sinn z. B. frou an houfreg drop, fir eng eenzegaarteg Bréck schloen ze kënnen téschent der däitscher an der franséischer Kultur a Sprooch, déi eis zum Deel selwer charakteriséieren.

An Europa ass et haut esou, datt mir méi Brécken an net méi Grief, Maueren oder Zénk téschent de Leit brauchen, fir kënnen zesummenzelieren. Mir sinn awer och gläichzäiteg gefuerert, Risiken a Schwierigkeiten ze erkennen an ze lésien.

Ech si frou, datt den honorablen Deputéierte Kartheiser mir d'Méiglechkeet gétt, fir op d'Wichtegkeet vun déser schwiereger Gratwanderung kënnen hinzuweisen, an déi effentlech Diskussioun iwwer eng Privatschoul mécht däitlech, datt mir ganz gutt müssen oppassen, fir de Kader esou ze setzen, datt mir weiderhi kënnen Leit mat énnerschiddleche Kulturen a Sproochen zu Lëtzebuerg integréieren. Eise Schoulsystem soll dozou baidroen, fir d'Familje mat Kanner ze integréieren an net auszeschléissen. De Schoulsystem ass deemno de Garant vun der sozialer Kohäsion.

Mir musse gutt oppassen an eis Kontroll-méiglechkeete benotzen, fir keng Feeler ze maachen. D'Vernetzung vun de Betreuungsstruktur mat der Schoul ass eng Pist, déi mir musse weiderdriewen. D'Förderung an d'Verbreedung vun der Lëtzebuerger Sprooch gehéieren och duerzou.

Zur leschter Fro géif ech gären informéieren, datt den Dossier vun der Asbl nach net komplett ass an datt ech zu désem Zäitpunkt dowéinst nach keng weider Informatiounen ka ginn.

Question 2063 (11.05.2016) de **M. André Bauer (DP)** concernant le **transport public de la «Nordstad»**:

En janvier 2014, Monsieur le Ministre avait demandé ses services d'étudier la faisabilité de mesures de priorisation pour bus dans la région «Nordstad», notamment sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck. Dans un premier temps, des voies de bus bidirectionnelles entre la gare de Diekirch et le giratoire près de l'échangeur d'Erpeldange/Sûre seraient prévues. Ces aménagements seraient desservis par une offre de bus similaire à celle d'aujourd'hui à la différence que la vitesse commerciale et la ponctualité des services se verrait améliorées.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'avancement de ces études voire sur les conclusions éventuelles à en tirer?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir déjà des précisions concernant la mise en œuvre des mesures qu'il s'est proposé de concrétiser?

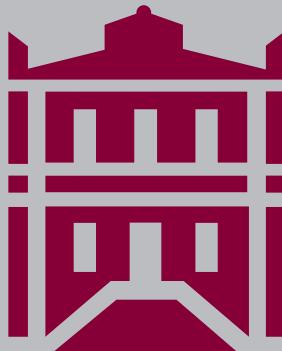
Réponse (21.06.2016) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant la faisabilité de mesures de priorisation pour bus sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck.

Les études de voirie avancent bien et vont bientôt être finalisées. De ces études il s'ensuit que les mesures de priorisation pour bus dans la région «Nordstad», notamment sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck, moyennant des voies de bus supplémentaires, sont faisables.

Ces nouvelles infrastructures permettent également d'adapter les lignes de bus. Afin de

Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter





QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

mieux répondre aux besoins des usagers sur le territoire de la «Nordstad», le département des Transports a prévu deux nouvelles lignes de bus. Ces deux lignes compléteront l'offre des transports publics déjà en place en tenant compte du développement urbain des différentes communes.

Quant à la mise en œuvre des mesures de priorisation pour bus, le dossier de soumission afférent est en voie de préparation, de façon que la mise en adjudication des travaux devrait pouvoir se faire, sauf imprévu, à court terme.

Question 2065 (12.05.2016) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la gare centrale et le Circuit de la Foire internationale au Kirchberg:

Suivant lettre du 14 avril 2016 adressée à Madame le bourgmestre de la Ville de Luxembourg, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a communiqué le tableau des emprises et le plan parcellaire relatif aux parcelles requises dans le cadre de la construction dudit tramway, tout en précisant que «[c]omme certains propriétaires risquent de refuser de donner leur accord pour la cession de ces parcelles lors des pourparlers, il est indiqué de lancer dès maintenant la procédure prévue par les articles 10 et suivants de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, condition préalable pour pouvoir procéder par voie d'expropriation».

Le courrier a également été accompagné d'un plan permettant d'avoir une vue d'ensemble au niveau du boulevard Royal. En effet, concernant l'immeuble sis 49 boulevard Royal, la construction de la plateforme du tram et des réseaux qui s'y rattachent nécessite l'acquisition de certaines emprises également décrites dans cette missive.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il, avant de lancer la procédure d'expropriation, eu des pourparlers avec tous les propriétaires des biens concernés? À défaut, pour quelles raisons certains propriétaires n'ont pas été entendus et n'y a-t-il de ce fait pas eu une atteinte au principe de l'égalité de traitement?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que tous les propriétaires se sont vus personnellement notifier ledit courrier (vu le nombre limité de propriétaires concernés)? À défaut, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre a-t-il fait en sorte de préserver au maximum les intérêts des riverains concernés par les expropriations?

Réponse (13.06.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par la question parlementaire, l'honorable Députée Madame Martine Mergen souhaite s'informer sur la procédure d'expropriation d'un terrain au boulevard Royal pour les besoins du tram.

À mon initiative, deux réunions ont été organisées avec les propriétaires du B49 par l'envoi d'un courrier adressé au syndic de cet immeuble. En sa qualité de représentant légal de la copropriété, ce syndic était chargé de contacter tous les propriétaires en cause, n'étant pas moi-même en mesure de rechercher les coordonnées de tous les propriétaires, pour des raisons évidentes relevant de la protection des données.

Il est évident que l'État veille à respecter l'équilibre entre les intérêts privés des propriétaires et l'intérêt public lié au projet du tram. C'est la raison pour laquelle l'expropriation en pleine propriété se limite en principe à une partie seulement du parvis rattaché à la parcelle de l'immeuble B49 alors que l'emphytéose ou le droit de superficie pourrait suffire pour la seconde partie de ce parvis, préservant ainsi l'accès piéton au bâtiment existant.

chargés de les répartir auprès des officines. La grande partie des médicaments en vente au Luxembourg sont importés à partir de la Belgique.

À noter que les prix varient entre les différents pays et sont notamment moins chers en Belgique et au Luxembourg que dans d'autres pays européens tels que l'Italie ou l'Allemagne. Parmi les quotas fixés pour la Belgique figurent aussi les médicaments destinés au Grand-Duché.

Beaucoup de pays sont confrontés à une pénurie de médicaments. Aussi au Luxembourg les pharmacies sont parfois en rupture de stock de certains d'entre eux comme p. ex. le Keppra (antiépileptique), Micardis (antihypertenseur), Seretide (antiasthmatique) ou Clexane (anti-coagulant).

Selon certains articles de presse, la pénurie serait due au fait que les grossistes répartiteurs ne respecteraient pas les quotas et profiteraient de la libre circulation dans l'espace Schengen pour revendre une partie des stocks dans les pays où les médicaments se vendent plus chers, comme l'Allemagne ou l'Italie.

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation? Les responsables du Ministère sont-ils impliqués dans l'élaboration unilatérale des quotas par les sociétés pharmaceutiques?

- Existe-t-il des initiatives au niveau européen afin d'assurer l'approvisionnement en médicaments?

- Le Gouvernement entend-il saisir la Commission européenne dans cette entrave à la libre circulation des médicaments dans l'Union européenne?

Réponse commune (13.06.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale sont au courant de l'existence des quotas, dont le système est applicable dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Ce système est d'ailleurs homologué par les autorités communautaires.

Si le Ministère de la Santé n'est pas impliqué dans l'élaboration de ces quotas, ses services ont pourtant déjà requis des révisions de quotas suite à des plaintes des différents acteurs du circuit pharmaceutique, voire de patients.

À moins qu'il ne s'agisse d'une pénurie affectant le marché global ou d'une rupture d'approvisionnement due à des problèmes de libération de lots, les distributeurs en gros de médicaments disposent, dans la mesure du possible, d'un stock permettant l'approvisionnement des différents hôpitaux.

Lorsque la rupture d'approvisionnement est due à un problème de quotas, les pharmaciens peuvent passer commande directement auprès de ces distributeurs pour être livrés et ainsi permettre la continuité du traitement à leurs patients.

Question 2067 (13.05.2016) de Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marc Spautz (CSV) concernant l'Espace seniors à Rumelange:

Il fait plusieurs années que Servior, établissement public, a présenté un projet pour transformer l'ancienne maison de retraite à Rumelange datant de 1957 et devenue entre-temps un Centre intégré pour personnes âgées (CIPA). Comme le CIPA ne répond plus aux besoins actuels, son gestionnaire Servior avait prévu de réaliser un futur Espace seniors. Il fut annoncé un complexe qui réunirait en un seul lieu trois formes d'hébergement distinctes: des appartements encadrés pour personnes âgées autonomes, un CIPA destiné à des seniors valides ou légèrement dépendants et des unités de vie pour des personnes avec des besoins accrus en services géronto-psychiatiques.

Comme la réalisation de l'Espace seniors constitue un projet d'envergure et d'intérêt public pour notre population âgée, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Le Gouvernement soutient-il toujours la réalisation du projet?

- Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur le concept final du projet? Est-ce que le concept sous sa forme initiale est remis en cause?

- Quand les travaux vont-ils débuter?

- Quelle sera la durée probable des travaux de construction dans leur ensemble?

Réponse commune (14.06.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans le cadre de l'article 17 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 (ci-après «loi») portant création de l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» (ci-après «Servior»), l'Administration des bâtiments publics (ci-après «ABP») a organisé en 2001 un concours d'architectes en vue de la construction d'un Espace seniors à Rumelange, sur base d'un programme de construction élaboré par le Ministère de la Famille et qui comprenait trois formes d'hébergement distinctes, à savoir des appartements encadrés, un centre intégré pour personnes âgées ainsi qu'un centre sociogérontologique. Une centrale d'aide et de soins à domicile ainsi qu'un foyer sociogérontologique pour personnes externes faisaient également partie du programme de construction.

Le cahier des charges du concours prévoyait une capacité totale de 96 unités de type long séjour.

Le projet lauréat a été développé par l'ABP jusqu'à l'élaboration de l'avant-projet sommaire en 2004 et du projet de loi en 2005.

Le projet présenté à la Commission d'analyse critique du Ministère des Travaux publics en mai 2005 était estimé à un budget total de € 53.795.488.

Le 20 janvier 2006, l'ABP informe par courrier le bureau d'architectes, de même que les bureaux d'études, que le projet de l'Espace seniors à Rumelange n'est plus repris dans le budget des fonds d'investissements sanitaires et sociaux de l'exercice 2006 et que le Ministère de la Famille disposait des fonds propres nécessaires pour la réalisation du projet. Dans ce contexte, la fonction de maître d'ouvrage a été confiée à Servior.

Parallèlement à ce changement et en considération des critères généralement applicables par le Ministère de la Famille en cas d'une participation financière à un projet de construction d'un centre intégré pour personnes âgées ou d'une maison de soins, le subventionnement a été plafonné à € 240.875 par lit (indice à la construction de 633,42 au 01/10/2006).

Vu cette contrainte financière, le programme de construction a dû être adapté, mais la capacité d'accueil a toutefois pu être amenée de 96 unités à 120 unités.

Ainsi, le budget à disposition pour la réalisation des 120 lits était amené à € 28.905.000 (indice à la construction de 633,42 au 01/10/2006).

Par courrier du 22 juin 2010 de la part du Ministère de la Famille, Servior est informé que, suite à une décision du Conseil de Gouvernement dans le cadre des discussions concernant les investissements indirects de l'Etat, le projet a été retardé au programme pluriannuel des dépenses du fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales.

En date du 25 juillet 2012, une présentation publique du projet a eu lieu en présence du Ministre de la Famille et de l'Intégration et du bourgmestre de la ville de Rumelange.

Le programme de construction actuel prévoit la réalisation d'une structure pour personnes âgées se présentant comme suit:

- 60 chambres type maison de soins à un lit avec salle de douche d'une surface totale de 29,4 m² par chambre;

- 24 chambres type maison de soins à un lit avec salle de douche d'une surface totale de 26,4 m² par chambre;

- une unité de type groupe de vie socio-gérontologique comprenant 16 chambres à un lit avec salle de douche d'une surface totale de 26,4 m² par chambre;

- dix appartements d'une surface de 56 m² avec possibilité d'une occupation simple ou double.

Du fait que le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées, tel qu'il a été modifié par règlement grand-ducal du 10 décembre 2009, ne prévoit pas le terme d'Espace seniors, la convention réglant le financement du projet signée en date du 14 novembre 2013 entre l'Etat et Servior prévoit la construction d'une maison de soins de 120 lits.

Actuellement, la suite du projet est suspendue du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes.

En date du 1^{er} février 2016, la direction de Servior a informé dans ce contexte le bourgmestre de la ville de Rumelange.

Il est à mentionner que de façon générale, le conseil d'administration de Servior travaille activement sur l'élaboration d'une stratégie de construction globale ayant pour but de remplacer le plus rapidement possible les anciennes structures affectées par l'Etat dans le cadre de la loi par des centres modernes répondant aux normes ac-

tuvellement en vigueur ainsi qu'aux attentes des clients futurs.

Il va sans dire que ces réflexions tiennent également compte des impacts constatés au niveau de l'assurance dépendance depuis fin 2014, mais aussi du fait que dans le cadre de la réforme annoncée de l'assurance dépendance, une priorité accrue sera donnée au maintien à domicile avant l'hébergement en institution ce qui aura davantage comme conséquence que l'âge d'entrée en institution sera retardé et la complexité de la prise en charge augmentera.

Question 2068 (17.05.2016) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant le nouvel accord salarial dans la Fonction publique:

Selon le portail de la Fonction publique, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative aurait reçu les 20 janvier et 9 mars 2016 une délégation de la CGFP pour un échange de vues concernant l'élaboration d'un nouvel accord salarial dans la Fonction publique.

Il se trouve maintenant, d'après des informations relayées par rtl.lu, que la CGFP entend organiser une action de protestation pour dénoncer des mesures d'épargne qui pourraient bien-tôt toucher la Fonction publique. La CGFP craint en effet des coupes au niveau des primes.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- À quel stade se trouvent les négociations avec la CGFP au sujet du nouvel accord salarial? Monsieur le Ministre peut-il dévoiler les points abordés au cours de ces négociations?

- Monsieur le Ministre entend-il procéder à des coupes au niveau des primes? Dans l'affirmative, lesquelles et suivant quelles justifications?

Réponse (27.06.2016) de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth se réfèrent dans leur question parlementaire n°2068 du 17 mai 2016 aux échanges de vues qui ont eu lieu en janvier et en mars 2016 entre le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et la CGFP concernant l'élaboration d'un nouvel accord salarial ainsi qu'à l'action de protestation organisée par la CGFP le 16 juin dernier et dont l'organisation avait été annoncée dès le mois de mai par le site rtl.lu. Lors de cette action de protestation, la CGFP a dénoncé des mesures d'épargne, dont notamment des coupes au niveau des primes, qui toucheraient la Fonction publique et qui auraient été décidées unilatéralement sans consulter les partenaires sociaux et sans respecter les accords conclus lors de la période législative écoulée.

En réponse aux questions des honorables Députés, je puis confirmer en premier lieu que j'ai eu jusqu'à présent trois échanges de vue avec les représentants de la CGFP, à savoir le 21 janvier, le 9 mars et le 26 mai 2016. Dans ce contexte, la CGFP a soumis en date du 14 mars 2016 un catalogue avec 36 revendications. Ce premier catalogue a été suivi par la transmission, le 4 mai 2016, de 26 fiches rapportant diverses problématiques qui seraient liées à la mise en œuvre des réformes dans la Fonction publique. Ces revendications seront analysées en détail par mon département, ceci afin de pouvoir disposer d'un aperçu complet du coût financier lié aux différentes revendications et afin d'éviter dès le départ tout malentendu quant à l'interprétation de celles-ci. De nouvelles entrevues sont prévues pour le mois de juillet.

Par ailleurs, je tiens à préciser en toute transparence le contexte des prétendues coupes qui seraient envisagées au niveau des primes : une procédure de conciliation et de médiation avait été initiée par la représentation du personnel du Service de renseignement de l'Etat au sujet des amendements adoptés au texte de loi portant entre autres réorganisation du Service de renseignement de l'Etat (doc. parl. n°6675), devenu entre-temps la loi du 1^{er} juillet 2016) portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat; 2) modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et la loi du 25 mars 2015 fixant le régime

Question 2066 (12.05.2016) de MM. Léon Gloden et Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant les médicaments:

En Europe, la plupart des médicaments vendus est soumise à des quotas qui déterminent la distribution entre les différents pays. En pratique, les laboratoires évaluent à partir d'études épidémiologiques les besoins nécessaires des différents pays pour chaque substance. Ils vendent ensuite les médicaments aux grossistes



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'Etat votée le 9 juin 2016 par la Chambre des Députés. Suite à une opposition formelle du Conseil d'Etat, la Commission parlementaire des Institutions et de la Révision constitutionnelle a en effet suivi les recommandations de ce dernier en révisant les dispositions relatives aux primes et à l'indemnité spéciale accordées aux agents du SRE. Ainsi, elle a précisé dans son rapport final que la prime de risque sera attribuée exclusivement aux membres du SRE qui assument un risque réel pour leur personne ou celle de leurs proches dans le cadre de leur fonction. De même, la prime d'astreinte sera réservée aux membres du SRE dont l'exécution des tâches comporte réellement une astreinte.

Par ailleurs, et en vue d'instaurer un contrôle plus poussé de l'attribution égale des primes aux membres du SRE, le nouveau texte de loi précise que le directeur du SRE contrôle chaque année que les personnes bénéficiant de ces primes remplissent effectivement les critères d'attribution.

Finalement, et par souci de se conformer aux observations du Conseil d'Etat selon lequel la prime d'astreinte devrait trouver sa contrepartie dans l'exécution d'une tâche comportant réellement une astreinte, la Chambre des Députés a retenu qu'aucune allocation ne sera due pendant le congé de récréation. À cet effet, il a été précisé qu'il ne sera pas versé de prime d'astreinte avec la rémunération due pour le mois d'août. Ce point faisant l'objet du litige susmentionné, il ne saurait toutefois être question de l'interpréter comme volonté du Gouvernement de procéder à des coupes au niveau des primes.

À toutes fins utiles, le tableau ci-dessous donne aux honorables Députés un aperçu du montant des primes et indemnités prévues par le texte de loi pour les agents des différentes catégories de traitement et d'indemnité du SRE par mois et par an:

Prime /indemnité	Direc-teur	Directeur adjoint	Chef de division	Groupe A1 et A2	Groupe B1	Groupe C1, D1, D2 et D3
Prime de risque en € / mois (payée 12 mois/an)	350	350	350	350	350	350
Prime d'astreinte en € / mois (payée 11 mois/an)	406	406	406	406	406	406
indemnité spéciale en € / mois (payée 12 mois/an)	1.573	1.506	1.453	1.400	1.203	1.173
Total € / mois	2.329	2.262	2.209	2.156	1.959	1.929
Total € /année	27.542	26.738	26.102	25.466	23.102	22.742

Finalement, et concernant de manière générale les primes et accessoires de traitement versés aux agents de l'Etat, je tiens à rappeler que l'accord signé le 15 juillet 2011 entre le Gouvernement précédent et la CGFP avait retenu qu'une étude générale sur tous les accessoires de traitement serait finalisée pour la fin de la période législative 2010-2014. Or, dans la mesure où cet exercice n'avait pas été entamé par le Gouvernement précédent, je peux informer les honorables Députés qu'une première analyse des primes et accessoires de traitement payés aux agents de l'Etat est actuellement effectuée par mes services.

1. Quelles sont les modalités spécifiques que l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) prévoit pour soutenir les mères et leurs nouveau-nés?

2. Madame la Ministre est-elle d'avis que le suivi médico-social des nouveau-nés de DPI devrait être plus étroitement encadré par les assistantes et assistants sociaux de l'OLAI? Si oui, quelles mesures seront mises en place à cet effet?

Réponse (17.06.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Les demandeurs de protection internationale bénéficient d'un accompagnement social presté par le service social de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Ainsi, les femmes enceintes, les jeunes mamans et les nouveau-nés bénéficient d'un suivi social adapté à leurs besoins spécifiques.

Par ailleurs, et en sus des aides financières et matérielles accordées par l'OLAI pour couvrir les besoins en soins médicaux, l'OLAI attribue aux jeunes mamans un bon de naissance pour permettre l'achat de matériel de puériculture ainsi qu'un bon spécifique mensuel pour l'achat de lait et de nourriture pour les bébés.

Étant donné que l'OLAI prend en charge les cotisations pour l'affiliation à une assurance maladie auprès de la CNS, les futures mamans, les accouchées et les nouveau-nés bénéficient d'une prise en charge médicale qui peut comprendre aussi des consultations de sage-femme à domicile.

Les éducateurs de l'OLAI organisent des groupes de parole maman-bébé pour transmettre des informations, détecter des besoins et proposer un appui aux jeunes mamans en cas de besoin.

L'OLAI coopère en outre avec un certain nombre de partenaires spécialisés dans le domaine de la naissance et de la petite enfance, tels des médecins, des sages-femmes et des as-

cès à ces activités et quand ils l'ont, ils sont handicapés par les langues d'enseignement qu'ils ne maîtrisent pas.

Pour ces raisons, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Combien de DPI ont déjà eu accès à une formation et/ou stage d'apprentissage proposés au Luxembourg? Combien ont manifesté leur envie d'y accéder afin de faciliter leur entrée sur le marché de l'emploi?

2. Quelles formations ont été choisies par les DPI?

3. Est-il prévu de mettre en place des formations professionnelles anglophones afin de faciliter l'accès des DPI à un diplôme/certificat national, et donc plus facilement à un travail?

Réponse commune (24.06.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

Afin de bien comprendre les possibilités de formation offertes aux demandeurs de protection internationale (DPI) et aux bénéficiaires de protection internationale (BPI), il importe de distinguer la formation initiale qui se fait dans le cadre de l'enseignement secondaire technique et la formation des adultes.

1. Formation initiale pour DPI

La CASNA, Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est responsable de l'accueil et de l'orientation des jeunes nouveaux arrivants de douze à 17 ans; à partir de juin 2016, elle s'ouvre également aux jeunes adultes jusqu'à 24 ans désirant suivre une formation.

Après constitution d'un dossier d'inscription scolaire, avec tests écrits, le jeune est orienté en fonction de son niveau scolaire et linguistique vers une classe correspondant le mieux à son profil scolaire.

Du 15.09.2015 au 30.04.2016, la CASNA a effectué 280 entretiens avec de nouveaux arrivants DPI dont 231 ont été scolarisés.

Pour accéder à la formation professionnelle, les jeunes demandeurs de protection internationale (DPI) et bénéficiaires de protection internationale (BPI) doivent pour la plupart passer par des cours préparatoires intensifs en français langue étrangère, voire des cours d'alphabetisation.

Trois voies existent actuellement:

- Les classes d'accueil - ACCU (douze à 15 ans) et les classes jeunes adultes - CLIJA (16 à 17 ans)

35 classes (élèves étrangers et DPI) dans 21 lycées différents dont huit classes créées spécialement pour élèves DPI accueillent les jeunes pour un apprentissage intensif du français.

L'afflux massif ayant commencé en septembre 2015, la plupart des adolescents sous obligation scolaire (jusque 16 ans) ont suivi pendant l'année scolaire 2015/2016 une classe d'accueil telle que prévue par la loi.

Il est actuellement difficile de savoir quel jeune sera orienté vers quelle formation en 2016-2017, car nombre d'entre eux seront amenés à prolonger leur séjour en classe d'accueil. En effet, d'après un questionnaire distribué aux récents des classes:

- 45% des élèves, ayant rejoint une classe d'accueil au premier trimestre 2016-2017, pourront être orientés vers une classe régulière à la fin de l'année;

- parmi ceux ayant rejoint une classe d'accueil au deuxième trimestre, 16% pourront être orientés vers une classe régulière.

Il est à noter que certains jeunes DPI/BPI arrivés depuis septembre 2015 maîtrisent correctement le français et ont ainsi pu être directement intégrés dans une formation professionnelle. Les quelques personnes concernées ont choisi l'un de ces DAP en filière franco-phone: coiffeur, électricien, peintre de véhicules automoteurs, conseiller en vente franco-phone.

- Les classes jeunes adultes + (17 à 24 ans)

Cette classe organisée par l'École de la deuxième chance accueille des jeunes de 18 à 30 ans et se base sur la grille horaire des CLIJA usuelles. Il est prévu d'organiser à la rentrée 2016/2017 selon les besoins d'autres classes jeunes adultes + au sein des lycées des différentes régions du pays.

- Les classes Initiation professionnelle divers métiers (IPDM) / Cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP)

Les deux classes ouvertes en janvier et mars 2016 au Centre national de Formation professionnelle continue (CNFPC) d'Ettelbruck s'adressent aux jeunes DPI ou BPI de 17 à 18 ans. Ils y suivent des cours intensifs des langues française et luxembourgeoise et une introduction aux divers métiers. L'objectif de cette classe est de permettre à l'apprenant d'acquérir les compétences indispensables à l'accès à une formation menant au certificat de capacité professionnelle (CCP) ou au diplôme d'aptitude professionnel (DAP). Il est prévu d'ouvrir une troisième classe au CNFPC d'Esch-sur-Alzette à la rentrée 2016/2017.

2. Formation des adultes

Les DPI adultes, bien avant d'être recensés par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), sont intégrés dans les dispositifs de la formation des adultes.

Le Service de la formation des adultes (SFA) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les informe sur le système national d'éducation et de formation, sur la situation linguistique du pays et sur les offres de formations pour adultes. Ils sont encouragés à documenter leur parcours de formation et à faire reconnaître leurs diplômes. Le dépliant «Pas à pas vers l'éducation et la formation des adultes» (disponible en français et anglais et bientôt en arabe) les guide dans leurs démarches.

En collaboration avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et les structures d'accueil, le SFA développe une démarche cohérente pour garantir que les adultes, qui ne passent pas par le CASNA, bénéficient d'une guidance et d'un soutien appropriés dès leur arrivée au pays.

Pour les adultes en situation d'illettrisme (dans leur langue maternelle ou en alphabet latin), une instruction de base s'impose dans une perspective civique, sociale, éducative et professionnelle.

À ces personnes sont proposées en premier lieu des mesures d'alphabetisation en langue française, parce qu'il importe que la langue d'alphabetisation soit une langue présente à l'oral et à l'écrit dans la vie quotidienne des adultes et facilitant l'insertion socioprofessionnelle.

En 2014/2015, 500 adultes ont participé à l'instruction de base offerte par le Service de la formation des adultes (SFA), par plusieurs associations et par la ville d'Esch-sur-Alzette. Suite à l'arrivée importante des DPI, l'offre de cours a été élargie suivant les besoins régionaux. Les cours sont gratuits pour tous les apprenants, quel que soit leur statut. Actuellement, 796 personnes sont inscrites dans les cours d'instruction de base, dont probablement 300 DPI/BPI (ce nombre est une estimation car le statut des personnes n'est pas requis lors de l'inscription). Une partie des apprenants progresse assez vite et pourra en automne accéder à des mesures d'insertion professionnelle et aux formations linguistiques. Ceux qui ont plus de difficultés en raison de leur niveau de scolarité suivront une deuxième année d'instruction de base.

Les DPI adultes qui ont un niveau de formation plus élevé et qui maîtrisent notre alphabet optent en premier lieu pour des cours de langues. Ainsi, depuis septembre 2015, 952 DPI adultes ont bénéficié d'un bon de l'OLAI pour s'inscrire dans les cours de langues de l'Éducation nationale (SFA, communes, associations conventionnées et Institut national des langues). Le choix de la langue française est prédominant et témoigne du désir des adultes d'intégrer le marché de l'emploi. À noter que les DPI adultes sont fortement motivés pour apprendre et accéder à des qualifications professionnelles ou des études supérieures.

Ce public constitue la cible des cours 9+i (i pour intégration), que le SFA offre aux adultes à partir de 18 ans, en collaboration avec le Lycée technique d'Esch-sur-Alzette. L'offre de formation comprend des cours intensifs de français, des cours d'anglais et de mathématiques. Les cours ont débuté en janvier 2016. Le premier bilan dressé en avril est prometteur, notamment pour ce qui est de l'acquisition du français. Parmi une cinquantaine de personnes intéressées, 30 personnes âgées entre 19 et 40 ans avaient été retenues. Celles qui termineront la formation auront accès à une formation professionnelle ou aux études dans le cadre de l'offre pour adultes. Un projet d'insertion réaliste sera élaboré avec chaque apprenant.

Les classes passerelles de Caritas Luxembourg ont pour objectif d'aider les jeunes de 17 à 24 ans à s'insérer professionnellement et s'intégrer socialement et culturellement au Luxembourg en construisant sur un ou deux ans un projet professionnel réaliste. Les matières suivantes y sont dispensées: langue française, initiation à la langue et à la culture luxembourgeoise, ateliers d'informatique, ateliers de travaux manuels et

Question 2069 (17.05.2016) de M. Roberto Traversini (déi gréng) concernant l'encadrement des nouveau-nés des demandeurs de protection internationale:

Le paquet asile se veut d'appliquer le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et de tenir compte des besoins particuliers en matière d'accueil des personnes vulnérables telles que les femmes enceintes. Or, lorsque ces dernières arrivent à terme de leur grossesse, elles doivent faire face aux complications dues à leur changement radical de cadre de vie: absence d'entourage familial et manque d'informations quant à l'accouchement, les examens que leur enfant doit passer, les produits à acheter, ce qui est pris en charge par les autorités et ce qui ne l'est pas, etc.

Pour ces raisons, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:



préparation en mathématiques correspondants au niveau d'entrée au DAP.

Par ailleurs, en 2015, 21 DPI se sont inscrits auprès du Service d'orientation professionnelle de l'ADEM en vue d'un placement en apprentissage en langue véhiculaire allemande ou française. Huit d'entre eux ont réussi à conclure un contrat d'apprentissage dans le cadre d'une formation menant au CCP ou au DAP et cela dans les métiers et professions suivants: électricien, peintre-décorateur, pépiniériste-paysagiste, coiffeur et serveur.

3. Formations professionnelles anglophones

Pour les adolescents et jeunes adultes, évalués par le CASNA et intégrés dans le système scolaire, l'option d'une formation professionnelle anglophone pour certains métiers pourrait accélérer l'accès à un diplôme ou une certification nationale, quel que soit leur statut.

Il est prévu de mettre en place un projet pilote pour offrir des apprentissages de haute technicité en langue véhiculaire anglaise. Le français restera une des disciplines principales enseignées.

Une concertation avec les acteurs concernés et les chambres professionnelles permettra d'identifier les secteurs économiques disposés à accueillir ces apprentis et à leur proposer un projet professionnel à long terme.

Pour les adultes qui ont accès aux études supérieures ou qui disposent déjà d'une formation supérieure/universitaire, plusieurs options existent pour continuer leurs études dans des dispositifs anglophones: il s'agit des formations anglophones de l'Université du Luxembourg, des formations supérieures anglophones des chambres professionnelles et des offres de formation à distance en anglais.

Si oui, comment entend-il résoudre ces problèmes à la satisfaction des voyageurs?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'insuffisance en termes d'infrastructures en gare de Bettembourg pour changer de train de ou vers la ville de Dudelange?

- Si oui, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte mettre en œuvre à court terme pour remédier à cette insuffisance afin que tout un chacun, quel que soit son âge ou son état de santé, puisse obtenir sa correspondance en temps et en heure, afin d'éviter ainsi des pertes de temps parfaitement inutiles en gare de Bettembourg?

- Une modernisation des infrastructures en gare de Bettembourg, à l'instar de celles de la gare de Luxembourg, avec construction d'escaliers roulants et d'ascenseurs, est-elle prévue et, dans l'affirmative, dans quel délai?

- Monsieur le Ministre entend-il instituer des trains supplémentaires assurant la liaison directe Dudelange-Luxembourg et vice-versa et quel en serait le nombre?

Réponse (21.06.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le réseau ferré luxembourgeois est sur le point d'atteindre ses limites de saturation des infrastructures. Ceci implique que même des incidents mineurs provoquent souvent des perturbations importantes, qui se traduisent par des retards voire des suppressions de trains sur l'ensemble du réseau. En ce qui concerne plus précisément la ponctualité du trafic transfrontalier vers la France, on constate une amélioration tendancielle du taux de ponctualité depuis la mise en service du nouveau cadencé sur le sillon lorrain en date du 3 avril 2016.

La situation actuelle s'améliorera davantage après l'achèvement des travaux de construction de la nouvelle ligne Luxembourg - Bettembourg et de l'extension de la gare de Luxembourg, projetés pour 2022 et 2021 respectivement.

En effet, la gare de Bettembourg n'est actuellement pas équipée pour recevoir les personnes à mobilité réduite; l'accès aux quais étant possible uniquement par des escaliers.

Toutefois les CFL offrent un service d'assistance destiné à leur clientèle de personnes à mobilité réduite. Les personnes nécessitant de l'assistance sont priées d'annoncer leur intention de voyager en train au minimum une heure à l'avance au numéro téléphone 4490-3737 ou par courriel à video-surveillance.zoc@cfl.lu.

Dans le cadre de la modification de la gare de Bettembourg, les éléments suivants sont prévus:

- élargissement des quais;
- élargissement du souterrain existant;
- construction d'un 2^e souterrain plus large, accessible depuis le parking;
- ascenseurs;
- bandes podotactiles pour personnes malvoyantes;
- renouvellement de l'assainissement;
- marquises sur tous les quais;
- protections acoustiques;
- renouvellement de l'éclairage;
- vidéosurveillance;
- bornes SOS;
- affichage électronique des horaires.

Les travaux de modernisation de la gare de Bettembourg vont débuter en 2022, après la mise en service du nouveau poste directeur à Bettembourg.

Il est envisagé de mettre en place une cadence semi-heure entre Dudelange et Luxembourg après la fin de construction de la nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg et des travaux d'extension de la gare de Bettembourg en 2025.

Question 2072 (18.05.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le contrôle aérien:

De Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an d'Administratioun vum Flughafen (ANA) plangen, d'Souveränitéit vun engem weideren Deel vum Lëtzebuerger Loftraum un eng auslännesch Entreprise ofzeginn.

An deem Kontext stinn eng Rei Froen am Raum, wou et wichteg wär, d'Antwort ze hunn, iert de Minister d'Chamberskommissioun an dësem Dossier informiéiert.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

Cet état des faits est intenable pour une gare majeure de correspondance vers les différentes destinations les plus peuplées du pays.

Dans ce contexte, je désire poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les difficultés en rapport avec les liaisons transfrontalières?

1. A wéi engem Mooss gëtt d'Parlament bei déser wichteger Entscheidung agebonnen? Op wéi enger gesetzlecher a reglementarescher Basis, souwuel national wéi international (an europäesch), géif esou eng Décisioun berouen?

2. Wéini sinn déi lescht Ausbildunge fir Radarlotzen zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, respektiv sinn nei Course geplant? Gëtt hei bewosst geplant, de Service „mussen“ zouzemaachen, well net méi genuch Personal mat der néideger Ausbildung respektiv Lizenz zur Verfügung steet?

3. Ginn um Findel, an allgemeng fir de Lëtzebuerger Loftraum, d'Radarsystemer weider énnerhalen an um leschten technesche Stand gehalen (z. B. wat den Update vun der Software ubelaangt)? Wou léich, am Fall vum Opgi vun der Souveränitéit, d'Verantwortung vun den Décisiounen, a wie misst bezuelen? Wat geschitt an der Iwwergangsphas?

4. Wéi eng Garantie kéint Lëtzebuerg afuerden, datt de Radarsystem konstant operationell ass respektiv datt néideg Wartungen a Reparaturen e minimalen Afloss op de Betrib um Findel hätten?

5. Wie wär bei engem Ausfall vum Radarsystem zoustänneg, fir mat engem Noutprogramm (Contingency) e minimale Service um Findel oprechzéerhalen? Wie géif do d'Reglementatioun bestëmmen? Deelt den Här Minister d'Meening, datt an esou engem Fall auslännesch Fluchlotzen éischter de Reflex hätten, de Findel fir d'Zäit vun der Pann zouzemaachen an d'Landung op Auswäichflughäfe géifen émmeeden?

Réponse (21.06.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Op d'Froe vum honorabelen Deputéierten erlauben ech mer, folgend Äntwerten ze ginn:

D'Entscheidungen an dësem Dossier leien eleng bei der Regierung, ouni dass d'Parlament formell misst agebonne ginn. Trotzdem hunn ech insistéiert, datt d'Nohaltegeekeskommiszioun vun der Chamber iwwer all Schrëtt vum Dossier informiéiert gëtt. Esou ass d'Analys vun den Etüde vun eventuelle Synergien den 9. Juni an der Chamberskommissioun virgestallt a mat den Deputéierten diskutéiert ginn.

D'europäesch Reglementatiounen iwwert den "Ciel unique européen" (Règlement cadre 549/2004, d'Reglementer 550/2004, 551/2004 an 552/2004) esou wéi de FABEC-Traité schreiwe vir, datt d'Memberstaten an d'Ubidder vu Fluchservicer zessummeschaffen a Synergien a Kollaboratiounen erschaffen, déi et mögliche maachen, d'Leeschungen ze erhéijen, d'Käschten ze reduzéieren an de Loftverkeier méi flëssig an Europa ze gestalten. Eng Kollaboratioun soll et erläben, dës Objektiver ze errechen an d'Erwaardunge vun der Kommissioun ze erfëllen.

Wat d'Ausbildung vu Radarlotse betréfft, wor eng initial Formatioun „Radar“ am Abrëll 2016 virgesinn, mä bedéngt duerch d'Resultater vun de potenzielle Kandidaten ass déi ausgeföhrt. D'Opfréschungsformatiounen „Refresher“ fannen all zwee Joer statt; déi nächst ass fir d'Fréijoer 2017 geplant.

Am Moment huet d'Approchekontroll genuch Personal, fir de Service ze assuréieren. D'Analys vun de Syngérié mat eisen Nopeschpartnere viiséiert eng Restrukturioun vun all de Servicer vun der ANA, fir performant a sécher Servicer unzebidden, am Respekt vun der europäischer an internationaler Reglementatioun.

Wat d'Équipementer (Material a Software) allgemeng ugeet, ass d'Notioun vun der Souveränitéit vun de Staten enk verbonné mat der Definitioun vun den Obligationen vun de Staten, geméiss Artikel 28 vun der Konvention vu Chicago.

Dem Artikel 28 no sinn d'Staten net obligéiert, déi Fluchservicer selwer iwwer hirem Territoire ze assuréieren. Dësen Artikel seet, datt, wa Länner sech dozou décidéieren, Serviceinstallatiounen fir d'Ennerstëtzung vun den internationale Fluchservicer selwer ze liwweren, da mussen déi konform sinn zu den Normen a Praktike vun der ICAO.

Aneschters ausgedréckt: D'Responsabilitéit vun de State läit bei der Reglementatioun a bei der Iwwerwaachung. D'Staten hunn d'Responsabi-

litéit, fir déi zweckméisseg Moosnamen ze huelen, fir d'Konformitéit a puncto operationell Sécherheet an Effikassitéit ze garantéieren.

Déi national Souveränitéit kann net delegéiert ginn. Par contre, d'Ausféiere vu funktionelle Responsabilitéiten, souwéi vu Fluchservicer, kann un Dréttpartien delegéiert ginn. D'State behalen déi voll Fräiheit, e Serviceubidder ze bestëmmen, egal ob et eng national oder auslännesch Organisatioun ass.

Déi voll oder partiell Delegatioun vum Ausféiere vu Servicer un eng auslännesch Organisatioun stellt a kengem Fall e Verzicht op d'Souveränitéit duer; d'Kompetenze vun der Souveränitéit sinn doduerch net betraff. Am Géigendeel, d'Delegatioun vum Ausféiere vu Servicer ass en Akt vu Souveränitéit a sech selwer. De Stat, deen delegéiert, stellt d'Konditiounen, no denen déi Delegatioun sech maache muss, selwer op. Ausserdeem kann dës Delegatioun zu all Moment widderruff ginn. Dës Rechter a Flichte vun engem Stat, seng Responsabilitéite fir d'Ausféiere vu Fluchservicer iwwer sengem Territoire ze delegéieren, an d'Tatsaach, datt dést keng Atteinte op seng Souveränitéit duerstellt, sinn op en Neits an der leschter Versammlung vun der ICAO am Joer 2010 duerch d'Resolutioun 37-15 ugeholl ginn.

Wat de Radarsystem betréfft, wäerten op dësem Niveau keng fundamental Ännérungen agefouert ginn. D'Zil ass a bleift et, de gudde Fonctionnement vum Flughafen ze garantéieren, mat deem héchsten Niveau vu Sécherheet während de Maintenancearbechten an technischen Interventionen. Dat wäert och am Detail an de Kollaboratiounskontrakter mat de bestrafe Partenairé formaliséiert ginn.

D'ANA huet en Noutplang op d'Beé gesat, deen iwwregens vun eiser Supervisiounsautoritéit auditéiert gouf. Dësen Noutplang gëtt regelméisseg iwwerschafft an ugepasst, fir nei Donnéeën oder Ännérungen ze berücksichtigen, déi en Impakt op déi verschidde Prozesser kennen hinn. D'ANA verfügt elo an och an Zukunft iwwer e performante an effikasse Radarsystem, souwéi e Fall-back-System, am Fall, wou den Haaptsystem net fonctionnéiere sollt, wat et der ANA esou erméiglicht, minimal Servicer am Kader vun der Contingency ofzescheren. D'Contingency-Procedüre gi vun der Supervisiounsautoritéit, der Direction de l'Aviation civile, auditéiert a guttgeheesch. Déi potentziell Zeenarie vun engem Versoe vun de Systemer gi beim Opstelle vun den Noutfallprozedüren zréckbehalten a ginn an d'Kollaboratiounsofkommen agebaut, fir dee vun der ANA gefuerderte Serviceniveau ze garantéieren.

Question 2073 (18.05.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les taxes perçues par l'Administration de la navigation aérienne:

Op der Basis vun enger eesäiteger Ausleeung vum EU-Reglement 391/2013 huet d'Administratioun vum Flughafen (ANA) zanter dem 1. Januar 2015 d'Landetaxen um Findel ofgeschafft. Et ginn do némme nach Taxen (Terminal Navigation Charges) beim Start a Rechnung gestallt.

Mat déser Moosnam ginn der ANA net némme Recetté verluer, mä et gëtt och keng Méiglechkeet méi, fir Landungen an der Nuecht iwwer héich finanziell Aboussen ze beaflossen. Och d'Héicht vum Kaméidi, deen e Fliger produzéiert, spilt esou bei der Landung keng Roll méi.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Wéi en Afloss hat d'Lëtzebuerger Regierung bei der Ausschaffung vum EU-Reglement 391/2013? Wann et dobäi zu engem Vott komm ass, wéi huet d'Lëtzebuerger Delegatioun ofgestëmmt? Oder huet Lëtzebuerg dem „Konsensus“ zougestëmmt?

2. Den Här Minister huet an enger viregter Fro (QP 1756) d'Neesaféierung vun enger Landetax um Findel vun enger Revision vun der internationale (europäischer) Reglementatioun ofhängig gemaach (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*). Schafft d'Lëtzebuerger Regierung aktiv drun, fir dës Reglementatioun ze ännern? Sinn do z. B. konkret Efforten énnert der Lëtzebuerger Présidence énnersholl ginn?

3. Et géifen aner Flughäfe ginn, déi souwuel eng Tax beim Landen a beim Start verrechnen,



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

wéi z. B. Bréissel, Frankfurt an Hahn. Kann den Här Minister dëst bestätigen an dobäi erklären, wosou d'EU-Reglement énnerschiddlech kann ugewannt ginn?

4. Wéi wëllt den Här Minister kuerzfristeg, spéitstens no den Aarbechten un der Pist, agräfen, fir d'Landungen nuets am Gréff ze halen?

5. Wéi en Afloss hat d'Ofschafe vun der Tax beim Landen op d'Tax beim Starten? War et dobäi méiglech, d'Recette proportional zum Trafic um Findel am Gläichgewicht ze halen? Wann neen, wéi héich ass de potenzielle Verloscht?

Réponse (22.06.2016) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

D'Administration vum Flughafen (ANA) stellt keng Taxen a Rechnung, mä et handelt sech ém Redevancen. Den Énnerscheid ass, datt d'Taxen onofhängeg vun engem Service gefrot ginn, woubäi d'Redevancen un ee spezifische Service gebonne sinn.

Et ginn dräi verschidden Zorte vun Redevancen, déi fir d'Loftaartservicer dierfe gefrot ginn; d'Redevance fir den „en route“, d'TNC-Redevancen (terminal navigation charges) an d'Redevances aéroportuaires (dës ginn zu Lëtzebuerg vu lux-Airport facturéiert). D'EU-Reglement 391/2013 regelt d'Modalitéiten, fir d'en-route- an d'TNC-Redevancen. Et handelt sech hei ém en „Règlement d'exécution“, dat vun der Kommission an enger Comitologie-Prozedur adoptéiert gouf.

Bis den 1. Januar 2015 sinn déi Servicer vun der ANA op Basis vun enger fixer Redevance verrechent ginn. Zanter dësem Datum schreift d'EU-Reglementatioun vir, datt den „Service provider“ (also d'ANA) fir d'en-route- an d'TNC-Servicer käschtendekend muss funktionéieren. Dat heesch, datt d'ANA némenn esou vill TNC-Redevance kann an dierf un de Client verrechnen, wéi déi Servicer effektiv kaschten.

Den Artikel 12 vum EU-Reglement 391/2013 gesäit dobäi vir, datt als Unité de calcul, déi bei der Berechnung vun der TNC-Redevance gebraucht gëtt, entweder de Start oder d'Landung muss geholl ginn. Lëtzebuerg huet hei fir de Start optéiert, well dann all déi aner Redevance bekannt sinn, déi vun der Fluchgesellschaft fir de Fluch musse bezuelt ginn.

Den Artikel 16 vun dem Reglement gesäit ausserdem vir, datt eng Modulatioun vun den TNC-Redevancë méiglech ass, wann déi vun Émweltkritären ofhänkt. Lëtzebuerg huet esou eng Modulatioun agefouert, déi de Kaméidi an d'Auerzäit als Kritär festhält. Konkret heesch dat, datt e Fliger, dee vill Kaméidi mécht an/oder nuets flitt, méi eng héich TNC-Redevance bezilt wéi een, dee manner Kaméidi mécht an/oder dagsiwwer flitt. Et besteet deemno aktuell schonns ee Moyen, fir Nuetsvolle finanziell ze peinaliséieren.

Wat elo d'Redevances aéroportuaires ugeet, esou ginn déi net vum EU-Reglement 391/2013 bestëmmt, mä vun der nationaler Reglementatioun geregt, a sinn dofir an all Land verschidden.

Question 2074 (18.05.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **pays d'origine sûr**:

An Däitschland entscheet am Juni de Bundesrat driwwer, ob d'Maghrebstate Marokko, Algerien an Tunesien als sécher Hierkonftslänner sollen agestuuft ginn, wéi dat jo de Bundestag scho finaliséiert huet.

Dowéinst wollt ech dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Gedenkt Lëtzebuerg, seng Léschte vu sécheren Dréttlännner a sécheren Hierkonftslänner am Kontext vun der Migratiounskris ze iwwerschaff-fen?

2. Ass Lëtzebuerg, wéi Däitschland, der Meenung, datt Marokko, Algerien an Tunesien als sécher Hierkonftstaten anzeschätzen sinn?

3. Wéi vill vun de Migranten, déi an de leschten zwee Joer op Lëtzebuerg komm sinn an nach kommen, sinn iwwert d'Maghrebstaten agereest respektiv si Bierger vun den dräi Länner Marokko, Algerien oder Tunesien?

4. Wat geschitt op europäeschem Niveau aktuell, fir d'Léschte vu sécheren Dréttlännner a sécheren Hierkonftslänner ze harmoniséieren, eng gemeinsam Prozedur an eventuell gemeinsam Kritären ze fannen?

5. Wat war an deem laangjähreng Dossier vun enger gemeinsamer europäescher Léscht vu sé-

chere Länner d'Lëtzebuerg Positioun a wat ass se haut? Wéi huet Lëtzebuerg an de Méint vu senger Présidence probéiert, op d'Erstelle vun enger gemeinsamer Léscht hinzeschaffen?

Réponse (20.06.2016) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Säit dem 21. Dezember 2007 huet Lëtzebuerg eng national Léscht vu sécheren Hierkonftslänner. Dès Léscht ass a gëtt reevaluéiert a gegebenenfalls iwwerschafft.

Eist Land huet keng Léscht vu sécheren Dréttlännner.

ad 2. Marokko, Algerien an Tunesien stinn net op der nationaler Léscht vu sécheren Hierkonftsstaten.

Lëtzebuerg verfollegt d'Entwicklung vun der Menscherechtssituatioun an der politischer Situations vun de Länner. Esou huet de Service „Réfugiés“ vun der Direction de l'Immigration eng egee Cellule, déi aktuell Recherchen iwwert d'Hierkonftslänner vun de Persounen mécht. Momentan ass net virgesinn, dès Länner op d'Léscht ze setzen.

Hei muss een awer betounen, datt de Fait, datt eng Persoun aus engem sécheren Hierkonftsland kënnt, net gläichbedeutend mat engem Refus vu senger Demande ass. Fir all Dossier gëtt, niewent der Analys vun der Situation am Hierkonftsland, eng Analys vun der individuelle Situation vum Demandeur gemaach. Dat heesch konkret, datt och eng Persoun, déi aus engem sécheren Hierkonftsland kënnt, eng Protektioun vum Lëtzebuerg Stat ka kreien, wa si d'Konditiounen heifir erfüllt.

ad 3. Tëscht Mee 2014 an Abrëll 2016 hunn 172 Persounen aus de Maghrebstaaten zu Lëtzebuerg eng Demande op internationale Schutz gemaach; 75 Leit koumen aus Algerien, 44 aus Marokko an 53 aus Tunesien. Déi Zuel vun 172 Persounen stellt e Prozentsaz vu 4,47% duer vun all de Leit, déi an däi Zäit Asyl gefrot hinn.

625 Persounen aus dem Maghreb (116 aus Algerien, 305 aus Marokko an 204 aus Tunesien) kruten an der virgenannter Period een Openthalstittel op Basis vum Immigrationsgesetz, sief et eng „carte de séjour“ als Familljemitber vun engem EU-Bierger oder engem Lëtzebuerguer, oder een eisichten „titre de séjour“ als Dréttstaatler.

Donnéeën dorriwwer, wéi vill Persounen iwwert d'Maghrebstaaten op Lëtzebuerg agereest sinn, sinn net disponibel.

ad 4. D'Direktiv 2013/32 iwwert d'Asylprozedure gesäit vir, datt Memberstate Länner als „pays d'origine sûr“ désignière kënnen. Dëse Mechanismus erlaabt et, énner verschiddene Konditiounen, d'Asyldemande vu Leit aus deene Länner enger „procédure accélérée“ ze énnerleeën.

D'Europäesch Kommissioun huet an hirer Agenda iwwert d'Migratioun gefrot, de Mechanismus vun de sécheren Hierkonftslänner ze verstäerken.

Eng gemeinsam Léscht vu sécheren Dréttlännner ass net virgesinn.

ad 5. Den Europäesch Conseil vum 25. Juni 2015 huet d'Kommissioun invitier, d'Moosnamen ze presentéieren, déi et erlaben, de Renforcement vum Mechanismus vun de sécheren Hierkonftslänner émzeseten, an dat énnert der Koordinatioun vum „European Asylum Support Office“ (EASO).

A senge Konklusioun vum 20. Juli 2015 huet de Conseil JAI de Memberstate recommandéiert, eng Evaluatioun vun deenen Dréttlännner ze maachen, déi als sécher Hierkonftslänner kënten agestuuft ginn. Eng Prioritéit sollt der Evaluatioun vun de Balkanstaten accordéiert ginn.

Den 9. September 2015 huet déi Europäesch Kommissioun eng Proposition vun engem Reglement gemaach, fir eng gemeinsam europäesch Léscht vun de sécheren Hierkonftslänner opzestellen. An deem Text gëtt proposéiert, Albanien, Bosnien-Herzegovina, ARYM, Kosovo, Montenegro, Serbien an d'Tierkei als sécher Hierkonftslänner ze qualifizéieren. D'Diskussiounen iwwert déi Proposition goufe vun der Lëtzebuerguer Présidence am Rot vun de Memberstate lanciéert an d'Proposition gouf a verschiddeinen Aarbeitsgruppen an op verschiddeinen Niveauen am Rot diskutéiert. Den Dossier konnt awer énnert der Lëtzebuerguer Présidence net ofgeschloss ginn an d'Diskussiounen sinn nach émmer amgaangen.

Question 2075 (19.05.2016) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **nouvelle orthographe française**:

À partir de la rentrée 2016 en France, les ouvrages scolaires appliqueront la nouvelle ortho-

graphe censée être en vigueur depuis 1990 sur recommandation de l'Académie française. Ce sont les éditeurs des manuels qui ont décidé d'adopter ces changements orthographiques. Leurs nouveaux ouvrages d'orthographe et de grammaire distribués à la rentrée prochaine porteront un macaron «nouvelle orthographe».

La nouvelle orthographe est recommandée, mais l'ancienne reste admise. Dans la pratique, pendant une durée de transition indéterminée, la «nouvelle» orthographe et «l'ancienne» orthographe sont toutes deux admises.

Les ouvrages de référence tels que les dictionnaires et les grammaires seront mis à jour de façon progressive.

L'Académie française a approuvé à l'unanimité les propositions de simplification. Dans la 9^e édition de son «Dictionnaire», en cours de rédaction, elle mentionne systématiquement les nouvelles formes, en leur donnant souvent préférence. Parmi d'autres organismes, le Conseil supérieur de la langue française (France), le Conseil supérieur de la Communauté française de Belgique, celui du Québec et le Conseil international de la langue française y sont aussi favorables.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et à Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement:

1. La nouvelle orthographe est-elle ou sera-t-elle enseignée dans les écoles luxembourgeoises? Le cas échéant, les manuels scolaires seront-ils révisés dans ce sens?

2. Des formations à la nouvelle orthographe sont-elles prévues pour les enseignants, et notamment les enseignants de français?

3. Les administrations publiques devront-elles également adopter la nouvelle orthographe?

4. Qu'en est-il plus spécifiquement des textes législatifs et réglementaires? Le Service central de législation dispose-t-il d'une ligne de conduite, voire d'une règle contraignante en la matière?

5. Quelles sont les règles qui s'appliquent actuellement respectivement qui s'appliqueront à l'avenir dans le cadre de l'examen-concours pour l'admission au stage dans la fonction publique? L'Institut national d'administration publique dispose-t-il d'une norme contraignante, sinon d'une ligne de conduite en la matière?

Réponse commune (24.06.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et de **M. Fernand Etgen**, Ministre aux Relations avec le Parlement:

La question de l'honorable Député porte sur la décision des éditeurs français de manuels scolaires d'appliquer les recommandations sur l'orthographe française favorablement accueillies par l'Académie française il y a 25 années et publiées dans les documents administratifs du Journal officiel du 6 décembre 1990 par le Conseil supérieur de la langue française. À ce moment, les autorités compétentes belges et québécoises ont rejoint l'avis de l'Académie française.

De prime abord, il faut saluer tout effort de rendre l'orthographe du français plus cohérente et plus facile à appliquer. Cependant, on ne peut guère parler de réforme de l'orthographe comme ces recommandations ne concernent que la graphie d'un nombre extrêmement restreint de mots (le trait d'union, le pluriel des mots composés, l'accent circonflexe, les anomalies orthographiques, les mots empruntés ou encore les séries désaccordées). La situation n'est donc pas comparable à l'introduction de la nouvelle orthographe allemande. Le contexte est également différent, comme lesdites recommandations n'ont pas connu de suites pendant un quart de siècle.

ad 1. + 2. Pour ce qui est du contexte scolaire, force est de constater que nos écoles n'utilisent pas exclusivement des publications d'éditeurs français, mais également des manuels édités en Suisse, en Belgique ou au Luxembourg. De plus, à ce stade, pour les ouvrages littéraires, l'ancienne orthographe reste appliquée. Afin de répondre à ces démarches différentes, un groupe de travail ad hoc a été constitué. Le groupe comprend des inspecteurs de l'enseignement fondamental, des représentants des différentes commissions nationales des programmes de l'enseignement du français ainsi que des collaborateurs du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Le groupe de travail a souligné la nécessité d'introduire la nouvelle orthographe de façon progressive et de manière naturelle. Les experts rejoignent la recommandation suivante du Mi-

nistère français de l'Éducation nationale: «En aucun cas, ni dans l'enseignement ni dans la correction comme ailleurs, aucune des deux graphies - ni l'ancienne, ni la nouvelle - ne peut être tenue pour fautive.»

Les cinq manuels de français de l'enseignement fondamental ont été remis à des correcteurs seulement pour que les experts aient une vue d'ensemble de la situation en disposant du corpus des mots et des règles à corriger. Les experts seront alors en mesure de préciser leur position. Entre-temps, l'enseignement du français au Luxembourg ne sera guère concerné par lesdites recommandations. Une instruction ministérielle y relative sera transmise aux enseignants concernés lors de la rentrée à venir. Les manuels scolaires de l'enseignement fondamental restent inchangés.

ad 4. Le Service central de législation n'émet pas de lignes de conduite, respectivement de règles contraignantes, ayant trait à l'emploi de l'orthographe et n'intervient pas au moment de la rédaction-même des textes normatifs. Il appartient exclusivement à l'auteur d'un projet législatif ou réglementaire de veiller à l'emploi correct de l'orthographe française.

Le Conseil d'État veille, dans ses avis, à l'amélioration formelle des différents instruments normatifs lui soumis en proposant des redressements textuels du point de vue de la légitique formelle.

Le Service central de législation veille au respect rigoureux par les ministères des règles procédurales de l'ordonnancement légal et réglementaire. Dans ce contexte, des lignes de conduite concernant le contenu du dossier législatif et réglementaire, respectivement l'achèvement correct de la procédure législative et réglementaire, sont périodiquement émises aux ministères. Par ailleurs, un outil de génération de documents «LegiCompil» est mis à disposition par le SCL, à tous les agents de l'Etat intervenant dans la procédure législative et réglementaire. Cet outil permet de générer des lettres prêtes à être signées avec une liste des annexes à joindre, et ceci à la suite d'une série de questions posées à l'utilisateur en fonction de la démarche qu'il souhaite réaliser (p. ex. saisine du Conseil d'Etat, demande d'approbation d'un avant-projet de loi par le Conseil de Gouvernement, demande d'avis d'une chambre professionnelle sur un projet de RGD, respectivement des formulaires «Nous Henri», etc.).

ad 3 + 5. Au vu de ce qui précède et concernant les règles d'orthographe applicables aux administrations publiques, respectivement aux candidats des examens-concours pour l'accès à la fonction publique, le département de la Fonction publique et de la Réforme administrative se ralliera, le moment venu, aux conclusions du groupe de travail susmentionné.

Question 2076 (19.05.2016) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** (dëi gréng) concernant la **fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom**:

Selon l'ambassadeur du Luxembourg en France, Paul Dürr, la Ministre française de l'Environnement envisage la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom. La ministre a déclaré mardi 17 mai 2016, lors d'un petit-déjeuner des ambassadeurs des pays européens organisé à Paris, que «la priorité sera donnée à la fermeture des réacteurs frontaliers Fessenheim, Bugey et Cattenom».

Dans ce contexte, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est au courant de ces plans et peut-il confirmer ces informations?

2. Y a-t-il déjà des détails concrets concernant la fermeture de la centrale de Cattenom?

Réponse commune (06.06.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat, de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, et de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Le Gouvernement luxembourgeois suit de près, et cela de longue date, les mesures prises par les autorités françaises vis-à-vis de la centrale nucléaire de Cattenom. Le sujet figure régulièrement à l'ordre du jour des réunions bilatérales à haut niveau entre délégations des deux pays. La Ministre française de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, chargée des relations internationales sur le climat, a présenté récemment, dans un cadre non officiel, aux représentants diplomatiques des pays membres de l'UE, les orientations générales de la politique française en matière d'environne-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

ment et d'énergie notamment dans la perspective de la loi sur la transition énergétique. Le Gouvernement luxembourgeois a reçu un rapport sur les propos qui ont été échangés à cette présentation par son ambassade à Paris. Ces propos représentent, en ce qui concerne le Luxembourg, un message encourageant. Le Gouvernement luxembourgeois entend revenir sur ces propos dans le cadre de ses démarches politiques concernant la centrale de Cattenom.

ad 2. Le Gouvernement luxembourgeois ne dispose pas, à ce stade, de détails concrets quant à une date de fermeture de la centrale de Cattenom, mais ne manquera pas de poursuivre le dialogue avec les autorités françaises sur ce sujet. La question de la fermeture de la centrale de Cattenom figurerà à l'ordre du jour de la prochaine réunion entre les ministres allemand, français et luxembourgeois en charge de ce dossier.

Question 2077 (19.05.2016) de **Mme Josée Lorsché** (déri gréng) concernant la **prise en charge des prothèses de bain**:

À l'origine le sport est synonyme de justice et d'égalité des chances, de participation à la société, de performance personnelle et de bien-être physique et mental. Ainsi, la pratique d'une activité sportive par une personne handicapée ne favorise pas seulement son intégration dans la vie sociétale, mais contribue également à améliorer son état de santé. En ce qui concerne les personnes amputées, une prothèse de bain ne peut donc pas être considérée comme un luxe, mais comme un moyen indispensable pour pouvoir se déplacer dans des lieux humides tels que piscines, plages et autres. Par ailleurs, il va sans dire que la natation est depuis longtemps reconnue en tant qu'activité physique favorisant de manière exemplaire l'amélioration de la mobilité et la réhabilitation d'une personne ayant subi une amputation.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Quels sont les motifs pour lesquels la prise en charge d'une prothèse de bain, en tant que deuxième prothèse pour une personne amputée, est suivant les dispositions statutaires de la CNS uniquement accordée aux personnes professionnellement occupées?

2. La mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées que le Luxembourg a ratifiée exige que le principe de non-discrimination de ces personnes soit respecté à tous les niveaux. Le plan d'action y relatif stipule même que «toutes initiatives dans le domaine du sport non compétitif, destinées à favoriser l'inclusion de personnes handicapées sont à soutenir». Par conséquent, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que toutes les personnes amputées devraient avoir droit au remboursement d'une prothèse de bain en tant que deuxième prothèse et que leur statut professionnel ne devrait en aucun cas être considéré comme critère de sélection?

3. De façon générale, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de réviser les articles 90 et 91 des statuts de la CNS afin de prévenir le risque de discrimination fondée sur le handicap et de répondre par ce biais aux aspirations des personnes handicapées physiques qui, malgré leurs besoins spécifiques, restent souvent très actives dans la vie associative, culturelle et sportive?

4. Puisque conformément à l'article 418 du Code de la sécurité sociale, les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale s'imposent à la Caisse nationale de santé, n'y a-t-il pas lieu d'imposer au Contrôle médical le respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées?

Réponse (13.06.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale, Ministre des Sports*:

La question de Madame la Députée concerne la pratique d'une activité sportive par des personnes handicapées et plus particulièrement la pratique de la natation par des personnes portant une prothèse.

Tout d'abord il y a lieu de rappeler que la pratique d'un sport est bénéfique pour chacun d'entre nous et ceci vaut non moins, voire encore plus, pour une personne présentant un handicap physique.

Afin de soutenir les personnes présentant un handicap, le Ministère des Sports mène activement, et ceci depuis des années, une politique d'inclusion et d'encouragement à la pratique sportive.

En ce qui concerne les questions concrètes relatives à la prise en charge des prothèses de bain par la CNS, le Code de la sécurité sociale dispose que l'assurance maladie prend en charge les prothèses prévues dans la nomenclature des prothèses orthopédiques, orthèses et épithèses selon les conditions et les modalités prévues par les statuts de la CNS.

Une prothèse de bain est une prothèse légère qui permet des activités au contact de l'eau telles que la douche, l'utilisation en piscine ou pour des bains de mer. Elle permet la marche sans chaussure.

Or, la nomenclature en question ne prévoit pas la «prothèse de bain» en tant que fourniture spécifique de sorte que ces prothèses sont à considérer comme des prothèses «ordinaires», le cas échéant, supplémentaires à une première prothèse.

Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2014, 197 assurés ont bénéficié de la prise en charge par l'assurance maladie d'une prothèse et pour 46 personnes l'assurance maladie a pris en charge une deuxième prothèse.

L'article 90, alinéa 1^{er} des statuts de la CNS dispose que la personne protégée a droit à une seule prothèse orthopédique par région anatomique. En cas de besoin professionnel, la personne protégée a droit dans le délai visé ci-dessus, sur autorisation préalable du Contrôle médical, à deux prothèses orthopédiques.

Ainsi, le seul cas de figure permettant la prise en charge d'une deuxième prothèse est celui du besoin professionnel. L'assuré qui affirme un besoin professionnel pour une deuxième prothèse est supposé présenter un degré d'activité régulier supérieur, de sorte que sa prothèse présente une usure plus importante. La deuxième prothèse prise en charge par l'assurance maladie peut être une véritable prothèse à part entière et qui peut être utilisée en véritable alternance de la première dans les activités quotidiennes sociales et professionnelles.

L'assurance maladie ne prévoit pas de critères permettant de considérer cette deuxième prothèse comme une simple prothèse de secours qui ne peut être utilisée qu'en cas d'indisponibilité de la prothèse habituelle (casse, vol, réparation, etc.). Il va toutefois de soi que l'assuré, pouvant prétendre à la prise en charge d'une deuxième prothèse en raison d'un besoin professionnel, peut opter pour une prothèse de bain.

En vertu de l'article 420 du Code de la sécurité sociale le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) autorise la prise en charge des prestations de soins de santé visées à l'article 17, alinéa 1 pour autant qu'une autorisation médicale de prise en charge est prescrite par les lois, règlements ou statuts. Les avis médicaux individuels du CMSS ne lient toutefois la CNS que dans la limite des dispositions statutaires.

Depuis quelques années déjà, certains revendiquent que les prothèses de bain soient prises en charge par l'assurance maladie pour toute personne qui en fait une demande. Le CMSS est d'avis qu'un droit à la compensation la plus complète possible des conséquences du handicap de ces personnes existe. Telle est d'ailleurs également la position des juridictions allemandes (Bundessozialgericht 25 juin 2009, AZ, B 3 KR 2/08 R, B 3 KR 19/08 R, B 3 KR 10/08 R) et du Conseil arbitral de la sécurité sociale (jugement du 22 novembre 2013 Gonnering c/ CNS).

En guise de conclusion, il peut être retenu que la CNS analysera l'option d'une deuxième prothèse en dehors d'un besoin professionnel dans le cadre de la refonte de la nomenclature des fournitures orthopédiques dont les travaux sont prévus pour automne 2016. Le cas échéant, la CNS procédera à une adaptation des articles 90 et suivants de ses statuts.

Question 2078 (20.05.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**internat du Lycée technique Agricole**:

Un nouveau Lycée technique Agricole sera construit à Gilsdorf. Suite à une décision gouvernementale, l'internat du Lycée ne sera plus, comme initialement prévu, implanté sur le site de Gilsdorf. Dans une réponse à la question parlementaire n°1260 du 1^{er} juillet 2015 (cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2014-2015), les ministres concernés font savoir qu'en ce qui concerne le nouveau terrain d'implantation de l'internat, «trois sites potentiels à Diekirch seraient actuellement en cours d'analyse».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur l'état d'avancement du projet de construction de l'internat?

- Est-ce qu'un nouveau terrain d'implantation pour l'internat a été entre-temps trouvé?

- Dans l'affirmative, lequel?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il est prévu d'ouvrir l'internat au même moment que le Lycée?

- Quand les travaux peuvent-ils commencer?

Réponse commune (22.06.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Par la question parlementaire, l'honorable Députée Martine Hansen souhaite avoir des informations concernant l'internat du nouveau Lycée technique Agricole.

En ce qui concerne l'état d'avancement du projet de construction de l'internat, trois sites potentiels à Diekirch ont été analysés.

Suite à ces études, deux sites ont été écartés, l'un à cause de la non-constructibilité du terrain et l'autre pour des raisons budgétaires.

Un troisième site dont les études sont encore en cours pourrait cependant se prêter pour la mise en place d'une infrastructure scolaire ou sportive, y compris l'implantation d'un internat, en l'occurrence le site actuel des ateliers de l'Administration des Ponts et Chaussées et de l'Administration de la Gestion de l'Eau sis route de Gilsdorf.

Considérant les délais d'études, d'autorisations, de soumissions et de construction nécessaires, l'internat pourrait ouvrir ses portes au plus tôt d'ici sept ans. De ce fait, il n'est pas prévu d'ouvrir l'internat au même moment que le Lycée technique Agricole dont l'ouverture est prévue pour la rentrée 2020.

Question 2079 (23.05.2016) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **Maison du Luxembourg à Bruxelles**:

La presse nationale a récemment rapporté que la Chambre de Commerce s'installera à Bruxelles, et ceci dans des bureaux dans la Maison du Luxembourg, lieu de résidence de la représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne et de l'Ambassade du Luxembourg à Bruxelles. L'installation de la Chambre de Commerce, en tant que représentant institutionnalisé des secteurs économiques du Luxembourg, dans le même bâtiment que l'Ambassade du Luxembourg suit des accords similaires à Paris et Berlin. Cependant, la presse rapporte également que des discussions seraient en cours avec les représentants de l'ABBL, de l'Alfi et de la Fedil en vue d'une location éventuelle de bureaux dans ce même bâtiment.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer ces discussions? Dans l'affirmative, quelles sont les considérations du Gouvernement qui l'ont mené à ces discussions?

2. Comment est-ce que Messieurs les Ministres jugent une telle action éventuelle dans le cadre de la stratégie du «Nation Branding»?

3. Plus précisément, comment Messieurs les Ministres considèrent-ils qu'un tel rapprochement physique entre les représentants des secteurs financier et de l'industrie, d'une part, et la représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne, d'autre part, serait perçu d'un point de vue symbolique?

4. Comment, le cas échéant, serait-il garanti à l'intérieur du bâtiment que les représentants de l'ABBL, de l'Alfi et de la Fedil n'ont pas un accès privilégié aux bureaux des représentants nationaux?

5. Finalement, dans le cadre de la diplomatie économique, quelles autres mesures sont prévues?

Réponse commune (20.06.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

ad 1. Les ministres peuvent confirmer que l'Ambassade du Luxembourg à Bruxelles hébergera un représentant de la Chambre de Commerce en tant que représentant des secteurs économiques du Luxembourg. La tâche de ce représentant sera de défendre et de promouvoir les intérêts économiques des entreprises luxembourgeoises en Belgique. L'accord conclu entre le Ministère des Affaires étrangères et la

Chambre de Commerce est similaire à ceux conclus dans le cas des représentants de la Chambre de Commerce auprès des ambassades du Luxembourg à Paris et à Berlin.

Des négociations concernant une location éventuelle des représentants de l'ABBL, de l'Alfi et de la Fedil dans la Maison du Luxembourg ne sont pas en cours.

ad 2. Compte tenu de la réponse à la question 1 concernant une location éventuelle des représentants de l'ABBL, de l'Alfi et de la Fedil dans la Maison du Luxembourg, la question ne se pose pas.

ad 3. Un rapprochement et un renforcement de la coordination entre tous les partenaires sociaux, d'une part, et de la représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne, de l'autre, est souhaitable. Cela permettrait de mieux défendre les intérêts luxembourgeois auprès de l'Union européenne. Un tel rapprochement ne doit pas nécessairement se traduire par un rapprochement physique.

ad 4. Compte tenu de la réponse à la question 1 concernant une location éventuelle des représentants de l'ABBL, de l'Alfi et de la Fedil dans la Maison du Luxembourg, la question ne se pose pas.

ad 5. Dans le cadre de la diplomatie économique, un ensemble de mesures est envisagé pour mieux promouvoir le Luxembourg et ses intérêts dans le monde. Il y a lieu de mentionner la réforme de la promotion économique décidée par le Conseil de Gouvernement du 27 mai 2016 et présentée par le Ministre de l'Économie lors d'une conférence de presse le 31 mai 2016. Cette réforme comporte une nouvelle plate-forme de coordination sous l'autorité du Ministre de l'Économie qui comprend un «Trade and Investment Board» (TIB - Conseil du commerce extérieur et des investissements) présidé par le Ministre de l'Économie. Le TIB comprendra comme membres les représentants des ministères et organisations qui assument tous des rôles dans la promotion du commerce extérieur, soit dans la prospection) et est appelé à superviser le «Steering Committee» (TISC - Comité de pilotage du commerce extérieur et des investissements) et à valider la stratégie de promotion et de prospection économiques à l'étranger élaborée par ce comité sur base des priorités du Gouvernement dans le domaine de la promotion économique et des stratégies respectives de la Chambre de Commerce et de Luxinnovation. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes est dûment représenté dans «Board» ainsi que dans le «Steering Committee». En effet, l'objectif est que le réseau diplomatique soit impliqué de cette manière par le biais du Ministère des Affaires étrangères et européennes dans la stratégie de promotion économique et contribue activement à sa mise en œuvre.

Question 2080 (23.05.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant les **accords fiscaux**:

Selon les informations parues dans la presse internationale, la Commission européenne compte annoncer d'ici juillet une décision sur l'accord fiscal conclu entre Amazon et le Luxembourg sur lequel la Commission enquête depuis près de deux ans et pourrait ordonner au Grand-Duché de récupérer 400 millions d'euros d'arriérés. Ce chiffre serait une estimation préliminaire et pourrait encore être révisé.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'une récupération ne risque pas d'engager ultérieurement la responsabilité délictuelle de l'Etat sur base d'une violation du principe de confiance légitime?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer si une enquête serait en cours sur un accord fiscal conclu entre McDonald's et le Luxembourg?

Réponse (22.06.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne les deux premières questions, le Ministère des Finances ne dispose actuellement pas d'éléments concrets permettant de confirmer les rumeurs auxquelles font référence les honorables Députés. Partant, toute



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

spéculation sur d'éventuelles conséquences d'une décision hypothétique serait prématurée. En ce qui concerne la troisième question, il convient de rappeler aux honorables Députés que le Luxembourg ne conclut pas d'«accords fiscaux» avec des contribuables. Les décisions anticipées en matière fiscale («rulings») émises par l'administration fiscale constituent des actes unilatéraux de l'administration. Le 3 décembre 2015, la Commission européenne a ouvert une enquête concernant le traitement fiscal accordé par le Luxembourg à McDonald's. Le communiqué intégral de l'annonce par la Commission peut être consulté ici: http://europa.eu/rapid/press-release/IP-15-6221_fr.htm. Le Gouvernement luxembourgeois en a pris acte par un communiqué du même jour, qui peut être consulté ici: http://www.mf.public.lu/actualites/2015/12/ce_enquete_031215/

Question 2081 (23.05.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les déchets de verdure:

Le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets définit entre autres le catalogue des avertissements taxés pour les contraventions en matière d'incinération de déchets à l'air libre, dont l'incinération de déchets de verdure.

L'article 11 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles précise qu'il est défendu d'abandonner, de déposer ou de jeter en dehors des lieux spécialement désignés à cet effet par les autorités étatiques et communales des déchets de quelque nature que ce soit, y compris tous engins mécaniques hors d'usage et les parties de ces engins mécaniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les dispositions qui règlent le dépôt de déchets de verdure sur les parcelles agraires sachant que selon les dispositions de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles les autorités étatiques et communales sont tenus de désigner des lieux pour le dépôt de déchets de quelque nature que ce soit et ce jusqu'au retrait de ces déchets?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles?

- Existe-t-il une dérogation à cet article pour les déchets de verdure?

- Les communes sont-elles au courant de la disposition susmentionnée?

Réponse (27.06.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Contrairement à ce que l'honorable Députée avance dans sa question parlementaire, la loi modifiée du 19 janvier 2004 n'oblige pas les communes et l'Etat de désigner des lieux pour le dépôt de déchets. Par ailleurs, il n'existe pas de disposition spécifique régulant le dépôt de déchets de verdure sur les parcelles agraires.

Toutefois, le département de l'Environnement vient d'entamer les travaux pour établir au niveau national un système de collecte en vue de la valorisation des déchets de verdure. Un premier groupe de travail constitué par les acteurs principaux du secteur a eu lieu en date du 2 juin 2016. La logistique envisagée devra permettre d'éviter la gestion incontrôlée des déchets de verdure. Il est évident que le dépôt temporaire de court terme avant la collecte n'est pas à considérer comme une gestion incontrôlée de déchets, mais qu'il s'agit d'une étape nécessaire pour permettre la valorisation énergétique des déchets de verdure.

Ministère de la Défense allemand qu'elle entend remplacer auprès de toutes les machines déjà fournies des parties du fuselage suite à des fissures constatées. À l'époque des problèmes avec les réacteurs avaient déjà été notés. Partant, la question est posée au niveau du Ministère allemand de la Défense si l'A400M est capable de remplacer la machine Transall.

Compte tenu de ces nouvelles informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les récentes réserves émises par le Ministère allemand de la Défense concernant l'acquisition de l'A400M?

- Est-ce que les nouveaux défauts apparus pourraient avoir un impact sur l'acquisition de ce type d'avion par l'Etat luxembourgeois?

Réponse (22.06.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense:

À l'occasion de récentes consultations, mon homologue allemande a fait état de sa préoccupation au sujet des retards et contremorts dans le développement de certains équipements de l'A400M et de leur impact sur l'échéancier de livraison de la flotte allemande, mais a confirmé que la participation de l'Allemagne au programme A400M n'était pas remise en cause.

Airbus s'est fermement engagé à résoudre rapidement les problèmes apparus, de sorte que l'aéronef du Luxembourg, dont la livraison est programmée au premier trimestre 2019, ne devrait pas être affecté par les défauts évoqués dans la presse. Au contraire, la livraison plus tardive de notre aéronef devrait permettre d'obtenir un avion dont les principaux défauts de naissance auront déjà pu être corrigés. Les difficultés que connaît actuellement le programme ne remettent nullement en cause l'acquisition d'un aéronef par l'Etat luxembourgeois.

Il convient de rappeler les raisons de la décision prise par le Gouvernement luxembourgeois en 2000 d'acquérir un avion A400M.

- Le projet A400M est né en 2000 sur base du constat qu'il existait des lacunes importantes en matière de capacités de transport stratégique et tactique européennes. La mise en service de l'A400M permettra de répondre à cette lacune qui n'a cessé de se développer au cours des dernières années et permettra de disposer de capacités supplémentaires en matière de transport stratégique, que ce soit au niveau de l'UE ou de l'OTAN. Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune, l'UE désire renforcer son autonomie stratégique.

- L'A400M luxembourgeois sera acquis et opéré conjointement avec la Belgique au sein d'une unité belgo-luxembourgeoise. Grâce à l'A400M, l'Armée luxembourgeoise se dote également d'une expertise en matière aérienne, notamment avec la formation de six pilotes et six soutiers luxembourgeois qui opérerait l'A400M au sein de la flotte binationale belgo-luxembourgeoise. Le transport aérien stratégique civil a une longue tradition dans notre pays et l'Etat y détient un investissement institutionnel conséquent. La défense luxembourgeoise s'est investie dès lors dans un domaine bien établi à Luxembourg en s'appropriant elle aussi ce savoir-faire et en contribuant sa part dans le concert des efforts multinationaux visant à palier aux lacunes capacitaires.

- Il est également important pour l'industrie européenne de développer ses propres capacités et d'être plus indépendante. L'A400M, qui est le premier avion militaire de la société Airbus, renforcera durablement la position de l'industrie européenne dans le domaine de l'aviation militaire. Les retards et difficultés que connaît le programme sont inhérents à tout programme majeur de développement.

- Le Luxembourg a décidé d'acquérir un A400M pour ses besoins nationaux et pour contribuer de façon visible à une réponse collective face aux lacunes capacitaires de l'UE et de l'OTAN, et souhaite aussi par ce biais contribuer au développement de l'industrie européenne à travers sa participation au plus récent grand programme d'armement européen. À côté du Luxembourg, six autres partenaires de l'UE et de l'OTAN participent au programme A400M, à savoir l'Allemagne (53 avions), la France (50), l'Espagne (27), le Royaume-Uni (22), la Turquie (10) et la Belgique (7). Hors Europe, la Malaisie a décidé d'acquérir quatre avions et d'autres nations ont également signalé leur intérêt.

Question 2082 (23.05.2016) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'Airbus A400M:

Selon la presse allemande («Süddeutsche Zeitung», 17 mai 2016), des nouveaux problèmes ont été détectés auprès de l'avion militaire A400M. En effet la société Airbus a informé le

Luxembourg et ce par le biais de plusieurs projets pilotes. L'agroforesterie est un mode de production agricole associant sur une même parcelle des plantations d'arbres à d'autres cultures ou pâtures dans la perspective d'effets bénéfiques réciproques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les objectifs des projets pilotes?

- Quelles et combien de surfaces agricoles seraient réservées aux projets pilotes?

Réponse (27.06.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

De prime abord, permettez-moi de formuler quelques remarques préliminaires:

Le terme agroforesterie désigne un ensemble de systèmes d'utilisation des terres combinant, sur un même terrain, la culture d'arbres ou d'arbustes avec l'élevage ou les cultures agricoles. L'agroforesterie englobe aussi bien la plantation active d'arbres et de ligneux selon des schémas précis que le maintien et la promotion de végétations ligneuses existantes naturelles ou semi-naturelles du type haies, bosquets, ripisylves ou arbres isolés. L'agroforesterie permet de diversifier et d'enrichir la production agricole et de renforcer tout un éventail de services écologiques. Ainsi, l'agroforesterie contribue à la création et la pérennisation de paysages agricoles multifonctionnels, alliant la production agricole classique, la protection de la biodiversité et des eaux, le captage de carbone, la lutte contre l'érosion, la conservation et amélioration des sols, la préservation des paysages ainsi que la production de bois et d'énergies renouvelables.

Globalement, les systèmes agroforestiers diversifient et stratifient le territoire agricole et favorisent ainsi la complexité des interactions biologiques et les processus physicochimiques naturels, indispensables à des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement et des ressources naturelles.

À cause de ses nombreux bénéfices, l'agroforesterie a suscité l'attention de nombreuses organisations intergouvernementales (FAO, UNEP, CBD...) et non gouvernementales, ainsi que des médias, comme en témoignent les multiples citations dans la presse écrite et télévisée. De nombreuses associations, telle que l'Association française de l'agroforesterie (www.agroforesterie.fr), fédérant la recherche, l'éologie et l'agriculture ont vu le jour pour promouvoir et développer les systèmes agroforestiers en Europe. Leur action a contribué à l'intégration de la promotion de l'agroforesterie dans le règlement (UE) 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural.

Les bénéfices de l'agroforesterie:

Biodiversité:

La structuration du milieu ouvert avec des espèces ligneuses et les bandes herbacées y associées permet de fournir un habitat, des zones de refuge et une source en nourriture tout au long des saisons, tant pour les pollinisateurs que pour les espèces antagonistes aux nuisibles des cultures agricoles. Une plus grande richesse de ces espèces peut à son tour avoir des répercussions positives sur la production agricole proprement dite. Le milieu agroforestier constitue en lui-même un habitat de prédilection pour de nombreuses espèces de lichens, de mousses, d'invertébrés, d'oiseaux et de mammifères caractéristiques du milieu ouvert.

Les formations ligneuses inhérentes aux systèmes agroforestiers créent un maillage plus ou moins dense, qui assure des connexions entre différents milieux. Les corridors de biodiversité ainsi constitués favorisent le brassage génétique des populations et participent à la restauration de la connectivité écologique des paysages.

Sol:

Le système racinaire des arbres améliore la structure du sol en augmentant sa porosité et en permettant ainsi une meilleure infiltration et une optimisation des capacités de stockage de l'eau dans les sols. L'activité biologique des sols est améliorée par la création de microclimats tempérés, favorables au développement de la macrofaune et des populations microbiennes des sols. Le bilan organique des sols est amélioré grâce aux arbres et à l'enherbement des lignes de plantation. La réduction de la vitesse du vent, sous l'action de la fonction de coupevent par les arbres et autre ligneux, limite l'érosion éolienne. L'érosion pluviale est freinée par une meilleure infiltration et l'introduction de reliefs dans les parcelles agricoles formant un

obstacle physique à l'écoulement des eaux. Les pertes de sols sont ainsi évitées en particulier sur les labours.

Eau:

Le système racinaire développé des arbres en agroforesterie structure le sol et facilite la pénétration de l'eau en décompactant le sol. Par ailleurs, des recherches récentes ont mis en évidence le phénomène de l'ascenseur hydraulique et de nutriments, mis en route par les arbres à travers leur capacité de faire remonter l'eau et les nutriments des couches profondes du sol via les racines pour les remettre à disposition des cultures de surface.

Les haies et rangées d'arbres provoquent une diminution de l'évaporation et donc de la perte en eau des cultures à travers une réduction du vent et la fourniture d'ombre.

L'arbre contribue à la réduction des risques d'inondations, car il intercepte une partie des eaux de pluie grâce à son feuillage et à ses branches, tout en freinant l'écoulement des eaux. En interceptant et en absorbant une partie des eaux de surface, l'arbre régule et prévient l'impact des inondations en améliorant l'infiltration jusqu'aux nappes souterraines. En limitant l'érosion, l'agroforesterie contribue à réduire la turbidité des cours d'eau et le lessivage de résidus chimiques.

Aspects économiques:

Des études françaises confirment que l'agroforesterie, en dehors des aspects environnementaux précités, est économiquement viable et est susceptible d'engendrer des revenus supplémentaires aux exploitants. L'expérience a montré que les coûts d'installation et d'entretien ont un faible impact sur la trésorerie des exploitations et les besoins en main-d'œuvre sont maîtrisables.

À long terme (entre 20 et 40 ans) et nonobstant les nombreux services écologiques bénéfiques pour la productivité agricole mais difficilement monétarisable, la rentabilité de l'agroforesterie est supérieure à celle de l'agriculture classique, si les paramètres de densité des plantations ou le type d'association ligneux / cultures sont bien maîtrisés. Les revenus engendrés proviennent, selon le type de projet, de la vente de bois précieux, de bois de chauffage, de copeaux de bois ou de fruits. Dans les conditions optimales, la plantation d'essences produisant du bois d'œuvre peut doubler le revenu d'une exploitation.

L'agroforesterie peut permettre ainsi aux agriculteurs d'échelonner et de planifier certains revenus à plus long terme et d'être moins exposés aux fluctuations annuelles et la volatilité des prix agricoles.

Finalement, j'ai l'honneur de répondre aux questions posées par l'honorable Députée:

- Partant d'un séminaire public organisé par le département de l'Environnement et l'Administration de la Nature et des Forêts en collaboration avec l'Association pour l'agroforesterie en Wallonie et à Bruxelles en novembre 2013, l'idée de la mise en place de projets pilotes dans ce domaine a fait surface.

Pour concrétiser ce projet, l'ANF s'est associée au «Institut für Naturschutzökologie und Landschaftsmanagement (INL)» de l'Université de Freiburg en vue de l'élaboration d'un concept national de mise en œuvre de l'agroforesterie, définissant les objectifs de l'agroforesterie au Luxembourg avec une déclinaison en fonction des particularités géoécologiques et socioéconomiques des régions.

Par ailleurs, la réalisation de projets pilotes en agroforesterie a été retenue comme une des mesures à intégrer au deuxième plan national concernant la protection de la nature par le groupe de travail dédié à l'intégration de la protection de la nature dans d'autres secteurs. Ce groupe de travail réunissait des représentants des principales institutions et organisations nationales en matière d'agriculture et de la protection de la nature.

- Les objectifs des projets pilotes sont, d'une part, l'expérimentation de différents types de projets agroforestiers dans le contexte socio-économique national et, d'autre part, la promotion de l'agroforesterie auprès des agriculteurs à travers des projets de démonstration.

- Il est envisagé de mettre en place un réseau de cinq projets pilotes selon la subdivision régionale de l'ANF, qui sera suivi à long terme par l'ANF et l'INL, ensemble avec les entreprises agricoles participantes. La réalisation de ces projets pilotes sera accompagnée et fera partie intégrante d'une campagne d'information, de sensibilisation et de formation sur l'agroforesterie. L'envergure de ces projets n'a pas encore été définie. Toujours est-il que dans un premier temps, l'ANF focalisera ses efforts sur des terrains appartenant à l'Etat. Les exploitants de ces terrains seront consultés et infor-

Question 2083 (24.05.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'agroforesterie:

Selon mes informations, le Ministère de l'Environnement serait en train d'analyser l'introduction de la pratique de l'agroforesterie au



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

més de cette démarche et seront encouragés de continuer leur exploitation après installation du projet. La disposition des plantations sera définie en concertation avec les exploitants, en vue de tenir compte de possibles contraintes agronomiques propres aux entreprises concernées. Les propriétaires de terrains agricoles communaux ou privés souhaitant réaliser des projets sur leurs propres terrains sont invités de prendre contact avec l'Administration de la Nature et des Forêts.

Question 2084 (24.05.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la protection juridique des volontaires de l'armée:

Afin de conférer aux volontaires de l'armée une protection juridique équivalente à celle revenant aux militaires de carrière, l'ancien Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait envisagé via l'article 17 du projet de loi ayant pour objet la discipline dans l'armée, la Police grand-ducale et l'Inspection générale de police (n°6379) de rendre les dispositions de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat concernant la protection juridique applicables aux volontaires de l'armée. En avril 2014, le projet de loi sous rubrique a été retiré du rôle des affaires par le Gouvernement.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Selon Monsieur le Ministre, existe-t-il une base légale à la protection juridique des volontaires de l'armée luxembourgeoise?

- Le cas échéant, comment le Gouvernement compte-t-il conférer une couverture de risque aux volontaires de l'armée en cas d'accident dans l'exercice de leurs fonctions?

Réponse (22.06.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense:

Les lois en vigueur ne prévoient à ce stade aucune base légale directement applicable à la protection juridique de volontaires de l'armée luxembourgeoise. Il convient toutefois de noter que chaque demande de protection juridique adressée au Ministre de la Défense par un volontaire de l'armée est traitée in concreto et au cas par cas. En ce sens, le Ministre de la Défense soumet cette demande de protection juridique pour avis au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Les règles et principes tels que prévus dans le cadre du statut général des fonctionnaires de l'Etat seront par la suite pris en considération en ce qui concerne la question de savoir si le volontaire peut bénéficier d'une protection juridique par analogie au statut général des fonctionnaires de l'Etat et aux militaires de carrière.

Pour pallier à cette lacune, le Gouvernement envisage de créer dans le cadre de la réforme de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire une base légale de protection directement applicable au volontaire de l'armée. Il est ainsi prévu d'inscrire dans le texte de loi un article se référant aux dispositions du statut général des fonctionnaires de l'Etat ayant pour objet la protection du fonctionnaire. Cette protection comprendra par ailleurs une base plus large que la seule protection juridique en donnant ensuite au volontaire tout comme pour le fonctionnaire le droit de réclamation ainsi que le droit d'accès au dossier personnel. Le choix de procéder par une référence aux articles respectifs du statut général des fonctionnaires de l'Etat suit ainsi l'objectif d'une application égale aux volontaires de l'armée des règles conformément à la protection des fonctionnaires.

En ce qui concerne la couverture de risque aux volontaires de l'armée en cas d'accident dans l'exercice de leurs fonctions, il convient de souligner que la loi du 12 mai 2010 portant réforme de l'assurance accident et modifiant particulièrement le Code de la sécurité sociale a étendu le champ d'application de l'assurance obligatoire dans le cadre d'un régime général d'assurance accident aux volontaires de l'armée que ce soient leurs activités sur le territoire national ou à l'étranger.

ments «consolidés» ne correspondrait même pas à la dernière version.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me rassurer que les documents consultables à la salle de lecture luxembourgeoise correspondent effectivement à la dernière version disponible?

2. Monsieur le Ministre peut-il me garantir dès lors que les documents accessibles aux députés traduisent fidèlement et intégralement l'état actuel des négociations entre les partenaires transatlantiques?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il démentir les susdits récits médiatiques allemands?

4. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les documents disponibles au Luxembourg sont identiques à ceux disponibles dans les autres États membres de l'Union européenne et, le cas échéant, à ceux mis à disposition à la salle de lecture allemande?

Réponse (24.06.2016) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Les documents mis à disposition aux députés dans la salle de lecture correspondent en effet aux dernières versions disponibles.

ad 2. Les documents consultables dans la salle de lecture, le résumé publié par la Commission européenne sur chaque session de négociations ainsi que les propositions de texte de l'UE, telles qu'actualisées et accessibles sur le site de la Commission européenne reflètent l'état actuel des négociations. Ceci n'exclut pas que les négociateurs s'échangent entre les tours de négociations formelles. Au fur et à mesure que les négociations progressent et que ces progrès se traduisent par de nouvelles propositions de texte, les textes consolidés, de même que les documents publics, sont mis à jour et diffusés aux États membres. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes transmet sans tarder toute mise à jour de la liste desdits documents aux services compétents de la Chambre des Députés.

ad 3. Voir la réponse à la première question.

ad 4. Étant donné que la Commission européenne, en charge de la transmission des documents en question aux délégations nationales, soumet les mêmes textes à l'ensemble des États membres ayant aménagé une salle de lecture, les textes y disponibles dans les capitales des États membres devraient être identiques. Ceci étant, une vérification sur place s'avérera difficilement réalisable.

Question 2086 (24.05.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'accord de libre-échange CETA:

Zénter Februar gëtt et e finaliséerten Text vum CETA-Handelsofkommes mat Kanada. An der Effentlechkeet ass ze spieren, datt vill Leit sech net wuelfille mat deem, wat d'EU-Komissiouen am Optrag vum EU-Conseil do ausgehandelt huet. Eng Haltung, déi wuel nach méi staark ass, wa se sech op den deelweis verglächbaren TTIP, dee jo nach an der Verhandlung ass, mat bezitt. Awer och a puncto CETA stelle sech eng Rëtsch Froen, déi ech heimat wéilt dem Här Statsminister an dem Här Ausseminister stellen:

1. Den Här Ausseminister schwätzgt ganz positiv iwwert den CETA: Huet hien e Mandat vun der ganzer Lëtzebuerger Regierung, fir sech esou positiv iwwert dat Handelsofkommes ze äusseren, dat jo och ganz vill Dossiere betréfft, déi net a senger direkter Verantwortung leien?

2. Wouhier kënnt dem Här Ausseminister seng Iwwerzeugung, datt déisen Traité nach bannent der aktueller Legislaturperiod vun der Chamber ratifiziert gëtt? Den Här Ausseminister hat dat an der aussepolitescher Kommissiou vum 14. Mee ugekënnegt. Schwätzgt hien do am Numm vun der ganzer Regierung?

3. Deelt déi Lëtzebuerger Regierung déi Iddi vun der EU-Komissiouen, den Traité direkt ze applizéieren, wann den EU-Rot an d'Europaparlament zougéstëmmt hunn, nach iert déi national Parlamente, wann iwwerhaapt, dorriwwer ofzes-tëmmé kreien? Ass d'Regierung der Rechts-iwwerzeugung, datt esou eng provisoresh direkt Applikatioun némmen déi Béräicher kéint beréieren, déi net an déi national Kompetenze vun de Memberstate falen?

4. Un de Beispiller CETA an TTIP weist sech, datt vill EU-Bierger net oder émmer manner bereet sinn, d'EU-Komissiouen als exklusive Verhandlungsträger an d'EU-Parlament als exklusiv Ratifizierungsorgan ze akzeptéieren a léiwer hätten, wann d'Prozedur vun engem «Ac-

cord mixte» (Matratifizierung duerch déi national Parlamente virum Akraaftriebe vun engem Handelsofkommes) géing allgemeng appliziert a respektéiert ginn. Wat ass d'Position vun der Lëtzebuerger Regierung? Ass si bereet, sech dofir anzeseten, datt den CETA als en «Accord mixte» muss considéréert ginn, deen deemno vu Lëtzebuerg muss ratifiziert ginn, ier e kann a Kraakt trieden? Wéi eng Reaktion hätt déi lëtzebuergesch Regierung, wann den CETA vun der EU-Komissiou net géing als geméschten Accord agestuift ginn?

5. Zu Lëtzebuerg huet sech d'Resistenz géint CETA an TTIP an enger Plattform organiséiert. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu den Argumenten vu Stop-TTIP, wéi zum Beispill:

- Gi Bestëmmungen aus dem CETA automatesch an den TTIP iwwerholl?

- Brauche multinationnal (US-)Firmen némmen eng Filial a Kanada opzemachen, eventuell némmen eng Bréifkësch, fir vu CETA-Bestëmmungen ze profitéieren, souluang den TTIP net verhandelt an a Kraakt ass?

- Erlaabt den Investoreschutz Entreprisen, Regierungen a Gemengen ze verkloen a Schuedenersatz ze verlaangen, zum Beispill wann émweltschiedlech Industrieprojeten am Kader vu gesetzlechen Émweltbestëmmungen net erlaabt ginn?

- Gëtt beim CETA a beim TTIP eng Paralleljustiz duerch speziell Schiedsgeriichter agefouert, déi net an den nationale Rechtssystemer ugesidelt sinn?

- Ass déi regulatoresch Koordinatioun, déi an denen zwee Handelsofkommesse virgesinn ass, eng Brems fir weidere Fortschrëtt bei Émwelt- a Konsumenteschutz a bei soziale Froen?

- Ass d'Regierung d'accord, fir den Novum vun enger onpreziser Negativlëscht ze akzeptéieren, fir verschidde Felder vum CETA auszeklameren, oder géing si virzéien, datt am CETA genau oppelëscht wär, wat fir Produiten an Dëngschtleeschtunge beträff sinn a wéi eng net?

- Ass déi „geigesaiteg Unerkennung“ vun Normen a Standarden, déi finanziell Virdeeler fir d'Entreprise bréngt soll, eppes anescht wéi en Opweechen an Ofschwäche vun den Normen?

Réponse (24.06.2016) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zum Handelsofkommes mat Kanada, dem CETA, gëtt am Regierungsrot guttgeheescht, an et ass dann um zoustännege Minister, fir dés Positioun zu Bréissel ze vertrieben.

ad 2. Den Zäitplang fir déi nächst Etappen, deen d'EU-Komissiouen de Memberstate virgestallt huet, gesäßt vir, datt den CETA kéint um nächste Sommet téschent der EU a Kanada énnerschriwwé ginn. Duerno wier dann d'Europäesch Parlament un der Rei, fir iwwert den CETA ofzestëmmen. Dës Ofzëmmung kéint am Fréijoer 2017 stattfannen, soudatt duerno déi national Ratifikatiounsprozedure kéinten ufánken.

ad 3. D'Regierung ass der fester Iwwerzeugung, datt den CETA e sougenannten „geméschten Accord“ ass; dat heescht, datt bestëmmten Deeler vun désem Accord an d'Kompetenz vun der EU falen an datt glächzäig aner Deeler vum Accord zu den nationale Kompetenze vun den EU-Memberstate gehéieren. An esou engem Fall gesinn d'europäesch Verträg vir, datt déi Deeler vum Accord, déi an d'Kompetenz vun der EU falen, also Bestanddeel vun der gemeinsamer europäesch Handelspolitik sinn, provisoresh kënnten appliziert ginn. Dat ass gängeg Praxis. Fir d'Regierung ass et awer kloer, datt d'Europäesch Parlament fir d'Éischt muss esou enger provisoresh Applikatioun zoustëmmen. Déi national Parlamente müssen duerno nach hir gréng Luucht ginn, fir datt den Accord definitiv kann a Kraakt trieden.

ad 4. Fir d'Regierung ass den CETA en „geméschten Accord“ an dës Aschätzung gouf an deene leschte Wochen a Méint vum Ausseminister zu Bréissel virgedroen. Sollt d'EU-Komissiouen virschloen, den CETA net als geméschten Accord anzestufen, da géif Lëtzebuerg sech am Conseil derfier asetzen, datt de Conseil, deen dozou dat lescht Wuert huet, den CETA als geméschten Accord astuuft. Allerdéngs ass dann d'Unanimitéit am Conseil nouwendeg.

ad 5. Zu deenen eenzelnen Argumenter ass Folgendes ze soen:

- All Handelsofkommes ass eenzel ze kucken a gétt opgrond vun engem spezifische Mandat, dat de Conseil der EU-Komissiouen dofir ausstellt, ausgehandelt. D'Resultater vun dëse Verhandlunge sinn dann op der Basis vun deem spezifische Mandat ze bewährten. Deementspriechend gëtt et och keen Automatismus, fir eenzel Bestëmmungen aus dem CETA

an den TTIP ze iwwerhuelen. Anescht ausgedréckt: Den CETA ass net den TTIP.

- An de Genoss vun den CETA-Bestëmmunge kënnen némme kanadesch Firme kommen, déi eng substanziel Aktivitéit am Kanada hunn an Kanadier gehéieren respektiv vu Kanadier kontrolléiert ginn: Bréifkëschfirms oder eidel Firmehülsen, déi aus deem eenzege Gronn gegréint ginn, fir kénne vum CETA ze profitéieren, si kategoriesch ausgeschloss.

- D'Bestëmmunge vum CETA zum Investoreschutz si bewosst ganz strikt gehalen an enk definiert: Et sinn némme ganz bestëmmte Grénn, déi kënnen zu enger Klo féieren. An dozou gehéiere virun allem d'Enteegnung an d'Diskriminatioun vun engem Investisseur opgrond vu senger Nationalitéit. D'Bestëmmungen zum Investoreschutz am CETA énnersträiche ganz däitlech, datt Gesetzer am effentlechen Interessi (an dozou zielen énnier anerem den Émweltschutz, de Konsumenteschutz, d'Sozialrechte oder déi allgemeng Sécherheet) zu all Moment kenne geännergéiert ginn, oufi datt eng Entreprise do-wéinst de Stat ka verkloen.

- Den Investoreschutz, deen am CETA festgehalen ass, énnerténgt parallel Kloen. Dat heescht, en Investor, dee sech entscheet, fir d'Éischt iwwert deen nationale Justizwee ze kloen, ka sech zwar am Laf vun esou engem Prozess entscheiden, virun deen neien Investitionsgerichtshaff, also den „Investment Court System“, ze goen, mä an deem Moment, wou hie sech dozou entscheet, verzicht hien op all Rechter am Kader vun der nationaler Instanz, dat heescht hie gëtt de Wee op a kann och net méi dohinner zréck. Deemno ass et eben net méiglech, zweegleiseg ze fueren, an der Hoffnung, duebel entschiedegt ze ginn. Beim TTIP ass et esou, datt d'EU-Komissiouen e Vorschlag op den Dësch geluecht huet, dee sech ganz enk un de Bestëmmunge vum CETA orientéiert. Bis elo huet déi amerikanesch Administratioun nach keng offiziell Positioun dozou geholl. An deen zwee Fäll, CETA an TTIP, bleift awer festzehalen, datt privat Schiedsgeriichter, wou den Investor sech sech kann d' „Schiedsrichter“ selwer erauschen, keng Platz an engem europäesch Handelsofkommes wäerten hinn.

- Wat elo déi allgemeng regulatoresch Zesummenaarbecht am TTIP ueget, verweise ech op meng Antwort op d'Ufro N°1724 vum 20. Januar 2016 (cf. compte rendu n°7/session ordinaire 2015-2016). Am Fall vum CETA faassen ech dëse Punkt an dee leschten an déser Oplëschung zesummen, well déi zwee Punkten zesumme gehéieren.

- D'Zilsetzung bei enger positiver wéi bei enger negativer Lëscht ass a béide Fäll déiselwecht: Bestëmmte Servicer sollen net fir auslännesch Konkurrenten „opgemaach“ ginn. Béid Lëschtprinzipien, déi iwwregens just fir Servicer an net fir Produite gëllen, erläben et deemno, beispillsweis effentlech Servicer auszeklameren: An deem enge Fall (negativ Lëscht) seet een, si sinn net op, an deem anere Fall (positiv Lëscht) zielt ee se net zu deene Servicer, déi ee fir d'Konkurrenz vum Handelspartner opmacht.

Am Kader vum CETA ass derzou ze soen, datt et bei der sougenannter regulatorescher Zesummenaarbecht dorëms geet, datt bénid Säiten, also déi europäesch an déi kanadesch Régulateuren, méi enk zesummeschaffen an Informationen austauschen. Dësen Austausch verhennert awer net, datt bénid Säiten Normen a Standarden esou festleéen, wéi si et jeeweils zum Schutz vun der Allgemengheit fir richteg a wichteg halen: Dat bleibt weiderhin d'Aufgab vum Gesetzgeber. Et geet doréms, um Wee, fir dëst Zil ze errechen, beispillsweis „doubl“ Prozeduren ze vermeiden. Dës Virgoensweis entsprécht deemno dem allgemengen Usproch vum CETA, fir eis europäesch Standarden, énnier anerem am Beräich Émwelt- a Konsumenteschutz, net erofzeseten. Wat an awer elo wësse muss an désem Zesummenhang ass, datt dës Zesummenaarbecht op fräiwéller Basis geschitt. A schliisslech ginn och d'Zivilgesellschaft an d'Sozialpartner an dës Zesummenaarbecht matagebonnen.

Question 2087 (24.05.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur les migrants:

Am däitsche Magazin „Der Spiegel“, Nummer 21 vum 21.5.2016, stéet en Artikel mam Titel „Katastrophe mit Ansage“, deen iwwert d'Migratiounskris an den Accord téschent der EU an der Tierkei geet. An dem Artikel gëtt och Lëtze-

Question 2085 (24.05.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'accès des députés aux documents confidentiels de l'accord de libre-échange TTIP:

En effet, l'accès des députés - en tant que représentants du premier pouvoir - aux documents dans une salle de lecture hautement sécurisée pose déjà problème d'un point de vue politique, démocratique et de dignité. Maintenant, selon certains médias allemands dont spiegel.de (par exemple l'article «Akten zum Freihandelsabkommen: Mysteriöse Lücken im TTIP-Raum» du 13 mai 2016), la version disponible de ces docu-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

buerg besonnesch ernimmt. Den „Vertriebler vu Lëtzebuerg“ hätt an enger Reunioun zu Bréissel gesot, datt d'Tierkei net géif op eng équilibriert Zesumstellung vun de Migranten Uecht ginn, „sondern entweder schwere medizinische Fälle enthalten oder Flüchtlinge mit sehr niedriger Bildung“.

1. Kann den Här Minister déi Informatiouen aus dem „Spiegel“ confirméieren?

2. Wa jo, wéi laang kennt den Här Minister déi do Problematik schonn?

3. Wéi huet hie reagéiert? Ass diplomatesch géintwirrer der Tierkei oder dem UNHCR interveniéiert ginn? Wéi eng Propositouen huet Lëtzebuerg an den europäischen Instanze gemaach, fir déi do Zoustann ze verändernen?

4. Wor deen „Vertriebler vu Lëtzebuerg“, vun deem den „Spiegel“ schwätzt, eventuell souguer den Här Minister selver?

5. Sinn och zu Lëtzebuerg op de Wee iwwert d'Tierkei besonnesch vill schwéier medezinisch Fäll ukomm? Wa jo, a wéi enger Proportion?

6. Wéi ass de Bildungsprofil vun deene Migranten, déi iwwert den EU-Tierkei-Accord zu Lëtzebuerg ukomm sinn?

7. Ass realistesch dovun auszegoen, datt déi Migranten, déi am Kader vun dem genannten Accord aus der Tierkei op Lëtzebuerg kommen, iwwerhaupt jeemoos op dem Aarbechtsmaart eng Chance hinn, oder sinn dat Leit, déi e Liewe laang musse vum Stat versuerjt ginn?

8. Wéi eng konkret Handlungsméiglechkeiten hinn déi lëtzeburgesch Beamten, déi am Kader vun dem Accord a Griicheland respektiv an d'Tierkei geschéckt goufen?

Den Netrespekt vum Accord duerch d'Tierkei werft nach eng Rei vun aneren, méi princielle Froen op.

9. Kann d'EU énnert deenen am „Spiegel“-Artikel beschriwwenen Émstann respéktiv Vertragsverletzung vun tierkescher Säit nach sénnvolleweis hir eegen Obligationen anhalen?

10. Wéi vill Suen huet d'Tierkei schonn am Kader vun désem Accord vun der EU kritt? Wéi héich ass de lëtzeburgeschen Undeel, sief et bilateral, sief et iwwert den EU-Budget, a wéi vill huet Lëtzebuerg scho bezuelt?

11. Duerch deen Accord goufe weider Kapiteilen am Kader vun de Bäitrechtsverhandlungen mat der Tierkei opgemaach. Ass Lëtzebuerg der Meenung, datt d's Kapitele musse weider opbleiben an datt muss weider verhandelt ginn, och wann d'Tierkei hir Obligationen net erfëllt?

12. Et schéngt esou ze sinn, datt d'Tierkei eng Rei vun deene Konditiounen fir d'Visafriéheit net erfëllt, z. B. am Beräich vun der Rechtsstaatlichkeit oder dem Respekt vun de Mënschechrechte oder der Fräiheit vun der Press. Ass Lëtzebuerg der Meenung, datt énnert deenen aktuellen Émstann der Tierkei esou eng Visafriéheit kann accordéiert ginn?

Réponse (21.06.2016) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Am Kader vun der Émsetzung vum sougenannten „1:1 Mechanismus“, wéi en an der gemeinsamer Deklaratioun téscht der EU an der Tierkei vum 18. Mäerz 2016 virgesinn ass, kréien d'EU-Memberstate vun den tierkeschen Autoritéité méiglech Kandidate fir d'Reinstallatioun an hirem Land proposéiert, dést iwwert den UNHCR.

Bei der Analys vum Profil vun de Persounen, déi Lëtzebuerg an déi aner Memberstaten énnerbreet kruten, ass opgefall, datt wéineg Syrer mat engem Schoulforschloss derbäi sinn an och vill Persoune gesondheetlech ugeschloe sinn. An deem Kontext muss een awer bedenken, datt den UNHCR kloer Kritären huet, wien als vulnabel gëllt an dohier prioritär soll reinstalled ginn. Énnert dëse Kritäre sinn énner aneren medzinnesch Fäll, Kanner an eeler Leit ze fannen.

ad 2. De Profil vun de Leit, déi fir eng Reinstallatioun zu Lëtzebuerg proposéiert goufen, ass bekannt säit der „mission de sélection“, déi Lëtzebuergescher Présidence vum Conseil vun der Europäischer Unioun, d'Kapitel 17 opgemaach am Kader vun de Bäitrechtsverhandlungen. D'EU an d'Tierkei hate sech och drop accordéiert, d'Virbereedungsarbecht fir d'Éffnung vun de Kapitele 15, 23, 24, 26 an 31 weiderzeféieren. An der gemeinsamer Deklaratioun vum 18. Mäerz 2016 gouf virgesinn, d'Kapitel 33 opzemaachen énner hollännescher Présidence. D'Fortschrëtter vun der Tierkei an deenen Domänen, déi vun de verschidde Kapitele couvréiert ginn, können am Kader vun de Bäitrechtsverhandlungen evaluéiert ginn. Lëtzebuerg ass dofir der Meenung, datt d'Weiderféiere vun de Bäitrechtsverhandlungen am Interessi vun der EU ass. Si ginn d'Opportunitéit, fir am Kader vun de Verhandlunge mat

Lëtzebuerg huet dëse Message net némmen zu Bréissel an den Instance vum Conseil vun der Europäischer Unioun matgedeelt, mä och der Vertriebung vun der Europäischer Kommissiou zu Ankara, déi am direkte Kontakt mat den tierkeschen Autoritéité stinn, an dést am Numm vun alle Memberstaten, déi am Kader vum „1:1 Mechanismus“ aktiv sinn.

ad 4. D'Positioun vu Lëtzebuerg gouf vun de Lëtzebuergescher Vertriebler op verschiddenen Niveaue souwuel zu Bréissel wéi och op anere Plaze matgedeelt.

ad 5. Bis elo sinn am Kader vum sougenannten „1:1 Mechanismus“ 27 syresch Flüchtlingen aus der Tierkei zu Lëtzebuerg ukomm. An dësem Grupp waren zwee mental a physesch behënner Kanner an eng Persoun mat Härzproblemer derbäi.

ad 6. Am Grupp vu 27 Leit, déi bis elo zu Lëtzebuerg ukomm sinn, sinn d'Halschent Kanner, déi wäerte scolariséiert ginn. Bei den Erwusseen si Leit mat ganz verschiddene Bildungsniaveaue vertrueden.

ad 7. D'Integratiounschanzen op den Aarbechtsmaart fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, losse sech schwéier am Viraus bestëmmen. Hei spille vill Facteuren eng Roll, wéi zum Beispill hir Capacitéit, d'Sprooche vum Land ze léieren, oder hir Ausbildung.

ad 8. Am Kader vun den „missions de sélection“ maache Vertriebler vu Lëtzebuerger Autoritéitéen an der Tierkei selwer Interviewe mat de syresche Flüchtlingen, déi wëllen aus der Tierkei op Lëtzebuerg reinstalléiert ginn. Op Basis vun désen Interviewe gëtt dann iwwert déi méiglech Reinstallatioun op Lëtzebuerg décidéiert. Déi definitiv Décisioun iwwert déi zréckbehale syresch Flüchtlingen deelt Lëtzebuerg dem UNHCR mat, deen den tierkeschen Autoritéiten d'Informatiouen weidergëtt.

ad 9. Et kann net vu Vertragsverletzung vun den tierkeschen Autoritéité geschwat ginn. Ze bemierken ass awer, datt all Memberstat selwer déi definitiv Décisioun hält, wien et a sengem Land wëllt ophuelen a wien net.

ad 10. An der gemeinsamer Deklaratioun vun 1990 gëtt elo trotz Kritik vu ville Leit an de Schoulbicher fir d'Schouljoer 2016-2017 konkret.

An deem Kontext stelle sech mir e puer Froen, déi ech wollt un d'Häre Schoul- an Héichschoulminister stellen:

der Tierkei schwierig Themen unzesprechend. Dofir wäert Lëtzebuerg sech och weider dofir asetzen, datt d'Kapitelen 23 a 24 (déi d'fundamental Rechter an de Justizsystem betreffen) esou schnell ewéi méiglech opgemaach ginn, esou datt mir an deenen Domänen e konstruktiven Dialog féiere können.

ad 12. No der Énnerschrët vum Réckférerungsofkommen téscht der EU an der Tierkei am Dezember 2013 huet d'EU eng „feuille de route“ opgestallt mat 72 objektive Kritären, déi d'Tierkei erfëlle muss, éier et zu enger Visaliberalisatioun téscht der EU an der Tierkei komme kann. D'Anhale vun deene Kritären ass ee komplexe Prozess, bei deem grouss Efforte vun der Tierkei gefrot sinn. D'Europäesch Kommissiou iwwerpréift d'Anhale vun de Kritären duerch d'Tierkei an informéiert d'Memberstaten. Lëtzebuerg huet sech émmer derfir agesat, datt all d'Kritären müssen erfëllt ginn. Dëst gouf och nach eng Kéier festgehalen an der gemeinsamer Deklaratioun vun der EU an der Tierkei vum 18. Mäerz 2016, déi besetzt, datt d'Émsetzung vun der „feuille de route“ sollt méi séier virugedriwwé ginn, fir datt d'Visaflicht fir tierkesch Bierger bis spéitstens Enn Juni 2016 kéint opgehewe ginn, wann da bis dohin all d'Kritären erfëllt sinn. D'Europäesch Kommissiou huet uginn an hirem Rapport iwwert d'Émsetzung vun der Deklaratioun vum 18. Mäerz, déi de 15. Juni publiziéiert gouf, datt d'Tierkei weider Fortschrëtter gemaach huet sät dem Rapport vum 4. Mee iwwert d'Émsetzung vun der „feuille de route“. Et ass awer kloer, datt souwuel d'EU wéi och d'Tierkei selwer sech bewosst sinn, datt et de Moment héchst onwahrscheinlich ass, datt d'Kritären all bis Enn vun désem Mount erfëllt sinn.

Nawell gëtt et wéissenschaftlech Énnersichungen, déi zur Konklusioun koumen, datt no der Rechtschreibreform am Däitschen d'Schülerinnen an d'Schüler net némme méi Feeler schreiwen, ma datt grad och nach an deene Beräicher, wou gemengt gouf, d'Reform géif Vereinfachungen a Kohärenz bréngen, wéi zum Beispiel beim <ß>, der Groß- und Kleinschreibung oder de Komposita. Dës Recherché soll ee sécherlech seriö huelen, mä si hunn als grouss Schwächt, datt et kaum e Peergroup gëtt, deen e synchrone Verglach erméiglecht, well jo kaum nach e Kand déi al Orthografie léiert. Deemno vergläicht een hei net némme Regelwiker, mä och Generatiounen vu Schülerinnen a Schüler mat hiren Astellungen an hire Kompetenzen aus engem ganzheetleche Bléckwinkel.

A ville Sproochen a Kulture ronderëm d'Welt gëtt festgestallt, datt d'Rechtschreibfertegkeeten a -kenntnisser bei der Schülerpopulatioun ofhuelen. Grammatik a Rechtschreibreitung hinn hire Stellewäert verluer am Zäitalter vum Computer. Grammatik a Rechtschreibreitung hu virun allem awer an der Sproochendidaktik némme méi eng „dienende Funktion“ zanter den 1980er Joren, wou de kommunikative Sproochenunterrecht sech duerchgesat huet, och zu Lëtzebuerg.

D'Lëtzebuerger Schoul leet nach émmer vill Wäert op d'Vermëttlung vun der Rechtschreibreitung a verlaagt vun de Schülerinnen a Schüler eng uerdentlech Presentatioun vun hire Produktiounen, och métteles enger propper Schrift. Esou ginn zum Beispill bei der Alphabetisierung am Cycle 2.1 vun Ufank un och déi entspriechend Rechtschreibregeln a -strategie mat vermettelt. Ma haapsächlech léiert een eng Sprooch, fir sech auszedrécken a fir eppes ze verstoen. Déi viséiert Kärkompetenzen sinn am Sprochenunterrecht „Hörverständen“, „Leseverstehen“, „Schreiben“ an „Sprechen“, woubäi beim „Schreiben“ et haapsächlech ém de kommunikativen a manner ém de formellen Aspekt geet. An deene véier Kärkompetenzen ginn d'Kanner och grésstendeels gepréift an evaluéiert, dat souwuel an den Tester, déi vum Léierpersonal konzipiéiert ginn, wéi an den nationalen Epreuven. Deemno ass eng Antwort op d'Deelfro 6 leider net méiglech.

Question 2089 (24.05.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la nouvelle orthographe française:

D'Reform vun der franséischer Sprooch vun 1990 gëtt elo trotz Kritik vu ville Leit an de Schoulbicher fir d'Schouljoer 2016-2017 konkret.

An deem Kontext stelle sech mir e puer Froen, déi ech wollt un d'Häre Schoul- an Héichschoulminister stellen:

1. Wat fir Auswirkungen huet d'Akraaftrie vun der franséischer Sproochreform vun 1990 op d'Lëtzebuerger Schoul an Héichschoul?

2. Gëtt et fir d'Enseignanten an der Grondschool a fir Enseignantë vum Franséischen am Secondeaire a Postsecondeaire eng eenheetlech Formatioun, wou si déi nei Orthografie kenne léieren? Heiheim oder am Ausland? Fraiwëllég oder obligatoiresch?

3. Zwou Lëtzebuerger Zeitungen hinn iwwert de Weekend géigesätzlech iwwert dëse Punkt geschriwwen: Wierkt sech déi franséisch Décisioun op d'Lëtzebuerger Schoulbicher aus a mussen dës geändert ginn oder net? Gëtt et en Datum, wéini dës Lëtzebuerger Schoulbicher müssen an der neier Rechtschreibreitung sinn? Wär et e Grond, Schoulmaterial vun auslännesche Verlag net méi an de Programm vun de Lëtzebuerger Schoulbicher ze huelen, wann déi net mat den neie Regele konform wären?

4. Ginn déi nei Regelen an der Lëtzebuerger Grondschool agefouert? A wéi engem Schouljoer; 2016 oder méi spéit?

5. Gi Schüler bestrooft, déi weider déi al Rechtschreibreitung gebrauchen oder gëtt den Iwwerfang vun däri aler zur neier Rechtschreibreitung flexibel gehalen?

Een Argument fir eng „vereinfacht“ Orthografie war jo, wéi schonn an Däitschland 2004-2006, datt vill Kanner mat den ale Regele Schwierigkeiten haten an datt d'Reform d'Sprooch géing méi einfach maachen.

6. Ass hei zu Lëtzebuerg énnersicht ginn, ob an, wa jo, wat fir eng Auswirkungen d'Reform vun der däitscher Rechtschreibreitung op d'Resultater an deem Fach hat?

7. Sinn dem Ministère wéissenschaftlech Etuden oder Statistiken aus Däitschland bekannt, déi beleee géifen, datt no der Reform manner Kanter an der Sprooch duerchfale wéi virdrun?

Réponse (05.07.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Wat dem honorables Députéierte Fernand Kartheiser seng Froen zu den Ännérungen an der franséischer Orthografie ugeet, verweisen ech op meng Antwort op d'parlementaresch Fro N°2075 vum honorables Députéierte Claude Haagen (cf. ci-dessus).

Wat d'Aférierung vun der neier Rechtschreibreitung am Däitsche betréfft, kann een, am Géi-

gesaz zu deem, wat am Franséische virgesinn ass, nawell wierklech vun enger Rechtschreibreform schwätzen. An deem Kontext muss ee fir d'Alleréisch natierlech feststellen, datt d'„Émschalten“ op nei Regele fir déi eeler Schüler - grad ewéi fir eis Erwuessen - dach eng Erausforderung duergestallt huet a vill méi schwéier war wéi fir déi Kanner, déi direkt mat den neie Schrifregelen alphabetiséiert goufen an ni eng aner kannt hunn.

Esou wéi déi ganz Reform hir Géigner an hir Befürworter hat, gëtt et och zanterhier Etüden, déi behaapten, déi Reform hätt Fortschrëtter bruecht oder vill Nodeeler. Insgesamt kann ee festhalen, datt si sech duerchgesat huet a lingüistes Kohärenzen émsetzt, vun deenen een didaktesch Virdeeler kann ofleeden, esou virun allem d'Stammeschrift.

Nawell gëtt et wéissenschaftlech Énnersichungen, déi zur Konklusioun koumen, datt no der Rechtschreibreform am Däitschen d'Schülerinnen an d'Schüler net némme méi Feeler schreiwen, ma datt grad och nach an deene Beräicher, wou gemengt gouf, d'Reform géif Vereinfachungen a Kohärenz bréngen, wéi zum Beispiel beim <ß>, der Groß- und Kleinschreibung oder de Komposita. Dës Recherché soll ee sécherlech seriö huelen, mä si hunn als grouss Schwächt, datt et kaum e Peergroup gëtt, deen e synchrone Verglach erméiglecht, well jo kaum nach e Kand déi al Orthografie léiert. Deemno vergläicht een hei net némme Regelwiker, mä och Generatiounen vu Schülerinnen a Schüler mat hiren Astellungen an hire Kompetenzen aus engem ganzheetleche Bléckwinkel.

A ville Sproochen a Kulture ronderëm d'Welt gëtt festgestallt, datt d'Rechtschreibfertegkeeten a -kenntnisser bei der Schülerpopulatioun ofhuelen. Grammatik a Rechtschreibreitung hinn hire Stellewäert verluer am Zäitalter vum Computer. Grammatik a Rechtschreibreitung hu virun allem awer an der Sproochendidaktik némme méi eng „dienende Funktion“ zanter den 1980er Joren, wou de kommunikative Sproochenunterrecht sech duerchgesat huet, och zu Lëtzebuerg.

D'Lëtzebuerger Schoul leet nach émmer vill Wäert op d'Vermëttlung vun der Rechtschreibreitung a verlaagt vun de Schülerinnen a Schüler eng uerdentlech Presentatioun vun hire Produktiounen, och métteles enger propper Schrift. Esou ginn zum Beispill bei der Alphabetisierung am Cycle 2.1 vun Ufank un och déi entspriechend Rechtschreibregelen a -strategie mat vermettelt. Ma haapsächlech léiert een eng Sprooch, fir sech auszedrécken a fir eppes ze verstoen. Déi viséiert Kärkompetenzen sinn am Sprochenunterrecht „Hörverständen“, „Leseverstehen“, „Schreiben“ an „Sprechen“, woubäi beim „Schreiben“ et haapsächlech ém de kommunikativen a manner ém de formellen Aspekt geet. An deene véier Kärkompetenzen ginn d'Kanner och grésstendeels gepréift an evaluéiert, dat souwuel an den Tester, déi vum Léierpersonal konzipiéiert ginn, wéi an den nationalen Epreuven. Deemno ass eng Antwort op d'Deelfro 6 leider net méiglech.

Question 2090 (24.05.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le «Péril en la demeure» dans la Fonction publique:

Et gëtt Situationsen am effentlechen Déngscht, wou besonneschen Asaz gefuerdet ass. Mam Konzept vum „Péril en la demeure“ ginn, wéi et schéngt, och Stonnepläng a Schaffzäite beim Stat, bei de Gemengen oder beim parastaalechen Déngscht kuerzfristeg émdisionéiert. Dat gëllt z. B. am Wanter bei Beruffschaffer, déi dann eventuell am Streetdéngscht agesat ginn, awer bestëmmet net némmen an deem Fall. Mä grad bei Beruffschaffer, déi besonneschen Aarbechtszäiten énnerelien a Pause musse respektéieren, kéint esou hierarchesch Décisioun Problemer opwerfen.

D



middung oder enger Strof wéinst Netrespektéiere vun de gesetzlech virgeschrwwene Pausen, wien huet dann déi Konsequenzen ze droen?

6. Sollt et nach keng Prozedur fir esou e Fall ginn, ass de Minister opgrond vun dëse Froen net der Meenung, datt den „Péril en la demeure“ besser ze encadréieren ass?

Réponse (27.06.2016) de **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

A senger parlamentarescher Fro N°2090 stellt den Här Deputéierte Gast Gibéryen eng Rei Froe betreffend d'Konzept vum „Péril en la demeure“ am effentlechen Déngscht.

Generell wéll ech drop hiwisen, dass d'Noition vum „Péril en la demeure“ en eeleren Terme ass, deen zu Lëtzebuerg net spezifesch geregt ass, an nach just vereenzelt an Texter gebraucht gëtt, notamment an den Article 468 an 1991 vum Code civil, ouni dass en do awer definéiert géif. Am heitege Sproochgebrauch géif een éischer vun enger Noutfallsituatioun schwätzen, déi e séiert Handelen erfuerert, wann zukünfte Schued vermidde soll ginn.

Déi aktuell Texter iwwert d'Fonction publique erlaben et, esou Noutfallsituatiounen elo schonns ze regelen, soudass eng spezifesch Reglementatioun fir Noutfallsituatiounen net erfuerderlech ass. Den Artikel 19 vum Statsbeamtestatut gesäit beispillsweis d'Méiglechkeet vir, dass d'Agenten an Noutfallsituatiounen obligéiert ńenne ginn, fir Iwwerstonnen ze leeschten. D'groussherzoglech Reglement vum 25. Oktober 1990 iwwert d'Iwwerstonne bestëmmt diesbezüglech, wat fir Situations als Noutfall ugesi ginn an zu welleche Modalitéiten des Iwwerstonne gelescht solle ginn.

Wat d'Méiglechkeeten ugeet, déi en Agent an dësem Kontext huet, fir sech géint een Uerder ze wieren, dee seng perséinlech oder professionell Interessen affektéiert, applizéiert sech generell an esou Fäll den Artikel 33 (Droit de réclamation) an den Artikel 9 Paragraph 4 vum Statsbeamtestatut.

Bei engem Accident während der Aarbecht applizéiere sech déi üübliche Regelen iwwert d'Aarbeitsaccidenter.

Ausser wann den Accident duerch e Feeler vum Agent geschitt ass, applizéiere sech och d'Regeln iwwert d'Protektioun vum Fonctionnaire, wéi se am Artikel 32 vum Statsbeamtestatut virgesi sinn. Bei engem net rechtméissegan Uerder besteht des Weideren eventuell d'Méiglechkeet, dass den Auteur disziplinaresch belaangt an dem Stat seng Responsabilitéit engagéiert kéint ginn.

Betreffend d'Situatioun vun de Beruffschauferen, op déi den Här Deputéierte sech referéiert, wéll ech preziséieren, dass dëst Beispill duerch spezifesch Bestëmmungen aus dem Statsbeamterkollektivvertrag geregelt ass (Annexe 6 §1).

Dës Bestëmmunge gesi Folgendes vir:

„I. Sonderbestimmungen betreffend die Arbeitnehmer der Straßenbauverwaltung

1. Wenn durch ungünstige winterliche Witterungseinflüsse (Eis und Schnee) eine erheblich verstärkte Tätigkeit bedingt wird, kann für diese Zeiten gemäß den Bestimmungen des Artikels L. 211-13 des Arbeitsgesetzbuches die Arbeitszeit bis zu 60 Stunden wöchentlich, jedoch nicht über 12 Stunden täglich verlängert werden, um die Sicherheit der Verkehrsteilnehmer und die Befahrbarkeit des Verkehrsnetzes zu gewährleisten.

Für nach regelmäßigm Dienstplan geleistete Arbeitsstunden, die die Dauer von 10 Stunden täglich und 48 Stunden wöchentlich nicht überschreiten, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 Paragraph 2 Absatz 1 bezüglich des Jahreszeitenausgleiches. Arbeitsstunden, die die Dauer von 10 Stunden täglich und 48 Stunden wöchentlich überschreiten, gelten als Überstunden.

2. Wenn das nicht vorhersehbare Auftreten ungewöhnlicher und unbeeinflussbarer Wetterbedingungen oder Ereignisse, deren Folgen nicht vermieden werden können (cas de force majeure), es dringend erforderet, kann für diese Zeiten die Gesamtarbeitszeit der Nachtarbeiter auf bis zu 12 Stunden täglich und 60 Stunden wöchentlich verlängert werden, sofern die während der in Artikel 9 Paragraph 4 festgelegten nächtlichen Zeitspanne geleistete Arbeitszeit auf höchstens 5 Stunden begrenzt ist. Andernfalls darf die Gesamtarbeitszeit der Nachtarbeiter die Dauer von durchschnittlich 8 Stunden pro Tag während einer Referenzzeit von 7 Tagen nicht überschreiten gemäß den Bestimmungen des Artikels L 211-15 des Arbeitsgesetzbuches.

3. Wenn das nicht vorhersehbare Auftreten ungewöhnlicher und unbeeinflussbarer Wetterbe-

dingungen oder Ereignisse, deren Folgen nicht vermieden werden können (cas de force majeure), es dringend erforderet, kann die tägliche zusammenhängende Ruhezeit von 11 Stunden auf zwei Ruhezeiten aufgeteilt werden.

4. Ist es der Verwaltung nicht möglich, die unterbrochene wöchentliche Ruhezeit von 44 Stunden zu gewährleisten, gelten die Bestimmungen des Artikels L. 231-11 des Arbeitsgesetzbuches. In keinem Fall jedoch darf diese Ruhezeit die Dauer von 24 Stunden pro Zeitspanne von 7 Tagen unterschreiten.

5. Die Leistung der in Paragraph 1 und 2 genannten Mehrarbeits- beziehungsweise Überstunden ist durch die entsprechende zusammenhängende Kürzung der Arbeitszeit auszugleichen. (...)"

Question 2091 (24.05.2016) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant les chauffeurs professionnels:

Den effentlechen Déngscht an de Privatsecteur kennen de Beruffschaufer. Déi Leit sinn dacks an niddrege Carrièren ugestallt, déi net onbedéngt hirer Responsabilitéit an hirer Formatioun Rechnung droen. Duerch d'EU sinn d'Ufuerderungen un dee Beruff mat deem neie Camionsführerschäin nach gekommen. An op ville Plaze ginn och nach Zousazformatiounen gefuerert, z. B., wat den Transport vu Gefogdider ugeet.

An deem Zesummenhank wollt ech der Madamm Gesondheetsminister, dem Här Schoulminister an dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Gëtt et ausser dem Führerschäi selwer en Diplom, deen eng offiziell Unerkennung vun de Kompetenzen an der Formatioun vun engem Beruffschaufer wär?

2. Am anere Fall, ass dru geduecht, am Kader vun engem DAP oder engem änklechen Diplom, déi Formatioun, déi, wéi geschriwwen, ofiziell als Beruff unerkann ass, opzwäerten?

3. Wéi kann e Beruffschaufer, deen net némmen de Führerschäi gemaach an émmer aktuell gehalen, mä eventuell och nach Zousazformatiounen wéi den ADR gemaach huet, seng berufflech Kompetenz am Kader vun der „Valorisation des acquis de l'expérience“ unerkennen loosseen?

4. Wär et net gutt, am Kader vun der Lëtzebuerger Logistikpolitik, dee Beruffsstand duerch entspreichend Mesuren ze valoriséieren?

5. Ausser den theoretischen a praktischen Ufuerderunge muss de Beruffschaufer och eng Rëtsch gesondheetlech Kritären erfellen, déi et him soss, éischer wéi Leit an anere Beruffer, kennen onméiglech maachen, säi Beruff weider auszéuben. Ass séchergestallt, datt dee Mann oder déi Fra an esou engem Fall émgeschoult ka ginn? Wéi gesäit et mat der Gesetzgebung iwwert de Reklassement aus? Oder bedeutet e gesondheetleche Problem fir de Beruffschaufer, datt d'Entwicklung vu senger Carrière a vu senge Verdéngschtméiglechkeete brutal ophält?

Réponse commune (24.06.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé, de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

A senger parlamentarescher Fro stellt den honarablen Deputéierte Froen zum Berufsstand vum Beruffschaufer.

Zu Lëtzebuerg gëtt et zurzäit keen Diplom vum Éducatiounministère, deen de Beruff vum Chauffer géif zertifizéieren. Deen eenzegen Diplom an dësem Beräich ass dee vum Fahrlehrer - Instructeur de la conduite automobile (DAP).

Fir kunnen als Beruffschaufer ze schaffen, müssen d'Chaufferen no den Dispositiounen vum geännerete Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Qualifikatioun an d'Formation continue vun de Beruffschauferen [Führerschäiner vun de Kategorien C1, C1E, C, C E (Camion) an D1, D1E, D an DE (Bus)], déi fir e Betreib schaffen, dee säi Sëtz an der Europäescher Unioun huet, eng Grondqualifikatioun an eng Formation continue maachen. Wann déi beträffende Leit des Formatioun gemaach hunn a si zu Lëtzebuerg wunnen, kréie si e Certificat ausgestallt an de Code „95“ gëtt op hire Führerschäi geschriwwen, wat si europawäit als Beruffschaufer ausweist. Wann d'Persoun net zu Lëtzebuerg wunnt, kritt si eng „Carte de qualification de conducteur“ mam Code „95“ ausgestallt. Dës Formation continue muss all fénnef Joer widderholl ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt dës Formatioun vum Centre de Formation pour Conducteurs zu Suessem ugebueden.

Des Weideren, am Aklang mat den Dispositiounen vum geännerete groussherzogleche Reglement vum 31. Januar 2003 iwwert den Transport vu geféierleche Gidder (Accord ADR an der Versioun vum 1. Januar 2015), muss all Chauffer zu Lëtzebuerg, dee mat geféierleche Gidder fier, eng Formatiounen maachen, déi zu Lëtzebuerg am Optrag vum Stat vum House of Training ugebueden gëtt (Organisme de formation vun der Chambre de Commerce). No déi dieser Formatioun, déi all fénnef Joer widderholl muss ginn, kréien d'Kandidaten eng Kaart ausgestallt, déi si als ADR-Chauffer ausweist.

Ausser dëse Formatiounen ass et am Moment net geplant, nach weiderer anzeféieren.

Eng Validation des acquis de l'expérience kann een némmen op offiziell formal Diplomer maachen. Well et zurzäit an deem Beruff keen offiziellen Diplom gëtt, ass dat am Moment demno och net méiglech.

Niewent de gesondheetleche Kritären, fir den C- oder D-Führerschäin ze kréien, ginn och duerch d'Aarbeitsmedezinn medezinnesch Énnersichunge gemaach. E professionelle Chauffer huet par définition e Risikoposten, muss also vun der Aarbeitsmedezinn bei der Embauche, a virun der Mise au travail, medezinnesch apte erklärt ginn. Duerno gëtt periodesch gekuckt; am Prinzip all fénnef Joer an ab 50 Joer all dräi Joer. Déi beträffende Persoun kann awer och méi oft gekuckt ginn, fir hir Aptitude nei festzestellen, wa si virdru laang krankgemellet war opgrond vun engem Accident oder enger Krankheet.

Wann de Chauffer da géif inapte geschriwwen ginn, zum Beispill fir een Aen- oder Gehéiersproblem oder opgrond vun enger Seenentzündung vun de Schëlleren, dann huet hien d'Méiglechkeet, e Recours (Asproch) bei der Divisioun vun der Aarbeitsmedizinn an der Émwelt (DSATE) vun der Direktioun vun der Santé anzeleeën.

Wann déi beträffende Persoun awer méi wéi zéng Joer als professionelle Chauffer geschafft huet, wat also als Risikoposten agestuift ass, a wann hire Patron méi wéi 25 Leit beschäftegt, da fält déi Inaptitude énnert d'Attributiounen vun der néier Gesetzgebung vum Reklassement, an déi Persoun, déi inapte erklärt ginn ass, muss intern am Betrib reklasséiert ginn. Den Aarbeitsmedezinner, deen zoustänneg ass fir dése Betrib, muss dann der Commission mixte e Bericht maachen, wou énnert anerem d'Reschtcapacitéit vun der Persoun beschriwwen ginn. D'Commission mixte kann dann d'Décisioun fir e Reklassement interne akzeptéieren oder sech fir e Reklassement externe ausschwätzen. E Recours bei der DSATE gëtt et an dëse Fäll net. Am Kader vum Reklassement externe kann dann dës Persoun zum Beispill vun engem Émschoulung profitéieren a vu periodeschen Énnersichungen, fir erausfannen, ob d'Inaptitude nach émmer weider besteet. Wann dat net méi de Fall ass, kann d'ADEM dës Persoun fir eng nei Aarbecht vermettelen.

Question 2093 (26.05.2016) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant les accords fiscaux verbaux:

D'après le journal belge «L'Echo» qui cite plusieurs fiscalistes, le Luxembourg continuera à conclure des accords fiscaux avantageux avec des entreprises, et ce de manière verbale. Le Ministre des Finances belge a annoncé demander des explications aux autorités luxembourgeoises.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces dernières informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le recours à la vidéo à un impact sur la nature et l'étendue de l'évaluation des risques auxquelles sont obligées les professionnels du secteur financier?

- Le recours à la vidéo comme moyen d'identification est-il actuellement couvert par l'article 4 (2) (ii) du règlement CSSF n°12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, sinon par une autre disposition légale ou réglementaire? À défaut, une initiative législative ou réglementaire est-elle envisagée?

Réponse (27.06.2016) de **M. Pierre Gra-megna**, Ministre des Finances:

La CSSF autorise les professionnels du secteur financier à identifier leurs clients et à vérifier leur identité au moyen d'appels vidéo en ligne («online video conference»). La CSSF a publié, en date du 8 avril 2016, sa position sous la forme de «Questions/Réponses» sur son site Internet.

La CSSF a en outre attiré l'attention des professionnels du secteur financier sur le nouveau procédé dans sa newsletter d'avril 2016 en soulignant que la démarche s'inscrit «dans la dynamique de l'évolution des nouvelles technologies tout en respectant les exigences requises par les textes légaux et réglementaires applicables en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme».

Le nouvel outil d'identification et de vérification de la clientèle, qui répond aux attentes des consommateurs en quête de solutions FinTech efficaces, ne change aucunement les obligations des professionnels du secteur financier en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme.

Si le professionnel est amené à considérer que l'entrée en relation d'affaires avec un client au moyen de ce procédé présente un risque particulier, il sera tenu de prendre des mesures de mitigation selon son appréciation de la situation et du risque détecté.

L'article 4 (2) (ii) du règlement CSSF n°12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme dispose que «[c]ette évaluation



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

des risques comprend également l'identification et l'évaluation des risques de blanchiment ou de financement du terrorisme pouvant résulter [...] (ii) de l'utilisation de technologies nouvelles ou en développement en lien avec de nouveaux produits ou des produits préexistants. Cette évaluation du risque doit avoir lieu avant [le lancement des nouveaux produits ou des nouvelles pratiques commerciales ou avant] l'utilisation de technologies nouvelles ou en développement».

D'une manière générale, l'article 7 (5) du règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010 requiert la mise en œuvre d'une organisation interne adéquate pour prévenir une utilisation abusive des technologies nouvelles à des fins de blanchiment ou de financement du terrorisme.

La notion de «technologies nouvelles» est un concept vaste qui couvre notamment le procédé d'identification et de vérification de l'identité des clients au moyen d'appels vidéo en ligne de sorte qu'il ne s'avère pas nécessaire de légitimer spécifiquement pour permettre le recours aux appels vidéo en ligne.

L'utilisation d'appels vidéo en ligne est assujettie à une série de conditions et d'exigences strictes. Ainsi, la CSSF exige des professionnels qui ont recours aux appels vidéo en ligne qu'ils mettent en place, en amont de leur mise en application, un arsenal de mesures complémentaires. Parmi celles-ci figurent l'exigence d'un guide pour la conduite de la conférence par vidéo, la réalisation d'un audit préalable («due diligence») en matière de sécurité informatique ainsi que de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, l'exigence de formation adéquate de la personne en charge de cette tâche, l'utilisation de locaux adaptés à la réalisation du procédé, ainsi que l'existence de procédures internes adéquates.

Le considérant (19) de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, qui est à transposer en droit national pour le 26 juin 2017 au plus tard, reconnaît d'ailleurs expressément l'avantage pour les entreprises et les consommateurs de recourir à des solutions FinTech, en stipulant que: «Les nouvelles technologies offrent aux entreprises et aux clients des solutions rentables et efficaces en termes de temps et devraient dès lors être prises en compte au moment de l'évaluation des risques.»

huet. Dat heesch also, dass de Postbüro zu Nidderkuer sain aktuell Lokal muss an noer Zukunft verloessen. Et ass elo un der Post ze kucken, wéi d'Presenz vun der Post zu Nidderkuer an Zukunft assuréiert gëtt.

D'Gesetz vum 26. Dezember 2012 iwwert d'Postservicer gesäit vir, dass de Verkafsréseau vun der Post net méi dem Service universel énnerläit. Esou sinn d'Décisioun betreffend de Verkafsréseau vun der Post also net méi un d'Regele vun der Prestation de service universel gebonnen an et ass un der Post ze décidéieren, wéi de Réseau vun de Postbüro gériert gëtt.

Question 2096 (26.05.2016) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant la récente initiative du Président de la Caisse nationale de santé:

Dans une lettre du 29 avril 2016 adressée aux chirurgiens du Grand-Duché intervenant sur l'appareil locomoteur, le président de la CNS demande la transmission de milliers de comptes rendus opératoires au Service Lutte Abus et Fraude de la CNS.

Cette demande risque poser problème au niveau de la protection des données et du secret médical. La question de la transparence des compétences se pose généralement et particulièrement partant du fait que le directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale a dans ses attributions le contrôle de documents médicaux sensibles.

A vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Qui est le commanditaire de cette demande et quelle en est la raison? Existe-t-il des indices de fraude?
2. Pourquoi une telle demande n'émane-t-elle pas du Contrôle médical de la sécurité sociale?
3. Qu'en est-il de la coopération entre la CNS et le Contrôle médical de la sécurité sociale dans ce contexte?

Réponse (13.06.2016) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

ad 1. La Caisse nationale de santé (CNS) est commanditaire de la demande étant donné qu'il y avait des indices de non-respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles suivantes: article 19 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, article 74 alinéa 1^{er} de la convention conclue entre l'AMMD et la CNS.

Cette action a débuté en août 2015, sans préjudice quant à la date exacte, sur base d'un signalement du service de la CNS qui est en charge de la liquidation des honoraires médicaux dans le cadre du tiers payant. Le signalement concerne la mise en compte par les médecins exerçant dans un établissement hospitalier donné d'un nombre anormalement élevé d'assurances opératoires (article 11 alinéa final de la nomenclature des actes et services médicaux).

Je tiens à faire remarquer que la question des assurances opératoires est un sujet qui est discuté depuis des années sous l'angle de l'utile et du nécessaire. La CNS a demandé au Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) de procéder à la vérification des rapports opératoires correspondant aux actes en question (2K46, 2K52 et 2K63) afin de la renseigner sur la question de savoir si l'envergure des interventions pratiquées justifiait la présence de plusieurs assistants. Sur base d'une comparaison des prestations décrites au niveau des rapports opératoires fournis par les médecins concernés avec les prestations facturées aux assurés, le CMSS a constaté une inadéquation entre la facturation et les gestes et temps opératoires prestés en réalité et a conclu à une facturation par analogie, ce qui ne serait pas conforme à l'article 19 du Code de la sécurité sociale et 74 de la convention conclue entre l'AMMD et la CNS.

Pour vérifier, d'une part, l'envergure de cette pratique non conforme et, d'autre part, éviter de se voir reprocher un traitement inégalitaire, alors que les conclusions ne visaient que les médecins exerçant dans un seul établissement hospitalier, la CNS a demandé l'assistance du CMSS pour la vérification, au moyen des rapports opératoires, de la facturation des trois actes en question par les autres médecins.

ad 2. et 3. La collaboration entre le CMSS et la CNS se fonde sur l'article 419 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale qui dispose comme suit «Le Contrôle médical de la sécurité sociale assiste la Caisse nationale de santé dans le cadre du contrôle des mémoires d'honoraires et des prescriptions, des délivrances et des consommations des prestations en vue de détecter et de sanctionner les abus et les fraudes».

L'article 54 de la convention conclue entre l'AMMD et l'UCM (actuellement la CNS) intitulé «Rapports médicaux» dispose comme suit: «Art.

54. À la demande du Contrôle médical de la sécurité sociale et des institutions de sécurité sociale dans le cadre de leurs missions légales, le médecin leur transmet, sauf justification légitime, dans le délai de 15 jours les rapports et autres documents visés à l'article 21 du Code des assurances sociales (N.B.: l'article 21 du CAS est devenu l'actuel article 60bis du Code de la sécurité sociale).

Si, malgré un rappel, le médecin ne transmet pas les documents conformément à l'alinéa ci-dessus, le paiement des honoraires lui redus dans le cadre du tiers payant peut être suspendu jusqu'à concurrence de deux cent cinquante euros (250 €). Ce montant est porté au double si le médecin ne donne pas suite à un deuxième rappel.»

L'article 60bis du Code de la sécurité sociale dispose en son alinéa 1^{er} que: «(1) Tout prestataire de soins de santé visé à l'article 61, tout établissement hospitalier, tout réseau d'aides et de soins visé à l'article 389, tout établissement d'aides et de soins visé aux articles 390 et 391, dépositaire d'un dossier de soins ou d'éléments d'un tel dossier, de données médicales sous forme de rapports médicaux, de résultats d'analyses, de comptes rendus d'investigations diagnostiques, d'ordonnances ou de prescriptions, d'imagerie médicale ou de tout document ou effet intéressant l'état de santé ou le traitement thérapeutique d'un assuré, doit en donner communication, sur sa demande, au médecin référent, à tout médecin désigné par l'assuré et au Contrôle médical de la sécurité sociale.»

En pratique, la procédure se déroule comme suit: La CNS, en tant que donneur d'ordre, dresse un listing des prestations dont elle veut faire contrôler la conformité. Après concertation avec le CMSS sur le principe et le bien-fondé de cette action, la CNS adresse un courrier aux médecins en joignant le listing des matricules et des prestations pour lesquelles une justification est demandée sur base des données extraites. Ce courrier comprend indication que les dossiers sont à destination du CMSS et que les pièces médicales peuvent être fournies par le médecin sous pli fermé pour pouvoir être transmis, sous pli fermé, aux médecins du CMSS. Le personnel administratif de la CNS n'a pas accès aux pièces fournies, sous pli fermé, au CMSS.

Cette procédure ressemble à la procédure d'application pour les demandes d'autorisation de prise en charge de prestations. Dans ces cas, la CNS figure comme porte d'entrée dans le système, ce afin de permettre qu'avant la transmission du dossier au CMSS, la CNS procède au préalable à la vérification de données administratives (affiliation, conformité de la demande, délais, etc.), ce afin de pouvoir, le cas échéant, refuser une demande s'il ressort d'emblée des données fournies qu'une ou plusieurs des conditions de prise en charge ne sont pas remplies.

D'ailleurs cette démarche avait récemment été validée par le Collège médical en se fondant sur un secret partagé et une simplification administrative.

Par courrier du 13 mai 2016, le Collège médical a confirmé à l'égard de la société luxembourgeoise d'orthopédie et de traumatologie la légalité de la démarche de la CNS et du CMSS. D'ailleurs la CNS et le CMSS ont décidé d'adresser une lettre conjointe aux médecins concernés pour les rassurer par rapport au respect du secret médical.

Il convient toutefois de considérer qu'à partir du moment où le CMSS conclut à une facturation erronée ou fautive d'un ou de plusieurs médecins, il doit transmettre ses conclusions, contenant inévitablement des éléments médicaux, à la CNS pour que celle-ci puisse saisir la Commission de surveillance, ce pouvoir n'appartenant pas au CMSS dans le cadre de l'article 73 du Code de la sécurité sociale, à moins de se trouver dans le cas de figure des rapports d'activité.

Finalement je tiens encore à rappeler que les agents de la CNS sont des fonctionnaires et employés assermentés et soumis au secret professionnel en vertu de l'article 411 du Code de la sécurité sociale et de l'article 11 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires et que la CNS vient de se doter d'une politique rigide en matière de protection des données.

Question 2097 (26.05.2016) de M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant la composition de la Commission de Nomenclature:

Nous souhaitons poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale au sujet de la composition de la Commission de Nomenclature telle que prévue par l'article 65 du Code de la sécurité sociale.

Cette commission a pour mission de donner son avis en matière de nomenclatures des actes et services des professionnels de la santé.

Elle se compose de:

- deux membres, dont le président, désignés par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé; un membre doit avoir la qualité de médecin;
- deux membres désignés par le comité directeur de la Caisse nationale de santé;
- deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins;
- en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres ne voient pas un conflit d'intérêt dans la présidence de cette commission par le directeur du Contrôle médical dont une des attributions est de veiller à la bonne application des nomenclatures?

- Ne serait-il pas indiqué que la Direction de la Santé soit représentée par un membre effectif au sein de cette commission?

Réponse commune (10.06.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

La composition de la Commission de Nomenclature est définie à l'article 65, alinéas 8 et 10 du Code de la sécurité sociale.

L'alinéa 8 dispose que:

«(8) La Commission de Nomenclature se compose de:

- 1) deux membres, dont le président, désignés par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé; un membre doit avoir la qualité de médecin;
- 2) deux membres désignés par le comité directeur de la Caisse nationale de santé;
- 3) deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins;
- 4) en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.»

Et l'alinéa (10) que pour chaque membre effectif un membre suppléant est désigné d'après les modalités prévues ci-dessus.

Si le Code de la sécurité sociale, ni le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de Nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie ne définit des critères spécifiques pour la nomination du président de celle-ci. Le précédent président de la Commission de Nomenclature était un fonctionnaire médecin de la Direction de la Santé, alors que le médecin directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale a été désigné comme son successeur.

Ladite commission a un caractère très technique, de sorte qu'il importe d'y rassembler toutes les personnes dont les connaissances professionnelles permettent de faire aboutir aux meilleurs résultats possibles.

À rappeler dans ce contexte que la Commission permanente pour le Secteur hospitalier est présidée par le directeur de la Santé. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, il n'y a incompatibilité entre les fonctions de président de commission et les attributions professionnelles des concernés.

En particulier, les recommandations circonstanciées de la Commission de Nomenclature, telles que définies à l'article 8, dernier alinéa du règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de Nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie sont le résultat des discussions entre les parties présentes au sein de la Commission de Nomenclature et elles sont soumises à un vote avant d'être transmises aux ministères ayant la Santé et la Sécurité sociale dans leurs attributions.

S'agissant d'une commission consultative, ce ne sont que des recommandations que la commission soumet aux ministres; ceux-ci ne sont pas tenus par la loi à les mettre en œuvre telles que proposées.

Ainsi, rien ne s'oppose à la présidence du médecin directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale à la Commission de Nomenclature.

En ce qui concerne la question de la représentation du Ministère de la Santé par un membre effectif au sein de la commission, il y a lieu d'y



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

revenir lors d'un prochain renouvellement de la commission.

Question 2098 (26.05.2016) de M. Gusty Graas (DP) concernant les micropolluants dans l'eau:

C'est un fait que certaines stations d'épuration communales sont à l'origine de micropollutions causées par des médicaments, des produits phytopharmaceutiques, de soins corporels ou de nettoyage, faute d'équipement d'une phase de traitement adaptée. Afin de pouvoir estimer l'envergure de cette problématique, il est stipulé à la page 85 du plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) que durant les années 2015 et 2016 une étude afférente serait réalisée. Cette étude devrait définir les stations d'épurations qui pourront éventuellement être équipées d'une quatrième phase de traitement et proposer des solutions afin de combattre la pollution à la source.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que cette étude a été réalisée ou est en cours de réalisation?
2. Dans l'affirmative, est-ce que des conclusions sont déjà connues?
3. Quel est l'impact des micropolluants sur la qualité des eaux en général?

Réponse (27.06.2016) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1. + 2. Actuellement, l'étude réalisée par le département «Environmental Research and Innovation» du «Luxembourg Institute of Science and Technology» est toujours en cours et les conclusions ne sont pas encore disponibles.

ad 3. Le terme «micropolluants» s'applique à des substances synthétiques organiques présentes dans les cours d'eau en concentrations de l'ordre de nanogrammes et de microgrammes par litre et en concentrations encore plus faibles. Leurs sources dans les eaux usées sont multiples p. ex. des résidus de produits chimiques ménagers, de produits d'hygiène corporelle et de médicaments qui ne sont pas suffisamment dégradés ou retenus dans les stations d'épuration conventionnelles équipées d'une phase mécanique et biologique. Une autre source est la pollution diffuse p. ex. des résidus de produits phytosanitaires.

Certains de ces micropolluants peuvent porter atteinte aux écosystèmes aquatiques et la biocénose dans les eaux de surface, même à de très faibles concentrations en agissant entre autres sur le système endocrinien. Certains encore peuvent avoir des impacts négatifs sur la production d'eau potable à partir d'eau brute de surface ou des eaux souterraines.

Au Luxembourg les normes de qualité environnementales concernant les micropolluants sont définies par le règlement grand-ducal du 16 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface transposant notamment la directive 2013/39/UE du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau.

porte de préciser que le terme «investissement» est défini par le SEC 2010 comme étant les dépenses qui sont comptabilisées dans la catégorie «Formation brute de capital fixe» de l'Administration publique. À cela il y a lieu d'ajouter que la question parlementaire vise les dépenses qui sont décidées par le Gouvernement. Il s'agit donc des dépenses d'investissements qui sont financées à charge du budget de l'Etat proprement dit et à charge des fonds spéciaux.

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-après, les dépenses d'investissements sont principalement financées à charge des fonds spéciaux de l'Etat. Rappelons à cet égard que les dépenses des fonds figurent annuellement en détail dans les tableaux qui accompagnent la programmation pluriannuelle des dépenses de l'Etat.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget	98,0	206,1	208,9	151,6	163,7	147,8	141,8
en % du total	15%	24%	21%	16%	16%	17%	16%
Fonds spéciaux	536,2	617,8	777,6	799,6	814,0	712,4	696,7
en % du total	82%	72%	77%	82%	82%	81%	81%
Services de l'Etat à gestion séparée	18,3	35,8	20,3	23,8	20,6	21,2	21,5
en % du total	3%	4%	2%	2%	2%	2%	2%
Total	652,5	859,8	1.006,7	975,0	998,2	881,3	860,0
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Notes: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

- Estimations effectuées dans le cadre de la 17^e actualisation du Programme de stabilité en avril 2016

Les tableaux qui figurent en annexe fournissent le détail des projets dont le coût prévisible se situe entre trois millions et 40 millions et qui seront réalisés au cours de la période 2014 à 2020, c'est-à-dire au cours de la période qui est couverte par le programme pluriannuel qui a été approuvé par la loi du 19 décembre 2015.

Ces tableaux renseignent l'ensemble des projets qui seront réalisés au cours de la période visée et non pas seulement les projets qui ont été entamés par le Gouvernement actuel.

Pour ce qui est de la question relative au «statut» de l'ensemble de ces projets (études, réalisations, évolution des dépenses, timing, etc.), il est évidemment impossible de fournir dans le cadre de cette réponse l'ensemble de ces informations au sujet de l'intégralité des projets qui sont en cours de réalisation. Ces informations sont disponibles auprès des ministères qui sont en charge de l'exécution de ces projets.

Pour ce qui est de la question relative aux décomptes des projets clôturés, il importe de rappeler que d'après la «procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure», qui a été approuvée par voie de résolution de la Chambre des Députés, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures est tenu de présenter à la Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire «tous les six mois le bilan financier des grands projets d'infrastructure dépassant dix millions aux commissions compétentes».

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- le nombre d'inscriptions aux épreuves?
- le nombre de candidats qui se sont présentés effectivement aux examens?
- le nombre de candidats ayant réussi à l'examen?

D'Awunner proposéieren eng Alternativ, déi eng Pist niett dem Contournement virgesäit an déi zum Deel op d'Infrastruktur vun der Autobunn iwwert den Dall bei der Kalchesbréck zréckgräift.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Entwicklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Kennt den Här Minister den alternative Projet, wéi e vun den Awunner an hire Syndikater proposéiert gëtt?

2. Ass den Här Minister bereet, eng Etüd an eng Evaluatioun vun esou engem Vélos- a Foussgängerwee zu maachen?

3. Gëtt et zu dësem Projet eng Zesummenaarbecht téschent dem Ministère fir Infrastrukturen an den Autoritéit vun der Stad Lëtzebuerg?

Réponse (06.07.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

An der parlamentarescher Fro N°2101 vum 30. Mee 2016 freet den éierenhaften Députéierten, Här Roy Reding, no zousätzlechen Informationen iwwer eng Verbindung fir déi duuss Mobilitéit téschent dem Quartier Cents an dem Plateau vum Kierchbierg.

Den alternative Projet, dee vun den Awunner proposéiert ginn ass a virgesäit, de Quartier Cents duerch eng Passerelle mam Plateau vum Kierchbierg ze verbannen, ass mir bekannt. Dësen ass an enger Reunioun mam „Syndicat d'intérêts locaux Luxembourg-Neudorf“, déi den 18. Juni 2015 stattfonnt huet, virgestallt ginn.

Meng Servicer hunn dës Variant doropshin analyséiert a sinn zum Entschloss komm, dass e Projet wéi dësen, dee virgesäit, d'Vélospist un d'Autobunnsbréck unzehänken, aus verschiddene Grénn net réalisierbar ass.

Vum technesche Standpunkt hier ass et effektiv net méiglech, eng Vélospist un d'Fuerbunn vun der Bréck unzebréngan et ass ebenfalls immens schwiereg, fir se op der Héicht vum Feiler ze befestegen. Och vum Tracé hier ass dës Variant net virdeelhaft, well se de Cyclistë relativ grouss Émweeër an och Héichtenénnerscheeder (Accès op d'Passerelle énnert der Autobunnsbréck, Duercherung vum Park „Klosegrënchen“) géif imposéieren.

Well d'Verbindung vum Quartier Cents mam Plateau vum Kierchbierg awer e grouss Potenzial huet, virun allem am Zesummenhang mat der PC2 um Kierchbierg an der PC27 vu Contern aus, déi amgaangen ass realiséiert ze ginn, si meng Servicer mat der Stad Lëtzebuerg a Kontakt.

Question 2099 (27.05.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les investissements de moins de 40 millions:

D'Verfassung gesäit am Artikel 99 eng Limitt vir, iwwert déi grouss Investissementer fir Infrastrukturen oder Gebaier mussen iwwer e Spezialgesetz geneemegt ginn. Dës Limitt ass am Gesetz vum 29. Mee 2009 op 40 Milliouenen Euro gehuew ginn.

Duerzou wéilt ech dem Här Statsminister an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Investissementer téschent dräi Milliouenen a 40 Milliouenen Euro huet dës Régierung pro Ministère geneemegt?

2. Fir all Investissement, wéi ass do de Statut vun den Aarbechten (an der Planung, an der Ausfierung, fäerde...)?

3. Fir Investissementer, wou d'Aarbechten ofgeschloss sinn, kann d'Regierung do d'Zuele gi vum Devi a vum Dekont respektiv dem Total vun de Rechnungen, wann nach keen Dekont gemacha ginn ass?

Réponse (29.06.2016) de M. Pierre Gramégnia, Ministre des Finances:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Kartheiser, il im-

Question 2100 (27.05.2016) de Mme Claudia Dall'Agno (LSAP) concernant le recrutement auprès de la Police grand-ducale:

En 2015, suite à l'examen-concours d'admission à l'École de police, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure avait décidé que tous les candidats qui avaient réussi à l'examen étaient admis à l'École de police - à savoir 106 volontaires au lieu des 80 initialement prévus. Cette mesure a été prise en vue de renforcer les effectifs de la Police grand-ducale et de recruter jusqu'en 2018 un total de 346 nouveaux policiers.

L'examen-concours en 2016, dont le délai pour les dossiers de candidature vient de se terminer le 20 mai, prévoit également un maximum de 80 volontaires de police.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- le nombre d'inscriptions aux épreuves?
- le nombre de candidats qui se sont présentés effectivement aux examens?
- le nombre de candidats ayant réussi à l'examen?

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut-il me fournir:

- Combien de candidatures ont été déposées en 2016?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage, le cas échéant, d'admettre également en 2016 plus de volontaires de police qu'initialement prévu, dans le but d'augmenter les effectifs de la Police grand-ducale?

- Pour la période 2010-2016, Monsieur le Ministre peut



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

- Gedenken die Minister die Verwaltungsorganisation der Gebäude auf dem Campus der Universität Belval zu überdenken und gegebenenfalls anzupassen?

- Sind die Minister gewillt, der Universität eine größere Gestaltungsfreiheit bei der Nutzung der Räumlichkeiten zuzusprechen, dies zum Beispiel vorläufig in einer Testphase?

Réponse commune (28.06.2016) de **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, et de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Bevor auf die eigentlichen Fragen der Frau Abgeordneten Martine Hansen eingegangen wird, sei hier zunächst auf die grundlegenden, von der Regierung im Jahre 2002 verabschiedeten Konzepte zur Umnutzung der Industriebrache von Belval und zur Entwicklung der „Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation“ verwiesen:

Das städtebauliche Konzept.

Die Umnutzung von Industriebrachen wie im Falle von Belval bietet eine einzigartige Chance für neue Schwerpunkte in der Raumordnung des Großherzogtums sowie für eine soziökonomische Belebung des Südens des Landes und für öffentliche und private Investitionen.

Mit dem Umnutzungsprojekt der Industriebrache von Belval wird das Ziel eines neuen multifunktionalen Stadtviertels verfolgt, in dem die unterschiedlichen Aktivitäten gebündelt werden, die für eine nachhaltige und zukunftsorientierte Urbanität mit Bürogebäuden, Einzelhandel und Restaurants, Wohnungen und Freizeitmöglichkeiten sorgen. Es sollte keineswegs eine monofunktionelle Stadtsiedlung entstehen, deren Problematik allgemein bekannt ist.

Ganz bewusst hat man sich dafür entschieden, die Hochfenterrasse als Stadtviertel mit gemischter Nutzung zu entwickeln und dort einen Mix von öffentlichen und privaten Funktionen zu schaffen, um einen Ort der Begegnungen mit unterschiedlichen Aktivitäten und Synergien entstehen zu lassen.

Die „Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation“ vervollständigt damit das Angebot und sorgt für eine Diversifizierung der Aktivitäten und der Bevölkerungsgruppen. Das städtebauliche Programm umfasst neben den Universitäts- und Forschungseinrichtungen auch Start-Ups und Unternehmen der digitalen Wirtschaft, Einzelhandel, Gastronomie, Dienstleistungen und Verwaltungsbehörden, das Nationalarchiv, die Konzerthalle „Rockhal“, soziokulturelle und pädagogische Infrastrukturen sowie Infrastrukturen für Veranstaltungen und Kongresse.

Die Universität und die Forschungszentren sind also in das städtische Gefüge eingebunden und integriert, im Gegensatz zu den Campusgeländen der sechziger Jahre, die isoliert in städtischen Randlagen errichtet wurden. Insofern ist es eigentlich angebrachter, von einem Unzenzentrum im Norden der „Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation“ zu sprechen. Es handelt sich um einen Schwerpunkt in einem kohärenten urbanen Gesamtkontext, der einem ständigen Wandel und einer Weiterentwicklung unterworfen ist. Dieses groß angelegte städtebauliche Programm ist noch lange nicht abgeschlossen und viele Projekte sind noch in der Fertigstellung oder Planung.

Die thematischen „Häuser“.

In diesem Kontext der thematischen Schwerpunktsetzung befinden sich im Norden der Hochfenterrasse die folgenden Häuser: Maison du Savoir (Haus des Wissens), Maison des Sciences humaines (Haus der Geisteswissenschaften), Maison du Nombre et des Arts et Etudiants (Haus der Zahlen, der Künste und Studenten). Es handelt sich um unabhängige Häuser mit spezifischen Funktionen für Lehre und Forschung, Verwaltungsaufgaben oder mit einem pädagogischen, kreativen, sozialen oder soziokulturellen Profil. Diese Häuser werden größtenteils von der Universität Luxemburg genutzt, aber auch von anderen Einrichtungen wie z. B. dem nationalen Forschungsfonds „Fonds national de la recherche (FNR)“, der Stiftung Restena, dem „Institut Universitaire International de Luxembourg (IUIL)“, dem „Luxembourg Income Study Database (LIS)“ und dem „Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)“. Diese Gebäude wurden nicht einzelnen Nutzern überlassen, sondern spezifischen Funktionen und Aktivitäten zugeordnet.

Das Konzept der einzelnen „Maisons“ und die Entscheidung zugunsten von dynamischen Gebäuden mit großer Flexibilität, die mehreren Nutzern offenstehen, aber im Eigentum des Staates bleiben, bringen auch den politischen Willen zum

Ausdruck, Orte des Miteinanders, des Austauschs und der Begegnung zu schaffen, um auf allen Ebenen Synergien zwischen den einzelnen institutionellen Akteuren und ihrem Aufgabengebiet zu schaffen. Diese Synergien und die gemeinschaftliche Nutzung eines Teils der modernen und gut ausgestatteten Räume durch alle in Belval ansässigen Akteure führt zu einer besseren Belegung der Gebäude, einer Reduzierung des notwendigen Bauvolumens und zu erheblichen Einsparungen bei den Baukosten, dem Unterhalt und der Nutzung. Die vorlesungsfreien Zeiträume während der Semesterferien der Universität, die zur Verfügung stehende Anzahl von Räumen und die aktuell schwache Auslegung der Gebäude durch die Universität erlauben diese gemeinschaftliche Nutzung der Räume.

Die Gebäude der „Cité des Sciences“ bieten mittelfristig Platz für 7000 Studenten. Insgesamt stehen den Nutzern der „Cité des Sciences“ 81 Lehr- und Hörsäle in der „Maison du Savoir“ zur Verfügung. Die Universität Luxemburg ist derzeit auf dem Standort von Belval mit rund 2100 Studenten vertreten, die aber nicht alle zur gleichen Zeit vor Ort sind. Daraus ergibt sich, dass etwa 20% der maximalen Kapazitäten der in der „Maison du Savoir“ untergebrachten Unterrichtsinfrastruktur in der Vorlesungszeit genutzt werden. Hinzu kommen die vorlesungsfreien Zeiten der Universität - die Vorlesungen finden nur während zwei dreimonatigen Semestern statt - während derer die Lehrinrichtungen größtenteils ungenutzt bleiben, selbst wenn die Prüfungen und einige Veranstaltungen auch während der Semesterferien stattfinden.

Zu Frage 1:

Zunächst gilt es festzuhalten, dass, wie eingangs ausgeführt, die Hochfenterrasse als Stadtviertel mit funktionaler Durchmischung konzipiert wurde. Sie befindet sich noch mitten in der Entwicklung und ist noch längst nicht abgeschlossen. Durch das Konzept der thematischen „Häuser“, die für spezifische Aktivitäten mehreren Nutzern zur Verfügung stehen und nicht nur einem Nutzer vorbehalten sind, ist die Universität Luxemburg nicht der alleinige Gebäudenutzer, sondern teilt sich die Bauten mit anderen dort untergebrachten Einrichtungen.

Die Frage nach dem Gestaltungsfreiraum und Handlungsspielraum der Universität muss demnach im Zusammenhang mit der geteilten Raumnutzung und dem bewussten Vorgehen einer Schaffung und Nutzung von Synergieeffekten mit anderen Nutzern in diesen „Häusern“ gesehen werden. Es ist jedoch selbstverständlich, dass jede Einrichtung über ein gewisses Maß an Autonomie verfügen muss, um eigene Ideen und Identitäten zu entwickeln sowie ein Zugehörigkeits- und Gemeinschaftsgefühl mit der Möglichkeit zur Teilnahme und einem offenen Umgang miteinander, wozu auch der Respekt vor der zur Verfügung gestellten Infrastruktur und vor den anderen Nutzern gehört.

Die Verwaltung des Standortes und der Gebäude durch den Fonds Belval gewährleistet den verschiedenen Nutzern und der Universität Luxemburg ein entsprechendes Maß an Autonomie. Es ist jedoch wie bei jedem neuen Projekt, und dies umso mehr bei einem derart groß angelegten und auf Weiterentwicklung hin angelegten komplexen Projekt wie Belval, völlig normal und notwendig, in den ersten Monaten, wenn nicht Jahren des Betriebs kontinuierlich Verbesserungen und Anpassungen an den gegebenen und festgestellten Bedarf vorzunehmen.

Zu Frage 2:

Das grundlegende Konzept, wie obenstehend erläutert und darin bestehend, dass die Gebäude unterschiedlichen Nutzern, wie der Universität Luxemburg, zur Verfügung gestellt werden, aber weiterhin Eigentum des Staates bleiben und also der Schaffung von Synergieeffekten und einer geteilten Raumnutzung dienen, wird von der Regierung weiterhin unterstützt und aufrechterhalten.

Gleiches gilt für die Übertragung der Verwaltungsaufgaben an den Fonds Belval durch den Staat der in Belval realisierten staatlichen Infrastrukturen, und zwar in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 24. November 2015 in Abänderung des Gesetzes vom 25. Juli 2002 über die Gründung einer öffentlichen Einrichtung zur Realisierung staatlicher Strukturen und Anlagen auf dem Standort von Belval-West.

Da jedoch die tatsächlichen und spezifischen Bedürfnisse der Universität und der anderen Nutzer sowie die zukünftigen Entwicklungen zum Zeitpunkt der Konzipierung der Bauprogramme der einzelnen Lehr- und Forschungsgebäude nicht im Einzelnen bekannt waren, mussten anpassungsfähige und flexible Entwürfe erarbeitet werden, damit die Lehr- und Forschungsgebäude auch in unterschiedlichen Entwicklungsszenarien dauerhaft funktionieren können.

Die notwendigen Verbesserungen bzw. Anpassungen der Infrastruktur oder bei der Verwaltung der Gebäude werden unter Berücksichtigung der Rückmeldungen aus den ersten Monaten der

Nutzung der in Betrieb genommenen Gebäude erfolgen.

Zu Frage 3:

Wie schon in der Antwort auf Frage 1 ausgeführt ist es selbstverständlich, dass die Universität Luxemburg und die anderen Einrichtungen über ein gewisses Maß an Autonomie verfügen müssen und die notwendigen Optimierungen und Anpassungen vorgenommen werden. Bezüglich der Nutzung und Reservierung der Lehrsäle und Hörsäle hat die Universität Luxemburg selbstverständlich Priorität.

Es sei auch darauf verwiesen, dass das Projekt „Belval“ sich immer noch in der Realisierung befindet und viele Gebäude, unter anderem die „Maison des Arts et Étudiants“ (Haus der Künste und Studenten) oder die „Maison du Livre“ (Haus des Buches), das zukünftige „Learning Center“ von Belval, allesamt noch im Bau sind. Es fehlt auch noch ein Teil der wissenschaftlichen Ausrüstung und des Mobiliars, der nach den ersten Erfahrungen in Auftrag gegeben wurde. Diese Elemente werden mit Sicherheit zu einem Aufschwung des urbanen und studentischen Lebens führen sowie zu einer Verbesserung der Wahrnehmung und der Atmosphäre des Ortes. Das Gleiche gilt für die Zahl der Studenten, die jetzt noch im Verhältnis zur Größe der Gebäude und des Standorts recht gering ist, aber in den nächsten Jahren ansteigen wird. Das lässt sich auch von den kleinen Einzelhandelsgeschäften und Gastronomiebetrieben sagen, die in Zukunft einen Beitrag zur Belebung des Viertels leisten werden.

Abschließend ist zu betonen, dass der Fonds Belval und die Universität Luxemburg sowie die anderen vor Ort präsenten Einrichtungen alle das gleiche Ziel verfolgen: die Schaffung eines einzigartigen Ortes und attraktiven Lebensraumes sowie von interessanten und belebten Plätzen, bei denen sich verbesserte Lösungen durch Dialog und durch gewonnene Erkenntnisse finden lassen werden.

Auch wenn alles unternommen wird, um zu einer angenehmen Atmosphäre und einer starken Identität des Standorts zu gelangen, muss doch angemerkt werden, dass dies den Gebäuden, der Ausstattung, der Raumgestaltung und dem öffentlichen Raum alleine nicht gelingen kann; auch die Zahl der Studenten vor Ort, das Angebot, die Qualität und der Zeitplan der Lehrveranstaltungen und Vorlesungen, die Attraktivität der universitären und außeruniversitären Kurse und Veranstaltungen sowie die interne Kommunikation und die universitäre Betreuung der Studenten sind wichtige Bedingungen für ein erfolgversprechendes Vorhaben.

Aber auch der große Anteil der in Luxemburg ansässigen Studenten, die oft die Universität gleich nach den Vorlesungen verlassen, ist der Entwicklung einer universitären Gemeinschaft und eines richtigen Universitätslebens wie in den großen Metropolen nicht förderlich.

dovise emprunter d'ici 2020 quelque sept à huit milliards d'euros (s'il n'y aura pas vente d'actifs)?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'entre fin 2013 et fin 2020, la dette publique nette du Luxembourg est prévue d'augmenter de 5,244 milliards d'euros (de 10,86 milliards d'euros à 16,104 milliards d'euros, soit +48,3%)? Dans l'affirmative, comment peut-il affirmer d'avoir enrayée l'augmentation de la dette publique?

- Dans une récente interview avec un hebdomadaire luxembourgeois, un haut fonctionnaire, en l'occurrence le directeur du Statec (qui assume en même temps la direction de la Direction générale du Ministère de l'Économie), affirme que le Luxembourg dispose d'une marge pour augmenter la dette publique et il estime que le Pacte de stabilité devrait être flexibilisé pour permettre aux Etats membres de l'Union européenne de faire des déficits plus importants sans encourrir le risque de sanctions. Est-ce que le Ministre partage ce point de vue? Le point de vue exprimé par ce fonctionnaire, reflète-t-il la position du Gouvernement ou a-t-il donné cette interview à titre personnel?

Réponse (29.06.2016) de **M. Pierre Gramégnia**, Ministre des Finances:

Le Gouvernement s'est fixé, dans son programme gouvernemental, comme priorité de stabiliser la dette publique brute en-dessous de 30% du PIB. La trajectoire des finances publiques décrite dans la 17^e actualisation du programme de stabilité et de croissance montre que le Gouvernement respecte amplement son engagement, la dette publique brute étant stabilisée autour de 23% du PIB sur la période 2016-2020. Le niveau d'endettement public du Luxembourg reste un des plus bas dans l'UE28 et dans la zone euro sur la période concernée.

La stabilisation de la dette publique brute sur les années à venir présente un revirement par rapport à la hausse observée ces dernières années. Sous les gouvernements précédents, le ratio de la dette publique brute par rapport au PIB a en effet triplé en passant de 7% du PIB en 2007 à 24% du PIB en 2013. La hausse est encore plus importante sur cette période en termes absolus, le stock de la dette publique brute ayant augmenté de 450% entre 2007 et 2013. Selon les prévisions du programme de stabilité et de croissance publié en avril 2016, le stock de la dette publique brute n'augmentera que de 30% sur la période allant de 2016 à 2020.

À cela s'ajoute que le coût de financement de la dette se stabilise autour de 0,3% du PIB sur la période 2016-2020.

Le besoin de financement brut des administrations publiques doit être apprécié dans le contexte général de la stratégie à moyen terme des finances publiques du Gouvernement. Le besoin de financement brut est composé de deux composantes: les déficits au niveau de l'administration centrale et le refinancement de la dette qui vient à échéance pendant la période considérée.

Le déficit cumulé de l'administration centrale au cours de la période 2017-2020 s'élève à 3,56 milliards d'euros, comme mentionné par l'honorable Député. Cela correspond à un déficit annuel moyen de 1,4% du PIB. Le déficit au niveau de l'administration centrale doit s'apprécier à la lumière de l'évolution des investissements publics prévus dans la mesure où l'Etat n'a le droit de s'endetter que pour financer des investissements. Le programme de stabilité et de croissance prévoit des investissements directs et indirects cumulés de 11,56 milliards euros sur la période 2017-2020. Par conséquent, les déficits cumulés au niveau de l'administration centrale ne représentent que 30,8% des investissements prévus. En d'autres termes, moins d'un tiers de l'investissement sera financé par de l'endettement nouveau et plus de deux tiers le seront par les recettes du budget.

Le besoin de refinancement sur la période 2017-2020 s'élève à presque trois milliards d'euros dont la totalité - à l'exception du sukuk de 200 millions venant à échéance en 2019 - correspond à de la dette émise par les gouvernements précédents.

La question du niveau optimal de la dette publique brute pour un pays donné est d'une importance cruciale. Le Gouvernement y a apporté une réponse, lors de l'élaboration de son programme, en se fixant comme objectif de stabiliser la dette publique brute en-dessous de 30% du PIB.

Le Gouvernement considère que le cadre actuel de la surveillance budgétaire dans l'UE, y compris l'accord trouvé en décembre 2015 entre le Conseil de l'UE et la Commission européenne sur l'utilisation des clauses de flexibilité selon les règles actuelles du pacte de stabilité et de croissance, permet une surveillance et une gestion de la politique budgétaire suffisamment souple dans l'Union européenne notamment pour éviter des risques de politique budgétaire contra-cyclique en cas de retournement de la conjoncture.

La trajectoire de la dette figurant dans le programme de stabilité et de croissance ne prend



pas en compte d'éventuelles opérations financières visant à renforcer le capital de la Banque centrale du Luxembourg (BCL). Le Gouvernement a lancé une réflexion, ensemble avec la Banque centrale du Luxembourg, sur la consolidation de la base capitaliste de cette dernière. Il est prématûr de conclure qu'une hausse du capital de la Banque centrale du Luxembourg se traduira nécessairement par un endettement supplémentaire de l'Etat. Le Gouvernement se donne le temps nécessaire de la réflexion pour identifier, en concertation avec la Banque centrale du Luxembourg, les solutions les plus appropriées.

Question 2104 (30.05.2016) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant l'**orchestre des jeunes de l'Union européenne**:

L'orchestre des jeunes de l'Union européenne (European Union Youth Orchestra), fondé en 1976, a annoncé récemment qu'il cesserait ses activités à partir de septembre 2016, suite à la fin du soutien financier de l'Union européenne. Pendant presque 40 ans cet orchestre composé de jeunes musiciens en provenance des 28 pays membres a œuvré comme ambassadeur culturel de l'Union européenne.

La Chargée aux affaires culturelles du Gouvernement fédéral allemand, Madame Monika Grüters, s'est exprimée contre la suppression de l'orchestre des jeunes de l'Union européenne et a demandé au Conseil des Ministres de la Culture de l'Union européenne de discuter d'une solution au problème.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le Ministre luxembourgeois de la Culture est-il en faveur de la survie de l'orchestre des jeunes de l'Union européenne? En des temps d'euroscepticisme croissant, le Gouvernement n'est-il pas d'avis que de telles initiatives devraient être promues dans le but de susciter de nouveau une image positive de l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Culture compte-t-il intervenir pour assurer la continuation du financement de l'orchestre?

Réponse (08.06.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

- Comme indiqué par le Ministre dans son intervention lors du Conseil de l'Union européenne des Ministres de la Culture du 31 mai 2016, l'orchestre des jeunes de l'Union européenne (European Union Youth Orchestra) doit pouvoir respecter les engagements qu'il a contractés et avoir une certaine sécurité de planification.

En outre, la disruption du financement intervient effectivement à un moment inopportun en termes symboliques, sachant aussi qu'il y a peu de projets culturels européens qui incarnent de façon aussi crédible et vivante le principe européen de l'unité dans la diversité.

Il est cependant à noter en même temps que la question de la survie de l'orchestre est en lien étroit avec son financement structurel et les critères européens de subventionnement du programme «Europe créative». Jusqu'en 2013, le financement du EUYO a en effet été assuré en grande partie grâce à un subventionnement dit de fonctionnement provenant du programme «Culture» de l'UE, qui constituait «un soutien au fonctionnement d'organismes qui œuvrent en faveur de la coopération culturelle européenne et jouent ainsi le rôle „d'ambassadeurs“ de la culture européenne»¹ et qui était destiné à cofinancer les dépenses liées au programme de travail permanent des organismes en question.

Dans le cadre du nouveau programme européen culturel «Europe créative», l'instrument des subventions automatiques de fonctionnement n'a plus été retenu, une consultation publique en préparation du programme ayant conclu qu'un soutien par projets était préférable², l'objectif étant aussi de garantir une égalité des chances entre les organismes candidats à un soutien. Dans le cadre du programme «Europe créative», le EUYO a bien bénéficié d'une nouvelle subvention en 2014; il n'a cependant plus été retenu en 2016 suite à l'évaluation - par des experts indépendants et sur base des critères retenus au titre du programme «Europe créative» - du dossier déposé en réponse à un appel à projets.

- L'orchestre des jeunes de l'Union européenne bénéficie depuis plusieurs années d'une contribution annuelle de £ 8.500 de la part du Ministère de la Culture. Par le passé, le EUYO a en outre tenu à plusieurs reprises ses sessions de travail estivales au Conservatoire de musique de la ville de

Luxembourg, partenaire conventionné avec le Ministère de la Culture.

Ceci étant, lors du Conseil des Ministres européens de la Culture du 31 mai 2016, la Commission européenne a annoncé qu'elle est en train de finaliser une solution permettant de trouver les moyens nécessaires pour l'année 2016; pour 2017, c'est ensemble avec le Parlement européen qu'une solution est envisagée. Par la suite, il faudra néanmoins se pencher sur la question de principe de savoir si, à l'avenir, le EUYO devra être privilégié en termes de financement permanent, au risque de créer un précédent qui aboutirait au soutien automatique de structures similaires dans d'autres disciplines. Quelle que soit la solution qui sera trouvée, une grande importance sera attachée par ce Ministère à la mise en place d'une procédure de sélection qui permette une représentation plus égale de tous les Etats membres au sein de l'orchestre.

Question 2106 (31.05.2016) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant la **gestion du site universitaire de Belval**:

Le déménagement de l'Université du Luxembourg a commencé en automne dernier avec l'arrivée au site de Belval de la faculté des sciences humaines et de l'institut de biologie. Certains bâtiments, dont la Maison du Savoir et la Maison des Sciences humaines, accueillent désormais des étudiants et des collaborateurs de différents départements universitaires. Afin d'assurer ses activités, l'université est obligée de louer les locaux, notamment les salles de cours et les auditoires, auprès du Fonds Belval qui en est le propriétaire et qui est en charge de la gestion des bâtiments.

Ces derniers jours, un groupe de collaborateurs et d'étudiants de l'université a cependant publié dans un document intitulé «Belval est à Nous» de nombreuses critiques à l'encontre de la gestion par le Fonds Belval. Ces critiques, largement reprises dans la presse luxembourgeoise, concernent notamment l'accès d'entités privées aux locaux pourtant réservés pour les activités universitaires, le manque d'espaces réservés aux étudiants, la non-prise en compte des attentes et besoins des étudiants dans les planifications du site et plus généralement la gestion inappropriée car trop rigide des bâtiments par le Fonds Belval.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

1. Ne trouvez-vous pas que la gestion du site universitaire par le Fonds Belval devrait être adaptée au fait qu'un campus universitaire a besoin d'un certain degré d'autonomie et d'autogestion pour pouvoir développer une dynamique propre et une vie de campus?

2. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la communauté universitaire avec ses activités péri- et parauniversitaires devraient avoir la priorité dans l'utilisation des espaces de l'université et que la présence d'entités privées dans les bâtiments universitaires devrait être soumise à certaines restrictions?

3. Dans l'affirmative, comment les ministres entendent-ils assurer à l'avenir que la vie sur le campus universitaire et les activités précitées ne soient plus générées par l'utilisation des espaces universitaires par des entités privées?

4. Le Fonds Belval examinerait actuellement la possibilité de construire des containers et d'aménager des espaces exclusivement pour étudiants. Les ministres ne trouvent-ils pas qu'il serait préférable de mettre à disposition des étudiants des locaux permanents et adéquats à l'intérieur des bâtiments universitaires déjà existants?

5. Quelles seront les modalités d'utilisation des espaces de la Maison des Arts et des Étudiants actuellement en cours de réalisation? Est-ce qu'il est prévu de mettre à disposition des étudiants des espaces adéquats dans ce bâtiment et de leur en permettre une autogestion? La communauté étudiante sera-t-elle intégrée de façon décisive dans l'aménagement de ce bâtiment?

6. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la communauté universitaire devrait être plus étroitement engagée dans le développement et la gestion du site universitaire?

Réponse commune (28.06.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Avant de répondre aux questions proprement dites de Monsieur le Député Marc Baum, il n'est pas inutile de rappeler les concepts de base adoptés par le Gouvernement en 2002 concer-

nant la reconversion de la triche industrielle de Belval, ainsi que le développement de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation:

Le concept urbain

La reconversion des friches industrielles, dont celle de Belval, représente une opportunité unique pour le rééquilibrage de l'organisation territoriale du Grand-Duché, pour la relance socio-économique du Sud du pays et pour des investissements tant publics que privés.

Le projet de reconversion de la friche de Belval prévoit la création d'un nouveau quartier urbain multifonctionnel qui regroupe des activités socio-économiques diversifiées, utiles et nécessaires à une vie urbaine durable, orientée vers l'avenir, dont notamment des espaces de bureaux, de commerces et restaurants, de logements, de loisirs. Il s'agit d'éviter une agglomération urbaine monofonctionnelle dont les déficiences sont largement connues.

L'option de concevoir la Terrasse des Hauts Fourneaux également comme quartier mixte et d'y créer un mélange de fonctions publiques et privées afin de créer un lieu d'activités, d'échanges et de synergies multiples a volontairement été retenue.

La Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation complète l'offre et contribue à la diversification aussi bien des activités que de la population. Le programme de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation comprend en sus des activités universitaires et de recherche, également des start-up et entreprises de la nouvelle économie, des commerces, restaurants et cafés, des services et administrations de l'Etat, les Archives nationales, le Centre de musique amplifiée, des infrastructures socioculturelles, pédagogiques, événementielles et de congrès.

L'université et les centres de recherche sont donc implantés et intégrés dans la ville, contrairement au modèle des campus universitaires étrangères des années 60 qui se trouvaient généralement isolés en périphérie. Dans ce sens, il convient plutôt de parler de pôle universitaire au Nord de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation que de campus universitaire, pôle qui se place donc dans un contexte urbain cohérent et global qui est toujours en devenir. Ce vaste programme urbain est loin d'être finalisé et de nombreux projets restent à être achevés ou réalisés.

Les «maisons» thématiques

C'est dans ce contexte de pôles d'activités thématiques que s'inscrivent, au Nord de la Terrasse des Hauts Fourneaux, la Maison du Savoir, la Maison des Sciences humaines et la Maison du Nombre et des Arts et des Étudiants, maisons indépendantes regroupant les fonctions spécifiques de l'enseignement supérieur, de la recherche ou encore des activités administratives, pédagogiques, sociales et culturelles. Elles constituent avec les autres immeubles, publics et privés, un quartier de ville mélangeant les fonctions et activités.

Ces maisons sont occupées en majeure partie par l'Université du Luxembourg mais également par d'autres institutions telles que le Fonds national de la recherche (FNR), la Fondation Restena, l'Institut Universitaire International de Luxembourg (IUIL), le Luxembourg Income Study Database (LIS) et le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER). Ces bâtiments ne sont pas attribués à un utilisateur unique mais à des fonctions ou activités spécifiques.

Le concept des «maisons» thématiques qui restent la propriété de l'Etat et la décision de créer des bâtiments dynamiques à grande flexibilité et accessibles à plusieurs utilisateurs expriment aussi la volonté politique de créer des lieux de partage, d'échanges et de rencontres favorisant des synergies à tous niveaux entre les activités de tous les acteurs, quelle que soit leur appartenance institutionnelle. Ces synergies et l'utilisation commune d'une partie de ces infrastructures modernes et bien équipées par tous les acteurs du site conduisent à une meilleure occupation des bâtiments, à une réduction du programme à construire et donc à des économies concernant le coût de construction et les frais d'entretien, de maintenance et d'exploitation. Ce partage de surfaces est possible au vu du fonctionnement par semestres de l'Université du Luxembourg, de l'envergure du nombre de salles planifiées et construites et du faible taux d'occupation actuel du bâtiment par l'université.

Concernant la question 1.

Précisons tout d'abord que l'Université du Luxembourg n'est pas locataire de locaux, de salles de cours ou d'auditoires auprès du Fonds Belval, établissement public en charge de la gestion des bâtiments de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation; ces locaux sont mis gratuitement à la disposition de l'université ainsi qu'aux autres institutions publiques concernées.

Il est par ailleurs évident que l'Université du Luxembourg est prioritaire dans la réservation des salles de cours et des auditoires.

Il y a également lieu de faire remarquer que c'est l'Etat qui est propriétaire des terrains et des bâtiments achevés alors que, par la loi du 24 novembre 2015 modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest, l'Etat délègue au Fonds Belval notamment la gestion des infrastructures réalisées pour le compte de l'Etat.

Retenons encore que, comme développé précédemment, la Terrasse des Hauts Fourneaux est conçue comme quartier urbain mixte, qui est en plein développement, et non comme campus universitaire monofonctionnel.

Force est de constater que toute institution présente à Belval doit disposer d'un certain degré d'autonomie afin de pouvoir développer ses idées, ses identités, un sentiment d'appartenance et de communauté, tout en favorisant la participation et une ambiance conviviale; celle-ci devra se faire dans le respect des infrastructures mises à disposition et des autres utilisateurs qui partagent les surfaces dites communes.

Dans leurs surfaces privatives, tous les occupants disposent par ailleurs d'une autonomie totale d'aménagement et d'utilisation.

La gestion du site et des bâtiments par le Fonds Belval confère une autonomie adéquate aux différents utilisateurs et à l'Université du Luxembourg, aussi bien en ce qui concerne les surfaces privatives que communes. Il n'est cependant pas toujours fait usage de ces possibilités qui comportent également des obligations et responsabilités. Aussi, comme dans tout nouveau projet, et plus particulièrement dans un projet de l'envergure et de la complexité de celui de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, des optimisations et adaptations continues aux besoins réels et constatés au courant des premiers mois, voire années, de fonctionnement sont normales et nécessaires.

Rappelons par ailleurs que la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation est toujours en voie de réalisation et que de nombreux bâtiments, dont la Maison des Arts et des Étudiants ou la Maison du Livre, le futur Learning Center, sont encore en chantier. En outre, des équipements scientifiques et mobilier qui ont été définis en fonction des premières expériences restent à être livrés. Ces éléments contribueront certainement à une amélioration et un développement de la vie urbaine et étudiante tout comme le nombre d'étudiants qui est actuellement assez faible par rapport aux capacités des bâtiments et du site mais qui augmentera dans les années à venir. Il en est de même en ce qui concerne les futures petites surfaces commerciales, ainsi que les restaurants et cafés qui contribueront également à l'animation du site.

Retenons finalement que le Fonds Belval, l'Université du Luxembourg et les autres institutions publiques présentes sur le site poursuivent tous le même but: créer des lieux intéressants, attrayants et vivants alors que des solutions optimisées se dégageront des dialogues et des expériences vécues. Si tout est mis en œuvre pour contribuer efficacement à une ambiance agréable et une identité forte du site, il y a cependant lieu de noter que la présence de bâtiments, d'équipements et d'aménagements intérieurs et urbains est une condition nécessaire mais non suffisante. Il est évident que notamment le nombre d'étudiants présents sur le site, l'offre, la qualité et le calendrier des cours et conférences, l'attractivité des activités universitaires et parauniversitaires, la communication interne et les prises en charge et encadrement des étudiants constituent des facteurs tout aussi importants. Aussi la forte proportion d'étudiants résidant au Luxembourg qui quittent souvent le site après les cours n'est-elle pas susceptible de favoriser le développement de vraies communautés de vie universitaires comme dans les grandes métropoles.

Concernant la question 2.

Il est évident qu'une priorité est accordée à l'Université du Luxembourg en ce qui concerne l'utilisation et la réservation des salles de cours et des auditoires. L'université introduit neuf mois avant le début de chaque semestre ses besoins en salles en y prévoyant une réserve supérieure à 30%; ces locaux sont dès ce moment réservés à l'Université.

Les bâtiments de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation ont été conçus pour pouvoir accueillir à moyen et long terme quelque 7.000 étudiants. L'Université du Luxembourg est actuellement présente sur le site de Belval avec environ 2.100 étudiants qui ne sont cependant pas tous présents en même temps sur site. Il en résulte qu'actuellement environ 20% des capacités en heures des infrastructures d'enseignement de la Maison du Savoir sont utilisées lors des périodes d'enseignement. A cela s'ajoutent

¹ Décision N°1903/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant le programme «Culture» (2007-2013).

² Impact assessment accompanying the document Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a Creative Europe Framework Programme.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

les périodes creuses de l'Université du Luxembourg - les cours d'enseignement n'ayant lieu que pendant deux semestres à trois mois - pendant lesquelles les infrastructures d'enseignement sont moins occupées bien que les examens et quelques autres activités universitaires aient également lieu pendant cette période.

81 salles de cours et audittoires sont mis à la disposition des utilisateurs de la Cité des Sciences dans la Maison du Savoir; ceux-ci permettent d'organiser plus de 30.000 cours ou manifestations sur six mois.

Par rapport à ce chiffre, seulement 33 événements publics externes (ministères, administrations...) et cinq manifestations de sociétés privées ont été organisés par le Fonds Belval dans la Maison du Savoir au cours des six premiers mois de 2016; ceux-ci correspondent à 0,99% et 0,15% de la capacité de la Maison du Savoir respectivement à 1,63% et 0,25% des réservations faites par l'université pour le semestre d'été 2016.

À ces événements externes s'ajoutent encore 28 manifestations des institutions et centres de recherche publics présents à la Cité des Sciences autres que l'université.

Qu'on fasse le calcul par nombre ou par durée des manifestations, le ratio est toujours en dessous de 2% des capacités maximales respectivement en-dessous de 3,5% des réservations de l'Université du Luxembourg. À noter encore qu'une partie de ces événements a eu lieu dans le grand auditoire qui se trouve au sous-sol et qui n'est pas utilisé par l'université au quotidien.

Au vu du petit nombre de manifestations externes, au vu des salles d'enseignement et d'audittoires vacants et de l'actuel faible taux d'occupation par l'Université du Luxembourg, l'organisation d'événements externes, publics ou privés, ne crée pas, à l'heure actuelle, de conflit de cohabitation, voire d'organisation et le Gouvernement ne voit dès lors aucune contre-indication à mettre ces infrastructures et équipements performants à la disposition d'autres utilisateurs publics ou privés.

Aussi le reproche parfois formulé que des intérêts économiques primaient n'est-il pas tenable au vu du faible nombre de manifestations privées et du fait que les salles sont mises gratuitement à la disposition des institutions publiques.

Retenons cependant qu'avec la croissance du nombre d'étudiants à la Cité des Sciences, les possibilités de locations ou de mises à disposition de salles à des institutions ou sociétés externes, publiques ou privées, seront réduites.

À préciser en outre que chaque demande de réservation introduite est soumise à une analyse préliminaire afin de garantir qu'elle soit compatible avec le bon fonctionnement de l'Université du Luxembourg. Notons aussi que les événements externes présentent souvent une opportunité pour l'université dans la mesure où certains événements organisés au sein de la Maison du Savoir couvrent des domaines dans lesquels l'université est également active, favorisant ainsi des échanges intéressants entre le monde académique et le monde économique.

Concernant la question 3.

Comme indiqué dans la réponse à la question 2, les manifestations privées organisées dans la Maison du Savoir représentent un pourcentage infime. Par ailleurs, celles-ci peuvent constituer un échange intéressant pour l'Université du Luxembourg sans qu'elles n'entrent en conflit avec le fonctionnement quotidien de l'université.

Vu également que les salles de cours et audittoires ne sont actuellement utilisés par l'Université du Luxembourg que de l'ordre de 20% de la capacité maximale en heures, une mise à disposition des infrastructures aux autres institutions de recherche publiques du site ou établissements publics ou encore à des sociétés privées est parfaitement possible sinon une obligation; au lieu de laisser ces infrastructures modernes, fonctionnelles et à la pointe de la technologie vides et non utilisées et d'en enregistrer que les seuls frais courants d'entretien, de maintenance et d'énergie, il est logique d'en faire profiter notamment les autres institutions de recherche publiques du site, des ministères et d'autres entités publiques ou encore des sociétés privées. Lorsque le nombre des étudiants inscrits à Belval et les besoins réels de l'Université du Luxembourg en salles de cours et audittoires augmenteront, les possibilités de mise à disposition des infrastructures à des entités privées diminueront en conséquence.

Concernant la question 4.

Il est sans aucun doute préférable de mettre à la disposition des étudiants des locaux adéquats

permanents que de recourir à des solutions temporaires et coûteuses telles que la construction d'infrastructures préfabriquées.

Le concept de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation prévoit justement que la Maison des Arts et des Étudiants, actuellement en voie de réalisation, mette des espaces à la disposition des étudiants. L'achèvement des travaux de la Maison des Arts et des Étudiants est prévu pour la mi-2017. Sur demande expresse de l'Université du Luxembourg - et en attendant la mise en service de la Maison des Arts et des Étudiants - des infrastructures temporaires existantes sur le site de Belval seront provisoirement mises à la disposition des associations étudiantes. Il s'agit du pavillon préfabriqué utilisé jadis par l'ADEM; cette infrastructure a été réalisée par l'Administration des Bâtiments publics et la décision d'attribution de ces locaux à l'Université du Luxembourg a été prise par la Commission des Loyers.

Concernant la question 5.

Tel qu'indiqué au projet de loi relatif à la construction de la Maison des Arts et des Étudiants, le programme de construction prévoit des surfaces pour les étudiants, leurs organisations, associations et clubs, leur permettant de se réunir et de travailler dans un contexte approprié. Les locaux mis à leur disposition relèvent de leur responsabilité tout en restant dans la gestion centrale de l'Université du Luxembourg.

L'ouverture au public et la possibilité d'utilisation de certains espaces par des externes est également une composante de la Maison des Arts et des Étudiants qui se comprend comme une autre fenêtre ouverte au monde non académique pour contribuer à la diffusion du savoir au sens le plus large du terme.

Une éventuelle autogestion des locaux occupés par les étudiants est une question interne à l'Université du Luxembourg.

Le projet de la Maison des Arts et des Étudiants est développé en étroite collaboration avec les services responsables de l'Université du Luxembourg qui devraient transmettre les intérêts et besoins des étudiants, conformes aux visions et règles de fonctionnement de l'université, tout en les coordonnant avec les nécessités et desideratas des autres services de l'Université à occuper le même bâtiment. Ainsi, de nombreuses adaptations ont déjà été apportées au projet suite à des demandes de changement de programme et la formulation de nouveaux besoins par l'Université du Luxembourg.

Concernant la question 6.

La communauté universitaire ainsi que les autres utilisateurs de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation étaient impliqués dès le départ, dans le respect des activités et compétences de tout un chacun, dans les discussions concernant le développement et la gestion du site et des bâtiments, notamment dans des réunions de travail et dans des jurys de concours d'architecture. Comme tous les acteurs de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, l'Université du Luxembourg et le Fonds Belval participent activement au développement du site par l'organisation de nombreuses activités culturelles, éducatives, sportives, de loisir et autres, ainsi que par la réalisation de nouvelles infrastructures.

Rappelons finalement que les Maisons du Savoir, des Sciences Humaines et de l'Innovation n'ont été mises en service qu'il y a neuf mois alors que d'autres infrastructures sont encore en voie de réalisation.

Ainsi, chaque nouveau projet urbain d'une certaine envergure et d'un certain degré de complexité demande du temps pour se développer en un espace de vie durable, dynamique et attractif, orienté vers le futur et pour voir les interactions avec les résidents, employés, étudiants, visiteurs et commerçants, ainsi que l'appropriation des lieux se mettre en place.

La qualité et l'ambiance d'un lieu ne se décrivent, elles se développent progressivement.

Question 2107 (01.06.2016) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le contrôle médical:

Kürzlich hat der Direktor des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung erklärt, seinem Dienst sei, anlässlich der letzten Reform, zusätzliches Personal genehmigt worden. Mangels fehlender Infrastrukturen können jedoch keine weiteren Mitarbeiter angestellt werden. Wissend, dass der Dienst momentan im Gebäudekomplex der Sozialversicherung untergebracht ist und die neue „Cité de la Sécurité sociale“ nicht vor 2020 bezugsfähig sein wird, wurde über unterschiedliche Übergangslösungen, wie z. B. die Unterbringung in Containern, nachgedacht, damit der Kontrolldienst seinen

Aufgaben besser nachgehen kann. Sollten angepasste Infrastrukturen zur Verfügung stehen, könnte der kontrollärztliche Dienst dann auch wie vorgesehen Versicherte während der Lohnfortzahlung kontrollieren. Laut Aussagen des Direktors des Dienstes wurde zugesichert, der Platzmangel sei bis Ende des Jahres behoben.

In Anbetracht dieser Tatsachen möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin sowie den Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Wie gedenkt die Regierung die Infrastrukturprobleme des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung bis Ende des Jahres zu lösen?

- Schwebt der Regierung eine „Containlerlösung“ vor oder soll der Dienst bis zur Fertigstellung der „Cité de la Sécurité sociale“ in anderen Räumlichkeiten untergebracht werden?

Réponse (08.06.2016) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Es ist vorgesehen, dass die Infrastrukturen des kontrollärztlichen Dienstes der Sozialversicherung übergangsweise und bis zum Einzug in die neuen Räumlichkeiten in der „Cité de la Sécurité sociale“ in Luxembourg-Gare um eine „Containlerlösung“ erweitert werden. Dieser Containerlösung wurde aus Kostengründen der Vorzug gegeben, da die neuen Räumlichkeiten bereits 2020 bezugsfertig sein sollen.

Besagter Containerkomplex wird über einen bestehenden Notausgang an das bestehende Gebäude angebunden, so dass, in Anbetracht der bestehenden Gebäudesituation, der bestmögliche Zugang für Versicherte und Personal geschaffen wird.

Die erste der drei vorgesehenen Bauphasen (die Erstellung der Fundamente) ist so gut wie abgeschlossen. Danach werden die Container auf die vorgesehenen Fundamente gestellt und im Laufe der folgenden Monate erfolgt der Innenumbau. Sofern keine unvorhergesehenen Zwischenfälle die Zeitplanung durcheinanderbringen, sollten die neuen Räumlichkeiten Ende 2016, Anfang 2017 bezugsfertig sein.

Question 2108 (01.06.2016) de M. Alexander Krieps (DP) concernant l'interconnexion entre les pharmacies:

Depuis des années le Luxembourg figure parmi les tout premiers pays en terme de consommation de médicaments (p. ex. en ce qui concerne les benzodiazépines, les opiacés de synthèse ou encore les antibiotiques).

Un des éléments favorisant une consommation élevée de médicaments réside dans le fait que les pharmacies ne sont actuellement pas encore connectées entre elles, afin de pouvoir suivre de plus près la vente de certains médicaments à certains clients.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé:

- Les Ministres peuvent-ils m'informer si dans le cadre de la digitalisation des données de santé une interconnexion entre les pharmacies est prévue, afin de limiter les abus de consommation susmentionnés?

- Dans l'affirmative, dans quel délai cette mesure pourra-t-elle être mise en place?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons empêchant l'interconnexion des pharmacies?

Réponse commune (01.07.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député met en exergue la consommation estimée très élevée de certaines classes de médicaments, dont certaines en liaison avec le détournement de leurs usages thérapeutiques. Dans ce contexte il suggère que dans le cadre de la digitalisation des données de santé des patients, l'interconnexion des pharmacies pourrait limiter les phénomènes de mésusages et d'abus de certaines classes de médicaments, et ceci au niveau individuel.

Les consommations élevées c'est-à-dire largement au-dessus de la moyenne des pays participants concernant les médicaments antibiotiques et certaines classes de médicaments psychotropes (benzodiazépines) furent mises en évidence dans le cadre d'études comparatives rétrospectives initiées par des organismes internationaux comme l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)³ et le European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC)⁴ à partir des données informatisées des prescriptions remboursées au niveau de la population résidente.

³ <http://www.oecd.org/els/health-systems/health-data.htm>

⁴ <http://ecdc.europa.eu/en/publications/Publications/antimicrobial-consumption-europe-esac-net-2012.pdf>

La création de l'Agence eSanté et le développement du Dossier de soins partagé (DSP)⁵ peuvent en principe fournir la base pour l'échange des données évoqué par Monsieur le Député. La finalité précitée est à la base de la motivation des ministères concernés et de la CNS de s'investir dans ces projets.

Selon le projet eSanté la prescription électronique et l'informatisation des données de santé constituent des avantages indéniables pour le patient individuel puisque ses antécédents documentés permettent un meilleur diagnostic, une meilleure adaptation du traitement entraînant de ce fait moins d'interactions médicamenteuses.

Ceci compte surtout dans le traitement des patients souffrant de plusieurs maladies chroniques pouvant ainsi éviter des consultations auprès de médecins différents, le risque d'une redondance de prescriptions pouvant porter atteinte à la santé du patient.

Les programmes destinés à la surveillance des prescriptions peuvent agir à plusieurs niveaux comportant des bénéfices directs du point de vue santé publique et social.

Ainsi, le risque de mésusage de certaines classes de médicaments comme celle des antibiotiques est estimé important, notamment à cause d'une utilisation inappropriée et/ou non conforme à leur autorisation de mise sur le marché (AMM) ou aux recommandations professionnelles. Une utilisation prudente et contrôlée de cette classe de médicaments nécessaire pour juguler en partie les phénomènes de résistance antimicrobienne pourrait être mise en œuvre par l'adoption de recommandations professionnelles en antibiothérapie intégrables dans un outil d'aide à la prescription clinique.

Les médicaments placés sous contrôle international comme certains psychotropes de la famille des benzodiazépines ainsi que certains stupéfiants comme les analgésiques opioïdes, indiqués dans le traitement de la douleur, sont largement exposés aux risques de mésusages ainsi qu'aux risques d'abus avec comme conséquences des détournements dans le contexte de la pharmacodépendance ou de la revente. Cette situation est devenue alarmante aux États-Unis et décrite comme une épidémie d'abus de médicaments analgésiques opioïdes entraînant de nombreux décès selon l'article «An 'Ideal' Prescription-Drug Monitoring Program» publié ce mois-ci dans le prestigieux New England Journal of Medicine⁶. Même si l'abus d'analgésiques n'atteint pas les niveaux observés aux États-Unis, certains pays européens ont observé que les abus et les mésusages sont en évolution.

Les situations d'abus sont en partie liées à la possibilité d'obtenir plusieurs prescriptions simultanées issues de différents prescripteurs par la pratique du nomadisme médical («doctor shopping»). Pour évaluer et détecter l'abus, il est donc nécessaire de développer des méthodes spécifiques pour mettre en évidence des sujets ou groupes de sujets à partir des caractéristiques telles que le nombre de médecins consultés, nombre de pharmacies visitées, nombre total de délivrances et quantité de médicaments reçus par le patient.

La détection de signaux concernant la pro-curation aberrante de ces médicaments pourra se faire au niveau de la prescription et/ou délivrance des médicaments à condition que les informations de prescriptions soient disponibles en temps réel. L'efficacité d'un système destiné à la surveillance des prescriptions électroniques n'est pas directement liée à l'interconnexion des lieux finaux de délivrance, elle dépend surtout du partage des données, de leur consistance et de leur disponibilité immédiate par l'internaute d'une accessibilité facile.

Néanmoins, actuellement la base légale est lacunaire et le règlement grand-ducal en relation avec le DSP - qui va probablement entrer en procédure au dernier trimestre 2016 - ne pourra pas clarifier toutes les questions ouvertes. Les questions qu'il reste à résoudre dans ce cadre seraient notamment les suivantes:

- Avant de discuter de l'échange et de l'accessibilité de données entre pharmaciens ne faudrait-il pas instaurer un tel échange entre médecins prescripteurs, respectivement veiller à l'application du dispositif du médecin référent tel que modifié pour éviter au mieux la surconsommation chez des patients à polymorbidités?

- Comment faut-il traiter des patients qui n'ont pas de DSP?

- Est-ce que l'alimentation du DSP et la consultation de son contenu seront obligatoires pour les médecins et pour les pharmaciens, et, le cas échéant, pour quelles données?

- Est-ce que le pharmacien a le droit de refuser la délivrance d'un médicament prescrit par un médecin?

⁵ Articles 60ter et 60quater du Code de la Sécurité sociale

⁶ <http://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMp1204493>



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

En conclusion, on peut constater que certains préalables comme le dispositif du médecin référent, la création d'une base de données accessible par tous les prestataires de soins, la mise en œuvre du dossier de soins partagé existent ou sont en voie d'élaboration avec comme un des objectifs une médication plus appropriée des patients, mais sans que pour autant il soit à l'heure actuelle clair à qui incombera en fin de compte le devoir de surveiller une médication appropriée.

Question 2109 (08.06.2016) de M. Michel Wolter (CSV) concernant les infractions routières:

Je reviens à la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et de Monsieur le Ministre de la Justice à ma question parlementaire n°2050 du 3 mai 2016 (*cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2015-2016*). Messieurs les Ministres y répondent de façon générale qu'*«un automobiliste qui est flashé à plusieurs reprises est redévable du paiement de l'avertissement taxé pour chaque infraction commise»* et que *«le laps de temps entre deux ou plusieurs infractions est insignifiant et sans importance»*.

Je tiens à revenir au cas précis du conducteur qui a été flashé dix fois endéans une seule journée selon les déclarations de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure lors de la séance publique du 20 avril 2016 dans le cadre de l'heure d'actualité au sujet d'un premier bilan relatif aux radars fixes.

En effet, il est fort probable que le chauffeur en question parcourt beaucoup de kilomètres sur les routes grand-ducales. Or, s'il a été flashé dix fois en une seule journée, force est de constater qu'il dépasse régulièrement la vitesse autorisée.

Ces deux éléments pris ensemble laissent craindre que cet automobiliste puisse représenter un danger permanent pour lui-même et pour tous les autres usagers de la route. De surcroît, le fait d'être flashé dix fois en une seule journée ne représente aucunement un fait divers anodin.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils effectivement confirmer le cas évoqué par le Ministre de la Sécurité intérieure à la tribune de la Chambre des Députés le 20 avril 2016 et me renseigner sur la date précise des infractions commises?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'assurer que l'automobiliste fautif a bien reçu, pour chacune des dix infractions commises, un avis de constatation séparé par lettre recommandée?

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas plus opportun de transmettre au parquet du tribunal d'arrondissement compétent les dossiers d'un chauffeur tel que précisément mentionné par Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure lors de ladite séance publique?

Réponse commune (06.07.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

ad 1. Après vérification des statistiques il s'avère que le maximum d'infractions relevées en un jour pour le même véhicule s'élève à trois, mais que plusieurs véhicules ont été flashés près de dix fois depuis le début du fonctionnement du système de contrôle et de sanction automatisés.

ad 2. Nous renvoyons à la réponse à la question parlementaire n°2050 de l'honorable Député Michel Wolter.

ad 3. En vertu des compétences territoriales respectives des deux parquets, il n'est pas possible à l'heure actuelle de transférer le traitement des infractions commises dans un ressort vers la compétence d'un autre parquet.

cas d'intempéries ou sous d'autres conditions défavorables? Est-ce que les CFL soumettent leurs installations à des tests de résistance afin d'identifier des vulnérabilités de leurs installations? Dans l'affirmative, comment explique-t-il les problèmes survenus à la gare de Bettembourg?

- Selon un article de presse paru dans le «*Tagesschau*», le personnel CFL sur place n'était pas en mesure de couper l'électricité et il y avait un risque d'électrocution.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une coupure automatique du courant aurait dû être déclenchée? Le personnel des CFL est-il obligatoirement formé afin de pouvoir réagir de manière adaptée lors de différents types d'incidents entraînant des problèmes de sûreté?

Réponse (05.07.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par la question parlementaire n°2111 du 02 juin 2016, l'honorable Députée, Madame Claudia Dall'Agnol, souhaite s'informer sur l'inondation de la salle technique du poste directeur du secteur triage.

Le complexe ferroviaire de Bettembourg comprend trois secteurs commandés chacun par un poste directeur; la gare des voyageurs avec les raccordements des lignes en direction de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et de Dudelange, le secteur réservé aux activités fret avec le raccordement de la ligne vers Thionville et enfin le triage Bettembourg-Dudelange. Toutes les installations, y compris les bâtiments qui les abritent, ont été mises en service au début des années 1980.

En fin d'après-midi du 30 mai 2016, le sous-sol du bâtiment abritant les postes directeurs des secteurs fret et triage a été inondé; la distribution électrique du bâtiment et les équipements d'alimentation des postes directeurs ont été affectés de sorte que les opérations ferroviaires en relation avec le fret et le service voyageurs en relation avec la France ont dû être suspendues dans ces secteurs.

Le poste directeur du secteur voyageurs n'a pas été affecté.

À aucun moment, la sécurité de la circulation des convois ferroviaires n'était compromise.

À l'époque 1980, tout comme à l'heure actuelle, les CFL mettent en œuvre des concepts d'installations de sécurité ainsi que des équipements éprouvés, agréés et conformes aux règles d'art.

L'inondation est due à la surcharge totale des systèmes d'évacuation des eaux pluviales et des cours d'eau dans le secteur Bettembourg-Dudelange où des quantités de pluie exceptionnelles de 80 à 90 l/m² ont été enregistrées.

Avant l'intervention des services de secours, l'alimentation générale du bâtiment ayant subi l'inondation a été coupée et consignée dans la distribution électrique en amont située dans un autre bâtiment non affecté.

Question 2112 (02.06.2016) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'esclavage moderne au Luxembourg:

Une récente estimation publiée dans le rapport «*2016 Global Slavery Index*» de la «Walk Free Foundation» porte le chiffre de personnes soumises à une forme d'esclavage moderne à environ 45,8 millions à travers le monde entier. Le Luxembourg est pourtant le pays où «la fréquence estimée de l'esclavage est la plus faible», en fonction de la population. Le rapport affirme qu'environ 100 personnes seraient en situation d'esclavage moderne au Luxembourg, ce qui équivaut à 0,018% de la population.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'autres chiffres à ce sujet?

- Quelles sont les formes d'esclavage moderne les plus répandues au Luxembourg?

- Quel est le profil des victimes identifiées au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre considère-t-il la législation actuelle en la matière comme suffisante?

- Dans la négative, quelles mesures supplémentaires Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin de remédier à la problématique de l'esclavage moderne?

Réponse (29.06.2016) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Le phénomène de l'esclavage moderne se présente sous forme de traite des êtres humains.

Le département de la Justice qui coordonne les travaux du Comité de suivi de la lutte contre la

traite des êtres humains dispose uniquement de statistiques sur les victimes identifiées de la traite des êtres humains.

Ces chiffres figurent en annexe de la présente.

Les formes de traite les plus répandues au Luxembourg sont l'exploitation sexuelle et l'exploitation par le travail.

Le tableau en annexe renseigne sur le profil et l'origine des victimes identifiées.

La législation luxembourgeoise sur la traite des êtres humains est adaptée régulièrement et pour la dernière fois par une loi du 9 avril 2014. Les dispositions de la loi sont conformes aux conventions internationales récentes ainsi qu'aux directives de l'Union européenne.

Le Gouvernement déploie depuis plusieurs années de considérables efforts afin d'améliorer la lutte contre la traite des êtres humains.

Après une brochure d'information tout public préparée en 2014, il envisage actuellement de lancer en novembre 2016 une campagne audiovisuelle de sensibilisation du public sur le phénomène de la traite.

Le Conseil de Gouvernement devrait également adopter dans les prochains mois un plan d'action national de lutte contre la traite.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

recommande des mesures protectrices pour la population à la cellule de crise. Le plan prévoit aussi que le chef de la Division de la Radioprotection soit présent au centre de crise.

Dans les locaux de la Division de la Radioprotection continueraient à fonctionner le service de la dosimétrie, responsable à fournir des dosimètres au personnel intervenant et le service d'analyses radiologiques (laboratoire). Ce dernier était la partie de la division initialement prévue pour un déménagement vers Dudelange.

Le rôle de ce laboratoire pendant et après une urgence nucléaire est de déterminer le degré de contamination radiologique dans les différents milieux biologiques. Les échantillons proviendront de toutes les zones du pays, concernées ou non par les rejets radioactifs. Les résultats aideront la cellule d'évaluation radiologique à obtenir plus de précisions dans la détermination de l'exposition de la population. Cette mission impose que le laboratoire ne doive pas être installé dans une zone qui serait potentiellement concernée par une évacuation dans la première phase d'un accident.

Cette zone de planification en cas d'évacuation s'étend jusqu'à 15 km de la centrale de Cattenom. Dans la zone de planification primaire de 25 km sont prévues prioritairement la mise à l'abri et l'absorption des comprimés d'iode de potassium. Ces deux mesures peuvent être élargies dans la zone de planification secondaire en cas de besoin. Les locaux de la Division de la Radioprotection se trouvent à environ 25 km de la centrale et son laboratoire peut continuer à fonctionner, même en cas d'une mise à l'abri.

Concernant les centres d'accueils situés au nord du pays, la Division de la Radioprotection participe à la planification des sites, mais n'assume pas de rôle actif lors d'un accident.

Question 2114 (02.06.2016) de M. Aly Kaebs (CSV) concernant le plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire:

Le Gouvernement luxembourgeois a adopté le 15 octobre 2014 un nouveau plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire (PIU Cattenom) qui prévoit un rayon d'évacuation de 15 km à partir de la centrale de Cattenom.

L'objectif du plan est d'établir les procédures d'alerte et les mesures de prévention, de protection et de secours de la population en cas de situation d'urgence radiologique quelconque et en particulier en cas d'accident à la centrale électronucléaire de Cattenom. Un rôle important incombe dans ce contexte au Service de la radioprotection qui, en tant qu'acteur principal pendant et immédiatement après un éventuel incident, ne saurait être localisé à proximité géographique de la centrale nucléaire de Cattenom.

Initialement, la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé (LNS) à Dudelange devait comprendre parmi d'autres services le laboratoire de radiophysique de la Direction de la santé, Division de la radioprotection. Or, suite à l'adoption du nouveau plan d'intervention d'urgence, il a été décidé à juste titre de ne pas loger la Division de la radioprotection dans le bâtiment du Laboratoire national de santé à Dudelange qui se situe à l'intérieur du rayon d'évacuation de la centrale nucléaire de Cattenom.

Le même plan d'intervention d'urgence définit également des zones et des périphéries d'action sur le territoire luxembourgeois. Ainsi le pays est divisé en une zone de planification primaire et en une zone de planification secondaire. C'est dans les principales villes de la zone de planification secondaire que se trouvent les centres d'accueil prévus en cas d'évacuation de la population. Selon mes informations quatre centres d'accueil auraient été définis à savoir dans la Nordstad (Ettelbruck, Diekirch, Hosingen), à Echternach et à Redange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Dans un souci de cohérence, le Gouvernement envisage-t-il de déloger de la ville de Luxembourg la Division de la Radioprotection de la Direction de la santé vers une des localités susmentionnées où devraient se trouver les centres d'accueil prévus en cas d'évacuation de la population et notamment vers la Nordstad qui devrait accueillir la majorité de la population?

- Dans l'affirmative, quel pourrait être le nouveau lieu d'implantation de la Division de la Radioprotection de la Direction de la santé?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (05.07.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le nouveau plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire attribue en effet plusieurs missions à la Division de la Radioprotection de la Direction de la santé. Cette division est notamment chargée de la présidence de la cellule d'évaluation radiologique. L'évaluation se fait sur base du réseau automatique de mesures radiologiques implanté sur le territoire du Luxembourg et en tenant compte des informations reçues des autres pays. Sur base de cette évaluation, la cellule d'évaluation radiologique

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les susdites informations?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils transmettre le rapport précité aux membres de la Chambre des Députés?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous en donner les raisons d'une non-transmission dudit rapport?

Réponse commune (01.07.2016) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

En ce qui concerne la première question de Messieurs les Députés, nous voudrions renvoyer à la réponse conjointe de Monsieur le Premier Ministre, de Madame la Ministre de la Santé et de Madame la Ministre de l'Environnement à la question parlementaire n°2076 de Madame la Députée Josée Lorsché et de Monsieur le Député Henri Kox (cf. ci-dessus).

En ce qui concerne une éventuelle transmission du rapport que l'Ambassadeur luxembourgeois en France a envoyé au Ministre des Affaires étrangères et européennes, il n'est pas d'usage de transmettre les rapports internes élaborés par les représentations diplomatiques du Grand-Duché de Luxembourg à d'autres institutions. Ceci pourrait constituer un préjudice au travail de la diplomatie luxembourgeoise.

Question 2111 (02.06.2016) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'inondation de la salle technique du poste directeur des CFL à Bettembourg:

Suite aux intempéries, la salle technique du poste directeur des CFL à Bettembourg a été inondée et par la suite les installations de signaux et des aiguillages sont hors service sur la ligne ferroviaire entre Bettembourg et Thionville. En conséquence des suppressions de trains, la circulation routière est fortement perturbée.

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'en général des installations sensibles tel que le poste directeur à Bettembourg sont sécurisés de manière suffisante pour pouvoir fonctionner sans faille en